

Myrian Carbajal Mendoza

Actrices de l'ombre

*La réappropriation identitaire des femmes
latino-américaines sans-papiers*

Thèse présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de
Fribourg (Suisse), pour obtenir le grade de docteur

Approuvé par la Faculté des Lettres sur la proposition des professeurs
Marc-Henry Soulet (premier rapporteur), Claudio Bolzman (deuxième
rapporteur) et Giuliano Bonoli (troisième rapporteur).
Fribourg, le 26 mars 2004. Prof. Richard Friedli, Doyen

À toi, *Frank*
À mes parents
Aux femmes latino-américaines

Remerciements

Toute ma reconnaissance et mes remerciements au Professeur Marc-Henry Soulet pour la direction de ce projet dans le cadre du Département de travail social et politiques sociales à l'Université de Fribourg. Merci pour son accompagnement scientifique et pédagogique tout au long de cette recherche.

Mes remerciements s'adressent également au Professeur Claudio Bolzman pour ses constants conseils théoriques et son regard critique. Un grand merci aux membres du jury pour leur disponibilité et leur attention portées à la lecture de cette thèse.

Je voudrais également exprimer ma profonde gratitude à l'égard de toutes les femmes latino-américaines qui ont nourri ce projet. MERCI pour les rêves et les espoirs partagés et pour la confiance qu'elles m'ont témoigné.

Merci finalement, à tous celles et ceux qui de plus près ou de plus loin ont suivi et encouragé la naissance de cette thèse, tout particulièrement à Frank, pour sa patience et son amour, aux ami(e)s pour leur chaleureuse présence et disponibilité, aux collègues pour le généreux soutien et collaboration, à ma famille pour leur amour et leur confiance.

Sommaire

Introduction	7
Première partie	
Problématiser la migration clandestine féminine	14
Chapitre 1	
Le vécu des femmes sans-papiers oblige à repenser les théories de la migration internationale	16
1.1. Présenter les théories de la migration internationale et leurs limites	18
1.2. Entrelacer la politique et le marché dual pour expliquer notre perspective	28
1.3. Inclure la spécificité genre	37
1.4. Intégrer et mieux comprendre	47
Chapitre 2	
L’actrice sociale : inexistence légale versus existence quotidienne	54
2.1. Les réseaux sociaux : une réponse à la crise	57
2.2. L’ <i>agir</i> dans un champ de possibles limité	65
Chapitre 3	
La méthodologie	84
3.1. La population de notre recherche	88
3.2. L’enquête	96
3.3. Le guide d’entretien	101
Conclusion de la première partie	105
Deuxième partie	
S’en sortir en Suisse	107
Chapitre 1	
Un pari pour l’avenir	110
1.1. Être Femmes, ici ou ailleurs	110
1.2. Partir simplement ?	127
Chapitre 2	
Rester en tant que femmes sans-papiers	146
2.1. Vivre l’épreuve	148
2.2. Malgré tout des projets	156
2.3. Malgré tout une « installation »	166
Conclusion de la deuxième partie	176

Troisième partie	
Faire face en Suisse	183
Chapitre 1	
Vivre dans la clandestinité	186
1.1. Le monde de la clandestinité	187
1.2. S'éloigner de la clandestinité...	199
1.3. L'homogénéisation pour rester en Suisse	216
Chapitre 2	
Création d'un nouveau mode de vie	228
2.1. L'organisation de la vie quotidienne	230
2.2. La logique économique	242
2.3. La logique intellectuelle	266
2.4. La logique adaptative	276
Conclusion de la troisième partie	299
Quatrième partie	
Identité en résistance	303
Chapitre 1	
Semblable mais différente	307
1.1. Minorités et regard d'autrui	309
1.2. Entre la résistance et l'homogénéisation	325
Chapitre 2	
La différenciation, de la résistance aux autres identités	334
2.1. Stratégies identitaires face à la clandestinité	336
2.2. Entre la tradition et l'émancipation	344
Chapitre 3	
D'une vie anormale à une vie normale	357
3.1. Se rendre visible et invisible : « avoir une vie normale »	361
3.2. L'expérience migratoire	375
Conclusion de la quatrième partie	389
Conclusion	
Entre le visible et l'invisible	394
Bibliographie	415

Introduction

Aujourd'hui, il n'est pas possible de parler d'immigration clandestine sans susciter la mise en évidence d'arguments ou de prises de position de nature fort différente ; s'agit-il d'un fléau à combattre ? Faut-il encourager la libre circulation des personnes ? Que faire face aux filières de passage illégal, voire de trafic humain ? Qu'en est-il des droits humains ? Ces questions figurent parmi celles qui sont régulièrement soulevées lorsque le sujet est évoqué.

Au niveau européen, différentes estimations suggèrent la présence de 3 millions de personnes séjournant en situation irrégulière. Au niveau mondial, les chiffres varient entre 15 et 30 millions, ce qui voudrait dire que, au maximum une personne migrante sur 4 et au minimum une sur 8 est en situation irrégulière¹. Ces différents chiffres permettent de donner une certaine présence à des personnes légalement inexistantes. En outre, un événement majeur et qualitativement important (la sortie de l'ombre des sans-papiers sur la scène publique) a rendu plus évidente l'existence concrète et quotidienne de milliers de personnes dites illégales. Les événements de l'été 1996 (dits de Saint-Ambroise ou de Saint-Bernard) en France sont à cet égard révélateurs². En 2001, un groupe de 80 sans-papiers occupe les locaux d'une église de Fribourg en Suisse afin de réclamer une normalisation de leur situation³. C'est ainsi qu'une nouvelle figure sociale émerge, celle des sans-papiers.

Il n'est donc pas étonnant de susciter de vives discussions lorsque nous évoquons les chiffres avancés des personnes « sans-papiers » habitant depuis des années sur le

¹ En réalité, les difficultés relatives à la nature de ce type de migration et à l'absence d'une définition uniforme de la migration clandestine rendent difficile les estimations du nombre de personnes sans-papiers dans le monde. En outre, il convient de préciser que les États utilisent différentes méthodes pour évaluer l'ampleur de ce phénomène. Cf. STALKER P., *The work of strangers : A Survey of International Labour Migration*, Geneva, Éditions International Labour Migration, 1997, p. 146 ; Propos de Jonas Widgren cité par BEURET M., "Les mafias semblent mieux organisées que les états" in *L'Hebdo*, n° 25, 22 juin 2000, p. 28.

² Cf. CISSE M., *Parole de sans-papiers*, Paris, Éditions La Dispute, 1999 ; SIMEANT J., *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ; PICKELS A. (éd.), *À la lumière des sans-papiers*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2001.

³ Pour plus d'informations, consulter le site internet du collectif www.sans-papiers.ch À remarquer qu'il existe en Suisse différents collectifs de sans-papiers (Fribourg, Genève, Berne, Zürich, Jura, Bâle et Vaud).

territoire helvétique (entre 120'000 et 180'000⁴) ou lorsque nous abordons la question de leur sortie de l'ombre vers la scène publique. Cette présence sur le sol helvétique, qui ne date certainement pas d'hier, se montre sous un jour nouveau, questionnant entre autres les notions de citoyenneté, d'identité et d'intégration.

La loi fédérale du 26 mars 1931 stipule que tout étranger a le droit de résider sur le territoire suisse s'il est au bénéfice d'une autorisation de séjour ou d'établissement. Or, le non-octroi de cette autorisation entraîne une irrégularité de séjour. Ces personnes, parce qu'elles sont illégitimes, ne peuvent pas séjourner librement sur le territoire helvétique. Elles sont légalement inexistantes et sans droits. De plus, elles ont transgressé les réglementations du pays, ont commis des actes illégaux.

L'existence de législations fortement restrictives ne laisse aux ressortissants des pays du Sud pratiquement aucune chance de séjourner de manière régulière dans le pays de réception. En Suisse, la politique migratoire prévoit l'octroi d'une autorisation initiale de séjour aux ressortissants de l'UE (Union Européenne) et de l'AELE (Association Européenne de Libre Échange) qui exercent une activité lucrative. En ce qui concerne les personnes provenant d'autres États, elles reçoivent exceptionnellement des autorisations initiales de travail s'il s'agit de personnes hautement qualifiées qui sollicitent une autorisation pour la réalisation d'une activité déterminée d'une durée limitée⁵. De ce fait, beaucoup de femmes sont doublement désavantagées tant par leur appartenance à des pays non membres de l'UE ou de l'AELE que par des représentations stéréotypées de la condition féminine qui, dans un grand nombre de sociétés, les empêchent d'accéder au même niveau scolaire et de formation que les hommes⁶.

⁴ FOBB, *Travail clandestin de travailleurs étrangers en Suisse, résultats de l'enquête du syndicat du bâtiment et du bois (FOBB) sur le travail clandestin* in Conférence de presse, 22.02.1990. Il faut préciser que bon nombre d'estimations récentes se basent sur cette étude.

⁵ Commission d'experts en migration, *Une nouvelle conception de la politique en matière d'intégration*, rapport de la commission d'experts en migration par ordre du Conseil fédéral, Berne, 1997. Voir également WISARD N., "Les droits des 'sans-papiers'" in *Vivre en situation non-autorisée. En quoi les 'sans-papiers' nous concernent-ils ?*, Journée de rencontre organisée par l'Institut d'éthique social de la FEPS, Berne, 29.5.1999, pp. 6-39, Document ronéoté ; WISARD N., "Les droits des 'sans-papiers'", *Tsantsa*, n° 6, pp. 148-153.

⁶ Cf. CARONI M., *Danseuses et candidates au mariage. Aspects juridiques de la traite des femmes en Suisse*, Lucerne, Éditions Caritas, 1996, p. 40.

Malgré la restriction des politiques migratoires, beaucoup de femmes latino-américaines vivent cependant sur le territoire helvétique sans autorisation de séjour et travaillent dans le secteur domestique et la garde d'enfants⁷. Ces femmes ont des objectifs et des projets de vie, elles ont de bonnes relations avec leurs patronnes suisses et des relations d'amitié avec des Suisses, d'autres Latino-américains ou encore d'autres ressortissants étrangers. De plus, elles utilisent l'espace public et ont des enfants à l'école. Ainsi, malgré leur *inexistence légale*, elles ont une *existence concrète et quotidienne*. Comment donc comprendre cette *existence quotidienne* malgré l'*inexistence légale* ?

La clandestinité impose à ces femmes une situation spécifique tout à fait contradictoire avec leurs objectifs, leurs attentes, leurs projets migratoires et même avec leur identité. Or, il est pertinent de se demander comment les « motifs »⁸ d'action de ces femmes peuvent être compris malgré leur clandestinité (contre laquelle l'immigrée a très peu ou pas de marge d'action), malgré cet univers de contraintes et le manque de droits. Autrement dit, comment comprendre l'expérience de l'immigration clandestine à partir du sens que lui donnent les *immigrées latino-américaines* ? Quelles significations donnent-elles à leur vécu en Suisse ? Comment font-elles pour organiser leur vie dans ce pays en tant que sans-papiers ?

Cette recherche, tout en utilisant un cadre d'analyse large nous permettant de dresser le panorama contextuel de la clandestinité, porte sur *le mode de vie des femmes latino-américaines sans-papiers travaillant dans le secteur domestique et la garde d'enfants*. Ces femmes doivent reproduire au jour le jour certains types de comportements, donner certaines réponses et élaborer certaines stratégies afin de *construire une place* là où elles n'en ont pas et cela dans un futur proche (le lendemain, le surlendemain, la semaine suivante). Il s'agit pour elles de construire des conditions servant à reproduire un certain mode de vie. Afin de comprendre *l'expérience de la clandestinité*, nous avons privilégié

⁷ C'est cette population cible qui nous intéresse dans le cadre de notre recherche. Voir le chapitre sur la méthodologie.

⁸ Au sens de Max Weber, c'est-à-dire "un ensemble significatif qui semble constituer aux yeux de l'agent ou de l'observateur la 'raison' significative d'un comportement". Cf. WEBER M., « Économie et société » in BERTHELOT J-M., *Sociologie. Épistémologie d'une discipline Textes fondamentaux*, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2000, p. 57.

une enquête qualitative de type compréhensif qui utilise comme technique principale les récits de vie des femmes qui séjournent en Suisse de manière illégale.

Nous avons interviewé au total 24 femmes latino-américaines et ce en trois étapes, ce qui a permis une interaction constante entre la théorie et le travail de terrain. Les différentes nationalités des répondantes sont les suivantes: péruvienne, équatorienne, colombienne et bolivienne. Au fur et à mesure que la recherche avançait, nous avons essayé d'équilibrer le nombre d'entretiens en hétérogénéisant notre échantillon en fonction du temps de séjour en Suisse, de l'âge, de l'état civil et du niveau d'éducation. Nous tenons à indiquer que, par souci d'anonymat, les noms utilisés tout au long de la recherche sont fictifs. Nous avons également choisi de parler des Latino-américaines de manière indifférenciée afin d'éviter de devoir mentionner les nationalités impliquées. Par conséquent, l'anonymat de ces femmes devrait être respecté.

En ce qui concerne notre thématique, il nous paraît tout d'abord opportun de définir les termes à utiliser, étant donné la diversité des situations qu'elle regroupe. Ainsi, comme l'article 2 de la Convention N° 143 de l'Organisation Internationale du Travail le suggère, le migrant peut se trouver dans une situation irrégulière à trois niveaux: l'accès, le séjour et l'exercice d'une activité dans le pays de réception. Cet article définit en outre les migrations clandestines comme étant celles où « les migrants sont soumis au cours de leur voyage, à leur arrivée ou durant leur séjour et leur emploi à des conditions contrevenant aux instruments ou accords internationaux multilatéraux ou bilatéraux pertinents ou à la législation nationale »⁹.

De ce fait, nous tenons tout d'abord à indiquer que la femme latino-américaine à laquelle nous faisons référence dans cette étude pénètre dans le pays illégalement ou devient clandestine à l'échéance de son visa de touriste et séjourne donc sur le territoire suisse sans en avoir le droit. D'autre part, elle exerce également une activité lucrative sans que cela le lui soit autorisé. Ainsi, ce type de femme latino-américaine employée dans le secteur domestique sans autorisation de séjour travaille au noir puisqu'elle viole certaines dispositions du droit des étrangers. Toutefois, l'activité professionnelle qu'elle réalise a un caractère légal (étant donné que celle-ci ne correspond pas aux activités

⁹ SLIMANE L., *L'immigration clandestine de main-d'œuvre dans la région bruxelloise*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1995, p. 7.

illicites -vente de drogues, prostitution ou autres-) mais devient « (...) illégale en raison de sa non-déclaration aux autorités de la part des acteurs intéressés et donc de sa non-participation aux recettes fiscales et aux cotisations sociales ainsi qu'enfreignant (...) la législation en matière d'immigration »¹⁰.

Cependant, le fait de séjourner illégalement en Suisse est loin d'être un phénomène volontaire. Ce n'est pas l'immigrée qui veut avoir ce statut de « sans-papiers », c'est plutôt la seule possibilité que la politique migratoire lui laisse, car comme cela a déjà été indiqué, ces femmes n'ont ni la nationalité requise ni le niveau de qualification désiré. Nous rejoignons ainsi le terme de *clandestinisation* forgé par Claudio Bolzman¹¹ pour mettre l'accent sur les marges de manœuvre limitées que ces femmes ont quant à l'attribution du statut de sans-papiers. La femme latino-américaine devient en effet clandestine par la mise en œuvre de différentes mesures juridiques relatives aux politiques de migration du pays d'immigration. Toutefois, pour des raisons pratiques, nous utiliserons tout au long de cette recherche les termes de clandestine et de sans-papiers de manière indifférente¹².

Ceci dit, il peut toutefois sembler peu pertinent de parler de pays d'accueil étant donné les limitations que cette politique entraîne pour des milliers de femmes et d'hommes vis-à-vis d'un séjour « normal » sur le territoire helvétique et les conséquences que ce séjour « a-normal » peut avoir sur la vie des femmes en Suisse. De ce fait, nous utiliserons plutôt le terme de pays de réception lorsque nous ferons référence au pays d'immigration. Concernant la rédaction de la thèse, nous avons privilégié la féminisation des termes étant donné que notre recherche ne concerne que les femmes.

¹⁰ PIGUET E. & LOSA, S. *Travailleurs de l'ombre ? Demande de main-d'œuvre du domaine de l'asile et ampleur de l'emploi d'étrangers non déclarés en Suisse*, Zurich, Éditions Seismo, 2002, p. 13. Il convient de clarifier, à l'instar de Lofti Slimane, que "(...) le travail au noir n'est pas seulement le fait des ressortissants étrangers en séjour illégal; même s'il présente pour les clandestins un caractère automatique, le travail au noir est aussi exercé par des Belges et des étrangers en séjour régulier". SLIMANE L., *op.cit.*, p. 7.

¹¹ Cf. BOLZMAN C., "Quels droits citoyens ? Une typologie des modèles d'intégration des migrants aux sociétés de résidence" in PERREGAUX C. & alii, *Intégrations et migrations. Regards pluridisciplinaires*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, p.176.

¹² Nous tenons à indiquer que ce terme est celui revendiqué par les mouvements des sans-papiers afin de souligner la non-criminalisation de leur statut. Le terme est apparu lors des occupations d'églises en France (voir CISSE M., *op. cit.* ; SIMÉANT J., *op. cit.*).

Afin d'aborder notre problématique (qui cherche à comprendre la manière dont ces femmes arrivent à mener une vie de tous les jours, une « vie normale » tout en vivant sur le territoire suisse sans avoir un statut légal reconnu), nous avons divisé notre recherche en quatre parties :

La *première partie* de ce travail situera la perspective de l'étude dans un cadre théorique plus large afin de situer d'une part notre approche au sein d'autres modèles explicatifs de la migration internationale et de mettre en évidence d'autre part la manière dont celle-ci peut ouvrir une perspective nouvelle pour les études de la migration clandestine et plus particulièrement de la migration clandestine féminine. Notre intérêt porte certes sur le mode de vie des femmes sans-papiers en Suisse, mais cette expérience s'insère dans le contexte de la clandestinité. Il est ainsi tout à fait important de comprendre les facteurs qui sont à la base de celle-ci, ainsi que les mécanismes de reproduction. Les femmes sans-papiers *s'insèrent* dans le contexte de la clandestinité mais elles contribuent aussi, à travers leur mode de vie, à la reproduction de celui-ci. Par conséquent, l'expérience migratoire de ces femmes nous est d'un grand intérêt.

Cette expérience migratoire trouve son origine dans les histoires concrètes et se projette, en même temps, dans le futur. C'est ainsi que dans la *deuxième partie* de notre étude, nous nous intéresserons aux objectifs migratoires qui, conjugués aux conditions contextuelles du départ du pays d'origine, donnent naissance aux projets migratoires. Ceux-ci, même s'ils doivent être réaménagés dans le nouveau contexte du pays de réception, vont influencer la manière de vivre, les différents choix à faire et le mode de vie dans l'*ici*. Mais la confrontation avec la réalité de clandestinisation entraîne une souffrance sociale. Malgré cette souffrance, malgré l'insécurité constante et la peur d'être renvoyée, le séjour de ces femmes se prolonge.

Face à la clandestinité et à son impact sur la condition de vie, *faire face* implique de créer des conditions pour survivre dans ce nouveau contexte et satisfaire ainsi des besoins élémentaires comme se nourrir, se loger, se soigner, etc. En même temps, *faire face* englobe les possibilités de *reproduire* les conditions de clandestinité au jour le jour et d'assurer ainsi une certaine « prolongation dans l'instabilité ». C'est à travers un nouveau mode de vie résistant aux nouvelles vicissitudes, aux nouveaux défis et aux

nouveaux enjeux que ces femmes construisent des conditions de passage d'une vie anormale à une vie normale. Et c'est donc les modes de vie de ces femmes qui seront au centre de notre intérêt dans la *troisième partie* de notre étude.

Dans la *quatrième partie*, nous aborderons le thème des stratégies identitaires. L'enjeu de l'identité implique le fait de « s'homogénéiser et de se différencier » ; autrement dit, de se confondre avec les autres pour ne pas se percevoir comme marginal ou « différent » et de se différencier pour continuer à être « soi-même » et pour garder la cohérence du sentiment d'être identique. Or, comment cela peut-il se faire dans un contexte où le regard d'autrui impose une identité homogène, celle de femmes sans-papiers ?

Nous finirons cette partie par un moment récapitulatif (reprenant les éléments théoriques principaux de l'analyse) afin d'expliquer et de mettre en évidence le passage que font ces femmes -soit sur le plan identitaire soit sur le plan de la vie en Suisse- de l'affirmation « *ce n'est pas une vie* » à l'affirmation « *j'ai une vie normale* ».

Dans la *conclusion* de cette thèse, nous situons tout d'abord l'expérience de femmes latino-américaines sans-papiers au sein du pays d'immigration, c'est-à-dire en mettant en évidence les interactions de leurs modes de vie (situés entre l'invisible et le visible) avec la société de réception et nous présentons ensuite des perspectives pour de nouvelles recherches.

Première partie

Problématiser la migration clandestine féminine

Femmes latino-américaines sans-papiers en Suisse : comment vivent-elles ? comment arrivent-elles à mener une vie de tous les jours, une vie normale tout en vivant sur le territoire suisse sans avoir un statut légal reconnu ? Nous avons pour objectif, dans cette première partie du travail, de situer cette étude dans un cadre théorique plus large afin de mettre en évidence la manière dont cette recherche peut amener une perspective nouvelle aux études de la migration clandestine et plus particulièrement de la migration clandestine féminine.

Afin de construire notre problématique, nous allons analyser les théories de la migration internationale, celles de la migration clandestine ainsi que celles de genre. Il s'agit d'identifier les apports de ces approches ainsi que leurs limites quant à la question qui nous occupe. À partir de là, nous aurons des éléments pour construire notre modèle. Notre intérêt porte certes sur le mode de vie des femmes sans-papiers en Suisse, mais cette expérience est insérée dans le contexte plus général de la clandestinité.

Il s'avère donc important de comprendre le processus de la clandestinité, c'est-à-dire les facteurs qui sont à la base de celle-ci ainsi que les mécanismes de reproduction. Les femmes sans-papiers *s'insèrent* dans ce contexte, mais elles lui donnent suite, lui donnent forme et le prolongent. Autrement dit, elles contribuent, à travers leur mode de vie, à sa reproduction. Dans ce sens, nous avons besoin d'un cadre d'analyse qui nous permette de saisir le processus de *production/ reproduction de la clandestinité*, un cadre d'analyse qui englobe les aspects macro et micro sociaux et qui permette de tisser des liens entre ces niveaux ainsi que la dynamique interne ce processus migratoire. L'intérêt de notre recherche est donc de compléter les différents niveaux d'analyse afin de mieux comprendre l'expérience migratoire des femmes sans-papiers en Suisse.

L'expérience migratoire de ces femmes est au centre de nos préoccupations. Nous allons l'étudier en nous appuyant sur l'approche compréhensive et en privilégiant les récits de vie. Nous chercherons à saisir la façon dont les femmes latino-américaines sans-papiers définissent les différentes situations sociales et les représentations qu'elles s'en font¹ : « (...) les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur (...) »². C'est en privilégiant ce paradigme qu'il est possible de saisir, à travers la « compréhension », le sens de l'expérience sociale de la migration clandestine.

Cette partie sera composée de trois chapitres. Dans le *premier chapitre*, après avoir analysé les différentes approches de la migration internationale, nous constituerons notre cadre théorique à partir des approches que nous considérons comme étant les plus appropriées à notre question de recherche. Il s'agit donc de disposer tout d'abord d'un cadre théorique nous permettant de comprendre l'émigration des femmes du Sud vers les sociétés du Nord pour la réalisation des tâches ménagères ; puis d'identifier à travers une perspective de genre les contours particuliers quant à ce type d'émigration pour finalement dresser le contexte d'émigration/immigration des femmes latino-américaines sans-papiers en Suisse.

Dans le *deuxième chapitre*, nous nous concentrerons surtout sur la dimension de l'*agir* (c'est-à-dire la façon dont agissent les femmes face à la clandestinité) de l'actrice sociale tout en mettant en évidence la nécessité d'une dynamique interactive entre les niveaux macro et micro sociaux. Nous arriverons ainsi à la décomposition analytique de notre problématique et à l'énonciation de nos postulats et hypothèses. Après avoir précisé le caractère de notre recherche, nous argumenterons, dans le *troisième chapitre*, de la nécessité d'une démarche qualitative. Nous décrirons ainsi les étapes de l'enquête, la population interrogée et présenterons l'analyse des données.

¹ Cf. WEBER M., « Économie et société » in BERTHELOT J-M., *Sociologie. Épistémologie d'une discipline Textes fondamentaux*, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2000, pp. 50-61.

² KAUFMANN J.C., *L'entretien compréhensif*, Paris, Éditions Nathan, 1996, p. 23

Chapitre 1

Le vécu des femmes sans-papiers oblige à repenser les théories de la migration internationale

Comme nous l'avons déjà mentionné, nous nous intéressons principalement aux femmes latino-américaines sans-papiers séjournant illégalement en Suisse. Dans un premier temps, nous voulons situer le contexte de la clandestinité, c'est-à-dire comprendre les conditions, les facteurs et les mécanismes qui sont à l'origine de la migration clandestine ou encore de la production de l'inexistence légale de beaucoup de personnes appelées « *sans-papiers* ».

Certes, ce premier moment que guide notre intention de comprendre les facteurs explicatifs de l'existence de la migration clandestine est important. Mais il serait réduit si nous ne considérions pas une perspective de genre dans notre étude. Notre recherche porte précisément sur la migration clandestine des *femmes*. La perspective de genre fait appel à une analyse qui tient compte des différents façonnements sociaux, culturels, politiques et autres qui définissent les rôles des femmes et des hommes et qui leur assignent une position particulière dans une société déterminée. Ainsi, le fait de parler de la migration des femmes nous incite à prendre en compte, dans cette étude, une perspective de genre.

Nous souhaitons donc situer le contexte (d'émigration et d'immigration) de la migration clandestine des femmes, afin d'esquisser le « champ des possibles » dans lequel l'agir des femmes en Suisse -en tant que personnes inexistantes légalement- va se dérouler. De ce fait, il s'avère nécessaire de contextualiser notre recherche au sein des théories de la migration internationale. Mais notre intérêt principal reste de comprendre l'action de ces actrices sociales ; autrement dit, discerner leur agir inséré dans ce contexte de la clandestinité. Comment leur existence concrète et quotidienne est-elle possible au regard justement de leur inexistence légale ?

En ce qui concerne les théories de la migration internationale, plusieurs d'entre elles essaient d'expliquer les raisons d'émigration ou le processus d'installation dans la société d'immigration. Même si nous allons nous concentrer sur l'agir des femmes dans le quotidien « ici » en Suisse, le fait de revenir en arrière et d'analyser les facteurs de départ est essentiel pour rendre compte de la complexité des situations et des motivations du départ. Par ailleurs, ces facteurs et motivations feront partie des projets migratoires de ces femmes.

Nous devons encore préciser que notre étude se concentre sur les femmes latino-américaines qui effectuent des *tâches ménagères en Suisse*. Nous avons ainsi besoin de faire appel aux théories qui nous aident à comprendre la présence des femmes latino-américaines dans le secteur des services (et plus précisément dans celui des tâches ménagères) des sociétés industrialisées comme c'est le cas en Suisse.

Concrètement, nous allons tout d'abord présenter les différentes théories qui, d'une certaine manière, nous fournissent des éléments explicatifs quant à la migration internationale. Cependant, ces dernières ne représentent que des réponses partielles pour notre étude et elles ne se suffisent pas à elles-mêmes. Au contraire, une approche complémentaire nous semble plus appropriée pour l'étude de la migration internationale. Nous prôtons donc, dans un deuxième temps, une approche intégrative qui explique tout d'abord la présence des migrants dans le secteur des services des sociétés riches (théorie du marché fragmenté), puis la présence des migrants sans-papiers (approche politique) et finalement la présence des *migrantes* (théories de genre) dans le processus migratoire. Il nous paraît important de relever que notre objectif n'est pas de faire une analyse exhaustive de la migration de l'Amérique Latine vers la Suisse, notre étude portant plutôt un regard qualitatif sur l'immigration clandestine qui, à notre sens, a besoin d'un cadre macro sociologique.

1.1. Présenter les théories de la migration internationale³ et leurs limites

La *théorie néo-classique* affirme que la migration internationale est le résultat de différences de salaire. Certains auteurs, comme Douglas Massey et autres, ont confirmé l'existence de ce lien -émigration et différences de salaires- en se basant sur les résultats empiriques de diverses recherches pour le cas des États-Unis, mais ils remarquent également que les pays avec les salaires les plus bas ne sont pas nécessairement les pays qui fournissent le plus d'émigrants⁴. En ce qui nous concerne, dans le cas de la migration latino-américaine en Suisse, la question du salaire est sûrement importante, mais le fait de ne considérer que cet aspect pour expliquer la migration clandestine est, à notre avis, réducteur et insuffisant.

Par ailleurs, cette théorie présuppose homogénéité des capacités entre les régions d'origine et de destination et l'assurance d'un emploi dans les deux régions durant le processus de migration⁵. Nous pensons que chaque contexte (celui du pays d'origine comme celui du pays de réception) présentant des caractéristiques différentes ont besoin de niveaux de qualification distincts. Il est donc difficile d'imaginer cette homogénéité des compétences entre les régions, surtout s'il s'agit de régions très dissemblables comme c'est le cas pour l'Amérique Latine et la Suisse, où les langues sont déjà différentes. De plus, nous pouvons constater un transfert inadéquat des compétences éducationnelles ; les migrantes (plus encore les sans-papiers) souffrent souvent d'une

³ Cette partie est basée en grande partie sur les références suivantes : MASSEY D. & alii, "Theories of International Migration : A Review and Appraisal" in *Population and Development Review* 19, n° 3, september 1993, pp. 431-466 ; UNITED NATIONS, *World Population Monitoring 1997 International Migration and Development*, Department of Economic and Social Affairs Population Division, United Nations Publications, 1998, pp. 141-147 ; CASTLES S. & MILLER M., *The age of migration. International Population Movements in the Modern World*. England, Macmillan Press Ltd, 2da ed., 1998 (se référer surtout aux chapitres 3, 4 et 5) ; FISCHER P. & alii, "Should I Stay or Should I Go ?" in HAMMAR T. & alii (éd.), *International Migration, Immobility and Development. Multidisciplinary Perspectives*, Oxford & New York, Éditions Berg, 1997, pp. 49-90.

⁴ Cf. MASSEY D. & alii, "Una evaluación de la teoría de la migración internacional : el caso de América del Norte" in MALGESINI G. (comp.), *Cruzando frontera : migraciones en el sistema mundial*, Barcelona, Éditions Icaria, Fundación Hogar del Empleado, 1998, pp. 204-205.

⁵ Ceci précisément en fonction de l'équilibre du marché du travail que ce modèle prédit. Selon cette approche, le mouvement migratoire permet un équilibre étant donné que l'offre de main-d'œuvre dans le pays pauvre diminue et les salaires augmentent. Le processus inverse se produit dans le pays riche, car, l'offre de main-d'œuvre augmente et les salaires baissent.

disqualification professionnelle. Beaucoup d'immigrants ne peuvent pas réaliser un transfert de leurs qualités professionnelles et doivent ainsi accomplir un travail en deçà de leurs qualifications.

Le présupposé de l'équilibre du marché du travail (découlant de ce modèle) n'est pas vérifié dans le cas de notre population de recherche. Beaucoup de femmes interviewées sont venues en Suisse essentiellement pour des raisons économiques et avec l'espoir de bénéficier de meilleures conditions de vie. Or, ces personnes vivaient dans de mauvaises conditions dans leur pays d'origine. Il s'agit en effet souvent de femmes non salariées, engagées dans le secteur informel⁶ ou encore dans l'économie agraire de survivance. En venant en Suisse, elles ne délaissent pas des postes que d'autres personnes dans le pays d'origine seraient susceptible de reprendre. En partant, elles diminuent cependant le risque de tensions sociales et, à travers leurs envois périodiques d'argent, contribuent à l'augmentation des devises du pays d'origine⁷.

Il nous semble par contre que la variable travail (c'est-à-dire le fait de disposer d'une activité professionnelle) exerce une influence permanente sur le fait de rester dans le pays de réception⁸. Pour beaucoup de migrants, comme Bimal Ghosh l'observe⁹, le fait de trouver un emploi régulier représente non seulement une augmentation du salaire (vis-à-vis du salaire de son pays d'origine) mais également la stabilité d'une entrée salarier « fixe ». Dans cette perspective, la recherche d'un emploi ou d'une sécurité économique de base devient un facteur plus puissant, dans la construction des pressions migratoires, que les disparités de salaires entre les pays. Dans les pays de réception, les migrants auraient plutôt des emplois marginaux ou irréguliers dans une économie

⁶ Voir par exemple ALVARADO J. & alii., *El financiamiento informal en el Perú*, Lima, Éditions IEP-COFIDE-CEPES (Serie Análisis Económico 20), 2001.

⁷ Ainsi, la Banque Mondiale affirmait, en 1989, que le flux global d'envois des immigrants à leur pays d'origine, était de 65.5 milliards de dollars par an. En 1993, le fonds de Population des Nations Unies affirmait que cette somme était montée à plus de 70 milliards de dollars durant cette année-là. À titre de comparaison, cette somme est uniquement surpassée par l'exportation du pétrole. Cf. ALTAMIRANO T., *Migración. El fenómeno del siglo. Peruanos en Europa, Japón, Australia*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú Fondo Editorial, 1996, p. 102.

⁸ Cf. MASSEY D. & alii, "Una evaluación de la teoría de la migración internacional : el caso de América del Norte" in MALGESINI, G. (comp.), *op. cit.*, p. 204-205. Voir aussi CHAVEZ L.R., *Shadowed lives. Undocumented immigrants in American society*, Texas, Éditions Harcourt Brace, 2^{ème} édition, 1998, p. 144.

⁹ Cf. GHOSH B., "La migración económica y los países emisores" in MALGESINI, G. (comp.), *op. cit.*, 1998, p. 152.

submergée. Bimal Ghosh ajoute que ce sont plutôt la pauvreté et le chômage, combinés avec la demande non satisfaite de main-d'œuvre dans le pays de réception, qui restent une force dominante dans les migrations illégales¹⁰.

La théorie de l'investissement du capital humain, dans la mesure où elle considère les individus comme purement rationnels, possédant la même information et agissant de la même manière afin de choisir librement la meilleure alternative (émigrer ou ne pas émigrer) en termes de bien-être matériel ne nous paraît pas pertinente pour notre population d'étude. Il nous semble en effet difficile de penser la migration comme un phénomène volontaire. Tout d'abord, faire un choix rationnel implique de disposer d'informations quantitativement et qualitativement fiables¹¹, ce qui ne semble de loin pas être le cas de la migration latino-américaine clandestine. Les femmes latino-américaines venant en Suisse disposent certes d'une certaine information, mais celle-ci est incomplète¹². En ce sens, il n'est donc pas pertinent de parler de choix rationnel.

Par ailleurs, dans de nombreux cas, l'aspect de clandestinité n'est guère imaginé au moment de prendre la décision d'émigrer. Les émigrées latino-américaines disposent de peu d'informations sur les conditions de vie dans le pays de réception (cf. chapitre 1, deuxième partie). L'information dont elles disposent est élémentaire (condition d'illégalité, travail dans le secteur domestique, salaire plus élevé par rapport au pays d'origine). Toutefois, ce terme d'illégalité reste abstrait et beaucoup d'aspects à propos desquels on ne peut pas être sûr, sont ignorés (comme par exemple le temps nécessaire pour trouver un travail, le salaire perçu et sa valeur par rapport au pays d'origine, le temps nécessaire quant à l'acquittement des dettes ou encore les difficultés concrètes relatives au fait de ne pas avoir de permis). L'image du migrant qui réussit, voire le mythe de l'« eldorado », influence aussi la décision d'émigrer et doit également être considéré. Bimal Ghosh avance encore que les informations incorrectes véhiculées par

¹⁰ GHOSH B., *Huddled masses and uncertain shores Insights into irregular migration*, Netherlands, Martinus Nijhoff Publishers - International Organization for Migration, 1998, p. 60.

¹¹ Consulter SCHULTHESS D., "L'approche imagée des situations d'incertitude dans 'Le Petit Poucet' (1697) de Charles Perrault" in CENTILIVRES P. & GIROD I. (s/s la dir. de), *Les défis migratoires. Actes du colloque CLUSE. Neuchâtel, 1998*, Zurich, Éditions Seismo, 2000.

¹² Consulter à cet égard FISCHER P. & alii., "Should I Stay or Should I Go?", *loc. cit.*, pp. 63-69.

un type de publicité trompeuse créent des attentes irréalistes par rapport aux opportunités de travail et aux conditions de vie dans le pays de réception¹³.

En outre, selon ce modèle, les caractéristiques du capital humain individuel (surtout les plus qualifiantes comme l'éducation, l'expérience, l'entraînement, l'aisance dans les langues) pourraient bien augmenter la probabilité d'une décision favorable, de la part de l'individu, quant au fait d'entamer le processus de la migration internationale. Quant à notre recherche, la prise en compte du capital humain que porte en soi la personne migrante nous semble importante. En effet, nous considérons que la personne amène avec soi un certain bagage (composé entre autres d'un amalgame de savoir-faire, de débrouillardise et de compétences) auquel elle fera appel, qu'elle adaptera et renouvellera selon les cas, afin de faire face et s'en sortir dans le contexte de la clandestinité.

Toutefois, comme nous l'avons déjà indiqué, les chances de transférer d'une manière positive le capital humain -composé des caractéristiques individuelles performantes- au contexte d'immigration sont bien limitées. Ce postulat, impliquant le transfert du capital humain, n'est donc pas pertinent pour notre recherche. Il nous semble par contre que le statut que la personne se verra attribuer dans le pays de réception et qui, dans notre cas, est celui de « sans-papiers » influencera les chances de trouver un travail, de même que le type de travail réalisé et l'intégration de la personne elle-même. Par ailleurs, nous pensons que la décision d'émigrer ne dépend pas seulement des caractéristiques individuelles des migrants. D'autres aspects sont à considérer, comme par exemple l'existence de réseaux qui facilitent l'émigration (cf. théories des réseaux sociaux dans les pages suivantes) ou encore les sentiments de pression familiale, de déception ou de frustration.

La nouvelle économie de la migration suppose que les décisions soient prises par la famille afin de se protéger contre différents risques relatifs au revenu, à la propriété et aux incertitudes du marché du travail. Le fait d'envoyer un ou plusieurs membres de la famille en tant que travailleurs dans un marché du travail étranger est une manière de minimiser les risques et de diversifier l'origine des ressources. Notre recherche a relevé

¹³ Cf. GHOSH B., *Huddled masses and uncertain shores Insights into irregular migration*, op. cit., pp. 65-67.

le cas de femmes seules, responsables de leur famille, qui représente une réalité de plus en plus courante en Amérique latine (cf. chapitre 2, deuxième partie). Dans une certaine mesure, c'est la femme qui prend la décision d'émigrer (décision conditionnée par des éléments contextuels) étant donné qu'il s'agit, dans bien des cas, de mères célibataires qui doivent s'arranger avec les autres membres de la famille élargie -soit souvent leurs propres parents- pour la garde de leurs enfants durant la période de migration (ou du moins durant les premiers mois précédant la venue des enfants dans le pays d'immigration, tendance identifiée par notre recherche -cf. chapitre 2, troisième partie-).

Dans le cas de notre étude, c'est la notion de famille qui semble problématique (famille étendue, nucléaire, monoparentale), étant donné que cette approche ne tient pas compte du type de relations et de la nature des liens qu'il peut y avoir à l'intérieur de la famille. Nous croyons que la famille exerce un rôle important non seulement dans la décision d'émigrer, mais aussi dans le fait de prolonger ou non le séjour sur le territoire helvétique, mais il convient de considérer le type de lien entre la personne migrante et la famille restée au pays d'origine -enfant, mari, parents, frère, sœur, etc.-¹⁴.

Il est important de remarquer que, dans le cas de notre population et quel que soit le projet migratoire, l'envoi périodique d'argent à la famille du pays d'origine (aux parents par exemple) est très présent dans les mœurs des femmes latino-américaines sous forme d'obligation morale (être une « bonne fille »). Dans le cas de femmes ayant un projet économique familial impliquant un envoi périodique d'argent, ce dernier représente la principale, sinon la seule source du budget familial. Ainsi, la migration, pour beaucoup de femmes, est loin de représenter une source de diversification des revenus mais, au contraire, elle constitue bien l'unique source.

La *théorie des facteurs d'attraction et des facteurs de répulsion* soutient que la migration est produite par des facteurs d'attraction du pays de réception (des perspectives professionnelles, un meilleur salaire, des avantages dans l'éducation) et par des facteurs d'expulsion propres au pays d'origine (le chômage, la pauvreté, la crise politique). Alejandro Portes et József Böröcs soutiennent que les présupposés de cette

¹⁴ Par rapport à l'importance de la famille, voir BEY M. & alii, "Au Pérou, la famille peut-elle remplacer l'État ?" in GAUTIER A. & alii (s/s la dir. de), *Familles du Sud*, Bondy cedex, Cahiers des sciences humaines, Éditions de l'Aube, ORSTOM, nouvelle série n° 2, 1997, pp. 89-103.

théorie, même s'ils paraissent évidents (l'exemple des travailleurs mexicains aux États-Unis et des turcs en Allemagne le montre), n'expliquent pas les raisons pour lesquelles des mouvements similaires ne s'observent pas également dans d'autres régions également pauvres, ni pourquoi les sources de migration à l'étranger ont tendance à se concentrer dans des régions déterminées et non dans d'autres¹⁵.

Par ailleurs, les mouvements migratoires des régions à forte densité de population vers des régions à faible densité, ne se produisent pas toujours (les pays d'immigration comme les Pays-Bas et l'Allemagne sont parmi les pays les plus peuplés)¹⁶ -ce qui invalide de nouveau le présupposé de cette théorie-. D'autres facteurs tels que le développement des systèmes de transport et de communication, l'extension des réseaux sociaux et l'expansion des opérations de trafiquants permettent également l'arrivée de centaines de personnes en situation irrégulière¹⁷.

Dans la mesure où cette approche met en évidence la convergence d'une complexité de facteurs (propres au pays d'origine et au pays de réception) comme étant à l'origine de la migration internationale, nous considérons cette approche comme intéressante pour notre étude. Nous pensons que le processus de migration met en évidence deux réalités qui subissent et alimentent de multiples influences communes.

Toutefois, dans le cadre de notre recherche, il convient de considérer les présupposés de cette théorie avec prudence. Il semble en effet ironique de parler de « facteurs d'attraction » lorsque nous pensons au statut légal dont la personne disposera dans le pays d'immigration, à l'incapacité qu'elle aura à transférer ses ressources professionnelles, au réseau social limité dans lequel elle évoluera ainsi qu'au stress psychologique et aux pressions économiques qu'elle subira dans le nouveau pays.

En outre, même si les facteurs de répulsion tels que la pauvreté, le chômage, la frustration, la déception ou la discrimination exercent une influence dans le processus migratoire, ceux-ci ne sont pas toujours des mécanismes déclencheurs de mouvements migratoires. La littérature est abondante en ce qui concerne la description des

¹⁵ Cf. PORTES A. & BÖRÖCZ J., "Migración contemporánea. Perspectivas teóricas sobre sus determinantes y sus modalidades de incorporación" in MALGESINI G. (comp.), *op. cit.*, pp. 44-45.

¹⁶ Cf. CASTLES S. & MILLER M., *op. cit.*, p. 21.

¹⁷ Cf. GHOSH B., *Huddled masses and uncertain shores Insights into irregular migration*, *op. cit.*, p. 40.

différentes stratégies se développant dans les pays du Sud pour faire face aux différentes contraintes et difficultés socio-économiques et pour les surmonter (voir commerce informel, banques communautaires, groupes de mères, réseau social très fort et débrouillardise)¹⁸. Le fait d'expliquer la décision d'émigrer uniquement par des facteurs d'attraction et de répulsion demeure donc insuffisant.

Par ailleurs, il existe d'autres types de migration -par exemple celle liée au mariage- où il n'est pas évident d'identifier des facteurs de répulsion ou d'attraction. Il convient par contre de considérer certains facteurs de répulsion du pays d'origine comme étant liés au genre, c'est-à-dire à la position spécifique que la femme occupe dans une société déterminée (pression familiale, discrimination envers la femme mêlée à des désavantages économiques et sociaux).

L'approche centre-périphérie considère la coexistence des développements inégaux entre les pays du centre et ceux de la périphérie comme étant à l'origine de la migration. Selon cette approche, ce sont les intérêts du capital qui déterminent majoritairement les processus de migration. De ce fait, ce modèle accorde une attention insuffisante aux motivations et aux actions des individus et des groupes concernés.

Cette approche considère que, dans les pays du centre, il y a une demande de main-d'œuvre bon marché -qui est en lien avec le passage de l'ère industrielle au secteur tertiaire- et que, dans les pays de la périphérie, il y a une réduction de la demande de main-d'œuvre à cause du déplacement du travail de la terre. Ceci contribue à une augmentation de la migration rurale vers la ville¹⁹ en créant un surplus de force de travail dans ces régions, ce qui provoque des taux élevés de chômage et de sous-emploi ainsi que l'augmentation du nombre de personnes dans le secteur informel ou dans des activités mal rémunérées du secteur des services. Ainsi, la demande au niveau du travail mal rémunéré dans les pays du centre n'est pas satisfaite, ce qui crée la migration

¹⁸ Voir par exemple LORA C., *Creciendo en dignidad. Movimiento de comedores autogestionarios*, Lima, Éditions Instituto Bartolomé de las Casas - Centro de Estudios y Publicaciones, 1996 ; SARA-LAFOSSE V., "Les cuisines populaires de Lima" in DANHIEUX C. & SYMOENS J. (éd.), *Symposium : Promotion de la femme dans le Tiers-Monde*, Bruxelles, Éditions Administration Générale de la Coopération au Développement, 1990, pp. 131-140.

¹⁹ À cet égard, Teófilo Altamirano affirme que l'expérience migratoire préalable dans ou hors du pays tend à "préparer" l'émigration. Dans le cas du Pérou, par exemple, l'émigration tout d'abord à Lima (la capitale du pays) sert ensuite de tremplin pour l'émigration internationale. Cf. ALTAMIRANO T., *op.cit.*, p. 179.

internationale des travailleurs de la périphérie. Cette migration est facilitée par les liens culturels et idéologiques ainsi que par le développement du transport et de la communication.

Il convient d'indiquer que ce modèle reste insuffisant pour expliquer d'autres mouvements migratoires comme la migration produite par la nécessité d'échapper à des régions dangereuses, la quête d'une destination offrant un meilleur climat ou l'intention de chercher un mari ou une femme dans une autre région. En ce qui nous concerne, cette perspective globale nous est utile, étant donné que nous étudions la migration des femmes latino-américaines venant travailler à des tâches ménagères au Nord. À cet égard, il nous semble pertinent de ne pas perdre de vue le contexte des relations internationales entre pays industrialisés et non industrialisés qui définissent la position de chaque pays dans l'échelle mondiale et les inégalités de développement.

Cette théorie est proche de la théorie du marché dual que nous allons privilégier (cf. ci-après). Toutefois, la théorie centre-périphérie analyse les relations en termes de pays - ceux du centre (pays riches) et ceux de la périphérie (pays pauvres)- en suivant une perspective marxiste selon laquelle un développement inégal des pays pauvres se perpétue en raison de l'exploitation de leurs ressources qui rend les riches encore plus riches. Par contre, la théorie du marché dual ou fragmenté, comme nous le verrons plus tard, analyse la composition du marché des sociétés riches ou des grandes villes qui font appel soit à la main d'œuvre bon marché pour occuper des postes situés au bas de la hiérarchie sociale soit aux « high skilled » pour occuper des postes des strates supérieures de la pyramide sociale.

Ainsi, en raison des objectifs de notre recherche, il convient de préciser que l'approche centre-périphérie nous paraît incomplète dans la mesure où elle ne prend pas en compte la logique d'action et les expériences des immigrées elles-mêmes. En effet, nous nous intéressons au sens que les immigrées donnent à leur expérience, à la manière dont elles construisent un mode de vie et à la façon dont elles se font une place là où elles sont pourtant exclues. Par ailleurs, le modèle centre-périphérie reste limité quant il s'agit de répondre à la question suivante: même en admettant que la logique du capital et des intérêts des États d'Occident soient si dominants, comment expliquer dès lors les politiques migratoires de plus en plus restrictives à l'égard des étrangers?

La *théorie du système mondial* insiste sur l'importance d'analyser la migration comme un système de migration régionale, c'est-à-dire de se fixer sur un système (constitué de deux pays -ou plus- qui s'échangent les migrants entre eux) pour comprendre la dynamique de la migration, les liens historiques, culturels, politiques ou économiques entre les pays faisant partie de ce système. Ces liens préexistants –tel que le modèle le suggère- trouvent leur origine dans la colonisation, l'influence politique, l'investissement commercial et les rapports culturels.

Ainsi, selon ce modèle, la migration internationale est la conséquence de la formation du marché capitaliste, de sa dynamique et de l'économie mondiale dans les pays en développement. Dans le passé, cette pénétration du marché a été rendue possible par les régimes coloniaux. Aujourd'hui, ce sont les gouvernements néo-colonialistes et les entreprises multinationales qui perpétuent le pouvoir des élites nationales. Les entreprises des pays capitalistes du centre entrent dans les pays en développement afin d'y établir des succursales et de bénéficier des avantages liés aux bas salaires. Ce qui, d'une part, consolide les marchés de travail locaux grâce à la demande de travailleurs d'usine (où le travail féminin est fortement requis) mais affaiblit d'autre part les relations productives traditionnelles. Ces industries ébranlent l'économie paysanne par la production de biens qui concurrencent les produits locaux, ce qui a pour conséquence la création d'une population socialement et économiquement déracinée et donc encline à émigrer.

Cette approche suppose également l'existence de grandes villes²⁰ avec un marché du travail caractérisé par l'existence d'une demande importante de travailleurs très qualifiés et spécialisés (des experts en électronique, en télécommunications, au niveau bancaire, etc. ainsi que des capitalistes riches) et des travailleurs peu qualifiés (services dans des restaurants et hôtels, dans la construction, etc.)²¹. Une fois que les communautés d'immigrés se sont établies, elles créent leurs propres emplois qui accentuent encore davantage la demande de main-d'œuvre immigrante.

²⁰ Le terme en anglais est "global cities" (traduit par nous).

²¹ Cf. MASSEY D. & alii, "Theories of International Migration : A Review and Appraisal", *loc. cit.*, p. 447.

Ce type d'analyse semble être adapté dans la mesure où l'on situe la migration dans un contexte régional tout en analysant les liens existant entre les différents contextes. Cependant, comme il a déjà été indiqué, le manque de données comparatives au sujet de la migration internationale rend difficile ce type d'analyse. La migration mexicaine vers les États-Unis ou celle des Péruviens vers le Japon²² cadrent bien dans ce type d'analyse. Il s'agit de migrations où les liens historiques, culturels, etc. pourraient être facilement repérables. Dans le cadre de la migration latino-américaine en Suisse, et plus encore en ce qui concerne la migration clandestine des femmes latino-américaines vers la Suisse, ce type d'analyse est encore inexistant. S'agissant d'une migration relativement nouvelle, il n'y a pas, en effet, d'études majeures sur ce sujet²³. Ceci présente déjà une première limite à l'utilisation de ce modèle.

Douglas Massey et autres²⁴ soulignent que ce modèle relève plutôt du domaine de la description et non de l'analyse étant donné le manque de données comparatives sur la migration internationale. Ronald Skeldon considère comme une faiblesse de ce modèle l'influence eurocentrique ainsi que la vision selon laquelle le développement de la périphérie dépend du centre. Cette approche présuppose le fait que les sociétés de la périphérie sont relativement passives et inefficaces dans leurs relations avec l'ouest. Or, il cite certains États importants en Asie et en Afrique qui ont résisté à l'influence européenne dans leurs régions en prolongeant leur contrôle sur leur population et leur travail²⁵.

Quoi qu'il en soit, la perspective mise en avant par cette approche, notamment en ce qui concerne l'interaction entre les structures macro et micro sociales, nous semble pertinente. En effet, notre perspective se situe aussi dans cette logique interactive. Nous

²² Leo Chavez, dans le cas des Mexicains aux États-Unis, étudie les liens historiques entre ces deux contextes et par une analyse plus globale essaie de dresser le contexte de l'émigration-immigration. Teófilo Altamirano, de son côté, à travers le cas des Péruviens au Japon où la culture est très différente, explique ce type de migration à travers une analyse systémique tout en considérant un lien historique commun commencé dans un moment de l'histoire. Voir CHAVEZ R., *op. cit.*, trois premiers chapitres et ALTAMIRANO T., *op. cit.*, pp. 23-55.

²³ Voir BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : une approche dynamique*, Zurich, Seismo, 1996.

²⁴ Cf. MASSEY D. & alii, "Una evaluación de la teoría de la migración internacional : el caso de América del Norte" in MALGESINI G. (comp.), *op. cit.*, p. 223. Voir aussi UNITED NATIONS, *World Population Monitoring 1997 International Migration and Development*, *op. cit.*, pp. 141-147.

²⁵ SKELDON R., *Migration and development: a global perspective*, Edinburgh, Éditions Longman, 1997, pp. 26-27.

voulons d'une part poser le cadre macro sociologique dans lequel la migration des femmes latino-américaines en Suisse se réalise et d'autre part -et ceci constitue notre objectif principal- comprendre comment les immigrées elles-mêmes donnent une continuation au processus de la clandestinité. Ainsi, nous comprenons la clandestinité comme un processus en construction par des facteurs macro sociologiques mais aussi par des facteurs micro sociologiques -le travail de production au niveau micro vient compléter le niveau macro- c'est-à-dire que les facteurs macro/micro initient le processus migratoire et le maintiennent également. La clandestinité, en tant que processus macrosocial, marque le cadre contextuel, le « champ des possibles » dans lequel les immigrées définissent leur logique d'action et leur mode de vie. C'est pour cela que la combinaison des éléments macro (différences de salaire, appel de main-d'œuvre bon marché, pauvreté, etc.) et micro sociaux (réseaux, pratiques et croyances des migrants entre autres) est nécessaire pour la compréhension de l'expérience de la clandestinité.

1.2. Entrelacer la politique et le marché dual pour expliquer notre perspective

Parmi les modèles qui expliquent la migration internationale, c'est *la théorie du marché fragmenté* qui nous paraît la plus apte à rendre compte de la migration internationale de type clandestin. Selon cette approche, c'est l'existence d'un marché dual qui fait appel à la main-d'œuvre bon marché étrangère. Les personnes actives dans l'économie avancée ont de plus en plus recours à divers types de services (restauration à domicile, services personnels -blanchisserie, nettoyage à domicile-, etc.). Dans la mesure où cette demande est satisfaite par des personnes à bas salaire situées au bas de l'échelle sociale (migrants et clandestins par exemple), la compétitivité de l'ensemble de l'économie s'en trouve renforcée, y compris dans les secteurs de pointe. De ce point de vue, la migration clandestine de main-d'œuvre se présente comme un phénomène structurel. La main-d'œuvre étrangère vient occuper des postes dans le secteur de

services ; les immigrants répondent ainsi à une demande structurelle de travail propre aux économies modernes post-industrielles.

Malgré les limites de cette théorie, elle nous semble la plus appropriée pour expliquer la migration clandestine. Ainsi, certaines critiques ont été érigées à cette théorie concernant l'existence de peu d'études qui mettent en évidence des liens entre la présence d'un marché du travail segmenté et la migration internationale. D'autres études comme celle de Alejandro Portes souligne, par contre, qu'aux États-Unis, les marchés du travail segmentés semblent être divisés en trois secteurs plutôt qu'en deux : soit en secteur primaire, en secteur secondaire ainsi qu'en enclave ethnique (cela spécialement dans les villes à grande population migrante)²⁶.

Il est vrai que cette approche accentue fortement le rôle de recrutement des employeurs des sociétés développées. Ce dernier est considéré comme un facteur déclencheur de la migration internationale du travail. Il est également vrai qu'aux États-Unis quelques flux d'immigrants ont commencé par le recrutement de main d'œuvre²⁷, de même que dans l'Europe de l'après-guerre. Ainsi, depuis la Seconde Guerre mondiale, les sociétés du Nord ayant besoin de main-d'œuvre pour leur économie ont encouragé les migrations du Sud vers le Nord jusqu'au début des années 1970. En 1974 par exemple, l'Europe occidentale comptait 32 accords bilatéraux signés entre les pays récepteurs et les pays fournisseurs de main-d'œuvre. Ces accords définissaient les modalités de travail, les conditions de résidence ainsi que certains droits des immigrants²⁸.

Toutefois, malgré l'importance du recrutement dans la construction et l'installation d'un flux migratoire, une telle migration n'est pas nécessairement dirigée entièrement et uniquement par la demande, mais aussi par l'offre. Si la migration continue (malgré le non-recrutement officiel), c'est parce que les personnes désireuses d'émigrer trouvent du travail dans le pays d'immigration. Par contre, d'autres flux migratoires paraissent avoir surgi spontanément sans la participation des recruteurs de force de travail. Il existe

²⁶ Voir PORTES A. & BACH R., *Latin Journey : Cuban and Mexican Immigrants in the United States*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1985.

²⁷ Cf. MASSEY D. & alii, "Una evaluación de la teoría de la migración internacional : el caso de América del Norte" in MALGESINI G. (comp.), *op. cit.*, pp. 219-220.

²⁸ Cf. BOLZMAN C., "Migrations, pauvreté et processus d'exclusion. Le rôle des politiques d'immigration" in CHYTIL O. & SEIBEI F. (éd.), *European Dimensions in Training and Practice of Social Professions*, Boskovic (République Tchèque), Éditions Albert, 1999, p. 224.

encore des mouvements de réfugiés qui surgissent pour d'autres raisons que le recrutement de main-d'œuvre par les employeurs des pays riches.

Certaines études confirment la pertinence de cette approche dans l'explication de la migration clandestine. En Europe, certaines études démontrent l'existence de main-d'œuvre étrangère (voire même une forte concentration de clandestins) dans certains secteurs de l'économie tels que la confection, la construction et la rénovation, l'industrie automobile, les « petits métiers » de rue, tous ces travaux étant caractérisés par la flexibilité et la précarité²⁹. Ainsi, l'immigration clandestine se présente comme étant étroitement liée aux caractéristiques du marché du travail global qui exigent, de manière structurelle, la présence de main d'œuvre bon marché.

Lofti Slimane, en étudiant l'immigration clandestine de main d'œuvre dans la région bruxelloise, affirme que ce sont justement les tendances du marché du travail à la segmentation et à la flexibilisation ainsi que la consolidation d'une économie souterraine qui entraînent une persistance parmi certains employeurs à avoir recours à la main-d'œuvre étrangère clandestine³⁰. D'autres travaux plus récents (comme par exemple l'étude d'Etienne Piguet et de Stefano Losa) montrent l'importance des demandeurs d'asile et des clandestins comme source de main-d'œuvre dans l'agriculture, la construction et l'hôtellerie-restauration, ceci s'expliquant par la pénurie de main-d'œuvre peu qualifiée qui, selon les employeurs, touche actuellement l'économie suisse³¹.

En ce sens, l'immigration serait davantage une réponse à la nécessité structurelle de l'accumulation capitaliste qu'un processus optionnel. Alejandro Portes affirme que les immigrés viennent dans les nations les plus riches moins parce qu'ils le souhaitent que

²⁹ Voir par exemple les études de MOROKVASIC M., "Le comportement économique des immigrés dans le secteur de la confection" in ABOU SADA G. & alii (s/s la dir. de), *L'immigration au tournant*, CIEMI, Éditions L'Harmattan, 1990. Consulter également BEAUGE G., "Immigration et nouvelles formes de salariat dans la crise du BTP" in ABOU SADA G. & alii. (s/s la dir. de), *L'immigration au tournant*, CIEMI, L'Harmattan, 1990 ; MORALES R., "Transitional Labor : Undocumented Workers in the Los Angeles Automobile Industry" in *International Migration Review*, volume XXVII, n° 4, 1983 ; COSTES L., "Immigrés et travail clandestin dans le métro" in MONTAGNE-VILLETTE S. (s/s la dir. de), *Espace et travail clandestins. Recherches en géographie*, Paris, Éditions Masson.

³⁰ Voir SLIMANE L., *L'immigration clandestine de main-d'œuvre dans la région bruxelloise*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1995, pp. 19-21

³¹ Cf. PIGUET E. & LOSA S., *Travailleurs de l'ombre ? Demande de main-d'œuvre du domaine de l'asile et ampleur de l'emploi d'étrangers non déclarés en Suisse*, Zurich, Éditions Seismo, 2002.

parce qu'on a besoin d'eux. Une conjonction de forces sociales et historiques a provoqué des pénuries aiguës de main-d'œuvre dans les sociétés avancées. Dans certains cas, la pénurie est totale, comme pour les ouvriers de l'industrie au Japon ou par le personnel soignant et les ingénieurs aux États-Unis. Dans d'autres cas, la pénurie provient plutôt d'une résistance culturelle des travailleurs nationaux à accepter les emplois dévalorisés et mal payés couramment occupés par les immigrés des générations précédentes³².

Catherine Wihtol de Wenden affirme pour sa part que les immigrés clandestins sont intégrés dans un marché du travail structurel et segmenté qui n'entre pas (ou très peu) en compétition avec le marché du travail national, étant donné qu'il ne s'agit pas des mêmes secteurs d'activité ni des mêmes qualifications. En utilisant l'exemple de la régularisation de 1982-1983 en France, elle affirme qu'à l'époque 30% des régularisés travaillaient dans le bâtiment, les autres étant répartis dans les services domestiques, la restauration, la confection, ce qui indique que ces secteurs fonctionnent structurellement avec l'aide de l'immigration clandestine³³.

Cette approche est importante pour nous dans la mesure où elle nous permet de comprendre le rôle de la main-d'œuvre clandestine bon marché dans certains secteurs de l'économie des sociétés riches. Toutefois, cette approche resterait limitée si nous ne considérions pas dans notre analyse l'influence de l'aspect politique. Ainsi, afin de compléter notre cadre théorique, nous allons décrire cette approche et mettre en évidence le rôle des politiques migratoires des pays récepteurs de main-d'œuvre dans la production des personnes sans-papiers. Cette approche serait en plus doublement réductrice si nous ne considérions pas une perspective de genre dans notre analyse. Si les femmes viennent dans les sociétés riches afin d'y travailler à des tâches ménagères, c'est, entre autres, parce que les économies ont besoin d'une main-d'œuvre bon marché, flexible et docile. Par ailleurs, la perspective de genre nous permettra de ne pas oublier

³² Cf. PORTES A., "La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales" in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, sept. 1999, pp. 15-25.

³³ Cf. WIHTOL DE WENDEN C., *Faut-il ouvrir les frontières ?*, Paris, Presses de la fondation nationale de Sciences Politiques, 1999, pp. 81-82. Cette chercheuse montre, de manière illustrative et à travers l'exemple de l'Italie, la façon dont les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, des services domestiques, de la garde d'enfants et du nettoyage fonctionnent structurellement avec l'immigration clandestine.

l'aspect de la *reproduction* (négligé par le modèle du marché dual) dans lequel beaucoup de femmes sont impliquées.

Approche politique

L'approche politique postule la nécessité de considérer le rôle de l'État au moment d'étudier la migration. Selon cette approche, la migration internationale peut être vue comme une interaction entre les États dans lesquels il y a un transfert de juridiction, de manière à ce que les émigrants internationaux cessent d'être membres d'une société pour devenir membres d'une autre. À ce stade, le droit de rester se confronte au droit de chaque État de restreindre l'entrée aux étrangers.

Il y a donc une tension fondamentale entre les intérêts des individus et ceux des sociétés du pays d'origine et du pays de réception. Dans certains pays, la tolérance vers la migration illégale peut être vue comme une manière de maintenir une séparation entre les migrants internationaux et les membres de la société. Le statut offert à ces migrants assure qu'ils travailleront mais qu'ils ne seront pas incorporés.

Quoi qu'il en soit, l'État et sa politique migratoire exerce une influence sur la mobilité des personnes, sur leur statut légal et leur future émigration ainsi que sur les possibilités d'intégration. En effet, le fait de prendre en considération l'organisation contemporaine du monde (États exclusifs et légalement souverains) est nécessaire pour expliquer la faible mobilité internationale des personnes, à savoir à peu près 2%³⁴. En ce qui concerne notre recherche, l'apport de cette approche politique revient à considérer le rôle de l'État dans la formation de flux migratoires des personnes sans-papiers.

Dans les pays d'émigration, l'existence ou l'absence de politiques migratoires peut ainsi encourager ou décourager l'émigration. D'autre part, la clandestinité en soi met d'une certaine manière en question l'efficacité des sanctions et des lois migratoires restrictives des pays d'immigration. Avec la crise économique du milieu des années 1970, les États européens industrialisés mettent en place des politiques restrictives

³⁴ Étant donné que 98% de la population n'émigre pas, Peter Fischer s'interroge sur les raisons de cette basse mobilité dans le monde. Cf. FISCHER P., & alii, *loc. cit.*, p. 74.

visant à « stabiliser » les effectifs de migrants et ce notamment par la fermeture officielle des frontières aux nouvelles migrations. Claudio Bolzman affirme ainsi que l'immigration est perçue comme une menace à la souveraineté et à l'identité nationale. Dans cette perspective, les États exercent ainsi leur souveraineté à travers le contrôle des frontières et des flux migratoires³⁵.

Contrairement aux résultats souhaités (ceux de limiter les flux migratoires clandestins), divers événements rendent compte de la continuation des mouvements migratoires³⁶ malgré la fermeture ou *l'entrouverture sélective des frontières*. Catherine Wihtol de Wenden utilise cette image de la porte entrouverte pour faire référence à l'existence de pratiques (régularisations épisodiques des sans-papiers, quotas dits et non dits, admissions sélectives et discrétionnaires) de la part des États récepteurs qui témoigneraient d'une certaine ouverture des frontières malgré la prétendue fermeté des États industrialisés³⁷. Claudio Bolzman qualifie l'attitude de ces États, en ce qui concerne les migrations irrégulières, de *schizophrénique* en raison de l'existence d'un côté de tout un arsenal juridique et policier pour fermer les frontières et empêcher l'immigration clandestine et, de l'autre, d'une politique d'apparente indifférence (« fermer les yeux ») à l'égard de certains employeurs qui ont besoin de travailleurs et se servent de ces immigrés sans statut et donc facilement exploitables³⁸.

En Suisse, malgré cette politique restrictive, le nombre de résidents étrangers n'a cessé de croître (16,6% de la population au début des années 1990)³⁹. Il s'y ajoute les saisonniers, les travailleurs temporaires, les fonctionnaires internationaux et les demandeurs d'asile, ce qui représente 20% de la population. La politique des quotas et son durcissement a comme effet pervers d'entraîner l'engagement de travailleurs sans permis, semi-clandestins, cotisant aux assurances sociales et payant des impôts. Il faut

³⁵ Cf. BOLZMAN C., "Migrations, pauvreté et processus d'exclusion. Le rôle des politiques d'immigration", *loc. cit.*, pp. 226-227.

³⁶ Une pression migratoire persiste, vers l'Europe, les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, malgré les politiques d'accueil restrictives et dissuasives mises en place, du fait des déséquilibres économiques, démographiques, culturels, politiques qui subsistent. Cf. WIHTOL DE WENDEN C., *op. cit.*, pp. 15-16.

³⁷ Cf. *Ibid.*, p.10.

³⁸ Cf. BOLZMAN C., "Migrations, pauvreté et processus d'exclusion. Le rôle des politiques d'immigration", *loc. cit.*, p. 226.

³⁹ La moyenne du nombre de résidents étrangers en Suisse était de 19,6% en 1997. Voir CHAUDET I. & alii, *Migrations et travail social. Une étude des phénomènes sociaux des personnes de nationalité étrangère en Suisse*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 2000, p. 58.

ainsi compter avec plusieurs dizaines de milliers de demandeurs d'asile entrés clandestinement, car ces personnes ont plus de chances de pouvoir rester en Suisse si elles entrent illégalement et demandent l'asile que si elles cherchent à obtenir un permis de travail)⁴⁰.

Même si les frontières sont clairement « protégées », cette fermeture ne fonctionne pas de manière satisfaisante, car elle est sélective. Au contraire, cette entrouverture alimente des filières de passage liées à la prohibition. C'est ainsi que la politique de fermeture des frontières a pour effet de bloquer sur place les personnes qui auraient préféré pratiquer des allers-retours et éventuellement repartir chez elles⁴¹. Ainsi, toutes les mesures qui ont cherché à contenir l'immigration n'ont eu qu'un effet limité et il y a donc un décalage entre les politiques migratoires et la réalité des flux migratoires. Cette fermeture ou entrouverture des frontières, dans tous les cas, est loin de réaliser son objectif d'arrêter ou de contrôler l'immigration.

Mais, comme Claudio Bolzman l'affirme, si ces politiques ne sont pas en mesure de limiter quantitativement l'arrivée de migrants, elles ont un autre effet qui est celui d'*influer qualitativement sur le statut* de ces derniers. La frontière, dans cette perspective, n'est pas là pour empêcher quelqu'un d'entrer, mais plutôt pour définir comment et sous quelles conditions ce dernier entrera. C'est ainsi que les moyens mis en place dans la lutte contre l'immigration illégale vont paradoxalement être à la base des mécanismes de persistance et de reproduction de la migration clandestine ; autrement dit, les *mesures contre la clandestinité entretiennent la clandestinité*. Les mesures protectionnistes et de contrôle vont accroître les phénomènes des migrations irrégulières. Il semblerait donc plus pertinent de parler de migration « *clandestinisée* » plutôt que de migration « clandestine »⁴².

Les politiques de contrôle ont ainsi pour effet de développer l'immigration clandestine⁴³ quand l'immigration légale est trop limitée, en obligeant les migrants à

⁴⁰ Cf. WIHTOL DE WENDEN C., *op. cit.* p. 54.

⁴¹ *Ibid.*, pp. 35-41.

⁴² Cf. BOLZMAN C., "Migrations, pauvreté et processus d'exclusion. Le rôle des politiques d'immigration", *loc. cit.*, p. 226.

⁴³ Le groupe de travail sur la clandestinisation du Centre de Contacts Suisses Immigrés à Genève recense différentes causes de la clandestinité qui montrent les liens directs (même s'ils ne sont pas exclusifs) existant entre la politique suisse et cantonale en matière d'immigration et les situations de clandestinité. À

chercher d'autres statuts que ceux auxquels ils auraient légitimement aspiré. Ainsi, Catherine Withol de Wenden avance que les politiques de contrôle se montrent donc impuissantes à réguler les flux d'entrants, car les autres facteurs d'appel sont plus attractifs que les aspects dissuasifs de ces politiques. Tout cela suggère une *certaine autonomie des flux par rapport aux politiques dissuasives de maîtrise des frontières*. La mobilité se poursuit malgré la généralisation des visas pour les ressortissants des pays « à risque migratoire », la consolidation de la permanence du séjour ainsi qu'un ralentissement des retours apparaissent⁴⁴.

Cette auteure parle d'*industrie des migrations* pour mettre en évidence le rôle des intermédiaires recruteurs de main-d'œuvre qui organisent les migrations à travers des réseaux transnationaux échappant au contrôle des États⁴⁵. Bimal Ghosh, dans le même sens, soutient que le rôle de ces intermédiaires, quelquefois organisés en réseaux de trafiquants d'envergure internationale, est un exemple frappant de la globalisation de la migration irrégulière⁴⁶.

Nous nous intéressons d'une part à saisir des éléments expliquant ce qui est à la base de la migration clandestine et permettant la production de personnes ayant un statut de sans-papiers ; d'autre part, nous nous intéressons à comprendre l'expérience de la migration clandestine telle qu'elle est vécue et ressentie par les femmes sans-papiers, ce qui constitue la visée principale de cette étude. Ainsi, l'approche politique nous donne des éléments pour comprendre la création du statut de *sans-papiers* et l'approche du

savoir : la politique de contingentement, l'obtention limitée de nouveaux permis et la période de rupture entre les saisons -3 mois- pour les permis A peuvent jeter de nombreux travailleurs et travailleuses dans la clandestinité ; le retrait d'un permis annuel suite à une précarité particulière (maladie, accident, demande d'assistance) conduit à se retrouver "sans-papiers" ; la perte de permis suite à un divorce, un décès ou à un autre changement dans le mariage est aussi une cause de clandestinisation ; la politique d'asile contribue à rejeter dans la clandestinité de nombreux requérants déboutés. CCSI Genève, *Clandestinité, clandestinisation et recherches de solutions humaines et politiques*, Document de travail janvier 1998, Polycopié. Consulter également CHAUDET I. & alii, *op. cit.*, (spécialement les deux premiers chapitres). Ces chercheurs mettent en évidence des liens entre les problèmes sociaux des personnes de nationalité étrangère et leur statut juridique en Suisse.

⁴⁴ Cf. WIHTOL DE WENDEN C., *op. cit.*, p. 16. Voir également l'étude de SLIMANE L., *op. cit.*, pp. 163-165, qui constate l'inefficacité des sanctions visant à limiter l'expansion de ce phénomène.

⁴⁵ Cf. *Ibid.*, p. 30. À cet égard, Catherine Wihtol de Wenden fait référence à la thèse de la mondialisation selon laquelle le pouvoir de l'État concernant la gestion des phénomènes transnationaux devient limité. L'État serait prisonnier de forces transnationales comme l'intégration économique internationale et le multiculturalisme qui menacent sa souveraineté.

⁴⁶ GHOSH B., *op. cit.*, p. 69.

marché dual nous permet d'appréhender le rôle de l'économie mondiale en ce qui concerne la main-d'œuvre bon marché dans certains secteurs de l'économie (notamment dans l'économie domestique, l'hôtellerie-restauration, la construction et l'agriculture)⁴⁷. Ceci nous permet d'esquisser le *champ des possibles*, à l'intérieur duquel la migrante définit son *agir*.

Toutefois, il nous faut encore comprendre la présence des *femmes* migrantes provenant des pays du Sud dans le secteur domestique des pays de Nord. Pour ce faire, nous ferons appel aux théories de genre. Saskia Sassen-Koob⁴⁸ arrive à la conclusion qu'une polarisation croissante du travail féminin est apparue simultanément avec la féminisation générale du travail (ce dernier se trouvant, dans la majorité des cas, dans le secteur des bas salaires -y compris dans le service domestique-).

La présence des femmes du Sud dans le secteur domestique a permis, d'une certaine manière, à de nombreuses femmes des pays de réception de se décharger de certaines tâches ménagères et de la garde des enfants pour mieux s'investir dans leurs activités professionnelles -conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle-⁴⁹. Ainsi, il convient de parler plutôt d'un transfert du travail reproductif étant donné que c'est dans ce domaine que la femme migrante reste fréquemment cantonnée. Au lieu d'une division sexuelle du travail, il existe ainsi une division internationale de la reproduction du travail. Mais encore, il convient de parler de la variable raciale. Cela implique que la division sexuelle du travail interagit avec la division raciale du travail en assignant certains travaux (souvent peu qualifiés) aux femmes du Sud et d'autres travaux (qualifiés) aux femmes du Nord⁵⁰. Ces considérations figurent parmi l'approche de genre et sont tout à fait pertinentes pour notre recherche.

⁴⁷ Cf. Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, *Proposition du collectif de soutien aux sans-papiers pour une régularisation des travailleuses et travailleurs sans statut légal* in Dossier de presse, 27 Août, 2003. Voir aussi PIGUET E. & LOSA S., *op. cit.*, p.79.

⁴⁸ Cf. SASSEN-KOOB S., "Notes on the incorporation of Third World Women in to Wage-labor through Immigration and Off-shore production" in *International Migration Review*, volume 18(4), 1984, pp. 1144-1167.

⁴⁹ Voir entre autres : DASSETO F., "Mouvements et politiques d'immigration en Europe depuis l'après-guerre" in DASSETO F. & PIASER A., *Migration entre passé et avenir. Flux et politiques migratoires en Europe et en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Éditions Sybidi Academia, 1992, p. 40 ; CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *Gender and Immigration*, London, Macmillan Press Ltd, 1999, pp. 48-52.

⁵⁰ Cf. TRUONG T-D, "Gender, International Migration and Social Reproduction: Implications for Theory, Policy, Research and Networking" in *Asian and Pacific Migration Journal*, volume 5 (1), pp. 27-

1.3. Inclure la spécificité genre

Nous avons choisi d'étudier séparément la migration féminine afin de saisir ses particularités au vu de la position de la femme dans la société. Le contexte et la socialisation auxquels les hommes et femmes ont été soumis va influencer leur manière de se situer face à la vie ainsi que le type d'adaptation dont ils vont faire preuve. C'est un aspect essentiel pour comprendre la logique d'action de nos interlocutrices. Il convient également de considérer que l'identité d'une personne n'est pas innée, mais plutôt qu'elle se construit et se reconstruit à travers les nouvelles expériences de la vie.

Notre recherche, en donnant la parole aux femmes, veut leur accorder une place importante dans le processus migratoire en tant qu'actrice sociale ayant un rôle actif dans la migration. Pour éviter les biais présents dans d'autres études féministes, cette recherche adopte un paradigme compréhensif. Elle privilégie les récits de vie tout en prenant en considération des théories macro-sociologiques pour donner un cadre plus global en caractérisant les conditions de vie dans le pays d'origine et les conditions présentes dans le pays de réception et valider les constatations de terrain. C'est ainsi que les motivations individuelles sont bien sûr considérées, mais elles sont prises dans leur contexte. De même, le vécu actuel, c'est-à-dire la manière dont la femme vit la situation de la migration dans le nouveau contexte, sa position en tant que femme, en tant que membre d'une classe travailleuse, d'un groupe minoritaire (étrangère) et clandestine (sans sécurité, travaillant dans le secteur domestique et sans aucun droit) est aussi pris en compte.

Dans notre recherche, la femme est ainsi considérée comme une actrice socialisée, influencée et enracinée dans une histoire concrète (celle du pays d'origine et celle du pays de réception). Les aspects sociaux, politiques, économiques, culturels, sexistes et propres à l'illégalité constituent des circonstances de cette histoire. Le fait de prendre en compte le contexte signifie donc d'impliquer la perspective de genre, c'est-à-dire la façon dont le contexte modèle différemment la femme et l'homme et rend leurs rôles différents et changeants d'une société à l'autre.

52; CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *op. cit.*, p. 53.

La femme n'a pas été considérée comme une catégorie d'analyse propre dans le processus de migration, son rôle n'a été pris en considération que depuis peu. En effet, lorsqu'elles étaient prises en compte dans l'analyse, ces femmes étaient considérées comme des non-migrantes qui attendaient le retour de leur mari dans les sociétés d'origine ou alors comme des éléments passifs qui suivaient simplement les hommes⁵¹.

Présence des femmes dans la migration

Mirjana Morokvasic⁵² fait une compilation de la littérature existante sur la migration féminine et affirme que la présence de la femme dans les études de la migration suit trois tendances :

1) La femme est absente : pendant une longue période, la migration est apparue dans la littérature comme une affaire d'homme dans laquelle la femme était exclue. La conception du migrant comme une personne qui cherche à maximiser les gains économiques mesurés normalement en termes de salaire n'a pas permis de focaliser l'attention sur la femme. En effet, puisque la migration du travail a généralement impliqué des proportions élevées d'hommes, les femmes ont été traditionnellement ignorées et ce même dans des contextes où le nombre de femmes surpassait celui des hommes comme au Mexique ou en Amérique Latine (où les femmes sont plus nombreuses dans la migration rurale vers la ville).

2) Migrants comme épouses : le stéréotype selon lequel la femme est *épouse* et *mère* a eu comme conséquence le fait de considérer la femme comme un accessoire du processus migratoire dont elle ne fait pas vraiment partie. La femme migrante est considérée comme dépendante, non-productive, isolée, analphabète et ignorante. En

⁵¹ Diverses études arrivent à cette conclusion. Voir UNITED NATIONS, *The Migration of Women. Methodological issues in the measurement and analysis of internal and international migration*. International Research and Training Institute (INSTRAW), Dominican Republic, 1994 ; JAMES SIMON R. & BRETTELL C. (éd.), *International Migration. The female Experience*, United States of America, Éditions Rowman & Allanheld, 1986 ; KELSON G. & DELAET D. (éd.), *Gender and Immigration*, London, Macmillan Press Ltd, 1999 ; ACKERS L., *Shifting Spaces Women, citizenship and migration within the European Union*, Great Britain, The Policy Press, 1998 ; etc.

⁵² Cf. MOROKVASIC M., "Women in migration : beyond the reductionist outlook" in PHIZACKLEA A. (éd.), *One way ticket Migration and female labour*, London, Éditions Routledge & Kegan Paul, 1983, pp. 13-24.

revanche, elle est évaluée en termes de capacité d'accès à la modernité à travers l'emploi et la contraception, d'où la tendance ethnocentrique de ce mouvement. Cette approche, typique d'une certaine période, existe encore dans beaucoup d'études qui, en donnant un statut d'actrice sociale à la femme migrante, ont maintenu cette polarisation tradition-modernité où les valeurs modernes sont vues comme des valeurs émancipatrices.

3) Femme immigrée : l'image de la femme migrante comme dépendante de l'homme est restée bien ancrée jusque dans les années 70. L'émergence d'une littérature prenant en compte la femme migrante s'est faite grâce au développement d'une perspective féministe et à la reconnaissance de la femme comme étant économiquement importante. Ces études revendiquent une perspective de genre dans l'étude de la migration qui considère que l'expérience peut être une expérience différente de celle des hommes migrants, c'est-à-dire que la perspective de genre appelle une analyse sociale, économique, politique et culturelle particulière qui influence les femmes migrantes comme immigrées et aussi comme femmes.

La perspective de genre revendique donc de prendre en considération le fait qu'à cause de leur socialisation, les rôles des femmes sont différents de ceux des hommes et la manière de percevoir et manipuler l'environnement va dépendre ainsi de la position et des valeurs spécifiques d'une société donnée. Ainsi, dans beaucoup de sociétés, les femmes ont probablement plus tendance à subordonner leurs propres besoins à ceux des hommes. Les facteurs qui permettent la migration féminine et ceux qui conditionnent ses résultats diffèrent probablement de ceux qui concernent la migration masculine. Le genre détermine aussi si une personne va percevoir la migration comme une option⁵³.

Les tendances décrites ci-dessus se reflètent d'une certaine manière dans quelques théories de la migration internationale qui, tout en prenant en compte *la femme* comme catégorie d'analyse, sont encore influencées par des présupposés homogénéisants (où homme et femme sont vus comme semblables), ethnocentriques (où les valeurs européennes sont considérées comme des valeurs émancipatrices), psychologisants et culturalistes (où les motifs individuels sont survalorisés).

⁵³ Cf. RILEY N. & GARDNER R., "Migration decisions : the role of gender" in *International Migration of Women in Developing Countries*, New York, Éditions United Nations, 1993, p. 196.

Ainsi, l'approche néo-classique ou de l'équilibre, l'approche du comportement et l'approche psychoculturaliste (qui considèrent la présence de la femme dans leur analyse) ne sont pas toujours adaptées à notre recherche⁵⁴. Par contre, les approches considérant, à notre sens, la perspective de genre, soit l'approche structuraliste et l'approche de la stratégie familiale, sont celles qui s'avèrent les plus adaptées pour notre étude.

Même si *la théorie néo-classique ou de l'équilibre* distingue cette fois-ci la migration pour des raisons de mariage -et non seulement pour des motifs de travail-, les motivations des hommes et des femmes sont généralement considérées comme similaires dans cette approche. Étant donné les rôles multidimensionnels que réalise la femme tant au niveau de la reproduction -la responsabilité de maintenir la famille, garder les enfants, etc.- qu'au niveau de la production -dans beaucoup de cas, la femme joue un rôle majeur dans l'économie productive- (cf. chapitre 1, deuxième partie), nous pensons que les facteurs qui déterminent la migration féminine sont probablement plus complexes que ceux qui déterminent migration masculine, variant probablement selon le pays d'origine, la classe sociale, l'âge et le statut marital.

De ce fait, dans la mesure où cette approche considère les femmes comme un groupe homogène, elle ne nous paraît pas pertinente. Les différences en termes de classe, cycle de vie, références culturelles, etc. ne sont pas prises en compte. Nous pensons que ces aspects qui englobent les caractéristiques personnelles, familiales, historiques, culturelles, etc. exercent une influence sur le mode de vie des femmes migrantes, sur leurs projets migratoires et sur leurs logiques d'action. Ceci est donc important si l'on veut comprendre l'*agir* de ces femmes dans le nouveau contexte et de saisir la complexité de la migration féminine.

Mirjana Morokvasic nous rend attentifs au fait qu'en utilisant des modèles basés sur la migration masculine, il est possible d'oublier certains aspects essentiels du processus de la migration féminine. Il y a des facteurs non-économiques qui influencent la décision d'émigrer et qui définissent en même temps le bagage avec lequel ces femmes

⁵⁴ La présentation de ces approches: néo-classique ou de l'équilibre, du comportement, structuralistes et de la stratégie familiale est basée sur le texte suivant: CHANT S. & RADCLIFFE S., "Migration and development: the importance of gender" in CHANT S. (éd.), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and N.Y, Belhaven Press, 1992, pp. 19-21.

arrivent dans la société de réception. Parmi ces facteurs, figure entre autres la transgression de certains types de comportement (avoir un enfant hors mariage, être victime de violence physique, impossibilité de divorcer, désir d'échapper à l'oppression sexiste et discrimination contre des groupes spécifiques de femmes). Ces facteurs, étroitement très liés au manque d'opportunités économiques, soulignent la position subordonnée de la femme et la nature oppressive et discriminatoire des sociétés d'émigration. L'interrelation des ces facteurs non-économiques et économiques vont déterminer quelle est la femme qui émigre et comment elle s'adaptera aux nouvelles valeurs et comportements de la société de réception ou au contraire comment elle va les refuser⁵⁵.

L'*approche psycho-culturaliste*⁵⁶, en ne considérant que les motifs individuels et personnels, n'est pas suffisante pour nous. Selon cette perspective, les femmes migrantes sont évaluées comme des individus dont le comportement est surtout déterminé par la psychologie et la culture. La *théorie du comportement* explique également les comportements migratoires à partir de l'influence de la culture et des différences de classe. La perspective psycho-culturaliste focalise l'attention sur le changement et l'émancipation de la femme immigrée dont l'accès au salaire et à la contraception est considéré comme une condition. Ainsi, beaucoup de ces études ne font pas une référence adéquate aux origines de la femme. Au contraire, ces origines sont reconstruites sur la base de stéréotypes comme celui de la femme traditionnellement opprimée, isolée, qui ne travaille pas et qui est constamment enceinte. Ainsi, tandis que la tradition signifie immobilité et oppression, la modernité se présente comme synonyme de promotion, d'amélioration et de liberté pour les femmes.

D'autres critiques érigées contre ce modèle comprennent l'impossibilité de faire des généralisations sur les caractéristiques importantes de la migration masculine et féminine, ce qui limite les recherches comparatives. En ce qui concerne notre recherche, nous pensons que même si les motivations individuelles sont importantes dans l'analyse de la migration latino-américaine, celles-ci doivent être recontextualisées. Cela veut dire

⁵⁵ Cf. MOROKVASIC M., "Birds of Passage are also women..." in *International Migration Review*, n° 4, volume XVIII, 1984, p. 898.

⁵⁶ Cf. MOROKVASIC M., "Women in migration : beyond the reductionist outlook" in PHIZACKLEA A. (éd.), *op. cit. cit.*, pp. 19-24.

que le fait de comprendre l'*agir* des femmes migrantes aujourd'hui passe par le fait de situer leurs discours et leurs expériences migratoires dans leurs trajectoires personnelles ou familiales, par le fait de cerner le sens qu'elles donnent à leur expérience migratoire et de dégager leurs univers des croyances. Or, la réalisation des tâches ménagères dans le pays d'immigration entraîne souvent non seulement une dévalorisation professionnelle et une descente dans l'échelle sociale mais aussi l'isolement, la routine, la relégation de la femme dans la sphère de la reproduction et de l'ambiance domestique.

Plus encore, l'analyse de la migration latino-américaine doit aussi faire intervenir d'autres aspects tels que le facteur travail comme un élément attirant la main-d'œuvre latino-américaine dans les marchés du travail des sociétés développées (cf. théorie du marché de travail dual, pages précédentes). L'existence de réseaux sociaux (cf. théories des réseaux sociaux) est, à notre avis, un autre facteur facilitant la migration internationale. Celle-ci est aussi insérée dans un contexte globalisé où de multiples échanges et influences se réalisent (cf. moyens de communication et de transport).

Appropriation dans le cadre de notre recherche

L'utilisation des modèles structuralistes a été favorable pour l'élaboration théorique de perspectives plus générales et, globales et comme nous l'avons déjà indiqué dans les pages précédentes (cf. théorie du marché dual), cette approche a permis de situer l'appel structurel de main d'œuvre bon marché provenant souvent des sociétés du Sud vers les sociétés du Nord. Cette perspective, en intégrant une perspective de genre, centre son intérêt sur la restructuration socio-spatiale de la production. Ceci a également permis l'étude de l'impact des divisions du travail en fonction de genre et l'étude de la relation entre les changements de l'économie mondiale et l'émergence de la mobilité différenciée par genre. Ainsi, par exemple, l'incorporation de jeunes femmes dans l'industrie (zones libres dans le sud est de l'Asie, du Mexique, de Puerto Rico) est l'un des facteurs importants qui ont donné lieu à la migration féminine.

En général, ces analyses soulignent le lien entre le travail féminin et les bas salaires dans différentes régions du monde, considérant celui-ci comme un facteur qui influence

les décisions de déplacement des entreprises multinationales. De ce fait, cette approche met l'accent sur la production en négligeant les relations de reproduction (la garde des enfants et le travail de ménage) dans lesquelles les femmes (et les hommes) sont impliqués, l'étude des relations des reproductions reste marginale dans le cadre de la perspective structuraliste. Une attention portée aux relations de reproduction est vue comme nécessaire et revendiquée par *l'approche de la stratégie familiale* afin de comprendre la manière dont hommes et femmes sont impliqués dans la force de travail salarié et font partie des flux migratoires⁵⁷. À notre avis, cette approche complète les autres théories pour notre sujet de recherche.

L'approche de la stratégie familiale a gagné de l'intérêt du fait de la reconnaissance de l'importance des tâches reproductives dans l'explication de la migration différenciée en fonction du genre. La reproduction peut être définie comme le processus qui implique la reproduction de la force de travail (c'est-à-dire le fait d'élever la nouvelle génération de travailleurs) dans des activités comme la garde des enfants, la cuisine, le nettoyage et le maintien de l'unité domestique.

Ce modèle met l'accent sur le pouvoir des relations qui maintient et reproduit les structures et les divisions du travail dans le processus de décision familiale. Il n'est pas suffisant de reconnaître que les divisions sexuelles du travail existent et peuvent expliquer l'assignation des modèles de travail à l'intérieur et à l'extérieur de l'unité familiale. Mais, il est important de considérer la façon dont hommes et femmes sont modelés par les hiérarchies de pouvoir et par les expectatives socio-culturelles de genre. En conséquence, les expériences de la migration féminine sont déterminées par les ressources au sein du foyer, par les structures du processus de décisions (« decision-making structures ») et par le marché du travail (ce dernier étant déterminé socialement par le genre).

Tandis que le modèle de la stratégie familiale a essayé de surpasser beaucoup de problèmes se présentant dans les modèles précédents (en considérant les influences socio-culturelles, la reproduction et la production ainsi qu'en examinant les relations de pouvoir dans les foyers), les critiques qui lui ont été adressées concernent l'absence d'une investigation suffisante au niveau empirique et l'utilisation vaste d'une

⁵⁷ Cf. CHANT S. & RADCLIFFE S., *loc. cit.*, pp. 21-22.

terminologie structuralo-marxiste avec des idées féministes sur l'unité familiale, même si ces deux littératures peuvent paraître quelquefois inconsistantes et même contradictoires⁵⁸.

L'approche structuraliste et notamment la *théorie du marché dual* nous semblent être à même de bien esquisser le cadre international de la migration des femmes latino-américaines pour la réalisation du travail dans le secteur domestique (garde des enfants et travail domestique) en Suisse. Ainsi, ces modèles analysent la migration des femmes des pays en développement vers les pays développés pour accomplir des travaux dans le secteurs des bas salaires, notamment comme travailleuses domestiques dans le privé. Cette recherche incorpore ainsi les présupposés structuralistes dans une analyse féminine des travailleuses féminines non qualifiées au sein de l'économie globale⁵⁹.

Il nous semble que ce type d'analyse nous aide à mieux comprendre cette migration. Toutefois, nous ne voulons pas affirmer que c'est le seul type de migration existant entre les pays en développement et les pays développés. Il y a d'autres types de migrantes féminines, comme celles qui migrent pour réaliser des travaux qualifiés avec des salaires élevés⁶⁰. Nous sommes également conscientes que ce type d'analyse n'offre pas un regard compréhensif sur la migration de travail féminine, cependant elles nous aident à poser le cadre général dans lequel la migration féminine se produit en tant qu'un acte individuel.

En suivant une perspective meso-sociale, c'est le modèle de la stratégie familiale qui nous semble le plus adapté pour comprendre les relations de pouvoir en lien avec le

⁵⁸ La discussion sur le travail reproductif prend différentes significations pour les chercheuses féministes et les marxistes. Dans l'approche des stratégies familiales, la signification précise du terme n'a pas encore été déterminée. Cf. CHANT S. & RADCLIFFE S., *loc. cit.*, pp. 22-24.

⁵⁹ Voir PHIZACKLEA A. (éd.), *One way ticket Migration and female labour*, London, Boston, Melbourne and Henley, Éditions Routledge & Kegan Paul, 1983, pp. 1-11. Consulter également SASSEN-KOOB S., "Notes on the incorporation of Third World Women in to Wage-labor through Immigration and Off-shore production", *loc. cit.*, pp. 1144-1167; MOROKVASIC M., "Birds of Passage are also Women...", *loc. cit.* pp. 886-907 ; MOROKVASIC M., "Women in migration : Beyond the reductionist outlook" in PHIZACKLEA A. (éd.), *op. cit.* pp. 13-32.

⁶⁰ Ce type de migration remet en question l'approche strictement marxiste selon laquelle l'inégalité structurale demeure le déterminant principal de la migration basée sur l'emploi. Cf. DELAET D., "Introduction : The invisibility of Women in Scholarship on International Migration" in KELSON G. & DELAET D., *op. cit.*, p. 6.

genre déterminant le processus de l'émigration des femmes, influençant leurs projets migratoires (cf. chapitre 1, deuxième partie), leurs rôles et leurs perspectives dans le futur.

L'approche des stratégies familiales est complémentaire au modèle structuraliste. La reproduction fait encore partie de la réalité quotidienne de beaucoup de femmes, d'où la pertinence de considérer cette approche, qui prend en considération le rôle de la femme dans les tâches reproductives et productives tout en considérant les influences socio-culturelles et en examinant les relations de pouvoir à l'intérieur du foyer. Nous considérons que cette approche est importante afin de bien situer la position de la femme à l'intérieur de la famille. En raison d'une socialisation différenciée par son genre, la femme est souvent très attachée à la famille (cf. pages suivantes). D'une manière directe ou indirecte, ses comportements sont influencés par les différentes images vis-à-vis de la femme : femme mère, femme mariée, femme célibataire, femme seule.

Comme d'autres chercheuses⁶¹ le soulignent, la situation de la femme migrante ne peut pas être analysée uniquement en termes de genre. D'autres variables comme la race, la classe et la culture doivent être considérées. C'est ainsi que dans beaucoup d'études sur la femme migrante, la condition de cette dernière est définie comme une triple charge ou triple oppression tant au niveau de la classe, du genre qu'en tant que membre d'un groupe minoritaire de migrants. Mirjana Morokvasic propose d'ailleurs de considérer ce qu'elle définit comme une quatrième oppression chez les femmes : elles ne sont pas seulement discriminées parce qu'elles sont femmes, membres d'une classe travailleuse et membres d'un groupe minoritaire des migrants, mais aussi parce qu'elles-mêmes acceptent cette oppression comme naturelle et normale. La femme migrante a

⁶¹ Cf. BRETTEL C. & JAMES SIMON R., "Immigrant Women : An Introduction" in JAMES SIMON, R. & BRETTEL C., *International Migration the Female Experience*, United States, Éditions Rowman & Allanheld, 1986, pp. 3-19. Shu-Ju Ada Cheng considère qu'une attention particulière doit être portée sur la manière dont le genre, la race, la classe et l'inégalité globale interagissent entre eux en formant une hiérarchie entrecroisée et un système stratifié qui modèlent les expériences différentes des personnes en relation avec leurs identités multiples. CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective en Gender and Immigration" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *op. cit.*, p. 43 (traduit par nous).

une meilleure possibilité de réagir contre ces trois formes d'oppression si elle n'accepte pas l'oppression en elle-même⁶².

Quoi qu'il en soit, la confrontation de ces femmes (et de leurs bagages, entre autres, de genre) avec un nouveau contexte où il y a sûrement d'autres images, représentations et façons d'être « femme » va impliquer chez une femme migrante la renégociation des images identificatoires. Afin de mieux comprendre ce type de reconstruction que la femme gère au niveau de son identité, en tant que femme, en tant que femme sans-papiers, il faut le considérer dans une perspective micro-sociale. C'est ainsi que la partie principale de notre question de recherche cherche à comprendre le mode de vie des immigrées clandestines, d'où l'importance d'avoir recours à une approche biographique et d'utiliser les histoires de vie pour comprendre la complexité de l'expérience de la migration féminine telle qu'elle est ressentie par les femmes.

Il est certes important de comprendre le contexte social dans lequel s'inscrit l'émigration/immigration. Toutefois, la nécessité d'examiner le comportement individuel à travers les histoires de vie se présente comme complémentaire. Les chercheurs travaillant dans le champ de la migration ont reconnu l'importance d'adopter une approche plus compréhensive et intégrative en ce qui concerne l'étude du déplacement de la population. La complexité du processus de migration et son impact multidimensionnel sur les aspects politiques, sociaux, économiques, culturels et démographiques ont pour conséquence qu'aucun cadre théorique simple n'est adéquat pour expliquer ce processus dynamique⁶³.

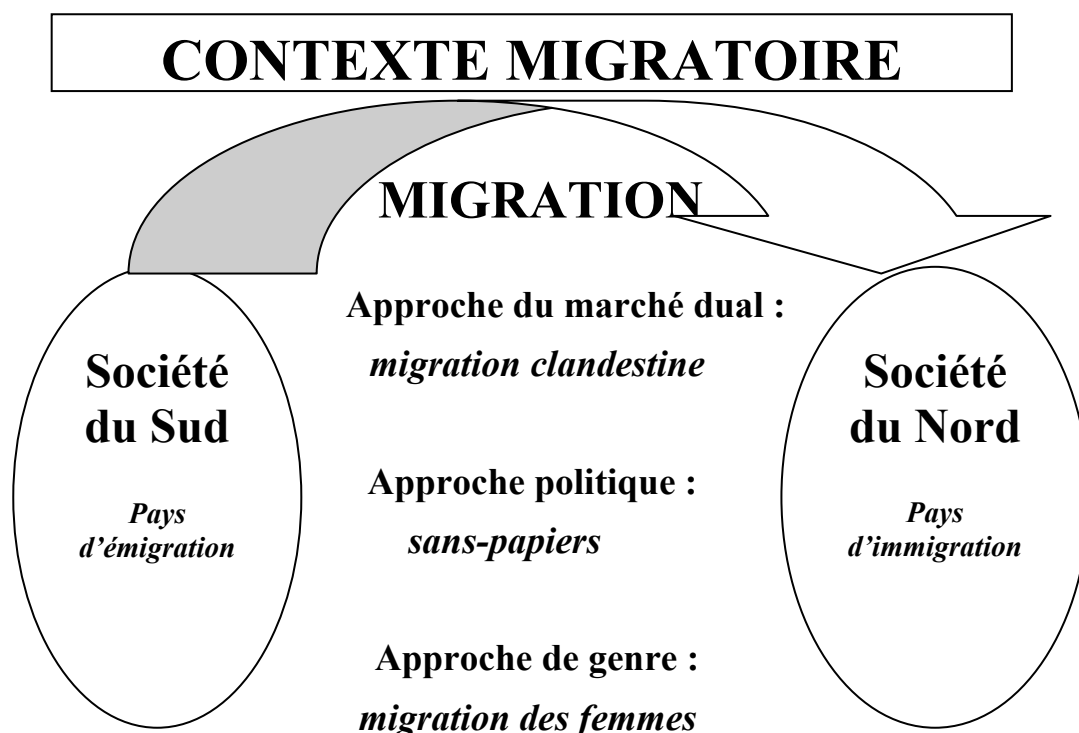
1.3. Intégrer et mieux comprendre

Comme le graphique ci-dessous l'explique, nous allons nous servir de différentes théories pour dresser le panorama de l'émigration des femmes du Sud vers les pays du Nord dans le but de réaliser des tâches ménagères. Afin de comprendre la présence de la migration clandestine, ce sont les *approches structurelles* –notamment du *marché dual*– qui nous sont nécessaires. Afin de comprendre la migration internationale clandestine,

⁶² Cf. MOROKVASIC M., "Women in migration : beyond the reductionist outlook" in PHIZACKLEA A. (éd.), *op. cit.* p. 26.

⁶³ CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective en Gender and Immigration" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *op. cit.*, pp. 39-40.

c'est *l'approche politique* qu'il faut envisager. De plus, la présence de la femme dans les mouvement migratoires, dans la réalisation des tâches ménagères au sein des pays d'immigration, etc. sera comprise par une analyse transversale ayant recours à une *perspective de genre* (cf. théories des stratégies familiales, théorie structurelle perspective genre) (cf. graphique ci-dessous).



Toutefois, il nous manque un élément d'explication qui, jusqu'à présent, n'a pas été traité : il s'agit du rôle des réseaux sociaux non seulement dans le processus de l'émigration (par exemple, le fait d'avoir un(e) membre de la famille, une connaissance ou autre déjà installé(e) dans le futur pays d'immigration influence le choix du pays où il va immigrer) mais également au moment de l'arrivée et de l'adaptation au nouveau environnement (la « personne contact » jouant un rôle important à ces moments-là) -cf. chapitre 1, troisième partie-. Ainsi, avant de clore ce chapitre, nous aimerions faire un détour par *la théorie des réseaux sociaux*⁶⁴.

⁶⁴ Les autres théories non prises en compte dans cette étude sont les théories de la diaspora, de la transition et de la *cumulative causation* (terme anglais). Pour ces approches se référer à SKELDON R., *op. cit.*, pp. 27-37 ; MASSEY D. & alii, "Theories of International Migration : A Review and Appraisal", *op. cit.*, pp. 462 et ss. Nous les avons écartées pour les raisons suivantes : 1) l'approche de la *diaspora*

Cette théorie essaie d'expliquer le processus d'installation. Au contraire des théories déjà analysées, ces dernières n'ont pas pour objectif d'identifier les raisons qui initient un processus migratoire, mais elles s'intéressent plutôt aux nouvelles conditions qui existent dans le processus même de la migration, qui fonctionnent comme des causes indépendantes et qui influencent l'installation ou la prolongation du séjour dans le pays de réception.

Nous pensons que les réseaux et les institutions sociales accomplissent un rôle dans le processus migratoire et aident les immigrants à avoir un certain type d'adaptation. Nous trouvons que ces réseaux et institutions peuvent être considérés comme des ressources ou une forme de capital social. Les réseaux sociaux se construisent et ils ont besoin de temps pour se solidifier. Les réseaux facilitent l'émigration, mais nous ne savons pas jusqu'à quel point, par exemple, l'émigration devient vraiment indépendante des facteurs (structurels ou individuels) qui en sont initialement à l'origine, tel que ce modèle le prône dans le cas de la migration latino-américaine en Suisse. Le cas de la migration latino-américaine vers la Suisse est relativement récent et il n'y a pas encore d'études sur la taille de ces réseaux. Nous pensons cependant que l'existence d'un capital social constitue un support matériel et psychologique important qui va sûrement nous aider à mieux saisir le mode de vie des femmes sans-papiers.

Le concept de capital social nous semble particulièrement intéressant pour notre recherche. Étant donné l'incapacité de transférer diverses compétences, formations et ressources, nous pensons que les réseaux sociaux deviennent une ressource fondamentale, une forme de capital social important qui permet de faire face à la clandestinité. Par ailleurs, ce type de réseau marche déjà très bien dans le pays d'origine. Marguerite Bey, qui étudie les stratégies d'installation des migrants ruraux

s'intéresse aux mouvements de masse. Notre étude est qualitative. 2) Pour notre recherche, les étapes que la *théorie de la transition* énonce sont intéressantes et suivent quelque peu la tendance de la trajectoire des histoires de vie des immigrées interviewées. Toutefois, la migration latino-américaine en Suisse n'a pas été étudiée d'une manière systématique et nous ne pouvons donc pas généraliser ces étapes dans le contexte européen. 3) Nous pensons également qu'un acte migratoire a des conséquences sur la personne qui réalise la migration, sur la famille restée dans le pays d'origine, sur le pays d'origine en général ainsi que sur le pays de destination (tel que la *cumulative causation* le suggère). Pourtant, notre but n'est pas de mesurer ces conséquences au niveau global, c'est pour cela que nous ne nous intéressons pas à la théorie de la *cumulative causation*.

vers la ville au Pérou, constate l'importance de ces réseaux sociaux⁶⁵. En ce qui concerne le capital, il convient de considérer la qualité de ce dernier. Par exemple, le fait d'avoir un frère qui habite depuis dix ans en Allemagne a plus de valeur pour un migrant potentiel que celui d'avoir un frère qui vient d'y arriver. De même, le fait d'avoir un frère qui est un résident légal est plus décisif que celui d'avoir un frère qui n'a pas de permis de séjour.

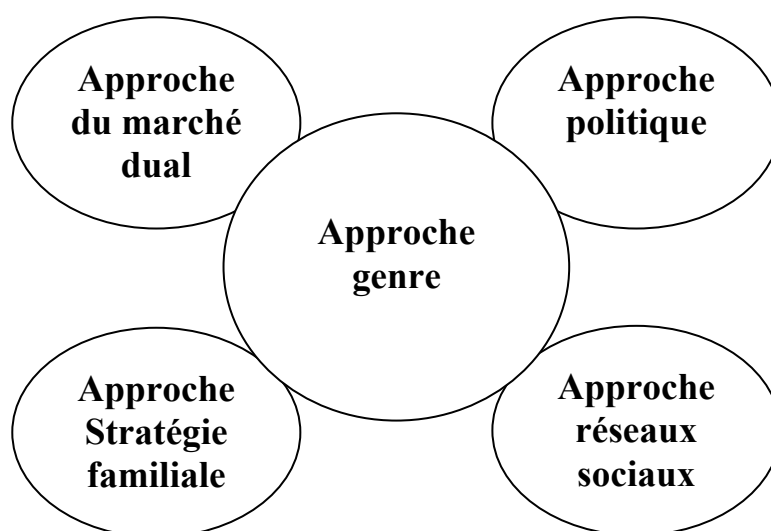
Cependant, cette approche s'avère insuffisante pour expliquer la manière dont les immigrées usent de ces ressources et, à partir de là, pour déterminer les modalités selon lesquelles elles construisent leurs expériences de la migration⁶⁶. Il faut considérer la peur comme un élément présent dans l'expérience de la clandestinité. Par rapport aux institutions formelles de la société de réception, le fait de s'y adresser implique déjà le fait d'avoir surmonté, d'une certaine manière, un sentiment de peur. Ainsi, nous pouvons nous demander de quelle façon ces personnes arrivent à surmonter ce sentiment de peur.

Le processus d'installation ou celui de l'installation provisoire, spécialement dans le cas des femmes sans-papiers latino-américaines, est complexe à expliquer. Il est important de considérer également d'autres aspects qui peuvent « bloquer » le retour comme par exemple la perte d'un réseau dans la société d'origine, les faibles perspectives de réinsertion offertes dans celle-ci ou le non-accomplissement du projet migratoire (cf. chapitre 2 de la deuxième partie).

Ainsi, nous reprenons notre graphique que nous allons illustrer par différents éléments théoriques à l'aide de certaines approches : (voir ci-dessous)

⁶⁵ Cf. BEY M., "Quelques réflexions sur la continuité entre villes et campagnes" in *Mutations sociales et articulations des espaces ruraux et urbains*, Paris, Éditions Cahiers du GEMDEV (Recherches francophones sur les dynamiques des Tiers Monde), n° 21, 1994, pp. 126-136.

⁶⁶ Une autre limite de ce modèle est le présupposé selon lequel il existe un vecteur commun par lequel le comportement migratoire est transmis des parents aux enfants. Ce qui implique que les enfants avec des parents actifs dans la migration ainsi que les personnes provenant d'une communauté ayant un grand stock d'expériences migratoires émigrent probablement plus que ceux qui ont des parents sans expérience migratoire ou que ceux qui proviennent d'une région où la migration internationale est peu pratiquée. Les études qui montrent la pertinence de cette théorie ne se réfèrent qu'à certaines communautés particulières (mexicaine aux États-Unis par exemple) Cf. MASSEY D. & alii, "Una evaluación de la teoría de la migración internacional : el caso de América del Norte" in MALGESINI G. (comp.), *op. cit.*, p. 235.



Le cadre théorique étant posé, nous allons maintenant le rendre effectif à travers la présentation de diverses études qui seront détaillées plus tard (cf. chapitre 1, deuxième partie). Ces études reprennent les diverses théories que nous avons privilégiées (avec une analyse transversale de genre) dans notre modèle intégratif nous servant à dresser le panorama de la migration des femmes de Sud. Il s'agit du contexte migratoire -qui concerne le pays d'émigration et le pays d'immigration- dans lequel se situe l'émigration des femmes latino-américaines vers les sociétés du Nord pour réaliser des tâches ménagères et la garde des enfants. Tout d'abord, certaines études, en faisant le lien entre *genre, capitalisme et patriarcat*, laissent apparaître le genre comme un principe organisateur des relations sociales de pouvoir. L'analyse de genre met en lumière la manière dont les intérêts capitalistes trouvent des bénéfices en perpétuant la présence de la femme au foyer. Les femmes reproduisent la force de travail sans que le capitalisme s'y investisse, ce qui fait que la réalisation des tâches ménagères devient invisible. Celles-ci sont considérées comme un domaine propre des femmes.

Légitimées par une idéalisation du rôle de mère, les femmes assument cette idéologie comme étant normale⁶⁷. Cela a comme conséquence la dévalorisation du travail

⁶⁷ Il convient de mentionner l'étude de Norma Fuller qui observe, dans le cas du Pérou, l'influence de l'image de "marianismo" sur les femmes. Cette image, associée à la Vierge Marie, représente la notion de la supériorité morale de la femme, l'hyper-affirmation de la maternité, le refus de la sexualité et l'esprit de sacrifice. Parmi les femmes de la classe moyenne du Pérou, cette image se présente comme peu renouvelée ; la maternité occupe encore une place importante et représente toujours le moyen le plus efficace pour que les femmes acquièrent le statut d'adulte et le chemin le plus légitime vers une reconnaissance sociale. Cf. FULLER N., *Dilemas de la femineidad. Mujeres de clase media en el Perú*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1993, pp. 204-213.

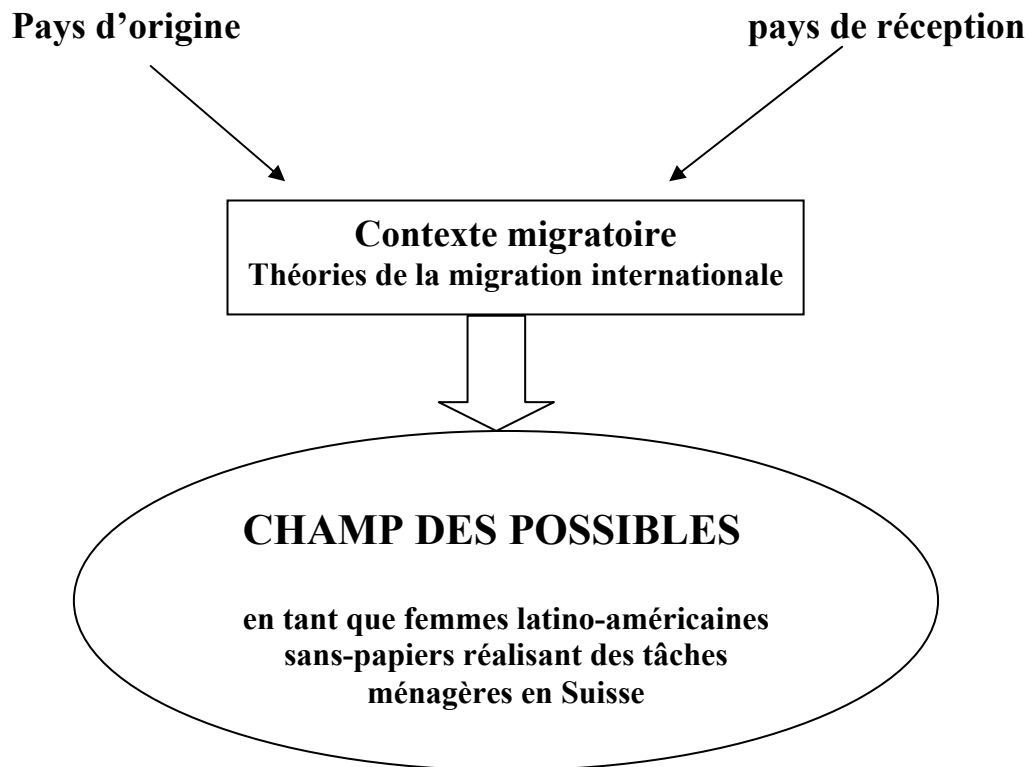
domestique comme travail productif et donc justifiant l'absence de rémunération ou, le cas échéant, une rémunération peu importante. D'autres études font le lien entre la migration des femmes et le travail domestique. Dans le contexte mondial, les femmes apparaissent comme ayant un bas niveau d'éducation en raison des possibilités restreintes d'éducation qui leur sont offertes et des rôles de reproduction qu'elles assument. Ainsi, le fait d'assumer des tâches ménagères dans le pays d'immigration est considéré comme une prolongation de son savoir-faire ou de sa nature de femme –et ceci même dans le cas de femmes ayant un niveau de scolarité élevé. La mobilité des femmes apparaît comme modelé par la structure familiale, par le contexte de genre et par le contexte du développement capitaliste où la main-d'œuvre féminine bon marché est adaptée aux besoins des sociétés développées (cf. approche des stratégies familiales et structuraliste).

En ce sens, ce contexte d'émigration est à mettre en lien avec le contexte d'immigration. Ainsi, des études mettent en relief des changements dans les sociétés du Nord tels que l'augmentation des familles à double revenu en raison de la sortie de la femme du foyer familial vers le marché du travail formel, ce qui laisse un vide dans le rôle domestique et les tâches de reproduction qu'elle assumait. Ce sont les femmes migrantes qui remplacent ce vide en assumant dorénavant le travail domestique. Selon Annie Phizacklea, c'est en raison de la prédominance de l'idéologie patriarcale (et de sa vision d'une femme responsable de l'éducation des enfants) qu'il y a une pénurie de crèches⁶⁸. Par ailleurs, dans les pays du Nord, nous assistons depuis les années 1970 à une fermeture des frontières, ce qui produit de plus en plus de personnes sans statut légal (cf. approche politique). Malgré cette fermeture des frontières, des migrantes -qui auraient le statut de sans-papiers- continuent à arriver sur le territoire helvétique. Un élément explicatif est à trouver dans le rôles des personnes intermédiaires (cf. théories des réseaux sociaux).

Pour résumer, comme le montre le graphique ci-dessous, le contexte migratoire nous aide bien à situer les conditions voire le *champ des possibles* de ces femmes. Notre

⁶⁸ Cf. PHIZACKLEA A. (éd.), *op. cit.*, p. 6

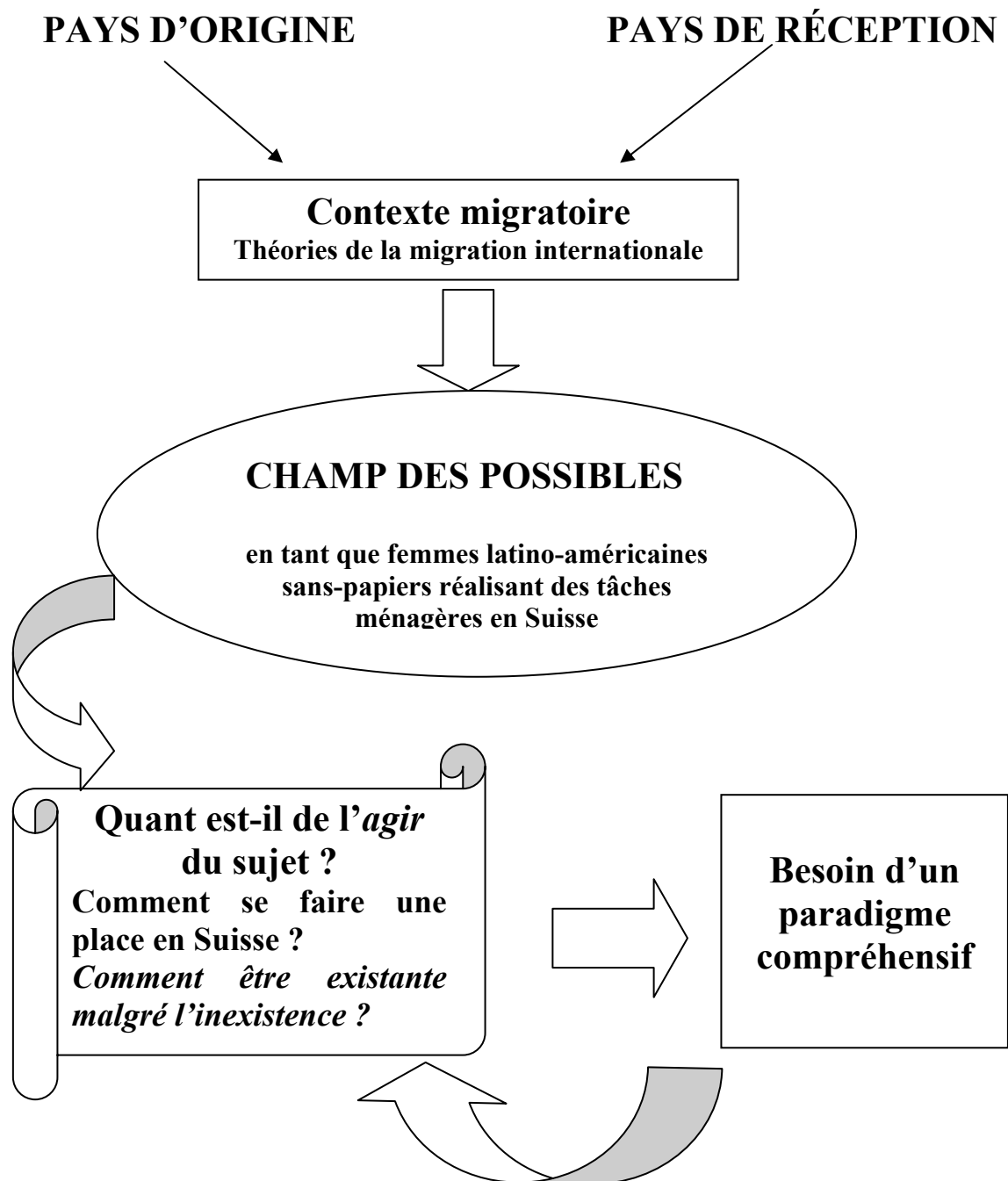
intérêt majeur n'est pas de vérifier ces théories mais de comprendre le mode de vie des immigrées latino-américaines clandestines.



Toutefois, des lacunes quant aux logiques d'actions qui gouvernent leur agir, la construction de leur mode de vie, des changements au niveau des comportements migratoires, la gestion de l'incertitude, etc. (qui font partie de notre question principale de recherche) persistent et ne sont pas comblées. Nous reconnaissons les limites des approches présentées et leur complémentarité en ce qui concerne notre visée principale.

Notre intérêt est plutôt de comprendre les différentes conduites et logiques d'action que les femmes latino-américaines entreprennent et mobilisent ainsi que la façon dont elles sont capables de gérer l'incertitude et de concevoir des projets d'installation. Pour comprendre ce mode de vie, il nous semble important de se référer aux motivations initiales ainsi qu'aux motivations actuelles de ces femmes. Il convient, à notre avis, de considérer le projet migratoire et son évolution. Ainsi, l'appel à une perspective micro-sociale et l'adoption d'un paradigme compréhensif qui utilise comme technique

principal les histoires de vie des immigrées latino-américaines s'avère nécessaire. Notre cadre d'analyse se présente donc comme suit :



Chapitre 2

L'actrice sociale : inexistence quotidienne versus existence quotidienne

Dans le chapitre précédent, nous avons mis en évidence la constante interaction des contextes d'émigration et d'immigration. Certes, ce contexte désigne le panorama dans lequel la migration des femmes latino-américaines vers la Suisse se produit. Ces femmes viennent réaliser des tâches ménagères et la garde des enfants. Toutefois, ce contexte n'est complété que dans la mesure où nous considérons la position de la migrante, autrement dit, la manière dont elle se positionne, négocie et agit.

Un paradigme qui considère la femme migrante comme ayant le libre choix de prendre des décisions ignore les limitations ou les contraintes sociales. De même, un paradigme qui considère la migration comme un problème de motivation individuelle ou encore qui traite l'individu comme une entité autonome par rapport aux forces sociales est, pour nous, réducteur. L'étude de la migration a besoin d'être interprétée en complémentarité avec les facteurs structuraux, les forces sociales et le choix individuel des personnes.

Comme nous l'avons mentionné à maintes reprises, nous nous intéressons à *l'expérience de la clandestinité des femmes latino-américaines* en Suisse. Cette expérience est bel et bien enracinée dans un contexte auquel nous ne pouvons nous soustraire. L'immigration de ces femmes et l'expérience qu'elles en font ne peut être appréhendé que par une approche qui tient en compte la complexité du processus migratoire et cela d'autant plus qu'il s'agit d'une migration clandestine.

Or, en sachant que cette *clandestinisation* -entendue comme un processus- est créée et recrée par les politiques migratoires et les conditions contextuelles (cf. chapitre 1, première partie), nous pouvons nous demander comment elle est recrée par les immigrées elles-mêmes. En effet, notre recherche considère la femme comme une *actrice socialisée, influencée et enracinée dans une histoire concrète*. Ainsi, la

clandestinité suppose un univers de contraintes, d'insécurité, de peur, de limitations d'ordre économique, psychologique, éducationnel et social. Malgré cet univers de contraintes, l'individu garde toujours un minimum de liberté, une marge d'action à partir de laquelle il est capable de jouer avec les différentes possibles afin de construire son histoire de manière créative, comme l'affirme Michel Crozier et Erhard Friedberg⁶⁹.

Les immigrées clandestines latino-américaines doivent, dans ce sens, adapter leurs objectifs, leurs actions et leurs stratégies. C'est dans ce contexte que *l'immigrée* doit faire « sa place » et construire son expérience sociale. Comment ces dernières continuent-elles à recréer cette « clandestinité » à travers leur vie quotidienne ? Cela nous renvoie au concept de *mode de vie* des immigrées latino-américaines. Ce qui nous engage à observer les conditions de vie actuelles de ces personnes et d'identifier leurs stratégies, leurs routines pour en saisir les logiques d'action.

Pourtant, ce mode de vie ne constitue pas une forme d'organisation isolée : il est au centre des interactions et des influences entre la société de réception et le monde de la clandestinité. Cela concerne donc également le *type de relation que les femmes latino-américaines établissent avec la société de réception*. Ceci est important afin de mieux contextualiser les modes de vie « secrets », « invisibles » à l'intérieur de la société « visible » et légale et de situer les multiples influences provenant autant de la société de réception que du monde de la clandestinité. Quel type de relation peuvent-elles établir avec une société qui nie leur place, leur présence ou la légitimité d'être sur le territoire ? Pouvons-nous parler d'intégration ? d'exclusion ?

La compréhension du contexte social général ainsi que la nécessité d'examiner le comportement individuel sont complémentaires. Une telle approche nous semble nécessaire pour définir *le cadre* de l'expérience migratoire et pour mieux comprendre *l'agir* des femmes latino-américaines. C'est justement cette interaction que nous voulons mettre en évidence en utilisant la notion d'expérience. Cette notion, telle que François Dubet la conçoit, s'inscrit dans une certaine « objectivité » du système social : « (...) Les éléments simples qui composent l'expérience sociale n'appartiennent pas à

⁶⁹ Cf. CROZIER M. & FRIEDBERG E., *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, pp. 41-57.

l'acteur mais lui sont données, lui préexistent ou lui sont imposés à travers une culture, des rapports sociaux, des contraintes de situation ou de domination »⁷⁰.

Ainsi, par *expérience sociale*, nous rejoignons le concept utilisé par François Dubet qui la définit comme une combinaison de logiques d'action -hétérogènes- dont le sens et l'unité procèdent d'un travail de l'individu. Ce concept met l'accent sur la capacité de l'acteur social à mettre en concordance, à articuler, à construire, à travailler son expérience sociale en quelque chose de cohérent et qui fait sens pour lui⁷¹.

À notre sens, l'agir des femmes sans-papiers va être influencé par différentes enjeux propres à la clandestinité, au projet migratoire, à la peur de la dénonciation, à la prolongation du séjour, à la justification ou encore à la négation des images identitaires. Ainsi, la notion d'expérience sociale ne peut se réduire à de pures applications de codes intériorisés ou à des enchaînements de choix stratégiques faisant de l'action une série de décisions rationnelles ; c'est plutôt l'hétérogénéité elle-même qui invite à parler d'expérience. Mais l'expérience est une activité cognitive, c'est une manière de construire le réel et surtout de le « vérifier », de l'*expérimenter*⁷².

À ce stade, il nous paraît pertinent de faire une distinction avec le terme de stratégie. Ce dernier suggère en effet un choix rationnel dans la mesure où les finalités ou buts à atteindre sont clairement définis. Or, comment est-il possible de parler de comportements stratégiques dans un contexte marqué par l'insécurité quant au lendemain ? Par stratégie, nous comprendrons la capacité de l'acteur social situé dans un contexte contraignant à chercher à atteindre des *finalités* tout en mettant en place différentes *tactiques* visant à atteindre les dites finalités. Michel de Certeau met en opposition la notion de tactique avec celle de stratégie. Il définit la notion de tactique comme étant située dans l'*ici* et le *maintenant* et comme étant utilisée pour trouver des solutions qui permettent à l'acteur de maximiser sa situation immédiate de manière à

⁷⁰ DUBET F., *Sociologie de l'expérience*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 135. C'est une dimension active que ce concept fait ressortir. Toutefois, comme François Dubet nous le rappelle bien, cette notion pourrait paraître/devenir subjective dans la mesure où elle peut être conçue (étant donné qu'il s'agit d'une combinaison subjective) comme un "vécu" totalement "flottant" et sans rapport avec le système social. Cf. DUBET F., *op. cit.*, p. 135.

⁷¹ Cf. *Ibid.*, pp. 91-93.

⁷² Cf. *Ibid.*, p. 93.

s'en sortir le mieux possible. Selon lui, « ... la tactique est déterminée par l'*absence de pouvoir* comme la stratégie est organisée par le postulat d'un pouvoir »⁷³.

Les femmes sans-papiers se trouvent dans une situation d'inégalité de pouvoir et elles ne peuvent assurer leur lendemain, ce qui rend impossible, d'une certaine manière, le fait d'avoir constamment des comportements stratégiques. Lors d'un contrôle policier ou d'un danger évident, il ne reste qu'à assumer des comportements tactiques afin de mieux se sortir de la situation immédiate. Certes, il s'agit de *vivre au jour le jour* mais cette survie au quotidien est alimentée par des projets migratoires, par des objectifs et des finalités à atteindre. Même si, dans un premier temps, la clandestinité choque, le fait de reprendre ces *rêves*, qui étaient à l'origine du départ, permet de bien revenir à ces finalités premières. Ainsi, une attitude adaptative se mélange avec des comportements stratégiques⁷⁴.

2.1. Les réseaux sociaux : une réponse à la crise

Comme il a été déjà soulevé dans le chapitre précédent, le processus migratoire implique le fait de prendre en considération les conditions d'émigration et d'immigration. Ceci définira le cadre dans lequel la nouvelle émigrée pourra interagir et la marge de manœuvre dont elle disposera. À la base, nous pouvons trouver plusieurs éléments explicatifs de l'émergence de l'immigration clandestine. Les inégalités de développement dans les pays du Sud comme dans les pays du Nord créent un excédent de main-d'œuvre dans le Sud et une demande de main-d'œuvre bon marché dans le Nord, surtout dans le secteur des services⁷⁵.

Alejandro Portes affirme que ce déséquilibre est le reflet de la dynamique de l'expansion capitaliste caractérisée également par la pénétration des pays périphériques

⁷³ DE CERTAU M., *L'invention du quotidien*, volume 1. arts de faire, Paris, Éditions Gallimard, 1990, p. 62.

⁷⁴ En ce qui concerne le niveau identitaire, nous allons parler de "stratégies identitaires" dans notre thèse.

⁷⁵ Cf. SASSEN-KOOB S., "Notes on the incorporation of Third World Women in to Wage-labor through Immigration and Off-shore production", *loc. cit.*, pp. 1144-1167. Voir également STIER H. & TIENDA M., "Family, Work and Women : The Labor Supply of Hispanic Immigrant Wives" in *International Migration Review*, n° 26(4), 1992, pp. 1291-1313.

par les investissements productifs, les modèles consuméristes et la culture populaire des sociétés avancées⁷⁶. Catherine Withol de Wenden ajoute que différentes forces transnationales stimulent donc les mouvements de population : ouverture à une culture globale et à des mouvements d'idées transfrontaliers, transferts de capitaux, aspiration à une mondialisation des modes de vie⁷⁷.

La demande de main-d'œuvre féminine pour le travail domestique (garde des enfants et travail domestique) dans les sociétés du Nord est particulièrement importante. En Suisse, au niveau de l'État, il n'y a pas un grand investissement pour encourager la participation de la femme mère au marché du travail : une grande pénurie de crèches, un congé maternité inexistant, un réseau de soutien de la famille étendue pas toujours disponible, une participation réduite ou minimale de la part de l'homme quant aux tâches ménagères (cf. chapitre 1 de la deuxième partie).

D'un côté, les femmes en Suisse adoptent souvent la formule du travail partiel pour pouvoir concilier⁷⁸ vie privée et vie familiale ; ces travaux sont en règle général plus précaire, or, comme Patricia Roux le souligne, « (...) qui dit temps partiel dit aussi, notamment, salaire partiel, responsabilités partielles et emploi secondaire (...) »⁷⁹. D'un autre côté, les femmes du Sud assument des tâches ménagères et la garde des enfants, et se trouvent elles aussi dans une situation précaire et ne peuvent qu'assumer la formule du travail « clandestin », lié aux caractéristiques du marché du travail global.

Malgré l'existence de cette demande structurelle, force est de constater que les politiques migratoires, nationales, européennes se font plus restrictives, au moment où la mondialisation favorise la libre circulation des capitaux, des facteurs de production, des idées et des médias. En effet, dans les pays du Nord, à partir des années 70, les frontières se ferment en raison de la crise économique en produisant des immigrants

⁷⁶ Cf. PORTES A., "La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales", *loc. cit.*, p. 16.

⁷⁷ Cf. WIHTOL DE WENDEN C., *op. cit.*, p. 29.

⁷⁸ Magdalena Rosende met bien en évidence que cette prétendue conciliation est une décision qui ne concerne que les femmes (elles seules doivent concilier ces choses). Cf. ROSENDE M., "Histoire du travail des femmes ou l'utopie de la femme au foyer" in www.espacefemmes.org, juin 2003. De ce fait, Patricia Roux affirme que le travail à temps partiel est une fausse alternative dans la mesure où ce choix est socialement déterminé, nécessaire à la survie de la cellule familiale et subordonné au travail masculin. L'étude de Patricia Roux constate également que même si la femme travaille hors du foyer, elle doit assumer l'essentiel du travail domestique. Cf. ROUX P., *Couple et égalité. Un ménage impossible*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 1999, p. 33.

clandestinisés, c'est-à-dire des personnes qui n'ont pas une existence légale et qui sont privées de tout droit. Nous postulons, à l'instar de Claudio Bolzman et Catherine Withol de Wenden, que cette fermeture des frontières est à la base de la production de personnes sans-papiers⁸⁰.

En Amérique latine⁸¹, une des caractéristiques de l'époque actuelle est l'accentuation de la pauvreté et de la marginalité ainsi que la précarité des systèmes éducatifs et de travail. Même si entre 1990 et 1994, la proportion des pauvres en Amérique latine est descendue de 41% à 39% (rappelons-nous qu'elle était passée de 35% à 41% dans la décennie précédente), cette proportion est encore très élevée : le nombre absolu de pauvres, de l'ordre de 210 millions en 1996, n'a jamais été aussi grand⁸². D'ailleurs cette « croissance économique » n'a pas modifié la structure de distribution des revenus. Au Pérou, la classe supérieure recevait en revenue en 1993 entre 2'200 dollars et 4'700 dollars tandis que le niveau bas et très bas recevait 270 et 123 dollars par mois⁸³. La « brèche sociale » s'accroît et les inégalités paraissent au contraire, progresser entre couches sociales ou entre régions.

Ainsi, en 2000, 48% de Péruviens vivaient en situation de pauvreté. Ce pourcentage présente de grandes différences entre la zone rurale et la zone urbaine : 37% de la population habitant dans la zone urbaine vit en-dessous du seuil de pauvreté et 36% est extrêmement pauvre. Par contre, dans les régions rurales, 70% de la population vit en-dessous du seuil de la pauvreté et 36% est extrêmement pauvre⁸⁴.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 30.

⁸⁰ Cf. Selon Catherine Wihtol de Wenden, il existe une pression migratoire vers l'Europe, les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, malgré les politiques d'accueil restrictives et dissuasives mises en place, du fait des déséquilibres économiques, démographiques, culturels, politiques qui subsistent. Cf. WIHTOL DE WENDEN C., *op. cit.*, pp. 15-16.

⁸¹ Nous tenons à indiquer que les données présentées ci-dessus correspondent à l'étape d'émigration de ces femmes.

⁸² Cf. DABERE O., *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997, p. 41. L'auteur affirme que, excepté le cas de l'Uruguay, dans les autres pays, la part de richesse possédée par les catégories les plus basses (40% les plus pauvres) a diminué. Ainsi, à titre d'exemple au Brésil, le revenu annuel par habitant, qui est en moyenne de 3600 dollars pour l'ensemble du pays, varie selon les États de moins de 1000 dollars (Tocantis : 900 ; Piauí : 840) à 4700 dollars (Sao Paulo), voire plus de 7000 dollars (District fédéral). *Ibid.*, pp. 41-43.

⁸³ Cf. HENRIQUEZ N., "La sociedad diversa, hipótesis y criterios sobre la reproducción social" in PORTOCARRERO G. & VALCARCEL M. (éd.), *El Perú frente al siglo XXI*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1995, p. 298.

⁸⁴ Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú in www.inei.gob.pe/inei4/percifra/percifra.asp, novembre 2002.

Les inégalités sont encore plus accentuées selon l'appartenance au groupe social (Indien, Noir, Métisse ou Blanc). Différentes études montrent l'existence d'un conflit ouvert entre la législation formelle de tous les pays d'Amérique latine (selon laquelle, la légalité juridique est assurée pour tout le monde) et la pratique institutionnelle et quotidienne de ces pays (marquée par la discrimination continuelle) envers les groupes d'« Indiens », de « Noirs » et des « Métisses ». Basés sur des critères « raciaux » et/ou « ethniques », la discrimination se présente dans toutes les sphères du pouvoir empêchant ainsi l'exercice effectif des droits d'une grande majorité de la population⁸⁵.

La crise économique ainsi que l'application du modèle néo-libéral dans les pays latino-américains et ses conséquences ont durement frappé la population: le nombre de pauvres a augmenté, de même que le nombre de familles ayant la femme comme responsable de famille, ce qui concerne entre 20 et 25% de familles péruviennes. Violeta Sara-Lafosse associe cette réalité à la sous-culture du machisme, laquelle est intériorisée et légitimée par la famille et les institutions sociales, politiques et légales. Le machisme et le patriarcat sont des formes de comportements sexistes, cependant, alors que dans une société patriarcale, l'homme se responsabilise pour ses enfants, celui-ci ne le fait pas ou ne reconnaît pas son enfant dans une société machiste⁸⁶. Beaucoup de femmes doivent élever seules leurs enfants. De ce fait, il n'est pas étonnant de trouver de plus en plus de mères migrantes et notamment de mères célibataires migrantes.

La croissance de l'insécurité est également une généralité dans le contexte latino-américain : le trafic de la drogue et le « recyclage des narco-dollars » en sont des exemples. Malgré les efforts pour tenter de réduire l'offre (non pas la demande), les « narcos » font preuve d'une grande puissance et l'inventivité des « narcos » pour répondre à un marché en pleine expansion est démonstrative. Par ailleurs, les

⁸⁵ Cf. QUIJANO A., "Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine" in BEJAR A. & alii, *Amérique latine. Démocratie et exclusion*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, pp. 94-99. Ainsi, au Pérou les chiffres des différentes estimations varient entre un tiers et deux tiers : d'après certains, les indigènes constituent un tiers de la population ou même la moitié. Cf. LE BOT Y., *Violence de la modernité en Amérique latine, Indianité, société et pouvoir*, Paris, Éditions Karthala, 1994, p. 81 ; voir également GRAL/CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, *L'indianité au Pérou, Mythe ou réalité*, Paris, Éditions du CNRS, 1983, p. 4.

⁸⁶ Cf. SARA-LAFOSSE V., "Machismo in Latin America and the Caribbean" in STROMQUIST N.P. (éd.), *Women in the Third World : An Encyclopedia of Contemporary Issues*, New York, Éditions Garland, 1998, pp. 107-113.

mouvement de guérilla s'étendent (cf. les guérilleros de l'ELN ou des FARC -qui font la loi en Colombie-, les guérilleros du Sentier lumineux ou du Tupac Amaru au Pérou). Enfin, toutes les grandes villes d'Amérique latine connaissent une délinquance croissante liée à la paupérisation et au relâchement des encadrements autoritaires, avec en corollaire une multiplication des pratiques de police privée⁸⁷.

Ainsi, l'État en Amérique latine n'est pas synonyme d'organisation, d'efficacité, de formalité ou d'égalité ; au contraire, les gouvernements du Sud, chaque fois plus affaiblis, sont loin de répondre aux besoins concrets de la population. Atilo Borón affirme qu'une caractéristique de ces dernières années est l'affaiblissement radical de l'État : « En outre, à la crise structurelle s'ajoute aujourd'hui un discours idéologique qui apparente tout ce qui est public avec inefficience, corruption et gaspillage. Par contre l'initiative privée est présentée comme le paramètre de l'efficacité, de la probité et de l'austérité (...) Il faut reconnaître que l'amalgame entre la crise structurelle de l'état et le discours diabolisant le secteur public a encore accru l'incapacité de ce dernier à formuler et à exécuter ses propres politiques »⁸⁸.

Cet affaiblissement est aussi marqué par les relations de clientélisme entre l'État latino-américain et le citoyen, ce qui fait que l'État n'est pas perçu comme un lieu de représentation nationale, cela d'autant plus que l'accès au pouvoir d'un parti d'opposition est suivi d'un changement total et immédiat de toute l'administration (qui sera composée par les entreprises, les commerçants et les personnalités liées au parti gagnant). Selon Stéphane Rillaerts, il s'agit d'une logique fondamentalement clientéliste et clanique, survivance du modèle féodal d'organisation sociale hérité de la colonisation, qui fait que la sécurité économique d'une partie de la population dépend de la soumission au système des rapports féodaux dans le champ politique⁸⁹.

⁸⁷ Cf. COUFFIGNAL G., "Démocratisation et transformation des États en Amérique latine" in VAN E., *La transformation de l'État en Amérique latine*, Paris, Éditions Karthala, 1994, pp. 33-34.

⁸⁸ BORÓN A., "État, démocratie et mouvements sociaux en Amérique latine" in *Alternatives Sud*, volume I, 1994 (4), p. 41. Voir également CARRIER A., "Mondialisation économique et productions identitaires en Amérique latine" in MARQUES-PEREIRA B. & alii, *Citoyenneté en Amérique latine*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1995, pp. 183-195 ; RILLAERTS S., "La citoyenneté sociale dans le champ politique en Amérique latine" in MARQUES-PEREIRA B. & alii, *op. cit.*, pp. 162-173.

⁸⁹ Cf. RILLAERTS S., "La citoyenneté sociale dans le champ politique en Amérique latine" in MARQUES-PEREIRA B. & alii, *op. cit.*, p. 168.

Face à cette situation et à la représentation de l'État latino-américain comme étant impuissant et inefficace, la société civile développe des stratégies à travers différentes organisations de base ou les projets de petites entreprises pour faire face à la pauvreté. L'activité informelle qui s'est accrue dans les années 1980 et qui cohabite avec la légalité représente un important soutien pour l'économie latino-américaine ainsi qu'une réponse active et efficace face à la situation économique⁹⁰. Dans cette perspective, la migration se présente comme une réponse de la société civile à la pauvreté, à la discrimination de genre et aux divers types d'inégalité sociale. La migration apparaît aussi comme une source importante de devises et une ressource pour éviter des tensions sociales⁹¹.

La migration se présente donc, dans certains cas, comme ce que nous pourrions appeler une « politique communautaire », pour mettre en évidence la manière dont les acteurs, face à ces différentes conditions, participent à la mise en place d'une politique n'ayant comme but que d'assurer la survie. Ceci permet la *reproduction des conditions de la clandestinisation*.

Cette politique communautaire montre des résultats efficaces face à la pauvreté : les nécessités fondamentales sont satisfaites et, avec les envois d'argent que font les immigrés, les conditions de vie des familles dans le pays d'origine s'améliorent. Il s'agit ainsi d'une politique sociale élaborée et mise en place par les personnes elles-mêmes, à partir de leurs propres ressources⁹².

Cette politique trouve le soutien de la famille dans le pays d'origine et en Suisse (à travers la famille, les réseaux d'amis et connaissances, ou la communauté d'origine dans le pays de réception). Il importe ainsi de se pencher sur les institutions formelles ou informelles qui aident à réaliser le voyage, comme les agences de voyage ou les petites

⁹⁰ Voir par exemple l'étude suivante sur le commerce informel : DE SOTO H., *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde*, Paris, Éditions la Découverte, 1994.

⁹¹ Ainsi, par exemple la quantité d'argent que les migrants transfèrent comme virements à leur pays d'origine s'élevait en 2000 au moins à 80 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Cf. SOLIMANO A., "Remittances by Emigrants : Issues and Evidence", Document de travail de United Nations Economic Commission for Latin American and the Caribbean in <http://www.wider.unu.edu/conference/conference-2003-3/conference-2003-3-papers/Solimano-2208.pdf>, 22.08.03.

⁹² Voir à cet égard RODRIGUEZ N., "The Battle for the Border : Notes on Autonomous Migration, Transnational Communities and the State" in *Social Justice, A journal of Crime, Conflict ...*, volume 23, n°3, 1996, pp. 21-37.

organisations qui offrent des voyages ou du travail à l'étranger ou qui donnent des orientations et préparent les documents pour la demande d'un visa, etc. D'ailleurs, dans la société de réception, nous pouvons mentionner les institutions suivantes qui, à travers leur service ponctuel, permettent la présence de sans-papiers en Suisse : les personnes suisses / résidant en Suisse employant des immigrés, les institutions humanitaires vers lesquelles les immigrés peuvent se diriger, la communauté latino-américaine, l'Église, etc.

Ainsi, et indépendamment des politiques de migration visant à contrôler les flux migratoires, les chaînes migratoires se renforcent et se reproduisent⁹³. Ce phénomène semble plus fort dans certains pays (comme aux États-Unis par exemple). Ainsi, nous trouvons le concept de « communauté transnationale » (forgé par les théoriciens de la mondialisation). Comme nous l'avons déjà soulevé, malgré la fermeture des frontières, les mouvements migratoires se poursuivent. Ce concept de « communauté transnationale » fait alors justement référence aux individus qui ont créé des communautés traversant les frontières nationales et qui, dans un sens très concret, ne se situent véritablement *ni ici ni là*, mais ici et là en même temps⁹⁴.

Nina Glick Schiller et autres observent qu'un nouveau type de migration émerge, qui a pour caractéristique de relier le pays d'origine et le pays de destination à travers des réseaux, des activités et des modes de vie ; ce type reprend les références du pays d'origine et du pays de destination. Ces auteurs définissent le « transnationalisme » comme les processus par lesquels les immigrés construisent des relations de nature multiple (familiales, économiques, sociales, organisationnelles, religieuses et politiques) qui traversent les frontières en reliant leurs sociétés d'origine et de résidence⁹⁵. De ce fait, malgré les grandes distances et en dépit des frontières nationales (et de toutes les

⁹³ Dans cet ordre d'idées, Catherine Wihtol de Wenden fait référence à la thèse de la mondialisation, qui considère que le pouvoir de l'État consistant à gérer les phénomènes transnationaux a beaucoup diminué. L'État serait prisonnier de forces transnationales comme l'intégration économique internationale et le multiculturalisme qui menacent la souveraineté. Cf. WIHTOL DE WENDEN C., *op. cit.*, pp. 28-30.

⁹⁴ Cf. PORTES A., *loc. cit.*, p. 16.

⁹⁵ Cf. GLICK SCHILLER N. & alii, "Transnationalism : A New Analytic Framework for Understanding Migration" in *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*, New York, Annals of the New York Academy of Sciences, 1992, p.1. Voir également VERTOVEC S., "Conceiving and researching transnationalism" in *Ethnic and Racial Studies*, volume 22, n° 2, March 1999, Routledge, 1999, p.447-461.

lois, réglementations, etc.), certaines types de relations se sont globalisées intensément et se réalisent dans un espace commun sans limites.

Voici quelques exemples d'activités transnationale : les petites et moyennes entreprises (petites usines, établissement commerciaux variés et agences financières) créées et dirigées en République dominicaine par d'anciens émigrés aux États-Unis (qui dépendent pour leur survie de liens continus avec les États-Unis)⁹⁶, les enclaves Otavalos en Europe et Amérique du Nord (où les membres de cette communauté vivent de la commercialisation des produits venus de l'Équateur et ont ainsi une communication constante avec leur ville natale pour s'approvisionner, gérer leurs *telares* -magasins de vêtements- et acheter des terres)⁹⁷.

Alejandro Portes désigne ce mouvement comme une forme de réaction « par le bas » face à la restructuration mondiale, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une stratégie qui en rejoignant les flux du commerce mondial, s'y adapte, souvent de manière astucieuse, tout en utilisant le capital social comme élément principal⁹⁸. Nina Glick Schiller le spécifie en disant qu'il s'agit d'une manière de résister à la subordination dans le système global capitaliste⁹⁹. Les nouvelles conditions dans le pays de réception ne laissent aux migrants que des possibilités d'occuper des travaux dévalorisés et sans aucune perspective de mobilité sociale étant donné la vulnérabilité qui caractérise la condition d'immigré.

Il semble difficile de parler d'activités transnationales pour les femmes sans-papiers. Toutefois, nous postulons l'existence d'une certaine autonomie (qui, dans le contexte suisse, se réalise davantage par le biais des chaînes migratoires, le soutien direct ou indirect de la famille dans le pays d'origine et les structures formelles ou informelles

⁹⁶ Cf. PORTES A., "La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales", *loc. cit.*, pp. 19-20.

⁹⁷ Cf. KYLE D., "The Otavalo trade diaspora : social capital and transnational entrepreneurship" in *Ethnic and Racial Studies*, *loc. cit.*, pp. 422-446. Voir aussi LANDOLT P. & alii, "From Hermano Lejano to Hermano Mayor : the dialectics of Salvadoran transnationalism" in *Ethnic and Racial Studies*, *loc. cit.*, pp. 290-316 ; ROBERTS R. & alii, "Transnational migrant communities and Mexican migration to the US" in *Ethnic and Racial Studies*, *loc. cit.*, pp. 238-266 ; LEVITT P., "Social Remittances : Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion" in *International Migration Review*, volume 32 (4), 1998, pp.926-948.

⁹⁸ Cf. PORTES A., "La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales", *loc. cit.*, pp. 18-19.

⁹⁹ Cf. GLICK SCHILLER N. & alii, *loc. cit.*, pp. 11-12.

dans le pays de réception) qui facilite l'agir de ces femmes et le fait de pouvoir s'en sortir en tant que « sans-papiers ». Nous pensons que cette autonomie est un lien avec une certaine débrouillardise (cf. chapitre 1, deuxième partie) que les personnes développent déjà informellement dans les pays d'émigration et qui se concrétise par ce type d'activités transnationales indépendantes des frontières ou des politiques migratoires.

Le processus de la *clandestinisation* se reproduit constamment. Par *reproduction*, nous voulons faire référence non seulement au fait de l'existence / de la continuité des conditions macro-sociologiques et contextuelles décrites auparavant qui permettent la *production* et *reproduction* de la clandestinisation, mais nous voulons également considérer les personnes qui, à travers la *production et reproduction de leurs énergies physiques, mentales, culturelles* (leurs décisions, leur réseaux d'information et de solidarité, la transmission de « codes » pertinents à la clandestinité ou à l'art de la clandestinisation, etc.) désignent le *monde* de la clandestinisation. Dans ce sens, nous nous approchons de Daniel Bertaux et de son concept de « production anthroponomique » : en effet, cet auteur propose de considérer chaque groupe familial comme une micro-entreprise ou un lieu de production « anthroponomique ». Une famille est ainsi centrée sur l'activité de production et de reproduction des énergies de ses membres, ce qui ne consiste pas seulement à mettre au monde, à élever les enfants et à reproduire quotidiennement les énergies physiques, mentales et morales de tous les membres mais également à accomplir des tâches culturelles et religieuses (l'apprentissage de la langue maternelle, les codes de bonne conduite, le développement des facultés mentales, etc.)¹⁰⁰

2.2. L'agir dans un champ de possibles limité

La clandestinité suisse, processus en reproduction, créée par des conditions de caractère structural constitue le cadre général et le « champ des possibles » dans lequel

¹⁰⁰ Cf. BERTAUX D., "Vie quotidienne ou modes de vie?" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, pp. 72-73 ; BERTAUX D., *Les Récits de vie*, Paris, Éditions Nathan, 1997, p. 39.

l'agir des femmes va se réaliser. La clandestinité doit donc être comprise dans un système où il y a convergence des différentes forces plus ou moins déterminantes qui désignent le contexte de la clandestinité. Dans ce système, il y a des actrices concrètes qui contribuent à la reproduction quotidienne de la clandestinité en lui donnant, d'une certaine manière, une continuité à travers les modes de vie qu'elles vont construire afin de gérer la vie dans la clandestinité.

Ces conditions, d'une certaine manière déterminante, ainsi que l'action concrète des actrices sociales permettent la reproduction de la clandestinisation. Ainsi, afin de comprendre les réponses et la diversité des modes de vie que ces femmes élaborent face à la clandestinité, il s'avère nécessaire de s'approcher de la signification que prend l'expérience de la clandestinité pour les actrices sociales qui la vivent et la ressentent et d'en dégager les logiques d'action.

En effet, les sans-papiers n'ont pas une étiquette qui les désignent comme des clandestines. Apparemment, cette inexistence légale n'est pas repérable à première vue dans les espaces publics (sauf s'il y a un contrôle policier). En revanche, au niveau de la vie quotidienne, pour l'obtention d'un logement, d'un travail ou des soins, ces femmes sont confrontées au dévoilement de leur statut. Comment vivent-elles ? Quelles activités réalisent-elles ? En quoi consiste leur mode de vie ?

Le mot de « clandestin » évoque en nous, entre autres, des mots tels que « caché », « secret », et « illégal ». Nous nous demandons comment cette notion d'invisibilité (et d'homogénéisation -étant donné que cette étiquette de sans-papiers et des stéréotypes négatifs qui s'accompagnent est en principe collée à toutes les femmes sans-papiers) est vécue par ces femmes. Comment cette invisibilité interagit-elle avec la formalité et la visibilité qui sont, d'une certaine manière, indispensables à la survie ?

Ainsi, nous relevons, au milieu de notre analyse, l'expérience de la femme immigrée sans-papiers en Suisse. Or, cette femme amène avec elle une histoire concrète, une formation, une trajectoire particulière quant à son insertion professionnelle, des attentes propres à son vécu, à sa famille, à son âge et des projets particuliers. Dans ce sens, nous allons considérer, dans notre analyse, des variables intermédiaires telles que l'âge, la scolarité, le statut civil, les conditions économiques et la situation de

famille¹⁰¹. Ceci nous donne une grille à partir de laquelle nous pouvons lire et contextualiser le discours de ces femmes, leurs réponses et le sens qu'elles donnent à leur expérience.

Ainsi, nous allons distinguer quatre cas de figures 1) les femmes établies en Suisse avec leur famille (c'est-à-dire enfant(s) et mari), 2) les femmes mères célibataires ayant laissé leurs enfants au pays d'origine et se trouvant seules en Suisse, 3) les femmes mères célibataires étant en Suisse avec leurs enfants et 4) les femmes célibataires sans enfants.

La disposition de ressources éducationnelles conditionne certainement la manière de percevoir le séjour dans le pays de réception ainsi que la décision de prolonger le séjour ou de retourner dans un futur proche dans le pays d'origine. Ainsi, nous ferons une distinction entre les personnes ayant une scolarité universitaire ou para-universitaire et/ou provenant des couches moyennes et supérieures¹⁰² et les femmes disposant d'un capital éducatif-économique moins important (personnes avec une scolarité primaire et secondaire et ayant occupé des activités dans le commerce informel : vendeuse, femme de ménage, etc.)

De même, l'âge est également un paramètre important que nous prendrons en compte : nous pensons que la manière de vivre l'expérience migratoire est différente s'il s'agit d'une jeune femme ou d'une personne plus âgée.

Alors que, dans un premier temps, il pourrait être évident de considérer le travail féminin (nettoyage, garde des enfants) en situation d'immigration clandestine comme un élément qui accentue la soumission des femmes et les conditions d'exploitation et de discrimination, un regard plus étendu peut nous permettre de relativiser ce rôle et surtout d'établir les différences et concomitances entre la situation de travail dans le pays d'origine et le pays de réception, entre le fait d'être femme dans le pays d'origine

¹⁰¹ Claudio Bolzman utilise le concept de *médiations sociales* qui permet de mettre en évidence les insertions sociales antérieures de ces femmes et les expériences diverses vécues tout au long de leur parcours d'immigrées. Cf. BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, op. cit., p.104

¹⁰² Nous avons pris, à l'instar de Jacqueline De Puy et Catherine Rodriguez-Vallotton, comme indicateur de l'origine sociale la catégorie socio-professionnelle des parents. Cf. DE PUY J. & RODRIGUEZ-VALLOTTON C., *Les années entre parenthèse. Vie quotidienne et projets d'avenir de réfugiés du cône sud de l'Amérique latine à Genève*, Université de Genève, 1985, mémoire de licence en sociologie, p. 84 et 89.

et le pays de réception, entre le fait d'accomplir un projet ou de se voir pris dans un futur sans issues. Cette démarche est nécessaire si l'on veut appréhender la perception et l'utilisation que font les femmes de leur propre réussite ou encore leur intégration en tant que migrantes sans-papiers.

Nous tenterons de préciser ci-dessous certains aspects centraux de l'expérience de la clandestinité ; autrement dit, nous allons faire une décomposition analytique de notre problématique constituée des postulats et hypothèses suivants :

La clandestinité : une négation de l'identité

Nous partons du postulat que la clandestinité entraîne une double négation de l'identité, c'est-à-dire qu'elle nie l'histoire de la personne, invalide ses projets et en plus lui assigne des identités négatives.

L'identité est définie par Pierre Tap comme la résultante d'une dynamique de deux processus contraires et indissociables: l'identification et l'identisation. L'identification est le processus par lequel l'individu devient conforme à autrui (rôles, normes, valeurs). L'identisation permet par contre à l'individu de se différencier d'autrui. L'identité se construit à partir de la différenciation et la conformité aux autres en constante interaction¹⁰³. Isabelle Taboada-Leonetti ajoute que cette formule exprime la double appartenance théorique de l'identité : il s'agit d'un fait de conscience subjectif, donc individuel, et relevant du champ de la psychologie, mais il se situe aussi dans le rapport à l'autre, dans l'interaction et donc dans le champ de la sociologie¹⁰⁴. Edmond Lipiansky observe que l'identité résulte ainsi « (...) des relations complexes qui se tissent entre la définition extérieure de soi et la perception intérieure, entre l'objectif et le subjectif, entre soi et autrui, entre le social et le personnel »¹⁰⁵.

L'identité implique une certaine stabilité de la personnalité et une continuité de sa relation avec l'environnement, c'est-à-dire de sa représentation de soi et du monde.

¹⁰³ TAP P., "L'identification est-elle une aliénation de l'identité ?" in TAP P. (éd.), *Production et affirmation de l'identité*, volume 1, Toulouse, Éditions Privat, 1980, p. 237.

¹⁰⁴ Cf. TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alii, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990, p. 43.

¹⁰⁵ LIPIANSKY E., "Identité subjective et interaction" in CAMILLERI C. & alii, *op. cit.*, p. 174.

Simone Clapier-Valladon remarque que, dans une situation de migration, la représentation de soi et du monde, la relation avec l'environnement changent et font appel à une reconstruction en ajoutant de nouveaux éléments et leur intériorisation dans l'identité qui ne cesse jamais d'évoluer¹⁰⁶.

Ainsi, tout processus migratoire implique une certaine coupure dans la trajectoire personnelle et sociale de la personne. Déjà, dans le lieu où elle émigre la nouvelle arrivée n'a pas de racines, pas d'histoire ni de souvenirs propres ; tout est neuf et inconnu. Elle a de plus perdu beaucoup de rôles qu'elle exerçait dans sa communauté d'origine, soit en étant membre d'un groupe familial (fille, mère, sœur, etc.), d'un groupe de travail ou professionnel, d'un groupe d'amis ou encore d'un groupe de loisirs ou d'engagement politique.

Or, le fait d'être *inexistante* est une atteinte directe au sentiment d'identité de ces personnes. Le fait d'être clandestine nie doublement et met gravement en question l'identité de ces femmes. Déjà fragiles (puisqu'il s'agit de personnes devant opérer un travail de reconstruction identitaire entre deux cultures et entre deux histoires), ces femmes doivent encore voir leurs projets mis en cause, leur passé nié et attendre un futur incertain. Ainsi, elles perdent non seulement la plupart des rôles qu'elles exerçaient dans leur communauté d'origine (et pour lesquels elles recevaient une reconnaissance sociale), mais l'assignation du statut de sans-papiers ne leur désigne aucune place légitime que la femme sans-papiers pourrait occuper. Elle est donc confrontée au regard dévalorisant du groupe dominant et aux assignations négatives suivantes : « illégale », « délinquante », « profiteuse » et « menteuse ». Dans ce sens, le fait de ne pas avoir de papiers entraîne des sentiments de *honte* et de *souffrance sociale*.

Ces femmes doivent donc, dans les limites tracées par ce statut, *construire* paradoxalement *leur place*. De ce fait, ces femmes sont dépossédées de leur histoire personnelle, de leurs noms, de leurs projets et de leurs droits de rêver mais encore, le nouveau statut qui leur est octroyé (celui de sans-papiers), leur confère des traits négatifs quant à leur identité. Le passage d'un statut de personne (avec des référents clairs sur son identité : son histoire, son présent, ses perspectives dans le futur et ses

¹⁰⁶ CLAPIER-VALLADON S., "Le retour des migrants. Problèmes d'identité » in TAP P. (éd.), *op. cit.*, p. 211.

projets de vie) à celui de personne inexistante (dont le sens de l'existence, le passé et la capacité à se projeter dans l'avenir sont niés) se produit. Paradoxalement ce qui constitue le motif de départ (perspectives d'une vie meilleure) devient une raison de mort sociale, d'anonymat et de soupçon du fait de l'illégitimité. À ce stade, nous nous posons les questions suivantes: Comment font ces femmes pour ne pas se laisser toucher par cette identité assignée par autrui, comment gagnent-elles une identité positive ? Quelles stratégies utilisent-elles face à la dévalorisation du groupe dominant, face à l'assignation de traits négatifs et face à une certaine homogénéisation ? Comment développent-elles un sentiment de singularité face à l'homogénéisation du groupe des sans-papiers ?

Deux hypothèses de travail se désignent :

- Ces femmes élaborent des stratégies identitaires, situées dans un cadre de rapports de force inégalitaire entre groupes majoritaire et minoritaires.
- Ces femmes élaborent leur expérience en leur donnant du sens ; un sens qui va leur permettre de résister à la clandestinité et de concevoir l'expérience comme positive.

Stratégies identitaires

Tout être humain se construit une image de son passé et une projection de son avenir. L'immigration, et le fait de vivre une *immigration clandestinisée*, mettent en question le sentiment de continuité de l'identité et la capacité de se projeter. Selon Carmel Camilleri, « (...) les deux grands défis auxquels les individus sont prioritairement sensibles en situation de morcellement culturel sont les atteintes à leur unité de sens et à la valeur qu'ils s'attribuent »¹⁰⁷. Ces femmes doivent ainsi restaurer une unité de sens à laquelle elles peuvent s'identifier pour regagner l'impression de cohérence et de stabilité de leur identité et s'auto-attribuer une valeur minimale attachée à l'image de soi. Cette revalorisation passe par le fait d'avoir une image adéquate à ses propres yeux

¹⁰⁷ CAMILLERI C., "Identité et gestion de la disparité culturelle : essai d'une typologie" in CAMILLERI C. & alii, *op. cit.*, p. 88.

et aux yeux des autres. Or, le fait de se voir attribuer un statut de personne sans-papiers est un motif de soupçon et de méfiance.

Dans les limites tracées par la clandestinité, l'individu dispose malgré tout d'une certaine liberté de choix et c'est dans ce sens que la notion de *stratégie*, appliquée au champ du social, nous paraît pertinente. Selon Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti, la notion de stratégie, en se situant à l'articulation du système social et de l'individu (du social et du psychologique) permet d'observer à travers les comportements, individuels ou collectifs, les différentes manières dont les acteurs réagissent pour faire face aux déterminants sociaux ; autrement dit, cette notion s'avère importante dans la mesure où elle met en évidence la façon dont les comportements individuels résultent d'une interaction de facteurs sociaux et individuels¹⁰⁸.

Le regard social est fortement invalidant et dévalorisant. La notion de stratégie identitaire postule que les acteurs sont capables d'agir sur leur propre définition de soi. Les stratégies identitaires sont définies comme des procédures mises en œuvre (de façon consciente ou inconsciente) par un *acteur* (individuel ou collectif) pour atteindre une ou des *finalité(s)* (définie(s) explicitement ou se situant au niveau de l'inconscient), procédures élaborées en fonction de la *situation d'interaction*, c'est-à-dire en fonction des différentes déterminations (socio-historiques, culturelles, psychologiques) de cette situation¹⁰⁹.

La stratégie identitaire est le résultat de l'élaboration individuelle et collective des acteurs et exprime les ajustements opérés, au jour le jour, en fonction de la *variation des situations* et des *finalités* exprimées par les acteurs ainsi qu'en fonction des *ressources* de ceux-ci¹¹⁰. Des travaux de psychologie sociale sur la visibilité sociale, la différenciation et l'identité montrent qu'une des finalités stratégiques essentielles pour l'acteur est la *reconnaissance* de son existence dans le système social, de son

¹⁰⁸ DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, Marseille, Éditions Hommes et perspectives, 1994, p. 184.

¹⁰⁹ LIPIANSKY E. & alii, "Introduction à la problématique de l'identité" in CAMILLERI C. & alii, *op. cit.*, p. 24.

¹¹⁰ Cf. TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alii, *op. cit.*, p. 49.

appartenance et de sa place spécifique ; reconnaissance qui doit être ressentie subjectivement par le sujet¹¹¹.

Quelles sont les stratégies identitaires que les femmes utilisent pour faire face à la clandestinité ? Il s'agit avant tout pour la femme sans-papiers de faire face à l'assignation d'une identité négative soit en contestant sa nouvelle image, soit en la négociant ou en l'acceptant. Or, il nous semble que le fait de diminuer l'importance de ces identités (sans-papiers), au profit d'autres identités (comme celles de mère, femme avec une expérience de vie ou de fille aînée de la famille) permettraient d'assurer un sentiment d'unité et de permanence de leurs identités face au déchirement identitaire que la clandestinité peut produire.

La théorie de l'*identité sociale* sera aussi utile à notre analyse. Cette théorie met l'accent sur l'appartenance au groupe et sur la signification émotionnelle et évaluative de cette appartenance dans la définition de soi. Ainsi, l'adoption par un individu d'un comportement d'une part, son appartenance à des groupes d'autre part, sont en partie déterminées par l'image de lui que l'individu veut envoyer aux autres¹¹². Dans le cadre de notre étude, les relations intergroupes sont marquées par un rapport inégalitaire de forces qui stigmatise des populations minoritaires (groupe des Suisses, groupe des illégaux).

Le regard du groupe dominant sur le groupe minoritaire des étrangers et des étrangères sans-papiers porte une grande dévalorisation. Les femmes latino-américaines, ressortissantes de pays non européens, font partie du groupe des étrangères qui n'ont presque pas de chances d'être accueillies par la politique migratoire. D'ailleurs, elles font partie du groupe de sans-papiers et donc du groupe soupçonné d'être constitué de délinquants, de profiteurs, de marginaux, de personnes sans éducation ou encore de criminels. C'est dans ce contexte que les stratégies se situent : les stratégies identitaires qui s'expriment dans une situation marquée par des rapports inégaux diminuent les capacités d'action des acteurs dominés (qui sont plus sensibles au regard porté par autrui sur leur propre identité) et augmentent l'adoption de stratégies individuelles

¹¹¹ KASTERSZTEIN J., "Les stratégies identitaires des acteurs sociaux : approche dynamique des finalités" in CAMILLERI C. & alii, *op. cit.* p. 32.

¹¹² TAJFEL H., "La catégorisation sociale" in MOSCOVICI S. (éd.), *Introduction à la psychologie sociale*, Paris, Éditions Larousse, volume 1, 1972, p. 292.

visant à s'approcher du groupe dominant¹¹³ en adoptant ses caractéristiques culturelles et ses valeurs.

Le fait de prendre en considération cet aspect est fondamental si l'on veut comprendre les stratégies adoptées par les femmes « sans-papiers » dans le but d'avoir une image valorisée d'elles-mêmes. Nous nous demandons quel type d'appartenance elles revendiquent en tant que membres d'un groupe dévalorisé (les sans-papiers). Le fait d'appartenir à un certain type de réseau est d'une importance capitale pour l'identité. L'existence de réseaux relationnels permet l'échange de services, d'informations, de communication mais aussi l'*échange d'images identificatoires* qui permettent à l'individu de se représenter à la fois au sein de son propre groupe et par rapport à la société globale, et d'identifier sa place et son rôle dans la société¹¹⁴.

Évidemment, personne ne veut faire partie d'un groupe social dévalorisé. Henri Tajfel¹¹⁵ précise que c'est par l'intermédiaire de comparaisons sociales favorables à l'endogroupe qu'une identité sociale positive peut être établie et maintenue. Les comparaisons défavorables, par contre, contribuent à une identité sociale négative qui a un effet néfaste sur l'estime de soi des individus en question. Cette identité sociale négative peut mener à un rejet du groupe d'appartenance comme groupe de référence et à une surévaluation de l'exogroupe perçu comme ayant la plupart des caractéristiques valorisées socialement. Dans ce sens, il est donc pertinent de se demander quel type d'appartenance ces femmes revendiquent. Avec quel groupe se comparent-elles ?

Nous comprenons par *système de référence*, l'ensemble des normes qui valident, ou invalident, l'identité des sujets. Ce système peut être conforme aux normes et aux valeurs du pays d'origine ou de groupes du pays d'origine installés dans la société de réception, du pays de réception ou encore d'appartenances mixtes. Il est donc judicieux d'identifier le système auquel le migrant se réfère lorsqu'il s'agit de se définir

¹¹³ Henri Tajfel affirme que les stratégies individuelles sont surtout adoptées quand les membres du groupe perçoivent la situation intergroupe comme étant stable et légitime. On peut citer comme exemples de ces stratégies le fait d'apprendre la langue, de changer son nom, d'adopter les valeurs culturelles du groupe majoritaire. TAJFEL H. (éd.), *Differentiation between social groups : studies in the social psychology of intergroup relations*, London; New York, Academic Press, 1978.

¹¹⁴ Cf. DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *op. cit.*, p. 59.

¹¹⁵ Cf. TAJFEL H. (éd.), *Differentiation between social groups : studies in the social psychology of intergroup relations*, *op. cit.*

socialement¹¹⁶. À quel système de référence adhère la femme migrante sans-papiers lorsqu'il s'agit de définir son statut social ? Le fait d'être femme de ménage est-il évalué par rapport à son statut actuel en Suisse, au statut qu'elle avait dans son pays d'origine ou à celui de la femme migrante qui réussit à l'étranger, qui gagne une certaine indépendance, qui envoie de l'argent ?

Lorsqu'on est socialement défini par un manque (sans profession, sans domicile, sans ressources, sans qualifications ou encore sans maison – cela serait le cas par rapport à la société de réception), il est difficile de garder une « bonne image » et d'affirmer une identité positive. Pour restaurer cette image de soi, qui est invalidée par le regard d'autrui, il est nécessaire de pouvoir s'approcher d'un ensemble social qui renvoie une image valorisante : « Le dégagement ne peut s'opérer dans l'individualisme, puisque c'est l'individualité-même qui a été atteinte et détruite »¹¹⁷. La revalorisation et la reconnaissance se présentent comme indispensables pour se faire une place dans une société où elles n'ont pas de place. Ainsi, il s'agit d'identifier le collectif qui pourrait redonner aux immigrés une reconnaissance et une existence sociale. Il convient dès lors de s'approcher du système de référence vis-à-vis duquel les femmes latino-américaines sans-papiers s'identifient ainsi que du groupe social dans lequel elles s'inscrivent.

Donner un sens à l'expérience migratoire

L'actrice sociale est appelée, selon François Dubet, à construire son expérience sociale tout en lui donnant du sens. C'est leur propre expérience que les individus décrivent à distance, critiquent, jugent en faisant appel à des normes plus ou moins latentes mobilisées à l'occasion. C'est dans les histoires de vie que les femmes latino-américaines construisent leurs discours tout en prenant de la distance. Il ne suffirait que de poser la question concernant leur séjour en Suisse à ces femmes pour qu'elles

¹¹⁶ Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti notent l'importance de ce critère étant donné que les immigrés, en ayant un système de référence tout autre que celui de la France, semblent moins vulnérables face à l'assignation identitaire : "(...) le mépris de la société française à leur égard, s'il les touchait, n'altérerait pas leur identité profonde (...) Le séjour en France n'était qu'une parenthèse dans leur trajectoire, qu'ils maîtrisent, puisqu'ils pouvaient, en principe, y mettre fin à leur gré" (p.75) "Cette sociabilité particulière des étrangers contribue à les préserver de la désinsertion individuelle et de la déchéance" (p.75). DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *op. cit.*, pp. 74-75.

¹¹⁷ DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 1996, p. 142.

commencent à expliquer et argumenter leur parcours migratoire tout en relevant des critères de justice, d'authenticité et de vérité, afin de donner du sens à leur expérience¹¹⁸.

Quels sont les éléments mobilisés par les femmes sans-papiers afin de donner du sens à leurs expériences migratoires en tant que femme sans-papiers? D'une part, l'identité de la femme latino-américaine sans-papiers (mère de famille, fille, secrétaire, étudiante ou autre) définie à partir de certains rôles qu'elle exerçait dans son pays d'origine (ou qu'elle exerce encore d'une manière indirecte) est non seulement ignorée mais également dévalorisée par le regard d'autrui. D'autre part, ces femmes se voient attribuer une identité négative (profiteuse, chômeuse et délinquante). Nous pensons que c'est à travers la mise en place de diverses stratégies que ces femmes essaieront de contourner cette identité attribuée afin de ne pas se laisser culpabiliser ou paralyser.

Toutefois, nous croyons que l'utilisation de stratégies identitaires ne se suffit pas à elle-même. Ces femmes doivent être convaincues ou se convaincre continuellement du bien-fondé de cette expérience qui vaut la peine d'être vécue, qui sert à quelque chose. Nous allons donc essayer de cerner le « sens » qui sert de source et de point de repère à l'expérience migratoire. Où ces femmes trouvent-elles du sens ? Qu'est-ce qui devient source de sens ? Vaut-il la peine de rester en Suisse ? Quels sont les éléments qui donnent du sens à ce séjour illégitime en Suisse ?

Ainsi, il nous semble que, d'une part, le fait d'attribuer un *sens* au séjour en Suisse en tant que femme clandestine permet aux femmes de se donner une légitimité à leurs propres yeux et aux yeux des autres et que, d'autre part, ce *sens* permet de rétablir cette négation de leur identité afin de restaurer leur sentiment de « continuité », de « cohérence interne ». Nous pensons que nous pouvons trouver des éléments de réponse dans les *projets migratoires* de ces femmes. Certes, ces derniers peuvent servir de points de repères pour se situer par rapport à leur passé, pour donner du sens à leur présent et pour se projeter par rapport à leur futur puisqu'ils évoquent leur histoire personnelle, leurs rêves, leurs aspirations, leurs parcours et leurs projets de vie future. Ainsi, comme Pierre Tap le souligne, la personne est d'abord inséparable d'un présent ; en tant que sujet-acteur, elle fait des choix selon les nécessités de l'action en cours. Mais, elle est

¹¹⁸ Cf. DUBET F., *op. cit.*, p. 103.

aussi un passé, autrement dit une histoire d'enracinement et de continuité identitaire, qui sert de base pour la conscientisation, le questionnement critique et la prise en compte des ressemblances et des différences. Et la personne est la réalisation de possibles c'est-à-dire l'organisation de temporalités nouvelles¹¹⁹.

Nous caractérisons le *projet migratoire* en reprenant la définition de Isabelle Taboada-Leonetti, qui considère ce dernier comme la résultante de deux facteurs: les contraintes qui poussent le départ du futur migrant pour échapper à une situation sociale et économique insatisfaisante, et l'existence des conditions favorables dans une autre région pour pouvoir satisfaire ses besoins et aspirations¹²⁰. Ces derniers seront déterminés par ce que la personne cherche à trouver dans une autre société, et qui n'a pas été trouvé dans la société d'origine. Les projets sont une manière de combler l'écart actuel des choses et la conception qu'on s'en fait; ce processus d'équilibrage et de déséquilibrage peut continuer tant qu'un projet réalisé fait place à d'autres projets.

Ainsi, en tant que *fil conducteur* de l'expérience migratoire, les projets pourraient bien représenter également une *source de sens* de l'expérience migratoire, à laquelle ces personnes pourront faire référence pour légitimer leur expérience à leurs propres yeux comme aux yeux des autres.

Par ailleurs, l'expérience d'« être quelque part » (« *estar en algún lugar* ») en tant qu'organisme immergé dans un entourage proche est une base fondamentale dans la vie des personnes. C'est ainsi que l'immigrée se trouve face à la nécessité pratique d'habiter dans le pays de réception. Et de ce fait, de s'y ancrer, d'y reconstruire un système de relations, un territoire et une forme d'appartenance. La migration se confronte, dans cette perspective à une *exigence de sédentarité*¹²¹. Nous pensons donc que, d'une certaine manière, le mode de vie (marqué par les routines, par l'investissement des énergies mais aussi par la vie en famille, par la vie sociale) apparaît aussi comme producteur de sens.

¹¹⁹ TAP P., "Socialisation et construction de l'identité personnelle" in MALEWSKA-PEYRE H. & TAP P. (s/s la dir. de), *La socialisation de l'enfant à l'adolescence*, Paris, Éditions PUF, 1991, pp. 54-55.

¹²⁰ Cf. TABOADA-LEONETTI I., "Le projet de migration. La nature du projet de migration et ses liens avec l'adaptation" in *L'année sociologique*, volume 26, 1975, p. 109.

¹²¹ Voir à cet égard ALAIMO A., "Le projet migratoire entre nomadisme et sédentarité" in CENTLIVRES P. & GIROD I. (s/s la dir. de), *Les défis migratoires. Colloque CLUSE, Neuchâtel 1998*, Zurich, Éditions Seismo, 2000, pp. 211-216.

Ainsi, le fait de donner du sens au quotidien est un travail constant qui se construit petit à petit par le réseau d'amis que la personne commence à côtoyer, par le sentiment d'indépendance qu'elle commence à acquérir, par le fait de pouvoir donner un « meilleur futur » aux enfants, etc. Nous pensons qu'au fur et à mesure que ces personnes sentent qu'elles accomplissent leurs projets migratoires (leur projets de vie), qu'elles gagnent une place dans le quotidien (un mode de vie résistant aux incertitudes) et qu'elles peuvent se projeter dans le futur (même si cette projection n'est pas réaliste ou faisable), l'expérience peut « valoir la peine d'être vécue » et être chargée de *sens*.

D'ailleurs, il nous semble important de dégager l'*univers de croyances et de comparaisons entre le « ici » et le « là-bas »* que les femmes latino-américaines font pour comprendre cette expérience chargée de sens. Comment perçoivent-elles leur séjour en Suisse ? Comment perçoivent-elles leur propre changement en tant que femme et par rapport au passé ? Comment se perçoivent-elles ? Quelle est la perception qu'elles ont en tant que femmes ? Ceci nous permettra de mieux comprendre le « choix » de rester en Suisse et leur propre expérience de « réussite » malgré la clandestinité.

D'un mode de vie passé vers un nouveau mode de vie

La clandestinité est synonyme de précarité, d'insécurité, de restrictions. Ces femmes, en venant en Suisse, ne cherchent que le contraire, soit de meilleures conditions de vie, la sécurité et la liberté (cf. chapitre 1, deuxième partie). La clandestinité impose une situation contradictoire avec les objectifs, les attentes, les projets migratoires et l'identité de ces femmes. Ainsi, le mode de vie passé (celui du pays d'origine) doit être réaménagé pour un nouveau mode de vie résistant aux vicissitudes du pays de réception mais relevant d'une nouvelle réalité, celle de la clandestinité. Il s'agit d'un nouveau mode de vie qui doit être résistant aux défis d'ici et aux défis d'aujourd'hui. Pourtant, la réalité du migrant est marquée par cette dualité émigrant/immigrant. De quoi est donc fait ce nouveau mode de vie ? Quel est le mode de vie d'une femme sans-papiers ?

Les questions suivantes guideront notre analyse:

- La femme latino-américaine, arrivée en Suisse doit, face à la clandestinité, apprendre à vivre dans ce contexte, c'est-à-dire, adopter des comportements et

des pratiques propres à l'art de vivre dans la clandestinité. Elle doit gérer le fait de vivre entre la visibilité et l'invisibilité, entre la légalité et l'illégalité. Ceci est important pour assurer la survie et la prolongation de son séjour.

- À partir de là et avec d'autres éléments (tels que les objectifs migratoires, la création et la mobilisation des ressources, la création de routines, les logiques d'action) la femme sans-papiers va organiser sa vie au quotidien pour créer un mode de vie résistant, capable de reproduire les conditions de la clandestinité, prolonger son séjour en Suisse et accomplir ainsi ses projets migratoires.

La migrante apporte avec elle les différents façonnements culturels, sociaux, religieux forgés dans le pays d'origine ainsi que les *objectifs migratoires*, qui doivent être réaménagés (cf. évolution des projets migratoires¹²²) dans le nouveau contexte. Nous pensons que les projets migratoires et leur évolution vont exercer une influence sur la manière de vivre, sur les différents choix à faire et sur le mode de vie « ici ». Ces femmes doivent ainsi réadapter des projets migratoires initiaux aux circonstances réelles. Il nous importe de nous demander quels changements qui se produisent dans leurs projets migratoires. Quel est le contenu de leur projet actuel ? Ainsi, la manière d'organiser la vie en Suisse va dépendre des nouveaux objectifs ou des objectifs ajustés à la clandestinité, des ressources transférées, créées et /ou récréées et de leur mobilisation. Ainsi, nous posons la question de l'évolution des projets migratoires.

Plusieurs auteurs évoquent l'importance d'étudier les projets migratoires dans la sociologie des migrations dans la mesure où cela va influencer les conduites et les attitudes des migrants tout au long de leur expériences migratoires. C'est ainsi que Véronique de Rudder-Paurd, à travers une étude sur les immigrés et leur logement en France, affirme que l'attitude économique de ceux-ci est liée au projet : des personnes avec un projet d'épargne consacrent 10% de leurs ressources pour leur logement. Le projet à court terme aboutit donc à une attitude plus limitative en termes économiques que le projet d'enracinement. Toutefois, il faut indiquer que les projets des immigrés ont une influence directement perceptible sur leurs aspirations en matière de logement en

¹²² Les projets de départ se trouvent confrontés aux réalités de l'émigration à savoir: l'emploi, le logement, l'attitude de la population du pays de résidence, le dépaysement, etc . et tout particulièrement la clandestinisation. Par rapport à l'évolution des projets migratoires voir TABOADA-LEONETTI I., "Le projet de migration. La nature du projet de migration et ses liens avec l'adaptation", *loc. cit.*, p. 117.

France mais ces aspirations, dans un domaine précis de l'insertion, apparaissent dépendantes à la fois de l'expérience personnelle et collective et du projet qui oriente l'action¹²³.

Nous pensons que même si ce projet migratoire initial subira des modifications et sera remanié constamment par nos interviewées face aux nouvelles conditions du pays de réception (manque de statut légal, difficultés pour trouver un logement et, entre autres, un emploi), il se constituera non seulement en une sorte de *fil conducteur* de l'expérience migratoire mais, en plus, il représentera une *source de sens* de leur expérience migratoire, à laquelle ces personnes feront référence dès qu'il s'agira de légitimer leur expérience.

Nous allons utiliser l'image du *monde de la clandestinité* pour caractériser la clandestinité et pour relever le fait qu'il y a des codes propres à la clandestinité ; toutefois, il s'agit d'un monde qui n'est pas circonscrit, qui n'a pas de frontières mais qui se fonde dans le flou : en effet, les sans-papiers ne portent pas d'étiquettes qui les désignent comme tels. Tout d'abord, il nous semble important de définir ce qu'est le monde de la clandestinité et d'identifier les éléments de la clandestinité.

Ce nouveau contexte impose aux femmes latino-américaines de nouvelles adaptations et de nouvelles pratiques à assumer vis-à-vis de la clandestinité. Par ailleurs, nous pensons, qu'afin de prolonger leur séjour en tant que femme sans-papiers, ces femmes doivent savoir se débrouiller¹²⁴ dans le monde visible/invisible, légal/illégal. Il s'agit pour ces femmes d'apprendre l'art de vivre dans la clandestinité, c'est-à-dire d'acquérir les différents instruments et outils pour garder/dévoiler le secret, pour faire face aux besoins quotidiens et prolonger leur séjour en tant que personne ayant le statut de sans-papiers. Comment apprendre l'art de vivre dans la clandestinité ? Comment vivre entre le visible et l'invisible ?

¹²³ Cf. DE RUDDER-PAURD V., "Des projets aux aspirations. Les immigrés et leur logement en France" in *L'année sociologique*, volume 26, 1975, p. 149. Voir également TABOADA-LEONETTI I., "Le projet de migration. La nature du projet de migration et ses liens avec l'adaptation", *loc. cit.*, p. 108.

¹²⁴ "...la débrouillardise est la 'qualité' la plus vantée du citadin qui 's'en sort' ; ce qui signifie que pour devenir un citadin à part entière, il faut en passer par des méthodes quelquefois illégales, voire malhonnêtes. Le dicton 'le malin vit du nigaud et le nigaud, de son travail' entérine cette philosophie populaire". BEY M., "Quelques réflexions sur la continuité entre villes et campagnes", *loc. cit.*, p. 133.

L'immigrée sans-papiers doit pour ainsi dire entrer dans le *monde de la clandestinité*, connaître son fonctionnement et assumer des comportements propres à la structure de la clandestinité. C'est à partir de là qu'elle va avoir des éléments pour construire son mode de vie. Ceci va permettre la reproduction des conditions de la clandestinité et prolonger son séjour en Suisse. Ces femmes doivent par ailleurs atteindre un niveau minimal d'*adaptation* pour être tolérées dans le nouveau pays (entre autres assumer de nouveaux comportements, de nouvelles règles, de nouveaux codes sociaux et une nouvelle langue).

Par mode de vie, nous comprenons les *formes d'aménagement de la vie quotidienne*, propre à chaque profil de femmes, à chaque projet migratoire, à chaque parcours de vie, et à chaque expérience. Claudio Bolzman affirme que le mode de vie résulte de la manière de mettre en relation le système de ressources et l'identité de l'individu dans une société donnée¹²⁵.

Daniel Bertaux conçoit le *mode de vie* des familles comme *modes d'organisation de la production familiale des énergies humaines* (cf. chapitre 2, première partie). Ce concept de production nous semble assez adapté à notre approche. Nous comprenons par *mode de vie* la manière dont les femmes latino-américaines clandestines s'organisent dans la quotidienneté dans le but d'assurer leur survie, de reproduire les conditions de la clandestinisation et d'atteindre leurs objectifs migratoires. En d'autres termes, il s'agit de la manière de gérer la vie en Suisse face à la survie, à la clandestinité et aux projets migratoires. C'est donc à une attitude active et appartenant au registre de l'historicité que nous faisons appel à travers ce concept de mode de vie.

C'est justement à travers l'engagement actif de ces femmes dans leurs projet migratoires, à travers des processus de mobilisations (des ressources, des énergies, des efforts, des conduites) que de petits aboutissements auront lieu. Le fait de voir les modes de vie comme des modes de production éventuellement structurés par des processus de mobilisation en fait ressortir la dimension active. Alors quelles ressources mobilisent ces femmes ? Quelles comportements assument-elles afin de prolonger leur séjour ? Quel mode d'organisation, quelles logiques d'action ont-elles ?

¹²⁵ Cf. BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, op. cit., p. 105.

Nous pensons que la réduction des degrés d'ouverture à l'imprévisibilité, autrement dit la création de routines (qui sont aussi une manière de gérer le temps, de gérer son temps) sert à maîtriser l'incertitude. Mais cette routine suppose un travail qui ne va pas d'emblée de soi. Dans ce sens, l'enjeu est de construire un nouveau mode de vie adapté à de nouvelles réalités et résistant aux différents types de vicissitudes. Ces nouvelles pratiques seront des « *indices d'un rapport à l'existence qui n'est fait ni de résignation, ni à l'opposé de confiance aveugle dans un salut qui viendrait d'en haut...* »¹²⁶.

Nous pensons que les ressources ont un rôle-clé à jouer. Anthony Giddens¹²⁷ affirme que le fait de pouvoir disposer des ressources contribue à créer un sentiment de confiance. Ceci est fondamental surtout dans un cadre où la peur et l'instabilité sont monnaie courante. Claudio Bolzman définit le *système de ressources* comme « l'ensemble de moyens d'ordre socio-économique, relationnel, culturel et psychosomatique dont dispose une personne et qu'elle peut mobiliser dans le contexte où elle évolue »¹²⁸.

Deux mots-clés se dégagent de cette définition : *mobilisation* et *utilisation*. Si nous parlons de ressources, c'est justement pour faire référence à cet *ensemble de moyens* ; constitué par des groupe d'amis, des connaissances, par des informations, par la croyance, par la foi, par le savoir acquis progressivement à travers l'expérience (comment réagir, que dire, où, à qui, etc.), par les pressentiments, par les sentiments positifs tels que l'espoir, la croyance, la connaissance d'autres langues, par la capacité d'établir des relations, par la sociabilité, etc. dont les femmes latino-américaines disposent et mobilisent de manière à pouvoir résister et faire face aux différentes situations.

Il nous semble important de parler de *qualité de ressource*. Étant donné que l'objectif est de vivre concrètement en Suisse (c'est-à-dire de prolonger le séjour en tant que clandestine et de s'y faire une place) nous définissons la qualité de ressource à travers des critères qui permettent justement de s'approcher du pôle de la légitimité, autrement dit, du pôle du pays de réception. Cela veut dire que les critères opposés à l'illégalité

¹²⁶ BERTAUX D., "Vie quotidienne ou modes de vie?", *loc. cit.*, p. 69

¹²⁷ Cf. GIDDENS A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, pp. 37-43.

(stabilité, légalité, une certaine certitude, crédibilité, etc.) servent à parler de qualité de ressource. En revanche, ce qui est proche du monde de la clandestinité (la peur, les risques, la concurrence, les histoires « noires ») diminue la qualité des ressources. Nous pensons que la qualité des ressources est en lien direct avec un mode de vie résistant à la clandestinité.

Quelles sont les ressources dont les femmes sans-papiers disposent ? Face à l'impossibilité de transférer des ressources passées, comment créer de nouvelles ressources adaptées au nouveau contexte de la clandestinité ? comment faire ? Ainsi, nous croyons que les ressources, leur mobilisation et leur qualité influencent en quelque sorte le « confort » dans l'« ici » ainsi que la diminution de la peur et la construction d'une *vie normale*.

Cependant, comme l'affirme Claudio Bolzman, même lorsque les acteurs sociaux se trouvent dans une situation semblable du point de vue de leurs ressources, il existe des différences quant à la logique qui gouverne leur mobilisation. Dans ce sens, nous allons utiliser, dans notre cadre d'analyse, la notion de logique d'action. Ainsi, nous essaierons de distinguer différentes *logiques d'action* autour desquelles se structure la vie quotidienne de ces femmes. Les *logiques d'action* sont associées au système de valeurs de l'individu défini socialement¹²⁹. À travers les pratiques individuelles, les récits de vie donnent des renseignements sur les systèmes de valeurs, de normes et de représentations sociales tels qu'ils sont intériorisés et négociés par les sujets.

Ces logiques s'entrecroisent et il est donc difficile de les trouver à l'état pur dans un seule mode de vie. Pour construire ces logiques d'action, nous allons utiliser les critères suivants : tout d'abord il nous semble important de définir la *valeur* sous-jacente à partir de laquelle se structure le mode de vie. Cette valeur est en lien direct avec le *projet*

¹²⁸ Cf. BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse, op. cit.*, p. 105.

¹²⁹ Christian Lalive d'Epinay appelle ce système de valeur l'"ethos", c'est-à-dire : "(...) ensemble des valeurs, des normes et des modèles de comportements fondamentaux qui caractérisent un groupe social et orientent le comportement de ses membres. L'ethos joue à la fois le rôle de coordinateur du système d'action, de principe organisateur de la vie quotidienne et de régulateur de l'événement. Avec le style de vie, ils forment les deux faces d'une même réalité, la première en désignant l'intériorisation individuelle, la seconde se situant au niveau de l'extériorité et des pratiques (...)." LALIVE D'EPINAY C., *Entre retraite et vieillesse*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 1996, pp. 104-105 et pp. 12-13. Voir également LALIVE D'EPINAY C. & alii., "L'hédonisme stoïque de la culture populaire. Le prolétaires retraité" in *Revue suisse sociologie*, n° 1, 1983, pp. 169-186.

migratoire. En effet, ces femmes sont en Suisse en cherchant à atteindre des buts migratoires ; il est donc compréhensible que leurs conduites vont être dirigées vers l'obtention de ces objectifs. Un autre critère qui nous semble essentiel est celui de la *temporalité*. Il est évident que les projets de ces femmes ont subi une évolution mais leurs références (par rapport à la manière d'être, au mode de vie passé, aux caractéristiques personnelles, etc.) peuvent bien se situer entre le passé, le présent et le futur.

Finalement les *ressources* nous semblent également importantes au moment de comprendre les logiques d'action de ces femmes. En effet, c'est l'état de ressources (adaptées au nouveau contexte et à la nouvelle réalité) qui va permettre un investissement majeur ou mineur (symbolique, matériel, relationnel, etc.) de ces femmes dans le pays de réception.

Dans ce chapitre, nous avons posé les fondements théoriques de notre problématique. Préalablement, nous avons déjà dressé le cadre de la clandestinité et de l'immigration de femmes du Sud/latino-américaines pour la réalisation des tâches ménagères dans le Nord, ceci à l'aide des théories de la migration internationale et des approches macro-sociales. Notre intérêt principal porte maintenant sur l'expérience de la migration clandestine telle qu'elle est ressentie et vécue par les femmes. Nous voulons comprendre d'une part, l'agir de ces femmes et d'autre part, les multiples réponses qu'elles donnent face à la clandestinité et la manière de s'en sortir. Nous nous sommes donc penchée sur une approche compréhensive. Dans le chapitre suivant nous allons approfondir la méthodologie sur laquelle cette enquête repose.

Chapitre 3 : La méthodologie

Comme nous l'avons déjà indiqué dans les chapitres précédents, étant donné la complexité du phénomène, le recours aux théories sociologiques de la migration internationale et de la migration clandestine nous permet de dresser le paysage contextuel et le cadre de la recherche. Ces théories permettent d'appréhender les facteurs qui poussent ou demandent le départ des immigrées *clandestines* de la part de la société d'origine comme de la société de réception. C'était donc dans le but de comprendre ce contexte, qui détermine en quelque sorte le marge d'action de l'actrice sociale, que ces théories ont été utilisées.

Dans cet univers des contraintes, que la clandestinité suppose, l'individu garde toujours un minimum de liberté¹³⁰, une marge d'action à partir de laquelle il est capable de jouer avec les différents possibles afin de construire son histoire de manière créative. Par conséquent, le fait de prendre en compte le système ne veut pas dire croire à un fatalisme ou à un déterminisme simple de celui-ci sur l'individu. Au contraire, restituer et mettre en relief ce « champ des possibles » déterminé par ce processus de *clandestinité* s'avère nécessaire si l'on veut saisir les différentes conduites, réponses et logiques d'actions des immigrées latino-américaines dans la construction de leur expérience sociale. Le cadre de départ est donc ce contexte de clandestinité. À partir de là, il importe de comprendre le comportement de nos interviewées.

L'individu est « produit de l'histoire et (...) producteur d'histoire »¹³¹. Il est, en effet, le produit d'un contexte particulier d'où on ne peut pas l'isoler et, c'est ainsi enraciné dans un espace et un temps déterminés, qu'il doit faire des choix et trouver des réponses. Bref, il est appelé à gérer ces multiples déterminations et contradictions. L'acteur se situe donc dans un système qui définit sa liberté et sa rationalité de même que ses objectifs et ses besoins. D'une part il est une construction sociale, et d'autre part, le système n'existe que par l'acteur. C'est lui, avec ses actions, qui lui donne vie et

¹³⁰ Cf. CROZIER M. & FRIEDBERG E., *op. cit.* pp. 41-57.

¹³¹ DE GAULEJAC V., "Histoires de vie : héritage familial et trajectoire sociale" in *Sciences Humaines*, n° 102, Février 2000, p. 34.

permet sa reproduction. Le système ne peut donc être conçu sans la présence de l'acteur¹³².

Comment donc comprendre l'action des acteurs ? « *Comment les immigrées latino-américaines arrivent-elles à se construire une 'place' dans l'univers des contraintes qu'est la clandestinité ?* ». Compte tenu de la question de recherche, le recours au paradigme compréhensif devient nécessaire.

Toutefois, il n'est pas aisé de rendre compte des « motifs »¹³³ de l'action des acteurs. Autrement dit, il n'est pas évident de « comprendre » la signification subjective que l'expérience de clandestinité a sur les immigrées latino-américaines. Comment se fait-il qu'elles soient en Suisse ? Même si elles ne savaient pas qu'elles allaient être clandestines, pourquoi, une fois qu'elles découvrent cette réalité, restent-elles ? Pourquoi « préfèrent »-elles subir des expériences d'exploitation, de discrimination, d'incertitude plutôt que de rester avec leurs enfants, amies ou famille ? Ne seraient-elles pas mieux dans leurs pays d'origine ? Ces types de question et encore d'autres peuvent être soulevées par la pensée courante. Et alors, faut-il réduire toutes les réponses à une dimension nettement économique ? Le paradigme compréhensif suppose la rupture avec l'évidence quotidienne. Il s'agit donc d'aller au-delà des réponses « réductrices » ou « simplistes » et d'entrer dans la complexité des acteurs sociaux. Ce paradigme permet de comprendre la réalité sociale à partir du sens que prennent les choses pour les individus. Pour comprendre les motifs de l'acteur et ses actions, la compréhension de la signification que ceux-ci leur donnent s'avère nécessaire¹³⁴. C'est pour cette raison que ce paradigme éclaire les objectifs de cette recherche.

La personne occupe ainsi une place centrale, mais elle est à la croisée de multiples logiques, d'intentions, de contradictions, de croyances, d'incohérences, etc. Bref, elle doit être considérée comme un tout dans sa complexité. Cette perspective met en avant

¹³² Cf. CROZIER M. & FRIEDBERG E., *op. cit.* p. 11.

¹³³ Au sens de Weber, c'est-à-dire "un ensemble significatif qui semble constituer aux yeux de l'agent ou de l'observateur la "raison" significative d'un comportement". WEBER M., « Économie et société » in BERTHELOT J-M., *op. cit.* p. 57.

¹³⁴ Cf. BLUMER H., "La société comme système d'interactions symboliques" in BERTHELOT J-M., *op. cit.* p. 73. Selon Herbert Blumer "(...) l'action est formée ou construite à partir de l'interprétation de la situation (...) Ce comportement interprétatif prend place dans l'individu guidant sa propre action (...)". *Ibid.*, p. 73.

L'utilisation des méthodes qualitatives qui ne réduisent pas l'individu à des variables mais qui essaient de comprendre le sujet à partir de son « jeu de référence »¹³⁵. Tous les points de vue sont importants. En effet, faire un rapide survol des études qualitatives de l'immigration clandestine des femmes latino-américaines en Suisse suppose le fait de se trouver encore devant des investigations peu nombreuses. Parler d'immigration clandestine signifie souvent oublier le point de vue des immigrés. C'est donc à travers la mise en scène de ce point de vue, privilégié par les méthodes qualitatives, que notre compréhension de ce phénomène pourra être éclairée sur le sujet. Encore une fois, le paradigme compréhensif est utile pour traiter la question.

Cette recherche porte sur le mode de vie des latino-américaines sans-papiers, c'est-à-dire que les immigrées doivent reproduire au jour le jour certains types de comportements, donner certains types des réponses et élaborer certaines conduites afin de « construire » une place là où elles n'en ont pas et en même temps se projeter dans le futur immédiat (le demain, l'après-demain, la semaine prochaine). Il s'agit de construire des conditions pour reproduire un type de mode de vie. Cela nous amène au concept de routine, de pratiques quotidiennes et d'habitudes. Le paradigme compréhensif, plus spécifiquement l'ethnométhodologie, semble être particulièrement judicieux pour la recherche. Il considère les activités ordinaires ou routinières des individus en « tant qu'accomplissements continus et contingents des pratiques organisées et ingénieuses de la vie de tous les jours »¹³⁶. Autrement dit, l'ethnométhodologie s'interroge sur la manière dont les individus font exister et perdurer leurs pratiques dans des situations concrètes pour gérer les problèmes auxquels ils doivent faire face.

En effet, le paradigme compréhensif (ou de l'action sociale) issu de la sociologie wébérienne estime qu'une action est sociale quand elle comporte un sens subjectif communiqué par les personnes. C'est donc par l'interprétation de l'action des acteurs que la compréhension de l'activité sociale des individus est rendue possible. Le chercheur s'intéresse à saisir la façon dont les acteurs définissent les différentes situations sociales et les représentations qu'ils s'en font¹³⁷. Ce paradigme place ainsi

¹³⁵ Cf. POURTOIS J.P. & DESMET H., *Épistémologie et instrumentation en sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Pierre Mardaga, 1988, pp. 29-30.

¹³⁶ GARFINKEL H., "Studies in Ethnomethodology" in BERTHELOT J.M., *op. cit.*, p. 78.

¹³⁷ Cf. WEBER M., "Economie et société" in BERTHELOT J.M., *op. cit.*, pp. 50-61.

l'individu comme acteur social : « (...) les hommes ne sont pas de simples agents porteurs de structures mais des producteurs actifs du social, donc des dépositaires d'un savoir important qu'il s'agit de saisir de l'intérieur (...) »¹³⁸. Dans cette perspective, c'est en privilégiant ce paradigme (et, par là, la parole des immigrées) qu'il est possible de saisir, à travers la « compréhension », le sens de l'expérience sociale de la migration clandestine.

Revenons maintenant au paradigme compréhensif et à la méthode qu'il convient d'utiliser. Étant donné que l'attention est surtout dirigée vers l'actrice sociale, la méthode la plus appropriée semble être l'approche biographique. Cette méthode privilégie l'expérience de vie des individus. Elle consiste à recueillir des données sur les événements vécus des individus en tant qu'acteurs et par rapport aux autres acteurs, c'est-à-dire l'acteur considéré dans le réseau de relations qu'il entretient avec son groupe social d'appartenance et son groupe de référence¹³⁹. Le caractère vécu de l'information recueillie fait référence au statut d'expérience assimilée et subjectivée, autrement dit, à l'expérience telle quelle a été intériorisée et négociée par le sujet. Il ne s'agit donc pas d'une information recueillie lors du moment de l'événement mais au contraire d'une information qui a été interprétée et intériorisée par l'individu¹⁴⁰.

D'une manière générale, le récit de vie est une sorte d'entretien au cours duquel un chercheur demande à une personne de lui raconter tout ou une partie de son expérience vécue. La personne doit évoquer des événements tels qu'ils ont été vécus et intériorisés tout en cherchant à donner une cohérence à son discours. Il n'y a pas de notes écrites ni de préparation préalable: il s'agit en effet d'une improvisation ¹⁴¹. Étant donné la nature de notre étude, le recours à cette méthode qualitative nous paraît tout à fait pertinente. « Comprendre » l'expérience sociale des immigrées latino-américaines suppose de fait de les écouter. À travers le recueil de leurs discours sur ce « fragment particulier de réalité sociale-historique »¹⁴² qu'est la clandestinité, nous voulons mettre en lumière leurs pensées relatives à leurs comportements, à leurs logiques d'action et à leur univers

¹³⁸ KAUFMANN J.C., *L'entretien compréhensif*, Paris, Éditions Nathan, 1996, p. 23.

¹³⁹ Cf. POIRIER J. & alii, *Les récits de vie, théorie et pratique*, Paris, Éditions PUF, 1983, p. 146.

¹⁴⁰ Cf. BLANCHET A. & GOTMAN A., *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Éditions Nathan, 1992, p. 19.

¹⁴¹ Cf. BERTAUX D., *Les Récits de vie, op. cit.*, p. 70.

¹⁴² *Ibid.*, p.7.

de représentations. De ce fait, les outils principaux utilisés dans le cadre de notre recherche seront des entretiens semi-directifs, étant donné qu'il est convenable de donner la parole aux immigrées clandestines en évitant la dispersion des thèmes.

Compte tenu du phénomène à étudier, l'enquête conserve un caractère exploratoire, c'est-à-dire qu'elle cherche à se familiariser avec un phénomène peu traité à partir d'une démarche inductive. En effet, les entretiens exploratoires ont pour fonction de mettre en lumière les aspects du phénomène qui ne sont pas à la portée immédiate du chercheur. Il s'agit donc de saisir les univers mentaux et symboliques des personnes touchées par la clandestinité ; univers mentaux, à partir desquels leurs pratiques se structurent¹⁴³.

3.1. La population de notre recherche

Représentativité et validité

La sélection de la population s'est faite d'après la méthode du « theoretical sampling » de Barney Glaser et Anselm Strauss¹⁴⁴. Il s'agit de constituer progressivement un échantillon au fur et à mesure que les données sont collectées et qu'elles font l'objet de premiers traitements. Ces auteurs définissent l'échantillonnage théorique comme l'unité des trois opérations de recherche, à savoir la collecte, le codage et l'analyse des données (rédaction des mémentos). Ces trois opérations, en constante interaction, permettent de retourner sur le terrain avec un regard dirigé. Une fois la collecte des données réalisée, le chercheur commence à les coder pour ensuite, avec la rédaction des mémentos, chercher des nouvelles données selon des critères définis. Cela présuppose donc une inclusion progressive de groupes successifs de données. L'échantillon est constitué ainsi par approximations successives jusqu'à ce que les catégories proposées, confrontées avec les allers-retours du travail de terrain, apportent des confirmations régulières (saturation).

¹⁴³ Cf. BLANCHET A. & GOTMAN A., *op. cit.* p. 43.

¹⁴⁴ Cf. GLASER B. & STRAUSS A., *The discovery of Grounded Theory, Strategies for Qualitative Research*, Aldine Publishing Company, New York, 1967.

L'objectif de cette recherche n'est pas de décrire, de mesurer systématiquement ou de faire des généralisations comme dans une démarche quantitative. Il est de « comprendre » des aspects plus complexes comme les représentations et les attitudes. La question ne se pose donc pas en termes de représentativité, mais de diversité de l'échantillon. Cela veut dire que, dans la mesure du possible, toutes les grandes catégories doivent être représentées. Il est donc important de « s'assurer de la variété des personnes interrogées, et de vérifier qu'aucune situation importante pour le problème traité n'a été omise lors du choix des sujets »¹⁴⁵. Pour le dire avec les mots de Jean-Claude Kaufmann : « (...) plus que de constituer un échantillon, il s'agit de bien choisir ses informateurs »¹⁴⁶.

L'échantillon nécessaire à la réalisation d'une enquête par entretien est, de manière générale, de taille plus réduite que celui d'une enquête par questionnaire. Dans une démarche de type qualitatif « c'est l'individu qui est considéré comme représentatif (...) de la culture (...) à laquelle il appartient »¹⁴⁷. La validité n'est pas à chercher dans les probabilités d'occurrence, voire dans des informations répétées de nombreuses fois comme dans les questionnaires. Dans cette optique, par contre, c'est l'individu qui fabrique son identité et se construit à partir de cette dimension sociale : l'individu est à la fois produit et acteur de l'histoire. C'est dans cette perspective que Didier Demazière et Claude Dubar affirment qu'« un entretien met en mots une manière de catégoriser le social »¹⁴⁸. En voulant comprendre l'expérience sociale des immigrées clandestines, la « (...) perception du social (*qui*) transite par les consciences individuelles, (*consciences individuelles*) où ce social est trié, malaxé, pour déterminer des comportements parmi des milliers possibles, c'est-à-dire pour choisir ce qui va être concrétisé et s'inscrire à son tour dans le social »¹⁴⁹ est dégagé. Le subjectif est donc, dans cette perspective, un moment dans la construction de la réalité.

¹⁴⁵ GHIGLIONE R. & alii, *Les enquêtes sociologiques*, Paris, Éditions Armand Colin, 1998. p. 51.

¹⁴⁶ KAUFMANN J.C., *op. cit.*, p. 44.

¹⁴⁷ MICHELAT G., "Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie" in *Revue française de sociologie*, Paris, XVI, 1975, p. 236.

¹⁴⁸ DEMAZIÈRE D. & DUBAR C., *Analyser les entretiens biographiques*, Paris, Éditions Nathan, 1997, p. 98.

¹⁴⁹ KAUFMANN J.C., *op. cit.*, p. 59-69.

Après un certain nombre d'interviews apparaît un phénomène de saturation des modèles. C'est-à-dire qu'au fur et à mesure de l'identification des grandes lignes, une fois que les dernières données n'apportent plus grand chose, il est possible de considérer qu'il y a saturation. Autrement dit, les données recueillies se révèlent suffisantes du point de vue de l'objet sociologique de l'enquête. Il s'agit de dépasser la singularité des différents témoignages de l'expérience vécue d'une même situation sociale, (c'est-à-dire la clandestinité) pour atteindre progressivement une représentation sociologique de la situation ¹⁵⁰. Selon Jean-Pierre Olivier de Sardin¹⁵¹, le principe de saturation n'est pas seulement un signe de la fin de l'enquête mais il constitue aussi une garantie méthodologique en ce sens qu'il soumet les données à la validation. En effet, la saturation des catégories ne se fait que par rapport au terrain. C'est le travail de terrain qui apporte de nouvelles données divergentes, contradictoires ou qui constatent des régularités. Bref, ce sont les données qui attestent de la résistance des catégories. Cette garantie méthodologique est complémentaire à la triangulation.

La « triangulation »¹⁵² consiste à confronter des méthodes d'investigation différentes et complémentaires. Il s'agit de faire varier les points de vue des informateurs. Le fait de s'appuyer sur les variations, et ainsi élargir les sources du recueil des données, est une manière de valider les informations. En effet, ne prendre en compte qu'un seul point de vue serait trompeur : « (...) il faut recouper les informations »¹⁵³. D'un côté, les résultats de cette recherche sont à croiser et à confronter avec des textes théoriques et avec les résultats d'autres enquêtes réalisés sur le sujet. Il doit en être fait de même, avec le point de vue des « experts » et des personnes sur le terrain (triangulation des sources). D'un autre côté, les récits recueillis sont à mettre en lien avec l'identité du sujet, c'est-à-dire l'origine sociale et culturelle, les éléments d'anamnèse, les états ou circonstances psychologiques dans lesquels l'information a été recueillie (triangulation interne).

Ensuite, c'est la validité de signifiante¹⁵⁴ qui s'avère nécessaire pour rendre compte de la validité de la recherche. La validité de signifiante consiste en la vérification d'une

¹⁵⁰ Cf. BERTAUX D., *Les Récits de vie*, *op. cit.*, p. 33.

¹⁵¹ Cf. OLIVIER DE SARDAN J.P., "La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie" in *Enquête*, n° 1, 1995, p. 98.

¹⁵² Cf. POURTOIS J.P. & DESMET H., *op. cit.*, pp. 52-54.

¹⁵³ Cf. OLIVIER DE SARDAN J.P., *loc. cit.* p. 92.

¹⁵⁴ Cf. POURTOIS J.P. & DESMET H., *op. cit.*, pp. 57-60.

compréhension réciproque entre l'interviewée et l'enquêteur, et vice-versa. Cela veut dire qu'il faut, s'assurer que les thèmes à traiter représentent une cohérence entre le sens objectif de ceux-ci et la perception qu'ils provoquent chez l'interviewée. Il s'agit donc de contrôler si le langage des sujets et du chercheur coïncident. C'est pour cela que dans le travail de terrain de cette recherche, les deux premiers entretiens ont eu comme principal objectif de contrôler la compréhension des items et du sens de la part de l'acteur par rapport au Guide d'entretien. Il faut relever également que, dans tous les cas, le lieu où l'entretien s'est déroulé a été choisi par les interviewées. Cela sous-entendait que la personne choisissait un endroit où elle se sentait à l'aise pour s'exprimer.

Justification : choix de notre population

La population d'enquête a été constituée par des femmes immigrées clandestines d'origine latino-américaine séjournant en Suisse et travaillant dans le secteur domestique et la garde des enfants.

Femmes :

Une des caractéristiques du nouveau flux migratoire est l'importance croissante de la femme. Ainsi, le choix de la population a suivi deux critères : le nombre des femmes qui semble être en augmentation et le rôle que celles-ci accomplissent dans ce processus migratoire. La présence de la femme a été (est encore) négligé dans beaucoup d'études sur la migration. En effet, la femme a été considéré longtemps comme une « simple compagne » et comme accomplissant un rôle uniquement passif. Cependant, nombreuses sont les études actuelles qui revendiquent une présence plus importante de la femme tant dans la décision qu'à l'intérieur du processus migratoire (cf. première chapitre, première partie).

Dans les 12 principaux pays de la Communauté Européenne, le pourcentage de femmes dans la population d'immigrants a passé, entre 1960 et 1980, de 30% à 45%. De nos jours, il y a 6 millions de femmes immigrantes en Europe; soit près de la moitié des

12.6 millions d'immigrants. Les statistiques des Nations Unies montrent également que les femmes constituent la moitié de la population des migrants dans le monde¹⁵⁵.

De même, les différents auteurs revendiquent une présence « active » de la femme dans le processus migratoire. En effet, la femme assume de plus en plus des rôles importants dans le marché du travail et par conséquent dans le développement socio-économique de son pays. Malgré ces changements, les données n'attestent pas de l'augmentation de l'importance du rôle de la femme dans la migration interne et internationale. C'est pour cela que des études qualitatives s'avèrent importantes.

Dans le contexte international, la femme est aussi la plus touchée par la crise économique mondiale : elle est la principale victime de la précarisation du travail et de la paupérisation entraînée par la crise. Il n'est pas donc étonnant de trouver de plus en plus de femmes qui quittent leur pays pour chercher des possibilités ailleurs. Au Nord, la demande est plus grande pour le travail féminin vu que les nouveaux besoins sociaux demandent surtout le service de femmes. Divers auteurs soulignent le lien existant entre le chômage massif des femmes dans les pays du sud et la demande de main-d'œuvre féminine au Nord (cf. chapitre 1, deuxième partie).

Femmes clandestines :

L'« Europe-forteresse » encourage la mobilité de capital et de travail entre les pays que forment la Communauté Européenne et, en même temps, ferme ses portes aux ressortissants d'autres pays. La Suisse ne s'exclut pas de cette tendance protectionniste. Les ressortissant du Sud n'ont pratiquement pas la possibilité d'accéder à un statut légal (cf. chapitre 1, deuxième partie). En prenant en considération le fait que l'émigration féminine est en hausse, parler de migration clandestinisée pourrait bien signifier qu'une partie importante des femmes sont touchées par cette réalité¹⁵⁶.

¹⁵⁵ UNITED NATIONS, *World Population Monitoring 1997 International Migration and Development*, Department of Economic and Social Affairs Population Division, United Nations Publications, 1998. Les statistiques pour l'année 2002 attestent que 50% des migrants sont des femmes. Cf. site de l'Organisation mondiale des migrations : http://www.iom.int/documents/publication/en/gic_Factsheetscreen.pdf, décembre 2003.

¹⁵⁶ Selon la loi migratoire et la nouvelle loi sur les étrangers "pour séjourner sur territoire helvétique, le 'droit' des étrangers ne laissera bientôt plus aux femmes d'autre issue que celle d'y vivre et d'y travailler sans-papiers». DOLIVO J.M., "Nouvelle loi sur les étrangers. Un "droit" raciste et sexiste" in *Solidarités*,

Toutefois, parmi cette population, les femmes qui sont concernées par cette recherche sont des ressortissantes des pays d'Amérique Latine (Bolivie, Colombie, l'Équateur et Pérou¹⁵⁷) qui ont pénétré dans le pays illégalement ou qui sont devenues clandestines à l'échéance de leur visa de touriste et qui séjournent donc sur le territoire sans autorisation de séjour.

Il est difficile de donner des chiffres en ce qui concerne les personnes en situation illégale, il est encore plus difficile de les catégoriser par sexe. Pour la Suisse, une enquête du syndicat du bâtiment et du bois (FOBB) sur le travail clandestin avance déjà en 1990 le nombre de 120'000 à 180'000¹⁵⁸ clandestins. Marcello Valli indique que pour la ville de Lausanne le nombre des clandestins devrait osciller entre 4'000 et 5'000 personnes et approcher 10'000 pour au niveau de la région lausannoise¹⁵⁹.

Ces chiffres ont été avancés en 1998 par le Groupe de travail sur la clandestinisation à Genève. Ils affirment qu'entre 4'000 et 7'000 personnes travaillent clandestinement à Genève, notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'hôtellerie, de même que dans les entreprises de nettoyage et comme employé(e)s de maison. Il y a aussi quelques clandestins dans le secteur de l'agriculture. En tout, environ 10'000 personnes (actives et non-actives) vivent à Genève en situation de clandestinité. Et il semble que dans le groupe latino-américain les conditions soient particulières. Les membres de ce groupe de travail constatent également que dans le cas de la population latino-américaine à Genève, il s'agit plutôt de femmes qui vivent avec leurs enfants dans une extrême précarité. D'ailleurs il semblerait que les autorités fassent moins la chasse aux femmes et soient plus tolérants avec elles¹⁶⁰.

n° 22, 26 février 2003, pp. 6-7. Cela veut dire qu'à part le statut de sans-papiers, l'unique possibilité légale pour les femmes du Sud sera le permis L (permis de danseuse) ou le mariage.

¹⁵⁷ Par souci de maintenir l'anonymat des personnes interviewées, nous allons, lors de l'analyse de leurs récits de vie, remplacer les nationalités par des parenthèses et des points suspendus (...).

¹⁵⁸ FOBB, *Travail clandestin de travailleurs étrangers en Suisse, résultats de l'enquête du syndicat du bâtiment et du bois (FOBB) sur le travail clandestin* in Conférence de presse, 22.02.1990. Il convient d'indiquer que bon nombre des estimations récentes se basent sur cette étude.

¹⁵⁹ Cf. VALLI M., *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne*, Rapport rédigé à la demande de la Municipalité de Lausanne, Lausanne mars 2003, p. 28.

¹⁶⁰ Cf. CCSI Genève, *Clandestinité, clandestinisation et recherches de solutions humaines et politiques*, Document de travail janvier 1998, Polycopié.

Femmes qui travaillent dans le secteur domestique et la garde des enfants :

Cette recherche porte sur des femmes travaillant dans le secteur domestique et de la garde d'enfants. Il semble que ce groupe soit en quelque sorte représentatif des nouveaux flux migratoires. Nous avons évoqué plus haut le lien que beaucoup d'auteurs font entre l'augmentation de la part de la population féminine au travail dans les pays du Nord et la demande de main-d'œuvre clandestine féminine pour effectuer des tâches ménagères et la garde des enfants. Cela est confirmé par Teófilo Altamirano¹⁶¹, qui à travers des observations et des entretiens réalisés avec des femmes péruviennes en Angleterre, aux Pays-Bas et en Belgique, arrive à la conclusion qu'au moins 50% de la population féminine péruvienne travaille ou a travaillé comme domestique à un moment donné de son histoire de migration.

Nous avons choisi de nous limiter à l'étude des femmes latino-américaines travaillant dans les domaines pré-cités, toutefois cela ne veut pas dire que d'une part, on ne reconnaît pas la présence de la femme latino-américaine dans le secteur de la prostitution. Toutefois, dans la législation suisse, il y a un permis nommé « d'artiste ou de danseuse de cabaret » de 8 mois au maximum, renouvelable. Il y a même des exceptions réglementées concernant la nationalité des danseuses et concernant le nombre d'entre elles par établissement ou canton. Il semble que la problématique majeure de ces femmes ne soit pas déterminée par leur statut légal (du-moins dans un premier temps). Diverses recherches ont établi que bien des femmes qui apparaissent comme des « artistes » dans les bars possèdent un passeport suisse ou sont au bénéfice d'une autorisation de séjour. Leur difficultés ne résident pas dans le fait de ne pas avoir le droit de séjourner en Suisse, mais se situent surtout dans le domaine du droit du travail et des assurances sociales¹⁶².

Finalement, il convient de faire une dernière remarque : les employées domestiques du secteur diplomate ne seront pas non plus tenues en compte dans le cadre de cette

¹⁶¹ Cf. ALTAMIRANO T., *op. cit.*, p. 175.

¹⁶² Cf. CARONI M., *Danseuses et candidates au mariage*, Lucerne, Éditions Caritas, 1996, p. 15. Voir également BRUSSA L., *Rapport sur la prostitution, la migration et la traite des femmes : données historiques et faits actuels*, Conseil de L'Europe, Strasbourg, 1991.

recherche puisque les dispositions et réglementations applicables au personnel de maison des ambassades étrangères appartiennent à une législation spéciale¹⁶³.

Femmes latino-américaines :

Trois critères ont prévalu au moment de choisir des femmes latino-américaines :

1) La langue. Les entretiens ont été réalisés en espagnol, (hormis le Brésil) cette langue étant la langue officielle dans presque tous les pays d'Amérique latine. Néanmoins, dans quelques pays hispanophones, d'autres langues sont aussi parlées comme le quechua et l'aymara au Pérou et en Bolivie. Nos interviewées ont toutes eu comme langue maternelle l'espagnol, mis à part une seule femme bilingue. En effet, il a été constaté que les immigrées proviennent, en majorité, de classes urbaine moyennes et moyennes basses. Mais il y a aussi des personnes qui proviennent de la campagne. Il semble que, comme l'affirme Teófilo Altamirano¹⁶⁴, toutes les classes sociales soient représentées : des enfants de paysans jusqu'aux membres de classes sociales aisées.

Le fait de privilégier les récits de vie signifie que la langue devient un outil important (puisque cela fait appel aux capacités verbales des sujets). Ainsi la réalisation des entretiens en espagnol, dans la langue maternelle des interviewées (et de l'enquêtrice d'ailleurs) a été d'une grande richesse. Pourtant, il ne faut pas négliger l'existence de régionalismes propres à chaque pays, et c'est donc à la chercheuse de bien saisir les significations que des mots identiques peuvent signifier en fonction du contexte d'origine. Le plus important est que chacune des interviewées ait pu s'exprimer dans sa langue maternelle. Le fait de réaliser les entretiens dans la langue maternelle a permis également d'élargir les possibilités d'appréhender une population moins biaisée. En effet, dans beaucoup de cas, les immigrées clandestines latino-américaines n'arrivent pas à parler la langue du pays de réception (français). Elles ont souvent une connaissance élémentaire ou moyenne de la langue.

¹⁶³ Cf. GARBADE J.P., *Know your rights. A legal guide for household employees in Switzerland*, Geneva, Éditions Geneva Forum for Philippine Concerns, 1998.

¹⁶⁴ Cf. ALTAMIRANO T., *op. cit.*, p. 167.

2) La nationalité. Il semble que le fait provenir du même continent et, de ce fait, de partager des éléments culturels communs (comme l'expérience de se trouver dans un pays étranger, même si cela s'est réalisé dans des conditions différentes) soit un élément qui a permis de créer un climat de complicité. Il faut remarquer d'ailleurs que, dans le milieu de la clandestinité latino-américaine, il existe une sorte de méfiance surtout envers les autres latino-américaines qui se trouvent en situation de clandestinité. Être latino-américaine et avoir un statut d'étudiante, semble avoir eu un effet plutôt neutre (même positif dans quelques cas) puisque la personne ne représentait alors pas une « concurrence » en termes de travail. Cela a donné la possibilité à la personne de s'exprimer d'une manière assez ouverte devant l'enquêtrice.

3) La problématique de la clandestinité. Cette réalité ne nie pas qu'il puisse y avoir des spécificités par rapport à chaque pays mais l'objectif de cette recherche n'est pas de faire des généralisations ni des comparaisons de chaque groupe national, mais bien de saisir et de *comprendre* l'expérience des femmes latino-américaine dans une situation commune : celle de la clandestinité.

3.2. L'enquête

L'entretien semi-directif

En tenant compte des objectifs de cette recherche, l'enquête par entretien se révèle particulièrement pertinente. L'analyse porte sur le sens que les actrices donnent à leurs pratiques et aux événements qu'elles ont vécus, autrement dit, sur la manière dont elles les expliquent et sur la signification qu'elles leur donnent. Cette diversité des représentations, des comportements et des conduites n'est donc accessible que par le langage.

Cette recherche poursuit l'objectif de saisir l'univers de croyances des interviewées latino-américaines et par conséquent de « mettre en évidence les systèmes de valeurs et les repères normatifs à partir desquels ils (*elles*) s'orientent et se déterminent. Elle aura pour spécificité de rapporter les idées à l'expérience du sujet. Elle donne accès à des idées incarnées, et non pas préfabriquées, à ce qui constitue les idées et croyances et qui,

pour cette raison, sera doté d'une certaine stabilité »¹⁶⁵. C'est ainsi que l'entretien accorde une place importante à l'acteur. C'est lui qui devient le « héros », qui raconte son histoire en sélectionnant, organisant et choisissant les faits racontés tout en leur donnant une cohérence. Il s'agit donc de saisir sa logique et sa rationalité à partir de son point de vue et de son récit.

L'entretien semi-directif est une situation où l'enquêteur, à travers des questions formulées de manière « neutre », c'est-à-dire en veillant à ne pas suggérer une réponse particulière, accompagne (en écoutant attentivement) et stimule la production du récit. L'enquêtrice connaît tous les thèmes sur lesquels elle doit obtenir les réactions de l'interviewée, mais l'ordre et la manière dont elle les introduira sont laissés libres: ils peuvent surgir d'une manière assez spontanée dans le récit de l'enquêtée ; sinon, c'est l'enquêtrice qui doit les soulever. L'enquêtrice doit conserver une attitude vigilante de sorte que tous les thèmes soient traités par l'interviewée.

Prise de contact et déroulement des entretiens

Les personnes à interviewer ont été recherchées principalement sur le territoire romand. Toutefois, une personne séjournant dans un canton de Suisse alémanique a également été interviewée. Les modes d'accès à la population ont été directs (dans les cas où l'enquêtrice connaissait l'immigrée) et indirects (c'est-à-dire par l'entremise de tiers institutionnel ou personnel). Dans beaucoup de cas, l'« effet boule de neige » (dont nous parlerons plus loin) a bien fonctionné. Il faut dire qu'il s'agit d'une investigation sur les clandestines, donc des personnes qui légalement « n'existent pas » : en théorie personne ne connaît l'univers dont il faudrait extraire un échantillon. C'est donc par différentes « portes » que la prise de contact a été faite.

La population interviewée a été donc rassemblée de la manière suivante:

- À travers un Réseau de Femmes Latino-américaines en Suisse: AQUI NOSOTRAS qui s'intéresse au problème de la migration. L'enquêtrice fait partie de ce réseau. C'est de cette manière qu'elle a pu avoir contact avec quelques femmes clandestines qui sont

¹⁶⁵ BLANCHET A. & GOTMAN A., *op. cit.*, p.27.

membres de ce réseau ou qui ont une certaine relation avec ce dernier. Dans ce cas, la prise de contact a été faite de manière directe.

- À travers des tierces personnes : cela a supposé l'utilisation surtout de connaissances qui avaient à leur tour des contacts avec des personnes en situation légale irrégulière, de même qu'à l'aide de la responsable d'une institution humanitaire. Dans ces deux cas, la prise de contact a été faite par un intermédiaire.

- À travers le phénomène de la « boule de neige ». Il consiste à demander à une première personne interviewée de mettre en contact l'enquêtrice avec d'autres personnes susceptibles d'être interviewées et ainsi de faire une sorte de chaîne.

Idéalement le mode d'accès indirect aurait dû être évité mais vu la nature de cette recherche, il a également été un moyen d'accès à la population. En effet, Alain Blanchet et Anne Gotman¹⁶⁶ mentionnent qu'un des inconvénients de cette façon de procéder est de ne pas être neutre puisque la demande de l'enquêtrice se fait à travers une tierce personne provenant du réseau amical, social ou institutionnel. Le message, n'étant pas direct, peut subir des distorsions, pouvant brouiller le cadre contractuel de communication. Par contre, ce mode d'accès se révèle avantageux pour accéder à une population spécifique comme par exemple celle des clandestines qui n'est pas repérable par annuaire téléphonique, listes électorales ou petites annonces. C'est aussi une manière de maximiser les chances d'acceptation. Les clandestines doivent reproduire, recréer leur « univers » quotidien de clandestinité. Dans cette reproduction, la gestion de l'information est très importante pour se protéger (cf. chapitre 1, troisième partie). Il est donc tout à fait compréhensible que l'immigrée clandestine accepte d'être interviewée (et enregistrée) seulement s'il y a une sorte de confiance assurée (d'abord par un tiers) et confirmé (après) par l'enquêtrice.

Au début, trois critères ont guidé la sélection des personnes à interviewer: 1) femmes latino-américaines, 2) sans-papiers et 3) travaillant dans le secteur domestique et de la garde des enfants. Au fur et à mesure que l'enquête de terrain a progressé, on a cherché, dans la mesure du possible à équilibrer le nombre des entretiens selon le temps de séjour en Suisse, l'âge, l'état civil (le type d'engagement familial) et le niveau d'éducation.

¹⁶⁶ Cf. BLANCHET A. & GOTMAN A., *op. cit.*, p.57.

Situation d'entretien

Le premier contact avec les interviewées latino-américaines s'est fait par conversation directe ou par téléphone et, dans quelques cas sur recommandation d'un tiers. À ce moment-là, l'enquêtrice se présentait comme une étudiante réalisant une thèse sur le mode de vie des immigrées latino-américaines. Il était précisé qu'il s'agissait de raconter leur histoires migratoires : c'est-à-dire comment elles avaient décidé de venir en Suisse, comment elles vivaient au présent et comment elles envisageaient leur avenir. Le terme de clandestinité n'était pas du tout mentionné. Durant le déroulement de l'entretien, nous essayions le moins possible d'aborder la question de la clandestinité de manière directe, d'une part, parce que nous voulions que cela ressorte de façon spontanée sans introduire d'éventuels biais par le fait de poser la question, d'autre part, parce que nous ne savions pas vraiment comment formuler la question sans toucher la sensibilité de nos interviewées, nous ne voulions pas les accuser (ou leur faire sentir qu'il y avait des accusations derrière nos phrases). Il était précisé également que les entretiens allaient se dérouler en espagnol et que cela devait prendre à peu près deux heures. Il était toujours un peu difficile d'expliquer l'utilité concrète de l'enquête pour leurs vies. Toutefois, nous leur disions qu'il y avait peu d'études sur le sujet et qu'elles se faisaient surtout suivant le point de vue des personnes extérieures et non en considérant l'expérience de la personne qui vivait la situation.

L'interview démarrait par la présentation de la recherche en précisant qu'il était important de connaître le point de vue des immigrées mêmes. En garantissant l'anonymat de leurs témoignages, la demande d'autorisation d'enregistrer se faisait dans le but de rester le plus fidèle possible à leurs propos, étant entendu qu'elles pouvaient arrêter le magnétophone si elles désiraient exprimer quelque chose hors enregistrement ou si elles considéraient qu'il y avait une question qui pouvait compromettre leur séjour en Suisse. Nous insistions sur le fait qu'il ne s'agissait ni d'un questionnaire ni d'un examen où elles seraient évaluées mais d'un entretien où elles devaient se sentir assez libres de s'exprimer comme elles l'entendaient, étant donné qu'il n'y avait pas de bonne ou de mauvaise réponse. Toutes ont accepté cette règle, sans réticence sauf deux interviewées. Dans le premier cas, la personne a demandé à l'enquêtrice de prendre des notes. Cependant, en se rendant compte du type d'entretien et de l'impossibilité de

prendre de notes, l'interviewée a accepté d'être enregistrée. Dans le second cas, l'interviewée était intimidée par le magnétophone, pourtant, en écoutant sa voix, elle a repris confiance et a recommencé son récit d'une manière naturelle, cette fois-ci avec le magnétophone à côté.

La consigne de départ était la suivante : « *Comment se fait-il que vous êtes en Suisse ?* » Cette question structurante était suivie de sous-questions telles que : « Comment était votre vie avant ? Pourquoi est-ce que vous avez décidé de venir en Suisse ? Comment est votre vie maintenant ? Comment envisagez-vous votre futur ? ». La question (les questions) énoncée(s) comme telle(s) peuvent donner l'impression d'être étouffantes. Toutefois, il nous a paru préférable de procéder de la sorte et cela a permis en même temps à l'interviewée de saisir le fil conducteur pour la construction de son récit. La question formulée comme telle remplace la version suivante : « Pouvez-vous me raconter le parcours de votre histoire migratoire ». Ce choix donnait la possibilité de partir du cadre de référence de l'interviewée et de laisser émerger les thèmes indirectement sans les imposer.

Au fur et à mesure que le récit se développait, les thèmes apparaissaient spontanément. Pourtant, l'enquêtrice devait, dans une deuxième partie¹⁶⁷, lorsque l'interviewée avait l'impression d'avoir « tout dit », faire des reformulations ou des questions de relance en cherchant à ce que l'interviewée approfondisse ses propos. Ou, si les thèmes n'étaient pas encore mentionnés ou non suffisamment traités, l'enquêtrice cherchait à les soulever. L'arrêt de l'enregistrement se faisait lorsque l'enquêtrice avait l'impression que tous les thèmes avaient été épuisés et que l'interviewée n'avait rien à ajouter. Dans tous les cas, la visite s'est prolongée par une conversation informelle. Souvent dans cette conversation le récit était confirmé et, dans quelques cas, il y eut des précisions intéressantes.

Il semble important d'ajouter quelques remarques avant de clore cette partie. Les interviews se sont déroulées dans la plupart des cas, au domicile des personnes enquêtées. Cependant, certains entretiens ont été réalisés chez l'enquêtrice, dans des cafés ou dans une église. Dans presque tous les cas, ils eurent lieu pendant le week-end

¹⁶⁷ Cette partie est nommée "discours recherche". Cf. GHIGLIONE R. & alii, *op. cit.*

où en effet, ces femmes sont plus disponibles. Le temps de la récolte des données a duré au total 1 année et 8 mois. Le recueil des données s'est fait par vagues. Chaque étape a été marqué par un aller-retour sur le terrain, au total 24 récits de vie ont été recueillis.

3.3. Le guide d'entretien

Le guide d'entretien a suivi quelques modifications après les deux premiers entretiens. Ces modifications concernaient deux aspects : d'une part, les termes à employer (non les thèmes) c'est-à-dire le fait d'énoncer les questions de manière plus claire et moins directive ; d'autre part, nous avons décidé d'enlever une grille qui avait été construite sur la base du test de Dean Peabody afin de mettre en parallèle l'évaluation du groupe d'appartenance (« nous ») et celle du groupe de référence (« eux »)¹⁶⁸.

L'analyse de données

Le traitement du matériel recueilli lors des entretiens a subi une analyse continue. En effet, dans une démarche inductive, le mode de fonctionnement s'inverse : « le terrain n'est plus une instance de vérification d'une problématique mais le point de départ de cette problématisation »¹⁶⁹. Les hypothèses vont être dégagées peu à peu sur le terrain.

¹⁶⁸ L'application de cette grille était envisagée juste après le récit de vie. Nous avons pensé qu'il était évident que le groupe de référence pour les personnes interviewées serait les Suisses et que le groupe d'appartenance serait latino-américain. Cela ne fut pas le cas. En effet, en appliquant la grille telle quelle, les interviewées avaient très peu de choses à dire. Dans presque tous les cas, le contact avec les Suisses se faisait d'une manière éphémère et par le biais du travail. Le groupe de référence n'était donc pas constitué par les Suisses mais par d'autres Latino-américain(e)s également en situation illégale. Le groupe d'appartenance concernait les Latino-américains mais des "Latino-américains" avec quelques caractéristiques spécifiques (cf. quatrième partie). De même, la dynamique de l'entretien changeait beaucoup puisque la grille prenait quasiment la forme d'un questionnaire, cela d'autant plus que la durée de l'entretien se prolongeait. Malgré le fait que cette grille était plus précise, il était important de sauvegarder une forme d'entretien libre. Il a donc été décidé de ne pas appliquer cette grille telle quelle mais de la considérer dans le guide d'entretien général. Elle touchait aussi le thème de la relation avec les autres. D'ailleurs les interviewées elles-mêmes évoquaient ce type de relations de manière spontanée quand elles se référaient à leur réseau social. Consulter PEABODY D., "Evaluative and descriptive aspects in personality perception: A reappraisal" in *Journal of Personality and Social Psychology*, 16, 1970, pp. 639-649 ; PEABODY D., "Group judgements in the Philipines: Evaluative and descriptive aspects" in *Journal of Personality and Social Psychology*, 10, 1968, pp. 290-300.

¹⁶⁹ KAUFMANN J.C., *op. cit.*, p. 20

C'est ce que Anselm Strauss appelle la « grounded theory » ou la théorie enracinée qui consiste en un aller-retour permanent entre terrain et théorie et, qui permet à l'élaboration théorique de progresser. Il s'agit d'une démarche inductive qui prend racine dans le terrain. C'est dans le terrain que la théorie se découvre, se développe et se vérifie progressivement : collecte des données, analyse et théorie sont en étroite relation d'où le terme donné à cette théorie¹⁷⁰.

Dans ce sens, le recueil des données a consisté en 3 vagues d'entretiens (formées de 8, 7 et 9 entretiens respectivement). Chaque vague d'entretiens donnait lieu à une nouvelle élaboration des pistes de réflexion et à une réinjections de nouvelles hypothèses et informations afin de pouvoir les vérifier. Finalement, lors de la troisième vague d'entretiens, le phénomène de saturation a été atteint. Le concept de saturation a été développé par Barney Glasser et Anselm Strauss : selon ces auteurs, l'analyse est censée commencer dès le recueil de l'information du premier entretien afin de construire les premières catégories (codage d'ouverture). Au fur et à mesure de la récolte, toujours par comparaison, des autres informations, les catégories récurrentes et significatives (codage axial) doivent être reliées, afin de proposer des hypothèses, des articulations. C'est ainsi qu'une construction progressive de « catégories » se fait à travers une comparaison systématique et continue des données rassemblées. Les catégories sont testées, rectifiées, modifiées dans les allers-retours sur le terrain jusqu'à ce que les nouvelles informations n'apportent plus de changements significatifs. Autrement dit, cette résistance des catégories, propriétés et relations indiquent qu'elles sont saturées¹⁷¹.

Les entretiens ont été retranscrits le plus intégralement possible à mesure qu'ils étaient recueillis. L'analyse a, de cette manière, commencé dès le premier entretien. L'analyse s'est basée sur le modèle avancé par Didier Demazière et Claude Dubar¹⁷², c'est-à-dire l'analyse structurale inspirée à la fois des théories de Barthes (1966, 1981), Hiernaux (1977, 1995) et Greimas (1986). Il s'agissait ainsi de dégager un « schème spécifique » pour chaque entretien de sorte à pouvoir saisir le sens et l'univers de

¹⁷⁰ Cf. STRAUSS A., *La trame de la négociation*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, p. 53.

¹⁷¹ Cf. *Ibid.*, pp. 283-300.

¹⁷² Cf. DEMAZIÈRE D. & DUBAR C., *op. cit.*

croyance de chaque récit. Ce « schème spécifique » se construit à partir de l'articulation des épisodes d'une histoire (ses séquences) avec la structure de ses « personnages » (ses actants) pour découvrir la logique du discours tenu à son destinataire (les arguments). L'idée était de saisir l'ensemble de la structure de l'entretien, autrement dit la logique de l'ensemble du récit. Le pas suivant consiste à comparer le « schème spécifique » de manière à construire des « schèmes communs », qui relèvent du même type de logique et d'arriver à établir une typologie ou des « schèmes typiques ». C'est ainsi qu'il est possible de faire une typologie des « logiques sociales » de manière inductive.

Cette manière de procéder a permis d'entrer dans la singularité de l'entretien et, ainsi, dans la logique que l'individu développe. À partir des récurrences apparues dans le premier entretien, les catégories interprétatives ont pu être dégagées. Le recentrage dans la question a été important pour faire la distinction entre l'information essentielle et l'information inutile ou accessoire. Il a fallu laisser tomber certains aspects intéressants mais non significatifs ou non pertinents par rapport à la question.

Une fois la première vague d'entretiens terminée, un modèle de cette première vague a été réalisé, modèle qui a inspiré le début de la deuxième vague. Cela a permis de faire des comparaisons pour ensuite proposer un modèle d'explication par rapport à la question de recherche. L'analyse par étapes successives et par retours en arrière a permis de faire émerger peu à peu une logique commune. Une troisième vague a été mise en place pour vérifier la saturation du modèle.

En réalité, c'est par la comparaison constante entre les parcours biographiques qu'il a été possible de mettre en parallèle des récurrences de situations, des logiques d'action semblables et, par là, de repérer un même mécanisme social ou un même processus. De cette manière, les hypothèses se précisent, se confirment et prennent une forme sociologique (c'est-à-dire en « rupture » avec les représentation de sens commun)¹⁷³.

Par conséquent, le défi a été, dans un premier temps, d'explicitier « les contenus latents de chacun des récits recueillis »¹⁷⁴, pour en dépasser ensuite la singularité. C'est de cette manière que le travail de réduction s'est opéré pour donner lieu à l'émergence

¹⁷³ Cf. BERTAUX D., *Les Récits de vie*, op. cit. p. 94.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 65.

d'un modèle théorique. Il convient d'indiquer que quelques outils proposés par Kaufmann¹⁷⁵ comme le repérage des phrases et des contradictions récurrentes, des phrases banales issues du sens commun, ont été utiles dans ce processus de construction des catégories significatives.

Il faut préciser finalement que la rédaction des divers documents (comme une synthèse de chaque entretien, la synthèse globale de chaque vague) a été très éclairante et riche. Elle a guidé autant le travail de terrain que le retour à la bibliographie.

¹⁷⁵ KAUFMANN J.C., *op. cit.*, pp. 95-102. Jean-Claude Kaufmann parle également des catégories indigènes. "(...) entrer dans le système de valeurs, dans la vie de l'informateur, en étant ouvert à la compréhension des expressions les plus discrètes et bizarres (...)" p.87. Selon Daniel Bertaux, ce pas est essentiel pour repérer des indices pour s'interroger ensuite sur leur signification sociologique. Cf. BERTAUX D., *op. cit.*, p.84.

Conclusion de la première partie

La première partie de cette thèse a poursuivi trois objectifs : tout d'abord, situer notre recherche au sein d'autres approches théoriques sur la migration internationale (tant au niveau des approches sur la migration clandestine internationale qu'au niveau des approches de la migration suivant une perspective de genre). Puis, nous avons eu pour objectif de construire notre approche à la lumière des modèles théoriques préalablement analysés ainsi qu'à la lumière de notre question de recherche. À ce stade, nous nous sommes penchées sur la façon la plus appropriée d'appréhender notre problématique (choix de notre méthodologie).

Ainsi, en voulant situer le contexte d'émigration/immigration dans lequel la migration des femmes latino-américaines sans-papiers se produit, nous avons eu recours aux théories macro-sociologiques pour mettre en évidence divers facteurs socio-économiques, mais aussi de genre, influençant d'une part le départ des femmes latino-américaines et, d'autre part, leur arrivée en Suisse pour la réalisation des tâches ménagères en ayant le statut de « sans-papiers ».

En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, notre question de recherche est relative à l'*agir* de femmes latino-américaines sans-papiers (c'est-à-dire à leurs expériences migratoires en tant que sans-papiers et en tant qu'actrices sociales). C'est en ce sens que notre approche considère, d'une part, l'importance de *situer cet agir dans le contexte* (recours aux théories macro-sociologiques) et, d'autre part, -ce qui constitue la partie principale de notre thèse- de mettre en évidence les différentes manières dont *ces femmes font face à la clandestinité et construisent leurs expériences migratoires* (utilisation d'une perspective micro sociale).

De ce fait, la construction de notre approche passe donc, dans un deuxième temps, (cf. chapitre 2) par une analyse des principales composantes de notre problématique qui seront, à notre avis, à même de nous diriger vers la compréhension du travail de réaménagement que ces femmes réalisent face à la clandestinité (soit au niveau de leurs modes de vie, soit au niveau identitaire). L'éloignement d'un monde connu et maîtrisé (celui de leur pays d'origine), face à un monde nouveau inconnu (la Suisse) et face à

une réalité nouvelle stigmatisante et restreinte (clandestinité), implique un réaménagement au niveau de leurs modes de vie. En outre, l'invisibilité, la non-reconnaissance sociale et les images stigmatisantes (qui découlent du statut de sans-papiers) impliquent également un réaménagement au niveau identitaire.

C'est dans ce sens que le recours aux histoires de vie de ces femmes nous paraît la méthode la plus appropriée pour mettre en évidence les raisons qui servent à la construction des projets migratoires de ces femmes, les logiques d'action sous-jacentes à leur mode de vie et leur travail de reconstruction identitaire face à la clandestinité. Nous pensons qu'afin de pouvoir vivre en Suisse en tant que sans-papiers, ces femmes essaieront de reconstruire leur expérience de manière vivable, ce qui leur permettra d'affirmer « *j'ai une vie normale ici* ».

Dans les prochaines parties de notre thèse, nous nous intéresserons tout d'abord à comprendre les raisons pour lesquelles les femmes latino-américaines restent malgré tout (leur statut, les limitations et la stigmatisation dont elles sont l'objet) en Suisse. Ensuite, nous tenterons de comprendre *comment* elles restent, c'est-à-dire la manière dont elles organisent leur vie quotidienne et l'aménagement qu'elles font au niveau identitaire afin de pouvoir affirmer « *j'ai une vie normale* ».

Deuxième partie

S'en sortir en Suisse

On peut se demander pour quelle raison ce travail commence par le *départ*, voire l'*avant* et l'*ailleurs* si notre intérêt se centre sur l'expérience de femmes latino-américaines en tant que clandestines (c'est-à-dire sur leur mode de vie et leurs logiques d'action dans le *présent* et dans l'*ici* ? Notre intérêt porte certes sur l'expérience de la migration clandestine, cependant nous parlons d'un *vécu* qui s'enchaîne dans une histoire concrète et qui se projette en même temps dans le futur. Nous ne pouvons donc faire abstraction de ce que la migrante amène avec elle : ses différents façonnements (culturels, sociaux, religieux et de genre), ses différents rêves, ressources, projets, capacités, voire ses différentes histoires et trajectoires personnelles, familiales, professionnelles ou autres.

L'étude de la migration doit répondre, tel que Abdelmalek Sayad le souligne, à un ordre chronologique, parce qu'avant l'immigration, il y a l'émigration. Il y a donc une nécessité d'ordre épistémologique, car ces deux concepts appellent la mise en évidence de deux contextes qui subissent des conséquences directes ou indirectes de l'émigration/immigration¹. Par ailleurs, ces deux faces sont en constante interaction et l'immigré doit jongler avec ces deux réalités dans le présent : être *ici* ne veut pas dire effacer l'*ailleurs*, tout au contraire dans l'*ici*, l'immigré doit conjuguer et mettre en harmonie les différentes attentes de chaque contexte migratoire. Les objectifs migratoires, même s'ils doivent être réaménagés dans le nouveau contexte, vont influencer la manière de vivre, les différents choix à faire et le mode de vie dans l'*ici*. D'où l'importance de revenir à cet « *avant* ». De ce fait, parler de migration suppose mettre en lien le pays d'origine, le pays de réception et la trajectoire de l'immigré même.

¹ Cf. SAYAD A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, Éditions De Boeck-Université, 1991, p. 14. Cet auteur indique : "(...) ce qu'on appelle *immigration*, et dont on traite comme telle en un lieu et en une société, s'appelle ailleurs, en une autre société ou pour une autre société, *émigration* ; telles deux faces d'une même réalité (...)". *Ibid.*, p. 14.

C'est pour cela que, dans cette deuxième partie, nous voulons tout d'abord, à l'aide d'études empiriques, dresser le contexte d'émigration/immigration dans lequel les projets migratoires des femmes latino-américaines naissent et donnent lieu à leur émigration. Ainsi, les projets migratoires des femmes latino-américaines et les conditions de départ telle qu'elles les décrivent à l'heure actuelle seront aussi traités dans ce premier chapitre. Ces projets subissent des modifications, adaptations et/ou changements en fonction du nouveau contexte de la clandestinité. Par conséquent, suite à la première formation de projets migratoires conçus avant l'arrivée en Suisse, une réadaptation de ceux-ci sera opérée selon les conditions, les ressources et les possibilités concrètes face à la clandestinité.

Les femmes sans-papiers doivent adapter leurs projets migratoires aux nouvelles circonstances et faire face à la souffrance sociale. Dans une société où les papiers doivent être en mesure de prouver l'identité de chacun, l'absence de ceux-ci apparaît comme une véritable mise à mort sociale. Il s'agit d'une violence symbolique à travers la loi (qui leur attribue le statut de « sans-papiers ») qui prive les femmes sans-papiers d'un sens de l'existence et qui, d'ailleurs, les invalide, les rend illégitimes dans leur condition de sujet et de leur dignité à travers des images stigmatisantes leur niant toute reconnaissance sociale. Ce statut leur renvoie des images dévalorisantes quant au fait d'occuper une place de manière illégitime, d'être donc indésirables et inadéquats pour ce système. Nous voulons donc, dans le deuxième chapitre de cette partie, présenter ce que signifie au niveau de la dignité et de l'humain le fait de rester en Suisse en tant que femme sans-papiers.

Malgré cette souffrance, l'insécurité constante et la peur d'être renvoyée, le séjour de ces femmes se prolonge. Comment expliquer cela, comment expliquer ce provisoire qui commence à s'installer ? Différentes situations et paradoxes donnent lieu à ce que nous pouvons appeler un « provisoire continu » ou une « installation indirecte » dans le pays de réception qui se traduit par un éloignement du pays d'origine et un rapprochement du pays de réception. Nous avons ainsi mis en relief l'univers de comparaisons, c'est-à-dire les différentes perceptions que les femmes sans-papiers ont par rapport à l'*ici* et au *là-bas*. Ces perceptions laissent entrevoir que si ces femmes restent en Suisse c'est parce que, malgré la clandestinité, elles se trouvent moins bien dans leurs pays d'origine

qu'en Suisse : « *ici, je peux quand même m'en sortir* ». Ce sentiment de « *pouvoir quand même s'en sortir* » est mis en parallèle avec un sentiment de scepticisme par rapport au *là-bas*: « *je n'ai rien là-bas* ». Des aspects répulsifs propres au pays d'origine (chômage, discrimination à l'égard des femmes ou autre) et attirants concernant le pays de réception (travail disponible, plus de liberté en tant que femme) situés à la base de l'émigration continuent à exercer une influence sur ce prolongement de séjour. Leurs projets migratoires ainsi ré-adaptés vont constituer des raisons et feront partie de l'argumentaire de ces femmes pour rester en Suisse.

Chapitre 1

Un pari pour l'avenir

1.1. Être femme, ici ou ailleurs

Qu'est-ce que *partir*? S'agit-il surtout d'un déplacement physique ? Le fait que la migration soit abordée par différentes disciplines (sociologie, économie, géographie, etc.) ne nous parle-t-il pas de sa complexité ? En effet, parler des raisons amenant à partir concerne déjà des facteurs de nature différente qui s'entrecroisent entre eux pour donner lieu à l'émigration (soit par exemple le souci d'échapper à l'exclusion, d'assurer un meilleur avenir pour ses enfants, d'avoir des conditions de vie plus satisfaisantes, d'acquérir plus d'indépendance en tant que femme, de sortir du cercle de la routine, de s'éloigner des messages machistes de la société d'origine ou encore de fuir la violence d'un mariage).

Derrière ces raisons, derrière ce *déplacement*, il y a certes plus que ce qui est exprimé, il y a le « rêve inexprimé de trouver le paradis »². *Partir* signifie faire un pari pour le futur, chercher un *ailleurs* « prometteur ». Il s'agit de la quête active et constructive pour résister à une situation non idéale et vouloir y faire face : « *je voyais que le temps passait et passait et je n'avais rien* ». *Partir* est donc chargé d'un sens symbolique qui va au-delà des raisons exprimées : c'est la vie de ces personnes qui est en jeu, leurs espoirs et la confiance en un futur meilleur qui sont impliqués dans l'acte d'émigrer.

Il ne s'agit pas d'un simple déplacement de main-d'œuvre ; mais, comme Abdelmalek Sayad nous le rappelle bien : « immigrer c'est immigrer avec son histoire »³. En effet, l'homme en tant que *porteur de structures* de sa société (structure sociale, politique, culturelle, mentale, etc.) *mais aussi producteur actif du social*⁴ émigre

² PORQUET J.L., *Les clandestins. Enquête en France, en Chine et au Mali*, Paris, Éditions Flammarion, 1997, p. 329.

³ SAYAD A., *La Double Absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, p. 18.

⁴ Cf. KAUFMANN J.C., *L'entretien compréhensif*, Paris, Éditions Nathan, 1996, p. 23.

avec ses manières d'être, de penser, d'agir, avec ses choix idéologiques, affectifs et professionnels, avec ses représentations de ce qu'implique le fait d'être femme et d'être homme, avec ses traditions, sa langue, sa religion, sa culture. L'*émigration-immigration* implique la rupture avec le groupe dans le pays d'origine, avec ses rythmes spatio-temporels et ses activités, autrement dit avec le système de valeurs et de normes communautaires⁵.

Étant donné que nous parlons de l'émigration/immigration des femmes, il nous semble à cet égard important de mettre en évidence l'histoire que les femmes amènent avec elles en émigrant, soit de pouvoir reconstituer le contexte migratoire dans lequel les projets migratoires naissent (pays d'origine), évoluent, changent ou subissent des réadaptations (pays de réception) pour ces femmes. Ainsi, afin d'illustrer le panorama migratoire, nous avons choisi certaines études sur la migration des femmes (visant à faire des liens entre le genre, le patriarcat et le capitalisme) et sur la situation des femmes dans le pays d'origine et sur les changements dans les pays de réception (y compris les conditions d'arrivée pour la nouvelle venue -surtout en termes légaux-). Il nous semble que cela peut nous aider à situer le contexte dans lequel se réalise l'immigration des femmes latino-américaines en Suisse.

Nous aimerions préciser que le fait de parler de la migration féminine implique de considérer le 48% de la population migrante. En tenant compte des différences de genre, en ce qui concerne les expectatives de comportement des hommes et des femmes, il n'est pas difficile de soupçonner que les mouvements indépendants sont plus communs chez les hommes que chez les femmes, spécialement là où la pression culturelle est plus forte pour la femme en ce qui concerne le fait de rester sous la vigilance et la protection des hommes (cf. beaucoup de pays en Afrique du Nord, au Moyen Orient et dans le sud de l'Asie). Même dans certaines zones de l'Afrique Sub-Saharienne, de l'Amérique latine, des Caraïbes et de beaucoup de régions du sud est de l'Asie (où il y a une tendance plus grande pour les femmes d'émigrer en tant qu'individus) les hommes ont

⁵ Cf. SAYAD A., *La Double Absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, op. cit., p. 108.

encore davantage de liberté pour émigrer que les femmes et ils sont mieux équipés par rapport à l'éducation, la formation et l'accès au travail⁶.

Le genre, le patriarcat et le capitalisme

Patriarcat et capitalisme sont deux concepts qui ont été fréquemment mis en relation par les chercheuses féministes. Shu-Ju Ada Cheng⁷ constate que ces deux concepts peuvent être considérés comme deux structures séparées avec des développements historiques liés entre eux ou comme un système interconnecté où le capitalisme est considéré comme patriarcal de par sa propre nature. Le débat reste ouvert concernant cette relation. Toutefois, des liens entre ceux deux systèmes ont été mis en évidence.

Ainsi, Maria Mies⁸ argumente que la mobilisation des femmes joue un rôle essentiel dans le développement du capitalisme. D'une part, lorsque les industries relocalisées doivent être capables de trouver des travailleurs dociles, meilleur marché et manipulables dans les pays non développés -étant donné le but de minimiser les coûts de production-, les femmes sont les premières visées. D'autre part, ces corporations doivent mobiliser les consommateurs dans les pays riches pour leur faire acheter tous les articles produits dans les pays du tiers-monde. Les femmes jouent à nouveau un rôle important dans cette stratégie.

Shu-Ju Ada Cheng affirme que c'est à travers l'expansion du système global capitaliste-patriarcal que les femmes sont reléguées à la réalisation de certaines fonctions dans la division internationale du travail. Le système patriarcal, qui dicte les relations inégales de pouvoir entre homme et femme, a interagi avec le processus d'intervention capitaliste et a déterminé un impact différentiel sur les sexes⁹. Ainsi, dans

⁶ Cf. CHANT S. & RADCLIFFE S., "Migration and development : the importance of gender" in CHANT S. (éd.), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and N.Y, Belhaven Press, 1992, p. 14.

⁷ Cf. CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *Gender and Immigration*, London, Macmillan Press Ltd, 1999, p. 42.

⁸ Cf. MIES M., *Patriarchy and Accumulation on a World Scale : Women in the International Division of Labor*, London, Éditions Zed Books, 1986, p. 114.

⁹ Cf. CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *op. cit.*, p. 42.

le système patriarcal, la fonction élémentaire que réalise la femme est de reproduire la force de travail. Cela veut dire non seulement que biologiquement elle est la seule capable d'engendrer des enfants, mais qu'elle a été et est celle qui tient la tâche d'alimenter, d'élever et de garder ces derniers (qui vont jouer des rôles clés dans le processus productif). Depuis l'apparition de la société de classes, le patriarcat a assigné à la femme cette mission. La famille patriarcale bourgeoise est le type de famille qui nécessite le capitalisme pour la reproduction de la force de travail¹⁰.

Par ailleurs, Shu-Ju Ada Cheng soutient que dans le système capitaliste, le travail est défini comme un processus de production qui peut contribuer à l'accumulation et à l'échange du capital. Le système capitaliste exclut tout processus de production qui n'a pas de valeur d'échange. Par conséquent, le travail domestique n'est pas considéré comme un travail productif. Il est plutôt considéré comme un processus de reproduction étant donné que son résultat conditionne principalement la valeur d'usage pour le maintien de la famille. La femme, reléguée à la sphère familiale, a été exclue de la catégorie des travailleurs même si elle est responsable au foyer d'activités qui sont cruciales pour le maintien de la famille et la continuité de la société. D'ailleurs, avec l'exclusion du travail domestique comme catégorie de travail productif, la contribution de la femme au système capitaliste, à travers la reproduction des forces de travail, est invisible¹¹.

La réalisation des tâches ménagères, en n'étant pas considérée comme un travail mais comme une fonction naturelle de la femme, permet au régime bourgeois d'éviter le paiement d'un travail aussi ennuyeux que celui qui se réalise dans les fabriques, commerces et bureaux¹². Derrière une idéologie qui prétend idéaliser le rôle de la mère, les intérêts du capitalisme cherchent à reproduire la force de travail sans y investir. Par ailleurs et comme conséquence de cette idéalisation, les femmes, en prolongeant cette tâche naturelle (celle d'être mère et de s'occuper de la reproduction) apparaissent plus

¹⁰ Cf. VITALE L., *Historia y sociología de la mujer latinoamericana*, Barcelona, Éditions Fontamara, 1981, pp. 81.

¹¹ CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *op. cit.*, pp. 47-48.

¹² Cf. VITALE L., *op. cit.* pp. 81-82.

orientées vers leurs familles que les hommes. Il est attendu, par l'entourage social, qu'elles le fassent dans le cadre général des obligations envers leurs parents.

Cette idéologie qui assigne les femmes à l'espace domestique et les hommes à l'espace public a des effets sur la concentration de la femme dans les occupations dites des femmes (c'est-à-dire ceux qui requièrent soumission, adresse, orientation vers le détail, la compréhension et la sensibilité). Cette perception stéréotypée de la place de la femme dans la société et dans le travail est le résultat d'une construction sociale et de la féminisation de certaines occupations qui ont été fréquemment accompagnées par la force des idéologies culturelles¹³.

Ainsi, selon Shu-Ju Ada Cheng, le genre agit comme un principe organisateur des relations sociales de pouvoir et modèle les rôles particuliers des membres masculins et féminins pour le travail productif et reproductif. En conséquence, pour ce qui concerne la migration, il modèle les contours particuliers du processus migratoire, la dynamique dans la famille; il dicte les négociations parmi les membres des différents sexes et générations, détermine qui migre et qui reste, aide à construire les objectifs migratoires pour les immigrants individuels et dicte comment les envois d'argent doivent être dépensés. L'idéologie de genre modèle aussi les expériences des migrants masculins et féminins étant donné le type de travail que ces derniers feront. La division sexuelle du travail dans le processus de la migration construit des contextes d'emploi complètement différents pour les hommes et les femmes¹⁴.

Être femmes dans le pays d'origine

En général, la littérature sur la migration indique une majorité féminine dans la migration rurale-urbaine en Amérique latine. Sylvie Chant¹⁵ constate qu'au Costa Rica les femmes sont plus nombreuses dans les flux migratoires ruraux urbains. Janet

¹³ Ainsi, en 2002, en Suisse, la moitié de la population active féminine se concentre dans cinq métiers : employée de commerce, vendeuse, infirmière, institutrice et nettoyeuse. Cf. ROSENDE M., "Histoire du travail des femmes ou l'utopie de la femme au foyer" in www.espacefemmes.org, juin 2003.

¹⁴ Cf. CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *op. cit.*, p. 40 et p. 47.

¹⁵ Cf. CHANT S., "Migration at the margins : gender, poverty and population movement on the Costa Rican periphery" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, p. 49.

Henshall observe également, dans le cas de migration aux Caraïbes, que depuis 1970, le nombre de femmes qui émigrent de manière indépendante a augmenté et beaucoup d'îles ont maintenant plus de femmes que d'hommes émigrants¹⁶. Selon Sylvia Chant et Sarah Radcliffe, des facteurs explicatifs de la migration féminine se trouvent dans une demande relativement élevée pour le travail féminin dans les villes : le service industriel a été une des sources majeures d'emploi pour les émigrantes dans les villes d'Amérique latine¹⁷.

Mais il s'agit aussi du secteur urbain informel caractérisé par la présence de nombreuses opportunités de travail pour des femmes marquées par la précarité¹⁸. Le travail dans le secteur domestique et dans la prostitution reste toujours possible. En effet, diverses études ont établi des liens entre la migration féminine et le travail domestique¹⁹. Selon Katina Pappas-De Luca, cette migration est fréquemment expliquée par les bas niveaux d'éducation de ces femmes (reflétant le difficile accès aux opportunités éducatives) et par les rôles traditionnels de genre qui ne mettent pas l'accent sur l'éducation de la femme. Le travail domestique est considéré comme une tâche qui requiert peu ou pas d'éducation formelle ou d'entraînement, étant donné qu'il est défini comme une extension naturelle des rôles féminins²⁰.

Par ailleurs, la mobilité ou la non mobilité de la population féminine apparaît comme influencée par les constructions sociales et culturelles de genre. Sylvie Chant affirme qu'en Amérique latine, l'attitude générale de proximité et d'affection de la femme vers sa famille ainsi que sa soumission au pouvoir et à la décision de l'homme -en tant que femme ou fille- signifie que les caractéristiques de la famille sont plus décisives pour la mobilité de la femme qu'elles ne le sont chez l'homme. Par exemple, des jeunes

¹⁶ Cf. HENSHALL M., "Gender selectivity in Caribbean migration" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, p. 74. Voir également HILL B., "Rural-Urban Migration of Women and their Employment in Towns" in *Rural History*, volume 5, n° 2, Cambridge University Press, 1994, pp. 185-194.

¹⁷ Cf. CHANT S. & RADCLIFFE S., "Migration and development : the importance of gender" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, pp. 5-7.

¹⁸ Cf. UNITED NATIONS, *The Migration of Women. Methodological issues in the measurement and analysis of internal and international migration*, International Research and Training Institute (INSTRAW), Dominican Republic, 1994, (Box 3), p. 43.

¹⁹ Voir par exemple RADCLIFFE S., "Mountains, maidens and migration : Gender and mobility in Peru" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, p. 44.; PAPPAS-DeLUCA K., "Transcending gendered boundaries. Migration for domestic labour in Chile" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *Gender, Migration and Domestic Service*, London and N.Y, Éditions Routledge, 1999, pp. 98-113.

femmes célibataires sont fréquemment envoyées par leurs parents pour travailler dans les villes comme employées domestiques ayant pour mission d'envoyer de l'argent. Elles doivent le faire aussi longtemps qu'elles sont célibataires (dans quelques cas, même quand elles sont mariées). Ceci révèle ce que signifie être une « bonne fille » (« good girl ») c'est-à-dire celle qui rend tout ce que ses parents ont fait pour elle, qui fait tout ce que sa mère lui a appris et qui ne manque pas à ses responsabilités²¹.

Cette même chercheuse constate que les décisions des filles qui émigrent seules pour travailler restent fortement influencées par les besoins de leurs familles et que ces filles jouent souvent un rôle très important au niveau des ressources élémentaires des unités familiales ayant des femmes comme cheffes de famille. Les femmes migrantes tendent également à être plus engagées que les hommes dans le maintien des liens avec leurs régions d'origine et leurs familles. Cette importance de la famille pour la vie des femmes est en lien avec l'attachement pragmatique et idéologique de la femme à la sphère domestique et le rôle central qu'elles jouent dans les réseaux de réciprocité et d'échanges entre les amis et la parenté. Les hommes, même s'ils fournissent des revenus importants pour la survie de la famille, restent souvent marginaux au sein des unités domestiques et dans les relations avec le réseau de la famille étendue²².

Katina Pappas-DeLuca affirme que, pour le contexte latino-américain, le fait de travailler dans le secteur domestique est une des rares options non sanctionnées culturellement qu'ont les femmes célibataires de sortir de la maison de leurs parents sans être mariées. La jeune femme célibataire n'est pas considérée comme quelqu'un qui émigre pour son propre compte mais comme celle qui va vivre sous l'autorité d'une nouvelle famille: elle émigre d'un foyer patriarcal (sa famille) vers un autre (celui de son employeur). Le travail domestique donne à la femme un endroit « libre » pour vivre, un revenu et la sécurité d'un travail, tout ce qui améliore les possibilités d'indépendance

²⁰ Cf. PAPPAS-DeLUCA K., "Transcending gendered boundaries. Migration for domestic labour in Chile" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *op. cit.*, p. 101.

²¹ Cf. CHANT S., "Migration at the margins : gender, poverty and population movement on the Costa Rican periphery" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, pp. 54-67. Dans le sud de l'Asie, les facteurs culturels comme l'isolement interdit fréquemment des mouvements indépendants de femmes. Quand les femmes du sud de l'Afrique migrent, cela est limité aux relations familiales et maritales : les femmes migrent à cause du mariage dans le foyer de leur mari ou avec leurs enfants pour suivre leur mari dans les villes. Cf. CHANT S. & RADCLIFFE S., "Migration and development : the importance of gender" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, p. 7.

²² Cf. *Ibid.*, pp. 50-54 et p. 65.

sociale et économique. Le fait d'échapper aux relations sociales patriarcales et au contrôle familial ainsi que le fait de subir une mobilité économique, motivent beaucoup de femmes à émigrer et à rester dans les villes en tant que travailleuses dans des maisons privées²³.

Un autre trait caractéristique de la migration latino-américaine des femmes est le nombre, en augmentation, de femmes cheffes des familles²⁴ (qui dans beaucoup de pays représente un quart -ou plus- du total des foyers, comme c'est fréquemment le cas dans les Caraïbes comme à Cuba et en République Dominicaine²⁵). En Amérique latine, cette réalité est souvent associée au *machisme* qui consiste à obliger la femme (pas seulement la femme « officielle » c'est-à-dire la femme avec laquelle l'homme est marié) à avoir beaucoup d'enfants, que l'homme abandonne, et à laquelle revient la responsabilité de les élever. À la différence de ce système patriarcal, l'homme ne prend pas la responsabilité de son/ses enfants ; il ne reconnaît simplement pas ses descendants dans le système du machisme²⁶. Marcela Chueca affirme qu'au lieu de divorcer ou

²³ Cf. PAPPAS-DeLUCA K., "Transcending gendered boundaries. Migration for domestic labour in Chile" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *op. cit.*, pp. 106-107.

²⁴ Voir OSO L. & CATARINO C., "Femmes chefs de ménage et migration" in BISILLIAT J. (s/s la dir. de), *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Éditions Karthala, 1996, pp. 61-97 ; OSO L., "Les effets de la migration sur le statut socio-économique et sur le rôle des femmes : le cas de l'immigration des femmes de la République Dominicaine vers Madrid" in BISILLIAT J. (s/s la dir. de), *Face aux changements les femmes du Sud*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, pp. 87-114.

²⁵ María del Carmen Franco affirme que, dans la ville de Havana -Cuba-, les foyers où une femme était cheffe de famille était presque de 50%. Cf. FRANCO M. del C., *Migración interna y familia en la Ciudad de la La Habana. 1985-1994*, México, Éditions el Colegio de México, 1999, Thesis in Social Sciences with especialization in Population. Voir également CHANT S., "Migration at the margins : gender, poverty and population movement on the Costa Rican periphery" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, p. 53. Sarah Radcliffe affirme que dans les régions rurales au Pérou à peu près un quart des femmes peuvent s'attendre à être mères célibataires au moins une fois dans leur vie. Cf. RADCLIFFE S., "Mountains, maidens and migration : Gender and mobility in Peru" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, p. 47. Violeta Sara-Lafosse indique qu'au Pérou entre 20 et 25% des familles sont tenues par des femmes. Cf. SARA-LAFOSSE V., "Machismo in Latin America and the Caribbean" in STROMQUIST N.P. (éd.), *Women in the Third World: an encyclopedia of contemporary issues*, New York, London, Éditions Garland, pp. 107-114. Par ailleurs, dans certains contextes caractérisés par une instabilité et violence politique, il est bien probable de trouver des femmes cheffes de familles. Dans le cas du Pérou, où il y a plus que 120'000 familles réfugiées, victimes de la violence et de la guerre civile durant les années 1980 et 1990, 70% de ces familles sont dirigées par des femmes. Cf. BLONDET C., "Comentario de Cecilia Blondet" in PORTOCARRERO G. & VALCARCEL M. (éd.), *El Perú frente al siglo XXI*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1995, pp. 435-440.

²⁶ Différentes thèses attestent que la paternité irresponsable en Amérique Latine et aux Caraïbes a ses origines dans la conquête coloniale (hiérarchies sociales et le déséquilibre entre les hommes espagnols et femmes indigènes). Cf. SARA-LAFOSSE V., *loc. cit.*, pp. 107-114; FULLER N., *Dilemas de la femineidad. Mujeres de clase media en el Perú*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1993, p. 37.

d'abandonner leurs familles, les hommes forment des familles en parallèle à leur familles de base. Ainsi, ils sont capables d'éviter les charges économiques étant donné qu'il n'y a pas eu de désertion formelle du foyer²⁷.

En outre, selon les images stéréotypées de genre, la maternité représente un aspect important pour les femmes. Légitimées par une idéalisation du rôle de mère, les femmes considèrent cette idéologie comme étant normale. Norma Fuller observe, dans le cas du Pérou, l'influence de l'image de « marianismo » sur les femmes. Cette image, associée à la Vierge Marie, suppose l'existence de certaines caractéristiques chez la femme comme la notion de supériorité morale de la femme, l'hyper-affirmation de la maternité, le refus de la sexualité et l'esprit de sacrifice²⁸.

Cecilia Blondet, en étudiant le processus d'installation des femmes migrantes (provenant des régions rurales du Pérou) dans la ville, constate que la présence des enfants dans la vie de ces femmes permettent de comprendre cette installation. Les enfants jouent un rôle déterminant non seulement dans le développement des racines mais aussi dans la construction d'une identité sociale dans la ville. Le fait de former une famille signifie pour ces femmes le fait d'avoir quelque chose leur appartenant et leur donnant du courage pour s'en sortir. Même si le mariage est un idéal pour ces femmes, le fait d'avoir des enfants est le but ultime de ces unions conjugales. Ainsi, face à la difficulté d'avoir ou de retenir leur partenaire, les femmes acceptent la présence irrégulière ou l'absence du père de la famille (cf. machisme et femmes cheffes de famille dans les pages ci-dessus)²⁹.

Mayra Buvinic et Gita Rao Gupta relèvent que, sur 64 études menées en différentes parties du monde, deux tiers d'entre elles montrent que les foyers ayant une femme comme cheffe de famille se confrontent davantage à la pauvreté que ceux ayant un

²⁷ Cf. CHUECA M. "Sexualidad, Fecundidad y Familia en Villa El Salvador" in Pontificia Universidad Católica del Perú (éd.), *Hogar y Familia en el Perú*, Lima, Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 1985, pp. 93-134.

²⁸ Cette chercheuse constate, entre autres, que cette image a été peu renouvelée parmi les femmes de la classe moyenne du Pérou, notamment en ce qui concerne la maternité, qui occupe toujours une place importante et représente le moyen le plus efficace pour que les femmes acquièrent le statut d'adulte et le chemin le plus légitime vers une reconnaissance sociale Cf. FULLER, N., *op. cit.*, pp. 204-213.

²⁹ Cf. BLONDET C., "Establishing an Identity: Women Settlers in a Poor Lima Neighbourhood" in JELIN E. (éd.), *Women and Social Change in Latin America*, Geneva, UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development) – London, New Jersey, Éditions Zed Books, 1990, pp. 12-46.

homme comme chef de famille³⁰. Face à cette réalité, il n'est pas difficile d'imaginer à nouveau le nombre croissant de femmes impliquées dans les processus migratoires. Bref, les femmes étant souvent à la tête de leurs familles, elles sont les seules adultes qui peuvent émigrer pour des raisons de travail. Or, tandis que beaucoup de femmes amènent leurs enfants avec elles, plusieurs les laissent à la garde de leur parenté. Le système familial doit être, dans les régions d'origine, une force puissante pour la migration qui est en lien davantage avec la femme qu'avec l'homme, tel que Sylvie Chant et Sarah Radcliffe le soulignent³¹.

La migration apparaît ainsi comme l'organisation de stratégies de survie parmi les foyers ayant les plus bas revenus (cf. modèle de la stratégie familiale chapitre ...). Les études de cas au Botswana illustrent bien ce modèle. La migration différenciée par genre apparaît comme étant liée à la ségrégation d'opportunités de salaire (tant au niveau sectoriel que spatial) et à la nature spécifique des requêtes reproductives. De ce fait, les femmes se retrouvent abandonnées dans les régions rurales par leurs maris, qui avaient émigré dans les mines du sud de l'Afrique pour une longue période. Ces femmes, en exerçant des responsabilités de reproduction vis-à-vis de leurs familles, doivent aussi participer à des activités productives de génération de revenus, notamment par leur émigration vers les villes, ce qui fait que les enfants et les vieilles femmes restent dans les régions rurales pour continuer les tâches domestiques. Ces études montrent la manière dont les relations de genre de pouvoir inégal influent sur le fait d'assumer complètement la responsabilité des enfants (ce qui est réalisé par les femmes), la participation masculine devenant minime dans les activités du foyer et dans le processus de décision. Cette situation devient lourde pour les femmes âgées qui restent et veillent à l'économie familiale³².

En résumé, l'émigration des femmes latino-américaines vers l'Europe est en augmentation. Beaucoup d'entre elles migrent d'une manière indépendante, elles sont les premières dans les chaînes migratoires et se retrouvent fréquemment dans une

³⁰ Cf. BOUVINIC M. & RAO GUPTA G., *Targeting Poor Woman-Headed Households and Woman-Maintained Families in Developing Countries : Views on a Policy dilemma*, New York, Population Council/International Centre for Research on Women, Working Paper, 1994.

³¹ Cf. CHANT S. & RADCLIFFE S., "Migration and development : the importance of gender" in CHANT S. (éd.), *op. cit.*, p. 16.

³² Cf. *Ibid.*, pp. 22-24.

situation plus « stable » que les hommes en terme de travail en raison de leur facilité à trouver du travail dans le secteur domestique (où la grande majorité des immigrées sont employées). Ainsi, comme nous le verrons, la demande pour le travail domestique semble augmenter, spécialement dans les États où la provision publique des services pour la garde des enfants et des vieillards est insuffisante et là où les femmes non migrantes sont entrées en grand nombre dans le secteur formel³³.

Être femmes dans les pays d'immigration

Les études sur la migration féminine associent l'augmentation de celle-ci avec certains changements dans les pays récepteurs. Il s'agit, en Europe, des changements démographiques, des changements dans les rôles sociaux et économiques de la femme (augmentation du nombre des femmes de classe moyenne employées hors du foyer), du déclin de la famille élargie dans le sud de l'Europe et de l'influence moindre de l'État providence dans le nord de l'Europe qui sont en relation avec la demande de travail féminin des migrantes dans le secteur domestique. Le nombre de familles avec double revenu augmente parallèlement à une demande d'aide à la maison pour la réalisation des tâches ménagères, la garde des enfants ou celle des personnes âgées. En France, par exemple, où la participation de l'État pour la garde des enfants est plus élevée que dans la majorité des pays occidentaux, les employées domestiques sont surtout sollicitées pour le nettoyage des maisons³⁴.

La dualité carrière/famille a surgi dans les années 1960 comme une nouvelle formule familiale qui peut fonctionner dans la mesure où il y a un(e) remplaçant(e) pour accomplir le rôle domestique attribué à la femme. Beaucoup de familles n'ont pas accès aux sources traditionnelles que sont les membres de la famille étendue pour la réalisation du travail ménager et pour la garde d'enfants. C'est ainsi que la participation

³³ Les pays du sud de l'Europe sont devenus depuis les années 80 des pays d'immigration avec des modèles distinctifs des flux de genre. L'immigration des Philippines, du Cap Vert et plus récemment du Pérou vers l'Italie a été surtout féminine. Cf. KOFMAN E., "Female 'Birds of Passage' a Decade Later : Gender and Immigration in the European Union" in *International Migration Review*, volume XXXIII, n°2, summer 1999, p. 281.

³⁴ Cf. ANDERSON B., "Overseas domestic workers in the European Union" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *op. cit.*, p. 117.

croissante de la femme, spécialement celle de la femme mariée dans le marché du travail, a créé le besoin de travailleuses domestiques pour réaliser le travail au foyer. L'économie du foyer est de moins en moins subventionnée par le travail non payé de l'épouse et de la mère, qui à l'heure actuelle, fait partie de la force de travail salariée. Le travail domestique revient donc souvent à l'employée étrangère, qui est maintenant souvent la remplaçante payée à bas prix, ce qui libère les femmes qui s'affairent aux tâches principales de la maison et leur donne plus de temps pour elles et pour les activités familiales³⁵.

De ce fait, en employant quelqu'un pour assumer le travail de la maison et la garde des enfants, le système traditionnel de la famille patriarcale est conservé. Ainsi, la double charge des mères travailleuses de classe moyenne est réduite aux dépens de l'augmentation de la charge de travail pour les employées domestiques qui sont, elles aussi, fréquemment des mères de famille³⁶. Le fait d'employer une migrante pour la réalisation du travail domestique est considéré comme une stratégie permettant aux familles de concilier la dualité carrière/famille mais aussi comme une forme de reproduction des relations sociales, spécialement des relations entre les genres. Selon Bridget Anderson, pour le cas de la Grande Bretagne, les femmes de classe moyenne choisissent de se libérer des tâches domestiques pour être disponibles pour le développement physique et émotionnel de leurs enfants (et compagnons) et se maintiennent ainsi comme des épouses et des mères correctes. Ainsi, les conflits entre hommes et femmes, de même qu'entre générations sont évités dans la mesure où la femme n'est pas disponible pour discuter avec son compagnon et/ou ses enfants sur le partage du travail domestique³⁷.

En conséquence, les mères travailleuses sont fréquemment obligées de prendre des options alternatives : elles doivent ainsi partager les obligations du foyer entre les membres de la famille, chercher des centres pour la garde des enfants, des baby-sitters ou grands-parents ou prendre du travail à temps partiel pour faire face aux demandes de

³⁵Cf. YEOH B. & alii, "Migrant Female Domestic Workers : Debating the Economic, Social and Political Impacts in Singapore" in *International Migration Review*, volume XXXIII, n°1, Spring 1999, pp. 122-127.

³⁶ Cf. *Ibid.*, p. 133.

³⁷ Cf. ANDERSON B., "Overseas domestic workers in the European Union" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *op. cit.*, p. 119.

la sphère reproductive³⁸. Les femmes avec des enfants en Europe sont probablement plus impliquées que les hommes dans des travaux à temps partiel, ce qui restreint leur autonomie financière et leur droit aux bénéfices de contribuable³⁹. Cela indique que même en réalisant un travail productif à temps partiel, les familles auraient besoin d'une migrante qui devrait également réaliser des tâches reproductives dans la maison. Cette alternative ne met pas en question la division traditionnelle des tâches à l'intérieur des familles européennes.

Les résultats d'une enquête menée par Patricia Roux pour la Suisse confirme également que la répartition des tâches ménagères occupe une place extrêmement secondaire dans les préoccupations des partenaires masculins : dans 60% des couples, les choses s'organisent d'elles-mêmes, autrement dit, la différenciation des rôles ne se discute pas, elle va de soi et les tâches ménagères sont assumées par l'épouse. Cet inégale répartition des tâches ménagères provoque peu de conflits : « (...) Tout se passe comme si une norme préexistait au mariage et s'imposait de façon tacite, sans qu'on ait besoin de s'accorder (...) le couple peut économiser son énergie, en terme de communication, pour la placer ailleurs, là où il perçoit un enjeu important, comme dans le domaine des enfants »⁴⁰.

En Suisse, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail rémunéré s'est produite dès les années 1960 ; en 2001 selon l'Office fédéral de la statistique, les femmes représentent 44,4% de la population active⁴¹. Toutefois, plus de la moitié d'entre elles (55%) travaillent à temps partiel contre près d'un homme sur dix. Ainsi, près de 80% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes⁴². Selon Patricia Roux, cette formule du travail à temps partiel n'est qu'un instrument de flexibilisation de l'emploi même encouragé par les milieux économiques, car la productivité s'est avérée supérieure à celle du plein temps en raison d'une meilleure gestion du temps de travail. Par ailleurs, le travail à temps partiel est souvent présenté comme une nouvelle

³⁸ Cf. YEOH B. & alii, *loc. cit.*, p. 122.

³⁹ Cf. ACKERS L., *Shifting Spaces. Women, citizenship and migration within the European Union*, Great Britain, The Policy Press, 1998, p. 185.

⁴⁰ ROUX P., *Couple et égalité. Un ménage impossible*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 1999, p. 47.

⁴¹ Office fédéral de la Statistique in Communiqué de Presse, [http : //www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch), octobre 2001.

⁴² Voir aussi ROUX P., *op. cit.*, p. 31.

forme de travail qui contribuerait à une meilleure répartition des emplois disponibles permettant ainsi de résoudre le chômage⁴³. Selon Magdalena Rosende, la main-d'œuvre féminine est la cible privilégiée pour assumer cette formule de travail à cause des représentations sociales dominantes et traditionnelles qui associent les femmes à la sphère domestique. Les femmes la préféreraient car elle permet la « conciliation » des activités familiales et professionnelles, c'est ce fameux « travail à temps partiel choisi » qui est socialement toléré⁴⁴.

Magdalena Rosende considère que l'idéal de la femme au foyer en Suisse, qui s'est cristallisé au milieu du XX^e siècle (années 1950 et 1960), est à la base de la plupart des politiques familiales et d'emploi. Les politiques adoptées pendant cette période sont encore marquées aujourd'hui par le sceau de cette idéologie: les allocations familiales (qui sont peu élevées en Suisse), le faible développement des infrastructures de garde de la petite enfance, le système fiscal (qui, par le biais du quotient familial joue en défaveur du travail rémunéré des femmes) en sont des exemples. En Suisse comme dans la plupart des pays occidentaux, les femmes gagnent en moyenne entre 20 et 30% de moins que les hommes, ne serait-ce que parce que le revenu de la femme est considéré comme un salaire d'appoint ou complémentaire⁴⁵.

En conséquence, selon Janet Henshall, le travail domestique se présente comme un secteur de travail pour les émigrées, spécialement pour celles ayant peu de qualifications et pour les illégales⁴⁶. Selon Bridget Anderson, cela crée, en Europe et en Amérique du Nord, des hiérarchies raciales et des stéréotypes envers les immigrées et transfère ce conflit de genre aux relations entre l'employeuse féminine et l'employée

⁴³ Cf. *Ibid.*, p. 30.

⁴⁴ Cf. ROSENDE M., "Histoire du travail des femmes ou l'utopie de la femme au foyer" in www.espacefemmes.org, p. 15, juin 2003. Voir aussi ROUX P., *op. cit.*, p. 31.

⁴⁵ Cf. ROSENDE M., *loc. cit.* p. 12 et p. 14.

⁴⁶ Cette même chercheuse affirme qu'en Grande-Bretagne moderne, il y a plus de domestiques que de mineurs de charbon. Le fait d'avoir une bonne est devenue un symbole important du statut de la classe moyenne. Ainsi en est-il de l'exemple dans le Middle East (même quand peu de femmes travaillent en dehors de la maison), en Malaisie et dans quelques pays de l'Europe, où il y a une participation croissante de la femme dans le marché du travail. D'ailleurs, les professionnels travaillent beaucoup d'heures spécialement aux États-Unis et Grande-Bretagne. Ils ont moins de temps pour réaliser un travail non payé à la maison et ont donc besoin de flexibilité dans la garde des enfants. Cf. HENSHALL MOMSEN J., "Maids on the Move. Victim or Victor" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *op. cit.*, pp. 1-17 et HENSHALL MOMSEN J., "Conclusion future trends and trajectories" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *op. cit.*, pp. 301-304.

domestique⁴⁷. Il est possible de dire que la possibilité de leurs emplois dépend de la participation de la force de travail de réserve au sein du marché du travail de ces régions (soit les femmes mariées). Tandis que les femmes se trouvent motivées pour rejoindre la force de travail, les États de ces pays de destination ne prennent pas la responsabilité de la reproduction. En permettant l'importation des travailleuses domestiques immigrées, ils transfèrent la responsabilité de la reproduction aux femmes des pays moins développés avec moins de coûts⁴⁸.

Ces constatations sont confirmées par une étude réalisée dans la région de Zurich : une infrastructure insuffisante au niveau des crèches impose des obstacles aux femmes ayant des enfants pour pouvoir travailler ; beaucoup d'entre elles ne veulent plus ou ne peuvent plus se limiter au travail ménager. Étant donné que le marché du travail ménager privé ne peut pas être couvert par l'offre d'employées bénéficiant d'un permis, des employées domestiques mal payées, ne bénéficiant d'aucun droit sont considérées comme étant une solution éventuelle à ce problème. La Suisse officielle accorde tous les ans des quotas de nouveaux travailleurs étrangers ; toutefois, dans la distribution des quotas, le secteur de l'économie domestique n'est pas considéré comme un secteur économique à part entière et il n'est pas pris en considération⁴⁹.

Selon une étude du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs de Genève, le secteur domestique est le plus grand employeur de sans-papiers / employeurs atypiques puisqu'il s'agit de simples ménages, de familles communes de la bourgeoisie et de la classe moyenne. Il couvre environ les 3/4 (76.25%) des emplois occupés par ces personnes, les femmes étant représentées à 99%. À Genève, 4'200 enfants âgés de 0 à 4 ans n'ont pas trouvé de place dans une institution de la petite enfance -crèches, jardins d'enfants et garderies-. Par ailleurs, faute de subventions publiques suffisantes, le prix de placement en institution ou chez une maman de jour est prohibitif pour de nombreuses familles. Face au nombre grandissant de personnes âgées dépendantes, ne

⁴⁷ Cf. ANDERSON B., "Overseas domestic workers in the European Union" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *op. cit.*, p. 128.

⁴⁸ Cf. CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd.), *op. cit.*, pp. 51-52.

⁴⁹ Réseau de solidarité envers les femmes en situation illégale. Illégales mais indispensables : employées domestiques sans permis de séjour valide dans la région de Zurich, Éditions FIZ, Zurich, p. 8, p. 12 et p. 16. Cette solution permet aussi aux employeurs de différer les conflits sur la responsabilité (financière) de l'État face à la reproduction.

voulant on ne pouvant pas (faute de places) aller en établissement médico-social, la demande de main-d'œuvre féminin s'est accrue⁵⁰.

Ces études désignent le cadre dans lequel s'inscrit la migration des femmes du Sud pour la réalisation des tâches ménagères au Nord. Le contexte particulier de la Suisse se situe aussi dans ce paysage. Or, ce contexte est aussi modelé par la législation existant dans le pays d'immigration (c'est-à-dire la Suisse) qui va déterminer le type de statut que la femme ressortissante d'Amérique latine aura dans ce pays.

Être légalement inexistant-e

Être clandestine signifie être inexistante légalement. La loi fédérale suisse sur l'établissement des étrangers considère qu'est en situation irrégulière toute personne qui n'est pas titulaire d'une autorisation de séjour. Cette personne ne bénéficie d'aucun droit : elle n'a droit ni au travail ni au logement⁵¹. La personne sans-papiers, selon la législation nationale, est en situation non-autorisée en ce qui concerne 3 aspects: l'accès (si elle pénètre dans le pays illégalement c'est-à-dire sans avoir un visa valable), le séjour et l'exercice d'une activité dans le pays de réception.

Comment donc comprendre qu'une personne inexistante légalement (voire sans droit au travail ni au séjour) arrive à vivre sur le territoire suisse ? Comment arrive-t-elle à subvenir à ses besoins matériels (nourriture, logement, vêtements, etc.) ? Mais tout d'abord, comment se fait-il qu'elle se trouve sans-papiers ? Pourquoi viennent-elles -en sachant ou ne sachant pas qu'elles allaient être des sans-papiers- ? Avec quel type de projets ? Comment *découvrent-elles* la clandestinité ? Que font-elles face à cette réalité ?

En Suisse, la législation sur le droit des étrangers stipule que ne peuvent travailler sur le territoire helvétique que les personnes au bénéfice d'une autorisation de la police des étrangers. Un des objectifs de cette loi est d'assurer un rapport équilibré au sein de la

⁵⁰ Cf. Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, *Proposition du collectif de soutien aux sans-papiers pour une régularisation des travailleuses et travailleurs sans statut légal* in Dossier de presse, 27 Août, 2003, pp. 14-15 et p. 32.

⁵¹ Cf. *Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers* (LSEE), Berne, Chancellerie fédérale, 1997, voir art.1, 2, al.1. et 2.

composition de la population résidente, c'est pourquoi l'ordonnance limitant le nombre d'étrangers prévoit un système de contingence en ce qui concerne l'admission des étrangers exerçant une activité lucrative. Ce système comporte, sous réserve d'exceptions, des nombres maxima cantonaux respectivement fédéraux pour les divers types d'autorisations⁵².

C'est ainsi que la politique migratoire a été basée jusqu'à 1998 sur le modèle des 3 cercles⁵³. Ce modèle, qui prend comme critère la nationalité pour octroyer un permis de séjour a été fortement critiqué et qualifié de discriminatoire. Actuellement le nouveau modèle d'admission binaire prévoit l'octroi d'une autorisation initiale de séjour aux personnes qui exercent une activité lucrative seulement quand il s'agit des ressortissant de l'UE et de l'AELE (Association Européenne de Libre Échange). Des autorisations initiales s'octroient de manière exceptionnelle aux personnes provenant d'autres États: il doit s'agir de personnes hautement qualifiées qui sollicitent une autorisation pour la réalisation d'une activité déterminée d'une durée limitée.

Ce modèle n'a pas suivi de grandes modifications par rapport au modèle antérieur. Le critère de nationalité exerce encore une influence importante. Par ailleurs, beaucoup des femmes sont doublement désavantagées en ce qui concerne les possibilités d'obtenir un permis de séjour. D'une part, elles proviennent souvent des États non membres de l'UE ou de l'AELE, ce qui veut dire qu'elles ne recevront qu'exceptionnellement une autorisation de séjour qui leur permettra d'exercer une activité lucrative ; d'autre part, il convient de considérer la manière dont est structurée la société dans le pays d'origine : généralement les représentations stéréotypées du sexe (ou une vision très traditionnelle des rôles sexuels) empêchent, dans un grand nombre de sociétés, les femmes d'accéder au même niveau scolaire et de formation que les hommes. Autrement dit, le fait de

⁵² Cf. CARONI M., *Danseuses et candidates au mariage*, Lucerne, Éditions Caritas, 1996, pp. 42-43.

⁵³ Selon ce modèle le monde était divisé en 3:

- Un premier cercle comprenait l'Union Européenne et l'AELE (Association Européenne de Libre Échange). Pour ce cercle, la libre circulation des personnes était permise.
- Un deuxième cercle comprenait les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande (ainsi que les pays de l'Europe centrale et orientale). Une quantité restreinte de personnes pouvait être recrutée dans ce cercle.
- Un troisième cercle regroupait le reste du monde. Aucun recrutement n'était possible, sauf pour les spécialistes qualifiés.

privilégier le critère de la qualification professionnelle signifie que les femmes ont clairement moins de possibilités que les hommes d'être acceptées⁵⁴.

La législation existante limite, de cette manière, les possibilités des immigrées à acquérir un statut légal en Suisse. C'est dans ces conditions que la femme latino-américaine entre dans le territoire suisse ; autrement dit elle -ainsi que d'autres femmes provenant d'Afrique ou d'Asie- aurait de grandes chances de se retrouver en Suisse en ayant un statut non légal et avec très peu de chances de régulariser sa situation si ce n'est par le mariage avec un ressortissant suisse ou par le biais des études.

1.2. Partir simplement ?

Comme nous l'avons déjà indiqué, le contexte migratoire de départ se caractérise par une situation marquée par des inégalités sociales, économiques, culturelles, politiques qui affectent d'une manière différente la femme. La femme se retrouve doublement vulnérable en tant que femme et en tant que personne précarisée par le modèle néo-libéral et ses conséquences socio-économiques. Dans ce contexte, l'émigration considérée comme une stratégie de survie rend compte d'une participation active de différents secteurs de la population civile face à l'« *indifférence* » que certains États latino-américains pratiquent.

L'État face aux diverses contraintes de l'ordre de l'économie mondiale, répond peu aux besoins de la population en appliquant des politiques guère sociales ; en tout cas, les institutions par le biais desquelles ces types d'aides sont données, sont souvent hors de portée de la population ou alors ce sont les personnes les plus débrouillardes qui en bénéficient⁵⁵. Ainsi, étant donné que les gouvernements du Sud ne sont pas en mesure de répondre aux besoins de la population, celle-ci est poussée à se débrouiller d'une

⁵⁴ Cf. CARONI M., *op. cit.* p. 40.

⁵⁵ À Lima, par exemple, une enquête réalisée en 1993 montrait que seulement 4% de la population pauvre avait connaissance du FONCODES (Fondo Nacional de Compensacion y Desarrollo Social - Institution d'aide aux projet de développement local). Cf. HAAK R., "Políticas sociales en el Perú in *Paginas*, n° 126, avril 1994, pp. 11-27.

manière informelle afin d'assurer la survie, l'émigration internationale étant une de ces possibilités.

Cela se produit dans un contexte d'accès généralisé aux moyens d'information qui nivelle les attentes en matière de consommation ; ces attentes non satisfaites produisent une importante frustration auprès des couches sociales moyennes urbaines, surtout jeunes (dont le capital scolaire est plus important que celui de la génération précédente), couches de la population touchées par le chômage. À partir de là, il n'est pas étonnant d'imaginer qu'il y ait de plus en plus de personnes prêtes à émigrer pour chercher un futur meilleur⁵⁶.

À notre avis, *la non-présence de l'État dans le contexte latino-américain* incite le développement d'une certaine capacité à vivre au jour le jour sans trop planifier le futur. Étant donné l'enjeu de la survie, ces personnes doivent créer des réponses et par conséquence une certaine attitude d'indépendance par rapport aux institutions formelles dont elles n'attendent pas grand chose ainsi qu'une certaine *force* pour résister et faire face aux différentes situations contraignantes.

Ainsi, le citoyen latino-américain vit déjà, en quelque sorte, dans des situations de semi-légalité où l'informel a une prédominance sur le légal et où il est habitué à vivre sans l'État (qui apparaît, par contre, comme synonyme d'imposition, de déficience, de difficultés, etc.), le citoyen se *débrouille tout seul*, crée des ressources personnelles et des réseaux informels et développe d'une manière créative des stratégies pour s'en sortir. Nous voulons dire par là que la femme latino-américaine en Suisse amène avec elle différentes forces -ressources-, forgées dans un contexte difficile. Cela facilite, d'une certaine manière, l'émigration/immigration, étant donné que les réseaux -notamment à travers les chaînes migratoires- s'étendent vers d'autres pays (cf. théorie des réseaux chapitre 1, première partie).

Nous estimons que l'immigrée latino-américaine arrive dans le pays de réception avec une ressource préalable mobilisable : la capacité de vivre sans l'État, celle de la débrouillardise ; ressource, qui à notre avis, est importante pour comprendre la clandestinité vécue au quotidien. Sinon, comment comprendre que des centaines des

⁵⁶ Cf. DABERE O., *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997, p. 43.

femmes latino-américaines sans droit au logement, au travail, à la santé, aux assurances sociales, etc. puissent vivre en Suisse ? En effet, ces femmes, déjà dans leur pays d'origine, ont dû s'habituer à vivre au jour le jour sans attendre grand chose de la part de l'État.

L'extrait de témoignage suivant, celui de Li, une femme chinoise sans-papiers en France, peut être à cet égard illustratif. Elle nous renseigne sur les stratégies forgées dans le contexte de la Chine maoïste où toute initiative individuelle était strictement interdite ; c'est bien dans ce contexte que Li a puisé son art de la clandestinité. : « Dans ma famille, on a toujours fait du commerce. Quand j'étais enfant, ma mère vendait du vin de riz. Elle partait à la campagne avec, posé sur l'épaule, un bâton de bambou aux extrémités duquel étaient suspendus deux récipients de vin (...) *Li rit* : Justement : elle devait se cacher, comme moi ! »⁵⁷.

Le contexte latino-américain, où une sorte de semi-légalité cohabite avec la légalité, amène beaucoup de femmes latino-américaines -qui entament leur processus migratoire- à minimiser la clandestinité. Il nous semble que l'aspect de la clandestinité -en tant que réalité à vivre- n'occupe pas une place très importante lors de la décision d'émigrer. La notion de clandestin, illégal et sans-papiers reste vide et sans signification concrète comme cette femme nous le dit : « *cela n'était pas du tout important parce que je ne savais pas que le fait d'avoir des papiers était tellement important, qu'on avait besoin d'un certificat pour pouvoir travailler, pour gagner librement... je pensais que, comme dans nos pays, même comme à New York, les personnes travaillent même s'ils n'ont pas de papier. Ce n'est pas si dangereux comme ici, cela je ne le savais pas, je ne comptais pas sur ça ...* ».

L'existence d'une relation préalable de la migrante avec des membres de la famille ou des connaissances résidant en Suisse est également un élément important qui facilite l'émigration et le choix du pays de destination. Cette personne « contact » donne des informations à la migrante potentielle (et éventuellement de l'argent) pour réaliser le voyage⁵⁸. Même si dans une certaine mesure, cette personne avertit la nouvelle arrivée

⁵⁷ Extrait d'entretien cité par PORQUET J.L., *op. cit.*, p. 41.

⁵⁸ Cf. VAN BROECK A.M., "Les immigrés latino-américains sans documents" in LEMAN J. (éd.), *Sans documents. Les immigrés de l'ombre. Latino-américains, polonais et nigériens clandestins*, Bruxelles, Éditions De Boeck & Larcier, 1995, pp. 42-45 ; CHAVEZ L.R., *Shadowed lives. Undocumented*

du statut légal qu'elle aura et du type de travail qu'elle réalisera, cette information occupe une place marginale dans la décision face aux autres aspects tel que le mythe de l'« Eldorado » qui influence encore l'imaginaire par rapport à la réussite du migrant à l'étranger⁵⁹.

Cette relativisation produit, à la fois, le désir d'émigrer chez ceux qui sont restés : « ... tout le monde dit qu'ici c'est le bonheur, c'est la joie », « en Suisse la vie est jolie, on gagne beaucoup d'argent, il y a de l'argent partout, il y a des postes de travail partout... »⁶⁰. Cette image est alimentée par les signes extérieurs de réussite comme l'envoi d'argent, de cadeaux, de photos, etc. Ainsi, l'Europe est représentée comme symbole de « modernité », « progrès », « bonheur »; l'image de l'Europe est ainsi idéalisée et valorisée. Dans ce sens, le fait de venir en Europe est vu d'une manière positive ; la famille dans le pays d'origine verrait ainsi dans cet acte une manière d'augmenter son statut. Par ailleurs, les difficultés subies dans le pays d'immigration ne sont pas racontées clairement soit pour ne pas inquiéter la famille soit pour ne pas devenir source de honte.

Pour d'autres femmes latino-américaines, le statut de sans-papiers, dans la mesure où il se concevait comme momentané (les personnes s'attendent à obtenir un permis facilement) n'a pas pris beaucoup d'importance au moment de la décision : « j'ai toujours été consciente que quand on va dans un autre pays, il y a toujours la persécution... à la télé on le voit, il y a des programmes ... je ne suis pas venue avec les yeux fermés, je suis venue préparée psychologiquement, je savais à quoi j'allais m'exposer, je savais ce que j'allais vivre mais je n'aurais pas pensé que c'était si compliqué d'obtenir des papiers après ».

immigrants in American society, Texas, Éditions Harcourt Brace, 2^{ème} édition, 1998, pp. 137-138 ; PORQUET J.L., *op. cit.*, p. 29 et p. 251 ; SCHWAB M., *L'intégration non intégrée. Analyse de l'installation durable des migrants sans documents*, Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse), 2000, Mémoire de licence.

⁵⁹ À cet égard, une de nos interviewées disait : "...dans mon pays on entend parler de ceci : il y a beaucoup de gens qui partent parce que la monnaie est très basse dans mon pays alors un franc, un dollar c'est beaucoup ... beaucoup de gens dans mon pays pensent qu'en sortant du pays on est bien, on occupe un bon poste, etc. mais ce n'est pas comme ça..".

⁶⁰ Voir entre autres PORQUET J.L., *op. cit.*, p. 330 ; SIEWIERA B., "Les immigrés polonais sans documents" in LEMAN J. (éd.), *op. cit.*, pp. 80-81 ; NWOLISA E., "Les Nigériens sans documents" in LEMAN J. (éd.), *op. cit.*, p.114.

Il est important de faire remarquer qu'il y a des personnes (quoique minoritaires dans notre étude) qui arrivent effectivement sans savoir le statut qu'elles auront. C'est le cas de beaucoup de celles qui arrivent très jeunes avec leur mère sans être vraiment conscientes de ce qui les attend : « ...non, à vrai dire, on ne m'a pas dit que je devais me cacher, que j'allais avoir peur. Je suis venue accompagner ma mère, c'est seulement après que j'ai compris ce qu'il fallait vivre ici ».

Ainsi, nous pouvons déjà nous rendre compte du chemin de la « découverte » que ces femmes doivent faire une fois arrivées en Suisse par rapport aux notions de légalité/illégalité qui recouvrent des significations différentes dans le pays d'origine et dans le pays de destination : « j'imaginai que vivre sans-papiers était comme vivre dans mon pays, si je voyais une patrouille pour moi c'était égal et je me disais 'si on ne se met pas en problèmes, rien ne va arriver' mais non l'illégalité dans ces pays si ordonnés comme la Suisse a beaucoup de signification ». Mais il s'agit aussi d'une découverte par rapport aux nouvelles images identitaires que lui renvoie autrui : « c'est terrible, on vit comme un délinquant » et par rapport à la peur constante et au stress d'être renvoyée à n'importe quel moment : « ici on travaille et il faut s'enfuir ; dans mon pays, je voyais que la police poursuivait les délinquants mais c'était parce qu'ils cherchaient des problèmes, mais nous on travaille ! ».

Dans cette étape de l'émigration, il y a donc pour la femme sans-papiers, une sorte de déséquilibre entre le fait de savoir qu'elle allait être sans-papiers et la capacité de savoir qu'elle pourra maîtriser cette situation. Nous pouvons dire que la personne est en quelque sorte « responsable » de ce qui la « pousse » à partir mais pas de ce qui l'attend. En effet, la signification même de clandestinité ou de l'illégalité reste vide. Il s'agit plutôt d'une notion théorique et ce n'est qu'en étant en Suisse que l'immigrée sait ce que signifie le fait d'être une femme sans papier. Le concept de clandestinité peut bien se rapprocher, dans le contexte latino-américain, de celui d'informalité qui est pratique courante dans ce contexte⁶¹.

⁶¹ Par rapport à l'État, consulter entre autres : BRADFORD C. (s/s la dir. de), *Redéfinir l'État en Amérique Latine*, Paris, OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), 1994, p. 17 ; COUFFIGNAL G. (s/s la dir. de), *Réinventer la démocratie le défi latino-américain*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1992, pp. 116-123 ; TOURAINE A., "De l'État mobilisateur à la politique démocratique" in BRADFORD C. (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 55. Par rapport à l'informalité et aux stratégies consulter par exemple : DE SOTO H., *L'autre sentier. La révolution*

Par ailleurs, le fait d'émigrer signifie aussi un investissement personnel ou familial. Cela présuppose, entre autres, des emprunts, la vente de quelques objets afin d'obtenir de l'argent, des hypothèques ou encore le renoncement au travail. C'est un engagement que la personne fait vis-à-vis d'elle-même, de la famille ou de tierces personnes. Le fait d'émigrer à l'étranger (en Europe et plus spécifiquement en Suisse) pour les Latino-américaines n'est pas un simple voyage ou un voyage aller-retour : la distance géographique, l'utilisation de l'avion comme moyen de transport, le coût du billet d'avion sont, entre autres, des éléments qui montrent l'importance de ce voyage. En conséquence, le fait de rester dans le pays de réception pour 1 ou 2 an(s) au minimum est envisagé dès que la personne a pris la décision d'émigrer.

En outre, cette décision est souvent appuyée par la famille : « *Je remercie Dieu de pouvoir compter sur mon père. Il s'occupe de mes enfants. Cela me soulage beaucoup de pouvoir compter sur mon père* ». Cet appui peut être perçu au niveau du soutien direct ou indirect dans la réalisation du voyage. Comme nous venons de le voir le soutien apparaît dans la prise en charge des enfants (quand la femme qui émigre est mère) ou dans la participation au financement du voyage, dans les expressions de fierté à l'égard d'une fille ou d'une sœur présente dans tel ou tel pays ou à travers différents type d'encouragements et l'acceptation d'envoi d'argent. La personne qui décide de migrer pense qu'elle va réussir, qu'il s'agit d'un projet qui vaut la peine d'être entrepris.

Comme dans le cas de l'immigration algérienne en France où Abdelmalek Sayad parle d'un état de « disposition à l'émigration » pour les Algériens (c'est-à-dire de la transformation, à travers la colonisation, d'émigrés potentiels ou virtuels attendant d'immigrer)⁶², il convient de parler, pour le contexte latino-américain, du « racisme-ethnisme ». Selon Anibal Quijano, il s'agit d'un complexe social qui entre dans l'histoire du pouvoir à la fin du XV^e siècle au moment de la constitution de l'Amérique. Toute relation de pouvoir basée sur le complexe racisme-ethnisme renvoie à l'origine

informelle dans le tiers monde, Paris, Éditions la Découverte, 1994 ; CAMACHO A., "Informalidad politica. Movimientos sociales y violencia" in *Nueva Sociedad*, n° 106, 1990, pp. 36-37 ; REVESZ B., "Ciudadanos periféricos y demos dividido" in *Revista Andina*, n°2, diciembre 1993, pp. 271-289.

⁶² Cf. SAYAD A., *La Double Absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, op. cit., p. 104.

et au caractère colonial⁶³. L'Amérique latine d'aujourd'hui ne s'est pas libérée de cette colonialité du pouvoir au contraire, ce pouvoir a maintenu son caractère colonial dans tous les domaines sauf dans ses relations avec l'extérieur : « L'État, en un sens, s'est décolonisé, mais non la société »⁶⁴. Elle implique une inégalité naturelle entre les personnes mais aussi une légitimation des inégalités sociales et l'existence d'inégalités « naturelles », entre « races-ethnies » différentes puisque, par définition, certaines sont « supérieures » à d'autres, « racialement » ou « ethniquement » ou selon ces deux critères⁶⁵. D'où une certaine disposition à l'émigration, d'où des expressions de fierté d'avoir des membres de la famille dans un pays européen, d'où un encouragement indirect de part de la famille et de l'entourage social.

Partir avec des projets

Dans l'objectif de situer la période antérieure à l'immigration, voire l'étape de l'émigration, nous voulons maintenant nous tourner vers les projets migratoires des personnes concernées. Nous nous concentrerons donc sur la personne même du migrant qui prend des décisions dans un contexte déterminé. Dans ce sens, nous allons voir que les conditions macro-sociales seront évoquées par les femmes interviewées comme influençant leurs décisions. En effet, ces décisions sont prises dans un contexte social, économique, culturel, politique et de genre déterminé, et elles n'acquièrent de sens que dans la mesure où elles sont insérées dans ce contexte.

Pourquoi les femmes latino-américaines sont venues en Suisse? Qu'est-ce qui les a incité à tenter l'expérience migratoire ? Les femmes interviewées évoquent différentes raisons quant au fait de partir. Les *raisons*, un *ailleurs prometteur*, un *idéal de vie* et des *aspirations* se mettent en relation pour donner lieu aux projets migratoires. Divers types de projets ont été identifiés à partir des objectifs que la femme latino-américaine

⁶³ Ce même auteur affirme que la colonialité du pouvoir est plus complexe ; elle inclut les rapports seigneuriaux, le *familismo* (jeux d'influence fondés sur les réseaux familiaux), le clientélisme, le *compadrazgo* (copinage) et le patrimonialisme dans les relations entre le public et le privé, et surtout entre la société civile et les institutions politiques. Cf. QUIJANO A., "Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine" in BEJAR A. & alii, *Amérique latine. Démocratie et exclusion*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, pp. 94-95.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 98.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 96.

envisage de réaliser en émigrant vers la Suisse. Ces objectifs ne sont pas différents de ceux d'autres types de migrants (notamment des migrants économiques ayant un statut légal), ce qui va les différencier, c'est plutôt les possibilités de concrétiser leurs projets dans le temps imparti prévu et dans les conditions souhaitées. En effet, la clandestinité réduit le marge de manœuvre des immigrées ; celles-ci doivent élaborer des conduites appropriées pour accomplir leurs projets migratoires, ce qui implique, dans un premier temps, de pouvoir « assurer » la continuité sur le territoire helvétique sans être renvoyée.

Isabelle Taboada-Leonetti et Véronique de Rudder-Paurd définissent, selon le but à atteindre, 4 types de projets⁶⁶ : projet économique, de promotion économique et sociale, projet imprécis ou absence de projet, projet d'enracinement. Pour les immigrées sans-papiers, ce sont ces mêmes types de projets qui se profilent. Véronique de Rudder-Paurd, en considérant la variable temps, identifie encore 4 types de projet : le projet « court » (2 ans), le projet de retour à moyen terme (3 à 7 ans), le projet de retour à long terme ou d'installation définitive (futur trop lointain, trop abstrait) et le projet de durée indéterminée (indécis)⁶⁷. Nous allons définir les projets pour les femmes latino-américaines en utilisant ces deux variables : buts à atteindre et temps envisagé pour rester en Suisse.

Projet économique / familial

Un projet économique /familial est celui qui est dirigé vers l'épargne d'argent pour améliorer les conditions de vie de la famille. Il s'agit de l'investissement que la famille fait à travers l'immigration d'un de ses membres (notamment la femme) dans un pays étranger. Parmi ces objectifs économiques, figure la satisfaction de différents besoins de la famille restée au pays d'origine : soit le fait de subvenir à l'éducation des enfants, de payer des dettes, de construire une maison propre ou d'établir un petit commerce et

⁶⁶ Cf. TABOADA-LEONETTI I., "Le projet de migration. La nature du projet de migration et ses liens avec l'adaptation" in *L'année sociologique*, volume 26, 1975, pp. 107-123 ; DE RUDDER-PAURD V., "Des projets aux aspirations. Les immigrés et leur logement en France" in *L'année sociologique*, volume 26, 1975, pp. 125-151.

⁶⁷ Cf. DE RUDDER-PAURD V., *loc. cit.*, pp. 133-134.

d'avoir une indépendance économique pour le futur. Ce projet est généralement envisagé pour une période courte de 2 à 3 ans.

Les femmes qui mènent ce type de projet sont des mères de famille, mères célibataires ou filles de famille ayant pour « mission »⁶⁸ d'envoyer de l'argent régulièrement à leurs parents, à une membre de la famille -qui souvent prend en charge les enfants de la mère migrante -s'il s'agit des mères célibataires, cf. chapitre 1, deuxième partie- ou à leurs maris afin, d'une part, de rendre l'argent emprunté pour la réalisation du voyage et, d'autre part, de participer au budget familial de la famille restée dans le pays d'origine.

Deux groupes des femmes ont été identifiés :

Femmes avec éducation primaire ou secondaire : Il s'agit de mères de famille entre 40 et 50 ans, en provenance d'un milieu social pauvre avec un niveau d'éducation relevant de l'école primaire ou secondaire. Elles ont travaillé durant leur adolescence en faisant le ménage, en gardant des enfants, ou bien en ayant un petit commerce ou petite place dans le marché. Dans le pays de réception, soit elles sont avec leur familles (partenaire et enfants), soit elles se retrouvent seules avec des enfants restés dans le pays d'origine. Le fait d'être en Suisse signifie déjà la possibilité de surmonter de grandes difficultés économiques et donc une première « réussite » (étant donné qu'elles considèrent cette possibilité comme n'étant pas donnée à tous) : « *Je suis venue parce que je voulais donner quelque chose de meilleur à mes enfants, qu'ils aient quelque chose dans leur futur, qu'ils puissent se défendre, qu'ils puissent étudier* ».

Femmes avec un niveau d'éducation plus élevé : Il y a un autre groupe de femmes plus jeunes, en provenance d'une couche sociale moyenne/basse avec une formation

⁶⁸ Abdelmalek Sayad, pour décrire le processus de l'émigration/immigration algérienne en France, utilise la figure des trois "âges" de l'émigration, chaque âge étant caractérisé par un mode de génération distinct de l'émigration et une "génération" différente d'émigrés. Ainsi, le premier *âge* est une émigration par ordre : le paysan était mandaté par sa famille et plus largement par la société paysanne pour une mission bien précise et limitée dans le temps, celui-là, malgré l'exil, continuait à vivre et penser en véritable paysan. Le deuxième *âge* de l'émigration, "la perte de contrôle", était caractérisé par l'acte d'un individu agissant de son propre chef et pour son propre compte, l'émigration devenait une entreprise individuelle dépouillée de son objectif initialement collectif. L'émigré devait subvenir aux besoins alimentaires de la famille laissée au pays: les mandats sont réguliers, souvent mensuels, calculés pour couvrir les besoins identifiables et prévisibles. Le troisième *âge* de l'émigration : une "colonie" algérienne en France, caractérisée par l'émergence d'une communauté algérienne en France. Cf. SAYAD A., "Les trois âges de l'immigration algérienne en France" in *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 1977, n°15, pp. 61-79.

supérieure (entre autres secrétaire ou étudiante à l'université) ou occupant un poste dans l'administration publique. Ces femmes ont des enfants dans le pays d'origine ou elles sont célibataires avec la responsabilité d'aider leurs parents. C'est le cas des familles ou des femmes frappées par la crise économique qui subissent de l'insécurité quant au fait de trouver un emploi ou quant au fait de continuer leurs études à cause de la fragilisation des revenus familiaux, ces personnes ont un poste non fixe avec des salaires très précaires et ne peuvent pas donc faire face aux différents besoins : *« Je me sentais mal de me voir dans une situation aussi critique. Je ne pouvais rien acheter pour moi parce que mon salaire était destiné à payer la dette de la famille. Je m'étais dit en travaillant à l'étranger, j'enverrai de l'argent pour payer la dette de la famille et pour que ma sœur puisse faire des études ».*

Finalement, il est pertinent de remarquer que, même si le projet migratoire est économique et familial, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'éléments de type personnel qui s'y mêlent surtout quand il s'agit de femmes plus jeunes. C'est ainsi que ces femmes expriment également le fait de vouloir atteindre des objectifs personnels tels que : « découvrir », se rencontrer avec elles-mêmes, étudier ou épargner de l'argent pour ne pas dépendre de leur famille en cas où elles rentreraient au pays. Ces objectifs d'ordre personnel vont aussi être trouvés dans le projet indéterminé -cf. ci-après-. L'âge apparaît comme un élément important qui influence les objectifs, les comportements et, d'une certaine manière, le type d'adaptation de la personne : *« Tout ce temps que je vais être ici, je n'aimerais pas seulement travailler mais j'aimerais aussi connaître, épargner un peu d'argent pour moi et étudier quelque chose ».*

Projet indéterminé

Ce projet est, comme son nom l'indique, imprécis au départ : ni les buts migratoires ni la durée du projet ne sont clairs. Il est caractérisé par l'existence de conditions incitant au départ : société machiste, besoin de rupture avec le milieu d'origine, etc. ou le fait que la personne ne soit pas intervenue directement dans la décision migratoire (enfants qui viennent avec les parents). Il s'agit moins d'un but de migration que d'une contrainte, motivation ou condition favorable au départ. Deux types de projets

indéterminés sont distingués : projet d'aventure et de découverte, et projet d'émancipation familiale/sociale.

D'aventure, de découverte :

Il s'agit de personnes qui sont arrivées avec un projet migratoire qui n'était pas défini et c'est sous les termes de « connaître » et de « mûrir » que les objectifs migratoires sont exprimés : « *J'avais de la curiosité, je pense que quand on est jeune, ça nous plaît que les autres disent qu'on est à l'étranger et alors on part, s'il n'y a rien qui t'attache et si tu es libre, pourquoi pas ?* ». Il s'agit d'explorer les nouvelles possibilités dans le pays de réception, c'est-à-dire, d'avoir un autre type d'expérience, de voyager, de sortir de la maison de ses parents, de visiter la Suisse, de faire des études et/ou d'apprendre une autre langue ou simplement de mûrir. Ainsi, il s'agit d'expérimenter l'aventure et de tenter sa chance : « *Je ne savais pas si je venais pour un mois, deux ou trois ; non, je n'avais pas pensé à une période. J'ai profité du fait que j'avais des épargnes et donc je me suis dit 'je vais partir, je vais connaître un autre pays'* ».

Cela concerne de jeunes femmes, célibataires, qui n'ont pas la responsabilité directe d'envoyer de l'argent à leur familles, dans la plupart des cas, sans partenaire dans leur pays d'origine et qui viennent d'une couche sociale moyenne ou moyenne-basse. Elles ont fait ou faisaient des études universitaires ou suivaient une formation de secrétaires par exemple. Elles travaillaient dans une école, dans de petits commerces comme vendeuse pour financer leurs études ou dans une banque : « *Je suis venue parce que mon poste de travail n'était toujours pas fixe même après dix ans de travail. Mon chef me disait 'il faut attendre, il faut avoir patience'. J'en avais marre et je m'étais dit 'je n'attends plus, ma vie, ma jeunesse sont en train de se couler. J'avais 35 ans et j'étais triste parce que je ne voyais pas que, dans mon pays, il y avait un futur pour moi'* ».

D'émancipation familiale/sociale :

Il s'agit pour certaines femmes d'aller vers la quête d'indépendance familiale. Dans une société patriarcale où la fille est sous la responsabilité du père et où ce n'est que par mariage qu'elle pourra sortir de la maison du père, la migration donne à la femme célibataire la possibilité de s'éloigner et de se libérer de l'ambiance familiale et de pouvoir prendre ses propres décisions : *“ Je viens d'une famille traditionnelle ... ce que j'avais étudié, je l'avais fait parce que c'était une tradition, dans la famille, d'étudier.. moi, en venant en Suisse, je cherchais mon indépendance ”*.

Pour d'autres femmes c'est le besoin de s'éloigner d'une société étouffante, machiste et dévalorisante qui motive l'émigration : *« femme professionnelle avec 32 ans; bravo! mais tu dois te défendre; ne laisse pas ton travail parce que tu n'en trouveras pas un autre; étant donné que de 20 à 30 ans tu as l'opportunité de trouver un bon emploi, après c'est difficile. Donc, première étape, tu as réussi; deuxième: la pression commence par le fait d'être femme: quand vas-tu te marier? comment vas-tu te marier? tu n'as pas un copain? !, mais il faut se presser tu n'as pas 20 ans ... »*.

La pression, dans les deux cas, est donc asphyxiante et la femme éprouve le besoin d'une coupure, celui de connaître une autre société où la place de la femme est importante et où elle peut devenir indépendante. Il s'agit en général de jeunes femmes, célibataires, ayant une formation universitaire et provenant d'une couche sociale moyenne. C'est l'existence d'une société machiste et patriarcale déterminant des relations inégalitaires de pouvoir entre homme et femme qui est ressentie par certaines femmes comme indésirable voire insupportable.

De ce fait, nous avons ainsi repéré le témoignage d'une femme qui a eu comme contrainte principale quant à son départ la nécessité de fuir une situation de violence dans la famille. Dans ce cas, les caractéristiques personnelles sont les suivantes : femme d'âge adulte (49 ans au moment de départ), mariée, ayant une profession, provenant d'une couche sociale moyenne-supérieure, avec des enfants d'âge adulte⁶⁹ : *« Au (...), c'est mon mari qui avait la force, l'argent et le pouvoir et moi, comme femme sud-américaine je devais me soumettre à la volonté de l'époux, du chef de famille, du*

macho. La seule solution était de m'éloigner, de mettre de la distance et quand je suis venue en Suisse, je ne voulais plus retourner au (...) jusqu'à ce que je sois suffisamment solide. J'avais peur de rentrer parce qu'il était violent ... ».

Absence de projet :

C'est le cas de personnes mineures qui sont venues avec leurs parents. Ce ne sont pas elles qui ont pris la décision directe d'émigrer en Suisse, elles n'ont donc fait aucune démarche pour venir en Suisse mais ont plutôt subi la décision de leurs parents (notamment de leur mère) : « *Je suis venue accompagner ma mère quand j'avais 13 ans et on m'avait dit d'étudier ici et cette idée m'a plu ...* ». Nous avons seulement interviewé un cas qui entrait dans cette catégorie, ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y ait pas beaucoup de femmes dans cette situation. Au fur et à mesure que le séjour se prolonge, les parents font venir leurs enfants. Ceux-ci se scolarisent en Suisse jusqu'à un certain point. Ces enfants devenus adultes en Suisse se retrouvent sans perspectives majeures et déracinés de leurs pays d'origine⁷⁰.

*Projet d'études*⁷¹

Il s'agit de jeunes femmes, célibataires, qui viennent d'un milieu où les études sont très valorisées. Elles viennent d'une couche sociale moyenne/basse ou moyenne/supérieure. Leurs parents exercent souvent des professions ayant nécessité des études supérieures telles que physiothérapeute ou ingénieur civil⁷². Toutefois, en raison de problèmes familiaux (crise économique, séparation, divorce dans la famille), les parents ne pouvaient plus financer les études : « *mon objectif était d'étudier, d'aller à*

⁶⁹ Cette femme est venue avec sa fille cadette, qui avait 13 ans à l'époque. Les autres enfants étaient déjà indépendants (mariés avec des charges familiales, etc.).

⁷⁰ Consulter par exemple SANCHO B., *Les enfants de l'ombre*, Lausanne, Éditions La Passerelle, 1992.

⁷¹ Correspond au projet nommé *Projet de promotion professionnelle et social* de Isabelle Taboada-Léonetti. Nous avons préféré le nommer simplement *Projet d'études* parce qu'il nous semble qu'il n'y a pas vraiment une promotion qui se fait étant donné qu'il s'agit de filles faisant déjà des études universitaires dans leur pays d'origine (mais qui pouvaient difficilement être poursuivies en raison des conditions économiques du pays). Dans le pays d'immigration, ce projet est difficile à accomplir étant donné les difficultés à valider leurs études dans le nouveau contexte. Ce sont plutôt les femmes elles-mêmes qui parlent du projet d'études.

⁷² Il y avait également une personne dont le père avait terminé ses études secondaires et travaillait en tant qu'indépendant dans une petite entreprise de confection de chaussure.

l'université. Je sais qu'en ayant une formation on peut s'en sortir, on devient quelqu'un dans la société ».

Dans quelques cas, ce désir de partir répond au besoin de la fille-même qui a l'impression de perdre son temps face à l'impossibilité d'avancer dans ses études du fait des raisons contextuelles relatives au pays d'origine : *« Je suis venue parce que je voulais finir mes études Je faisais l'université mais différentes circonstances comme le terrorisme, les problèmes économiques, les grèves, etc. ne me permettaient pas de continuer ».*

Ces femmes pensaient qu'il était possible de travailler et d'étudier en même temps. Elles n'avaient donc pas la responsabilité directe d'envoyer de l'argent à leurs parents. Leur durée de séjour n'est pas non plus exprimée clairement mais nous pouvons supposer que ces femmes imaginent rester en Suisse pour une période de 3 à 5 ans, le temps pour elles de faire des études en Suisse.

Il est important de mentionner que, dans le contexte latino-américain, le fait d'étudier (comme moyen de mobilité sociale) est une référence importante. Marguerite Bey⁷³ affirme que, pour le contexte péruvien, le travail et les études font parti d'une idéologie appelée « progressiste », autrement dit, les personnes cherchent par ces moyens une ascension économique et sociale spécialement pour les enfants pour qu'ils atteignent ainsi un « futur meilleur ».

Les projets de départ dans le pays de réception vont subir des changements étant donné qu'il faut les adapter aux circonstances réelles. Comme Isabelle Taboada-Leonetti l'affirme, même si le projet initial oriente longtemps le comportement du migrant, divers facteurs peuvent influencer sur son évolution. Les projets de départ se trouvent confrontés aux réalités de l'émigration à savoir: l'emploi, le logement, l'attitude de la

⁷³ Une des valeurs des couches moyennes latino-américaines concerne les formations universitaires. Les parents attendent de leurs enfants qu'ils aient une formation universitaire qu'ils n'ont eux-mêmes pas pu faire. L'image de s'en sortir, d'être quelqu'un dans la société, d'avoir de la valeur par le biais des études est très présente dans le contexte latino-américain. Cf. BEY M., "Quelques réflexions sur la continuité entre villes et campagnes" in *Mutations sociales et articulations des espaces ruraux et urbains*, Paris, Éditions Cahiers du GEMDEV (Recherches francophones sur les dynamiques des Tiers Monde), n° 21, 1994, p. 131.

population du pays de résidence, le dépaysement, etc⁷⁴. Plus concrètement, pour les émigrés latino-américains, la clandestinité est aussi une nouvelle réalité de l'émigration.

Face à ces réalités, les projets évoluent et les objectifs migratoires initiaux ne sont pas atteints dans le temps prévu : « *durant la première année on ne fait pas largement parce qu'il y a beaucoup de problèmes ; la vie ici est très chère, comme on gagne, on dépense* ». Dans un premier temps, il s'agit plutôt d'assurer la survie en tant que personne sans statut légal : « *Le problème c'est trouver un travail et pour cela tu dois parler la langue sinon on te paie très peu...Il est très difficile d'avoir un logement : il faut avoir des relations, des contacts, etc. autrement c'est très difficile* ». Mais encore le fait d'être en Suisse implique la séparation et l'éloignement des proches et donc une période d'instabilité émotionnelle : « *Je pleurais tous les jours.. j'avais laissé mes parents, mes enfants...* ».

Les premières mois représentent, selon les personnes interviewées, une période assez dure : il n'est pas facile de trouver du travail aussi rapidement qu'il était envisagé ; l'argent que la personne avait apporté s'en va ; si la personne trouve un travail, elle gagne peu ; la méconnaissance de la langue, le fait de ne pas avoir un logement, de ne pas avoir de revenus pour se faire soigner, de ne pas avoir de la nourriture, le sentiment de nostalgie à l'égard de la famille restée au pays d'origine, les contraintes quant à l'envoi d'argent, au paiement des dettes, au fait de téléphoner à la famille et dans quelques cas le fait de ne pas pouvoir être sincère pour ne pas inquiéter la famille sont relevés : « *Je dois faire semblant que tout va bien, même si tous les jours je pleure parce qu'il y a seulement 2 mois que je suis en Suisse. Ma famille me manque beaucoup* ».

Comme nous l'avons déjà indiqué, le fait de connaître quelqu'un dans le pays d'immigration est un élément important pour expliquer la migration latino-américaine en Suisse. Nous avons constaté que presque toutes les femmes interviewées avaient un-e membre de la famille, une connaissance ou une amie qui les avaient aidées à venir en Suisse. Dans un premier temps, c'est cette dernière qui fait l'intermédiaire avec le nouveau contexte.

⁷⁴ Cf. TABOADA-LEONETTI I., *loc. cit.*, p. 117.

Pour la personne qui vient en ayant une connaissance dans le pays de réception, le problème du logement et de la nourriture est provisoirement résolu. Ceci crée une situation de dépendance qui aboutit quelquefois, après une période de quelques semaines, aux situations problématiques et tendues à des disputes qui produisent la séparation, un éloignement « violent » ou « amical ». Ceci dévoile les problèmes concrets que suppose la clandestinité notamment l'impossibilité d'avoir un logement ou le fait de ne pas parler la langue ou de ne pas bien connaître la manière de se débrouiller en tant que sans-papiers. De plus, cette rupture est accompagnée du sentiment de solitude et de déception étant donné que la personne contact représente souvent un certain appui émotionnel. Il faut dire que cette rupture se fait durant les premiers mois de séjour en Suisse : *« J'ai habité avec mes cousines. Elles avaient leurs copains et moi, j'étais comme une intruse. Après quelques temps, on a commencé à avoir des problèmes »*.

Certes, dans le travail, de multiples difficultés peuvent se présenter telles que des abus, de la maltraitance, des paiements irréguliers ou simplement l'absence de paiements, la peur d'être dénoncée par ses patrons, des limitations quant au fait de changer de travail, etc. C'est ainsi que la première expérience est normalement définie comme mauvaise et les personnes interrogées expriment que les pires patrons qu'elles pourraient avoir sont des hispanophones. Il y a d'ailleurs le sentiment de perte de statut social (faire du travail de ménage) qui est vécu plus intensément durant cette première période.

Selon les différentes typologies de projets migratoires, différents auteurs⁷⁵ affirment qu'au début les immigrés, en concevant leur séjour dans cette société comme provisoire, ne prêtent pas trop d'attention à leurs conditions de vie dans la société de résidence. Cependant, au fur et à mesure que le temps passe, le projet de retour devient difficile à réaliser étant donné la pression d'assurer la survie dans le présent. Ainsi, les projets, tels qu'ils étaient conçus au départ, ne peuvent pas se réaliser d'emblée. Au contraire, les

⁷⁵ Johan Leman fait une division entre immigrant illégal cherchant du travail ("migrant employment illegality") et immigrant illégal cherchant résidence ("migrant residence illegals"). Selon cette division, Leman affirme que l'immigrant illégal cherchant résidence dirigera son attitude en termes d'intégration. Ainsi, l'immigrant illégal cherchant résidence tentera par tous les moyens de régulariser sa situation. Cf. LEMAN J., "Undocumented migrants in Brussels : diversity and the anthropology of illegality" in *new community*, volume 23 (1), pp. 25-41. Voir également TABOADA-LEONETTI I., *loc. cit.*, pp. 107-123.

femmes latino-américaines doivent réadapter leurs projets selon les conditions concrètes et actuelles de leur séjour en Suisse. C'est donc dans le cadre de la clandestinité qu'elles doivent réinventer le contenu de leurs projets tout en essayant de les ré-ordonner harmonieusement.

Nous avons commencé ce chapitre par la mise en perspective de certaines études nous aidant à dresser un panorama de la migration des femmes du Sud vers le Nord, tout particulièrement en Suisse. Ainsi, nous avons voulu décrire le contexte dans lequel les projets migratoires des femmes latino-américaines naissent. Il nous semble particulièrement important de considérer la perspective de genre dans l'analyse des ces projets migratoires. Comme nous l'avons vu, la prise en compte du statut, des rôles qu'on assigne aux hommes et aux femmes, des attentes qu'on porte vis-à-vis des hommes et des femmes, des comportements « permis » et « non permis » pour un homme et une femme s'avère fondamentale pour comprendre la mobilité des femmes.

En Amérique Latine, le modèle idéal de famille est celui de la famille patriarcale, qui attribue aux femmes les tâches reproductives et aux hommes les tâches productives. Dans les faits, la réalité est bien plus complexe. En effet, cette image idéale de famille ne tient plus la route dans un tel contexte où, comme nous l'avons vu, au minimum le quart des foyer -et même la moitié en Amérique Centrale- ont comme chef de famille une femme. Ces femmes, se confrontant au risque majeur d'être pauvre, seraient plus impliquées dans les processus migratoires. Nous avons également vu que beaucoup de femmes amènent leurs enfants avec elles et que d'autres les laissent sous la responsabilité de leur parenté dans un premier temps pour les faire venir ensuite (cf. troisième partie).

Cette idéologie patriarcale exerce une influence majeure dans les mœurs en Amérique latine. D'une part, certains concepts (tels que la maternité, les tâches domestiques acceptées comme devant être réalisées par les femmes, la proximité de la famille, le fait de garder des liens, etc.) acquièrent une grande importance pour la vie des femmes. D'autre part, cette idéologie est assumée d'une certaine manière par l'homme mais elle acquiert surtout des connotations machistes, ce qui implique que l'homme peut avoir des enfants de beaucoup de femmes sans se responsabiliser. Ceci

contraste avec les attentes de la société envers les femmes (comme celles d'être une bonne mère et/ou une bonne fille).

Ainsi, dans le cas de la migration, cela va influencer la mobilité et les dépenses que ces femmes. En conséquence, ainsi que les études mentionnées dans la première partie de ce chapitre et notre recherche le confirment, les femmes migrantes aussi longtemps qu'elles sont célibataires (et même quand elles sont mariées mais dans une importance moindre -cf. projet économique familial-), se sentent dans l'obligation morale de n'oublier ni leurs parents ni leur famille (être « bonne fille »⁷⁶). Les femmes migrantes sont ainsi plus attachées (en termes de proximité et d'affection) envers leur famille et de ce fait plus engagées que les hommes dans le maintien de liens avec leur famille dans le pays d'origine (fait de téléphoner régulièrement, d'envoyer de l'argent, des cadeaux, etc.).

Dans notre recherche, nous constatons également l'importance de la maternité dans l'émigration de ces femmes. En tant que femmes mères de famille ou mères célibataires, elles sont en Suisse pour leurs enfants, pour leur donner la possibilité d'avoir un futur meilleur. C'est la présence des enfants qui exerce une influence centrale ; cette présence leur donne une reconnaissance sociale que ce soit dans le pays d'origine ou dans le pays de réception, ce qui leur donne également du courage pour s'en sortir dans des situations difficile en Suisse. Comme nous le verrons dans la troisième partie de cette thèse, le fait d'accomplir le rôle de mère acquiert souvent des connotations de sacrifice.

Nous trouvons également, parmi la population interviewée, des femmes impliquées dans des projets d'émancipation sociale / familiale et dans des projets imprécis décrits par les verbes : « mûrir » ou « connaître ». Cela ne cache que le désir de devenir indépendante en termes de décisions et de mode de vie. Comme ces femmes l'ont exprimé dans leur projet d'émancipation sociale / familiale, l'émigration et le travail dans le pays de réception leur donnent la possibilité d'atteindre une indépendance sociale et économique. Le fait d'échapper à des relations sociales patriarcales et au contrôle familial ainsi que de subir une mobilité économique, motivent beaucoup de

⁷⁶ Ceci est à mettre en lien avec les conditions économiques dans le pays d'origine. Dans une société où il n'existe pas de sécurité sociale pour tout le monde, ce sont les enfants qui doivent s'occuper de leurs parents.

femmes à émigrer -et plus tard à prolonger leur séjour voire à rester dans le pays de réception-.

L'émigration des femmes latino-américaines est en lien direct avec la possibilité de trouver du travail en Suisse. La demande pour le travail domestique en Suisse semble augmenter étant donné le manque d'infrastructure pour la garde des enfants et des personnes âgées. La participation croissante de la femme, spécialement celle de la femme mariée dans le marché du travail (dualité carrière/famille) est possible dans la mesure où se trouve un(e) remplaçant(e) qui accomplit le rôle domestique attribué à la femme. Comme diverses études –mentionnées ci-dessus- l'ont mis en évidence, l'économie du foyer repose sur l'employée domestique étrangère, qui est maintenant la remplaçante payée à bas prix, ce qui évite des conflits au niveau de partage des rôles avec le partenaire et les enfants, et au niveau du rôle de l'État en ce qui concerne le financement des politiques publiques en matière de garde des enfants.

Chapitre 2

Rester en tant que femme sans-papiers

Différentes situations, conditions, éléments et/ou processus entraînent d'une manière directe et indirecte la prolongation du séjour. Si certaines femmes, par un travail de réflexion et de mobilisation des diverses ressources, peuvent concevoir une *logique de retour*⁷⁷ à court terme, pour d'autres le fait de retourner n'est possible qu'après 2 ou 3 ans (le temps nécessaire pour rendre l'argent emprunté pour le voyage et pour retourner au moins avec « quelque chose »). Pour ces femmes, le séjour en tant que sans-papiers se prolonge et le provisoire continu ne fait que s'installer dans l'instabilité.

La logique du retour suppose un travail de réflexion où la personne essaie de son mieux de se réadapter aux circonstances contraignantes, de les retravailler et de les intégrer dans une expérience qui est considérée comme enrichissante dans la mesure où elle sera vécue pour une période limitée et dans laquelle le retour s'envisage prochainement (quelques mois). La variable temps semble avoir une influence : afin d'éviter une « installation provisoire », le temps de séjour en Suisse devrait être suffisamment court (une année ou un peu plus). Le retour n'est pas considéré comme un échec ; en effet l'expérience est reconstituée d'une manière positive : la personne pense avoir atteint ses objectifs en lien avec son épanouissement personnel (avoir du temps pour soi, voyager, élargir son univers (« *je sais que le discours social de ma société va être encore contre moi mais ça n'est pas important, c'est un problème minuscule...* »)).

Le retour semble être l'apanage de personnes ayant un projet individuel et qui n'ont pas de charges familiales. Il suppose également le fait de compter sur des ressources telles qu'une solide formation universitaire, un réseau social important ou autre, qui seraient mieux utilisées et adaptées dans le pays d'origine (« *j'ai mon niveau dans mon*

⁷⁷ Nous n'avons identifié qu'un seul cas dans ce type de logique. Il convient d'indiquer qu'il s'agissait d'une femme provenant d'une classe sociale moyenne étant venue en quête d'indépendance sociale. De ce fait, son but n'est pas que de travailler et d'épargner mais aussi de faire des choses cohérentes avec ses intérêts (visiter des cercles féministes, faire des voyages -ce qui implique le fait de compter sur un passeport qui lui permettra de sortir et d'entrer en Suisse sans visa). Cet investissement est compatible avec le fait de maintenir des liens avec le pays d'origine : se renseigner sur la situation du pays, lire le journal, etc.

pays, parce que là-bas j'ai grandi, j'ai fait ma carrière, je parle la langue. J'y ai beaucoup plus d'avantages ») ainsi qu'avec le fait de maintenir des liens avec le pays d'origine (se renseigner sur la situation du pays, lire le journal, etc.). Cette expérience est vécue comme une parenthèse dans la vie et non comme un projet de vie ; il y a une incompatibilité entre projet de vie et clandestinité. C'est pour cela que la sortie ne s'envisage qu'en retournant au pays d'origine, étant donné que c'est plutôt là-bas que le futur se dessine (« *ici, mon futur est celui de nettoyer* »).

Pour les femmes qui restent en Suisse, il s'agit, dans un premier temps, de faire face à cette nouvelle réalité en essayant tout d'abord de mettre sur place des stratégies adaptées afin de pouvoir rester sur le territoire helvétique sans être renvoyées, c'est-à-dire d'apprendre l'art de vivre dans la clandestinité et les différentes manières de se débrouiller pour assurer leur survie. Ces femmes doivent ainsi créer un mode de vie capable de reproduire leurs conditions de vie en tant que «clandestine» mais aussi leur permettant de pouvoir réinventer leurs objectifs migratoires et de les accomplir. Or, le fait d'être sans-papiers implique également la mise en place de stratégies identitaires permettant de résister aux images identitaires négatives liées à la clandestinité.

Par ailleurs, pour certaines femmes le fait de tenter sa chance, d'essayer d'accomplir son projet, de voir ce qui se passe au minimum pendant une année ou deux (« *aussi longtemps que je n'arrive pas à payer la dette, je n'aimerais pas retourner dans mon pays* »), les pousse, dans un deuxième temps, à faire des investissements symboliques, d'énergies, de temps, etc. La construction d'un cadre « stabilisateur », l'évolution des projets migratoires, le fait de se sentir plus à l'aise en tant que femme et de s'être habituée à la vie en Suisse sont des aspects qui repoussent la décision de retourner dans le pays d'origine. Ainsi, le séjour se prolonge... Dans le présent chapitre, nous allons approfondir ce que signifie le fait d'être sans-papiers tant au niveau social qu'identitaire. Malgré tout (malgré le fait de ne pas avoir de papiers), le « provisoire continue », le séjour se prolonge et ces femmes « *restent en Suisse en tant que femmes sans-papiers* ».

2.1. Vivre l'épreuve

Selon le Petit Robert⁷⁸, le terme « *vulnérable* » qualifie quelqu'un pouvant être blessé, frappé par un mal physique ; au sens figuré, « *vulnérable* » décrit l'état de celui qui peut être facilement atteint et qui se défend mal. Le terme « vulnérable » nous renvoie donc à deux idées principales : 1) « quelqu'un qui peut être *facilement atteint* » autrement dit, qui se définit par un « moins » (ou un « pas suffisamment ») tant au niveau personnel que social (ce dernier est moins protégé, moins stable, moins fort, moins résistant, il a moins de sécurité, moins de confiance en soi, etc.) ; 2) quelqu'un qui *se défend mal*. La vulnérabilité se définit par le fait que l'individu se trouve en quelque sorte *démuni* pour faire face à n'importe quelle situation qui pourrait le blesser ; il n'est pas « préparé » et il a peu de ressources adaptées pour se défendre.

« Vulnérable » définit donc quelqu'un de fragile tant au niveau social que personnel (« *je me sens désemparée... J'ai besoin d'avoir beaucoup de sécurité, une sécurité financière; c'est ça ce qui me manque, la sécurité* »). La clandestinité touche donc les immigrées, des personnes provenant des pays non accueillis par la politique migratoire et qui sont tout à fait désavantagées sur le plan personnel et social précisément en raison, d'abord, de leur *statut d'immigrées* (les différentes ruptures que sont l'exil, l'apprentissage d'une nouvelle langue, les difficultés de transfert du capital culturel, etc.) et deuxièmement en raison de leur *statut d'immigrée « sans-papiers »* qui les place dans une situation de faiblesse majeure au niveau social : « *la clandestinité pour moi, c'est l'instabilité, bien sûr j'ai peur mais ce qui m'a fait beaucoup souffrir c'est l'instabilité...l'insécurité financière, l'insécurité de logement, l'insécurité du lendemain ...* ».

La clandestinité a des conséquences au niveau identitaire, au niveau de la dignité, et au niveau humain. Les femmes sans-papiers n'ont aucun type de droit, au contraire elles sont soupçonnées d'être des délinquantes, des profiteuses, etc. et ont évidemment des difficultés à obtenir un logement, à se faire soigner, etc. Au niveau personnel, nous pouvons relever, entre autres, des sentiments de solitude, d'insécurité, de peur, de ne pas

⁷⁸ Cf. Le Robert micro poche, Paris, dictionnaires Le Robert, 1997, p. 1371.

avoir sa place, de ne pas avoir de reconnaissance sociale. Comme nous le voyons, cette fragilité a ses origines dans une situation sociale mais touche l'individu au niveau personnel et produit une *souffrance sociale* : « *la personne illégale n'a aucun droit, n'a aucun type d'appui, je ne me sens pas protégée par aucune loi... on vit dans l'inquiétude, c'est une insécurité totale...* ».

Honte et souffrance sociale : « L'illégalité, ce n'est pas une vie »

Honte et souffrance sociale sont deux concepts qui nous semblent pertinents pour appréhender le monde des personnes sans-papiers. Vincent de Gaulejac définit bien cette interaction entre le social et l'identité. La honte est définie comme un sentiment intime qui, tout en ayant une genèse sociale, influence le fonctionnement psychique de l'individu et altère ses relations au monde. Étant donné l'incapacité de pouvoir traiter cette souffrance sociale *au niveau social*, elle produit des effets sur la psyché⁷⁹. Ces contradictions sociales traversent donc l'identité de l'individu et engendrent un conflit qui est intériorisé à partir du moment où l'individu n'a pas les moyens de « sortir » de cette position⁸⁰.

C'est justement cette incapacité à réagir qui est intériorisée étant donné que la révolte interne produite ne peut pas s'extérioriser, se retourner vers l'agresseur. C'est l'humiliation de ne pas avoir su s'opposer qui se retourne contre le sujet et le blesse en touchant son amour-propre⁸¹. La honte est la conséquence d'une humiliation qui s'intériorise. L'humiliation, le mépris, l'invalidation ont toujours des conséquences sur l'identité de l'individu⁸².

Les personnes sans-papiers ne sont pas seulement invalidées dans leur capacité à agir formellement mais également dans leur valeur sociale et leur existence propre. Dans une société où les papiers doivent être en mesure de prouver l'identité de chacun, l'absence

⁷⁹ Cf. DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 1996, pp. 72-73.

⁸⁰ Cf. *Ibid.*, p. 132.

⁸¹ Vincent de Gaulejac appelle cette incapacité l'inhibition, qu'il décrit comme une caractéristique du sentiment de honte : "Il y a un coût psychique important lorsqu'une violence subie ne reçoit pas de traitement immédiat, lorsque l'acte de riposte est empêché" (Zygouris, 1988 cité par Vincent de Gaulejac). La pulsion agressive ne pouvant détruire l'attaquant, se retourne contre le sujet. Cf. *Ibid.*, pp. 68-69.

⁸² *Ibid.*, p. 69.

de ceux-ci apparaît comme une véritable mise à mort sociale. Il s'agit en quelque sorte de la négation de l'identité de la personne, de son histoire personnelle et de ses racines. Le *nom* n'a pas de valeur en tant que tel mais il comporte bien d'autres enjeux identitaires : derrière le nom, il y a les parents, les frères et sœurs, les enfants, les projets, etc. C'est le *sentiment d'inexistence au monde* qui est au centre de cette souffrance : « *On sent qu'on n'a pas une vie ici* ».

Il s'agit d'une violence symbolique qui se ressent à travers la loi qui prive les individus d'un sens de l'existence et qui, d'ailleurs, les invalide, les rend illégitimes dans leur condition de sujet et dans leur dignité par des images stigmatisantes niant tout type de reconnaissance : « *je me sens comme une délinquante, comme si je faisais quelque chose de très grave, comme si j'avais tué quelqu'un. Pour moi, c'est un délit très grand parce que je suis en train de m'enfuir toujours* ». Le message symbolique renvoyé leur dit qu'elles sont fondamentalement inadéquates ou indésirables.

Une situation de violence se trouve à l'origine de la honte. Tout être humain se fait une image de son passé et une projection de son avenir. L'immigration et le fait de vivre une *immigration clandestinisée* mettent en question ce sentiment de la continuité de l'identité et cette capacité de se projeter. Déjà fragiles (puisqu'il s'agit de personnes ayant dû opérer un travail de reconstruction identitaire entre deux cultures et entre deux histoires) : ces personnes doivent encore voir leurs projets remis en cause, leur passé nié et leur futur incertain. La souffrance naît d'abord de cette perte de sens⁸³ : « *... comme illégale, tu es presque anonyme. Quant au lendemain, on peut pas faire des projets parce qu'on ne sait pas où on sera le lendemain* ».

Face à la négation par l'État de toute existence légale et sociale, face à cette violence instituée, un sentiment mêlé d'injustice et d'impuissance apparaît étant donné la marge de manœuvre limitée dont les immigrées disposent pour renverser la situation sociale imposée⁸⁴ : « *Je dois me taire et me mettre de côté, ici, je n'ai pas de voix, je n'ai pas de contrôle sur moi, je ne peux pas dire 'non', je ne peux pas dire 'ça suffit' ; si je dis quelque chose, ma situation va devenir pire* ».

⁸³ Cf. FASSIN D., "La santé en souffrance" in FASSIN D. & alii (s/s la dir. de), *Les lois de l'inhospitalité*, Paris, Éditions La Découverte, 1997, p. 118.

⁸⁴ *Ibid.*, pp. 116-117.

Cette violence symbolique acquiert encore sa légitimation dans d'autres institutions de la société de réception, comme la police. La violence symbolique devient violence physique et vice versa. C'est lors de l'arrivée d'un contrôle policier que la personne voit directement ses droits d'être humain bafoués : être emprisonné sans pouvoir même téléphoner à quelqu'un ou être renvoyé directement dans des conditions humiliantes. Ce qui renvoie le message d'être criminel, de faire quelque chose d'illégal et ainsi le fait d'être en prison est bien mérité : *« C'est un problème psychologique, on te fait peur et la police te donne un traitement comme si tu avais fait quelque chose de criminel. J'ai beaucoup maigri pendant cette période »*.

C'est l'image de soi qui est invalidée dans le regard des autres. Il y a un décalage entre « ce que le sujet vit » et « ce qu'il voudrait vivre », entre « l'objectivité » de sa position et ses aspirations profondes, entre ce qu'il est dans le regard des autres et ce qu'il est pour lui-même. Cette rupture identitaire est à la naissance de la souffrance sociale⁸⁵, elle est la conséquence de situations de pouvoir (l'imposition d'un statut, celui de « sans-papiers ») qui engendrent le rejet et la stigmatisation. Le pouvoir hiérarchise et stigmatise. Il confère de la valeur aux choses et aux gens, et à l'inverse, dévalorise, invalide, exclut⁸⁶ : *« cela est triste, on vient pour travailler et quelquefois on se sent comme si on était un délinquant, comme si on avait commis le pire délit de la vie ; c'est comme si on s'enfuyait de quelque chose et on ne sait pas de quoi exactement »*.

Ce type de violence humiliante confronte donc l'individu à une image négative qui le met dans une contradiction entre ce qu'il faut être pour se faire reconnaître socialement et l'identité qui lui est assignée. En lui assignant une identité d'immigré sans statut légal, c'est son existence même qui est récusée ; c'est le besoin d'appartenir à une communauté et d'y être reconnu qui est nié. C'est ce manque qui devient l'élément principal de son identité sociale. Il y a un déchirement identitaire qui génère une souffrance⁸⁷ : *« c'est désagréable, ce n'est pas idéal pour le moral....la clandestinité c'est comme être dans un endroit où je ne dois pas être, où je n'ai pas le droit d'être,*

⁸⁵ Vincent de Gaulejac appelle ceci les violences humiliantes. Cf. DE GAULEJAC V., *op. cit.*, p. 131.

⁸⁶ Cf. *Ibid.*, pp. 81-82.

⁸⁷ Cf. DE GAULEJAC V., *op. cit.*, pp. 301-302, p. 130 et p. 264.

être dans un endroit où j'aimerais être, où j'aimerais que les gens m'accueillent et ce n'est pas le cas ».

La place que le sujet occupe est illégitime, il s'agit d'une place qui ne correspond pas à celle qu'il devrait légitimement occuper ou, plus encore, une place qu'il ne doit pas occuper : *« tu ne devrais pas être là ! »*. La place (qui ne lui est pas assignée et qu'il usurpe toutefois) est le lieu de toutes les suspicions et assignations négatives (migrante clandestine, illégale, sans-papiers), cela d'autant plus que la menace constante de se faire prendre et d'être renvoyée est toujours présente : *« si on me renvoie je devrai recommencer une autre fois parce que je n'aurai plus de travail.... si je n'avais pas pu payer au moins la moitié de la dette, je sentirais que j'aurais échoué »*.

Cette illégitimité se reflète en quelque sorte dans le sentiment de *peur*. La peur est précisément transmise par les autres personnes en situation de clandestinité. Elle est le reflet d'un processus d'intériorisation qui a déjà été assumé par d'autres personnes qui ont plus d'ancienneté en Suisse et qui transmettront la peur à de nouvelles venues. Il s'agit d'une « peur exagérée » (des histoires noires) qui, au lieu d'inciter l'adoption d'une attitude de prudence, génère la « paralysie » et la nervosité, le complexe d'être toujours observé et contrôlé et des sentiments de culpabilité. Le vécu de ces femmes est marqué par une insécurité psychologique : *“ .. je vis toujours avec la peur, la peur est constante. Si quelqu'un me dénonce, c'est parce qu'elle (ou lui) a ses raisons mais c'est pas cela qui me fait avoir peur, c'est plutôt ma conscience, mon for intérieur, c'est moi.. si quelqu'un me parle dans la rue, je crois que c'est la police... »*.

Voici un témoignage d'une femme venant d'arriver en Suisse. Observons la manière dont la peur (et le message symbolique que cette dernière comporte) est transmise par les attitudes et les histoires que lui raconte une personne habitant déjà en Suisse en tant que sans-papiers. Elle va aussi intérioriser rapidement le message d'illégitimité quant à sa présence : *« Quand on est arrivé en Suisse, mon amie a téléphoné à sa copine. Cette dernière s'est montrée très inquiète au téléphone et elle nous a dit de faire attention. Quand elle est arrivée nous chercher, elle s'est assise à côté de nous sans nous regarder ; puis, elle nous a dit de nous lever, de la suivre, de marcher mais de faire comme si on ne la connaissait pas : 'tu me suis, ne dis rien, ne parle pas et dis à ton amie de se taire'. J'étais totalement effrayée. Déjà à la maison, elle nous donna un*

grand répertoire de toutes les mauvaises choses qui nous attendaient. J'étais effrayée et maintenant dès que je vois la police, je panique ».

Les histoires reflètent en quelque sorte la manière dont le fait d'être clandestine est vécu par quelques personnes : des abus, des restrictions, la présence constante de la police, l'impression de faire de mauvaises choses, de commettre des actes illégaux ou criminels. L'illégalité ainsi intériorisée est transmise aux nouvelles arrivées : *« le pire ennemi qu'on a, ce n'est pas l'illégalité mais c'est le fait de se rencontrer avec des compatriotes qui racontent des histoires noires d'abus, de mauvais traitements, etc., Dès que je suis arrivée tout ce que j'entendais me donnait envie de rentrer chez moi... ».*

À cela s'ajoute le sentiment d'être différent des autres, un sentiment d'infériorité : être plus démuné, plus imparfait, plus coupable, plus vulnérable, etc⁸⁸. C'est la dignité même qui est bafouée. La dignité comporte deux composantes de l'identité : le respect de soi et le respect que les autres portent à la personne. La dignité est donc le sentiment qu'un individu ressent, et que les autres lui donnent, de faire partie de la communauté des êtres humains et d'être traité avec le respect relatif à la personne humaine. Les sentiments de dignité et d'indignité naissent de l'estime de soi (qui se constitue à partir du narcissisme) et de l'image sociale (du regard d'autrui sur soi). Ce qui produit l'humiliation, c'est la négation du statut d'humain, de semblable, de citoyen ou de sujet⁸⁹ : *« ce n'est pas à cause de l'argent parce qu'on travaille mais ça te sert à rien d'avoir de l'argent lorsqu'on ne te voit pas comme faisant partie de cette société même si tu y habites depuis quelque temps... ».*

L'illégalité signifie ne pas faire partie de la société, ne rien valoir, ne pas se sentir comme quelqu'un de normal et donc quelqu'un pour lequel il est impossible d'avoir des projets, d'établir librement des relations d'amitiés, de rêver, de planifier, de mener une vie normale comme n'importe quelle autre personne. D'ailleurs, ne pas avoir de papiers signifie se sentir moins libre et avoir plus de contraintes dans sa mobilité. L'illégalité est ressentie comme une négation de la dignité de la personne : *« on se sent limité : on ne*

⁸⁸ L'illégitimité et l'infériorité sont décrites comme des caractéristiques du sentiment de la honte. Cf. DE GAULEJAC V., *op. cit.*, pp. 61-64.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 137.

peux pas jouir de beaucoup de choses, on ne peut pas sortir beaucoup parce qu'il y a beaucoup de contrôles policiers, il s'agit d'aller faire du nettoyage et c'est tout... ».

En tant que femme sans-papier

Bien évidemment, ce sentiment de peur n'est pas seulement lié à un processus d'intériorisation des représentations qui invalident le sujet, il y a également des pressions concrètes (comme par exemple le fait de ne pas avoir payé les dettes contractées dans le pays d'origine afin de réaliser le voyage en Suisse, le fait de retourner « sans rien », le temps qui coule sans avoir quelque chose de concret) qui augmentent davantage la souffrance sociale. Par ailleurs, il y a même une insécurité quant au fait de pouvoir accomplir le projet migratoire, il y même une insécurité de pouvoir dire que le « sacrifice vaut la peine d'être fait : *« j'espère que ça vaut la peine. J'ai une dette qui arrive à 20,000 fr. Tu peux donc t'imaginer avec le salaire que je gagne, j'aurais besoin de travailler beaucoup plus que deux ans ».*

Ainsi, le fait de ne pas avoir de papiers situe les personnes dans un état de vulnérabilité et engendre d'ailleurs un sentiment de honte et de souffrance sociale. La clandestinité met le sujet dans une situation d'instabilité, dont l'avenir est incertain et les manières de s'en sortir bien limitées. Puisqu'elles n'ont aucun type de droit (même pas le droit de s'exprimer), elles doivent se battre pour accéder à un travail, à un logement, à la santé, pour parler la langue, etc. Elles ressentent donc d'une manière directe la discrimination : *« je sais ce que signifie le fait d'être malade et de ne pas avoir une assurance, de ne pas pouvoir aller comme une personne normale avec des droits et demander d'être soignée ».*

Elles sont limitées dans leur statut social (la perte de statut implique aussi le fait de ne pas avoir la possibilité de faire d'autres types de travail) et dans leurs projets : *« là-bas j'étais c'est ça ce que je regrette ».* Cela est surtout ressenti par les femmes ayant une formation supérieure : *« .. vivre en étant toujours limitée. L'illégalité te marginalise par exemple le type de travail : je ne peux pas aspirer à être secrétaire dans une bonne entreprise... ».*

En plus, les femmes ayant des enfants dans le pays de réception doivent gérer la transmission de la condition de sans-papiers aux enfants tout en essayant de ne pas perturber leur identité : *« s'il s'agit de quelque chose que les enfants doivent savoir pour qu'ils fassent attention, on leur dit mais on essaie quand même de ne pas leur transmettre nos peurs. Avec mon mari, c'est seulement après quand on est seuls qu'on discute de notre situation... »*

Les femmes ayant laissé leurs enfants dans le pays d'origine souffrent également de la réalité de la clandestinité. Le contact avec la famille dans le pays d'origine occupe une place centrale dans la vie de ces femmes : *« même si je ne mange pas, je n'arrête pas d'appeler ma famille chaque week-end »*. La nostalgie pour les enfants et pour la famille est très forte : *« je pleure presque tous les jours »*. Ceci est complémentaire à la préoccupation d'envoyer de l'argent régulièrement. Pour ces femmes, bien que les besoins économiques soient satisfaits (par l'envoi de l'argent), les besoins émotionnels sont mis entre parenthèses.

En effet, les femmes ayant leurs enfants dans le pays d'origine ressentent une sorte de remords quant au fait d'avoir quitté leur descendance. Ces femmes ont alors tendance à faire venir leurs enfants : *« J'ai toujours voulu emmener mon fils avec moi, jusqu'à maintenant je n'ai pas encore pu le faire mais la majorité de mes amies ont pu le faire. Elles sont ici avec 2 enfants et moi, qui n'en ai qu'un, pourquoi je devrais être la seule qui est sans son fils ? »*. Voilà un autre paradoxe de la réalité de la clandestinité féminine : d'une part il y a des enfants, restés dans le pays d'origine, qui doivent affronter l'absence de leurs mères ; d'autre part, il existe des enfants qui doivent affronter la clandestinité sans en connaître ni comprendre les raisons.

Finalement, les femmes interviewées révèlent aussi l'existence de la dépression ; dans quelques cas ces dépressions sont assez fortes⁹⁰. Cela est lié à un sentiment de

⁹⁰ Ainsi, une étude sur les risques de santé mentale et des problèmes des migrants irlandais illégaux aux États-Unis conclut que ces personnes affrontent plus de stress et de problèmes que les personnes ayant un statut légal. Cf. AROIAN K., "Mental Health Risks and Problems encountered by Illegal Immigrants" in *Mental Health Nursing*, 1993, 14, pp. 379-397. Voir également PADILLA A. & alii, "Coping Responses to Psychosocial Stressors among Mexican and Central American Immigrants" in *Journal of Community Psychology*, volume 16, October 1988, pp. 418-427 ; SMART J. & SMART D., "Acculturative Stress of Hispanic : Loss and Challenge" in *Journal of Counseling & Development*, mars/avril 1995, volume 73, pp. 390-396. En Suisse, parmi les facteurs influençant la dépression, nous pouvons mentionner : la difficulté de trouver un travail satisfaisant, l'exploitation de la part des employeurs, l'incertitude par

nostalgie, qui est ressenti très fort surtout dans les premiers temps en Suisse : « *je suis en Suisse depuis 2 mois mais je l'impression que j'y suis déjà depuis 5 mois ... si je me réveillais plus tard, la journée serait plus courte...* », « *j'avais peur de rester tout près d'une fenêtre, j'avais peur de me lancer.. je n'avais pas envie de manger, je ne faisais que pleurer...* ». Mais les dépressions sont aussi en lien avec le statut en Suisse qui entraîne une forte insécurité psychologique : « *tu ne peux pas avoir le sommeil tranquille, tu ne peux pas travailler tranquillement. Chaque fois que la sonnette ou le téléphone sonnent, je pense que c'est la police, je ne sais pas si je dois répondre ou non. Cela est une vie sans vie* ».

2.2. Malgré tout des projets

La *logique adaptative* fait référence à la capacité de l'actrice sociale d'ajuster d'une manière relativement « harmonieuse » son séjour en Suisse et ses objectifs migratoires. Il s'agit ainsi de savoir s'y prendre et de savoir créer et manipuler de nouvelles et anciennes ressources, d'utiliser les possibilités offertes et les contraintes du nouveau cadre d'action et de réadapter finalement ses objectifs à l'intérieur de celui-là tout en gardant une marge de flexibilité. Il s'agit d'un travail de réflexibilité et d'internalisation où la personne, d'une manière créative, réadapte les circonstances contraignantes, essaie d'accomplir ses objectifs et de construire, à la fin, un bilan positif de son expérience.

Cette logique adaptative peut prendre la forme de quatre types des projets : **projet d'études** (« *même si je n'ai pas encore pu faire mes études, j'ai la satisfaction d'avoir gagné en expérience de vie, de savoir ce que c'est souffrir, d'avoir aidé mes parents...* »), **projet imprécis** (« *de toute façon, quoi qu'il arrive, je suis contente d'être venue en Suisse ; j'y ai beaucoup mûri* »), **projet économique** (« *c'est difficile d'être en Suisse surtout sans mon fils mais j'ai la satisfaction de pouvoir lui envoyer de l'argent pour qu'il puisse continuer ses études...* ») et **projet d'installation** (« *j'ai ma deuxième vie ici : mon ami, mes amis, mon indépendance...* »). La variable temps exerce aussi une

rapport au futur, la vulnérabilité et la peur d'être renvoyée, les restrictions dans de nombreuses sphères d'activités y compris une liberté limitée pour retourner à la maison rendre visite à la famille ou aux amis.

influence ; au fur et à mesure que la personne vit dans le pays d'immigration, y travaille, s'y investit en terme d'énergie, d'amis, de création de sentiments d'appartenances ou autres, une sorte d'installation provisoire ou indirecte commence à s'instaurer.

En comparant les projets initiaux de départ aux projets adaptés au nouveau contexte, les tendances suivantes ont été repérées :

- Les personnes étant arrivées avec un projet économique réalisent en général un projet (économique) qui a tendance à se prolonger dans le temps et pousse à une installation indirecte. Des différences quant aux conditions familiales et à l'âge, laissent entrevoir différentes tendances : tandis que, pour les mères célibataires, le projet tourne vers l'indéterminé (souvent sous la forme d'un projet de mariage exprimé en termes de désir), pour les familles, une installation indirecte se produit (surtout par la présence des enfants) ; finalement, pour les mères ayant des enfants au pays d'origine, il y a la tendance de les faire venir ou retourner au pays une fois les objectifs migratoires accomplis.
- Les personnes étant arrivées avec un projet d'études réalisent « provisoirement » un projet économique (vu les difficultés ou la détérioration des conditions de vie de la famille restée au pays d'origine). Selon la disposition des ressources, ces personnes pourraient reprendre, plus tard, le projet d'études.
- Les personnes étant arrivées avec un projet indéterminé (d'aventure, de découverte ; d'émancipation familiale et sociale ou absence de projet) réalisent un projet d'installation (si les ressources dont elles disposent et leur mobilisation le permettent), un projet imprécis (parfois un projet de mariage qui n'est pas exprimé clairement) ou un projet d'études. C'est parmi ces personnes que la logique de retour peut prendre place.

Nous allons décrire les projets des femmes latino-américaines sans-papiers tel qu'ils sont conçus dans le « maintenant » :

Projet d'études

En réalisant ce type de projet, la quête de la légalité est visée en parallèle : *« si on veut étudier par exemple à l'université, on a besoin de la légalité »*. La légalité et les études donnent la possibilité *d'être quelqu'un* de reconnu par les autres c'est-à-dire d'avoir des droits et de pouvoir s'exprimer. Ces personnes (jeunes femmes célibataires) ressentent le besoin d'avoir cette reconnaissance légale dans la société suisse étant donné que le projet d'études constitue une expérience importante dans leurs vies. Elles maintiennent une attitude active (dans les limites du possible) afin d'atteindre la légalité : *« ce qui m'a fait rester en Suisse, ce sont mes études. Cela m'a toujours encouragée. Je dois être préparée pour pouvoir m'en aller et c'est ça qui m'a donné de la motivation pour continuer... »*.

Projet imprécis

Le contenu du projet n'est pas toujours bien défini. Il s'agit, pour de jeunes femmes célibataires, d'adopter différents projets selon la conjoncture et les possibilités personnelles : les études à l'université ou éventuellement une formation en couture ou le mariage. La perspective du mariage est très importante en Amérique latine : le fait d'être mariée et d'avoir des enfants est valorisé dans un contexte patriarcal tel que l'Amérique latine. L'exemple suivant est, à cet égard, illustratif : nous allons voir la manière dont des objectifs différents sont évoqués. Il s'agit pour ces femmes d'être ouvertes à ce qui se présente et de prendre finalement ce qui est de l'ordre du faisable. Ceci dénote aussi une absence de ressources appropriées à mobiliser. C'est en cours de route que la personne va créer des ressources : *« J'ai l'espoir d'étudier à l'université. J'aimerais trouver une famille qui me permette d'étudier et de travailler mais je veux étudier à l'université »*. Plus tard, cette même personne affirme : *« Je fais un cours de couture. Ma professeur m'a dit que j'ai un don pour la couture. Si je réussis, je vais y travailler plus. Si j'ai l'opportunité de travailler ici, je vais le faire »*. Ou encore : *« j'aimerais rester dans ce pays, si je trouve quelqu'un qui m'aime et que j'aime aussi, je me marierai »*.

Projet économique

Pour les personnes ayant un projet économique, la perspective centrale ne change pas. Le projet actuel est l'épargne puisque, dans un premier temps, et malgré le temps de séjour en Suisse, l'épargne est minime : ce que ces femmes gagnent est utilisé surtout pour le paiement des dettes et pour la survie (subvenir aux besoins de la famille restée dans le pays d'origine). Le retour n'est pas envisagé, au contraire, une installation indirecte commence à s'établir surtout par le biais des enfants qui commencent à fréquenter l'école. Dans quelques cas, il y a une sorte d'espoir/ de mélancolie quant au fait de pouvoir retourner un jour dans le pays d'origine ; toutefois, le temps de séjour se prolonge, les conditions ne s'améliorent pas et le retour paraît lointain (s'il n'y a pas une expulsion avant) : « ... *au moins je suis ici et économiquement je peux aider ma famille. Je leur envoi de l'argent tous les mois et pour moi, ça c'est le plus important* »..

Projet d'installation

Ce projet est défini par le fait que l'immigrante (femme célibataire ou séparée de son mari) ayant comme objectif de rester définitivement en Suisse, cherche activement à le faire et dispose de ressources et de moyens (mariage, regroupement familial) pour pouvoir y accéder. La personne y a construit son petit monde : un réseau social fiable, des projets communs avec son ami suisse ou possédant un permis de résidence, des ressources professionnelles, linguistiques, de travail (comme par exemple le fait de posséder un bon travail lui permettant d'envoyer de l'argent à sa famille, de faire des épargnes et de satisfaire ses besoins), mener un rythme de vie dynamique, avoir des attentes et la possibilité de développer d'autres projets dans la société de réception. Ces éléments constituent une base pour une « installation indirecte »; la personne commence à se sentir plus attachée au pays de réception et le désir de s'y installer est clairement exprimé. En revanche, elle ne garde guère d'attaches avec la société d'origine : « *moi, j'aimais beaucoup plus être ici, c'est vrai ma famille me manquait beaucoup mais pour moi, il s'agissait plutôt d'une question de réussite ou non, c'est comme ça que maintenant je me sens plus attachée à la Suisse. J'ai ma vie ici* ».

Le passage vers *la légalité* est envisagé de différentes manières par l'obtention d'un permis d'étudiante mais cela implique, entre autres, le fait de disposer de ressources financières. Le fait d'aller vers un pays voisin et de bénéficier d'une éventuelle amnistie pour les sans-papiers est aussi une autre stratégie utilisée : revenir en Suisse avec un permis européen en poche peut donner plus de marge de négociation dans l'obtention d'un permis de travail. C'est ainsi qu'une de femmes interviewées avait obtenu le passeport espagnol et qu'une autre avait eu l'intention d'aller en Italie ou même en Angleterre. Ceci suppose le fait de compter sur des amis ou des membres de la famille résidant dans ce pays tiers : « *J'avais déjà décidé d'aller en Italie parce que je voulais bénéficier de l'amnistie pour les illégaux* », « *Si je n'avais pas connu mon ami, je serais allée en Angleterre. J'ai ma sœur là-bas et j'aurais cherché à obtenir la légalité là-bas* ».

Le mariage est aussi une autre manière d'obtenir la légalité. Pour une femme ressortissante d'Amérique latine, cela est pratiquement la seule porte ouverte vers la légalité. Cette stratégie n'est, par contre, pas exprimée clairement par les femmes interviewées. Elles expriment qu'elles aimeraient se marier par amour et non pas pour une question de permis. La politique migratoire en Suisse ne laisse que cette ouverture ou encore celle de l'obtention d'un permis L de danseuse de cabaret (cf. chapitre 1, deuxième partie).

Les projets comme une raison pour rester

L'analyse d'un récit de vie cherche à identifier les catégories sociales construites par les interviewées ainsi que les différentes associations et relations existant entre elles et qui rendent compte de la production par le sujet du sens de leur parcours. En effet, ces catégories sociales ne sont pas purement descriptives mais relèvent du domaine de la valorisation et des jugements de valeurs de l'individu. C'est donc à cet ensemble de liens entre les catégories produites dans l'entretien que le terme d'« univers de croyance » fait référence⁹¹.

⁹¹ Cf. DEMAZIÈRE D. & DUBAR C., *Analyser les entretiens biographiques*, Paris, Éditions Nathan, 1997, pp. 98-99.

Nous voulons ainsi saisir le type d'argumentaire que les immigrées sans-papiers développent dans leurs discours. Pour ce faire, regardons l'extrait du témoignage suivant : « *en travaillant dans mon pays, je ne pourrais jamais donner un bon futur à mes filles parce que la situation économique là-bas est très difficile : les salaires sont très bas. (...) Ici, je peux quand même donner un meilleur futur à mes enfants* ». Dans ce témoignage, nous allons retenir les éléments suivants : « *donner un bon futur à mes filles* », « *la situation là-bas est très difficile* » et « *ici, je peux donner un meilleur futur* ».

Le récit de vie de femmes interviewées est constitué par d'un type d'argumentaire qui lie leurs projets migratoires (« *donner un bon futur...* »), les aspects relatifs au pays d'origine (« *la situation économique..* ») et les aspects propres au pays de réception (*ici, c'est quand même possible*). C'est ainsi que cette articulation entre *ici* et *là-bas* relève d'une dynamique en constante comparaison.

Arguments relatifs au projet migratoire

Le fait d'accomplir le projet migratoire (« *j'ai appris à être indépendante, je ne dépends de personne (...) j'ai pu m'en sortir et je peux aider ma famille* »), d'être en train de l'accomplir ou d'être convaincue de pouvoir le faire (« *malgré le fait d'être loin de mes enfants j'ai toujours de l'argent à leur envoyer, ils ne vont pas souffrir du manque de nourriture ou de logement* »), sont des éléments importants dans le corps argumentatif des femmes interviewées. Le projet migratoire est un élément très important pour comprendre le sens que les immigrées latino-américaines sans-papiers donnent à leur expérience. Saisir, à travers leurs récits de vie, les « bonnes raisons » pour lesquelles elles restent en Suisse malgré la clandestinité s'avère nécessaire pour pouvoir comprendre cette expérience (qui se prolonge) et qui est qualifiée par elles comme étant positive.

Il est donc important de rester parce que la Suisse représente l'endroit où elles peuvent *s'en sortir*, c'est-à-dire, où elles peuvent, après quelques années de sacrifice, avoir un meilleur niveau de vie, des possibilités d'éduquer leurs enfants, d'avoir de l'argent de côté pour certaines éventualités, d'acquérir une indépendance financière vis-

à-vis de la famille, de voyager et de connaître un autre style de vie, d'acquérir une indépendance sociale, de devenir davantage forte en tant que femme, d'avoir une meilleure estime de soi, d'être valorisée en tant que femme, de se sentir « faire quelque chose », d'être active vis-à-vis de leur vie, de leur futur et/ou du futur des leurs : « ... *parce que j'ai connu des gens qui sont rentrés dans leur pays avec beaucoup d'argent et qui ont pu acheter leur appartements, leurs voitures, etc. Ils sont rentrés avec une solvabilité économique bien définie .. alors je dit 'ça vaut la peine d'être ici' ».*

Cela est d'autant plus important que les immigrées parlent de leurs vies, de leurs projets de vie et *la vie, c'est exister, c'est être reconnu*. Le projet est ainsi « une façon de se représenter le monde mais en vue de le changer ou en vue de changer son propre positionnement à soi par rapport au monde »⁹². La notion de projet nous renvoie à une *absence* et c'est précisément cette absence qui est fondatrice du *désir* de l'individu, de l'élaboration, de la conception et de la construction matérialisée d'un monde nouveau⁹³. Ces femmes latino-américaines, à travers leurs projets migratoires, imaginent un futur meilleur, un nouveau positionnement par rapport au monde. L'argent n'est pas une fin en soi mais un « moyen »⁹⁴ et l'immigration devient pour elles, dans cette perspective, la possibilité de *s'en sortir*.

Le fait d'être *ici* signifie bien pour les femmes sans-papiers la possibilité de s'en sortir (« *parce qu'ici, on peut vraiment s'en sortir, on peut faire ce qu'on veut parce qu'il y a plus de facilités* »). Toutefois cet *ici* suppose aussi des ruptures, des conflits, des contradictions, un désenchantement, l'insécurité et, entre autres, la perte de statut. Cet *ici* est en constante confrontation avec le *là-bas*, autrement dit, ce sentiment d'*ici* (comme synonyme de pouvoir s'en sortir) se forme par opposition à un *là-bas* marqué aussi de contraintes et où elles ne peuvent pas (en tout cas pas pour le moment) accomplir leurs projets de vie. En conséquence -et paradoxalement-, l'*ici* représente la possibilité d'avoir une certaine sécurité, de pouvoir accomplir son projet et de sentir, malgré tout, que « *ça en vaut la peine d'être* » : « *Je ne veux pas rentrer dans mon pays*

⁹² BOUTINET J.P., "Les conduites à projet, avatars d'une préoccupation" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *Le projet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, p. 94.

⁹³ Cf. *Ibid.*, p. 93.

⁹⁴ Cf. CIOLA A., "« Comment être assis entre deux chaises » ou, la condition du migrant" in *Interdialogos* 2, 1995, pp. 19-22.

accablée. Là-bas, pas grand-chose ne m'attend. Ceci m'encourage à améliorer ma situation ici. J'aimerais leur montrer que j'ai pu réussir dans un autre pays ».

C'est ainsi que cette dialectique *reconnaissance d'une absence* (absence dérangeante, injuste, insatisfaisante) *et affirmation d'une présence*⁹⁵ (et affirmation de vie, de nouvelles perspectives, des possibilités et de satisfactions) est continuellement réactualisée, cela d'autant plus que dans la structure même du terme projet, le défi est clairement lancé : le terme concerne l'avenir (jeter) et le préfixe pro implique le fait de jeter « pour quelque chose »⁹⁶ :

Le retour au pays d'origine, en revanche, n'assure pas un futur clair : le *là-bas* est perçu (au moins dans les conditions actuelles) comme l'impossibilité de donner un futur aux enfants, de trouver un travail, d'acquérir une indépendance vis-à-vis de la famille, de se réadapter facilement à une situation de dépendance familiale ou sociale en tant que femme : « *la situation dans mon pays est difficile ; avant quand j'étais seule sans ma fille, je ne pouvais pas trouver du travail, maintenant que je suis avec elle ça va être encore plus difficile. Je sais qu'ici je ne travaille pas dans ma profession mais j'ai un travail, j'ai un endroit pour dormir, j'ai de quoi manger, je peux donner des choses à ma fille, je peux envoyer un peu d'argent à mes frères et je peux surtout donner un futur à ma fille* ».

Malgré tout, le fait de tenter leur chance dans la migration est fondamental, il ne s'agit cependant pas seulement de tenter mais également de vouloir réussir, de se convaincre qu'il est possible d'avoir un futur meilleur. Michel Huteau affirme qu'une des caractéristiques essentielles de l'individu humain est son orientation vers le futur, avec une volonté d'anticipation et bien souvent de contrôle⁹⁷, faute de quoi, *l'ennui*, (son contraire) produit un sentiment de vide associé à une sensation de désir non satisfait qui incline le sujet à renoncer à toute action⁹⁸.

⁹⁵ BOUTINET J.P., *loc. cit.*, p. 103.

⁹⁶ COTTA A., "Une société sans projet" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *op. cit.* p. 68.

⁹⁷ Cf. HUTEAU M., "Les projets d'orientation des jeunes. Approche psychologique" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *op. cit.* p. 33. Voir également MARTIN P., "Elements pour une problématique d'une conception psychanalytique du projet" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *op. cit.*, pp. 140-141.

⁹⁸ Cf. MARTIN P., "Elements pour une problématique d'une conception psychanalytique du projet" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *op. cit.*, p. 146.

Le temps

Le temps est un facteur important qui exerce, d'une certaine manière, une influence ou qui pousse à une installation provisoire (« *au début je pensais que j'allais retourner au (...) mais je n'avais pas de date de retour et cela devenait lointain, en fait, je n'étais pas intéressée à retourner* »). Loin de comprendre le temps comme une notion chronologique, nous voulons l'approcher comme trajectoire, comme chemin, autrement dit comme un contenant de l'action, celle qui permettra d'atteindre des buts intermédiaires finaux.

Parler d'une maîtrise du temps, dans le cas des femmes sans-papiers, semble paradoxal en raison de la situation d'incertitude et de vulnérabilité qui caractérise le manque de statut légal de ces femmes. Le fait de vivre dans une situation précaire empêcherait la *projection*, l'*anticipation*, voire la construction des projets⁹⁹. Selon Jean-Pierre Boutinet, les contraintes du présent ne laissent pas de place pour penser au futur, c'est-à-dire « *pour prendre le recul nécessaire à l'anticipation* »¹⁰⁰ : « *avant de venir en Suisse j'avais des projets mais ce que j'ai vécu ici m'a fait apprendre qu'il faut vivre au jour le jour, je ne fais pas de projets. Si tout à coup, il me vient à l'esprit une idée, par ex. faire un voyage, je le fais rapidement parce qu'on ne sait jamais, la vie ici on l'a empruntée, on ne sait pas quand tout cela finira* ».

Projet et temps se présentent, dans cette perspective, comme complémentaires. Le temps est perçu ainsi comme objet, comme quelque chose d'extérieur : « ... pour que le temps soit opératoire, manipulable et manipulant, il doit être préalablement objectivé »¹⁰¹ ; d'où l'importance de quantifier et mesurer le temps (horaires, dates, rendez-vous, délais). Pour les femmes interviewées, le temps ne peut être maîtrisé complètement (moins encore par les délais ou par les dates butoirs) : « *On sait que notre destin final est de retourner dans notre pays, dans quelles conditions ? on ne sait pas. On espère qu'on le fera par notre décision mais ce n'est pas à nous de dire cela* ».

⁹⁹ Le fait que le temps est une dimension culturelle ; cela veut dire qu'il varie selon les cultures et les individus. Dans certaines langues, ce terme n'existe même pas. Voir BRUNETIÈRE D., "Anthropologie culturelle du projet ou les prérequis liés au temps" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *op. cit.* pp. 379-387.

¹⁰⁰ BOUTINET J.P., *Anthropologie du projet*, Paris, Éditions PUF, p. 13.

¹⁰¹ BRUNETIÈRE D., "Anthropologie culturelle du projet ou les prérequis liés au temps" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *op. cit.* p. 384.

Dans le *temps* des femmes latino-américaines, il peut y avoir des ruptures, des interruptions, des coupures ; leur temps n'est pas linéaire même si elles se trouvent dans une culture à dominance « monochronique ». Ce temps est par sa nature instable mais cela ne signifie pas que les immigrées ne se projettent pas dans le futur, bien au contraire, c'est la capacité à envisager un futur meilleur, qui donne du sens au présent. Pour ces femmes, l'enjeu est d'anticiper d'une certaine manière leur futur ou plutôt d'explicitier ce qu'elles veulent (et ce qu'elles ne veulent pas) -ce qui donne déjà vie au projet- et cela fait déjà partie de la construction du projet, d'« explicitier » cette anticipation dans le *contexte* de la clandestinité et de *vivre* le mieux possible au jour le jour : « *il faut vivre au jour le jour, on ne peut pas planifier le futur* ».

Le cas du retraité est illustratif : pour lui, la mort est un événement qui peut interrompre sa vie à n'importe quel moment et la cohabitation de cet événement latent/manifeste est partie prenante du temps présent. Ainsi pour les immigrées latino-américaines, la possibilité de subir un contrôle policier et, par ce fait, d'être renvoyée est toujours présente ; c'est aussi cette double dimension latente/manifeste qui caractérise leurs temps : « *je ne vais pas dormir si je commence à penser au futur, je laisse la vie passer, je laisse venir les jours, je remercie seulement Dieu pour chaque jour qui passe pour ma vie, pour la vie de ma fille et parce que j'ai un travail* ».

Mais que faire face à cet événement (la mort, pour l'une ; un contrôle policier, pour l'autre) ? attendre ? C'est bien là une possibilité : vivre l'incontournable d'un événement sans plus faire de projets, sans plus trouver de sens au quotidien. Or, une autre possibilité est celle de vivre au jour le jour (de tirer profit au maximum dans le but d'accomplir ses projets) tout en « soignant » le présent (avec prudence, attention, etc.) afin de ne pas mettre en péril sa présence qui est de passage : « *On ne sait pas si demain on sera encore ici mais en tout cas, cela est balancé quand on pense qu'un jour gagné est un jour bien vécu, un jour dont on a bien profité. Et pour demain, c'est Dieu qui dira. En ce qui nous concerne on essaie de vivre bien ce jour* ».

Il convient de préciser que le déroulement du temps n'entraîne pas nécessairement une stabilisation au niveau des conditions de vie ; en tout cas, pas une stabilisation « sûre » étant donné la vulnérabilité du statut d'immigrée sans-papiers. Ainsi les exemples sont nombreux de déménagement à plusieurs reprises (même d'un canton à

l'autre) ou aux changements de travail ; un contrôle de police chez la personne ou chez une amie avec qui cette personne partageait l'appartement ou encore des actes de la vie quotidienne peuvent devenir des situations à risque : comme une des femmes interviewées nous le racontait, le fait de perdre un agenda personnel. Ceci implique de recommencer à « zéro ».

Les investissements que font les immigrées latino-américaines dans l'ici laissent beaucoup de traces sur elles-mêmes ainsi que sur leur entourage proche. Le temps joue un rôle important : la personne, d'une manière directe ou indirecte, commence à créer plus de liens et d'attaches avec le pays de réception et, en même temps, elle perd des liens et des attaches avec le pays d'origine. Le séjour en Suisse signifie aussi le fait de gagner une certaine autonomie dans le mode de vie et dans la prise de décision. Retourner après une courte période de séjour en Suisse apparaît comme étant plus facile à réaliser que retourner après une longue période.

2.3. Malgré tout une « installation »

Mais ce séjour en tant que femme sans-papiers est conçu comme une étape momentanée et provisoire que « le retour » au pays d'origine stabiliserait. Ce « momentané » est donc à la fois déstabilisateur et stabilisateur : « déstabilisateur » en ce sens que le retour n'est pas clair ni en termes de date (même demain pourrait être possible), ni en ce qui concerne les conditions de rentrée (volontaire, obligée, forcée) ; « stabilisateur » puisque le retour est assuré et que, de ce fait, apparaissent les possibilités de retrouver un statut perdu, de rencontrer la famille et la culture.

Mais ce « momentané » s'installe dans le nouveau pays, acquiert la forme de nouveaux projets, renouvelés ou imprécis. Comment ne pas s'attendre à ce que l'immigrée s'y attache ? Comment ne pas demander à l'immigrée de s'impliquer dans la vie pratique de tous les jours ? Comment lui demander de ne pas avoir d'amis, de ne pas entamer des relations au travail, au cours de langue, à l'église, etc. ? Comment lui demander de ne pas construire ses propres repères ? Comment lui demander de ne pas « habiter », de ne pas y être ?

L'expérience d' « être quelque part » (« *estar en algún lugar* ») en tant qu'organisme immergé dans un entourage proche est une partie fondamentale dans la vie des personnes. L'immigrée se trouve en face de la nécessité pratique d'habiter dans le pays de réception, et de ce fait, d'y construire une forme d'appartenance. Dans cette perspective, toute immigration de travail contient en potentialité une immigration d'installation qui la prolongera, comme l'affirme Abdelmalek Sayad¹⁰².

C'est bien là une situation paradoxale, une double contradiction : selon Abdelmalek Sayad, il y a contradiction entre le droit et ce que celui-ci définit comme immigré (l'immigré est défini comme une force de travail et donc son statut est conçu comme provisoire, temporaire, en transit) et la manière dont l'immigré construit son « petit monde » et son système de repères et références, qui, d'une manière ou d'une autre, créent des liens, ou instaurent une certaine installation, avec le pays de réception. Il y a ainsi une tendance à « s'installer » de plus en plus durablement dans la condition d'immigré (de travailleur étant donné que son séjour est entièrement assujéti au travail)¹⁰³ : « ... on ne sait plus s'il s'agit d'un état provisoire mais qu'on se plaît à prolonger indéfiniment ou, au contraire, s'il s'agit d'un état plus durable mais qu'on se plaît à vivre avec un intense sentiment de provisoire... »¹⁰⁴.

Cette contradiction permet d'entretenir une illusion collective, selon laquelle la condition d'immigré est admise uniquement en tant qu'état provisoire, un « provisoire » indéfini (et qui dénie tout droit à une présence qui soit reconnue comme permanente) mais finalement défini (puisque objectivement une sorte d'installation se produit) à condition que ce « définitif » ne soit jamais énoncé comme tel¹⁰⁵.

Or, le fait d'être en situation de clandestinité est l'image poussée à l'extrême de cette état provisoire définitif (lois) et provisoire indéfini (fait). Selon le droit, la présence des personnes sans-papiers n'est même pas tolérée ; tout au contraire, elle est niée. C'est donc l'extrême de ce provisoire, c'est simplement l'« invisibilité », la non-reconnaissance discriminatoire (bien évidemment cette non-reconnaissance pourrait devenir reconnaissance légale selon la nationalité ou le niveau de formation, selon les

¹⁰² Cf. SAYAD A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, op. cit., p.73.

¹⁰³ Cf. *Ibid.*, pp. 52-61.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 52.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 52.

conditions d'octroi d'un permis de séjour -cf. chapitre 1, deuxième partie-) qui entraîne une grande partie de la population provenant des pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine à la clandestinité et à l'invisibilité. Pour l'immigrée sans-papiers, si nous reprenons l'image de Abdelmalek Sayad, il s'agit de la condition d'immigré accepté comme « invisible » (en droit) et définitif provisoirement (en fait).

La prolongation du séjour

Véronique de Rudder-Paud¹⁰⁶ lance l'hypothèse que la prolongation de l'immigration amène, dans un premier temps, l'indécision et l'indétermination et pousse, plus tard, à l'enracinement. En effet, à travers une étude sur les immigrés et leur logement en France, elle s'intéresse à l'évolution des projets migratoires. Lorsque les immigrés sont en France depuis peu de temps (moins de deux ans), ils sont orientés vers le retour rapide ou à moyen terme au pays ; entre 2 et 5 ans d'ancienneté, l'indécision du projet actuel s'accroît, mais nombre d'entre eux souhaitent aussi revenir rapidement ou à moyen terme au pays. Lorsque l'ancienneté s'accroît (5 à 10 ans), c'est l'indécision et l'indétermination qui deviennent nettement majoritaires. Le projet initial est décrit comme étant de durée indéterminée, sans buts précis. Finalement, lorsque les immigrés sont en France depuis plus de 10 ans, l'indécision et l'indétermination subsistent, mais diminuent au profit du projet d'enracinement et d'installation.

Le fait de retourner n'est pas un acte simple. Il implique certaines conditions : l'existence de signes extérieurs de la réussite à l'étranger (comme l'argent ; le retour sans argent est signe d'échec) ; l'argent est un signe visible, il fait partie des attentes du contexte social, des amis, de la famille : étant donné qu'on ne parle pas de difficultés en Suisse, comment justifier le fait de retourner sans argent ?)¹⁰⁷. Indépendamment du projet migratoire et du fait de rester en Suisse ou de retourner, la femme migrante ferait

¹⁰⁶ Cf. DE RUDDER-PAURD V., *loc. cit.*, pp. 135-137.

¹⁰⁷ Voyons par exemple l'extrait de témoignage cité par Abdelmalek Sayad "(...) Quelle honte ! Tout ce qu'on veut mais pas ça. Rentrer sur le compte des autres (...) Que dirait-on ? Alors que les derniers des derniers, des bossus, des pieds-bots, des stupides sont venus en France, ont travaillé, ont envoyé de l'argent, ont réussi, comment moi qui me considère au-dessus d'eux, comment accepterais-je de retourner à la maison bredouille, la tête basse ? (...)". Cf. Cf. SAYAD A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, *op. cit.*, p. 130.

tout son possible pour envoyer de l'argent à sa famille (parents, mari, enfants ou autres). Il convient de souligner que les femmes sont souvent très attachées à leurs familles et qu'elles ressentent la responsabilité de s'occuper de ces dernières, ce qui est en lien avec les attentes familiales.

L'envoi périodique d'argent est donc une habitude courante : soit pour payer les dettes du voyage -surtout dans un premier temps- soit pour subvenir aux besoins de la famille -surtout dans un deuxième temps-. Aussi, étant donné que l'immigrée envoie tous les mois de l'argent à sa famille et que cela devient une partie ou la partie la plus importante du budget familial, comment pourrait-elle ne pas prolonger son séjour ?

Mais paradoxalement, ce qui est motif de départ est aussi motif de prolongation du séjour ou de migration répétée. Il convient de souligner que, parmi les femmes interviewées, il y a celles qui sont venues pour une deuxième fois en Suisse. Malgré tout, il semble que la présence de la femme rentrée dans le pays d'origine « déséquilibre » la relative harmonie familiale : le budget, qui était composé en grande partie par les envois mensuels et les éventuelles épargnes, disparaît. Ainsi, la femme qui survenait aux besoins économiques de la famille se sent de nouveau contrainte à partir car, dans son pays d'origine, elle trouve à nouveau peu de chances de s'en sortir.

Il importe de ne pas négliger d'autres raisons d'ordre de genre telles que l'indépendance individuelle que la femme migrante peut acquérir. Le fait de se trouver dans un pays où elle ne doit pas subir le contrôle familial ou social et de gagner de l'argent influence le comportement de celle-ci : elle acquiert plus d'indépendance - évidemment- économique mais aussi sociale.

Il nous semble possible d'affirmer que, dans la mesure où ces femmes arrivent à faire des envois périodiques, il y a un soulagement économique pour la famille dans le pays d'origine mais aussi un soulagement moral pour la femme migrante, étant donné qu'elle accomplit, d'une certaine manière, son rôle de mère ou son rôle de fille. Le fait d'accomplir cette « mission » (celle d'envoyer de l'argent) qui est cohérent avec les attentes personnelles, familiales et sociales (cf. chapitre 1, deuxième partie), peut être un élément qui donne du *sens* aux contraintes et pressions que la femme migrante vit par rapport à la clandestinité. Paradoxalement, ce *sens* crée une sorte de dépendance de la

famille restée au pays d'origine par rapport à la femme migrante et pousse encore à une installation provisoire.

Or, afin de pouvoir « accomplir » cette mission, la présence d'un marché de travail disponible dans le pays de réception s'avère nécessaire. Leo Chavez, à propos de son étude sur les immigrés mexicains sans-papiers aux États-Unis, affirme que le travail est un facteur important dans la décision de rester pour longtemps dans la société de réception. Même s'il s'agit d'un travail et d'un séjour instables, le fait d'avoir la sensation qu'il y a du travail disponible incite d'une certaine manière les immigrés sans-papiers à y rester : « (...) steady work is important. Even if the persons changes jobs frequently, or must rely on a steady supply .. those who stay have a sense that jobs are available »¹⁰⁸.

Ainsi, la nostalgie -réalité à affronter- mais aussi le fait d'être convaincue de pouvoir s'en sortir en Suisse et la responsabilité vis-à-vis de la famille permettent la reproduction et le maintien de la migration en chaîne. Au fur et à mesure que la personne commence à se stabiliser, elle envoie de l'argent ou le billet d'avion pour un membre de la parenté. À ceci, il faut ajouter la réalité de mères séparées de leurs enfants en Suisse en raison de la migration. Comme nous l'avons déjà indiqué dans les pages précédentes, une sorte de sentiment de culpabilité fait que celles-ci font tout leur possible pour faire venir leurs enfants, ce qui n'est pas sans conséquences pour une installation provisoire à long terme : « *Enfin, la solitude, les difficultés, les restrictions, la peur, etc. seront affrontées ensemble, en famille* ».

Le provisoire continu ...

Le provisoire est une condition momentanée, « ... qui se fait en attendant une autre chose, il est destiné à être remplacé »¹⁰⁹; et est le contraire du définitif ou stable. Or, la condition de clandestinité a aussi un caractère provisoire : le concept même de clandestinité est lié à l'incertitude du lendemain. Il serait donc possible de parler du caractère provisoire du travail, du logement, des relations sociales et du séjour. En effet,

¹⁰⁸ CHAVEZ L.R., *Shadowed lives. Undocumented immigrants in American society*, Texas, Éditions Harcourt Brace, 2^{ème} édition, 1998, p. 144.

le risque de subir un contrôle policier et d'être renvoyée est toujours présent. Bien que le concept en soi contienne cette notion du provisoire, du fait de la vulnérabilité du statut de sans-papiers, le provisoire est aussi appréhendé par les femmes latino-américaines sans-papiers, comme une manière de faire face à la clandestinité. En effet, si ces femmes supportent ce statut, c'est parce, que d'une certaine manière, il est assumé provisoirement¹¹⁰. Toutefois, ce provisoire est en constant mouvement et la dialectique provisoire/stabilité, stabilité/provisoire est source de contradictions et de conflits pour les femmes interviewées¹¹¹.

Or, ce quotidien doit avoir du « sens » pour les femmes interviewées, « sens » qui se construit par le réseau d'amis qu'elles commencent à côtoyer, par le sentiment d'indépendance qu'elles commencent à acquérir, par le fait de pouvoir donner un « meilleur futur » aux enfants, etc., « sens » qui est une condition pour résister à la clandestinité. Toutefois, ce « sens » qui lie la femme sans-papiers avec l'« ici » (différents types d'investissements) l'attache de plus en plus au pays de réception et, paradoxalement, la femme sans-papiers commence à s'installer, malgré le provisoire. Ainsi, le provisoire continu commence, d'une manière indirecte, à s'installer. Parallèlement, dans le pays d'origine, la « situation » ne s'améliore pas, la femme est « poussée » à rester dans le pays de réception et à y construire son « petit monde », à construire un cadre « sécurisant » et significatif dans l'« ici ».

¹⁰⁹ Le Robert micro poche, Paris, dictionnaires Le Robert, 1997, p. 1031.

¹¹⁰ Abdelmalek Sayad, affirme d'ailleurs que les immigrés, "(...) dans une société qu'ils éprouvent comme leur étant hostile, ont besoin de se convaincre, parfois contre les évidences, que leur condition est effectivement provisoire : elle ne saurait être cette antinomie insupportable (une situation théoriquement provisoire mais qui, en fait, se donne objectivement comme définitive ou quasi-définitive) qui leur renvoient leur expérience et leur itinéraire d'immigrés (...)". SAYAD A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, op. cit., p. 52.

¹¹¹ Amilcar Ciola décrit bien par l'expression "être entre", les efforts que doivent faire les immigrés pour construire une unité combinatoire qui, loin d'être un "tiraillement entre différents choix ... (se conçoit comme) ... un 'entre deux' créatif" (p. 20). Cet auteur identifie 10 façons d'être entre : entre deux langues, entre deux temps, entre parents, grands-parents et enfants ; entre le définitif et le transitoire, entre deux espaces, l'ici et l'ailleurs ; entre deux congruences, entre l'estime et la mésestime, entre le droit et le devoir, entre l'échec et la réussite, entre la malédiction et la bénédiction de l'argent gagné. Cf. CIOLA A., loc. cit., pp. 20-22.

Entre l'ici et le là-bas

La migrante est partagée entre les références d'*ici* et de *là-bas*, entre deux contextes et réalités différents, entre les possibilités et les limitations, entre la nostalgie vis-à-vis de la famille et la satisfaction de donner de meilleures possibilités de vie aux siens, entre le retour et la prolongation du séjour. Ainsi, la mise en évidence d'un contexte non favorable au pays d'origine, qui est à la base de l'émigration, continue à exercer une influence majeure dans la prolongation du séjour en Suisse, même en tant que femme sans-papiers. Ce panorama contraste avec le contexte du pays de réception. Certes, ce contexte est marqué par la clandestinité mais il apparaît encore, pour les femmes latino-américaines sans-papiers, comme le pays où elles peuvent s'en sortir.

Les *éléments d'ordre contextuel* qui poussent au départ tels qu'une situation économique difficile dans le pays d'origine (« *Je ne pouvais plus continuer à voir mes enfants toujours limités...* »), une instabilité politique (« *À cette époque-là -1990-, c'était l'époque de la grande crise. J'étais très motivée à étudier et on trouvait l'université en grève. J'en avais marre* »), l'existence de relations de *compadrazgo*¹¹² (« *Je n'étais jamais sûre si on allait renouveler mon contrat ou non, si le parti politique allait gagner ou non, c'était toujours désespérant* »), ou encore une catastrophe naturelle (« *Le tremblement de terre a tout ramassé, il n'y plus d'école pour mon fils* » - exemple de la ville dans son pays d'origine-), ajoutés à une pression sociale et de genre sur la femme (« *et maintenant avec une fille en tant que femme célibataire, qu'est-ce qui m'attend ?* »), le manque de perspectives (« *Qu'est-ce que je peux faire là ?* ») et un sentiment sceptique envers le pays (« *J'ai ma profession dans mon pays mais je ne peux pas travailler dans ma profession là-bas alors ici je dois travailler dans ce qu'il y a* »), figurent entre autres, selon les femmes interviewées, comme des conditions favorables au départ mais aussi au fait de rester en Suisse.

Par rapport au pays de réception, plusieurs aspects -contrastant avec ceux du pays d'origine- sont mentionnés : demande de main-d'œuvre pour la réalisation des tâches ménagères ou la garde des enfants (et donc possibilité de trouver du travail), sécurité du

¹¹² Le "compadrazgo" est un lien de parenté fictive acquis par le parrainage d'un baptême, d'une communion ou d'un mariage. BEY M., "Quelques réflexions sur la continuité entre villes et campagnes", *loc. cit.*, p. 136.

pays par rapport à l'instabilité politique, économique ou sociale du leur, image de développement et de richesse associés à l'Europe et à la Suisse, image de réussite des autres migrantes, etc. Par ailleurs, le fait de compter sur quelqu'un dans le pays de réception (une personne contact) facilite énormément cette émigration¹¹³. Ces aspects présents au début de l'émigration sont de nouveau mis en avance lorsqu'il s'agit de faire une sorte de bilan migratoire. En conséquence, ce sont les mêmes éléments qui incitent au départ et prolongent le retour. Un croisement des conditions propres au pays d'origine et au pays de réception, soutenu par un discours favorable et même -dans quelques cas- par l'encouragement d'un ou de plusieurs membres de la famille favorise d'une part, le départ de nouvelles migrantes et d'autre part, la prolongation du séjour de plusieurs d'entre elles.

Les femmes interviewées affirment ainsi : « .. *ici, on t'exploite mais au moins l'argent vaut plus ; là-bas, j'étais mal payée et très mal traitée. Là-bas, si tu as de l'argent, tu as de la valeur, autrement tu vauds rien* ». C'est à travers ce témoignage que les inégalités entre groupes sociaux (patron, employée) se font ressentir. Ces inégalités semblent diminuer dans la mesure où la personne a de l'argent. De ce fait, il ne s'agit pas de lire ces témoignages en leur donnant uniquement une perspective économique (surtout lorsque la tendance générale associe le migrant à quelqu'un qui n'a que de purs intérêts économiques liés au travail) mais de considérer d'autres perspectives comme le fait d'atteindre une égalité avec d'autres groupes sociaux. Ceci est surtout évident s'il s'agit des groupes socialement discriminés comme les Indigènes ou les Noirs : « *Il y a toujours celui qui est en haut : le Blanc ; l'Indigène, le Noir ne veulent rien* », « *S'il s'agit du racisme, dans mon pays j'ai déjà éprouvé le racisme et j'ai souffert de conséquences encore pires* ».

En conséquence, les avantages comparatifs concernant le fait de vivre en Suisse sont le reflet de grandes inégalités sociales, entre les appartenances aux différents groupes ethniques -Blanc, Noir, Indien, Métisse- : « *ici, au moins, quelques gens que je n'avais*

¹¹³ Un autre facteur d'ordre conjoncturel concerne la demande de visas pour les pays d'Amérique Latine. Les modalités de l'octroi des visas peuvent provoquer l'arrivée massive d'émigrés pendant une certaine période, comme c'est le cas d'Équatoriens devant concrétiser leur voyage avant le 1^{er} janvier 1999 ou de Colombiens avant le 1^{er} mars 1999. Les personnes qui se trouvent dans le pays de réception sont les intermédiaires pour les nouvelles arrivées. Elles facilitent le voyage de leur parenté, ami(e)s ou connaissances.

jamais vus me disent 'bonjour' ; dans mon pays, tu dis 'bonjour' et on ne te répond pas. Ici, tu peux aller dans des centres commerciaux comme n'importe quelle autre personne mais dans mon pays le seul fait d'entrer dans un magasin était un motif de soupçon. On te regardait comme un Noir et on te surveillait parce qu'ils pensent qu'on ne sert que pour voler ou pour se prostituer » (femme noire équatorienne). Ces différences marquent séparation entre la classe politique et le droits des citoyens, entre l'exclusion et l'accès à la richesse.

Mais ces inégalités sont aussi l'apanage de différences de genre entre homme et femme qui suggèrent des possibilités restreintes quant au comportement et à la position de la femme : *« Quand j'ai dit à mes frères que j'étais enceinte, ils m'ont tourné le dos, quand je leur téléphonais, ils raccrochaient. Tout cela à un moment où j'avais le plus besoin d'eux... J'étais la honte de la famille et ils n'ont pas accepté le fait que je puisse avoir une fille sans être mariée... »*. En vivant en Suisse, ces limitations ne sont pas ressenties de la même manière, au contraire ces femmes se sentent plus libres quant à leurs comportements et décisions et y reconnaissent des avantages : *« En tant que femme, j'ai plus d'opportunités en Suisse que dans mon pays »*.

D'autres aspects en lien avec la qualité de vie sont aussi valorisés : la sécurité, la transparence quant à la politique du gouvernement, la discipline, le respect pour l'écologie, la propreté, le droit au chômage, etc. Ces aspects sont l'autre face de la médaille ; dans le pays d'origine, la présence mais aussi l'augmentation de la délinquance, de la violence dans les rues, du terrorisme et de la corruption sont constatées : *« J'aime beaucoup la discipline et la propreté de ce pays. J'aime aussi le fait qu'ils respectent la nature »*, *« J'admire ce pays parce qu'il y a beaucoup de sécurité, on peut marcher dans la rue à 2, 3 ou 4 h. du matin et il n'y a pas de risques »*.

Dans certains villes de l'Amérique Latine l'insécurité personnelle s'est accrue les derniers temps : *« Là-bas, si on sort on ne sait pas si on va revenir bien. Par exemple, on lui a volé la voiture, de ma fille ; on l'a menacée avec un pistolet et comme elle ne voulait pas donner la voiture on l'a frappée. L'autre jour, elle sort de l'école avec de nouveaux tennis, on lui a montré un couteau et on lui les a volés »*.

Dans ce chapitre, nous avons voulu d'une part, mettre en évidence les implications et les conséquences de la clandestinité pour les femmes latino-américaines arrivées en

Suisse au niveau de leurs projets migratoires, de la survie, au niveau social et identitaire. Leurs projets migratoires à l'état actuel ne peuvent pas être réalisés, au contraire une grande concentration sur la survie prend place. D'autre part, notre intention était de dégager l'univers de croyances de ces femmes (voire les « bonnes raisons ») qu'elles évoquent quant au fait de rester malgré tout en Suisse. Ceci avec le but de comprendre comment le « provisoire continu » se prolonge amenant une installation indirecte sur le territoire helvétique.

Conclusion de la deuxième partie

La logique qui a suivi la rédaction de cette deuxième partie a été la suivante : nous avons tout d'abord voulu comprendre comment certaines femmes latino-américaines deviennent des migrantes sans-papiers. Ainsi, dans le premier chapitre, nous avons esquissé le contexte d'émigration/immigration à l'aide de certaines études sur l'émigration des femmes du Sud -particulièrement d'Amérique latine- vers la Suisse pour la réalisation des tâches ménagères. Divers facteurs socio-économiques mais aussi de genre -rôles et attentes différents envers la femme qui supposent fréquemment une situation subordonnée de la femme- influencent le départ des femmes latino-américaines. À travers leurs histoires de vie, nous avons mis en évidence les facteurs, les rêves et les « bonnes » raisons qui servent à la construction de leurs projets migratoires.

Toutefois, les conditions d'arrivée et notamment le fait d'être des sans-papiers vont limiter les possibilités de réalisation de ces projets migratoires. L'éloignement d'un monde connu et maîtrisé, de repères familiaux, les séparations, les ruptures, les pertes sociales, etc. face à un monde nouveau inconnu, une réalité nouvelle stigmatisante et restreinte, des conditions de survie non assurées, la solitude, l'invisibilité et la non-reconnaissance sociale, etc. font partie de ce premier temps en Suisse. C'est ainsi que dans un deuxième temps, nous avons voulu comprendre les « bonnes » raisons pour lesquelles (malgré le fait d'être femme migrante et sans-papiers) les femmes latino-américaines restent en Suisse. Autrement dit, nous avons voulu comprendre comment il se fait que le séjour se prolonge et qu'une « installation » dans le provisoire a lieu.

Deux idées/ concepts clés nous semblent importants pour continuer notre réflexion. Le fait de « vivre au jour le jour » (c'est-à-dire vivre en étant centrée sur le présent) et l'idée de projets (c'est-à-dire avoir une perspective dans le futur). D'une part, ces femmes arrivées en Suisse doivent assurer la survie et la prolongation de leur séjour, c'est-à-dire qu'elles doivent faire tout leur possible pour ne se faire ni remarquer ni renvoyer. Ces deux enjeux occupent une place très importante dans la vie de ces femmes -surtout dans le premier temps en Suisse-. D'autre part, les projets migratoires à l'origine de leur départ subissent des adaptations, des changements une fois que ces

femmes sont arrivées en Suisse. Ces femmes commencent à découvrir la clandestinité et se rendent compte de l'impossibilité d'accomplir leur projets dans des conditions évidentes et dans le temps prévu. Or, leurs projets, loin d'être réalistes, sont plutôt idéalistes -en tout cas dans les conditions actuelles-.

Ces femmes se retrouvent donc devant une réalité nouvelle, difficile et contraignante et avec des projets irréalisables. Leurs projets migratoires, qui étaient importants au moment de partir, ne le sont plus à l'heure actuelle. Ils sont par contre mis entre parenthèse. Et c'est le quotidien et la survie qui prennent une place importante puisqu'elles doivent faire face à la vie en Suisse en tant que sans-papiers. La survie, tel que Gustave-Nicolas Fischer l'a décrite est d'abord un temps vécu au jour le jour, ce qui veut dire que « le rapport à l'avenir est désinvesti, au moins dans l'immédiat ; d'une certaine façon, le temps d'avenir disparaît ; il devient un temps sans projets ; car la vie est perçue comme fondamentalement incertaine »¹¹⁴.

Au niveau des rapports des forces, la *survie* relève d'une situation de dominé, ce qui implique une forte concentration sur le présent et une incertitude face à l'avenir. Au contraire, la position dominante est associée à des formes du contrôle du présent et de l'avenir¹¹⁵. Ainsi Michel de Certeau distingue l'aptitude à la stratégie des personnes des classes dominantes, alors que les membres des classes populaires en l'*absence de pouvoir* agissent à partir de tactiques. Il définit la notion de tactique comme étant située dans l'ici et le maintenant et comme étant utilisée pour trouver des solutions qui permettent à l'acteur de maximiser sa situation immédiate de manière à s'en sortir le

¹¹⁴ FISCHER G.N., *Le Ressort invisible. Vivre l'extrême*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 171.

¹¹⁵ Consulter entre autres Christian Lalive d'Epinay, Gilles Provonost et Jean-Claude Deschamps. Ces auteurs, en se basant sur différentes études comme celle de D.Mercure (1987) -selon lequel toutes les personnes de milieu supérieur s'inscrivent dans la perspective de conquête, les deux tiers d'entre elles y associant un plan de vie ; au niveau inférieur, les deux tiers, en gros, ont une perspective de conservation (l'âge et le sexe exerçant une certaine influence)-, Bernstein (1975) qui constate que la fréquence relative du pronom "je" est plus grande chez les sujets de la classe supérieure et que les sujets de la classe ouvrière ont un discours relativement non individualisé et celle de Rezsohazy (1986) -qui différencie les stratégies temporelles selon les classes sociales : "(...) ce sont dans les milieux moins scolarisés, ou chez les chômeurs, que l'on peut davantage observer la présence d'aspects contraires à la stratégie : sentiment d'impuissance face au cours des événements, fatalisme, plus grande routine dans le déroulement des activités"- Cf. PROVONOST G., *Sociologie du temps*, Paris, Bruxelles, Éditions De Boeck & Larcier, 1996, p. 58 ; LALIVE D'EPINAY C., *Entre retraite et vieillesse*, Lausanne, Réalités sociales, 1996, p. 86 ; DESCHAMPS J.C., "L'identité sociale et les rapports de domination" in *Revue suisse de sociologie*, n° 6, 1979, pp. 111-121.

mieux possible¹¹⁶. Les membres des classes populaires doivent se battre sur le terrain d'autrui : «La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé, tel que l'organise la loi d'une force étrangère »¹¹⁷.

Les femmes sans-papiers se trouvent dans une situation d'inégalité de pouvoir. C'est l'Autrui dominant qui définit les conditions légales d'entrée dans le pays, qui définit les types de permis de séjour et qui influe sur les possibilités d'intégration. Les femmes sud-américaines (à cause de leur nationalité, à cause de leur genre qui définit souvent un capital d'éducation moins important) se voient attribuées le statut de sans-papiers. De ce fait, -en séjournant et travaillant d'une manière illégale sur le territoire helvétique, ce qui limite aussi les possibilités d'être payée correctement, de pouvoir se défendre en cas d'abus, etc.- elles peuvent se faire renvoyer à n'importe quel moment (il suffit d'un contrôle policier, d'une dénonciation, d'un accident ou autre). Elles n'ont pas beaucoup d'emprise ni au niveau de leur vie sur le territoire helvétique ni sur leurs conditions de vie dans la précarité du fait de leur statut.

Les stratégies seraient donc l'apanage des dominants qui chercheront à maîtriser le temps, à l'aménager, à le programmer, à le planifier : « (...) Dans la mesure du possible, on ne laisse pas le temps se dérouler au hasard... La notion de stratégie est tout le contraire du fatalisme associée aux imprévus, du sentiment d'impuissance face aux événements, de l'idée de 'vivre au jour le jour' »¹¹⁸. En conséquence, la définition de projets (voire l'anticipation du futur) est un élément-clé dans la conception occidentale du temps : « (...) le futur n'est que la conséquence inéluctable d'un changement bien planifié »¹¹⁹. Il en découle, tel que Gilles Provonost l'affirme, que les projets ne sont pas à la portée de tous les groupes sociaux : pour les plus vulnérables (chômeurs, marginaux, moins scolarisés, etc.) l'idée d'ordonner l'avenir est illusoire, l'horizon est conformé par un présent précaire en raison de la dépendance face aux événements¹²⁰.

Jean-Claude Deschamps, en se basant sur diverses études, conclut à ce propos que les dominants apparaissent comme maîtres de leurs sort, relativement autonomes et les

¹¹⁶ DE CERTAU M., *L'invention du quotidien*, volume 1. arts de faire, Paris, Éditions Gallimard, 1990, p. 61.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 60.

¹¹⁸ PROVONOST G., *op. cit.*, p. 57.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 58.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 60.

dominés comme soumis à des contingences, aux déterminations qui leur sont extérieures. Les dominants se définissent plus comme des sujets et perçoivent leurs comportements comme volontaires alors que les dominés se perçoivent beaucoup plus comme des objets agis de l'extérieur¹²¹.

Certes, les femmes latino-américaines, étant donné qu'elles ne peuvent pas assurer leur lendemain, se retrouvent centrées sur l'enjeu de la survie, en mettant en place des tactiques centrées sur le présent et sur l'immédiateté. En effet, lors d'un danger évident, il ne reste qu'à assumer des comportements tactiques afin de mieux s'en sortir dans la situation immédiate. De ce fait, elles se trouvent -dans un premier temps- dans l'impossibilité de re-faire des projets, de mobiliser leurs rêves initiaux. Leurs projets sont mis entre parenthèses jusqu'au point où elles pourront « retourner en arrière », revoir leurs rêves, leurs espoirs, réimaginer, réinventer ou redéfinir leurs projets migratoires. Ce qui implique un travail de recul, de réflexivité (voir ci-dessous). En conséquence, ces deux concepts « vivre au jour le jour » et « faire des projets » définis comme contradictoires, nous semblent être complémentaires dans le cas des femmes latino-américaines sans-papiers. À notre sens, le quotidien de ces femmes est alimenté par leurs projets et leurs perspectives d'avenir.

Nous pensons qu'au centre de ce « retour en arrière » se trouve un processus réflexif initié par ces femmes, processus qui leur permet d'identifier des raisons, des projets, des rêves et grâce auquel elles peuvent imaginer un futur différent et se projeter. Il s'agit de réflexibilité : « (...) Le sujet est une capacité potentielle de distanciation, de réflexivité, de retour sur soi, et de volonté, de décision délibérée »¹²². Ce processus permet aux femmes sans-papiers de prendre de la distance et de problématiser leur vécu et donc d'actualiser leurs projets migratoires, les raisons qui les ont poussées à partir et les rêves qu'elles avaient au moment du départ, ce qui est contradictoire au statut qu'elles ont à l'heure actuelle et à la manière dont elles vivent actuellement.

¹²¹ DESCHAMPS J.C., *loc. cit.*, p. 117. Ce chercheur mentionne l'étude de Guillaumin (1972) par rapport au langage utilisé dans la presse où les dominés n'ont pas de spécificité en tant qu'individus, d'unicité, de singularité, d'individualité ; ils apparaissent comme faisant partie d'un tout et n'ayant pas de caractéristiques personnelles : "(...) l'identité sociale des dominants serait définie plus en termes de 'Sujet' et celles de dominés plus en termes d' 'Objets'" (p.115).

¹²² DUBET F., "Socialisation des acteurs et sujet social", p. 69 cité par BAJOIT G., "Qu'est-ce que le sujet ?" in BAJOIT G. & BELIN E. (s/s la dir. de), *Contributions à une Sociologie du sujet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, p. 118.

Au fur et à mesure qu'elles commencent à refaire des projets, le temps est à nouveau vécu comme un avenir, ce qui ne veut pas dire que leur statut de « sans-papiers » a changé ou qu'il y a des possibilités de changer ce statut dans le futur immédiat, mais il s'agit d'une dimension dans laquelle le temps est réinvesti comme projet de vie. Autrement dit, la personne peut se trouver dans une situation où il n'y a plus d'avenir, mais elle peut le vivre avec espoir¹²³. De ce fait, ce qui donne au temps de la valeur, c'est le fait qu'il est habité par des raisons de vivre. Le temps garde une valeur d'avenir aussi longtemps que quelqu'un n'a pas perdu ses raisons de vivre. Nous pouvons conclure à l'instar de Gustave-Nicolas Fischer que « (...) le rapport au temps, selon qu'il est sous-tendu ou non par des raisons de vivre, peut devenir soit un temps d'attente qui rend capable de tenir, soit un temps de désespoir qui tue »¹²⁴.

Il s'agit donc, pour les femmes latino-américaines sans-papiers, de *vivre au jour le jour* mais cette survie au quotidien est alimentée par des projets migratoires, par des objectifs et des finalités à atteindre¹²⁵. Il s'agit donc d'un temps qu'il faut vivre avec espoir. En conséquence, même si la clandestinité choque dans un premier temps, le fait de reprendre ces *rêves*, qui étaient à l'origine du départ, permet de bien revenir à ces finalités premières ou de créer et de désigner en cours de route des projets migratoires selon les moyens et les ressources à disposition ou en cours d'élaboration.

Toutefois, ce processus de réflexivité dans lequel les projets migratoires jouent un rôle très important implique un passage d'un « ce n'est pas une vie » marqué par le monde de la clandestinité et les enjeux de la survie vers un « j'ai une vie ». Pour pouvoir justement vivre, il faut qu'elles reconstruisent leur expérience et qu'elles reconvertissent la situation de manière à la rendre vivable. Ce passage est nécessaire pour « s'en sortir » et passe par la création d'un mode de vie adapté aux nouveaux défis de la situation actuelle, c'est-à-dire un mode de vie qui puisse leur « assurer » une prolongation de leur séjour en tant que sans-papiers et reprendre leurs projets

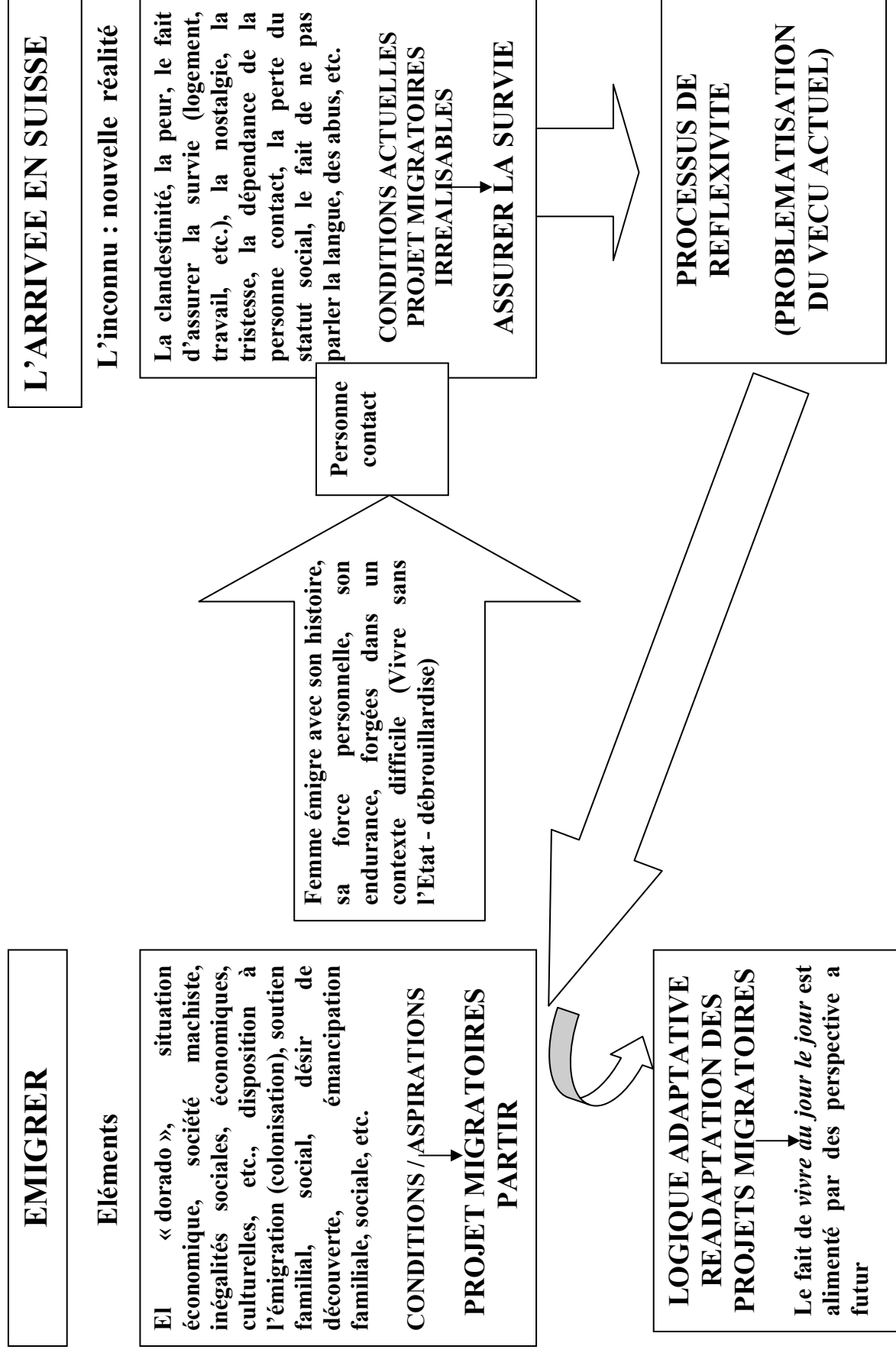
¹²³ Gustave-Nicolas Fischer en s'inspirant de l'expérience de prisonniers dans les camps de concentration distingue un temps objectif et un temps subjectif. Le premier se définit "(...) comme durée d'enfermement qui n'offre aucune possibilité de s'en sortir, c'est-à-dire une temporalité sans horizon" et le second peut malgré tout être vécu comme une expérience orientée vers un but, qui donne une raison de vivre. Cf. FISCHER G.N., *op. cit.*, p. 181.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 181

¹²⁵ Nous analyserons plus tard le lien entre stratégie et comportements tactiques. Voir chapitre 3, quatrième partie.

migratoires (voir graphique récapitulatif ci-dessous). Nous allons analyser ce passage de « ce n'est pas vie » vers « j'ai une vie normale » (au niveau du mode de vie et au niveau identitaire) dans les prochaines parties de cette thèse.

Processus de départ et d'arrivée en Suisse des femmes latino-américaines sans-papiers



Troisième partie

Faire face en Suisse

Une fois arrivée dans le pays de réception, la femme latino-américaine doit affronter la nouvelle réalité de la migration clandestine. Outre le fait qu'elle se voit attribuer des images stigmatisantes quant au fait d'occuper illégalement le territoire helvétique, elle doit affronter des changements au niveau de sa vie. Son mode de vie passé, celui qu'elle avait dans son pays d'origine -où les choses allaient de soi- se voit bouleversé par le processus migratoire. Elle doit créer un nouveau mode de vie en Suisse en tant que clandestine. Cela suppose, d'une part, le fait de satisfaire les différents besoins élémentaires : santé, éducation, logement et travail et d'autre part, la mise en place de différents comportements afin d'assurer la survie mais aussi la prolongation de son séjour ce qui est indispensable pour l'accomplissement de ses objectifs migratoires. L'enjeu est celui de construire une certaine « stabilité » -même provisoire- malgré la clandestinité.

Nous pensons que ce processus de « stabilisation » passe par le fait de connaître le *monde de la clandestinité*, de s'y introduire et de reproduire dans la vie de tous les jours des pratiques sociales propres au monde de la clandestinité. De ce fait, nous pouvons comparer le *défi* que l'immigrée sans-papiers doit affronter avec celui du retraité. Nous pouvons dire, à l'instar de Christian Lalive d'Epinay, que ces deux personnes sont tout à coup « maîtres » de *leur temps*¹, le retraité par la retraite et l'immigrée par le processus migratoire. Ainsi, le retraité et l'immigrée se trouvent face au défi de *s'approprier le temps*, de *l'organiser*. En effet, pour la plupart des personnes âgées ainsi que pour les immigrées, la vie a subi une révolution provoquée par un événement majeur, respectivement la *retraite* et l'*émigration*. Ces personnes doivent donc *réaménager leurs vies* à partir de la création des routines les plus élémentaires.

¹ Cf. LALIVE D'EPINAY C., *Entre retraite et vieillesse*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 1996, p. 15.

La création des routines nous semble jouer un rôle très important étant donné que ce sont les pratiques de routinisation qui constituent le processus constamment répété d'appropriation du temps et de l'espace. Ceci est particulièrement important dans le cas des sans-papiers pour qui, le *routinier* implique le fait de réduire la sphère de l'inconnu et de l'imprévisible. L'enjeu pour ces femmes, est de réduire les possibilités d'être interceptées par la police, de subir un contrôle policier ou de se retrouver dans des situations où elles devraient dévoiler leurs identités. Selon Christian Lalive d'Épinay, le *routinier* se présente comme répétitif, prévu, sécurisé, maîtrisé, etc. et l'événement (dans ce cas-là un contrôle policier) comme unique, imprévu, menaçant, non-maîtrisé, etc.². La production et la reproduction de routines (de rituels, d'étiquettes, etc.) conduisent donc à l'établissement d'une quotidienneté.

Comment donc construire une quotidienneté ? Face à la clandestinité et à ce que cela signifie, *faire face* implique la création de conditions pour survivre dans ce nouveau contexte et pour satisfaire ainsi des besoins élémentaires comme le fait de se nourrir, de se loger, de se soigner, etc. En même temps, *faire face* englobe les possibilités de *reproduire*³ les conditions de clandestinité au jour le jour et d'assurer ainsi une certaine « prolongation dans l'instabilité ». C'est à travers un nouveau mode de vie résistant aux nouvelles vicissitudes, aux nouveaux défis et aux nouveaux enjeux que ces femmes construisent des conditions de passage d'une vie anormale à une vie normale.

De ce fait, nous avons divisé cette troisième partie en deux chapitres. Le *premier chapitre* porte sur le monde de la clandestinité. Nous voulons « identifier » ce que signifie la clandestinité -le processus de clandestinisation-. Pour cela, il convient d'« entrer » par les discours des femmes sans-papiers, dans ce *monde souterrain* et d'analyser les éléments qui le composent. En effet, les femmes sans-papiers doivent *connaître* le monde de la clandestinité, en *apprendre* les règles; *répéter*, *développer*, *reproduire* et *transmettre* différents types de comportements. Ceci fait partie des outils nécessaires pour « maîtriser » l'art de vivre dans la clandestinité. Au fur et à mesure que

² Cf. LALIVE D'EPINAY C., *op. cit.*, p. 199.

³ Dans le sens de Daniel Bertaux (cf. "reproduction anthroponomique"). Cf. BERTAUX D., "Vie quotidienne ou modes de vie?" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, pp. 72-73 ; BERTAUX D., *Les Récits de vie*, Paris, Éditions Nathan, 1997, p. 39.

ce processus s'opère, les femmes sans-papiers créent/adaptent/ré-adaptent et mobilisent des *ressources* parallèlement et progressivement afin de mettre sur place différentes stratégies visant la reproduction des conditions de vie en tant que sans-papiers.

Les femmes latino-américaines sans-papiers apprennent ainsi à partir de leurs propres expériences et de celles des autres et donnent sens à leur séjour en Suisse. Mais l'acquisition de l'art de vivre dans la clandestinité, la mobilisation de ressources et la mise en place de stratégies pour assurer leur présence sur le territoire helvétique vont interagir entre elles pour donner lieu à la création de nouveaux modes de vie qui seront l'objet de notre *deuxième chapitre*. Ces femmes vont donc organiser leur vie quotidienne à travers une pluralité de modes de vie en essayant tout d'abord de « stabiliser » certaines conditions de survie notamment à travers l'obtention d'un travail.

La manière dont ces femmes pourront assurer la survie, adapter leurs projets migratoires aux conditions actuelles, disposer -mais surtout- mobiliser des ressources, vont déterminer des différences quant aux logiques d'action de ces femmes. Nous avons identifié trois logiques d'action : logique d'épargne, logique intellectuelle et logique adaptative. Chacune d'entre elles donne lieu à une pluralité de modes de vie. Ceci sera également l'objet de ce chapitre. Les caractéristiques personnelles et socio-économiques (âge, scolarité, état civil, présence d'enfants) des femmes ont été considérées pour construire cette typologie.

Chapitre 1

Vivre dans la clandestinité

La clandestinité entraîne une situation de dépendance. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la vulnérabilité se définit par le fait que l'individu se trouve en quelque sorte *démuni* pour faire face à n'importe quelle situation qui pourrait le blesser ; il n'est pas « préparé », il n'a pas les ressources adaptées pour se défendre. En effet, les femmes sans-papiers venant d'arriver en Suisse sont moins équipées pour faire face à la clandestinité tant au niveau de la langue (« *c'est difficile de trouver un travail si on ne parle pas la langue* ») qu'au niveau relationnel (« *ça me terrifie, ça me rend triste le fait de ne pas avoir quelqu'un sur qui compter* »). En effet, elles ne connaissent que la *personne contact*, c'est-à-dire, la personne qui a facilité leur arrivée: « *je sais que je peux compter sur mon amie mais quelquefois c'est très difficile avec elle ; même si elle a un caractère très fort, je dois faire avec, je me sens un peu obligée de faire ce qu'elle me demande parce que je suis ici grâce à elle* ».

Mais, ces femmes, face à la clandestinité, sont aussi moins équipées au niveau des informations et de la véracité de celle-ci : « *j'ai peur, je panique parce qu'on dit qu'on te renvoie tout de suite ou qu'ils font ce qu'ils veulent avec toi parce qu'ici on ne respecte pas le droit comme il s'agit d'un illégal. Je ne sais pas si c'est vrai ou non* » ainsi qu'au niveau des ressources disponibles et des marges de manœuvre : « *je ne sais pas avec qui je peux parler, à quelle institution m'adresser pour demander de l'aide ou de l'appui..* ». Dans cette première période, elles disposent donc de peu de ressources sociales, économiques, relationnelles (et autres) pertinentes pour faire face en Suisse et vivre dans la clandestinité.

Étant donné l'inexistence formelle de la femme sans-papiers, le besoin d'une personne légale qui fasse le lien -d'une manière directe ou non- avec la société formelle s'avère indispensable. Le cas le plus évident est celui du logement; la femme sans-papiers ne peut pas y accéder formellement. La procédure pour l'obtention d'un logement en Suisse se passe souvent par une régie, en effet cette dernière demande à la candidate de montrer un certificat de salaire, correspondant généralement à trois loyers,

de présenter une attestation de l'office des poursuites et d'avoir une assurance pour l'appartement. Aucune de ces conditions ne peut pas être remplie par une personne sans-papiers ; étant donné son inexistence légale, elle n'est pas en mesure ni de présenter un certificat de salaire ni d'avoir une attestation de l'office des poursuites.

De ce fait, la présence d'un(e) ami(e), d'une connaissance ou de patrons est importante pour subvenir à ce besoin : l'appartement sera loué au nom de cette personne, suisse ou possédant un permis de séjour. Le fait de vivre avec des amis, eux aussi sans-papiers, mais qui ont eu recours à quelqu'un ayant un statut légal pour la location d'un appartement permet de partager les frais de celui-ci⁴. Ainsi, une personne sans-papiers plus expérimentée dans *l'art de vivre dans la clandestinité* peut aussi faire le lien avec la société de réception. Il s'agit d'une personne qui possède certaines notions de français, qui connaît différentes manières de se débrouiller pour se faire soigner, pour trouver du travail, pour apprendre la langue, etc.

Concrètement, ce premier lien est fait par la *personne contact* étant donné que la nouvelle migrante qui se trouve plus consciemment que jamais -surtout dans un premier temps- en situation de dépendance (« *j'essaie de ne pas me disputer avec elle parce que si je la perds je me sentirais plus mal et toute seule... j'ai supporté des choses que je n'aurais jamais supportées si j'étais dans mon pays* »). Mais cette personne contact joue aussi un rôle important pour introduire la nouvelle arrivée dans le *monde de la clandestinité*. Qu'est-ce, au juste, que ce *monde de la clandestinité* ? Comment la personne s'y *intègre-t-elle* ? Comment s'en *éloigne-t-elle* pour *construire sa propre expérience* ?

1.1. Le monde de la clandestinité

Nous utilisons cette image pour mettre en avant un processus qui se met en place à partir de la confluence de différents facteurs macro-sociologiques et contextuels qui sont à la base du processus de la *clandestinisation*. Toutefois, ce processus se reproduit aussi à partir de l'*action* des immigrées-mêmes. Comment le construisent

⁴ Par exemple, il est fréquent de trouver des personnes qui partagent une pièce à trois ou quatre personnes.

/reconstruisent-elles ? Comment lui donnent-elles une *continuité* ? L'immigrée entre dans un monde, en partie construit / en construction, duquel elle saura s'éloigner et s'approcher dans le but de construire sa propre expérience personnelle.

Ce processus commence déjà dans le pays d'origine où jouent différents facteurs qui minimisent l'importance de la clandestinité. Comment la clandestinité a-t-elle été pensée avant le départ ? Qu'en savaient les femmes interviewées ? Qu'en savent les nouvelles migrantes potentielles ? Pourquoi cet élément n'est-il pas un facteur décourageant au départ (au moins pour certaines personnes) étant donné que, vue de l'extérieur, la clandestinité ne constitue pas un élément attirant. Pourquoi donc, malgré la clandestinité, ces personnes décident-elles de venir en Suisse ?

Pour résumer, il y a, au départ différentes conditions qui favorisent une minimisation des désavantages de la condition clandestine dans la migration: entre autres, la connaissance d'une personne dans le pays de destination, le mythe de l'Eldorado, les représentations différentes de la légalité et de l'illégalité dans les contextes suisse et latino-américain, la croyance selon laquelle il sera facile d'obtenir un permis ou simplement le fait de n'avoir pas une connaissance du nouveau statut (cf. chapitre 1, deuxième partie). Cette minimisation influence le processus migratoire et il nous semble être un élément explicatif de la reproduction de la *clandestinisation* à partir de l'action des acteurs.

À ce stade, nous voulons entrer plus profondément dans ce que nous appelons le monde de la clandestinité ; pour ceci, nous allons utiliser un extrait de témoignage d'une des femmes interviewées : « *être illégale c'est comme être dans une prison de cristal. Je veux dire que tu peux faire tout ce que tu veux mais en cachette ; tu ne peux pas sortir ; si tu sors, tu le fais avec la peur, en pensant que la police est toujours derrière toi. C'est pour cela que je parle d'une prison en cristal ; une prison de mensonges ; on l'accepte et on se met l'idée qu'on est dans une prison de cristal ; ce n'est pas mauvais non plus mais on l'accepte* ».

Ainsi, trois éléments retiendront notre attention : tout d'abord, l'image de la « *prison de cristal* », autrement dit, l'invisible ; la coexistence de cette invisibilité délimitant en même temps des frontières sociales, économiques et psychologiques, etc. avec le visible sera notre premier élément d'analyse. Ensuite, la femme interviewée affirme qu'il est

possible de « *faire tout ce qu'on veut* » mais sous certaines conditions, à savoir « en cachette », autrement dit avec prudence et en sortant le moins possible. Ce deuxième élément nous amène aux stratégies de survie et de résistance. Finalement, les termes de « *mensonges* » et celui de secret apparaissent intimement liés au concept de la clandestinité. Le fait de réfléchir sur le rôle du secret à l'intérieur de la clandestinité pourrait donc s'avérer fortement utile.

Dans l'exemple suivant, nous allons retenir encore un terme qui dirigera notre analyse, soit le terme d'« apprendre » : « *l'illégalité c'est vivre comme des rats, toujours caché, toujours dans son trou et très attentif pour sortir... et on apprend à vivre comme ça avec le temps, on n'a besoin que du temps .. Et donc, si on veut être ici, il faut être comme un animal caché parce que si on sort, on court déjà des risques et c'est très triste de ne pas pouvoir dire aux autres gens où on habite, cacher l'adresse parce qu'on ne sait jamais qui est qui, etc* ».

Pour la femme interviewée, le fait d'apprendre est très important pour pouvoir vivre dans la clandestinité. Il s'agit d'apprendre l'*art de vivre dans la clandestinité*, c'est-à-dire d'acquérir les différents instruments, outils et stratégies pour garder/dévoiler le secret, pour faire face aux besoins quotidiens et prolonger son séjour en tant que personne ayant le statut de « clandestinisée ». En effet, le terme « apprendre » en espagnol (en français découvrir/ « apprendre ») a une connotation très active et il fait référence à l'action de devenir capable de faire quelque chose⁵. Il s'agit donc d'apprendre à partir d'autres expériences, des siennes propres, de ses frustrations, d'écouter les autres, leurs conseils, de chercher des informations ou encore de poser des questions.

Le secret structurant un monde « à part »

La clandestinité semble se rapprocher du concept de *secret*. En effet, selon le Petit Robert, le terme de clandestin provient du latin *clandestinus*, de *clam* « en secret » : « qui se fait en cachette et qui a généralement un caractère illicite »⁶. Ainsi, il y a

⁵ Diccionario Enciclopédico Universal Aula, Madrid, Éditions Cultural, 1997.

⁶ Le Robert micro poche, Paris, dictionnaires Le Robert, 1997, p. 222.

beaucoup d'adjectifs associés à la clandestinité : caché, secret, mystérieux, souterrain, etc. Non seulement, le *secret* (et tous ses synonymes) est compris dans ce qui est clandestinité mais ce terme apparaît également dans le vocabulaire de femmes interviewées.

Dans ce sens, il nous paraît pertinent d'approfondir sa signification en nous référant à l'ouvrage de Georg Simmel, *Secret et sociétés secrètes*⁷ : l'auteur part d'une constatation plus large, c'est-à-dire la présence du secret dans les relations humaines. Il affirme que les relations entre les êtres humains ne sont pas déterminées que par le savoir des uns sur les autres, bien au contraire, elles impliquent un certain non-savoir, une dissimulation réciproque. Dans ce sens, le *mensonge*, du point de vue sociologique⁸, n'est qu'un instrument important dans la construction de certaines relations concrètes⁹. Ainsi, le secret se présente comme important pour les interactions sociales.

Mais, dans le cas de migrantes sans-papiers, le secret comporte également d'autres enjeux notamment le fait pratique de pouvoir se protéger d'un renvoi, d'une dénonciation ou d'un contrôle policier, ce qui concerne d'une manière directe la reproduction du processus de la clandestinisation. En effet, le secret lie les personnes qui sont porteuses d'un secret (tel que le fait d'être une sans-papiers) et en exclut les autres. Le secret devient, dans ce sens, une « figure structurante »¹⁰ dans la mesure où il délimite une frontière, une ligne de démarcation imperceptible entre ceux qui détiennent le secret et ceux qui n'y sont pas initiés. Il « ...offre en quelque sorte la possibilité d'un autre monde à côté du monde visible, et celui-ci est très fortement influencé par celui-là »¹¹.

C'est en ce sens que l'image du secret acquiert des implications importantes pour notre analyse. Ce monde de la clandestinité est caractérisé par le secret partagé entre les

⁷ SIMMEL G., *Secret et sociétés secrètes*, Belfort, Éditions Circé, 1996. Notre intention n'est pas de comparer ce monde de la clandestinité avec une société secrète. Nous nous sommes demandée dans quelle mesure nous pouvions faire un lien entre certains éléments de ce concept (notamment la fonction sociologique du secret) et la clandestinité.

⁸ Georg Simmel va affirmer plus loin : "La large négativité ethnique du secret ne doit pas nous induire en erreur sur ce point : car c'est une forme sociologique universelle, qui recouvre de façon tout à fait neutre la valeur de ses contenus". *Ibid.*, p. 41.

⁹ Cf. *Ibid.*, p. 20.

¹⁰ Cf. BONELLO Y.H., *Le secret*, Paris, Éditions PUF, 1998, p. 32.

¹¹ SIMMEL G., *op. cit.*, p. 40.

personnes possédant une caractéristique commune (celle de ne pas avoir un statut légal) et par les personnes initiées à ce secret. À cet égard, Yves-Henri Bonello affirme : « (...) sans territoire aux frontières géographiques définies, sans contours dessinés qui marqueraient l'existence d'un espace, le secret n'implique que d'être à part (...) le secret s'inscrit dans des contrées qui n'ont rien de géographique »¹².

À notre avis, vivre en situation de clandestinité et avec les enjeux que cela implique (voiler/dévoiler) représente une ligne de marquage entre le monde de la clandestinité, invisible, et celui du visible. Toutefois, cette frontière n'implique pas nécessairement la constitution d'un monde « isolé », bien au contraire : les sans-papiers sont partout, participent et réalisent des activités quotidiennes comme n'importe quelle autre personne, ils n'ont pas une étiquette qui les désignent comme des sans-papiers. C'est dans cette perspective que nous utilisons le terme *monde de la clandestinité* pour mettre en évidence la coexistence d'une structure invisible dans le monde visible. L'invisibilité semble se présenter comme une *caractéristique* de la clandestinité et comme une *condition* pour sa reproduction (cf. chapitre 1, troisième partie).

C'est justement cette caractéristique de partager le secret et de ne pas le dévoiler (ou de le dévoiler à certaines personnes dignes de confiance uniquement), qui renforce les liens entre les personnes détenant le secret ou qui crée en tout cas une certaine complicité entre elles. Cela ne se traduit pas toujours par une solidarité ou fidélité constante : le fait d'être associée à un groupe social stigmatisé par le regard d'autrui, celui de « sans-papiers » produit des concurrences, des envies et le désir de se différencier (cf. pages suivantes).

Georg Simmel distingue deux types de relations : la relation *extérieure*, c'est-à-dire la relation de celui qui détient le secret avec celui qui ne le détient pas et la relation *interne* prévalant à partir du moment où le groupe fait du secret une forme d'existence : « le secret détermine désormais les relations réciproques de ceux qui le détiennent tous ensemble »¹³. Parler des immigrées latino-américaines sans-papiers suppose aussi le fait de faire ce type de distinction. En effet, ces personnes maintiennent des relations différenciées entre celles qui partagent le secret et celles qui en sont exclues ; relations

¹² BONELLO Y.H., *op. cit.* p. 35.

¹³ SIMMEL G., *op. cit.*, p. 62.

qui détermineront le type de conduites, de partage, de codes, etc. de celles-ci : « *je suis très sec avec les personnes que je ne connais pas. Des fois, c'est dommage, dans le cours de français je ne peux pas établir des relations avec les personnes, j'évite de parler avec elles, ainsi je ne suis pas obligée de dire des mensonges. Je ne peux pas non plus les inviter chez moi* ».

Une caractéristique des personnes partageant un secret est la *prudence* dans la communication, dans les contacts et les relations, dans leurs actions. Le secret, affirme Yves-Henri Bonello, est discret par définition. Cette discrétion peut aboutir au silence, puisque c'est dans le silence qu'il est le mieux préservé : silence voulu, stratégique, réfléchi et qui se présente apparemment dans un refus de communiquer (refus qui n'a comme but que la protection et la préservation)¹⁴ : « *Je suis quelqu'un de très expressive, j'aime beaucoup danser mais je ne peux pas m'exposer. J'évite d'aller aux fêtes où il y a des personnes que je ne connais pas parce que je suis tentée de danser et de me montrer et c'est mieux ne pas attirer l'attention des autres* ».

Les femmes sans-papiers portent un secret en elles (le fait d'être des personnes sans-papiers), elles ne peuvent pas le dévoiler ouvertement sous peine de porter atteinte à leur protection (ce qui aurait pour effet d'être renvoyée et de tout perdre) ; afin de garantir leur survie, elles ne peuvent trahir ce secret et elles optent pour une attitude de prudence. C'est ainsi qu'une sorte de complicité se crée entre les personnes qui partagent le secret : « *Même si une personne sans-papiers dit qu'elle n'a pas peur, on peut voir cette peur dans ses yeux ; quand quelqu'un baisse les yeux ou la tête c'est parce qu'elle a peur* », « *je ne sais pas lire dans les yeux mais je sens et je regarde la peur de quelqu'un qui est illégale parce que moi aussi je suis illégale* ».

Toutefois, cette complicité va les relier, leur faire partager un même vocabulaire, des sentiments, stratégies, contraintes similaires, etc. Elle va leur faire partager et développer un sentiment de solidarité. Il est vrai que les réseaux de solidarité sont très importants pour faire face à la clandestinité. Cependant, dans le cas des personnes sans-papiers, l'attitude de prudence va être intimement liée à celle de la méfiance et plus précisément, dans le cas de la migration, à celle de la concurrence : « *je sais que dans*

¹⁴ Cf. BONELLO Y.H., *op. cit.* pp. 29-30.

ma situation, les gens essaieront toujours de profiter. C'est comme ça, on regarde toujours comment profiter de l'autre. Alors il faut se défendre. L'idéal c'est d'éviter cette possibilité, ne pas faire confiance, être tranquille, être bien mais ne pas faire confiance ».

Par ailleurs, il nous semble important de considérer l'enjeu pour les migrants de *réussir la migration*, c'est-à-dire, d'obtenir une « place » dans le pays d'immigration autrement dit de la mériter, de la gagner, ce qui légitime leur présence (cf. quatrième partie) : *« je ne sors pas beaucoup avec les Latino-américaines. Quelquefois, il y a des amies qui t'envient ; si elles voient que tu as un bon travail, elles commencent à inventer des choses contre toi... alors je préfère éviter, avoir moins d'amies, même si je me sens seule ».*

Le processus de la clandestinisation comme production du culturel

Comme nous l'avons déjà évoqué, la clandestinité doit être comprise dans un système où il y a convergence des différentes forces (plus ou moins déterminantes) qui désignent le contexte de la clandestinité. Dans ce système, il y a des acteurs concrets qui contribuent à la reproduction quotidienne de la clandestinité en lui donnant d'une certaine manière une continuité. Nous aimerions maintenant revenir à notre deuxième élément d'analyse, celui qui concerne les processus d'apprentissage et de socialisation auxquels les femmes latino-américaines font appel, par rapport à ce qui est *propre à la clandestinité*.

Ainsi, il nous semble pertinent de considérer la clandestinité aussi comme un *processus de production du culturel* dans la mesure où le monde de la clandestinité est une production constante à travers la transmission de pratiques sociales des individus, de pratiques communes et de savoir-faire adaptés à cette nouvelle réalité¹⁵. C'est par un processus de *socialisation* que la nouvelle arrivée appréhende certaines règles de

¹⁵ À ce propos, nous nous sommes inspirée du concept analytique de culture qui comprend celle-ci comme un ensemble de traditions modelées et liées entre elles qui se transmet tout à travers le temps et l'espace selon des mécanismes non biologiques mais tirant partie des capacités uniques de l'être humain (langage, pensée, symbolique). Thèse développée par SCHULTE-TENCKHOFF I. in *Module L'interculturel : théories et pratiques*. Module de formation continue organisé par l'Institut d'Études Universitaires, Université de Genève, mai 2001.

fonctionnement du monde de la clandestinité, ce qui va faciliter son agir -en tant que femme sans-papiers en Suisse- d'une manière satisfaisante : c'est à dire qui va permettre la reproduction des conditions de la clandestinité et/ou son intégration dans ce monde et/ou l'éloignement de ce monde et/ou la prolongation de son séjour sur le territoire helvétique. De ce fait, la clandestinité nous semble pouvoir être analysée comme un processus de production du culturel.

Il convient d'indiquer que l'observation de ces pratiques sociales -propres au monde de la clandestinité- ne peut pas se faire dans un contexte géographiquement déterminé. Certes, l'image du monde de la clandestinité que nous utilisons fait référence à un espace social qui n'est pas délimité physiquement mais plutôt par de multiples relations. Ainsi, cette production du culturel se fait à l'intérieur de la légalité étant donné que l'espace de la clandestinité ne constitue pas un monde séparé, mais qu'il désigne un espace cohabitant avec la légalité et la visibilité. La clandestinité apparaît, à première vue, comme quelque chose de non-identifiable, non-repérable facilement, puisque ce concept renvoie à l'idée de quelque chose de caché, de souterrain, de renfermé, d'inexistant et d'apparemment non structuré¹⁶. Ce sont dans les espaces privés et les espaces non-visibles que les liens se tissent et que les comportements et pratiques sociales se transmettent d'une personne à l'autre et se reproduisent. Il y a des repères communs, des apprentissages semblables, un partage et de multiples rapports qui lient les femmes sans-papiers.

Comment décrire ce « monde » ?

Dans ce *monde*, nous pouvons dire que deux aspects ambivalents cohabitent. D'une part, ce monde est habité par les jalousies, la méfiance, les dénonciations, etc. :

¹⁶ De même, pour ce qui est du concept anthropologique de la culture, la notion d'espace sur lequel repose ce concept, face aux phénomènes migratoires et aux flux culturels transnationaux, devient problématique. Il s'agit d'une *déterritorialisation* de la culture à travers la rupture du lien entre la culture en tant que facteur d'identification et un lieu géographique donné. Cf. SCHULTE-TENCKHOFF I., "L'anthropologie contemporaine face au défi de la culture" in AUBERT L. (s/s la dir. de), *Le monde & son double*, Paris, Éditions Adam Biro, 2000, p. 20. À cet égard, d'autres auteurs, en suivant une approche interactionniste de la culture, affirment que le véritable lieu de la culture, se trouve dans les interactions individuelles. Voir CUCHE D., *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, Éditions La Découverte, 1996, pp. 49-50.

« ...fraternité entre compatriotes? Cela n'existe pas. Il n'y a pas de bonnes choses. Il y a toujours des jalousies: ils regardent ce que tu fais, si tu as une bonne position, si tu as un meilleur travail, etc. ». D'autre part, ce monde comporte une certaine « solidarité » où il y a un échange de services qui rend possible l'existence de cette structure « illégale » : « Seulement la personne qui a souffert a la capacité de se solidariser avec les autres. Je sais ce que signifie le fait de ne pas avoir un endroit où dormir; c'est pour cela que j'ai proposé à cette fille de venir dormir chez moi ».

Les femmes interviewées mentionnent fréquemment les convoitises et jalousies entre Latino-américains qui débouchent, dans certains cas, sur des dénonciations. Le fait de s'éloigner de personnes qui sont en situation irrégulière (c'est-à-dire d'autres sans-papiers) est, dans ce sens, voulu: la personne évite le fait d'avoir des problèmes, d'être mêlée à des histoires et à des jalousies qui peuvent représenter des situations à risque. Cet éloignement donne, selon ce qu'elles expriment, une certaine tranquillité et une certaine sécurité : « Je me suis éloignée des (...) et cela m'a fait beaucoup de bien ».

Mais cet aspect ne définit pas, dans son ensemble, cette structure existante. Il y a, au contraire, des éléments qui construisent une certaine solidarité et qui reproduisent les conditions de l'illégalité. Ces éléments peuvent être de caractère informel et de caractère formel. Parmi les éléments de nature informelle, nous trouvons surtout le sentiment d'aider les autres, de se solidariser avec les autres, etc., c'est pour cela, qu'il y a des personnes qui sont prêtes à accueillir quelqu'un qui n'a pas de logement, à offrir de la nourriture, à donner des renseignements (pour une période: un jour, une semaine, tous les week-ends, etc.); en échange, la personne nettoie l'appartement, donne différents types d'aide, etc¹⁷.

Il convient de mentionner que beaucoup de monde peut être impliqué et mobilisé - amis, connaissances, amis d'amis, amis de connaissances, connaissances de connaissances- lorsqu'un membre de la communauté ou d'une personne faisant partie du réseau a un certain besoin. L'exemple ci-dessous montre que beaucoup de personnes

¹⁷ Voir, par exemple, le travail de mémoire de María Gladys Ybargüen, qui analyse les modalités informelles de qualifications professionnelles utilisées par les femmes péruviennes sans-papiers (basées sur l'échange spontané de savoirs). Cf. YBARGÜEN PACHECO M.G., *Stratégies de formation professionnelle chez les femmes de ménage d'origine péruvienne à Genève*, Université de Genève, 1999, Mémoire de licence.

interviennent et qu'elles se retrouvent, d'une certaine manière, connectées entre elles même si elles ne se connaissent pas directement. C'est dans cette mesure que l'extension des réseaux sociaux peut acquérir des dimensions très importantes¹⁸.

Voici l'exemple d'une femme suisse qui a aidé une femme sans-papiers : « *J'ai juste connu Juan à travers un ami. Juan, habitant en Suisse depuis longtemps, m'avait dit à l'occasion, que sa femme allait venir. Il était prévu que sa femme reste chez lui mais cela n'a pas bien marché alors, après 2 semaines, ils sont dû déménager. C'était difficile de trouver où loger et ils ont dormi chez des amis ou des connaissances ou chez des connaissances d'amis. Ils ont dormi chez moi 2 nuits. Une fois, j'ai cherché à l'uni des annonces et j'ai téléphoné mais cela n'a rien donné sauf que les personnes avec qui j'ai parlé ont dit qu'elles allaient demander autour d'elles. Actuellement, ils sous-louent une chambre à quelqu'un qui sous-loue également l'appartement. Cette personne fait partie de la communauté des (...) et elle est aussi sans-papiers* ».

Par rapport aux éléments de caractère formel, nous pouvons mentionner l'existence de différentes institutions humanitaires ou de différentes structures suisses (par exemple l'hôpital) qui rendent possible la survie de femmes sans-papiers, comme par exemple, l'Armée de Salut (où il est possible d'avoir des contacts avec les autres, d'avoir de la nourriture gratuite, un logement à un bon prix, etc.), Caritas, La Croix Rouge (qui offre des vêtements, divers types de renseignements, etc.). Tous ces institutions ou conditions en général permettent la reproduction de l'illégalité (cf. théorie des réseaux sociaux).

Transmissions des pratiques/ des savoir-faire

Nous pensons que l'immigrée doit s'adapter à deux niveaux, soit à la société de réception et à la clandestinité suisse. Pour ce faire, la *personne contact*¹⁹ en Suisse, la communauté d'origine, les compatriotes et d'autres étrangers jouent, entre autres, un rôle important. En effet, dans le *pays de réception*, la personne contact introduit la nouvelle arrivée au monde de la clandestinité (et à ce qui lui est propre) en permettant

¹⁸ Voir à cet égard DIAZ B., *La ayuda invisible. Salir adelante en la inmigración*, Bilbo, Éditions Ikiniano elkarte, 1999.

¹⁹ Ce terme fait référence à la personne résidant dans le pays de réception et qui rend possible l'arrivée de la nouvelle immigrée. Cette personne peut être une amie, un membre de la parenté, une connaissance, etc.

une première adaptation au pays. Ainsi, celle-ci va apprendre peu à peu les modes de comportements quotidiens, les nouveaux codes et usages sociaux, quelques phrases de la langue du pays de réception, l'orientation dans l'espace (« comment arriver à... », comment prendre le bus, comment faire des commissions, comment téléphoner, où aller et trouver des cabines téléphoniques), les horaires des institutions publiques, etc., tout cela, sans s'identifier nécessairement à ceux-ci. Autrement dit, il s'agit de l'*adaptation minimale* nécessaire pour survivre dans le nouvel environnement.

Par rapport à la clandestinité, il se produit aussi une sorte d'*introduction* de la nouvelle arrivée à ce que la clandestinité signifie. La personne contact s'en charge en apprenant à la nouvelle arrivée certains types de comportements ayant comme but de ne pas se faire remarquer. Ainsi nous pouvons mentionner : types de réponse qu'il faut donner, manière dont la personne doit se mobiliser, ce qu'elle doit faire, ce qu'elle ne doit pas faire, façon de chercher du travail, etc. Mais cette introduction passe aussi par le fait de transmettre la peur qui commence à s'installer chez la migrante durant ce premier temps -peur qu'il faut apprendre à maîtriser-. Ces expériences font partie de ce que signifie le fait de vivre dans l'illégalité.

La *personne contact*, qui a déjà réalisé le travail d'*intégration à la clandestinité*, va introduire la nouvelle arrivée dans ce monde, celle-ci, deviendra à son tour un contact ou une intermédiaire pour l'arrivée d'une autre personne. Au-delà de cette fonction « intégratrice », la personne contact assure -dans la plupart des cas- la satisfaction de quelques besoins fondamentaux comme le logement, la nourriture (au moins pour quelque temps) et l'obtention du travail. Cette personne contact l'intègre également, en quelque sorte, dans un réseau social (fréquemment celui d'autres Latino-américains), intégration fondamentale pour se débrouiller dans le monde de la clandestinité. Il convient à cet égard de mentionner qu'une bonne partie des immigrées trouvent du travail à travers des contacts et des relations.

En conséquence, nous pouvons dire que le premier contact est essentiel, non seulement au niveau de la satisfaction des besoins matériels et émotionnels mais également au niveau de l'adaptation à la société suisse et de l'introduction à la clandestinité. Cette personne a évidemment une connaissance de « ce qui est propre » à l'illégalité (elle-même est sans-papiers, a été sans-papiers ou connaît d'autres personnes

dans la même situation), mais ce contact fait partie d'une communauté latino-américaine plus grande, et enrichit également le renforcement de cette communauté.

Ainsi, la nouvelle arrivée s'intègre à ce milieu ; elle participe, reproduit les conditions de la clandestinité et devient ensuite un « contact » pour une nouvelle migrante, elle assume les comportements propres d'une personne sans-papiers afin de ne pas se faire remarquer, elle connaît d'autres personnes qui sont dans la même situation qu'elle. En résumé, elle connaît ce qui est propre au monde de la clandestinité. Son statut, ou, dit autrement, son manque de statut légal ouvre/ferme différentes portes d'interrelation et donc de conditions futures de vie dans la société de réception.

Dans ce sens, nous pouvons dire que les immigrées sans-papiers partagent un « même vocabulaire » qui exprime ou couvre des expériences semblables. Ainsi, quelques *thèmes* suivants: les renvois, les contrôles policiers, l'exploitation, la manière d'obtenir de l'aide, les envies des personnes, font partie de l'expérience de la clandestinité. Les *stratégies* à développer et à mobiliser sont dirigées vers la satisfaction des besoins élémentaires (soit le fait de prolonger son séjour sur le territoire helvétique sans se faire renvoyer) ainsi que vers des besoins de valorisation (se sentir exister malgré son inexistence, ne pas se faire remarquer, que dire au cas où l'on est interrogé ?, accéder aux différents services, etc.). L'insécurité, la peur et l'instabilité sont également des *sentiments* que partagent le groupe des femmes sans-papiers.

Il y a aussi l'existence de certaines *règles* (comme le fait de ne pas compromettre les autres sans-papiers en cas de contrôle policier -« *si la police fait un contrôle, il faut jamais dire le nom, l'endroit où nous habitons parce que la police arrive, frappe à la porte et emmène tout le monde. Il faut dire qu'on ne se rappelle pas, qu'on ne sait pas l'adresse, etc.*»-) et l'existence d'*endroits de rencontre* (comme les arrêts de bus par exemple). C'est à ces occasions que des contacts avec d'autres personnes se retrouvant en situation « irrégulière » quant à leur statut légal ou cherchant des informations (endroits où aller, rencontres) commencent à être établis. Le fait de rencontrer d'autres gens dans la même situation permet de connaître les conditions de clandestinité et la marge de négociation dans les différentes sphères : « *Quand j'ai commencé à avoir des amis, nous avons commencé à nous demander combien nous gagnions, ce que nous faisons, etc.* ».

Il convient donc à la femme sans-papiers de bien connaître le monde de la clandestinité et de ce qui est propre à l'illégalité (règles, comportements à suivre et stratégies à adopter). Nous pensons que la femme latino-américaine sans-papiers, après la période de « découverte », devient consciente de ce que signifie la clandestinité, entre dans ce monde et, d'une certaine manière, s'y intègre. Mais nous croyons aussi que pour avoir une vie normale, elle devrait s'en éloigner. Ainsi, ces femmes essaieront ainsi de rendre compatible la clandestinité avec d'autres dimensions de leurs expériences et d'autres réseaux fréquentés et tenteront de les faire coexister avec une certaine harmonie. La migrante latino-américaine sans-papiers prendra les éléments de la clandestinité pour se les approprier et élaborer à son propre expérience, organiser son mode de vie et en conséquence, reproduire les conditions de l'illégalité (et la continuation de cette dernière) dans la société de réception, mais elle cherchera aussi à s'en éloigner pour certaines périodes du moins.

1.2. S'éloigner de la clandestinité ...

Un concept clé, celui de *ressources*, s'ouvre à nous. À notre avis, les ressources, transférées, adaptées, créées et mobilisées par les femmes migrantes leur permettent de construire, malgré l'univers contraignant de la clandestinité, des expériences migratoires marquées par une certaine *confiance*. Comme nous l'avons souligné dans les pages précédentes, la clandestinité entraîne une situation de dépendance vis-à-vis, tout d'abord, de la personne contact. L'*indépendance* à l'égard de cette dernière se fait au fur et à mesure que la personne devient capable de gérer sa vie en tant que femme sans-papiers ce qui suppose le fait de compter sur des ressources adaptées de savoir les mobiliser pour mieux s'en sortir lors des situations à risque.

Nous pensons que la capacité des femmes sans-papiers à mobiliser certaines ressources, pertinentes à la clandestinité marque une différence quant au fait de s'en sortir en Suisse. Prenons l'exemple du manque d'informations et de la présence d'informations erronées. Comme nous l'avons vu, le fait de ne pas pouvoir compter sur des informations claires entraîne des situations d'incertitude, de méfiance, d'impuissance et de solitude. Comme les femmes interviewées l'affirment, le fait de

« *ne rien savoir* » par rapport aux contrôles policiers, par rapport au travail, par rapport à ce qui se passe au cas où elles tombent malades, etc. limite leur marge de manœuvre. Il s'agit d'une incertitude fondamentale, d'un manque d'information claire à tous les niveaux qui influence l'insécurité et l'inquiétude : « *je ne sais pas* ».

Les femmes sans-papiers sont souvent confrontées à différents types de messages provenant de différentes sources (d'autres amis sans-papiers, des amis ayant été des sans-papiers, des personnes ayant un statut légal, des Suisses, des institutions bénévoles ou humanitaires, des compatriotes, etc.). C'est le sentiment d'avoir un manque d'information ou l'existence d'une information confuse ou contradictoire (« *c'est ce qu'on m'a dit* ») qui produit des doutes, de l'insécurité et enfin la dépendance : « *Alors on ne peut ni vivre ni travailler tranquillement parce qu'on dit que la police peut venir te chercher au travail, dans la rue, aux arrêts de bus. On te transmet la peur partout* », « *je me sens très mal, je me sens comme si j'avais fait quelque chose de mauvais, toujours nerveuse, avec la peur parce qu'on dit que si la police te voit, ils te renvoient tout suite sans pouvoir chercher tes affaires ou demander ton salaire parce que tu ne vas pas non plus compromettre tes patronnes, parce qu'ils doivent payer une amende de 5'000 frs. Ils te font un contrôle et après ils te mettent en prison et tu restes là-bas 3 ou 4 jours et on te renvoie comme tu étais un chien* ».

Par contre, une fois que la personne a plus de renseignements, et qu'ils proviennent de sources plus fiables, elle se sent mieux informée et a l'impression que sa marge de manœuvre s'élargit. Un sentiment de confiance et de sécurité commence à naître. Le passage du manque d'informations ou d'informations douteuses à l'accès à des informations claires et fiables augmente la capacité de débrouillardise dans la clandestinité. Le fait de pouvoir disposer d'informations claires et fiables devient une des ressources principales permettant de vivre dans la clandestinité : « *ce que j'ai fait était de me défendre avec ce que je pouvais : je leur ai dit qu'ils ne pouvaient pas me retenir pour plus de 24 h. et qu'ils devaient me payer mon billet d'avion parce que je n'avais pas d'argent ; une personne qui connaît ses droits ne se laisse pas donner de mauvais traitement. Je sais ce que je dois faire au cas où ..., je sais quoi répondre...* ».

C'est ainsi qu'on observe un passage d'un sentiment de *dépendance* vers la construction d'un sentiment d'*indépendance*, de « maîtrise » des circonstances et de

maîtrise de la peur. La peur ne peut être omniprésente dans leurs pensées. Les femmes latino-américaines ne peuvent pas y réfléchir toujours, faute de quoi, non seulement, leur santé psychique serait compromise mais également la possibilité qu'elles ont d'accomplir leur projets migratoires. Elles se doivent donc de développer un sentiment de *confiance*²⁰: « *je sais que je suis clandestine mais je ne l'ai affiché nulle part, je ne l'ai pas enregistré sur mon front ...* ».

Le concept de ressources nous semble donc important pour la compréhension de notre problématique. Toutefois, la pertinence de ces ressources et leur mobilisation vont marquer une différence entre les personnes qui s'en sortent mieux et celles qui s'en sortent moins bien. Selon Isabelle Taboada-Leonetti et Vincent de Gaulejac, le problème de l'intégration/exclusion semble opposer ceux qui ont un capital -relationnel, familial, culturel, identitaire- et qui sauront s'adapter, résister aux crises, et mobiliser leurs ressources pour s'en sortir, et ceux qui disposent de faibles ressources éducatives, culturelles, relationnelles, qui auront moins de forces pour résister à la rupture dans l'une des dimensions de leur vie²¹. C'est pour cela qu'il nous semble pertinent de diriger notre attention sur les *ressources* transférées, adaptées ou créées par ces femmes latino-américaines, autrement dit, sur le *capital* dont elles disposent afin de faire face à la clandestinité.

Un capital se définit comme un *ensemble de ressources* et de pouvoirs effectivement *utilisables*. Pierre Bourdieu distingue le capital économique (constitué de l'ensemble de facteurs de production, de biens économiques, et de revenus), le capital culturel (ensemble des dispositions et qualifications intellectuelles et des biens culturels acquis au cours de la formation et de l'histoire individuelle), le capital social (réseau de relations sociales d'un individu) et le capital symbolique (l'honneur, le prestige, la réputation)²².

²⁰ Anthony Giddens en analysant des ouvrages de Luhmann (1979) affirme que "La confiance présuppose une conscience du risque ...". GIDDENS A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, p. 38. Nous pensons que l'immigrante latino-américaine sans-papiers est parfaitement consciente qu'en sortant du travail, en descendant de l'autobus ou en marchant dans la rue, elle peut subir un contrôle policier. S'il s'agit de familles habitant clandestinement en Suisse, la conscience du risque existe dès qu'un des membres est sorti.

²¹ DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, Éditions Marseille, Hommes et perspectives, 1994, p. 220.

²² Cf. BOURDIEU P., *Questions de sociologie*, Paris, Éditions Minuit, 1980 ; LAHIRE B. (s/s la dir. de), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu, dettes et critiques*, Paris, Éditions Découverte, 1999.

Claudio Bolzman définit le *système de ressources* comme « l'ensemble de moyens d'ordre socio-économique, relationnel, culturel et psychosomatique dont dispose une personne et qu'elle peut mobiliser dans le contexte où elle évolue »²³. Pour les immigrées sans-papiers les possibilités de transfert des ressources -entre autres d'ordre éducationnel, relationnel ou économique- qu'elles ont acquises dans leur pays d'origine sont bien limitées. Toutefois, il nous semble qu'il y a un transfert de certaines caractéristiques qui, à notre avis, sont utiles dans le monde de la clandestinité comme la *débrouillardise*²⁴ qu'elles ont pu développer dans leur pays d'origine et la capacité à vivre sans l'État (cf. chapitre 1, deuxième partie).

Quoi qu'il en soit, la clandestinité leur impose un statut de *femme sans-papiers* et de *femme employée domestique*, il s'avère donc nécessaire de créer de nouvelles ressources adaptées et mobilisables dans ce nouveau contexte (différent du leur) et de la nouvelle situation (jamais vécue auparavant). Ce système de ressources s'alimente, dans le cas d'une personne *émigrée/immigrée*²⁵, de références partagées voire multiples. Le terme de *bilatéralité de références*²⁶ nous semble approprié étant donné que les images identitaires ainsi que différents types de savoir-faire se trouvent le plus souvent partagés entre la société d'origine et celle de réception.

En mobilisant des ressources qualitativement inégales

Les ressources sont donc importantes mais nous aimerions encore ajouter à celles-ci la notion de qualité. Étant donné l'objectif de vivre concrètement en Suisse (c'est-à-dire de prolonger le séjour en tant que sans-papiers et de s'y faire une place), la *qualité des ressources* se définit par cet ensemble de ressources qui permettent justement de

²³ BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Zürich, Éditions Seismo, 1996, p. 105.

²⁴ "...la débrouillardise est la 'qualité' la plus vantée du citoyen qui 's'en sort' ; ce qui signifie que pour devenir un citoyen à part entière, il faut en passer par des méthodes quelquefois illégales, voire malhonnêtes. Le dicton 'le malin vit du nigaud et le nigaud, de son travail' entérine cette philosophie populaire" BEY M., "Quelques réflexions sur la continuité entre villes et campagnes" in *Mutations sociales et articulations des espaces ruraux et urbains*, Paris, Éditions Cahiers du GEMDEV (Recherches francophones sur les dynamiques des Tiers Monde), n° 21, 1994, p.133.

²⁵ Cf. SAYAD A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, Éditions De Boeck-Université, 1991, p. 14.

²⁶ Expression prêtée à Oriol (1984) citée par BOLZMAN C., *op. cit.*, p. 107.

s'approcher du pôle de la légitimité, autrement dit, du pôle du pays de réception voire de la légalité. Cela veut dire que les critères opposés à l'illégalité (stabilité, légalité, une certaine certitude, crédibilité, etc.) augmentent la qualité des ressources. En revanche, ce qui est proche de la clandestinité (la peur, les risques, la concurrence, les histoires « noires », etc.) diminue la qualité des ressources, ce qui fait que la personne affirme être plus facilement méfiante, ne pas se sentir sûre et avoir une « *vie sans vie* » : « *ici, les personnes sans-papiers au lieu de t'encourager et de t'aider, elles te font avoir peur et te disent : fais attention à ça, à l'autre, etc. et tu ne dois pas pleurer, etc.* »

Les *patrons* peuvent ainsi devenir une ressource importante dans la mesure où la personne sans-papiers établit une relation de confiance avec eux. Cela dit, il convient de différencier les patrons latino-américains des patrons suisses. En Amérique latine, les classes sociales sont très marquées : la place d'une femme de ménage est bien délimitée (la cuisine), il serait, d'une certaine manière, impensable qu'elle puisse s'asseoir à la même table que ses patronnes, étant donné qu'elle est considérée comme inférieure à ces dernières. Cette relation verticale patrons-femme de ménage est bien marquée, qui semble être, dans quelques cas, transférée et reproduite dans la société de réception. Toutes les femmes interviewées ont relevé qu'elles préféreraient avoir des patrons suisses que des patrons latino-américains (« *elles te paient moins, elles te font travailler plus, elles te traitent mal* »).

Un autre exemple de qualité des ressources est donné par la personne contact qui va déterminer les conditions initiales à partir desquelles la nouvelle arrivée va construire son *expérience* : puisqu'elle est souvent le *contact* pour trouver un travail, elle va -d'une certaine manière- déterminer la nationalité des patrons (latino-américains ou suisses), le type de salaire. Si la personne contact dispose d'un réseau d'information important, la nouvelle arrivée va également en bénéficier ; si ce n'est pas le cas, l'incertitude, les fausses informations, la peur vont s'installer plus facilement : « *en fait, ce sont les Latino-américains, oui, ils te payent moins mais ce sont eux qui donnent du travail. Les Suisses, qui sont très disciplinés, ne vont pas te donner du travail. Le Suisse qui m'a donné du travail, c'est parce qu'il a plus de cœur que de raison* ».

Nous pouvons mentionner comme les ressources importantes suivantes: des amis suisses, de « bonnes » patronnes (quelquefois considérées comme des amies), des

institutions officielles comme SOS futures mères, le Syndicat sans frontières, des amis avec un statut légal ou de nationalité européenne, des amis bien « placés », un réseau d'informations précieuses ou proches de la vérité, etc. Dans ce sens, il ne suffit pas d'avoir des ressources (ce qui est bien évidemment important pour résister à n'importe quel type d'exclusion) mais il est important (du point de vue de la réussite du projet migratoire) de considérer la qualité de celles-ci. Quoi qu'il en soit, le développement des ressources est très important. Voyons donc les principales ressources que ces femmes commencent à développer et qui contribuent à créer en elles un sentiment de *confiance*.

En s'appuyant sur des ressources variées

La personne contact pour arriver en Suisse :

À peu d'exception près, nos interviewées sont arrivées en Suisse par une *personne contact*. Selon le niveau de proximité de ce contact avec la nouvelle arrivée (une sœur est beaucoup plus proche qu'une amie par exemple) et la situation légale, sociale et économique de ce contact, les conditions et, en quelque sorte, le type d'insertion de la nouvelle arrivante vont être différents. Ainsi, la personne contact peut être une ancienne connaissance de la nouvelle arrivée qui se trouve en situation légale en Suisse ou bien elle peut être l'amie d'une cousine qui fait venir beaucoup de personnes en demandant de l'argent²⁷ ou encore la connaissance d'une amie qui se trouve en situation irrégulière, etc. Ainsi, la *qualité* du contact influence en quelque sorte la manière de vivre de la nouvelle arrivée étant donné que celle-ci sera introduite dans le réseau social de la première.

Bien que ce contact représente une ressource concrète (qui peut donner des aides ponctuelles et fondamentales durant le premier temps de séjour en Suisse de la nouvelle arrivée) ; la relation avec celle-ci devient une relation de dépendance. Ce « pouvoir » de

²⁷ Nous avons interviewé quelqu'un qui avait dû payer 2000 dollars à la personne de contact. Il se peut que cette personne demande de l'argent pour faire venir l'émigrante. En revanche, la personne de contact devait envoyer le billet d'avion, aider à chercher du travail et héberger l'immigrée pour un mois. L'interviewée décrit son expérience : "*ce contact agendait des rencontres pour nous et nous donnait des orientations mais je ne me sentais pas bien dans cet endroit, c'était petit et il y avait toujours des gens qui arrivaient ...*".

la personne contact peut être utilisé d'une manière malsaine (« *elle me faisait nettoyer l'appartement et laver ses vêtements* »). Il y a toutefois d'autres personnes qui n'ont pas eu de problèmes avec la personne contact (surtout s'il s'agit de quelqu'un qui a une situation stable), ces personnes les ayant aidé par exemple à trouver d'autres travaux, payant correctement les heures de nettoyage ou repassage.

Quoi qu'il en soit, venir en Suisse par l'intermédiaire d'une personne contact représente des avantages. Parmi les femmes interviewées, quelques rares personnes sont arrivées sans avoir un contact en Suisse. Leur vécu est nettement plus difficile : en effet, il est beaucoup moins évident de trouver un travail, d'avoir un endroit où dormir, etc. : « *j'ai même du dormir une fois dans une cave* ».

Les patrons :

Plusieurs recherches²⁸ ont déjà souligné l'importance d'établir une bonne relation avec les patrons. En effet, étant donné leur inexistance légale, les femmes latino-américaines sans-papiers ont besoin de quelqu'un de légal qui puisse faire le lien avec la société de réception parce que, de toute façon, elles *doivent y vivre*. Un besoin très concret est le logement ; quelques-unes des femmes interviewées mentionnent que, grâce à leurs patrons (qui ont loué l'appartement à leur nom), elles ont pu accéder à un logement. Les patrons peuvent aussi leur apprendre la langue, au cas où la femme veut faire venir un membre de la famille (une sœur et/ou les enfants), leur avancer leur salaire, leur trouver d'autres emplois, etc. Il est également important pour ces immigrées de se sentir à l'aise dans la maison où elles travaillent : soit de pouvoir allumer la télévision, regarder les nouvelles en travaillant, etc. Il faut considérer que le travail est l'activité occupant la plupart du temps de ces personnes²⁹ : « *je me sens comme si j'étais un membre de la famille, je me sens heureuse d'être avec ces gens* ».

²⁸ Voir, par exemple, SCHWAB M., *L'intégration non intégrée. Analyse de l'installation durable des migrants sans documents*, Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse), 2000, Mémoire de licence; YBARGÜEN PACHECO M.G., *op. cit.*

²⁹ Les femmes interviewées adoptant la modalité de travail *par heure* ont différentes patronnes. D'ailleurs, la nature du travail (nettoyage) consiste quelquefois à recevoir la clé de la maison, ce qui réduit le contact avec la/les patronne(s).

Réseau social :

Il est important, pour la personne sans-papiers, de disposer d'un réseau social. L'existence de ce réseau (amis, connaissances, compatriotes, etc. voire diverses formes de vie communautaires) va être déterminante pour l'adaptation et/ou l'installation de l'émigrée. Cela d'autant plus que, dans la condition où se trouvent les femmes latino-américaines sans-papiers, elles n'ont accès à aucun type de droits. Cette capacité de se créer un réseau social, est à notre avis, une capacité qui se forge déjà dans le pays d'émigration.

Dans des pays où la sécurité sociale est presque inexistante comme en Amérique latine, où elle atteint seulement quelques secteurs de la population, la création et la mobilisation d'un réseau social est indispensable. Marguerite Bey, quant à l'importance des réseaux sociaux affirme qu'ils : « (...) ont une utilité sociale et économique irremplaçable, étant donné la quasi inexistence de services sociaux tels que la sécurité sociale, les allocations de chômage, ou les subventions alimentaires pour les plus démunis »³⁰. Ainsi, cette même chercheuse, en analysant les conditions de l'émigration de la campagne vers les villes au Pérou rend compte de la présence de parents ou d'amis dans la ville. Cette émigration est conditionnée par cette « présence » étant donné que ces derniers vont accueillir les nouveaux arrivés, les aide à trouver un travail, un logement, etc.

L'appartenance à un réseau social est donc, selon les mots de Adolfo Figueroa et alii, une ressource sociale³¹ très importante qui joue d'ailleurs, à notre avis, un rôle au niveau du sentiment de la reconnaissance sociale des immigrées sans-papiers. Celles-ci ont besoin d'être reconnues et valorisées par un ensemble social (cf. quatrième partie). Toutefois, pour revenir à ce concept de *qualité de ressource*, tandis que l'appartenance à certains réseaux sociaux confère à leurs membres un prestige social, d'autres les

³⁰ BEY M., *loc. cit.*, p. 134.

³¹ Adolfo Figueroa et alii développent le concept de ressource sociale : "Un activo particularmente importante es pertenecer a una red social. Dicha red constituye un conjunto de lazos de confianza, cooperación y solidaridad que unen a determinados sujetos sociales entre sí. Constituye un espacio de integración social similar a un 'club' que ofrece a sus miembros una identidad y un cierto apoyo para desenvolverse en los diferentes campos de acción y resistir a la exclusión social". FIGUEROA A. & alii, *Exclusión social y desigualdad en el Perú*, Ginebra, Éditions OIT-Instituto Internacional de estudios laborales, 1996, p. 22.

stigmatisent socialement. D'après ces mêmes chercheurs et Jérôme Ballet³², les réseaux peuvent en quelque sorte renforcer les inégalités et les mécanismes d'exclusion.

À travers différents types de contacts (avec des personnes latino-américaines, suisses ou d'autres nationalités), ces femmes peuvent s'informer et être renseignées sur la présence de médecins, sur les manières de trouver du travail³³, les opportunités d'apprendre le français, le prix de différents services, les aides en cas de maladie, la manière de mettre des annonces pour chercher du travail, éventuellement le fait de disposer d'un numéro de téléphone pour recevoir des appels du travail et une adresse pour recevoir de la correspondance. Cela donne une marge de manœuvre plus élargie à la migrante dans la mesure où elle sait qu'elle peut compter sur différentes personnes et qu'à un moment donné, elle peut les mobiliser. Par exemple dans le cas d'un renvoi, le fait de pouvoir compter sur quelqu'un qui puisse faire une lettre d'invitation, l'accueillir ou l'aider par un soutien matériel (pour pouvoir retourner, après une certaine période, en Suisse) permet à la femme sans-papiers d'avoir une certaine sécurité : *« il y a eu des personnes qui ont voulu m'aider pour obtenir la légalité ; (...) je connaissais des gens de partout (...) personnes qui pouvaient me garantir le logement (...) je connaissais un propriétaire d'appartements (...) et c'est lui qui m'avait loué mon appartement la dernière fois »*.

Au-delà de ce réseau social, les femmes sans-papiers vont constituer autour d'elles un *cercle d'ami(e)s* restreint où la confiance est censée régner; c'est avec celles/ceux-ci qu'elles feront des activités, avec elles/eux qu'elles partageront leurs expériences, leurs difficultés, se sentiront à l'aise, c'est sur eux qu'elles pourront compter. Ce cercle d'ami(e)s est choisi d'une manière prudente (étant donné le statut légal et les risques de dénonciation). Une des femmes interviewées nous disait qu'elle préférerait avoir des relations avec des gens se retrouvant dans des situations plus stables -soit en termes de

³² FIGUEROA A. & alii, *op. cit.*, p. 23 ; BALLETT J., *L'exclusion : définition et mécanismes*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 173 et ss.

³³ Leo Chavez analyse cet aspect aussi du point de vue du bénéfice que cela produit à l'employeur : "This relationship between the immigrant's social networks and job referrals provides an important benefit for both immigrants and employers. Employers are saved a great deal of time and money by using workers's social networks for recruiting new workers. When a job becomes available, a friend or relative of an existing worker suddenly appears, ready for work. All in all, social networks provide a very efficient system of migration and labor recruitment". CHAVEZ L.R., *Shadowed lives. Undocumented immigrants in American society*, Texas, Éditions Harcourt Brace, 2^{ème} édition, 1998, p. 138.

statut, d'âge, d'expérience, soit en termes personnel et sentimental- et, en conséquence, avec des personnes qui soient moins envieuses vis-à-vis d'elle. Pour cette femme, le fait de choisir des amis plus âgés, avec plus de stabilité, constitue une ressource plus fiable et plus à même d'être mobilisée lors du quotidien, lors d'une situation inattendue : *« les personnes plus âgées n'ont aucun intérêt parce qu'elles ont déjà leurs choses : elles ont des papiers, de l'argent, une situation stable. Tandis qu'une personne qui n'a pas ces choses va toujours te regarder avec intérêt ... »*.

Ce petit cercle d'amis peut être constitué de personnes se trouvant en situation semblable à la leur (sans-papiers) ou disposant d'un statut légal, de personnes latino-américaines ou suisses ou encore de personnes d'autres nationalités. Il est important de mentionner l'importance de la présence d'un ami dans la vie de ces femmes surtout de celles qui sont célibataires en Suisse. En fait, cette présence est très importante tant au niveau émotionnel qu'au niveau -dans certains cas- de la survie : bien évidemment un ami suisse, un ami ayant un statut légal ou un ami qui est ressortissant d'un pays européen facilite la survie et une prolongation du séjour en tant que personne ayant le statut de sans-papiers (il est toujours plus facile d'aller en France ou en Espagne ou lieu de rentrer dans leurs pays d'origine).

La langue :

Au fur et à mesure que la femme latino-américaine sans-papiers acquiert plus de notions en français et commence à mieux s'exprimer dans sa nouvelle langue, sa marge de manœuvre s'élargit. En effet, l'apprentissage de la langue locale permet à la femme latino-américaine sans-papiers de devenir autonome pour pouvoir interagir avec le pays de réception -même en étant invisible- et d'accéder à d'autres cercles sociaux (avoir des patronnes suisses par exemple ce qui signifie un meilleur salaire, des contacts d'une certaine qualité, etc.). Par ailleurs, le fait de se sentir à l'aise avec le français permet à ces personnes de se débrouiller lors de l'établissement de nouvelles relations, lors des situations d'exploitation, etc. et représente une source de fierté non négligeable envers soi-même. La connaissance de la langue est conçue comme une ressource qui leur appartient en propre et qu'elles peuvent transférer si elles doivent rentrer dans leurs

pays d'une manière involontaire: *« je parle au téléphone avec les gens, je vais partout, je demande, si on me demande, je réponds, je peux entamer un dialogue en français avec n'importe qui ».*

En outre, la langue espagnole semble être valorisée par la société suisse ; par ailleurs, ces femmes expriment qu'à leur avis, il y a beaucoup de personnes qui parlent l'espagnol (surtout à Genève), ce qui représente pour elles un avantage surtout pour celles qui ne parlent pas le français : *« j'ai trouvé des gens qui parlaient l'espagnol ».*

Institutions :

Les diverses institutions qui offrent, entre autres, des services, des renseignements, un accueil aux personnes sans-papiers -dans la mesure où ces institutions sont connues et perçues par les sans-papiers comme des endroits fiables- deviennent une ressource importante que les femmes mobilisent pour faire face à la clandestinité. Ces institutions permettent la mise en réseau (*« j'ai connu de différents pays d'Amérique latine... »*), donnent des aides ponctuelles (*« c'est là-bas qu'on m'a aidée avec la nourriture »*) et/ou divers types d'information (*« je demandais au responsable de m'aider à trouver un travail; moi, je suis venue toute seule, je ne connaissais personne en Suisse »*). Il convient de souligner que ces institutions, outre le fait qu'elles sont de caractère humanitaire, représentent, en quelque sorte, la *légalité* suisse (et donc la *légitimité*). Le fait que ces institutions acceptent et accueillent des femmes sans-papiers permet à ces dernières d'avoir le sentiment d'une certaine *normalité* et de se sentir exister en tant qu'être humain.

Parmi ces institutions, nous avons l'Armée du Salut, Caritas, la Croix Rouge, etc. Mais il y a également des structures suisses (l'hôpital, l'école, etc.) auxquelles les immigrés peuvent accéder : *« Là-bas, on dit qu'on n'a pas un logement et qu'on veut en partager un avec une autre personne et c'est comme ça que ça fonctionne de bouche à oreille parce que comme illégales on ne peut pas avoir un logement alors on essaie de vivre avec 3 ou 4 personnes pour épargner de l'argent parce que l'appartement le meilleur marché coûte 500 fr. et pour une personne seule c'est difficile de payer cette quantité d'argent ... ».*

Il convient de mentionner également la présence dans ces institutions de ce que les femmes ont appelées des *personnes de bon cœur* comme un médecin qui est connu par les migrants comme quelqu'un qui aide et qui ne demande pas d'argent pour la consultation : « *il m'a beaucoup aidée quand j'étais malade* », les infirmières, les étudiants en médecine, l'assistant(e) social(e), une dame qui travaille dans une institution humanitaire (qui les aide à trouver du travail, qui leur donne de précieux renseignements, etc.) ainsi que des personnes résidant en Suisse qui sont sensibles à la réalité de la migration. Celles-ci représentent l'*officialité* suisse et, grâce à un appui moral et/ou matériel (comme l'organisation de collectes pour l'une des femmes interviewées atteinte de tuberculose), elles renvoient d'une certaine manière un message de *normalité* aux clandestins.

Différents types de savoir et d'informations – flux d'informations

Il s'agit de tous les différents types de savoirs et d'informations dont les femmes sans-papiers disposent et qu'elles seront prêtes à mobiliser lorsque la situation le requerra. Cela implique aussi que la femme soit insérée dans un réseau social qui lui permette d'avoir accès à différents types d'information. Nous devons toutefois considérer les caractéristiques sociales des personnes faisant partie d'un tel réseau (suisse, latino-américain, mixte, en situation légale, sans-papiers, etc.) qui ont une influence certaine sur les informations données.

Il nous semble que ces femmes mobilisent d'une part un *savoir intuitif* concernant la manière de reconnaître la peur, le comportement de la police, etc., ce qui leur donne l'impression d'avoir un marge d'action sur la situation : « *on ne doit jamais ouvrir la porte parce que les agents de police ont une manière spéciale de frapper à la porte. Ils sonnent et après ils frappent ou bien ils frappent et après ils sonnent...* ». D'autre part, elles mobilisent aussi un savoir plus théorique provenant de personnes travaillant dans le service humanitaire, d'amis suisses, de patrons, de compatriotes, etc. Ceci passe aussi par le fait de savoir quel type de réponse il faut donner en cas de contrôle policier. Cette information s'avère importante étant donné qu'elle peut produire un « discours »

rassurant vis-à-vis de la police: « *de toute façon il faut que je nie que je suis illégale autrement ils m'auraient empêché de revenir en Suisse pendant une période de 5 ans* ».

L'accès aux sources d'informations et leur mobilisation permettent d'avoir certains degrés de sécurité. Par exemple, en ce qui concerne les conséquences à affronter lors d'un contrôle policier, une des femmes interviewées nous racontait que, lors d'un contrôle, elle avait reçu une convocation indiquant qu'elle avait un délai de sept jours pour quitter le pays. Ce qui laissait une période de sept jours pour « disparaître » sans forcément quitter le pays (changer de maison, de travail, etc.). Une autre femme interviewée nous disait que lors d'un contrôle policier, elle serait automatiquement arrêtée et renvoyée³⁴. Le type et le degré d'information dont elles disposent va se traduire par le type de discours qu'elles donneront face à un contrôle policier. Il est probable que la première aura une attitude plus active, exigeante et revendicative vis-à-vis d'un contrôle policier que la deuxième : « *je voulais simplement gagner du temps et après 'disparaître', déménager et chercher un autre travail* ».

Il convient d'indiquer que l'âge joue aussi un rôle par rapport aux contrôles policiers. Une de femmes interviewées, âgée de 59 ans, affirmait qu'elle n'avait pas peur d'en subir un étant donné que son âge constituait une sorte de protection : « *pour une personne de mon âge il n'y a plus de contrôles. Mon ami connaît quelqu'un qui travaille dans la police et il lui a dit qu'ils font plutôt des contrôles envers les jeunes. Moi, je n'ai jamais subi de contrôle...* ».

Par ailleurs, la structure invisible relative au *monde de la clandestinité* (cf. pages précédentes) devient une ressource dans la mesure où elle propose un certain cadre invisible auquel la personne peut être initiée par une autre ayant passé plus de temps en Suisse. Par ailleurs, cette ressource donne une certaine vision de la viabilité de la clandestinité ; le fait de connaître le monde de la clandestinité et la manière de s'y débrouiller ainsi que d'autres personnes sans statut légal qui *s'en sortent* (témoignant indirectement de la « viabilité » de la clandestinité) permet la formation d'un sentiment relatif à l'illégalité, définissant cette dernière comme quelque chose qui est en continuité et qui se reproduit au quotidien. En résumé, le mode de vie que va adopter la femme

³⁴ En fait, l'attitude de la Police des Étrangers et la procédure à suivre change de canton à canton. La législation n'est pas unifiée à ce sujet-là.

sans-papiers (ne pas aller aux fêtes, ne pas sortir beaucoup, bien choisir les personnes avec lesquelles elle va établir des relations, le contenu de ces relations, etc.) et l'existence de ressources que l'immigrée sans-papiers peut mobiliser contribuent à la naissance d'un sentiment de confiance et d'une certaine sécurité.

L'expérience :

En général, l'expérience accumulée devient une ressource mobilisable à n'importe quel moment qui confère une certaine sécurité. L'expérience se forme à travers les différentes situations que les femmes immigrées ont dû affronter et dont elles sortent avec quelques outils et éléments pour faire face à la situation. L'expérience donne des connaissances diverses, permet de développer des capacités, des compétences, des savoirs et des intuitions variés : *« avec ce que j'ai vécu, on apprend quand cela nous arrive, c'est sûr que l'expérience reste », « je me suis rendu compte que cela a marché »*.

Par exemple, dans le discours des femmes interviewées, apparaît la relative impression que la police connaît l'existence des sans-papiers mais qu'elle ne fait rien contre eux, sauf s'il s'agit de personnes posant problèmes. C'est ainsi que le fait de ne pas s'identifier à des « sans-papiers à problèmes » et par conséquence, d'assumer des comportements propres à une personne sans-papiers qui ne cause pas de problèmes (suivre les règles, faire un travail correct, etc.) contribue à construire ce sentiment de confiance.

D'ailleurs, les femmes sans-papiers estiment qu'*« ici la police respecte beaucoup les enfants... »*. Une des femmes interviewées qui avait subi un contrôle policier a pu, selon elle, échapper à un renvoi grâce à sa fille (*« Je pense que c'était grâce à ma fille que l'agent de police n'a pas insisté... »*). D'autres, par les histoires qu'elles ont entendues, confirment que la police est plus sensible lorsqu'il y a la présence d'enfants.

Des expériences (comme le fait d'avoir subi un contrôle policier sans conséquences ou simplement de ne pas l'avoir subi) renforcent l'idée de tolérance de la part de la police : *« j'ai déjà subi un contrôle policier. Au cas où la police me contrôle je vais bien me débrouiller »*. Le fait d'être allée dans un autre pays européen et d'être ensuite

retournée en Suisse donne également une certaine confiance soit parce que la personne possède un passeport avec lequel elle peut sortir et entrer tous les 3 mois³⁵, soit parce qu'elle pense bien jouer sur une identité de touriste. Le fait d'être employée domestique et de travailler dans une maison où, en général, il n'y a pas de contrôles policiers aide aussi à se sentir en sécurité et à ne pas être impliquée dans un groupe d'immigrés causant problèmes.

Il nous semble qu'un certain type d'intégration au monde de la clandestinité devrait se faire afin de pouvoir connaître et « maîtriser », dans la mesure du possible, l'art de vivre dans la clandestinité. Toutefois, afin de trouver un équilibre et d'avoir une vie normale, il faut également qu'à un certain moment, un processus d'éloignement puisse se faire qui n'exclut pas des aller-retours momentanés d'un monde à l'autre. Un autre élément nous semblant important est ce que nous appelons le degré d'intégration dont ces personnes font preuve au monde de la clandestinité. Les personnes qui ont eu ou qui ont des liens davantage constants avec le monde de la clandestinité (c'est-à-dire avec la peur, la méfiance, l'insécurité, etc.), voient leur vécu influencé par la crainte transmise par d'autres personnes sans-papiers ou par des expériences d'exploitation, de menaces, etc.

Par contre, il existe des personnes qui n'ont pas beaucoup de contact -ou des contacts sporadiques- avec d'autres personnes sans-papiers (à part 2 ou 3 relations d'amitié), il y a celles dont le cercle est composé par des personnes de nationalité et de statut mixtes, ou encore dans d'autre cas, il y a des personnes qui sont venues par le biais d'une autre qui est en situation légale en Suisse. Dans ce cas, elles n'ont pas encore vraiment conscience de tout ce qui fait partie de la clandestinité ou de tout ce qui est propre à l'illégalité. Elles sont plutôt en contact avec les personnes ayant un statut légal, amis de la personne contact par le biais de laquelle elles sont arrivées. L'expérience leur donne soit une « endurance » (qui leur permettra d'affronter de nouvelles situations) soit une

³⁵ Il convient d'indiquer que l'accès comme touriste en Suisse est rendu plus difficile depuis quelques années pour les ressortissantes de l'Amérique Latine. Les Péruviens nécessitent un visa depuis 1993, les Boliviens depuis 1999. Les Colombiens et Équatoriens également. Les pays de l'Amérique du Sud qui n'ont pas besoin d'un visa sont: Argentine, Brésil, Guyana, Uruguay et Venezuela. Cf. www.admin.ch/ch/d/sr/142_211/a4.html, décembre 2003.

attitude de confiance naïve (grâce à laquelle elles se sentent tranquilles et en sécurité parce qu'elles n'ont pas connu ou vécu d'histoires difficiles).

L'espoir et la croyance en Dieu :

« *Je crois, je fais confiance à Dieu* ». Cette affirmation apparaît dans tous les discours de femmes interviewées. Selon Anthony Giddens³⁶, l'actrice sociale, face à un système où elle n'a plus la possibilité de gérer son action humaine, sera tentée de développer une croyance et de faire confiance à la destinée. La clandestinité signifie le fait de vivre « *..dans un monde souterrain, vivre en cachette, vivre au jour le jour ; ne pas pouvoir planifier... remercier chaque jour si tout s'est bien passé..* ».

L'immigrée peut exprimer son objectif migratoire, peut faire tout son possible pour l'accomplir, peut assumer des comportements prudents et « bien se comporter » à tous les niveaux afin de limiter les risques d'un contrôle policier et d'un éventuel renvoi. Mais elle ne peut être sûre ni des conditions, ni de la date, ni des modalités de son retour au pays d'origine (elle n'est même pas sûre de pouvoir emporter les choses qu'elle a acquises ou achetées dans le pays de réception). Sa présence est, comme elles l'affirment, *empruntée*. Sa marge d'action sur la clandestinité reste limitée. Face à cela, elle s'accroche à un sentiment d'espoir et de croyance en Dieu : « *je me réveille toujours avec foi et je me dis 'Dieu je laisse tout dans tes mains, je vais au boulot et je vais rester jusqu'à ce que tu veuilles que je reste ici, je vais toujours avec foi, je crois que tout va bien aller dans cette journée..* ».

Gustave-Nicolas Fisher utilise l'image du *ressort invisible* pour désigner la capacité de l'individu à agir sur des événements éprouvants où une sorte d'énergie vitale, de force intérieure, de capacité de résistance se manifeste face à l'épreuve et fait apparaître des forces insoupçonnées pour survivre³⁷. Face à l'épreuve de la clandestinité, nous pouvons dire, à l'instar de Gustave-Nicolas Fisher, que les femmes latino-américaines mobilisent des forces à l'intérieur d'elles-mêmes (l'espoir, une grande croyance en

³⁶ Cf. GIDDENS A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, p. 140.

³⁷ Cf. FISCHER G.N., *Le Ressort invisible. Vivre l'extrême*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, pp. 13-27.

Dieu, un sentiment positif, etc.) et c'est cela qui leur permet de faire face à la clandestinité.

C'est justement ce sentiment de *confiance* (espoir, croyance en Dieu, etc.) en des événements distants et sur lesquels l'individu n'a aucun contrôle, qui soulage en quelque sorte l'individu de la lourdeur de l'insécurité: *« pour moi, Dieu occupe la première place .. j'ai confiance en Dieu, je lui demande de faire sa volonté ...quand je sors de mon travail je m'en remets à Dieu, je fais confiance à Dieu, je prie pas seulement pour moi mais pour ma famille, pour les autres gens ; je lui demande de me protéger, de m'aider ... », « je ne crois pas que Dieu m'envoie le malheur et s'il le fait Il saura pourquoi. Peut-être Il va me protéger de quelque chose de pire... »*. Par ailleurs, cette ressource remplit une fonction essentielle lors de la survenue des dépressions souvent exprimées par ces femmes.

Il n'est donc pas étonnant que des sentiments liés à la destinée (*« si on croise un agent de police, il faut réagir d'une manière naturelle, si c'est mon destin, on me fera un contrôle »*), à la chance (*« déjà le fait d'avoir émigré c'est grâce à quelque chose ; cette opportunité n'est pas donnée à tous ; c'est pour cela que je sais que tout va bien aller »*), aux pressentiments (*« j'avais un pressentiment et je n'avais pas voulu retourner à la maison, la sœur de mon amie est retournée et la police l'a arrêté »*), à la croyance en Dieu qui les protège (*« Grâce à Dieu, jusqu'à aujourd'hui je n'ai jamais subi un contrôle »*). Cette croyance (déjà présente dans leur pays d'origine, soit en Amérique Latine -où la grande majorité de la population est catholique- renaît ou se renforce).

Cette croyance en Dieu n'est pas forcément synonyme d'une participation active auprès de l'Église. À notre avis, il s'agit davantage d'un travail personnel, d'un processus de réflexion qui permet l'identification des raisons de vivre: c'est le fait de garder l'espoir, l'espoir de s'en sortir, de guérir, de voir la situation évoluer de manière favorable³⁸ : *« ... quelque chose de bien va arriver et c'est comme ça que, petit à petit, les portes s'ouvrent ; non, je ne regrette pas d'être venue »*.

³⁸ Cf. FISCHER G.N., *op. cit.*, p. 111.

Nous avons évoqué les ressources dont les femmes latino-américaines sans-papiers disposent et qu'elles seront prêtes à mobiliser (ou mobilisent à l'heure actuelle) afin de mettre en place des stratégies visant à reproduire les conditions de clandestinité qui leur permettent d'interagir en tant que personnes invisibles (en terme statutaire) dans le monde visible, formel et légal. Analysons maintenant les stratégies que les femmes mobilisent afin de faire face à leur statut de sans-papiers.

1.3. L'homogénéisation pour rester en Suisse

Le terme d'adaptation, dans la sociologie des migrations, fait référence à la capacité de se conformer aux exigences de la société de réception, c'est-à-dire de mettre en place les nouveaux codes sociaux, les règles, les comportements, etc., tout ce qui constitue le minimum indispensable pour vivre harmonieusement dans le pays de réception. Pour n'importe quel immigré, une des premières exigences de la société de réception est celle d'« accepter et d'assumer les règles du jeu »³⁹.

Or, dans le cas des immigrées sans-papiers, cette capacité semble se présenter non seulement comme indispensable pour être tolérée et vivre dans le nouveau contexte (faire des démarches correctes, réaliser certains comportements, assumer certaines règles) mais aussi comme la possibilité de se mélanger et de se fondre dans la foule et d'éviter ainsi de se faire remarquer. Passer inaperçue et ne pas se différencier est donc une manière de prolonger son séjour et, en conséquence, de reproduire les conditions de clandestinité. Nous parlons des personnes sans-papiers qui utilisent en général la stratégie de la *similarisation* au profit du système social dominant et non la visibilisation sociale (comme c'est le cas de différents mouvements de sans-papiers⁴⁰).

C'est ainsi que, pour l'immigrée sans-papiers, il s'agit d'entrer dans le monde de la clandestinité, de connaître son fonctionnement et d'assumer des comportements qui lui sont propres et enfin de reproduire ce monde dans la vie de tous les jours en Suisse.

³⁹ Cf. BOLZMAN C., *op. cit.*, p. 41.

⁴⁰ À ce propos, consulter par exemple CISSE M., *Parole de sans-papiers*, Paris, Éditions La Dispute, 1999 ; SIMÉANT J., *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ; le site internet du collectif des sans-papiers pour la Suisse : www.sans-papiers.ch

Ceci va permettre la *reproduction* des conditions de la clandestinité et prolonger ainsi le séjour en Suisse : *« j’essaie d’éviter les clubs latino-américains, je ne vais pas danser, j’évite d’aller aux manifestations, je m’habille très bien pour sortir, il faut faire semblant qu’on est étudiantes ou touristes, dans toutes les maisons j’ai deux paires de chaussures, un pantalon et un t-shirt et ce que je fais, c’est m’habiller autrement dans la maison pour travailler. Maintenant je suis plus discrète je sais comment il faut travailler, je ne me salis pas beaucoup ... je traverse correctement la rue, je suis les horaires de train, bus, etc. »*. Nous avons identifié les stratégies suivantes :

Réduire la différenciation dans l’espace public

Il s’agit de montrer une attitude de prudence dans l’espace public afin de se différencier le moins possible de l’ensemble et de ne pas soulever le moindre soupçon sur un trait différenciateur d’identité. Ces femmes adoptent ainsi divers types de comportements :

- Respecter les normes, les règles, les horaires, les signaux routiers, payer le billet de bus. En effet, l’espace public suppose une interaction contractuelle et anonyme avec différents agents : l’usage d’automates, de guichets, la manière de marcher, etc. Il s’agit donc de faire un usage correct de ces appareils et signaux en général; autrement dit de *faire comme les autres pour être soi*⁴¹.

- Donner l’image d’une autre identité (comme celle d’étudiante ou de travailleuse au sein des organismes internationaux -dans le cas du canton de Genève- ou de quelqu’un d’« assimilé ou de bien installé » dans le nouveau contexte). Cela veut dire soigner spécialement la manière de se présenter publiquement : la manière de s’habiller, le type de coiffure, la connaissance de la langue, etc. Ainsi, quelques-unes des femmes interviewées ont évoqué le fait d’avoir des vêtements de rechange sur leur lieu de travail (un pour réaliser le travail et l’autre pour sortir), d’autres indiquent l’importance d’être habillée de manière conforme au nouveau contexte: porter les cheveux courts (elles

⁴¹ Expression prêtée à Marc Augé. Nous pensons que c’est donc à cette "loi" commune que les femmes sans-papiers doivent s’adapter sans que ce type de références, d’interactions leur offrent une identité. Cf. MARC A., *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, p. 133.

affirment qu'avoir les cheveux long est un trait caractéristique des Latino-américaines), être plus ou moins à la mode.

D'autres encore, affirment l'importance de porter des vêtements qui donnent l'impression d'être une touriste (cela est complémentaire au fait d'avoir un passeport valide sans avoir le tampon de la date d'entrée en Suisse). Quelques cas mentionnent l'importance de montrer un manque de connaissance de la langue pour ainsi renforcer l'image de quelqu'un qui vient d'arriver en Suisse. Voici, le témoignage d'une femme qui affirme tirer avantage d'une caractéristique *européenne* (« être de grande taille ») : « .. et j'ai une autre avantage : je n'ai pas l'air d'être Latino-américaine, je suis grande. Ils ont l'idée du Latino-américain avec des traits indiens, petit et gros. Grâce à Dieu, je n'ai aucune de ces caractéristiques : j'ai la peau très claire, je suis grande. Mes grands-parents étaient espagnols ... je crois que cela m'aide un peu ».

- L'espace public suppose aussi l'existence de certaines règles, auxquelles les personnes doivent adhérer. C'est-à-dire « se comporter comme tout le monde » pour ne pas attirer des regards de contrôle, *se fondre dans la foule* fait partie de ce que Erving Goffman appelle l'« inattention civile »⁴² soit le fait d'afficher le visage apparemment indifférent que montrent la plupart des gens dans les lieux publics. Un comportement visiblement trop attentif -qui sortirait du cadre normal dans l'espace public- produirait de la gêne et soulèverait des soupçons. L'espace public et surtout l'exposition aux situations dites risquées (comme le fait de croiser un agent de police, de subir un contrôle policier dans le bus, etc.) exigent davantage des immigrées latino-américaines sans-papiers : le fait d'avoir une attitude de prudence pour y maintenir un comportement « naturel ». Il s'agit donc de réduire tout comportement qui pourrait indiquer le fait d'« avoir peur » ou d'« être en train de cacher quelque chose ».

Ce comportement suppose la capacité d'être en mesure de « gérer » la peur dans des situations risquées ainsi que de se comporter et de réagir d'une manière « normale », c'est-à-dire en conservant son calme, sans soulever le moindre soupçon. Les situations dans lesquelles la police est impliquée doivent être surmontées, dans le cas contraire, un

⁴² Pour approfondir consulter GOFFMAN E., *Behavior in Public Places : notes on the social organization of gatherings*, New York , Free Press, 1963, p. 84. ; GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, 1996 (1973).

contrôle pourrait être réalisé: ainsi, lorsqu'elle croise un agent de police dans la rue, la femme affrontera la situation en marchant de manière détendue sans précipiter le pas et même en osant regarder l'agent de police dans les yeux : *« ... et je me suis dit 'mon Dieu' mais je suis restée assise parce que j'ai pensé 'si je me lève et je commence à courir, ils vont me poursuivre ... je crois qu'ils ont beaucoup de psychologie »*.

Dans le cas d'un contrôle policier dans le bus⁴³, la personne essaiera également de ne pas se presser pour descendre du bus, de maintenir son calme, de réfléchir et de considérer la meilleure manière de faire face : *« Ici, la police est très intelligente, ils connaissent beaucoup sur la psychologie. Ils savent quand la personne a peur et le fait d'avoir peur veut dire qu'il y a quelque chose qu'on cache, quelque chose qui ne va pas. C'est pour cela que j'essaie de rester tranquille »*.

Les femmes latino-américaines sans-papiers, en se construisant une image et une représentation des dangers et des situations à risque, cherchent à acquérir une certaine « maîtrise » psychologique de la situation. Cela implique le fait de se faire une image du comportement de la police, qui donne l'impression à la personne qu'elle a une marge d'action sur une éventuelle situation à risque : *« un Suisse est intelligent et sait regarder dans les yeux, il sait distinguer la peur ; c'est pour cela que je dois réagir naturellement ; j'ai peur mais cette peur je la fais baisser un peu. Alors je sors, je mène une vie normale »*.

- Toutefois, dans l'espace public, la confrontation/l'interaction directe avec des personnes inconnues est toujours latente. Face aux situations, où la personne est confrontée ou « mise en question » directement par une tierce personne (comme par exemple un agent de police ou une personne qui pose des questions sur son identité), l'immigrée devrait être en mesure d'« avoir un discours au cas où ... ». Cette attitude fait référence à la capacité des immigrées sans-papiers d'être en mesure d'inventer ou de créer un discours crédible, cohérent ou, au contraire, humaniste afin de ne soulever aucun soupçon ou de ne pas être renvoyées. C'est ainsi que l'immigrée clandestine, face à un contrôle policier, sera prête à inventer n'importe quelle histoire pour

⁴³ À cet égard, une des femmes interviewées racontait la scène suivante : *"On était dans le bus et tout à coup la police est montée. J'ai paniqué ; je voulais descendre le plus vite possible. On s'est regardée avec ma copine et on a essayé de rester tranquille... En fait, la police est montée pour contrôler 3 personnes (hommes) montés dans le bus à l'arrêt précédent..."*.

« convaincre » la police qu'elle vient d'arriver, qu'elle est en visite, etc. ou au contraire, face à l'impossibilité de dissimuler son statut de sans-papiers, elle jouera la carte de la transparence et tentera de toucher la « sensibilité » de l'agent de police. Cette « histoire » peut être créée sur le moment ou elle peut être envisagée à l'avance. Dans des situations où la personne est interrogée par un inconnu, l'immigrée n'hésitera pas à donner des réponses telles que « *je suis étudiante* », « *je suis en visite* », « *je suis venue pour 3 mois pour apprendre le français* » et elle essaiera de couper le dialogue ou d'éviter les contacts sociaux avec des inconnus.

- Faire abstraction des insultes ou des regards racistes, ne pas porter plainte. Les femmes latino-américaines sans-papiers « optent » pour ne pas se prononcer publiquement et, *se « taire »* même si leur dignité est atteinte. En règle générale, il s'agit d'éviter toute bagarre ou confrontation directe qui pourrait déboucher sur un appel de la police. C'est le cas d'une des femmes interviewées qui faisait comme si elle n'était pas concernée par les insultes d'un vieux monsieur dans le bus; elle a essayé, aussi vite que possible, de descendre et de prendre le prochain bus. C'est aussi le cas d'une autre femme interviewée qui avait été légèrement heurtée par une voiture qui sortait d'une place de parking et qui avait quand même opté pour le fait de partir aussi vite que possible afin d'éviter tout contact avec le chauffeur.

Éviter des risques et des situations de danger

Être en situation de clandestinité suppose le fait d'être en constante situation à risques. Le seul fait de sortir pourrait déjà signifier une situation à risque. L'entrée dans le monde de la clandestinité suppose donc la connaissance des endroits, des activités et des situations qui peuvent constituer des risques évidents. Bien que le risque de subir un contrôle policier ou d'être dénoncée (et par conséquent d'être renvoyée dans le pays d'origine) soit toujours présent, les femmes latino-américaines sans-papiers essaient de diminuer ce risque en mettant en place des comportements adaptés à un *agir* entre *le visible et l'invisible*, entre *le monde de la clandestinité et le monde légal*.

- Des endroits risqués et des heures inconvenables: les femmes interviewées mentionnent facilement des endroits qu'il faut éviter ou visiter prudemment. Ce sont des

endroits reconnus comme étant fréquentés par la police (comme par exemple les gares, quelques quartiers qui subissent des contrôles plus régulièrement que d'autres, les autoroutes, les arrêts des bus, etc.). Par ailleurs, il s'agit d'éviter de sortir aux heures avancées. À ce moment-là, les personnes interrogées indiquent qu'il est préférable de prendre un taxi pour rentrer à la maison et surtout d'éviter de marcher tard dans les rues : *« j'ai toujours des horaires de bus en main ou bien, je les connais par cœur... je sors juste pour prendre le bus »*.

- Des situations dangereuses : comme les fêtes latino-américaines et les discothèques avec beaucoup d'étrangers. Bref, des situations où il pourrait se produire des bagarres ou des discussions pouvant déboucher sur des appels à la police. C'est ainsi que les fêtes latino-américaines sont souvent évoquées par les femmes interviewées comme des situations probablement dangereuses. Elles affirment que les hommes boivent beaucoup, ce qui fait que des bagarres commencent surtout aux heures avancées. C'est pour cela que les femmes sans-papiers préfèrent ne pas y aller, ou bien y aller et retourner avant qu'une éventuelle bagarre commence.

- De plus, le fait de ne pas payer certaines factures, de tomber malade, ou d'avoir des rapports avec des personnes irresponsables ou soupçonnées d'avoir des problèmes avec la police représente une éventuelle situation de danger. En effet, les femmes sans-papiers essaieront de toute manière de payer leurs factures (logement, médecin, etc.) ponctuellement et dans la mesure du possible de sous-louer un appartement à une personne sérieuse et responsable et non à quelqu'un qui a des problèmes avec la police ou qui a des dettes. Le fait d'avoir un accident ou de tomber malade peut aussi être une situation dangereuse.

Faire résistance dans l'espace privé : la maison comme lieu privilégié ?

Nous pourrions supposer que la maison est un lieu privilégié et qu'elle présente davantage de sécurité. Toutefois, la *rue* et la *maison* se présentent comme des espaces assez paradoxaux ; elles peuvent signifier à la fois *le danger, l'inconnu, l'imprévisible* ou *le refuge, l'endroit de rencontre, la zone de sécurité*. Or, au contraire, la *rue* peut se

présenter comme synonyme de ressemblance aux autres, de rapprochement à une *vie normale*, de liberté et la *maison* comme un espace asphyxiant, réducteur et synonyme de clandestinité : *« comme je ne peux pas sortir, j'achète des livres et je les lis chez moi... »*.

Dans l'espace public ainsi que dans l'espace privé, les femmes interviewées gardent aussi une certaine marge d'action. À notre avis, au fur et à mesure que les femmes sans-papiers arrivent à mettre en place des conditions qui permettraient le passage à une *vie normale*, la maison et/ou la rue apparaissent comme moins hostiles et plus familiales.

La maison gagne de l'importance dans la mesure où elle représente un endroit où ces femmes se sentent protégées et plus sûres, où ces possibilités d'être contrôlées ou interceptées par la police sont moindres. Elle représente, en général, l'endroit où elles se retrouvent (souvent) avec les personnes aimées. Leo Chavez⁴⁴ indique que la maison aide à créer un sentiment de sécurité, celle-ci devient un endroit de retraite, un refuge où elles sont moins visibles que dans les rues ou au travail : *« je préfère rester à la maison avec mon ami; comme ça, j'évite les dangers... »*.

L'espace privé représente d'ailleurs l'endroit où elles s'expriment « publiquement » : *« c'est un conflit de ne pas pouvoir exprimer ce qu'on pense ... mais je le résous avec ma participation orale. Quand j'écoute les nouvelles, s'il y a une votation, je donne mon avis dans la maison. On discute chez nous ; autrement dit on voit le problème politique du pays sans faire partie. C'est vrai ça nous fait sentir qu'on n'a pas de voix. Par ailleurs c'est aussi le fait qu'on ne puisse pas avoir de retraite. Si on pense au futur, ce sont des années perdues.. »*.

- Maintenir une mobilité réduite⁴⁵ : il s'agit des femmes latino-américaines sans-papiers qui choisissent la modalité du travail nourri-logé, c'est-à-dire qu'elles sont logées dans le foyer où elles travaillent. Cette modalité permet d'ailleurs la réalisation des objectifs d'ordre économique du projet migratoire (épargner de l'argent) et une première stabilisation en termes matériels (la personne ne dépense pas d'argent ni en logement ni en nourriture). En effet, dans un premier temps, la personne assume cette

⁴⁴ Cf. CHAVEZ L.R., *op. cit.*, p. 160.

⁴⁵ Cf. ENGBERSEN G., "Sans-papiers. Les stratégies de séjour des immigrés clandestins" in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, sept. 1999, p. 34.

modalité de travail qui lui évite, à la fois, de sortir (sauf pendant les week-ends) et minimise ainsi les risques d'être confrontée à un contrôle policier.

Dans des autres cas où les femmes interviewées choisissent de *travailler à l'heure* - elles ne logent pas dans leur lieu de travail-, elles évitent d'aller dans des endroits différents de ceux du travail (leur mobilité se limite au trajet : de la maison au travail, du travail à la maison). Il y a quelques personnes qui préfèrent ne pas suivre un cours de langue pour éviter tout risque lors du trajet. La stratégie la plus simple reste de réduire au minimum toute mobilité et de sortir uniquement pour travailler : *« aller du travail à la maison, ne pas sortir ou aller danser ; on ne gagne rien avec cela ... en ayant du travail à la maison, rien n'arrive, c'est ça ce que j'imagine, ce que je pense, ce que je crois ... mais je te dis, je ne sais pas comment sont les lois ici, qu'on renvoie beaucoup de personnes, je ne sais pas »*.

Certaines personnes vivent mal cette mobilité réduite, qu'elles ressentent comme « imposée ». Pour d'autres, ceci est une opportunité de retrouver un peu la tranquillité et le calme ainsi que l'occasion d'être en famille. D'une manière générale, nous pouvons dire qu'il y a une différence entre le mode de vie des femmes sans-papiers habitant avec leur famille (enfants, époux) et celui des femmes célibataires (cf. chapitre suivant). C'est ainsi que les femmes ayant leur famille dans le pays de réception seraient moins disposées à s'engager dans d'autres types d'activités et apprécieraient cette mobilité réduite. Il convient d'indiquer que, pour elles, le fait de participer à différentes activités pourrait bien augmenter les risques d'être contrôlée. Le cas échéant, toute la famille, son futur et son projet, sont en péril. De ce fait, maintenir une mobilité réduite relève d'une attitude de prudence.

D'autres éléments importants sont à considérer comme l'âge, les caractéristiques personnelles et les trajectoires de vie de ces femmes. Les femmes plus jeunes, voulant avoir des contacts avec les autres, ayant des projets personnels se sentiraient frustrées vis-à-vis d'une mobilité réduite et considéreraient leur vie comme monotone. Bien évidemment, cela est en lien avec les conditions de logement. Si la personne est censée partager un petit logement avec 4 ou 5 personnes et que de petits problèmes se présentent, le fait de rester dans l'espace privé sera vécu comme une tension.

- Bien choisir le cercle social : le fait de choisir un cercle social digne de confiance est important afin de prolonger le séjour en tant que femme sans-papiers sans avoir beaucoup d'ennuis : *« ce n'est pas la même chose de venir avec quelqu'un que tu connais que de venir et de commencer à connaître des gens ici parce qu'ici on ne sait pas vraiment comment ils sont ici »*.

La méfiance se présente comme une attitude « normale » dans un monde marqué par l'incertitude. Il devient difficile pour ces femmes de savoir vraiment « qui est qui », d'où l'importance de bien choisir ses amis. Dans le monde de la clandestinité, comme nous l'avons évoqué, il y a des aspects ambivalents : la solidarité d'un côté, la méfiance de l'autre. L'étiquette de la clandestinité homogénéise tout le monde et une espèce de concurrence s'instaure qui ouvre la voie aux jalousies, aux envies, aux commérages et aux rancunes (cf. pages précédentes).

Il est donc compréhensible que les femmes latino-américaines sans-papiers gardent une attitude de prudence quant au type et à la quantité d'information à raconter aux autres femmes sans-papiers (succès au travail, bons salaires, bonnes patronnes, etc.) pour éviter des jalousies qui pourront aller jusqu'à déboucher sur des dénonciations. Par contre, il apparaît pour elles comme plus sécurisant d'être davantage ouvertes aux personnes suisses ou ayant un statut légal. Le fait de gagner la confiance de celles-ci, en leur montrant leur honnêteté et leur fidélité, est une manière de se faire un réseau parmi des personnes suisses. Ainsi, les femmes interviewées mentionnent leur préférence quant au fait d'avoir des amis suisses. Quelques-unes essaient de ne pas être toujours avec des Latino-américains, surtout dans l'espace public : *« il peut y avoir des problèmes alors elle m'a dit que c'est mieux si on nous voit avec des Suisses ou avec des personnes européennes »*.

Dans ce chapitre nous avons traité, d'une part, de la transmission des pratiques sociales, des règles et des comportements propres au monde de la clandestinité et, d'autre part, des ressources créées ou adaptées au nouveau contexte de la clandestinité. Ces ressources s'avèrent indispensables pour la mise en place de stratégies -que nous

avons analysées dans la dernière partie de ce chapitre- visant à reproduire les conditions de la clandestinité, ce qui permettra de reprendre les projets migratoires.

« *Donne-nous la possibilité de retourner à la maison sans avoir à subir un contrôle policier* » serait donc la prière quotidienne des femmes latino-américaines sans-papiers, à l'instar des retraités, qui disent « donne-nous notre vie de chaque jour »⁴⁶ la vie résidant ici dans le fait de pouvoir *s'en sortir* malgré la clandestinité, autrement dit de pouvoir rester sur le territoire helvétique et d'accomplir leurs projets migratoires. Ainsi, tandis que pour les retraités c'est la mort qui représente le *kairos* c'est-à-dire l'événement majeur, du temps, pour les immigrées sans-papiers, ce dernier est représenté par un contrôle policier. En effet, la possibilité d'être renvoyée est toujours présente de même que la peur, la nervosité et l'incertitude comme l'illustre le témoignage d'une femme séjournant avec sa famille en Suisse: « *Dès que je sors de la maison, je commence à penser ; quand je suis au travail, je me demande si mes enfants qui vont à l'école vont y retourner, si mon époux va revenir ou si un contrôle policier va les arrêter* ».

L'immigrée devient d'une certaine manière *adulte*⁴⁷ dans la société de réception. Face au nouveau contexte (normes, valeurs, pratiques différentes du pays d'origine) et à la nouvelle situation (i.e. celle de la clandestinité, le fait de devoir se cacher ou d'être prudente, d'accéder à un logement, à la santé, de gérer la *souffrance*, etc.), il s'avère, que l'ensemble des savoirs et savoir-faire accumulés par la personne au cours de sa vie sont inutiles ou peu efficaces. L'immigrée se trouve donc face à une *expérience à faire*.

Nous allons donc nous demander comment l'immigrée sans-papiers peut construire une expérience marquée par la *confiance*, par le fait -selon ce qu'elle exprime- d'avoir une vie normale dans un monde où *la peur et l'incertitude* règnent. Nous pensons trouver des éléments d'analyse d'une part dans la capacité de ces femmes à pouvoir maîtriser certains aspects de la clandestinité et dans la création/mobilisation des ressources qui leur permettront, dans un troisième temps, de mettre en place des stratégies visant la reproduction des conditions de clandestinité.

⁴⁶ Cf. LALIVE D'EPINAY C., *op. cit.*, p. 204.

⁴⁷ Expression prêtée à Claudio Bolzman. Cf. BOLZMAN C., *op. cit.*, p. 106.

En effet, au fur et à mesure qu'une situation inconnue devient familière, elle fait moins peur, elle est moins paralysante et devient plus maîtrisable. C'est ainsi que, dans la mesure où les femmes latino-américaines sans-papiers connaissent, s'approprient et savent comment se débrouiller dans le monde de la clandestinité, qu'elles commencent à construire les bases d'un mode de vie marqué empreint de confiance.

Toutefois, le fait de connaître l'art de vivre dans la clandestinité se renforce avec la capacité de ces femmes à mobiliser des ressources de qualité, forgées dans le nouveau contexte. La qualité des ressources est déterminante au moment de marquer un certain éloignement par rapport au monde de la clandestinité pour se rapprocher de la légalité. Nous avons vu qu'au fur et à mesure que les femmes peuvent mobiliser des ressources, leur marge de manœuvre s'élargit, elles se sentent plus à l'aise en Suisse et disposent d'une attitude de relative *confiance*. Selon Anthony Giddens, la construction de cette confiance est liée à *l'idée de pouvoir compter sur quelque chose face à certaines contingences*⁴⁸.

Ainsi, pour les femmes latino-américaines sans-papiers, les différents types de *ressources* (relationnelles, économiques, symboliques, etc.), les savoirs acquis progressivement à travers l'expérience (comment réagir, que dire, où, à qui, etc.), les différentes stratégies élaborées pour pouvoir vivre illégalement en Suisse et pour pouvoir résister aux images stigmatisantes sont au cœur de la constitution de ce sentiment de maîtrise des circonstances: « *j'ai des points en ma faveur : je parle la langue, j'ai fait des cours de baby-sitting* », « *...dans ce sens, je suis privilégiée, j'ai au moins quelque chose, j'ai un baccalauréat suisse...* ».

Les sentiments de peur et d'incertitude propres à la clandestinité sont moins paralysants si la personne dispose de *ressources* et est capable de mobiliser ces dernières. Elles prennent de l'importance au moment où elles permettent de minimiser les contraintes de l'illégalité : « *quand je sors, je me sens tranquille, rien ne m'est arrivé jusqu'à aujourd'hui ; quelquefois, je sors relaxée, je me sens bien, je rencontre des gens comme tout le monde, comme si j'étais une autre personne de plus dans ce pays* ».

⁴⁸ GIDDENS A., *op. cit.*, p. 40.

Il convient d'indiquer également que, quand la personne n'est pas en mesure de mobiliser ou de développer assez de ressources concrètes et/ou de qualité en accord avec la situation (comme la connaissance de la langue, les réseaux d'amis « bien placés », bonnes patronnes, etc.), le renforcement d'une ressource symbolique très importante (forte croyance en Dieu, en la destinée, pressentiments, chance) et un sentiment d'espoir deviennent plus manifestes.

À cela s'ajoute la mise en œuvre de *différents comportements pour éviter de se faire contrôler*. C'est donc à des stratégies différentes que nous nous référons : ces stratégies, dans le cas de notre échantillon, visent la ressemblance dans l'espace public au corps social dominant, autrement dit, ces femmes restent dans l'ombre au lieu de s'exposer publiquement (cf. mouvements des sans-papiers) afin de prolonger leur séjour en tant que sans-papiers.

En résumé, les femmes latino-américaines sans-papiers, par la mobilisation des ressources, créent différentes stratégies leur permettant de résister à la clandestinité, c'est à dire de prolonger leur séjour sur le territoire helvétique pour ensuite créer un *mode de vie* leur permettant cette fois-ci non seulement de résister à la clandestinité mais de poursuivre leurs projets migratoires. L'introduction dans le monde de la clandestinité -et donc la connaissance de celui-ci- combinée avec le fait de pouvoir s'en éloigner par des logiques d'action donne lieu à une diversité de modes de vie dans la clandestinité. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 2

Création d'un nouveau mode de vie

Le fait de parler de *mode de vie* nous renvoie aux concepts de vie quotidienne et de quotidien. Christian Lalive d'Epinaï fait une distinction entre ces deux termes. La *vie quotidienne* serait toutes les pratiques et interactions, exceptionnelles ou récurrentes, concernant des individus et qui se déroulent dans la « journée »; en revanche, le *quotidien* (ou quotidienneté) ferait référence à « l'ensemble des pratiques (qui pour la plupart ont des fonctions précises) que le travail collectif et créateur des membres d'une société a rendu 'sans problème', 'évidentes' 'allant de soi', faits et gestes que l'on accomplit sans y penser, presque comme des actes réflexes alors que ce sont des faits culturels, et qui prennent la forme de routines, de rituels, de faits d'étiquette, etc. »⁴⁹.

La vie quotidienne est composée d'une dimension temporelle, spatiale et sociale qui donnent lieu à un mode de vie spécifique. La dimension temporelle fait référence au cycle de vie de l'individu à son articulation dans l'histoire de sa société. Par rapport à son temps personnel, le sujet reconstruit son passé, valorise son présent et organise ses projets. La dimension spatiale suppose l'existence d'un espace géographique familier maîtrisé (par ex. le quartier, la ville, la région, le pays). La dimension sociale comprend les relations à soi -l'identité personnelle- et aux autres -l'identité sociale- autrement dit les groupes d'appartenances de l'individu, ses réseaux sociaux et sa place dans la société⁵⁰.

La vie quotidienne, entendue d'une manière générale, ne nous aide que dans la mesure où nous nous approchons de la manière spécifique et concrète dont les femmes sans-papiers organisent leur vie, la manière dont elles s'approprient la vie quotidienne, dont elles l'aménagent dans les dimensions temporelles (passé, présent, perspectives futures), spatiales (la maîtrise d'un espace étranger, inconnu, contraignant) et sociales

⁴⁹ Cf. LALIVE D'EPINAY C., "Récits de vie et vie quotidienne" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, p. 42.

⁵⁰ Cf. DE PUY J. & RODRIGUEZ-VALLOTTON C., *Les années entre parenthèse. Vie quotidienne et projets d'avenir de réfugiés du cône sud de l'Amérique latine à Genève*, Université de Genève, 1985, mémoire de licence en sociologie, p. 56.

(groupes d'appartenance et de référence, identité personnelle). C'est justement ces différentes *formes d'aménagement de la vie quotidienne*, propres à chaque profil de femmes, à chaque projet migratoire, à chaque parcours de vie, etc. que nous allons étudier. Claudio Bolzman définit le *mode de vie* comme l'ensemble de formes d'aménagement de la vie quotidienne qui résulte de la manière de mettre en relation le système de ressources et l'identité socioculturelle de l'individu dans une société donnée⁵¹.

Le mode de vie de ces femmes (propre à leur pays d'origine) se voit bouleversé tout d'abord par l'immigration et ensuite par le contexte de la clandestinité. Dans ce sens, l'enjeu est de construire un *nouveau mode de vie* adapté aux nouvelles réalités et résistant aux différents types de vicissitudes. La construction d'une routine sert à maîtriser l'incertitude: initialement, il s'agit de réduire au minimum les degrés d'ouverture à l'imprévisibilité et ainsi de prolonger le séjour en tant que sans-papiers pour ultérieurement ou parallèlement atteindre les buts migratoires fixés. Ces nouvelles pratiques sont des « (...) indices d'un rapport à l'existence qui n'est fait ni de résignation, ni à l'opposé de confiance aveugle dans un salut qui viendrait d'en haut... »⁵².

Au contraire, il s'agit d'un mode de vie comme un mode d'organisation de la production anthroponomique familiale⁵³, autrement dit, c'est à travers l'engagement actif de ces femmes dans leurs projet migratoires, à travers des processus de mobilisations (des ressources, des énergies, des efforts, etc.) que le mode de vie se construit. Bref, le mode de vie est constitué par la manière dont ces femmes latino-américaines sans-papiers s'organisent dans la quotidienneté afin d'assurer leur survie, de reproduire les conditions de la clandestinité et d'atteindre leurs objectifs migratoires.

⁵¹ Cf. BOLZMAN C., *op. cit.*, p. 105.

⁵² BERTAUX D., "Vie quotidienne ou modes de vie?" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, p. 69.

⁵³ *Ibid.*, pp. 72-73 ; BERTAUX D., *Les Récits de vie*, *op. cit.*, p. 39.

2.1. L'organisation de la vie quotidienne

Les femmes sans-papiers doivent faire face à diverses difficultés : elles ne sont pas épargnées par les problèmes de santé⁵⁴, peuvent contracter des dettes facilement, disposent d'un logement inadéquat, peuvent souffrir d'une nutrition inadéquate. Le fait de travailler et de gagner de l'argent est non seulement une manière concrète de pouvoir subvenir à leurs besoins élémentaires mais aussi un moyen pour pouvoir accomplir leurs projets migratoires. Or, le fait de travailler sert également à marquer le temps de la vie quotidienne.

D'une manière générale, la vie quotidienne va s'organiser autour du travail. Trouver un travail est une démarche essentielle. Cela va permettre non seulement la satisfaction de certains besoins matériels mais cela va apporter également une certaine sécurité et va permettre la construction de la routine, puisque cette activité va couvrir la majeure partie de la journée : *« le plus important c'est de commencer à travailler »*.

C'est ainsi que la quête du travail commence aussi vite que possible et s'impose comme un moyen pour faire face aux diverses demandes propres à chaque mode de vie dans la clandestinité. Il y a différentes manières de chercher du travail : par les contacts, par des connaissances ou des « amis » qu'elles commencent à avoir, par des annonces dans le journal, par des patronnes ou par « hasard », ce qui est en lien avec le fait de savoir se bouger dans le milieu de la clandestinité : *« on m'a dit d'aller chercher des vêtements d'hiver à CARITAS et là-bas on m'a donné le nom d'une personne qui travaillait à la Croix Rouge et c'est par le biais de cette personne que j'ai pu trouver mon premier travail »*.

Ces femmes commencent généralement à travailler sous la modalité nourrie-logée. Cette modalité permet d'épargner de l'argent sans faire beaucoup de dépenses sauf pendant le week-end où la personne a congé. Cela présuppose que la personne ait résolu ou cherche à résoudre le problème du logement pendant le week-end. Normalement, les

⁵⁴ À titre d'exemple, prenons le cas d'une de nos interviewées qui a subi une opération (elle avait des problèmes de vésicule) à l'hôpital. Elle doit payer une facture de 13'000 frs. Même si elle a fait les démarches auprès du bureau de service social de l'hôpital, elle doit payer 197 fr. par mois. Elle affirme que si elle avait su qu'elle devait se présenter avant l'émission de la quittance au service social, elle aurait pu être exonérée.

femmes passent la nuit dans les appartements d'amis ou de connaissances qui sont elles aussi des sans-papiers, qui ont un travail à l'heure et qui habitent dans un appartement loué sous le nom de quelqu'un qui est en situation légale. Il s'agit d'un appartement d'une pièce et demie ou d'un studio où il se peut que 3 ou 4 personnes y habitent.

La quête du travail situe d'emblée la personne face à l'ignorance de la langue (« *le problème c'est que je ne peux pas trouver un travail, on me demande de parler la langue et si on trouve un travail on me paie très, très peu* »). C'est pour cela que, durant cette période, beaucoup de femmes sans-papiers travaillent avec des personnes qui parlent l'espagnol ou bien avec des Suisses qui comprennent l'espagnol (Tessinois). La personne se rend compte de l'importance d'apprendre la langue pour trouver un travail ou un autre travail mieux rémunéré. Les salaires varient : ils peuvent aller de 600-800 à 1,500-2000 frs. par mois (modalité nourri-logé) ou de 15 à 20 fr. l'heure de nettoyage : « *quand on me paie par heure, on me paye 18, 17 ou 20 fr. mais quand on me paye 500 fr. on ne me paie que 6 frs. (ou moins) par heure* ».

Normalement le travail nourri-logé consiste en la garde des enfants, le nettoyage, la cuisine, le repassage, les achats, etc., et dans quelques cas, le fait d'emmener l'enfant (ou les enfants) à la crèche. La femme sans-papiers doit apprendre à se débrouiller seule en commençant par prendre le bus, apprendre quelques phrases en français. Il se peut qu'il y ait un accord entre l'immigrante et la patronne : par exemple la patronne lui promet de lui apprendre un peu le français ou bien la patronne l'encourage et lui donne une certaine flexibilité pour que la personne puisse apprendre la langue.

Au fur et à mesure que le temps passe et que la femme sans-papiers dispose de plus de ressources (comme par exemple un accès aux informations plus diverses qui la renseigne sur les tarifs et horaires corrects par exemple), les possibilités de négociation s'élargissent et, selon l'évolution de ses projets, sa *qualité de vie* en Suisse s'améliore d'une manière relative.

Les personnes qui ont des travaux « stables » (c'est-à-dire des jours fixes de travail avec des patrons fixes) expriment souvent le fait d'être moins stressées tandis que les personnes qui ont plutôt des travaux sporadiques ne peuvent pas planifier leur journée

d'une manière évidente ; cela dépend des coups de téléphone : il y a des jours où elles doivent courir de droite à gauche ou bien rester à la maison. Le fait d'avoir un travail stable est donc très rassurant et cela est encore mieux s'il y a une bonne relation avec la patronne : *« ... après je n'ai pas eu de problèmes...la dame avec qui je travaille est très gentille, je travaille là-bas depuis trois ans »*.

Par ailleurs, le fait de recevoir un bon traitement de la part de la famille pour laquelle elles travaillent est très valorisé. Par rapport au pays d'origine, il est intéressant de mentionner que même si le travail d'employée domestique est dévalorisant, le fait d'être traitée avec « respect » par leur patronnes est toutefois très important, cela contrebalance et relativise l'expérience de perte de statut. Souvent ce traitement respectueux, selon ce que ces femmes expriment, provient des patronnes suisses.

En résumé, le travail apparaît comme un élément central dans la vie des femmes sans-papiers ; indépendamment du projet migratoire de départ, toutes les personnes subissent l'expérience du travail et, pour toutes, il est important de trouver ce qu'elles appellent un bon travail (stable, bien payé, fait d'avoir de bonnes patronnes) pour atteindre leurs objectifs dans la société de réception (épargner de l'argent, faire des études, voyager, etc). Un cadre stabilisateur est acquis par la construction d'une vie quotidienne où le travail occupe la place principale.

C'est le travail qui va marquer les routines de la journée. Le travail acquiert des connotations plus importantes lorsqu'il s'agit d'un projet migratoire économique : *« Je suis venue pour travailler, pour aider ma famille et élever ma fille. Je me réveille à 6.15, je prends une douche, j'emmène la fille à la crèche, après je vais chez une autre dame et je travaille 2 heures et demie ; de 10.30 'à 14 h. je travaille ailleurs, alors je cours toujours de droite à gauche ...ma vie est très monotone, je retourne chez la dame, je finis à 17 h. Ensuite je vais travailler en nettoyant des bureaux dans une clinique vétérinaire. J'arrive chez moi tard, je prépare à manger, je m'alimente bien et je vais au lit et le lendemain c'est la même chose...c'est comme ça ma vie »*.

Le week-end doit aussi être réaménagé. Pour certaines femmes, il représente le temps libre (quoique beaucoup d'entre elles travaillent aussi le samedi). C'est là où la personne dispose de plus de temps pour le réseau d'amis, de compatriotes, la famille, l'ami, l'église, etc. qui commencent à faire partie de ce cadre stabilisateur que les

personnes cherchent à construire par leur mode de vie. Le contact avec la famille dans le pays d'origine occupe une place importante dans la vie de beaucoup de femmes interviewées.

Ces types de routines et de réaménagements permettent de créer un cadre stabilisateur ; par contre, il semble que la rupture de routines constitue une marque du sentiment d'insécurité : « Si les routines stabilisent les relations sociales et les confirment au quotidien en participant, malgré leur évanescence, à la reproduction d'une continuité de pratiques sociales, leur rupture contribue au sentiment d'une certaine imprévisibilité dans les relations et pratiques sociales »⁵⁵. Une dimension importante du sentiment de sécurité est donc en lien avec la construction des routines. En effet, pour ces femmes, l'imprévisibilité peut être dangereuse. Afin de diminuer la peur et de pouvoir construire un cadre stabilisateur de pratiques sociales (se rapprochant à la normalité), elles vont construire un mode de vie où la répétition des pratiques va aider à maîtriser le sentiment d'insécurité.

Pour finir, nous aimerions attirer l'attention sur la régularité des aspects pertinents de l'environnement, comme étant un outil nécessaire pour mettre en œuvre des routines⁵⁶. Autrement dit, pour les femmes latino-américaines sans-papiers, il est important de disposer d'un cadre environnemental, physique et matériel devenu familier. Ce cadre connu dans la mesure où il apporte des signaux et des indicateurs quant à la stabilité de la situation facilite leur agir et leur débrouillardise dans la clandestinité.

Ainsi, selon Sophie Dubuisson, les dispositifs ne sont pas simplement des supports passifs de l'action mais des supports de la connaissance distribuée dans le sens qu'ils sont porteurs d'une partie du savoir nécessaire à la routinisation des actions. La performance est aussi distribuée entre acteurs et artefacts, ces derniers « (...) formatent la situation pour la rendre invariante. Ils construisent et instrumentent la lecture de l'environnement pour l'agent, lui permettant ainsi d'adopter un comportement routinier

⁵⁵ HUBERT H.O., "Confiance et routines : les interactions sur le parvis Saint-Antoine à Forest" in VAN CAMPENHOUDT L. & alii (s/s la dir. de), *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Bruxelles, Éditions Labor, 2000, p. 59.

⁵⁶ Cf. CONEIN B., "La notion de routine : problème de définition" in *Sociologie du travail*, n° 4, 1998, pp. 484-485.

(...) »⁵⁷. C'est ainsi que ces règles et ces objets permettent la reproductibilité des actions et leur garantissent une certaine stabilité dans le temps et l'espace. Sophie Dubuisson ajoute que les routines n'excluent pas un travail d'interprétation de la situation et de vigilance qui suppose de réintroduire une part de jugement et de qualification lorsqu'une défaillance survient⁵⁸.

Une pluralité des modes de vie

Les facteurs contextuels désignent le cadre général dans lequel l'immigrée sans-papiers doit interagir ; toutefois, le parcours de chacune, ses objectifs migratoires, la capacité de mobiliser des ressources adaptées à la clandestinité, le sens qu'elle donne à son expérience et la logique qui gouverne son action vont donner lieu à une pluralité de manières de vivre la clandestinité.

Le projet migratoire prend une place importante au moment de décrire le mode de vie de femmes interviewées. Isabelle Bertaux-Wiame affirme que, formulés dans les récits de vie de manière explicite ou non, les *projets familiaux* sont le noyau central autour duquel les vies quotidiennes s'organisent et les modes de vie s'élaborent⁵⁹. En effet, ce sont ces projets qui définissent dans les grandes lignes les modes de vie différents étant donné que l'organisation dans le quotidien prendra déjà des nuances différentes (une femme avec un projet économique s'orientera d'une manière différente qu'une femme ayant un projet d'études ou d'installation). Cela touche évidemment la perception temporelle du séjour dans le pays de réception. Celle-ci, influencera le type de mode de vie que les femmes vont mener.

Or, pour les femmes sans-papiers, bien que leur séjour puisse être envisagé comme un projet à court ou à long terme, il est exprimé plus en termes de désir qu'en termes concrets étant donné que la sécurité du maintien dans le pays de réception n'est jamais assurée. Pour certaines, le référent principal va se trouver dans la société d'origine, pour

⁵⁷ DUBUISSON S., "Regard d'un sociologue sur la notion de routine dans la théorie évolutionniste" in *Sociologie du travail*, n° 4, 1998, p. 497.

⁵⁸ *Ibid.*, pp. 498-500.

⁵⁹ Cf. BERTAUX-WIAME I., "Vie quotidienne, pratiques féminines et historicité" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, pp. 104-105.

d'autres, dans la société de réception, pour un troisième groupe, le système de ressources se trouvera partagé entre la société d'origine et celle de résidence ; de même, leur productions identitaires reflètent ce double lien. Voyons l'exemple de cette femme pour qui le référent principal se trouve dans le pays d'origine : « *Je regrette d'avoir dû arrêter mes études, je faisais le 4^{ème} semestre et il ne me manquait que deux semestres ; à la fin de cette année mes amies finiront leurs études, moi, j'en suis toujours à la moitié* ».

Bien qu'une personne choisisse dans un premier temps de vivre dans un « foyer d'étudiants » bon marché (étant donné que son objectif est d'épargner), cette même personne pourrait choisir, plus tard, d'habiter seule dans un studio plus spacieux. Si dans un premier temps, le projet migratoire s'orientait vers la société d'origine, dans un deuxième temps, il se dirige vers la société de réception. Autrement dit, il est important de considérer cette notion d'*évolution* de projets (cf. chapitre 2, deuxième partie) : les objectifs changent, les projets évoluent et les modes de vie diffèrent.

Ceci est en lien avec la *logique* qui gouverne la mobilisation des ressources. C'est pour cela que nous essaierons de distinguer différentes logiques d'action autour desquelles se structure la vie quotidienne. Nous avons distingué 3 logiques d'action : logique d'épargne, logique intellectuelle et logique adaptative. Ces logiques donnent lieu à une diversité de modes de vie. Elles coexistent, sous des formes spécifiques, dans les différents modes de vie de ces femmes. Nous voulons d'ailleurs indiquer que les modes de vie peuvent évoluer et qu'une personne peut passer par plusieurs modes de vie selon le temps et les ressources qu'elle mobilise à différents moments de son parcours migratoire.

L'*état des ressources actuelles* prend une place importante. L'insertion sociale passée de ces femmes et les possibilités de transfert de leurs ressources acquises dans le pays d'origine (soit au niveau professionnel, familial ou social) sont minimales. Cela va influencer la manière dont ces femmes se sentiront, la comparaison qu'elles feront entre leur situation actuelle dans le pays de réception et leur situation passée dans le pays d'origine aura une influence sur la relation qu'elles vont établir avec chacune des deux sociétés : si la personne se sent « frustrée », elle voudra que le temps passe aussi vite

que possible pour pouvoir retourner au pays d'origine : « *j'aimerais que les jours passent plus vite* ».

Au fur et à mesure que la personne arrive à créer des ressources ou à les adapter, elle sera en mesure de *faire face* à la clandestinité et d'une certaine manière de « maîtriser » son séjour en Suisse. Comme nous l'avons analysé dans le chapitre précédent, les ressources et leur mobilisation favorisent la naissance d'un sentiment de confiance et parallèlement, la diminution de la peur et la construction d'une *vie normale*.

Pour définir la pluralité des modes de vie, nous allons considérer les caractéristiques personnelles et socio-économiques de ces femmes : nous avons fait une distinction entre les femmes étant en Suisse avec leur famille (c'est-à-dire enfants et mari), les femmes mères célibataires ayant laissé leurs enfants au pays d'origine et se trouvant seules en Suisse, les femmes mères célibataires étant en Suisse avec leurs enfants et les femmes célibataires sans enfants (cf. chapitres suivants).

L'âge est également un élément important dont nous tiendrons en compte. En définitive, il a une influence majeure surtout quand il s'agit de jeunes femmes qui ne veulent pas seulement avoir, dans leur mode de vie, un projet économique familial mais qui essaient d'accomplir des objectifs personnels. Il s'agit plutôt de jeunes femmes qui expriment le fait d'aimer établir des contacts avec autrui, connaître du monde, sortir, etc. Elles sont, par contre, contraintes de réduire leur mobilité et de se méfier de tout le monde. Elles voient leur vie en Suisse comme frustrante et monotone. Tandis que pour les personnes plus âgées (50 ans), selon ce qu'elles expriment, les aspirations concernent leurs enfants : « *maintenant, c'est pour mes enfants* ». En ce sens, elles ressentent de manière moins forte le fait de ne pas pouvoir sortir, aller au cinéma, aller danser, etc.

Nous allons aussi distinguer les femmes avec une scolarité universitaire ou para-universitaire et/ou provenant des couches sociales moyennes et supérieures et celles avec une scolarité primaire et secondaire et ayant occupé des activités dans le commerce informel (en tant que vendeuse, femme de ménage, etc). Cela devrait influencer leur manière de percevoir leur séjour dans le pays de réception ainsi que leur décision de prolonger leur séjour ou de retourner dans un futur proche dans le pays d'origine.

Ainsi, pour quelques personnes provenant d'un milieu pauvre, le fait d'être en Suisse signifie déjà avoir fait le premier pas vers un projet économique plus grand et de ce fait, équivaut à une amélioration au niveau économique. Il n'y a pas de dévalorisation au niveau du statut : ces personnes, dans quelques cas, avaient déjà fait des travaux ménagers dans leur pays d'origine et au niveau de la scolarité, ont suivi l'école primaire et secondaire.

Le travail de nettoyage et le statut dans le nouveau contexte est surtout cause de dépression pour les personnes ayant fait une formation supérieure (à l'université par exemple) ou venant d'une couche sociale moyenne ou supérieure (« *chez moi, j'étais gérante d'une entreprise, ici je suis une femme de ménage* », « *avant j'étais femme de ménage, mais de chez moi, pas pour les autres* »). En revanche, pour les personnes qui n'ont pas fait une formation scolaire supérieure ou qui viennent d'une couche sociale pauvre, ce sentiment se présente sous des formes plus nuancées.

Ceci dit, nous avons défini trois logiques d'actions qui structurent les différents modes de vie de ces femmes. Ces logiques s'entrecroisent et il est difficile de les trouver à l'état pur dans un seul mode de vie. Ces logiques d'action reprennent les critères suivants : tout d'abord il nous semble important définir la *valeur* sous-jacente à partir de laquelle se structure le mode de vie. Cette valeur est en lien direct avec le *projet migratoire*. En effet, ces femmes sont en Suisse pour atteindre des buts migratoires ; il est donc compréhensible que leurs conduites vont être dirigées vers l'obtention de ces objectifs. Un autre critère nous semblant essentiel est celui de la *temporalité*⁶⁰. Il est évident que leurs projets ont subi une évolution mais leurs références (de manière d'être, du mode de vie passé, des caractéristiques personnelles, etc.) peuvent bien se situer entre le passé, le présent et le futur. Finalement les *ressources* nous semblent également déterminantes en ce qui concerne le mode de vie. En effet, c'est l'état de ressources (appropriées au nouveau contexte et à la nouvelle réalité) qui va influencer

⁶⁰Nous aimerions attirer l'attention sur une attitude qui se retrouve chez toutes les femmes interviewées : le fait de *vivre le présent*. Cette attitude touche notre critère de temporalité mais nous ne l'avons pas considérée comme une logique d'action étant donné qu'elle ne structure pas un mode de vie. Au contraire, il s'agit d'une attitude qui est un lien avec l'incapacité de maîtriser le futur, plus particulièrement le fait de pouvoir prolonger leur séjour en Suisse (voir conclusion de la deuxième partie).

l'investissement (symbolique, matériel, relationnel, etc.) de ces femmes dans le pays de réception. Ces logiques sont les suivantes :

Logique d'épargne :

C'est autour de l'épargne que le mode de vie va être organisé. L'immigrée sans-papiers va ainsi diriger ses efforts et ses énergies vers l'épargne de l'argent. La manière de vivre dans le pays de réception va être minimisée : les dépenses seront destinées à satisfaire des besoins essentiels afin de dépenser le minimum indispensable (un logement précaire, des vêtements achetés à un prix très bon marché comme par exemple à la Croix Rouge, etc.). Une logique du *devoir, du sacrifice et de la souffrance* conditionne ce mode de vie. Il correspond généralement aux femmes qui ont un projet migratoire économique.

Par rapport à la temporalité, ces femmes sont plutôt dirigées vers le futur. Ainsi, elles ne tiennent pas compte de leurs conditions de vie dans l'« ici » ; autrement dit, celles-ci ne sont pas prioritaires (sauf dans le cas où elles doivent reproduire les conditions de clandestinité et prolonger leur statut en tant que sans-papiers) pour leur mode de vie en Suisse. Elles se projettent dans un futur où elles auraient de meilleures conditions de vie. Il s'agit en quelque sorte de « vivre le futur et nier un peu le présent ». Bien évidemment, ces femmes disposent, dans un premier moment, de peu de ressources. Si elles assument un mode de vie caractérisé par un investissement minime dans le pays de réception, cela peut avoir des conséquences sur la création de nouvelles ressources adaptées aux éventualités de la clandestinité. Cela fait que ces femmes peuvent tomber dans un sorte de cercle vicieux qu'elles décideront, selon leur parcours migratoire, de rompre ou non.

Nous pouvons distinguer deux variantes : l'*épargne rigide* (« l'épargne avant tout ») et l'*épargne flexible* (le fait d'épargner tout en pensant un peu à soi). La différence entre l'une et l'autre réside dans le fait que, bien que la manière de vivre d'une personne qui assume une logique d'épargne flexible, soit structurée d'une manière générale vers l'épargne (projet migratoire économique), cette personne se permet, plus facilement, de satisfaire ses besoins personnels (même si son objectif final est de retourner au pays) ;

autrement dit, elle dépensera de l'argent pour aller de temps en temps au cinéma, au restaurant, faire des voyages, acheter une jolie robe, etc. La perspective temporelle, dans ce cas-là, se déplace et le présent (« l'ici ») acquiert aussi une certaine importance quoique c'est la perspective du futur qui gouverne le présent. Dans le cas de familles habitant en Suisse de manière illégale avec un projet économique ; nous pouvons même dire que leur futur devient présent dans la mesure où elles font un investissement pour améliorer leurs conditions de vie en Suisse.

Au contraire, une personne qui adopte une logique d'épargne rigide pensera d'abord à l'épargne et ne fera pas ce type de dépenses (qui sont considérées comme superficielles). L'idée de sacrifice est beaucoup plus présente : travailler beaucoup pour une période de 2 ou 3 ans, épargner le maximum pour pouvoir retourner au pays d'origine. La perspective temporelle est toujours située vers le futur et le présent est moins important : *« ce qu'on pourrait épargner durant 2 ou 3 ans correspondrait à 10 ans ou plus de travail dans le pays d'origine »*.

Logique intellectuelle

Par cette logique, nous voulons mettre l'accent sur l'importance de la valeur intellectuelle dans la vie de l'immigrée et dans la manière dont une grande part des activités quotidiennes sont organisées. Ainsi, il y a un investissement de temps dans des activités d'ordre intellectuel comme la lecture, les études, le fait d'assister à des conférences, etc. Les amis fréquentés auront des caractéristiques intellectuelles (c'est-à-dire qu'ils font des études ou en ont faites) et la façon d'évaluer les autres personnes du cercle latino-américain aura comme critère des caractéristiques intellectuelles. La préoccupation intellectuelle (études), est ressentie par ces femmes comme une qualité précieuse leur donnant une présence (*« les études vont me donner de la présence dans cette société »*, *« être quelqu'un »*) dans la société de réception et un attribut que personne ne peut l'enlever (*« cela te donne quelque chose qui reste avec toi »*).

Par rapport à la temporalité, ces femmes sont en quelque sorte marquées par leur passé où les études occupaient une place importante, autrement dit leur socialisation dans le pays d'origine (ou dans le pays de réception, ce qui est le cas d'une des femmes

interviewées qui a fait sa scolarité en Suisse) était marqué par les études et c'est justement cette valeur qu'elles veulent ré-insérer dans leur mode de vie en Suisse. En effet, ces femmes ont achevé une formation universitaire ou ont fait une partie de leur études universitaires dans leurs pays d'origine. À cela s'ajoute le fait d'avoir des parents qui sont des intellectuels ou le fait de provenir, en Amérique latine, d'une couche sociale moyenne. Ces femmes se réfèrent aux amis avec lesquels elles ont fait leurs études par le passé pour évaluer et organiser leur mode de vie. Elles ont un projet migratoire d'études et l'accomplissement de celui-ci dépendra de leur état de ressources.

Dans ce sens, nous pouvons distinguer deux variantes : la logique intellectuelle revendiquée et la logique intellectuelle dubitative. La différence entre l'une et l'autre de ces variantes réside dans le fait que, dans la première il y a plus de possibilités de pouvoir accomplir un projet d'études. Ces femmes disposent de ressources bien adaptées à la réalisation de leurs projets (un baccalauréat suisse, la nationalité espagnole, etc.). Les bases pour accomplir ce projet sont posées de manière plus concrète et moins en termes de désirs. Par contre, dans la logique intellectuelle dubitative, c'est plutôt les désirs qui prévalent. Ces femmes sont toujours centrées sur le passé (plus précisément sur leur socialisation intellectuelle) mais elles se voient dans l'impossibilité de réaliser leur projet d'études dans leur mode de vie actuel soit par manque de ressources soit par le fait de devoir assumer un projet économique.

Logique adaptative

Par logique d'action adaptative nous voulons mettre l'accent sur le fait que ces femmes expriment d'une manière confuse une *valeur* centrale autour de laquelle leurs modes de vie s'organisent. Par moments, leurs trajectoires de migration peuvent prendre une connotation économique, à d'autres une perspective intellectuelle ou encore des connotations émotionnelles (ce qui est exprimé en termes de désir). Le mode de vie va intégrer différents types de comportements : même si elles essaient d'épargner un peu d'argent, ce fait de vivre dans le présent est important : s'il y a un cours de couture ou de langue, elles le suivront, si elles ont la possibilité de faire de connaissances, elles vont la saisir, si elles peuvent payer un loyer plus cher pour avoir un appartement plus

confortable, elles le feront, etc. Ainsi il peut y avoir un investissement de temps dans des activités d'ordre intellectuel et/ou relationnel et/ou personnel (apprendre la langue, suivre un cours d'informatique, un cours de fitness, aller à la piscine, etc.).

Ces femmes ont un projet migratoire indéfini mais au fur et à mesure de leurs investissements en Suisse, elles s'intéressent à y rester et à s'y stabiliser de manière légale. Ces femmes adoptent une attitude active pour développer et créer de nouvelles ressources. Il s'agit dans la plupart des cas, de femmes jeunes (soit des mères célibataires ou des femmes célibataires) qui veulent aussi accomplir des objectifs sentimentaux (trouver l'amour par exemple) qui, même s'ils ne sont pas exprimés de manière claire, sont en lien avec leur désir de rester en Suisse et de trouver d'une certaine manière l'amour de leur vie.

Ces femmes feront donc des choix en fonction des opportunités qui se présentent. Il se peut que ces femmes ne sachent simplement pas ce qu'elles veulent (rester, partir, se marier, épargner, etc.) ; dans ces cas-là, nous semble-t-il, leurs conduites répondent à une sorte d'expérimentation/d'essai des différentes possibilités : il s'agit de voir ce qui en résulte et, en fonction des résultats, de se demander ce qu'il convient de faire. Tout ce qu'elles apprendront fera partie de leur expérience de vie et leur permettra d'acquérir des ressources qui pourront être transférées dans le pays d'origine ou utilisées dans les pays de réception (si elles restent) : *« j'ai déjà perdu 2 ans en ne faisant que travailler... je vais faire un cours d'informatique, je vais continuer à travailler pour payer mon cours et je ne sais pas mais peut-être ma vie va changer »*.

Par rapport à la temporalité, ces femmes sont plutôt centrées dans le présent. Il s'agit de vivre dans le présent sans savoir trop ce qui va advenir ni sans se référer au mode de vie passé (dans leurs pays d'origine). C'est une manière de résister aux vicissitudes de la clandestinité (nous pouvons dire : « faire valoir mon présent dans le présent et m'adapter à ce qu'il arrive »). Autour de ces trois logiques d'actions, divers modes de vie vont être structurés (voir tableau ci-dessous).

Logiques d'action	Pluralité des modes de vie
Économique	a) L'enjeu de la survie b) Entre la survie et l'épargne rigide c) La vie en Suisse et l'épargne flexible : <i>Le cas de familles</i> d) La vie en Suisse et l'épargne flexible : <i>Le cas des mères « seules » avec leurs enfants en Suisse (2 variantes)</i>
Intellectuelle	a) Les études comme priorité
Adaptative	a) Entre l'incertitude : « <i>on verra qui arrive..</i> ». b) Entre l'installation: « <i>j'ai ma deuxième vie ici : je veux rester ici</i> ».

Nous allons maintenant décrire, les différents modes de vie qui structurent la logique d'action économique.

2.2. La logique économique

Comme nous l'avons déjà indiqué, la logique économique se définit par le fait que l'immigrée sans-papiers dirige ses efforts et ses énergies vers l'épargne de l'argent. Il s'agit d'une logique du *devoir, du sacrifice et de la souffrance*. Cela correspond généralement aux femmes qui ont un projet migratoire économique. Elles ne tiennent pas compte de leurs conditions de vie dans le pays de réception car elles sont plutôt dirigées vers le futur (où elles auraient de meilleures conditions de vie).

Nous avons distingué deux variantes : l'*épargne rigide* (« l'épargne avant tout ») et l'*épargne flexible* (épargner tout en pensant à soi). Tandis qu'une personne assumant la première logique pensera d'abord à l'épargne et ne fera pas n'importe quel type de dépenses, une personne suivant la deuxième logique se permettra plus facilement, de satisfaire ses besoins personnels (même si son objectif final est de retourner au pays).

Le mode de vie organisé autour de cette logique va donner lieu aux modes de vie suivants : a) l'enjeu de la survie, b) entre la survie et l'épargne rigide, c) la vie en Suisse et l'épargne flexible : *le cas des familles*, d) la vie en Suisse et l'épargne flexible : *le cas des mères « seules » avec leurs enfants en Suisse (2 variantes)*.

a) Au début de l'expérience : l'enjeu de la survie

Il s'agit de personnes venant d'arriver en Suisse (premiers mois). Quel que soit le projet de départ, la *survie* s'impose et donc le fait de se stabiliser, c'est-à-dire de trouver au minimum un travail et de résoudre le problème du logement est primordial. Si la personne est venue à l'aide d'une *personne contact*, le problème du logement (et dans quelques cas celui du travail) est résolu de manière provisoire, entraînant toutefois une situation de dépendance. Ces personnes sont très centrées sur leurs projets migratoires de départ. L'enjeu principal est d'assurer les conditions pour accomplir le projet de départ -le pays d'origine étant la référence principale- ainsi que d'éviter un contrôle policier qui pourrait mettre en péril la continuation du séjour en Suisse.

Nous avons choisi le cas de Vanesa (21 ans) qui était, au moment de l'entretien, depuis 4 mois en Suisse. Elle est la fille aînée de la famille et étudiait à l'université. Elle est venue en Suisse avec un projet économique familial (« *je sais que là-bas payer la dette familiale me prendrait beaucoup plus de temps : huit ans ; en Suisse j'épargnerais du temps et je pourrais payer cette dette en deux ans* »). Elle fait partie du groupe des jeunes célibataires sans enfants (et donc sans responsabilité familiale directe), ayant comme but principal d'aider leur famille (parents, frères et sœurs) et d'accomplir, dans une certaine mesure, quelques intérêts personnels.

Le cas de Vanesa est intéressant parce qu'il met sur le tapis le cas d'une jeune femme de formation supérieure. Assurer la *survie* et *trouver du travail* est important, mais cela est justement tout le contraire de la manière dont elle vivait dans son pays d'origine (sa survie était assurée par les parents et elle avait un statut d'étudiante). La clandestinité va à l'encontre de ses caractéristiques et objectifs personnels en lui imposant un statut de sans-papiers et d'employée domestique. C'est bien pour des raisons économiques familiales qu'elle a été poussée à partir, mais le fait d'atteindre quelques objectifs

personnels est également important pour elle (« découvrir », étudier, épargner de l'argent pour son compte afin de ne pas dépendre de sa famille par après).

Cette première étape implique le fait de vivre d'une manière assez modeste, d'assumer la modalité du travail nourri-logé, de ne pas dépenser beaucoup d'argent, d'envoyer la plus grande partie du salaire à sa famille dans le pays d'origine pour payer les dettes et d'avoir une mobilité réduite. Il s'agit tout d'abord de payer les dettes découlant du voyage en Suisse ainsi que celles de la famille. Le séjour en Suisse est envisagé comme un projet à court terme : *« je ne veux pas travailler toute ma vie comme femme de ménage, je veux seulement travailler comme ça pour une période, je ne sais pas combien de temps »*.

La sortie vers la légalité n'est pas envisagée. Elle affirme également ne pas être intéressée par le mariage en Suisse dans le but d'obtenir un permis. Elle est venue pour sa famille : *« je ne veux pas tomber amoureuse ici, je veux rentrer dans mon pays, mon destin est là-bas »*. La référence principale est le pays d'origine et le passage dans l'« ici » est ressenti comme provisoire. Il n'y a pas d'*investissement dans l'« ici »* et la personne n'a pas encore stabilisé ses conditions de vie : elle n'a pas de ressources, elle ne parle pas la langue, elle n'a pas beaucoup d'amis, etc. Le sentiment de méfiance et de peur est très fort.

Le *sentiment de solitude* est également fort et il y a des moments de *dépression*. Elle se définit comme quelqu'un qui aime établir le contact avec les autres, s'imposer et qui a du caractère ; pourtant, ici elle se méfie de tout le monde et accepte n'importe quoi. C'est une étape difficile marquée par les sentiments de peur, d'insécurité et de doute. Pour toutes ces raisons, la personne veut que le temps passe aussi vite que possible pour pouvoir rentrer.

b) Entre la survie et l'épargne rigide⁶¹

Ce mode de vie correspond aux mères ayant des responsabilités familiales et dont la famille nucléaire (enfants, éventuellement mari) est restée dans le pays d'origine. Dans la majorité des cas, il s'agit de mères célibataires (une d'entre elles était veuve). Elles sont âgées de 40 à 50 ans. Leurs enfants sont restés dans le pays d'origine ; leurs âges varient entre 4 et 23 ans. Elles sont en Suisse depuis 4 à 18 mois. Leur parcours professionnel est différent : la plupart ont fait des études primaires ou secondaires, toutefois qu'une de ces femmes est allée à l'université. Ces personnes sont venues avec un projet économique et elles *n'ont pas encore stabilisé leurs conditions de vie* : elles doivent encore payer les dettes contractées lors du voyage et envoyer un peu d'argent pour le budget de la famille restée au pays d'origine.

La logique dominante est celle de l'*épargne rigide*. Les femmes qui entrent dans ce cadre de vie vivent d'une manière assez modeste. Elles assument la modalité du travail nourri-logé. Elles ne dépensent pas beaucoup d'argent en logement, en nourriture ou en transport. Elles mènent une vie assez précaire parce que leur regard est plutôt tourné vers l'épargne, le paiement des dettes et l'aide pour les enfants. La satisfaction des besoins élémentaires (logement, santé, éducation, etc.) n'est donc pas prioritaire. Tout l'argent qu'elles gagnent (ou en tout cas la majeure partie) est envoyé à leur famille dans le pays d'origine. D'une certaine manière, leur préoccupation centrale dans le pays de réception est de trouver un travail stable qui leur permette de faire face aux responsabilités économiques. L'enjeu principal de ce mode de vie est d'assurer les conditions visant à l'accomplissement du projet économique et d'éviter un contrôle policier qui pourrait mettre en péril le prolongement du séjour en Suisse.

⁶¹ Nous avons intégré dans l'analyse de ce mode de vie, le témoignage de Lurdes, qui tout en menant un projet économique, nous l'avons nommé projet économique "*échoué*". Elle habite depuis une année en Suisse. Jusqu'à maintenant, elle n'a pas pu se stabiliser ni au niveau du travail ni au niveau du logement. Elle n'a pas pu envoyer d'argent à sa famille et elle a encore des dettes, ce qui a provoqué beaucoup de problèmes. Son mari l'accuse d'avoir oublié sa famille, la soupçonne d'être dans la prostitution et lui fait des menaces par rapport aux enfants. Lurdes veut retourner aussi vite que possible dans son pays, mais elle n'a pas l'argent nécessaire pour acheter le billet de retour. Elle ne veut pas se laisser contrôler par la police. Cela est une attitude commune à nos interviewées : ne pas se laisser renvoyer par la police ; ceci est ressenti comme une honte. D'ailleurs, le passeport sera tamponné et la personne ne pourra plus rentrer (de manière légale) en Suisse pour une période déterminée. D'autant plus qu'en évitant un contrôle, la personne évite la possibilité d'engager d'autres personnes qui l'ont aidée.

Ces femmes n'envisagent pas le fait de sortir de l'illégalité. Elles affirment vouloir obtenir un permis de séjour, mais en même temps elles ne s'intéressent pas au mariage dans le but d'obtenir un permis. Leur objectif à court terme est de retourner dans le pays d'origine. Dans quelques cas, cette intention de rentrer prochainement peut changer avec le temps et amener à un investissement progressif des énergies dans le pays de réception. En effet, le séjour se prolonge, dans une première étape, en raison de l'impossibilité d'accomplir un projet économique dans le temps prévu (parallèlement ces femmes commencent à construire un « petit monde » dans la société de réception), d'autant plus que la situation dans le pays d'origine ne s'améliore pas. Ainsi, deux tendances apparaissent: faire venir les enfants dans le pays de réception (surtout les plus petits) ou, à certaines conditions, faire venir toute la famille (enfants et mari)⁶².

Nous pouvons élargir la réflexion et faire l'hypothèse qu'il ne serait pas difficile pour une femme rentrée au pays d'origine après un court séjour en Suisse (2 ou 3 ans -projet économique familial-) de décider d'émigrer de nouveau en Suisse soit seule (et faire des aller-retours) soit avec sa famille, si les conditions contextuelles, familiales ou de genre le permettent. Plus loin, nous allons voir que pour des femmes célibataires arrivées en Suisse avec un projet imprécis, il est difficile, après une certaine période, de rentrer au pays d'origine justement pour ne pas être à nouveau dépendante de leur famille.

Investissement en Suisse

Il n'y a pas un fort *investissement* (au niveau symbolique, matériel et/ou des ressources) en Suisse parce que le séjour est perçu comme temporaire et de courte durée. Les conditions de vie dans « l'ici » vont être minimales (logement partagé avec d'autres personnes (« 4 personnes dans une petite pièce »)) soit parce que les limitations économiques sont encore fortes (et parce que la priorité consiste à envoyer de l'argent

⁶² C'est le cas de Jazmine qui est en Suisse pour la deuxième fois. La première fois, elle est venue seule (sa famille était restée dans son pays d'origine) grâce à l'une de ses sœurs qui se trouvait à l'époque en Suisse. Lors de ce premier passage en Suisse, elle avait suivi une logique dominante d'*épargne rigide* étant donné que son objectif était de rentrer le plus vite possible chez elle. Une fois rentrée dans son pays d'origine et face à une perspective d'avenir négative (son mari est au chômage, les problèmes économiques s'accroissent étant donné que l'apport financier qu'elle procurait grâce à l'envoi régulier d'argent n'existe plus, les épargnes disparaissent et les tensions augmentent), elle et sa famille décident d'émigrer en Suisse (cf. mode de vie suivant).

régulièrement au pays d'origine) et/ou soit parce que les chances d'obtenir un logement en tant que femmes sans-papiers sont minimales et qu'il ne reste que très peu d'autres alternatives (collocation dans un appartement sous-loué) même si cela peut comporter des risques : *« on dit que si on habite avec beaucoup de personnes, c'est plus dangereux »*.

Dans certains cas, il y a encore une dépendance par rapport au contact initial (au niveau du travail, du logement ou d'autres activités : *« il y a un mois que je ne communique pas avec mes enfants, Luisa -la personne contact- est en (...) et je dois donc attendre qu'elle revienne »*). La personne a peu de ressources : la connaissance de la langue est précaire (connaissance des expressions les plus utilisées, d'un vocabulaire de base ou alors, dans quelques cas, connaissance presque nulle étant donné que les employeurs étaient de langue espagnole).

Les travaux sont également instables. Ces femmes adoptent surtout la modalité de travail nourri-logé (*« je travaille en tant que nourrie-logée ; comme ça on ne dépense pas beaucoup d'argent »*). Ainsi, la mobilité est réduite : du travail à la maison, de la maison au travail et de ce fait, les possibilités de développer des ressources sont plus restreintes ainsi que le fait d'être intégrées dans un réseau d'information et d'apprendre la langue (*« je ne peux pas sortir, j'ai peur... on m'a dit... »*). Le mode de vie va s'organiser autour de la conduite suivante : *« je me sacrifie pour une période précise pour retourner bientôt dans mon pays d'origine et être avec mes enfants »*.

Dans la plupart des cas (à de rares exceptions près), il n'y a pas un grand contact avec la population suisse hormis par le biais du travail. Le sentiment de peur est très présent. Si la personne tombe malade, elle ne se soigne pas de manière adéquate et il n'y a pas de préoccupation majeure pour faire des activités culturelles ou autres : *« quand je travaillais, je le faisais de 8 à 1 h., après je rentrais à la maison et je restais là-bas jusqu'au lendemain et les week-ends j'allais à l'église ou à l'Armée du Salut. Depuis peu, je n'y vais plus parce qu'on dit qu'il y a beaucoup de contrôles policiers », « je ne fais aucune activité, seulement le travail »*.

Apprivoiser la solitude

Si la personne se trouve dans le pays de réception loin de sa famille (surtout loin de ses enfants, étant donné que, dans la plupart des cas, il s'agit de mères célibataires), les sentiments de solitude et de nostalgie sont encore plus difficiles à surmonter. Il y a d'une manière indirecte des sentiments de culpabilité et de stress causés par le fait d'avoir quitté ses enfants et, en plus, la préoccupation de savoir si les enfants sont bien encadrés ou suivis par les membres de la famille avec qui ils sont restés dans le pays d'origine. À cet égard, la *garde des enfants*, travail effectué dans le pays de réception, occupe une place particulièrement importante étant donné que cette activité fait penser aux enfants restés dans le pays d'origine.

La situation change lorsqu'il s'agit d'enfants plus âgés : par exemple, le fait de considérer ses filles comme des personnes responsables est un élément qui sécurise la personne : « *elles sont avec ma fille aînée, je leur fais confiance, je leur donne des conseils, etc.* ». Ces femmes sont venues en Suisse afin que leurs fils/filles puissent suivre des études supérieures ; ceci est d'une certaine manière approuvé par les enfants. Ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit d'enfant en bas âge où il y a souvent une tension entre l'enfant et la mère⁶³.

Leur pensée est fortement centrée sur la famille restée au pays d'origine : ces femmes essaient de téléphoner une fois par semaine ou une fois tous les quinze jours. Ceci est très important. Soit elles racontent les difficultés éprouvées en Suisse, soit elles préfèrent ne pas le faire pour ne pas inquiéter la famille.

Sociabilité

Il n'y a pas un grand investissement dans la vie sociale. Les activités en dehors du travail consistent surtout à rendre visite à quelques amis, à participer à des activités religieuses, à aller à la messe et à participer aux activités organisées par l'église (réunions, fêtes, etc.). Étant donné que l'enjeu principal est d'envoyer de l'argent à la

⁶³ C'est grâce à la discussion avec Adela Martin (assistante sociale de la Croix Rouge à Genève) que nous nous sommes rendue compte de cet aspect.

famille restée au pays d'origine et d'éviter des contrôles policiers, on peut mentionner les conduites suivantes: la personne décidera d'avoir des contacts avec d'autres personnes sans-papiers et avec la communauté d'origine et ainsi d'être insérée dans un réseau d'information tout en gardant une attitude prudente à l'égard de celle-ci pour éviter des jalousies.

Le réseau social est ainsi restreint : elles ont surtout des amies latino-américaines (en situation légale, illégale ou mixte). Quelques femmes attribuent cela au fait qu'elles sont en situation « illégale » (« ... ça va toujours être comme ça à cause de ma situation parce que je n'ai pas ce sacré papier »). La sélection d'amis est très importante ; elles préfèrent ne pas avoir beaucoup d'amis, mais se sentir en sécurité et ce, même avec peu d'amis. D'autres encore évitent d'avoir des amis ; pour elles, avoir une vie tranquille équivaut à ne pas avoir d'amis. Elles restent plutôt à la maison, et disent ne pas aimer sortir, cela est en lien avec la peur: « Je suis très sélective et je sais avec qui je peux me confier ou avec qui je ne peux pas, je choisis... ».

L'âge semble avoir une influence sur le sentiment de jalousie parmi les Latino-américaines. Le groupe de femmes (âgées entre 40 et 50 ans et ayant leurs enfants dans le pays d'origine) provoque apparemment moins de jalousie ou d'envie. En même temps, une personne âgée semble montrer une attitude solidaire et de conseil pour les autres.

c) L'épargne flexible familiale

Ce mode de vie correspond aux mères de famille résidant dans la société de réception avec leurs enfants et leur mari. Ces femmes sont en Suisse depuis 3 à 5 ans. Chacune de ces familles se trouve en Suisse avec tous ses enfants (entre 2 et 4 enfants). Ceux-ci sont en âge de scolarité (ils ont entre 8 et 14 ans) et allaient à l'école en Suisse durant la période de l'entretien. Ces femmes ont des trajectoires différentes au niveau socio-professionnel (l'une d'entre elles a fini l'école secondaire et était vendeuse, la deuxième a fait une formation technique et la dernière est enseignante). Elles ont respectivement 32, 38 et 42 ans.

Ces femmes sont venues en Suisse avec un projet économique, leur projet actuel est toujours économique. Durant une première période, et malgré le temps de séjour en Suisse, l'épargne est minime étant donné que l'objectif principal concerne la stabilisation des conditions de vie (payer des dettes et survivre). Elles cherchent donc à avoir un certain capital économique avant de concrétiser le retour (pour construire une maison, installer un petit commerce, etc.). De plus, aussi longtemps que les enfants peuvent continuer leurs études en Suisse (scolarité obligatoire⁶⁴), le retour ne s'envisage pas. Ces personnes commencent donc à s'installer de manière provisoire. C'est l'indécision qui prime, mais le désir de vouloir rester est exprimé même quand elles ne sont pas capables de dire jusqu'à quand elles resteront en Suisse dans les conditions actuelles.

La logique dominante est celle de l'*épargne flexible* : il est important d'améliorer les conditions de vie *dans l'ici* et de donner aux enfants une certaine formation. Elles feront donc un investissement dans l'*ici* au niveau du logement, de l'éducation, de la santé et des loisirs. Il faut dire que les demandes de consommation sont souvent plus fortes (quelquefois par le biais des enfants fréquentant l'école, elles se trouvent plus confrontées aux standards de vie des Suisses). Étant donné que c'est *ici* qu'elles habitent avec leur famille, l'*ici* acquiert une signification importante. C'est ici qu'elles commencent à construire un *présent* par rapport à un *là-bas* dont elles se détachent de plus en plus et où (si elles n'ont pas encore commencé à épargner) elles n'auront « rien » : « *ici, c'est difficile mais plus facile que là-bas* ».

Quoi qu'il en soit, la possibilité de subir un contrôle policier reste toujours présente. Les immigrées (après avoir atteint une première étape de stabilisation des conditions de vie) font tout leur possible pour mettre de l'argent de côté. En principe, la voie de la légalité est fermée à cette population ; la seule possibilité serait le mariage, -mais elles sont déjà mariées- ou les études, mais cela est impossible en tout cas dans les conditions

⁶⁴ Depuis la fin des années 80, dans la plupart des cantons romands, les Départements de l'Instruction Publique ont décidé d'accepter les enfants en situation irrégulière sans les dénoncer à l'Office Cantonal des Étrangers. Cf. SANCHO B., *op. cit.* pp. 43 et ss. À cet égard, le cas de Mélani est illustratif. Au moment de l'entretien, elle avait déjà évoqué son inquiétude et celle de son mari par rapport à la suite des études de sa fille aînée (qui finissait l'école obligatoire l'année suivante). Lors du dernier contact que nous avons eu, Melani nous racontait que malgré différentes démarches entamées, sa fille ne pouvait pas continuer ses études en Suisse, raison pour laquelle elle a décidé de rentrer dans son pays d'origine avec sa fille. Son mari et l'autre fils restaient encore en Suisse.

actuelles (étant donné que leur projet est économique et familial). Vu que les efforts pour sortir de la clandestinité n'aboutissent pas, il est donc impossible de parler de projet de s'en sortir : le fait de *pouvoir rester* demeure du ressort de la providence/destinée ou de la compréhension des autorités : « *peut-être on me donne un permis...* », « *je dirai aux autorités, je leur expliquerai ...* ».

Malgré les difficultés, il y a un sentiment d'accomplir le projet familial. Par ailleurs, la présence de la famille est importante pour faire face à la situation d'exil : « *les enfants vont à l'école, on peut leur donner ce dont ils ont besoin...* », « *... on gagne suffisamment .. on peut épargner .. on donne de la valeur à certaines choses* ».

Organisation familiale

La reproduction des conditions de la clandestinité suppose un travail d'organisation familiale ; il s'agit de s'organiser pour assurer la survie, pour reproduire les conditions de la clandestinité, la garde des enfants, l'ordre de la maison et l'organisation des activités familiales. Cette organisation au niveau familial suppose une coordination constante par rapport aux différentes décisions à prendre. Une décision « allant de soi », dans le cas d'une famille « normale », ne l'est pas forcément dans le cas d'une famille en situation illégale : participer aux différents types d'activités (par exemple faire partie d'un groupe féminin pour la femme ou donner la permission à l'enfant d'aller en week-end chez des amis suisses) pourrait être ressenti comme une situation à risque (mettant en péril la présence sur le territoire helvétique d'autres membres de la famille). Cela réduit fortement la mobilité de la famille surtout, dans quelques cas, celle de la femme, étant donné que l'homme est plus enclin à sortir avec les amis.

Par rapport aux *activités familiales*, la famille se rassemble uniquement le soir durant la semaine. Et c'est aussi le moment où la peur diminue puisque rien ne s'est passé ce jour-là : « *Vers 18h, on rentre, on partage avec les enfants ce qu'ils ont fait à l'école. On se donne du temps pour parler pas seulement en espagnol mais en français : on fait des jeux pour améliorer notre français. Par ex. chercher des mots qui commencent par 'l'* ». Le sentiment de peur est en quelque sorte ressenti au niveau de la famille (surtout les parents). Dès qu'un membre de la famille sort, il y a déjà une certaine inquiétude

pour la reproduction du mode de vie de la famille : *« j'ai remercié Dieu de ne pas avoir été contrôlée et de n'avoir pas eu de problèmes »*.

Les week-ends occupent une place importante dans la vie de femmes interviewées. C'est aussi le moment où la famille est rassemblée : *« De 18 à 21 h., on est ensemble et c'est vrai que la télé nous prend au moins deux heures mais c'est aussi important pour améliorer la langue. Bof, quelquefois, cela est aussi un justificatif. On considère que la semaine, c'est du lundi au samedi et on va où on nous appelle. Le dimanche, c'est pour la famille »*. Le dimanche (ou dans quelques cas, déjà le samedi) est plutôt destiné à la famille pour sortir, faire des promenades, de petits voyages en Suisse ou d'autres types d'activités.

En résumé, il est important de « bien » vivre et de transmettre une certaine sécurité aux enfants (*« ils ne peuvent pas rester enfermés à la maison »*). Ces femmes travaillent, mais elles consacrent aussi du temps à leurs enfants et font des activités avec eux : *« ..on profite de n'importe quel moment pour être avec les enfants : on fait une promenade ou n'importe quelle autre chose parce qu'ils grandissent et ce qu'on perd aujourd'hui on ne va pas le récupérer demain... »*.

Investissement en Suisse

Il y a un investissement tant au niveau symbolique, matériel qu'au niveau des ressources. Ces femmes expriment un certain attachement à la Suisse et apprécient les aspects positifs des personnes et du pays. Les conditions de vie dans l'*ici* vont acquérir plus d'importance : le logement (dans la mesure du possible) aura plus d'espace (2 ou 3 pièces et demie). Ceci implique le fait que la personne puisse mobiliser certaines ressources (possédant des *qualités* cf. chapitre 1, troisième partie) pour pouvoir disposer d'un logement offrant un certain confort ainsi que d'un revenu « stable » qui permette d'affronter les charges mensuelles. Rappelons ici que le fait de payer des factures est une attitude à laquelle ces personnes tiennent particulièrement. Ces personnes disposent d'une assurance maladie (en tout cas, les enfants)⁶⁵.

⁶⁵ L'assurance maladie est obligatoire pour toute personne domiciliée en Suisse. Les sans-papiers peuvent en théorie s'assurer (étant donné que c'est le critère du domicile qui conditionne l'affiliation) mais dans la

Il y a une certaine stabilité quant au travail (« *je suis plus ou moins bien, j'ai trois boulots stables ... de ce côté je suis bien* »). Ces femmes adoptent la modalité de travail *par heure*. Disposer d'un travail stable suppose le développement d'une relation de confiance envers les patronnes (confiance réciproque) et ces dernières peuvent à ce moment-là devenir une ressource importante à mobiliser.

En général, au fur et à mesure que ces femmes commencent à mieux maîtriser la langue locale, la nationalité des employeurs se diversifie. Les immigrées expriment la préférence d'avoir des patronnes suisses. En effet, ces femmes font des efforts pour apprendre la *langue locale* (soit en suivant des cours soit en parlant avec la population francophone) pour pouvoir se sentir à l'aise au moment de s'exprimer, pour mieux encadrer les enfants, participer à des activités scolaires, à la vie du quartier, de l'église, etc. C'est justement la connaissance de la langue qui permet à la personne de participer à diverses activités et d'avoir ainsi plus de contact avec la population suisse : « *Avant on allait à l'église espagnole et on se sentait beaucoup plus en accord avec notre pays grâce à la langue. Dès qu'on a plus parlé la langue, on est allé à la messe en français et seulement pour les occasions spéciales on va à la messe en espagnol* ».

La disposition de différents types de ressources (connaissance de la langue, ressources financières, amis suisses, bonnes patronnes, etc.) donne à la personne plus d'indépendance. Même si la peur est toujours présente, celle-ci ne l'empêche pas d'avoir une mobilité plus proche de la normale (tout en prenant une attitude de prudence). Il y a ainsi une certaine inquiétude à réaliser des activités culturelles ou de loisirs. Le mode de vie va s'organiser autour de la conduite suivante : « *Je suis avec ma famille et, en quelque sorte, je m'installe dans la société suisse* ».

pratique les caisses refusent certaines demandes d'affiliation. En outre, l'accès aux assurances comporte des limites économiques pour les sans-papiers ; ceux-ci/celles-ci préfèrent envoyer cet argent plutôt que de le dépenser en prime d'assurance dont ils ne voient pas l'utilité s'ils sont en bonne santé. Cf. Médecins sans frontières, *Rapport d'évaluation. Accès aux soins des personnes en marge du système de santé Genève-Lausanne*, août-septembre 2002, pp. 10-11.

Apprivoiser la solitude

Les femmes interviewées affirment que le vécu en Suisse est difficile mais le fait d'y être avec la famille le rend moins ardu. Le sentiment de désarroi ne se ressent pas beaucoup. Ces femmes affirment également qu'elles font face à la dépression en ayant une vie dynamique (*« c'est plutôt le rythme de vie qui ne nous fait pas penser à cela »*) ; de cette manière, elles n'ont pas le temps de déprimer. D'ailleurs, elles essaient de montrer une attitude « normale » et « sécurisante » vis à vis de leurs enfants, ce qui n'est pas toujours évident, selon ce qu'elles expriment : *« pendant les vacances ou durant les jours de congé on essaie de ne pas s'enfermer à la maison. Il faut profiter de chaque jour qu'on a ici »*.

Sociabilité

Par leur mode de vie, ces femmes habitant avec leurs familles en Suisse cherchent à assurer la survivance familiale, à éviter des contrôles policiers et à assurer la reproduction de la famille en situation d'illégalité. Une des conduites possibles consiste à s'approcher du groupe des Latino-américains, ce qui offre des avantages : appui moral et émotionnel, transmission de la culture aux enfants, obtention de différents types d'information, etc.

Même si, dans le monde de la clandestinité, il semble exister moins de jalousies envers les familles, ces femmes disent, dans quelques cas, maintenir une attitude de réserve vis-à-vis d'autres personnes sans-papiers (afin d'éviter des jalousies) : *« On a un peu peur de s'ouvrir complètement aux autres pour faire courir des risques à la famille »*. Ces personnes ont des amis latino-américains, participent à des fêtes, des réunions, des repas, etc. Elles ont des contacts avec d'autres latino-américains et organisent d'autres activités ensemble et elles essaient avant tout de se lier aux personnes ayant un statut légal ou de nationalité suisse (*« ce sont plutôt des personnes avec des papiers parce qu'avec les personnes qui n'ont pas de papiers il y a toujours un peu de réserve »*).

Il convient de souligner que même si le tissu de relations avec la société de réception s'élargit (par le biais des enfants), la culture de référence pour les parents reste celle du pays d'origine. Dans quelques cas, la référence devient mixte : la culture suisse et celle du pays d'origine.

Une autre activité importante concerne la participation à l'église. Celle-ci représente non seulement une aide d'ordre spirituel, mais, dans quelques cas, également d'ordre économique (fait de bénéficier comme l'une de nos interviewées nous le disait, des différents types d'aide et soutien pour les enfants). D'ailleurs, l'église donne des orientations et organise, dans quelques cas, des activités récréatives auxquelles ces femmes peuvent participer avec leurs enfants. En résumé, la participation à l'église apporte à la personne une certaine sécurité personnelle.

Il y a également d'autres activités (parmi le travail) qui sont pratiquées plutôt par des femmes ayant eu un statut professionnel élevé dans leur pays d'origine. Par exemple, le fait d'enseigner l'espagnol ou de suivre des cours. Ceci est aussi une manière de faire face à leur perte de statut. Une de femmes interviewées a fait un cours d'aide aux personnes handicapées et personnes âgées à la Croix Rouge pendant 6 mois : *« je n'ai pas augmenté de statut au niveau intellectuel ou professionnel, je vaudrais moins que ceux qui sont restés là-bas. N'importe qui apprendrait que je fais du nettoyage ici irait en parler ; ils vont dire 'jusqu'où elle est descendue car elle était enseignante ici'. Moi, j'ai l'impression d'avoir élevé mon statut, je ne me sens pas perdante et cela est le plus important, je me sens contente avec moi-même parce que je peux faire beaucoup de choses pour ma famille et pour moi-même : j'ai fait une formation à la Croix Rouge... »*

*Partage des tâches*⁶⁶

Le nouveau contexte et les nouveaux rôles impliquent une remise en question de la division espace public masculin/espace privé féminin, dominante dans le pays d'origine (cf. chapitre 1, deuxième partie). La femme apparaît dans le pays de réception comme assumant la plus grande partie de la charge économique de la famille et du travail ménager. Ceci augmente la charge du travail de la femme : elle court de droite à gauche pour ne pas perdre les différentes possibilités de travailler. Elle ne rentre que le soir. Les enfants vont à l'école (ceux qui en ont l'âge) et les autres (surtout les plus âgées) commencent à accompagner la mère et à l'aider à faire quelques travaux comme la garde des enfants (pendant la période de vacances). Peu à peu la femme semble plus disposée à négocier une participation au sein de tâches domestiques ; et de ce fait, une négociation des rapports homme-femme s'établit afin de mieux équilibrer les charges.

Premier cas de figure : les femmes représentent le support financier principal. Même si elles continuent à faire les tâches ménagères, l'homme participe à quelques activités, surtout en ce qui concerne la garde des enfants. Il y a donc une flexibilisation des rôles par rapport au contexte d'origine à la fois pour des raisons financières ainsi que pour faire face aux défis migratoires et accomplir leur projet : *« En plus de travailler en faisant du nettoyage dans les maisons privées, je fais toujours le nettoyage chez moi et il y a toujours quelque chose à faire au moins avec les enfants. Laver, repasser. Mais, depuis 3 ou 4 mois mon mari s'occupe d'eux pendant la semaine, mais il reste toujours le nettoyage à faire et alors c'est moi qui le fait ».*

⁶⁶ La migration implique le plus souvent la participation active des femmes dans la sphère productive ; un changement "visible" du rôle féminin traditionnel se produit : les femmes migrantes abandonnent la maison pour assumer le rôle de production. Ceci entraîne d'une certaine manière une indépendance économique et une certaine autonomie. Toutefois, il n'est pas évident de pouvoir gérer les envois d'argent ; la femme perd le contrôle de l'argent une fois envoyé au pays d'origine (cf. femmes seules en Suisse et qui ont leur famille dans leur pays d'origine). Selon Laura Oso, cette situation peut provoquer parfois la dépense de cet argent par les hommes dans des activités de loisirs (alcool). Elle affirme également que les acquis tels que l'émancipation et les nouveaux rôles sexuels dans le cadre du processus migratoire peuvent disparaître au retour si la femme se retrouve à nouveau enserrée dans des structures socio-culturelles traditionnelles, ou produire des cas de ruptures conjugales ou des relations extra-matrimoniales. Voir OSO L. & CATARINO C., "Femmes chefs de ménage et migration" in BISILLIAT J. (s/s la dir. de), *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Éditions Karthala, 1996, p. 81. Nous allons donc essayer de sonder cet aspect parmi notre échantillon surtout dans le cas des familles, où mari et femmes sont en situation d'exil.

Un deuxième cas de figure est celui où les conjoints trouvent un mode d'interaction satisfaisant. C'est le cas des femmes qui avaient une conscience plus égalitaire des rôles homme-femme dans leur pays d'origine. Il s'agit souvent de femmes ayant fait une formation supérieure : *« Je ne pense pas que j'ai beaucoup changé. J'ai toujours été un peu féministe dès que j'étais adolescente, je n'étais pas d'accord avec cette division des rôles : soit les deux participent soit aucun, c'est la même chose dans le mariage : nous nous sacrifions les deux ou aucun ne le fait »*.

Un troisième cas de figure concerne la méfiance que les femmes latino-américaines mentionnent quelquefois à l'égard de l'homme latino-américain surtout en ce qui concerne la fidélité, la dépense d'argent (boire de l'alcool avec ses copains par exemple). Le fameux *machisme* latino-américain (cf. chapitre 1, deuxième partie) rend la femme méfiante, elle se montre souvent moins tolérante à accepter ces situations et demande plus facilement à son conjoint un engagement plus concret dans la vie familiale. Ces femmes seraient plus aptes à affronter une séparation ou un divorce, étant donné qu'elles ont plus d'indépendance financière : *« On s'est séparé parce que j'en avais marre qu'il disparaisse toujours le jeudi pour ne revenir que le mardi dans un état déplorable. Qu'est-ce qu'il a fait ? Bien sûr il a bu avec ses copains et il est resté avec son autre copine. J'en avais marre »*⁶⁷.

Parmi les maris de femmes interviewées, il y en avait un qui faisait du nettoyage (dans quelques cas, c'était sa femme qui partageait les travaux avec lui) et qui avait des travaux fixes pendant la semaine (l'organisation à l'intérieur de la maison était partagée selon les horaires de travail qui coïncidaient beaucoup) : *« ... on partage le travail avec mon mari. On se met d'accord et on voit qui arrive à midi pour le dîner des enfants. On lui donne des indications pour qu'ils sachent où nous trouver en cas de besoin. Quelquefois, c'est nous deux qui sommes là, d'autres fois c'est seulement moi ou lui, ou dans quelques cas il faut leur donner de l'argent pour qu'ils puissent manger dehors »*.

Un autre faisait de la musique surtout pendant les week-ends (dans ce cas-là, pendant la semaine, c'était lui qui s'occupait des enfants) et enfin, le dernier trouvait du travail sporadiquement dans le secteur de la construction et ne prenait pas beaucoup de

⁶⁷ Ce témoignage a été recueilli dans une deuxième étape, c'est-à-dire 2 ans après le premier entretien. Nous avons interviewé cette femme lorsque nous avons su qu'elle venait de se séparer de son mari.

responsabilités à l'intérieur de la maison : « *économiquement, j'ai changé : mes enfants peuvent manger ce qu'ils veulent. Je suis contente mais quelquefois je suis triste : il y a des discussions avec mes enfants ; ils sont à un âge difficile et mon mari ne s'habitue pas beaucoup à la Suisse. Maintenant, je m'entends mieux avec lui mais je dois mettre beaucoup de ma part ; j'ai aussi mon caractère, je me dis 'ici on ne peut pas se bagarrer' ».*

d) L'épargne flexible des mères seules avec leurs enfants

Nous allons faire une distinction entre deux étapes tout en clarifiant que celles-ci ne doivent pas être considérées comme étant automatiques. Au contraire, ces étapes ne supposent pas nécessairement une continuité (quoi que cette dernière se présente comme une tendance).

Première variante : « Je me sacrifie, je vis et je fais venir mon fils »

Ce mode de vie est d'une certaine manière, le mode de vie mené par des femmes avant de faire venir leurs enfants. Cela correspond aux mères célibataires ayant des enfants au pays d'origine. Une des femmes interviewées entre dans ce mode de vie : elle a 30 ans, elle a fait une formation de secrétaire et elle habite depuis un an en Suisse.

La logique dominante est celle de l'épargne flexible, autrement dit, d'une logique économique qui tient compte d'un certain confort dans l'ici et des objectifs personnels de l'immigrée (« découvrir », partir à la rencontre de soi-même, suivre quelques cours, etc.). La personne cherche à vivre dans le pays de réception. Il est important d'avoir des conditions de vie dans « l'ici » (au niveau du logement, de l'éducation, de la santé, des loisirs, etc.) et de construire, d'aménager différentes choses pour que les enfants aient un meilleur futur : « *la tranquillité vaut plus que 932 frs (...), j'ai travaillé comme nourrie-logée mais cela ne m'a pas plu parce qu'on ressent l'espace limité, conditionné, etc. c'est pour cela que j'ai arrêté de travailler comme nourrie-logée* ».

L'*ici* acquiert une signification importante : la personne reconnaît des avantages en tant que femme dans le pays de réception, elle développe un sentiment positif envers le pays et les Suisses ; elle peut travailler, penser à ses enfants et à elle-même. La perspective du séjour en Suisse se conçoit à long terme, c'est pourquoi la personne essaie de développer et de mobiliser des ressources d'une manière stratégique (« *j'ai fait ce qu'il fallait pour atteindre mon but* ») afin de s'installer en Suisse. La sortie vers la légalité est possible par le mariage mais cette femme dit ne pas être intéressée à y avoir recours, ayant comme seul objectif l'obtention d'un permis de séjour. L'aspect émotionnel est primordial et elle exprime vouloir trouver l'amour.

Il y a un investissement dans l'*ici*. Cette femme compte sur quelques ressources : elle parle la langue, elle a de bonnes patronnes, etc. Elle investit aussi de l'argent pour la qualité de vie : elle paie un logement de 932 fr. Il faut dire que cet investissement est aussi en lien avec la prochaine arrivée de son fils, de sa sœur et de sa nièce. Elle a déjà organisé l'arrivée de sa famille : elle a averti sa sœur des difficultés en Suisse ; au niveau du travail, elle partagera ses heures de travail avec elle, elle a enfin déjà obtenu des renseignements au niveau de l'école pour ses enfants. Elle affirme vouloir rester dans le pays de réception: « *je ne sais pas quand je vais retourner, cela ne m'attire pas* ». L'arrivée de son fils la pousse encore plus vers une installation dans le pays de réception.

Cette femme travaille à l'heure à des activités fixes. Elle a établi une bonne relation avec ses patronnes, qui représentent une ressource très importante pour elle. Pour le logement, c'est une de ses patronnes qui a loué l'appartement. Elle a appris la langue avec une de ses patronnes (qui lui a donné des leçons privées), elle ne parle que le français avec elles, ce qui lui donne un sentiment de confiance en soi et une plus grande autonomie.

Par ailleurs, dans les maisons où elle travaille, elle peut allumer le téléviseur et elle aime regarder les nouvelles (en même temps qu'elle fait du repassage). Elle affirme que cela l'aide à améliorer son français. Se sentir à l'aise avec la langue est une ressource importante qui permet à la personne de se débrouiller .

Par rapport au *sentiment de solitude et de dépression* : les moments de dépression peuvent avoir différentes causes : le fait d'être loin de ses enfants, de mener une vie

assez différente de ce qu'elle avait imaginé, de la manière dont elle perçoit son identité, de mauvaises expériences, du sentiment de solitude, etc. La stabilisation des conditions de vie est toujours relative : dans une période donnée, la personne peut se sentir très à l'aise avec ses amis, ses connaissances, son travail, etc. et tout à coup, en raison d'une rupture (de nature quelconque), la personne peut entrer dans une étape de dépression, caractérisée par un manque de forces pour investir la vie sociale : la personne exprime alors le fait de vouloir rester chez elle et de dormir : *« je n'ai personne avec qui partager ; c'est pour cela que je veux faire venir mon fils »*.

Dans le cas de cette femme interviewée, cette dépression est causée principalement par une déception amoureuse avec un homme qui était en situation irrégulière : *« moi même je me hais, comment se fait-il que j'aie pu arriver jusqu'à ce point avec lui et que je continue cette histoire avec lui... j'ai essayé de connaître d'autres personnes et je n'arrive pas... »*.

Elle se voit comme une personne qui aime avoir des contacts avec les autres et les aider, cependant « ici » elle doit se méfier et ne pas faire confiance aux autres parce qu'elle affirme avoir eu de mauvaises expériences : *« l'expérience avec les (...) a été très dure, je suis devenue incertaine, méfiante.. je me renferme sur moi-même, je deviens hermétique, je ne peux plus faire confiance à personne »*. Elle décrit sa vie en Suisse comme étant frustrée et monotone ; l'absence de son fils lui manque beaucoup. C'est pour cela qu'elle a décidé de faire venir son fils (*« l'autre moitié de ma vie »*) ainsi que sa sœur qui viendrait avec sa fille.

Par rapport à *la sociabilité* : cette femme a des contacts avec les Latino-américains mais pas de relations d'amitié. Elle a eu de mauvaises expériences et reste donc prudente. Les personnes sur qui elle peut compter sont ses patronnes. En ce qui concerne les activités, elle a fait partie du groupe « Memoria Viva » (un groupe constitué pour appuyer les victimes du régime militaire de Pinochet au Chili). Elle aimait participer à des réunions, à des activités et à des conférences mais depuis quelque temps, elle a décidé de quitter cette association parce qu'elle a ressenti qu'elle était discriminée en tant que personne sans-papiers : *« ils ne me contactaient que pour faire la cuisine... »*. Ses autres activités de loisirs concernent : le sport, la lecture, le vélo, le patinage, la piscine, la marche, la cuisine, la décoration de la maison, etc.

Deuxième variante : « mon fils est avec moi »

Les femmes de ce groupe ont des caractéristiques différentes de celles du groupe précédent. Nous avons distingué deux profils de femmes. Un première groupe est composé de femmes plus âgées (entre 40 et 45 ans), qui ont plus d'ancienneté en Suisse (entre 5 et 7 ans) et qui étaient veuves ou divorcées. Elles ont des enfants au pays d'origine (les plus âgés), le(s) plus petit(s) se trouvant avec elles en Suisse. L'une d'entre elles a suivi une formation de secrétaire et l'autre tenait une boutique de vêtements. Elles sont venues avec un projet économique.

Un deuxième groupe de femmes est composé des femmes les plus jeunes (31-32 ans), qui sont en Suisse depuis 1 an, 1 an et demi et qui étaient mères célibataires. Elles ont des enfants en bas âge (ayant entre 1 an et 6 ans) qui sont en Suisse avec elles. Elles ont suivi une formation universitaire ; l'une était au chômage et l'autre travaillait comme secrétaire. Elles sont venues avec des objectifs économiques.

Étant donné qu'il s'agit de femmes devant élever leurs enfants seules, elles ont plus de pression économique que les femmes habitant en Suisse avec leurs familles ; il y a seulement une entrée d'argent au budget familial et dans quelques cas, quand elles peuvent, elles se sentent responsables d'envoyer de temps à autre un peu d'argent à la famille -aux parents par exemple- restée dans le pays d'origine : *« ce que je dépense le plus c'est pour le lait de ma fille.. alors je ne peux pas sortir de mon budget, s'il me reste un peu d'argent je l'épargne pour le prochain mois et je me dis ça c'est pour envoyer à ma famille »*.

Par ailleurs, au niveau de l'organisation du temps, elles doivent gérer la garde de leurs enfants et le travail -il s'agit souvent d'enfants en bas âge ou en âge scolaire-. Une préoccupation importante (étant donné que l'objectif est économique) est celle de la planification du budget ; il convient ensuite de respecter ce budget. Ces personnes s'accordent cependant du temps pour soi : *« je ne sors presque jamais mais quelquefois je me dis tout ne peut pas être lié au travail, il faut s'occuper de soi-même : je travaille pour ma fille et pour moi quoi ? Je dois m'occuper de moi et c'est là-bas que je décide*

de sortir, je demande à quelqu'un de garder ma fille et je sors, j'oublie tout le monde et je passe un bon moment ».

La logique dominante est celle de l'*épargne flexible* : la personne cherche à vivre dans le pays de réception. Il est important d'avoir des conditions de vie dans l'« ici » et de construire des possibilités pour que les enfants aient un futur meilleur. Ces femmes feront donc un investissement dans l'*ici* : au niveau du logement, de l'éducation, de la santé, des loisirs, etc. L'*ici* acquiert une signification importante. Elles connaissent plus de libertés en tant que femmes, elles peuvent travailler, penser à leurs enfants et à elles-mêmes.

C'est *ici* qu'elles commencent à construire un *présent* par rapport à un *là-bas* d'où elles se détachent de plus en plus : « *la vie est déjà triste en dehors de ton pays et on le rend plus triste si on le restreint. Je travaille et si j'ai l'opportunité d'aller à un concert j'y vais. Cela ne m'intéresse pas de dépenser autrement les 100 fr. ou 45 fr. que j'ai payés pour aller à un concert de Bryan Adams. Il m'a toujours plu ; bien sûr que je ne trouve personne qui soit disponible pour m'accompagner. Les autres s'étonnent du prix, d'autant plus qu'elles ne connaissent pas le chanteur ».*

La voie de la légalité est possible par le mariage. Étant donné qu'il s'agit de femmes seules et que l'aspect émotionnel est important, ces femmes ne nient pas qu'elles se marieront en Suisse si elles y trouvent l'amour.

Organisation familiale

La dynamique est de travailler pendant toute la journée et de rentrer le soir. Les mères qui ont de petits enfants les emmènent au travail (si cela ne pose pas de problèmes aux patronnes) dans un premier temps, et, au fur et à mesure que l'enfant grandit, la mère essaie d'organiser la garde de son enfant (parmi ses copines par exemple si elle garde d'autres enfants, cela pose moins de problèmes). En effet, quand les enfants sont plus âgés, le fait d'emmener les enfants au travail peut retarder le travail de la femme (ce qui peut causer de problèmes avec les patronnes) ou être source de désordre dans la maison (objets cassés par exemple). « *Moi, j'emmène ma fille au travail, je travaille en général du lundi au vendredi de 8h30 jusqu'à 16h30. J'arrive au*

travail à 8 h. les enfants sont déjà habillés. Je ne dois que m'occuper d'eux, je fais le ménage et ensuite je prépare le dîner. L'après-midi soit je reste avec les enfants à la maison ou soit je sors avec eux. J'ai beaucoup de liberté, ma patronne me fait confiance. D'autres jours, je fais le ménage dans une maison pendant 3 heures, je déjeune là-bas et l'après-midi, je vais chez Béata ».

Si les enfants sont déjà en âge scolaire, il faut que la mère s'organise autrement : *« c'est très fatigant, je me réveille vers 5 h. pour laisser tout préparé pour ma fille. Comme j'habite très loin de mon travail je dois prendre 2 bus. J'y travaille pour quelques heures et ensuite je me dirige vers un autre travail -un hôtel- d'où je sors à 15 h. et si je dois aller travailler quelque part d'autre durant 2 ou 3 heures, je le fais. Je suis donc tellement fatiguée que j'en plus envie de rien faire. Quelquefois je n'accepte pas les heures supplémentaires et je rentre chez moi pour m'occuper de ma fille », « c'est une routine. Je me réveille, je prépare le petit-déjeuner pour mon fils. À midi, j'arrive pour préparer le dîner parce que mon fils vient dîner. Mon salaire n'est pas suffisant pour lui payer un restaurant ».* Par ailleurs, il convient d'indiquer que beaucoup de femmes travaillent encore le samedi. Au début du week-end, elles doivent aussi s'inquiéter de la lessive et du nettoyage de la maison.

Investissement en Suisse

Il y a également un investissement en Suisse tant au niveau symbolique qu'au niveau des ressources et, d'une manière plus prudente, au niveau matériel (ces femmes sont des mères célibataires et, dans quelques cas, elles doivent envoyer de l'argent dans le pays d'origine). Il est donc important d'épargner pour avoir une certaine sécurité au cas où quelque chose arrive. Ces femmes expriment un certain attachement à la Suisse et apprécient les côtés positifs des personnes et du pays. Au niveau des conditions de vie en Suisse, le logement est composé (dans la plupart des cas) de l'espace nécessaire pour les personnes qui y vivent. La personne dispose de ressources (amis suisses ou possédant un statut légal, de bonnes patronnes) qui l'aident à obtenir un logement ainsi qu'un revenu « stable » pour affronter les charges mensuelles. Ces personnes disposent d'une assurance maladie (en tout cas, leurs enfants).

Il y a une certaine stabilité du travail. Ces femmes adoptent la modalité de travail *par heure*, ce qui leur permet également de mieux gérer le travail et la garde de leurs enfants. Il est à remarquer est que la liberté dans le travail et le bon traitement sont des aspects importants pour l'immigrée.

Par rapport à la langue, on peut relever deux tendances : certaines femmes commencent à apprendre la langue et s'intéressent à la parler ; d'autres femmes n'ont pas appris la langue, ou n'ont pas fait un grand effort pour l'apprendre. Leurs patronnes concernées étaient plutôt latino-américaines, écossaises, américaines, etc⁶⁸. D'ailleurs, il faut considérer la nature du travail : « *on me donne la clé et je fais le nettoyage, il n'y a pas beaucoup de contact* ». Cela a une influence sur la nationalité des amis. Dans le premier cas, ces femmes développent des contacts plutôt avec des Suisses, dans le deuxième cas avec des Latino-américains.

Ces femmes ont une mobilité plus « normale » (en gardant une attitude de prudence). Il y a ainsi une certaine préoccupation pour les activités culturelles ou les loisirs, lire le journal, essayer d'être informée sur l'agenda culturel de la ville, visiter les différentes églises (témoins de Jéhovah, les mormons, les chrétiens, etc.). L'aspect de la sociabilité acquiert une place importante. Le mode de vie va s'organiser autour de la conduite suivante : « *Je travaille durement, je vis et je fais venir mon enfant...mon enfant est déjà avec moi* ».

Apprivoiser la solitude

Il faut noter que les dépressions font partie du vécu de ces femmes en Suisse. Ces dépressions sont aussi causées par les enfants surtout quand ils grandissent: « *.. c'est dur parce qu'il faut travailler et avec les enfants ici ce n'est pas facile ...* ». Ainsi une des femmes interviewées a mentionné faire du jogging quand elle a besoin de se relaxer : « *quand j'ai des dépressions je fais du jogging et cela me fait du bien* ». Une autre interviewée a même suivi une thérapie pendant une année, thérapie qu'elle n'a pu continuer à cause de sa situation économique. La plupart mentionne que la meilleure attitude pour ne pas

⁶⁸ Ces femmes habitent et travaillent sur le canton de Genève. La diversité culturelle de ce canton semble avoir une influence sur le comportement par rapport à la langue. Il nous a semblé que dans le canton de Fribourg, les femmes s'intéressaient plus à maîtriser la langue locale, notamment le français.

déprimer est de se maintenir occupée : « *L'attitude pour ne pas se déprimer c'est de se maintenir occupé ; je fais n'importe quoi, je fais de tout, si je ne fais rien c'est parce que je suis déprimée. Tu sais que quand on ne fait rien, on commence à penser, les pensées viennent et après de nouvelles pensées alors c'est mieux d'occuper le temps* ».

Comme nous l'avons souligné dans les pages précédentes, il y a une tendance à faire venir les enfants dans le pays de réception. C'est le côté affectif du rôle de mère qui est mis à l'avant : « *..quand elle était là, je ne la voyais jamais et elle grandissait, grandissait sans moi, je perdais toute son enfance, tu t'imagines...* ». De cette manière, elles évitent de se sentir coupables en tant que mères.

Être mère à distance : le groupe de mères ayant des enfants dans leur pays d'origine doivent gérer le fait « d'être mère à distance ». Elles doivent d'une part, envoyer de l'argent à leurs enfants et d'autre part subvenir aux besoins émotionnels. Une manière d'accomplir son rôle, dans ce dernier cas est de retourner au pays d'origine au minimum une fois par an : « *je rentre dans mon pays d'origine chaque année pour rendre visite à mes enfants* ». Cela suppose le fait d'avoir une certaine stabilité tant au niveau économique qu'au niveau des ressources : « *j'envoie de l'argent chaque mois pour mon fils aîné qui fait une formation d'aviation dans mon pays d'origine* ».

Sociabilité

Deux tendances apparaissent quant au séjour qui se prolonge : le séjour qui se fait en ayant davantage de contacts avec la société suisse, et le séjour qui se fait surtout en relation avec les Latino-américains ou encore avec un groupe mélangé (d'amis suisses ou d'autres nationalités et d'amis latino-américains) : « *Comme je connais des gens, ils m'emmènent avec eux, on fait des promenades, on va à la montagne, on va à la plage du lac, on bavarde, on mange dehors, on fait des grillades on va à la piscine ; quelquefois ils m'invitent à passer le week-end avec eux ou à manger, on fait un pique-nique...* ».

La personne essaie de s'organiser surtout pendant les week-ends afin de mener une vie normale (« *je mène une vie normale comme si j'étais dans mon pays, autrement je deviendrais folle* ») : arranger des activités avec les amis, aller à des fêtes, faire des

promenades, participer à des activités que les latino-américains ou les amis suisses organisent comme par exemple des fêtes, des réunions, des repas, etc : *« Les week-ends, je fais la lessive et si, un samedi, il y a une fête latino-américaine je serai sûrement là parce que c'est le seul endroit où je me sens bien, ce sont les gens de ma propre race. Et bien sûr s'il y a un problème, je disparaïs. Je cherche toujours mes compatriotes, je me sens bien avec eux »*.

Toutefois, les femmes interviewées expriment toujours une méfiance envers les Latino-américains. La sélection d'amis est en tout cas très importante : *« je les ai croisés mais non, je ne connais pas beaucoup parce que tu sais qu'ici les Latino-américains sont égoïstes »*, *« je n'ai pas beaucoup d'amis parce que j'ai eu de mauvaises expériences avec les Latino-américains »*.

Les *activités familiales* sont également importantes ; dans quelques cas, elles se font d'une manière plus ouverte avec d'autres amis : aller au cinéma avec les enfants ou dans les parcs : *« Le samedi, il y a encore souvent du travail. Par contre, le dimanche est sacré pour moi. Si un samedi je ne travaille pas, je fais quelque chose avec ma fille parce que je ne lui donne pas beaucoup de temps mais je préfère ça à l'avoir loin de moi »*, *« je fais de petits voyages en Suisse avec mes enfants ou bien je vais aux concerts lorsqu'il y a un chanteur que j'aime »*.

Dans les pages précédentes, nous avons décrit les différents modes de vie qui se structurent autour de la logique d'action économique. Cette logique d'action présente dans une grande part des récits de femmes n'est cependant pas commune à toutes les femmes latino-américaines. Parmi ces dernières, d'autres réalisent une logique d'action intellectuelle ou une logique adaptative. Nous allons décrire ces différents modes de vie.

2.3. La logique intellectuelle

La logique intellectuelle met l'accent sur l'importance de la valeur intellectuelle dans la vie de l'immigrée, tant au niveau de l'investissement que de l'organisation de la vie quotidienne. Les tâches intellectuelles sont ressenties comme ayant une qualité, donnant « une présence » à ces femmes dans la société de réception. Souvent, ces

femmes ont un projet migratoire d'études. Par rapport à la temporalité, elles sont marquées en quelque sorte par leur passé où le travail intellectuel occupait une place importante.

Nous avons distingué deux variantes : la logique intellectuelle revendiquée et la logique intellectuelle dubitative. La différence entre l'une et l'autre réside dans le fait que, pour la première, il y a plus de possibilités de pouvoir accomplir le projet d'études ; par contre, pour la seconde, le projet est exprimé davantage en termes de désir. Un mode de vie se structure autour de cette logique d'action : les activités intellectuelles sont vues comme prioritaires.

a) Les études comme priorité

Les personnes qui adoptent ce mode de vie ont créé et/ou transféré et mobilisé des ressources pertinentes pour l'organisation de ce mode de vie. En effet, la disposition de certaines ressources (finances, bonnes connaissances de français, nationalité européenne, etc.) permet de mener un mode de vie différent visant à accomplir un projet d'études en Suisse.

Il s'agit d'un projet « de séjour à moyen terme » (5 ou 6 ans) même si la durée de celui-ci n'est pas exprimée explicitement par ces femmes. Il s'agit d'une installation graduelle qui commence à se produire tant au niveau pratique et relationnel (par exemple les comportements ou types de conduites investis dans l'« ici », la manière de vivre, le type d'activités, le type d'amis, le fait d'habiter avec leur ami, etc.) qu'au niveau symbolique ; ainsi les conceptions de l'« ici » et du « là-bas » démontrent un certain détachement du pays d'origine et mettent en évidence un désir de rester en Suisse pour une période indéfinie.

Le temps d'ancienneté, l'âge qu'avaient ces femmes au moment de leur arrivée en Suisse, le projet de séjour et l'*investissement* en Suisse, nous semblent avoir une influence sur ce type d'installation. Par exemple une des femmes interviewées a été pratiquement socialisée en Suisse (elle est arrivée avec sa mère à l'âge de 13 ans). Une autre femme est également arrivée en Suisse étant jeune (20 ans), et avec l'intention de continuer ses études universitaires (déjà commencées dans son pays d'origine) : « moi,

je voulais toujours aller à l'étranger mais mon objectif, c'était d'étudier, de finir ma formation, et de faire un post-grade ». Il s'agit maintenant de rester en Suisse, mais de manière *légale*.

Ce groupe est composé de femmes jeunes (âgées de 22 à 29 ans), célibataires, qui sont en Suisse depuis 9 ans, qui habitent avec leur amis de nationalité latino-américaine (eux aussi en situation irrégulière). Leurs amis participent au budget familial et collaborent aux tâches ménagères. Ces femmes sont issues d'un contexte où les études sont très valorisées, et de classes sociales moyennes et supérieures⁶⁹.

Ces femmes sont venues soit avec un projet d'études, qui a dû, être interrompu à cause de la situation économique de la famille (transformation du projet initial d'études en projet économique à cause de la maladie du père ; raison pour laquelle cette femme devait envoyer de l'argent régulièrement à sa famille dans son pays d'origine) ou soit, sans aucun projet au départ (absence de projet -le cas de Milene ; elle est venue avec sa mère quand elle avait 13 ans-) mais qui ensuite, une fois sa scolarité obligatoire terminée, a décidé de continuer les études (« ... *suivre mes études ...je ne sais pas exactement comment je vais faire mais ce qui m'intéresse, c'est d'étudier* »). Cette femme a également dû interrompre ses études pour épargner de l'argent, avant de les reprendre.

La logique dominante est intellectuelle ; l'épargne est importante dans la mesure où elle permet/permittra d'accomplir le projet d'études. Cela suppose que ces personnes disposent d'épargnes suffisantes, d'aides financières et/ou quelles soient capables de bien gérer la dynamique travail-études. Les études occupent une place symbolique prépondérante dans la pensée et la vie quotidienne de ces femmes ; être universitaire ou étudiante ou posséder un diplôme ou une profession est considéré comme ayant une caractéristique personnelle ou un élément d'identité positive (« *c'est avoir quelque chose pour soi, qui reste avec soi et que personne ne peut enlever* »).

⁶⁹ Ainsi par exemple, ces femmes avaient fait des études d'ingénierie civile et physiothérapie. Le père de Milene avait changé de statut par le biais des études, il venait d'une famille pauvre mais grâce à ses études, il a pu établir une entreprise de construction. Les parents de Roxana avaient fini les études secondaires. Le père de Roxana travaillait comme indépendant dans une petite entreprise de confection de chaussures. Roxana était la fille aînée. Le désir de son père était qu'elle fasse une profession universitaire qu'il n'avait pas pu faire. L'image de s'en sortir, d'être quelqu'un dans la société, d'avoir de la valeur par le biais des études est très présente dans le contexte latino-américain.

Dans ce sens, le fait d'avoir des objectifs nettement économiques est considéré comme limitatif : ne travailler que pour travailler est conçu comme une perte de temps. Les études ont une valeur importante dans la vie de ces femmes puisqu'il s'agit de la continuité de leur identité (c'est une manière d'avoir une estime de soi adéquate et de tester sa capacité de réussite) : *« ce qui me donne de la sécurité, ce sont mes études parce que j'y vois une continuité, les années se sont écoulées et j'ai quoi ? mon baccalauréat et j'ai appris le français tandis qu'en travaillant, j'ai beaucoup souffert parce les mois s'écoulaient et je n'avais rien, je n'avais pas d'épargnes parce que tout s'en va dans le loyer ni d'autres choses, pour moi, les études te permettent de dire 'je suis en train de passer par cette expérience ; mais j'ai quelque chose' ».*

Les études permettent donc d'acquérir un statut et d'être en mesure d'exiger une reconnaissance sociale étant donné que la formation met la personne au niveau de n'importe quelle autre en Suisse : *« en étudiant, je suis quelqu'un et je suis à la hauteur de n'importe qui en Suisse et cela me donne de la sécurité », « c'est le niveau de formation qui te place au même niveau que n'importe quelle personne d'ici ...on ne peut rien exiger, si on n'est pas préparé ».*

La quête de la légalité entretient des relations étroites avec les études. Ainsi lorsqu'elle souhaite commencer des études, la personne devient plus consciente de la nécessité d'obtenir la légalité : *« si on veut étudier par exemple à l'université, on a besoin de la légalité ».* C'est pour cela que la légalité occupe une place importante dans la vie de ces femmes et que l'obtenir devient aussi important que réaliser des études. À leurs avis, la légalité et les études offrent la possibilité *d'être quelqu'un* de reconnu par les autres. Pour Roxana et Milene, il est très important d'être quelqu'un, c'est-à-dire d'avoir des droits, de pouvoir s'exprimer. Ces femmes ont besoin d'avoir cette reconnaissance légale dans la société suisse, étant donné que cette expérience n'est pas conçue comme une parenthèse dans leur vie, mais comme un projet de vie. Elles ont une attitude active (dans le cadre des limites imposées par la clandestinité) en vue d'atteindre la légalité.

En effet, ces femmes ont dû assumer durant une période un projet économique mais cela était vécu comme une parenthèse dans leur vie : *« j'ai baissé mon statut: je dois travailler et je dois me taire pour qu'on te paie mais en même temps en ce qui concerne*

les études j'ai acquis un statut parce que j'ai un baccalauréat suisse ». Étant donné que la perspective finale, leur projet de vie (qui permet ou permettra la réalisation de soi) est les études, cela va leur permettre d'établir des liens de continuité avec leur passé. Et le projet actuel est bien celui d'étudier. D'ailleurs, si elles sont restées en Suisse dans des conditions de clandestinité pour une longue période, c'était parce que la perspective finale de ces femmes était de faire des études et ainsi d'obtenir la légalité, une présence reconnue et légitime : « ce qui m'a fait rester en Suisse, ce sont mes études. Cela m'a toujours encouragée ; je dois être préparée à pouvoir m'en aller et c'est ça qui m'a donné de la motivation pour continuer ».

Le fait de ne pas atteindre cet objectif est synonyme de ne pas se sentir bien, de ne pas avoir de tranquillité émotionnelle, ce qui est source de frustration. Aujourd'hui, il est important d'avoir des conditions de vie dans l'« ici » afin de pouvoir faire des études. Ces femmes font un investissement dans l'« ici » : *« j'ai toujours cherché à me surpasser, je savais qu'avec une profession on pouvait être quelqu'un dans la vie ».*

Certes, l'investissement matériel dépendra du degré de ressources financières dont la personne dispose. Il faut également dire que ces femmes sont confrontées d'une manière plus évidente au niveau de consommation des Suisses. Dans le cas de femmes interviewées, deux ressources non matérielles très importantes au moment d'envisager la sortie vers la légalité sont : l'obtention de la *nationalité espagnole*, dans un cas, et le fait d'avoir obtenu un *baccalauréat en Suisse*, dans l'autre. Ainsi, les femmes interviewées ont entamé des démarches pour obtenir un permis de séjour: Milene après avoir passé son bac, s'est inscrite à l'université sans problème (en montrant au service d'admission son baccalauréat suisse) ; elle a suivi des études (qu'elle a dû arrêter pour une année afin de travailler à plein temps et d'épargner de l'argent). Après cette période, en voulant se réinscrire à l'université, il a été nécessaire de montrer son permis de séjour (une copie de celui-ci devait être envoyé au service d'admission). Elle assiste actuellement aux cours de l'université et a demandé en même temps un permis humanitaire, elle attend une réponse de la part de la police des étrangers. Si elle n'obtient pas le permis de séjour elle exprime clairement qu'elle restera en Suisse et fera ses études (*« on m'a dit que l'université et la police n'ont pas de relation alors puisque l'université ne me l'empêche pas, je pense en profiter »*) : *« je pense de toute façon me*

cache et poursuivre mes études, ils vont sûrement me donner une lettre pour sortir, je ne sais pas exactement ».

Roxana pourrait obtenir la légalité par son mari. Ce dernier est péruvien, il a fait une formation de cameraman et possède la nationalité espagnole, il a établi des contacts avec l'ONU par le biais d'une chaîne espagnole. Roxana espère que son mari obtiendra un permis de travail demandé par l'ONU. Ainsi, elle en bénéficiera et pourra donc commencer ses études à l'université. Si cette démarche n'aboutit pas, elle partira pour l'Espagne (elle possède la nationalité espagnole) : *« si je n'obtiens pas le permis, j'irai en Espagne où j'ai un permis et là-bas je pourrais faire mes études ».*

Organisation de la vie du couple

Une manière de reproduire la clandestinité est de vivre en ayant un minimum d'organisation par rapport au fonctionnement de la vie quotidienne. Mais plus qu'une logique individuelle, il s'agit d'une logique de couple : les comportements sont influencés par les « intérêts/besoins » de chacun ainsi que par la reproduction de ce mode de vie : *« je dois faire ça, je dois m'abstenir de faire cela autrement je peux y engager mon ami ».* D'ailleurs, il est important d'avoir une bonne communication et une bonne organisation afin de pouvoir concilier travail et études. Par exemple, Milene exprime ne pas oser demander de l'aide à sa famille étant donné qu'elle habite à présent avec son ami : *« maintenant ce n'est pas seulement une aide financière pour moi mais aussi pour lui ».*

Le fait d'avoir une organisation de couple suppose une organisation à différents niveaux : dans la quête des ressources financières, dans les dépenses du budget familial, dans les tâches ménagères et dans les loisirs. Généralement, il est beaucoup plus difficile de trouver du travail pour l'homme⁷⁰. Dans le couple, tous les deux travaillent et selon leur disposition du temps, leur apport au budget familial (qui peut varier de

⁷⁰ Le marché du travail est réduit pour les hommes. Ils sont essentiellement employés dans les entreprises de nettoyage, la restauration, l'agriculture et dans une moindre mesure dans la construction car les contrôles se sont durcis dans ce secteur. Dans les milieux ruraux, et plus précisément dans les campagnes, ce sont essentiellement des hommes qui sont sans-papiers, étant donné les possibilités d'emplois plutôt réservés à cette main-d'œuvre.

période en période), les rôles et tâches tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la maison seront distribués différemment.

Pour la femme, il s'agit de bien mener la dynamique travail/études, cette quête peut amener à une impasse dans la mesure où il n'est pas évident de trouver un travail (ménage, garde d'enfants) qui soit compatible avec les horaires de l'université : *« j'espère avoir un permis et pouvoir trouver un meilleur travail. Comme je n'ai de temps libre que le week-end ; le travail que j'ai toujours fait consiste à garder les enfants et je ne trouve pas ce travail les soirs c'est pourquoi j'aimerais travailler dans un restaurant ou chez Mac'Donald's »*. Il est cependant plus facile pour la femme de trouver un travail que pour l'homme (n'oublions pas que dans les deux cas, leurs amis sont en situation irrégulière quoi qu'un possède la nationalité espagnole ; nous pouvons ainsi supposer que pour une femme ayant un ami suisse ou avec un statut légal, la situation serait différente).

Il apparaît donc difficile de pouvoir gérer une dynamique études-travail surtout s'il y a différents types de pressions. Leur discours rapportent la difficulté d'étudier et de travailler en même temps : *« J'ai commencé à étudier deux fois par semaine. Tout d'abord, ça allait bien mais à cause de mon travail j'étais toujours fatiguée. Le fait d'étudier et de travailler est très difficile, il y avait des fois où je m'endormais et je me rendais compte que je faisais les devoirs pendant le cours. C'est pourquoi j'ai décidé d'arrêter parce que je ne pouvais pas payer pour quelque chose dont je ne profitais pas »*.

Il convient d'indiquer que le nouveau contexte fait que les personnes aménagent la distribution des tâches domestiques en fonction de leurs temps et occupations. C'est ainsi que les critères de division de genre (femme responsable de tâches domestiques, homme responsable de celles de la production) n'ont pas la même importance que dans le pays d'origine. Leurs amis travaillant dans les domaines de la construction (l'ami de Milene travaillait auparavant dans la restauration) (leur travail n'est donc pas très stable), il y a des périodes où les hommes doivent faire face aux responsabilités de la maison : faire la cuisine, le ménage, etc. : *« celui qui arrive le premier à la maison, fait le nettoyage, fait la cuisine... »*. Il s'agit de règles, de routines qui se sont institutionnalisées à l'intérieur du couple.

La réalisation des tâches ménagères avec leurs amis sont distribuées d'une manière pratique : la personne ne fait aucun problème pour faire quoi que ce soit (faire la cuisine, repasser, nettoyer, faire de commissions, etc.). Dans ce cas de figure, les conjoints ont trouvé un mode d'interaction satisfaisant. D'ailleurs, ces femmes sont arrivées en Suisse quand elles étaient jeunes ou adolescentes et ont, par conséquent, différents modèles de femme : celle qui travaille, qui partage les tâches avec son partenaire, etc. : *« Le seul qui fait la cuisine c'est lui parce que moi, la cuisine je ne sais pas la faire et je n'aime pas, je n'aime pas non plus repasser. Mais il le fait normalement, je ne sais pas, quand il est arrivé, il ne trouvait pas de travail et moi je travaillais ; cela s'est fait naturellement : lui ne collaborait pas financièrement mais il s'occupait de la maison. Quand j'arrivais le soir, le repas était préparé et la maison propre et cela est resté comme ça même quand il a travaillé, il arrivait le soir et il faisait la cuisine (si je ne l'avais pas faite) parce que nous travaillions tous les deux en même temps »*.

Investissement en Suisse

L'organisation de ce mode de vie doit permettre la reproduction des conditions de la clandestinité avec l'accomplissement des objectifs migratoires. Or, le fait de chercher à atteindre des objectifs d'études implique le fait de sortir de la clandestinité voire d'obtenir la légalité. Les efforts sont dirigés vers l'obtention de la légalité, qui suppose une organisation différente de la vie quotidienne. Dans ce sens, l'expérience est marquée par trois enjeux majeurs : l'obtention de la légalité, les études et la survie.

Le travail s'avère encore nécessaire⁷¹, pour des raisons pécuniaires. La journée est marquée par différentes activités concernant les études et le travail. Le travail (consistant toujours en la garde d'enfants ou en du nettoyage) peut se faire par heures (soit les matins ou les après-midi). L'autre partie du temps est en lien avec les tâches

⁷¹ Des possibilités apparaissent: travailler et étudier en même temps. La difficulté s'impose quand il s'agit de travailler à plein temps et d'envoyer de l'argent à la famille restée dans le pays d'origine. Dans ce cas-là, un projet initial d'études devient un projet économique. Une autre possibilité est de travailler exclusivement durant une période de l'année (ou plus) voire d'arrêter les études ou de laisser de côté momentanément cet objectif et de se vouer au travail et à l'épargne de l'argent pour reprendre l'objectif d'étudier ensuite. Mais l'épargne peut être minime. L'impression est de "perdre du temps" puisque la personne n'étudie pas et épargne très peu.

intellectuelles : révision des cours, lecture. Dans le cas de Milagros, qui assiste régulièrement aux cours de l'université, la journée est marquée par les études à l'université et la quête active de moyens pour survivre : *« je téléphone, je vais de droite à gauche et je demande »*.

Le travail, dans un cas, occupe une partie importante du temps et, dans l'autre cas, ce sont les études qui prennent une place prépondérante (notamment le cas de Milene, qui est déjà inscrite à l'université) : *« maintenant j'ai une vie plus animée puisque je sors, je vais à l'université ... je suis plus tranquille »*. Cela implique d'adapter le budget selon ces deux enjeux principaux : les études et la survie. C'est pour cela, que, selon la disposition des ressources financières, ces femmes s'organisent pour aller d'une institution à l'autre pour demander de l'aide. Il y a une manière de s'organiser pour vivre avec peu de revenus : acheter des choses à un meilleur prix, demander de l'aide à certaines institutions, etc. Dans d'autres cas, quand il y a davantage de sécurité économique et de ressources financières, le stress diminue.

Ceci influence la routine journalière. L'investissement en Suisse se fait à partir de l'apprentissage de la *langue*, instrument nécessaire pour accomplir le projet principal. Cela peut se faire grâce aux cours de langue ou par l'école. C'est pourquoi il apparaît d'emblée important pour ces deux personnes de maîtriser cet outil de communication : *« le principal était de parler la langue »*, *« je savais que si je n'apprenais pas la langue, je ne pouvais rien faire »*.

La personne dispose également de ressources importantes mobilisables permettant d'atteindre des objectifs migratoires (notamment le fait d'avoir obtenu la légalité dans un pays européen ou un baccalauréat suisse) : *« je sais que si je me fais contrôler, on me renverra en Espagne et pas au (...), la peur est un peu moins grande »*. Ce sont des instruments importants à mobiliser en cas de contrôle policier. Dans ce cas, la personne est moins stressée par la possibilité d'être renvoyée.

Dans ces cas-là, ces femmes ont un discours soutenu par le fait d'être étudiante, d'être touriste ou d'être en visite, etc. L'expérience est aussi une ressource non négligeable : *« une fois, je suis allée en France en voiture et quand je suis retournée on m'a demandé mes papiers, j'ai montré ma carte d'étudiante et on m'a laissé entrer en Suisse sans problèmes ... à partir de ce moment-là, je me suis un peu tranquillisée et au*

cas où la police me contrôle, je vais me débrouiller, je vais leur parler, je vais leur dire que j'ai ma carte d'étudiante, que j'ai oublié mon permis à la maison et on verra ».

Le centre de référence gravite entre pays d'origine et pays de réception ; mais faisant partie de l'un ou de l'autre, les personnes choisissent de se rapprocher de personnes possédant des caractéristiques intellectuelles. Voici un exemple de comparaison d'une personne prenant comme référence le groupe de compatriotes étudiants restés au pays d'origine: *« À un moment donné, je me sentais frustrée parce que je n'avais pas fini mes études. Je savais que j'avais appris une langue, que j'avais épargné un peu d'argent mais au fond je ne me sentais pas bien. Ma capacité allait au delà de travailler, de garder des enfants ou de nettoyer, j'étais consciente que je pouvais donner plus. J'ai commencé l'université au (...) en 1988 j'aurais déjà fini en 1993 et je pensais souvent à cela, ce qui me torturait. Quand je suis allée au (...), j'ai rencontré des amis qui, pour la plupart, faisaient leurs études à l'université, quelques-uns finissaient, quelques autres avaient déjà commencé à travailler ».*

Sociabilité

Au fur et à mesure que la femme latino-américaine sans-papiers commence à créer des bases pour accomplir son projet d'études, le groupe des contacts s'élargit et, dans ces circonstances, le monde des Latino-américains et le monde des Suisses vont s'entrecroiser. Les comportements vont prendre trois directions : soit s'approcher du groupe des Suisses, soit s'approcher des latino-américains ou avoir un contact sporadique avec d'autres Latino-américains (afin d'éviter des jalousies provenant du monde de la clandestinité).

Cela implique le fait de garder des contacts ponctuels ou prudents avec la communauté d'origine, avec d'autres personnes se trouvant dans la même situation illégale. Parmi les jeunes, il semble que les jalousies soient plus présentes. Ces femmes mentionnent souvent des jalousies parmi les Latino-américains, jalousies qui débouchent quelquefois sur des dénonciations : *« mes amis sont beaucoup plus sélectionnés : ils ont une profession. Je sais qu'avec eux je peux bien communiquer ... je veux faire la psychologie ; je me suis renseignée, j'ai connu des gens et ce sont eux qui*

m'ont conseillé ...j'ai des relations avec des gens qui sont étudiants ou qui ont déjà fini leur formation, ils m'invitent aux conférences ... ».

Dans la mesure où le groupe de référence devient notamment le groupe de Suisses, la comparaison avec ce groupe se fait d'une manière plus évidente et ceci malgré le fait que le résultat de cette comparaison soit toujours un désavantage pour les Latino-américaines. D'ailleurs, le niveau de consommation est comparé à celui des Suisses. Milene nous racontait qu'elle préférerait ne pas accepter les invitations de ses amis suisses parce qu'elle avait un budget très limité : *« je me sens mal quand je rencontre quelqu'un qui a fait le collège avec moi et qui me demande ce que j'ai fait pendant ce temps et je dois lui dire que j'ai dû arrêter une année parce que je devais travailler et que je recommence maintenant tandis qu'elles sont en 3^{ème} année de médecine et puis on ressent le moral qui baisse ».*

Quelques aspects de la vie quotidienne vont se construire autour des études comme par exemple la lecture ou le fait d'assister aux conférences, etc. : *« j'ai acheté un classeur et l'après-midi lorsque je rentre du travail, je commence à le réviser ; je lis beaucoup, j'essaie de me préparer ».* Parmi les activités de loisirs, ces femmes mentionnent la participation aux fêtes, au championnat de football (organisé pendant l'été parmi les Latino-américains) et aux autres activités organisées soit par les Latino-américaines ou par les Suisses (si elles sont plutôt insérées dans le milieu suisse : soupers, cinéma, promenades à la montagne, etc.) ; dans d'autres cas, la personne participe à des activités de loisirs avec un groupe mixte, composé de Suisses et de Latino-américains.

2.4. La logique adaptative

Dans cette logique d'action, les trajectoires de migration des femmes peuvent, par moments, prendre une connotation économique, dans d'autres une perspective intellectuelle ou encore des connotations émotionnelles (ce qui est exprimé en termes de désir). Ces femmes ont un projet migratoire indéfini mais au fur et à mesure de leurs investissements en Suisse, elles s'intéressent à y rester et à s'y stabiliser de manière légale.

Par rapport à la temporalité, ces femmes sont plutôt centrées dans le présent. Il s'agit de vivre dans le présent sans savoir trop ce qui va advenir ni se référer au mode de vie passé (dans leurs pays d'origine). Ces femmes feront des choix en fonction des opportunités qui se présentent. Le projet initial évolue et prend différentes formes (ce que nous avons appelé un projet indéterminé) qui sont orientées vers l'incertitude (« *on verra ce qui arrive* »), ou vers l'installation (« *j'ai ma deuxième vie ici : je veux rester ici* »).

a) Entre l'incertitude : « *on verra ce qu'il arrivera...* »

Ce mode de vie est caractérisé par un manque de précisions dans plusieurs domaines : la perspective du futur (rester en Suisse, retourner, etc.) le contenu du projet (travail, études, mariage, etc.) et l'aspect sentimental. L'incertitude est donc le trait caractéristique de ce mode de vie. C'est une étape durant laquelle ces femmes cherchent à se stabiliser au niveau émotionnel, familial, économique ainsi qu'au niveau du travail.

C'est une étape où il faut donc prendre des décisions à différents niveaux. Il ne s'agit pas seulement de décider de rester en Suisse ou de retourner dans le pays d'origine, mais éventuellement de se marier, de décider du contexte dans lequel la personne aura plus de liberté en tant que femme, plus de chance au niveau du travail, où elle pourra épargner, accomplir ses désirs personnels, ses projets, etc. Ces femmes se trouvent d'une certaine manière bien en Suisse tout en ressentant un malaise à cause de l'absence de permis de séjour et elles ne veulent pas continuer dans cette situation encore longtemps.

Dans la mesure du possible, elles essayeront de sortir de la clandestinité et de rester en Suisse ou retourner dans leur pays. Nous pouvons dire que c'est une *étape d'essai*, pour « *voir ce qui arrive* ». Il peut s'agir de l'*attente d'un amour* ou, dans le cas où elles ont déjà un ami (suisse ou étranger), de décider si elles veulent ou non rester « définitivement » avec lui : « *je ne sais pas ce qui va arriver parce que je peux faire des projets mais je ne peux pas accomplir, c'est pour cela que je préfère attendre et voir comment les choses arrivent, je n'ai rien prévu mais cela me fait peur : les années*

s'écoulent et je ne sais pas jusqu'à quand je vais rester ici, si je m'en vais cette année ou l'autre, je ne sais pas ».

La vie quotidienne est marquée par un investissement dans l'« ici » tant au niveau du logement, de la satisfaction des objectifs récréatifs ou des intérêts personnels, de la réalisation des différentes activités (comme par exemple cours de couture, participation dans des organisations de femmes, apprentissage de la langue, etc.) Ces femmes ont construit, en quelque sorte, leur petit monde en Suisse et elles s'y investissent en termes de temps, d'argent, d'énergies physiques et émotionnelles.

L'affirmation « *je dois aussi vivre ici* » fait référence au fait d'avoir des conditions de vie normale : un logement avec un certain confort (« *pas de luxe* »), bien se nourrir, aller au cinéma ou manger dehors de temps en temps, etc. D'ailleurs, il y a aussi un intérêt intellectuel : suivre des cours de langue, d'informatique, de couture, etc. Ceci est important dans la mesure où il s'agit d'un investissement qui peut être utile dans les deux contextes comme par exemple faire des études peut constituer une ressource utile et transférable autant dans le pays d'origine que dans le pays de réception.

Ce mode de vie correspond aux jeunes femmes célibataires (25-27 ans), sans enfants ni partenaires dans leurs pays d'origine, sans charge économique. Elles habitent en Suisse depuis 3 à 5 ans. Même si elles n'ont pas l'obligation d'envoyer de l'argent régulièrement à leurs familles (parents) dans le pays d'origine, elles le font de temps en temps. Ces femmes proviennent des classes sociales moyennes (elles travaillaient dans leur pays d'origine comme secrétaires ou étaient des étudiantes universitaires -en ingénierie informatique par exemple-) ou des classes sociales basses et travaillaient, dans quelques cas, comme femmes de ménage dans leur pays d'origine.

La *logique dominante* est *adaptative* et, selon la manière dont les conditions se présentent, la personne décidera de faire ce qui est le plus convenable au moment où elle se trouve, le but étant toujours d'atteindre une « certitude » quant au séjour en Suisse, à l'aspect sentimental de la vie, à l'aspect familial, aux études, etc. Cette logique peut revêtir différents aspects. Nous allons illustrer cette logique à l'aide de quelques exemples :

Valérie est arrivée en Suisse pour « découvrir » certaines choses (cf. mûrir, voir la vie dans un autre contexte, etc.). Cependant, durant le premier temps de séjour en Suisse, elle a suivi une logique économique (elle a travaillé et envoyé de l'argent à ses parents dans le pays d'origine, ce qui a permis à ses parents de construire une petite maison). Elle évalue cette période comme une perte de temps : *« pendant deux ans je n'ai fait que travailler, mais maintenant je veux faire quelque chose de différent. Je veux étudier, j'entends des choses sur mon pays, je m'inquiète pour la situation de mon pays, avant je n'avais jamais fait ça »*.

Bien qu'au départ, le projet fût marqué par l'indécision, la réalité contextuelle et les pressions indirectes en tant que fille de la famille lui font mener une logique d'épargne. Mais parallèlement, elle veut aussi se stabiliser au niveau émotionnel, autrement dit, se marier avec son ami : *« j'ai travaillé mais je n'ai pas beaucoup épargné parce que je dois aussi vivre ici »*.

Il en découle que, dans une deuxième période, elle commence à découvrir d'autres intérêts, elle commence à s'intéresser au monde intellectuel (lecture, conversation avec des personnes qui ont un niveau de scolarité élevé, etc.) : *« je pense à la perspective de mes études. Je suis motivée à faire quelque chose ici »*. Elle a toujours habité avec son copain, qui a un permis de séjour « F » (permis provisoire de requérant d'asile). Il habite en Suisse depuis 8 ans ; une fois qu'il sera en Suisse depuis 10 ans, il pourra demander un permis de séjour « B » pour une année. Valérie espère que son ami obtiendra ce permis. Entre temps, elle suit une logique intellectuelle : *« j'ai envie d'apprendre parce que je ne sais pas si je vais rester beaucoup de temps dans ce pays, j'essaie d'apprendre le plus vite possible parce que je ne sais pas ce qui peut arriver demain »*.

Valérie veut rester en Suisse et, même si elle n'est pas sûre ou n'envisage pas encore la sortie de l'état de clandestin (elle attend en quelque sorte de devenir légale par le biais de son copain), le fait d'étudier pourrait amener un changement dans sa vie (*« peut-être les études peuvent changer ma vie »*). Puisque la décision réside aussi dans le fait de pouvoir rester ou retourner, le fait d'avoir un diplôme pourrait être utile dans le pays de réception et dans le pays d'origine. Si elle reste dans le pays de réception, elle n'aimerait pas non plus rester longtemps comme femme de ménage : *« avec un diplôme,*

peut-être que ma vie va changer », « il vaut mieux avoir un diplôme qui, de toute façon, va me servir même si je dois rentrer en (...) ».

Si elle est restée en Suisse pendant ces 4 ans, c'est parce qu'elle affirme aimer son ami. Ce sont, d'une part, les pressions indirectes en tant que fille de la famille (réalisation du projet économique) qui la font rester en Suisse et, d'autre part, ses perspectives personnelles et sentimentales (rester avec son ami, se marier et fonder une famille). Il convient d'indiquer que le mariage constitue l'idéal de famille et a une connotation positive parmi les classes moyennes en Amérique Latine (cf. chapitre 1, deuxième partie) : *« je ne suis pas mariée mais mon ami me traite comme si j'étais son épouse »*. Et maintenant qu'elle a déjà aidé sa famille et qu'elle même aimerait former une famille avec son ami, elle ne se sent pas responsable d'envoyer de l'argent régulièrement à sa famille : *« mes parents ne l'exigent pas non plus parce qu'ils savent aussi que je dois vivre ici. Le mois passé, j'ai envoyé un peu d'argent parce que la situation là-bas était mauvaise »*.

Un autre exemple est constitué par le vécu de Malena et d'Andrea, pour qui le critère important pour rester plus longtemps en Suisse est la réussite au niveau émotionnel. Malena a vécu avec son ami pendant 3 ans, après quoi, ils se sont séparés. Dans ce sens, le sentiment d'incertitude que cette personne ressent par rapport à son séjour en Suisse devient plus évident : elle ne sait pas si elle veut rester en Suisse ou rentrer dans son pays d'origine ; elle laisse toutefois ouverte la possibilité de rester en Suisse si elle trouve un ami ici ; autrement elle pense rentrer dans son pays d'origine tout en essayant d'épargner pour pouvoir s'y ré-installer (elle aimerait avoir une vie indépendante, un appartement, un petit commerce). Andrea souhaite se marier avec un Suisse ou un Européen et rester en Suisse ; elle aimerait bien s'y installer. Si elle ne se marie pas avec quelqu'un d'ici, elle aimerait, pendant son séjour en Suisse, épargner de l'argent pour acheter un appartement dans son pays d'origine ainsi qu'apprendre la langue, ressource qui pourrait lui être utile dans le pays d'origine ou dans le pays de réception.

Investissement en Suisse

Selon le moment de vie, ces femmes adoptent différentes logiques tout en privilégiant une logique plus qu'une autre : soit l'épargne, les études et la quête de la stabilisation au niveau émotionnel par le mariage (même si cela n'est pas exprimé d'une manière explicite). L'investissement se diversifie selon la forme que le projet prend tout au long du parcours migratoire.

Souvent, ces personnes, selon leur disponibilité financière, essayeront de se donner des conditions de vie normales ainsi que d'épargner, d'étudier, de suivre différents types de cours ou de faire des activités intellectuelles. Dans ce sens, la journée est distribuée en diverses activités: le travail (pour survivre et pour avoir les moyens d'étudier et d'accomplir des objectifs personnels), le travail domestique, la lecture ou des activités de loisir (faire du vélo, aller à la piscine), des voyages (quand ils sont possibles), des cours de couture ou autres, etc. : *« aussi longtemps que je lis ma tête se préoccupe de différentes choses. C'est intéressant, chaque jour quand je lis, j'en connais un peu plus », « maintenant, oui, je travaille pour étudier ; je me sens bien...maintenant je lis des livres avant je regardais la télé »*.

Par rapport au travail, ces femmes adoptent toutes une modalité de travail par heure. Auparavant, elles ont travaillé sous la modalité nourrie-logée. Le travail occupe toujours une place importante, c'est le moyen qui leur permettra de survivre ainsi que le moyen au travers duquel elles pourront accomplir d'autres objectifs : *« Je travaille de 8 h jusqu'à 7 h du soir ou bien quelquefois à mi-temps et je travaille par heure : je fais du nettoyage ici, du nettoyage là-bas, partout »*.

Toutefois, il convient de souligner que selon la stabilisation du niveau matériel, l'investissement au niveau de la qualité de vie en Suisse va changer. Par ailleurs, la *vulnérabilité* (une maladie peut bouleverser l'épargne) qui touche ces femmes peut vite entraîner une limitation des ressources et dans ce cas, la femme retourne travailler sous la modalité nourrie-logée. Cela signifie que la relative stabilisation qu'elles atteignent peut boussculer du jour au lendemain.

Dans l'exemple suivant, nous allons voir que le fait d'être atteinte d'une maladie peut avoir des conséquences dans d'autres domaines et entraîner différents problèmes,

parmi lesquels le viol. D'une manière générale, les problèmes de maladie diminuent la possibilité d'épargner⁷² et l'insécurité du séjour devient plus évidente.

Paula été atteinte de tuberculose, son cercle social s'est alors réduit (ses amis ne voulaient pas s'approcher d'elle afin de ne pas être contaminés par la maladie). Une fois l'hospitalisation terminée, elle a dû continuer le traitement pendant 6 mois, elle ne pouvait pas travailler toute de suite en étant nourrie-logée. En effet, cela aurait mis plus en évidence le fait qu'elle avait souffert de la tuberculose, ce qui, selon son point de vue, aurait diminué ses chances de trouver du travail. Elle a dû alors travailler à l'heure, ce qui implique le fait de résoudre le problème du logement. Paula ne disposait cependant pas de ressources financières suffisantes pour payer un logement et ses ressources sociales étaient aussi réduites. Elle est allée habiter d'une manière provisoire dans un appartement d'une personne qu'elle ne connaissait pas (sous-location). Cette personne a profité de la situation et a fini par violer Paula.

De manière générale, nous remarquons que la connaissance de la langue est importante, cela d'autant plus que la personne privilégie une logique intellectuelle. Selon le cas, la personne essaiera d'apprendre et, cela par des voies différentes : acheter des livres pour étudier seule (car les cours de langues sont considérés comme étant trop chers) ou encore essayer d'apprendre la langue en la parlant, etc. En fait, il s'agit d'investir du temps pour maîtriser cet outil de communication. En effet, ceci permettra d'obtenir de meilleurs types de travaux, d'autres types de contacts et de se débrouiller d'une manière plus indépendante. Par rapport au logement, ces femmes habitent seules sauf dans un cas où la personne en question habite avec son ami.

En résumé, ces femmes, comme dans les autres modes de vie relevés, ont réalisé de bonnes et de mauvaises expériences, et eu de bonnes et de mauvaises patronnes. Elles essayeront de développer des ressources pour résister à une éventuelle déstabilisation. Elles disposent de différentes ressources comme l'expérience personnelle (*« je n'ai jamais entendu qu'on fait des contrôles dans des maisons privées »*), des conduites

⁷² Nous avons trouvé des problèmes de *santé* parmi nos interviewées appartenant à ce mode de vie: Malena a eu beaucoup de problèmes de santé dès qu'elle est arrivée. Elle a toujours eu une assurance maladie. Elle a une hernie, des problèmes à la gorge et au dos. Elle affirme que pendant cette période, elle a surtout dépensé de l'argent en médicaments et consultations médicales. Paula a eu la tuberculose, raison pour laquelle elle a été hospitalisée pendant 2 semaines.

appropriées pour éviter un contrôle policier, le fait d'avoir un ami qui n'a pas de problèmes avec la police est aussi une ressource importante (« *mon ami n'a pas de mauvaises amitiés ; de ce côté, je me sens sûre* »), le fait de parler la langue (« *maintenant j'ai beaucoup plus de facilité d'expression, je n'ai pas peur de parler* »), d'avoir des connaissances suisses (personnes sensibles), d'avoir de bonnes patronnes suisses, le fait de faire le ménage dans des maisons, etc. : « *maintenant, je me débrouille bien ; avant j'avais toujours peur de parler sur n'importe quoi, maintenant pas tellement...je me sens plus sûre de moi-même, sûre que je peux me débrouiller ici, que je peux parler...* »

Les femmes se trouvant seules, essaient de se stabiliser au niveau émotionnel⁷³. Elles essaient d'avoir des amis, elles sortent pour aller danser, etc. Si les épargnes le permettent et si elles disposent d'un passeport (leur permettant de rentrer en Suisse), elles s'aventureront à aller dans un autre pays. Une de femmes interviewées est allée en Espagne et au Portugal : « *Maintenant j'essaie de sortir un peu plus. Avant je sortais avec mon ami, on allait se promener. Mais maintenant que je suis seule, j'aime bien dormir. Je peux dormir tout le week-end. Je me sens très fatiguée, crevée* ».

Sociabilité

Selon la perspective de leur projet (épargne, intellectuel, mariage), le réseau social va changer (Suisse, Latino-américains ou autres). Il faut aussi indiquer que la sélection d'amis est très importante. Un critère de sélection peut être le fait de s'approcher de personnes ayant un statut légal, de Suisse, de personnes ayant des caractéristiques intellectuelles, de personnes adultes ou de personnes sans-papiers qui sont dignes de confiance.

Ce type de conduite peut conduire aussi à s'éloigner d'autres personnes en situation d'illégalité : « *Dans le groupe des gens qui travaillent comme moi, je ne vois rien de positif, ils remarquent toujours ce qu'on fait, avec qui, pourquoi elle a ceci et moi* »

⁷³ Parmi les femmes interviewées qui adoptent ce mode de vie, dans un seul cas la femme en question avait un ami et habitait avec lui. Les tâches qu'elle assumait à l'intérieur de la maison étaient une continuation des tâches ménagères qu'elle assumait dans son pays d'origine. Elle s'occupait de toutes les tâches ménagères en plus de travailler à l'extérieur en faisant du nettoyage et de la garde d'enfants.

pas ». Ce qui a comme objectif aussi le fait de « garder son petit monde » et de se préserver des jalousies. Ces femmes mentionnent le fait d'avoir eu de mauvaises expériences avec d'autres Latino-américains (surtout avec ceux qui sont en situation d'illégalité).

La personne évite ainsi d'avoir des problèmes ou d'être mêlée à des histoires, ce qui peut augmenter les risques d'être dénoncée : *« j'essaie de ne pas avoir de relations avec mes compatriotes parce que j'en ai eues et j'ai eu des mauvaises expériences. Le problème est qu'elles sont bavardes, envieuses et elles font toujours des scandales ou des histoires »*. Dans ce sens, l'éloignement influence le fait de se sentir « plus en sécurité » : *« je suis sortie du cercle latino-américain et maintenant je me sens super bien, je veux dire je n'ai pas le temps de penser à ces bêtises »*.

Il faut dire que le mariage ne va pas nécessairement entraîner un contact plus soutenu avec la population suisse⁷⁴. Nous constatons que le contact avec les Suisses, même par le biais du travail, reste minime. Il se limite, dans les cas de nettoyage, à recevoir la clé de la maison.

Les activités de sociabilité se réalisent dans le travail volontaire au sein d'une organisation de femmes : *« je parle avec mes amies du travail de choses intéressantes : de la situation de nos pays, de la situation des femmes et des choses qui m'intéressent »*. Cela permet d'avoir un intérêt pour la situation de la femme et d'avoir des contacts avec d'autres personnes qui s'intéressent aux études, auprès de qui la personne apprend des choses et obtient des renseignements, reçoit des conseils, etc : *« j'ai un groupe qui pourrait me défendre au cas où...et qui me fait connaître mes droits comme illégale »*. D'autres activités comme un cours de couture, le fait d'aller à l'église, d'aller danser peuvent être envisagées.

Apprivoiser la solitude :

Le sentiment de solitude, l'existence de dépressions apparaît comme un élément commun parmi les personnes sans-papiers, tout particulièrement chez les personnes se

⁷⁴ Cf. conclusion de cette thèse.

trouvant seules en Suisse. Il s'agit de créer des stratégies pour surmonter ce sentiment de solitude et de se créer un cercle de bons amis, d'avoir un ami et de réaliser différentes activités, etc.

Le fait d'avoir un ami en Suisse est une manière d'affronter ce sentiment. Il s'agit de femmes seules qui n'ont pas d'ami dans leur pays d'origine et qui sont loin de la maison de leurs parents. Elles ont donc plus de liberté pour faire la connaissance d'hommes et/ou établir des contacts tout en gardant les limites de la clandestinité quoiqu'elles se trouvent toujours en situation de désavantage, ce qui peut être utilisé de manière malhonnête par les hommes.

Ainsi, une de femmes interviewées a utilisé une agence matrimoniale pour faire la connaissance de son ami, avec lequel elle a habité pendant 3 ans ; à présent ils se sont séparés. Une autre femme interviewée a commencé à habiter avec son ami 2 mois après son arrivée en Suisse, ce qui a été le motif d'une certaine sanction sociale dans son pays d'origine. Dans le contexte de la migration, ceci peut être vu comme une stratégie au niveau de la survie, même si la personne pourrait exprimer que la valeur de l'amour est importante dans une relation de couple. Le nombre infime de possibilités que la voie légale ouvre pour vivre tranquillement en Suisse pourrait bien pousser certaines femmes à utiliser cette stratégie. S'il y a une bonne entente avec le partenaire, non seulement le sentiment de solitude est davantage surmontable mais le lien avec la société formelle est réalisé plus facilement.

b) Entre l'installation

Ce mode de vie est caractérisé par l'affirmation de vouloir rester en Suisse et par la quête active de bases pour pouvoir le faire légalement. L'objectif est donc de rester « définitivement » dans la société de réception : *« j'aime beaucoup cet endroit, ici j'ai fait une deuxième vie que j'aime beaucoup, beaucoup plus que la première que j'ai eue au (...). Je veux rester ici définitivement »*. La personne a construit son petit monde qui acquiert, à son sens, une signification spéciale (*« j'ai ma deuxième vie ici : je veux rester ici »*), qui a un lien direct avec le fait d'avoir construit un réseau social, d'avoir des projets communs avec l'ami suisse ou résidant en Suisse, et dans quelques cas, avec

le fait d'avoir pu mobiliser des ressources professionnelles (ou d'en avoir créées de nouvelles dans la société de réception) ainsi que d'avoir des possibilités de développer différents projets en Suisse.

Ce groupe est composé de femmes célibataire, en vue de se marier, récemment mariées⁷⁵ et/ou séparées et planifiant de divorcer pour se marier en Suisse. Ces femmes ont entre 30 et 38 ans (sauf l'une d'elles qui a 59 ans) ; elles habitent en Suisse depuis 6 à 9 ans. Elles proviennent d'une classe sociale moyenne, supérieure et basse. Elles ont un niveau de scolarité élevé (comptable, étudiante en ingénierie et physiothérapeute). Seule l'une d'entre elles travaillait en tant que comptable dans une petite entreprise.

Ces personnes sont venues avec un projet de *départ indéterminé*, d'émancipation familiale et sociale (fuite d'une situation violente dans le cadre du mariage, désir d'être indépendante face à sa famille), désir d'aventures ou de découvertes (mûrir, « découvrir », avoir des projets personnels, prendre ses propres décisions et ne pas faire ce que sa famille lui impose) : *« je viens d'une famille traditionnelle. Ce que j'avais étudié je l'avait fait parce que c'est une tradition familiale d'étudier. Moi, je cherchais mon indépendance »*.

Évolution des projets: Au début, toutes envisageaient de rester en Suisse pour une courte période de 1 à 3 ans (sauf une de ces femmes qui ne voulait pas rentrer dans son pays d'origine : en effet, elle fuyait une situation de violence de la part de son mari). Peu après, le projet indéterminé va prendre différentes formes selon les objectifs : épargner un peu d'argent, se trouver seule face à soi ou simplement travailler beaucoup : *« au début, mon objectif était de travailler, travailler, travailler et envoyer beaucoup d'argent en (...) et construire un grand bâtiment »*.

Toutefois, petit à petit, le séjour se prolonge. À la différence des autres modes de vie, il est difficile d'envisager un retour au pays d'origine (surtout pour ces personnes qui sont venues avec un *projet d'émancipation familiale et sociale*) étant donné qu'un retour pourrait signifier de revenir en arrière et perdre les avantages acquis en Suisse en tant que femme et cela malgré le fait même de considérer le séjour en Suisse comme

⁷⁵ Une de nos interviewées venait de se marier (3 mois avant) et elle possédait à l'heure actuelle un statut légal.

difficile. Pour une personne avec un *projet de découverte* qui adopte une logique économique individuelle, le retour est aussi difficile. Le fait de travailler signifie pouvoir épargner de l'argent, l'envoyer à sa famille, avoir de l'argent pour soi et satisfaire ses besoins et intérêts personnels. En revanche, les attaches au pays d'origines diminuent (sauf vis-à-vis des parents qui sont là-bas) : « *moi, j'aimais beaucoup plus être ici, c'est vrai que ma famille me manquait beaucoup mais pour moi, il s'agissait plutôt d'une question de réussite ou non* ».

Ces femmes affirment clairement vouloir rester en Suisse. Le mariage est bien sûr un élément qui lie fortement la personne. Ces personnes ont la perspective finale de se marier. Pour une raison ou pour autre, le temps de séjour en Suisse se prolonge et le retour est repoussé. Il s'agit d'une relative⁷⁶ installation qui va être assurée par le *mariage* avec un Suisse ou une personne ayant un statut légal. Mais il y a d'autres stratégies, comme par exemple le fait d'essayer d'obtenir un permis d'étudiante ou d'émigrer dans un autre pays d'une manière provisoire pour y obtenir la légalité.

Étant donné que ces femmes voulaient s'installer en Suisse, la sortie vers la légalité se présentait comme prioritaire (pour pouvoir voyager, rendre visite à la famille et pouvoir retourner sans problèmes: « *c'est vrai que quand on est citoyen, on peut sortir du pays...* »). C'est pour cela que si un mariage ne s'était pas concrétisé, ces femmes seraient allées en Italie ou en Angleterre pour y obtenir la légalité puis elles seraient revenues en Suisse : « *je l'avais déjà décidé, j'allais bientôt partir pour l'Italie parce que je voulais bénéficier de l'amnistie pour les illégaux* ».

Dans les deux cas, ces femmes avaient des contacts dans les deux pays sus-mentionnés. Pour l'interviewée la plus âgée (59 ans) le moyen envisagé pour sortir de l'illégalité était l'obtention d'un permis par le biais de sa fille (qui avait acquis la nationalité suisse par un mariage avec un Suisse). Ainsi, lorsque la femme interrogée aura 60 ans, sa fille pourra demander le droit à la réunification familiale. Au demeurant, cette femme avait prévu, une fois obtenu le divorce d'avec son premier mari, de se marier avec un ami suisse.

⁷⁶ Il s'agit bien d'une relative installation dans un statut légal étant donné que le mariage n'assure l'obtention automatique ni de la nationalité suisse ni d'un permis stable. Il se renouvelle d'année en année. Son renouvellement dépend du lien de mariage.

La *logique d'action* peut être différente. Ainsi, le parcours d'une des femmes interviewées était guidé par la logique d'action *intellectuelle*. Dans ce cas, il y a eu une mobilisation des ressources professionnelles dans la société de réception ainsi que la création de nouvelles ressources professionnelles : cours pour pouvoir ensuite travailler comme bénévole : *« je pense qu'on doit toujours essayer d'apprendre quelque chose de nouveau, ne pas rester au même niveau même si on te dit que tu es limitée »*.

Le parcours d'une autre femme était marqué par une combinaison de logiques *intellectuelle* et *adaptative*. Cette femme voulait accomplir un projet personnel (publier un livre) indépendamment du fait de rester au pays de réception ou de rentrer dans le pays d'origine. Puisque le projet de publier un livre est difficile à accomplir en étant en situation irrégulière, l'objectif à long terme était la légalité. Elle voulait profiter de voyager, de connaître différentes choses, d'établir différents contacts, d'épargner un peu d'argent (parce que le séjour n'était pas sûr et qu'un possible renvoi était toujours présent) : *« je veux rester, je ne sais pas encore comment la situation va se présenter bientôt mais je veux profiter ... de toute façon si je rentre au (...), ces contacts vont m'aider dans mon projet de publication du livre »*.

Un troisième exemple est donné par une autre femme qui assume, dans un temps une logique d'épargne rigide pour ensuite évoluer vers une logique d'épargne flexible (où l'important est de vivre dans l'ici tout en envoyant de l'argent à sa mère) : *« au début, tout ce que je gagnais, je l'épargnais, en travaillant sous la modalité nourrie-logée, j'épargnais beaucoup comme ça on peut vraiment épargner parce qu'on ne dépense rien »*. Plus tard, elle affirme : *« je ne suis pas venue pour des raisons économiques, je voulais simplement avoir la santé, un peu de travail et pouvoir satisfaire mes envies : si je vois quelque chose qui me plaît je l'achète, si je veux manger quelque chose, je le fait. Je ne me prive pas, si je vois une amie qui a besoin de quelque chose, je le lui donne. C'est pour cela que je ne peux pas épargner »*.

Investissement :

Dans ce mode de vie, *vers l'installation*, ces femmes utilisent diverses logiques d'action souvent mélangées entre elles: *intellectuelle*, *adaptative* et *d'épargne*. Étant

donné qu'il s'agit de l'installation, l'enjeu consiste à faire une combinaison de différentes logiques afin de réussir l'installation en Suisse.

L'investissement dépend du projet migratoire de départ, de l'évolution de celui-ci et du temps que ces personnes ont envisagé de rester en Suisse. Dès lors, si l'intention était dès le début de ne pas rentrer au pays d'origine, la personne aura commencé à investir toutes ses énergies dans la nouvelle société dès le début (comme c'est le cas d'une femme interviewée qui a tout de suite fait un cours de bénévolat à la Croix Rouge) : *« les bénévoles ne sont pas improvisées, c'est la Croix Rouge qui m'a préparée : j'ai fait 5 cours... tous les bénévoles sont préparées et ils ont aussi la vocation... je fais mon travail avec beaucoup de plaisir ».*

Toutes ces femmes ont commencé à travailler sous la modalité nourrie-logée. Au début, elles n'ont pas eu beaucoup de marge de manœuvre. Alors, elles se sont intéressées à trouver un travail leur permettant d'apprendre, en même temps, la langue. Ainsi, pour quelques personnes, ce type de travail représentait une possibilité d'apprendre petit à petit le français : *« cette dame m'avait acceptée et m'avait dit qu'avec son époux et ses enfants je pouvais apprendre le français », « cette famille m'avait emmenée avec elle à Lausanne et on m'avait dit qu'ils allaient me payer un cours de langue mais en fin de compte ils m'ont menti ».*

En ce sens, l'apprentissage de la langue s'avère important. Il permet d'avoir un meilleur salaire, de réaliser des contacts avec les Suisses, d'avoir d'autres types de renseignements, etc. Pour une raison ou pour une autre, ces personnes s'intéressent et investissent du temps et de l'argent dans l'apprentissage de la langue. D'autres suivent d'ailleurs des cours à l'école Migros, à l'université, des cours commerciaux ou des cours pour les réfugiés politiques, elles ont des amis français et suisses : *« une personne qui parle la langue est beaucoup plus payée qu'une personne qui ne la parle pas ».*

Mais le fait de travailler selon la modalité nourrie-logée peut refléter une logique économique rigide. Ainsi, Laura, en assumant une logique économique rigide, acceptait le travail dans le but d'épargner de l'argent et de retourner bientôt au pays d'origine. Alors qu'elle n'était pas bien traitée, elle est restée 2 ans à ce poste en gagnant un salaire de 1800 fr/mois. Elle a préféré la continuité de ce travail et la stabilité du salaire :

« on me faisait travailler beaucoup dans cette maison, d'autant plus qu'on te considérait comme un chien mais non le chien mangeait beaucoup mieux que moi ».

D'ailleurs, elle accomplissait son rôle de fille en envoyant tous les mois de l'argent à sa mère (500 frs) : *« ma mère était première après c'était moi »*. Au fur et à mesure que le temps passait et qu'elle disposait de plus de ressources, elle s'est posé l'objectif de vivre aussi *en Suisse*. D'ailleurs, si le projet migratoire avait comme but l'indépendance en tant que femme, le fait de vivre selon la modalité nourrie-logée s'est avéré réducteur : *« je venais en quête de liberté et vivre avec quelqu'un signifiait retourner à la situation de dépendance »*.

Travailler en tant que fille au pair ou femme de ménage signifie une perte de statut (surtout pour les personnes qui ont une scolarité élevée et qui ont eu auparavant une femme de ménage dans le pays d'origine). Ceci est très dur et marquant: *« quand on veut te donner un ordre ou te gronder... l'humiliation est terrible ; le pire c'est lorsque cette humiliation vient des personnes qui n'ont pas de formation universitaire, qui sont des ignorantes... »*.

Il est important de remarquer que parmi les femmes menant ce mode de vie, nous avons répertorié d'autres types de travaux. Une d'entre elles a travaillé dans une imprimerie (*« j'ai eu de la chance, ce monsieur m'a appris à utiliser la machine et tout ça et j'étais bien payée »*) durant 2 ans ; après quoi, elle a décidé de quitter ce travail à cause de la pression d'autres personnes (elle avait peur d'être dénoncée). Elle affirme avoir reçu un bon traitement de son patron : *« il m'a traitée comme une personne avec tous ses droits »*.

Une autre femme interviewée a travaillé pendant 4 ans comme femme de ménage puis a commencé à travailler pour la communauté juive (par le biais d'une de ses patronnes -à nouveau nous voyons le rôle important de cette ressource-), rendait visite aux personnes âgées seules, programmant la prise de leurs médicaments et leur menu. Un jour par semaine, elle a travaillé comme bénévole à la Croix Rouge (depuis 8 ans) avec des malades atteints de scléroses en plaques, raison pour laquelle elle a suivi 5 cours afin de se sentir préparée : *« mon travail est très sympathique : je passe une heure et 15 minutes dans chaque maison ... Toutes ces personnes sont assez âgées : la plus jeune a 85 ans et la plus âgée 102 ans »*.

Le travail de volontariat occupe une place importante pour l'une des femmes interviewées. Il convient de souligner que cela lui permet, d'une part, d'apporter quelque chose à la société suisse et, d'autre part, de se sentir acceptée, intégrée et valorisée. Actuellement, nous pouvons dire qu'elles ont construit une routine satisfaisante. Elles ont une vie active et riche au niveau social : *« je mâche la vie, j'aime courir, courir, courir ; j'aime le stress, j'ai besoin de choses différentes, d'expériences différentes, ça c'est mon truc, la routine me tuerait ».*

Ces personnes vont aussi chercher à faire des activités de nature sportive : natation, jogging, sauna, gymnase, bicyclette (*« je me réveillais à 6 h. ou à 5h30 pour faire du jogging »*) ou intellectuelles, culturelles : participer à des conférences (sur la loi migratoire par exemple), à des expositions culturelles, etc. ou à des activités de loisir, comme aller faire du ski (*« j'allais avec mon copain en France, il m'emmenait en voiture »*), voyager en Suisse (*« je me disais, puisque je ne peux pas voyager dans d'autres pays, je vais visiter la Suisse pour pouvoir dire au moins, si un jour je rentre au (...) que j'ai connu tel ou tel canton »*).

Étant donné que le fait de rester en Suisse est certain, ces femmes envisagent des projets à long terme (pour les accomplir en Suisse) : étudier à l'université, voyager, se divorcer et épouser leur ami suisse : *« une fois que j'aurai la légalité, je vais étudier à l'université l'histoire de l'art ... j'ai toujours voulu faire ça ... et je sais qu'il y a une université pour les personnes âgées ».*

Puisque ces personnes ont déjà la base pour obtenir une installation formelle dans la société de réception, le sentiment de sécurité est dominant et il y a de plus en plus de confiance en l'avenir et en l'espace public : *« j'étais illégale mais ce n'était pas mon affaire : j'allais aux fêtes, j'allais dans les restaurants, je marchais, j'allais dans le tram, je croisais la police, je leur disait 'bonjour' sans avoir peur mais quand j'ai subi des contrôles dès que je voyais la police j'avais peur parce qu'après les contrôles on reste un peu avec le trauma... ».*

Parmi les trois personnes ayant ce mode de vie, deux d'entre elles avaient subi des contrôles policiers. Ce qui a supposé des déménagements, l'accentuation durant ces périodes du sentiment de peur (*« la police est partout, maintenant, ils s'habillent en civil »*) et gain d'expérience. La troisième personne n'a pas subi de contrôle policier.

Elle attribue cela à son âge (59 ans) ; selon elle, la police contrôle les jeunes parce que ce serait plutôt les jeunes qui arrivent et non les personnes plus âgées.

Organisation du couple

L'acquisition de davantage de sécurité et de confiance en soi est primordiale pour négocier l'organisation des tâches ménagères à l'intérieur du couple. Ceci est particulièrement important surtout si nous considérons le contexte d'origine de ces femmes où les relations homme/femme sont marquées par le sceau du patriarcat et du machisme -cf. chapitre 1, deuxième partie- (« *Au (...), c'est mon mari qui avait la force, l'argent et le pouvoir et moi, comme femme sud-américaine je devais me soumettre à la volonté de l'époux, du chef de famille, du macho* ») ce qui a d'ailleurs constitué un facteur de départ pour un groupe des femmes -cf. projet indéterminé /d'émancipation familiale et sociale- (« *la seule solution était de m'éloigner, je me sentais toujours très contrôlée, j'avais une liberté très réduite, pas seulement au niveau physique mais au niveau de la tête* »).

Dans le contexte de la migration, un changement visible du rôle féminin traditionnel se produit : les femmes migrantes abandonnent la maison pour assumer le rôle de production. Ceci entraîne une indépendance économique et une certaine autonomie qui peut amener les femmes à une négociation des rôles : « *Je suis devenue quelqu'un d'autre, complètement revalorisée parce que j'étais toujours intelligente, j'avais fait des études mais il y avait ce côté latino-américain. Je ne suis plus une figure décorative, je vis, je prends des décisions, j'ai deux comptes bancaires, j'épargne de l'argent, je le dépense comme je veux, je ne dois demander la permission à personne, j'ai une indépendance totale et mon esprit, mes idées sont plus ouverts* ».

Quoi qu'il en soit, ce passage ne se fait pas du jour au lendemain. Ces femmes ont commencé à vivre avec leurs amis (deux de nationalité suisse et un autre de nationalité espagnole). Le mode de fonctionnement de chaque couple est intéressant. Nous allons les décrire ci-dessous.

Le fait de vivre avec son ami peut poser des problèmes surtout au niveau moral et par rapport à la religion. Une des femmes était encore mariée dans son pays d'origine. Avec

un fort sentiment de culpabilité au début, elle s'est progressivement rendue compte qu'elle était victime des préjugés de l'éducation reçue (influencée par des stéréotypes de genre). Elle habite avec son ami mais elle veille à garder toujours son espace propre et sa liberté. Elle permet à son ami de venir de temps en temps chez elle mais quand elle ressent le besoin d'être seule, elle lui demande d'aller chez lui. Les tâches ménagères sont partagés entre les deux ou bien c'est lui qui s'en occupe : *« nous sommes tous les deux libres : ici il n'y a aucun rôle... en fait, quelquefois, c'est plutôt lui qui prend en charge la maison »*.

Beatriz n'a pas habité avec son ami. Ils se voyaient régulièrement mais elle voulait de lui un engagement sérieux par le mariage. Après le mariage et la naissance de son enfant, elle a continué à travailler. Elle affirme qu'ils travaillent tous les deux. Les tâches ménagères sont distribuées selon leur présence à la maison. Quant à Laura, elle a connu son ami 3 ans après son arrivée en Suisse. Elle est allée habiter avec lui et, depuis, elle a commencé à travailler à l'heure. Son ami travaille à plein temps et c'est elle qui s'occupe des tâches ménagères à la maison, aménagement qu'elle trouve correct.

Sociabilité

Le fait d'avoir constitué un cercle d'amis avec qui elles font des activités diverses est primordial. Le cercle d'amis peut être constitué de personnes latino-américaines, suisses ou d'autres nationalités (espagnols, centro-américaines, etc.). Une autre tendance est d'avoir un cercle d'amis constitué plutôt par des Suisses et où la personne affirme se sentir très à l'aise. Elle s'éloigne parallèlement d'autres personnes qui sont en situation illégale en argumentant que ce sont des personnes jeunes et souvent sans éducation supérieure qui forment ce groupe et elle ne sent pas partager les mêmes intérêts.

Quelques personnes ont souvent souffert de mauvaises expériences de la part de leurs compatriotes. Elles gardent ainsi une attitude de méfiance et de prudence. L'une d'entre elles a subi un contrôle policier à cause d'une dénonciation : *« avant mon ami acceptait tout mais après le contrôle policier il est devenu aussi méfiant et il m'a dit de ne plus emmener personne à la maison »*. Les activités mentionnées par ces femmes sont les

suivantes : aller danser (une fois tous les deux mois), inviter des amies chez elles, faire des soupers, parler et écouter de la musique.

Il est important de compter sur des *ressources* pour pouvoir augmenter le sentiment de confiance. Parmi celles-ci, ces femmes, mentionnent des amis suisses (« amis bien placés ») sachant que la personne se trouve en situation irrégulière. La personne se sent protégée et aidée par ses amis. Les patronnes accomplissent également un rôle important.

Dépression :

Par l'exemple de Laura, nous cherchons à expliquer la phase de dépression que l'immigrée sans-papiers peut traverser. En effet, la sortie vers la légalité par le mariage n'est pas toujours « rose » c'est-à-dire qu'elle ne se fait pas toujours par amour. Mais d'autres enjeux sont importants : le fait de former une famille, d'avoir la sécurité d'un permis, de sortir du célibat à un certain âge, etc.

Son ami travaille dans la construction et fait du nettoyage dans un aéroport : il sort très tôt le matin à 7 h. et il ne revient qu'à 21 h. C'est pour ça qu'elle ne le voit que le soir. Les week-ends, il va faire des achats en France ou de l'équitation. Il va avec ses amis, elle ne l'accompagne pas parce qu'il va avec ses amis (« *tous des hommes* ») : « *Je préfère rester à la maison, je regarde la télé, je lis et je ne fais rien d'autre. Je suis paresseuse peut-être c'est parce que j'ai le complexe d'être grosse, je fais plein de régimes, avant j'étais tellement mince ... être mince c'est la meilleure chose, on ne se fatigue pas, on est toujours en activité mais être grosse c'est l'horreur, tu n'as rien envie de faire* ».

Elle affirme qu'elle aime bien son ami (« ... *mais il ne s'agit pas d'amour* »). Elle affirme qu'elle aimerait avoir un bébé. Ainsi, elle va se marier, elle veut rester en Suisse mais pas aller en Espagne (son ami est espagnol) mais elle n'est pas sûre de son séjour à long terme parce que son ami veut retourner en Espagne. Elle se trouve en quelque sorte dans une période « d'insatisfaction personnelle » (elle se voit grosse, complexée) et elle ne sent pas tout à fait épanouie ; même l'obtention de la légalité est mise en doute : « *j'aurai la légalité, j'espère qu'on n'aura pas de problèmes avec ça parce qu'on dit*

que les personnes qui deviennent légales ne sont pas mieux parce qu'on doit tout payer, tout est légal, tout est argent, argent ».

Ce dernier exemple illustre que les personnes ayant un statut ou en voie de l'obtenir dans le court terme ne sont pas épargnées par les dépressions liées à leur statut actuel : un mariage n'assure pas la « réussite ». Beaucoup de raisons peuvent amener une femme à se marier. La législation ne laisse pas d'autre possibilité qu'un mariage réglé (cf. chapitre 1, deuxième partie). En outre, il convient de soulever l'écart qu'il peut y avoir entre les aspirations et les possibilités de les réaliser effectivement par la disposition et la mobilisation de ressources appropriées. Ainsi, par exemple si nous prenons le cas de Laura qui s'installe en Suisse (qui obtiendra son permis prochainement) et qui affirme avoir une admiration pour les Suisses, son installation ne passe pas par un rapprochement avec les personnes suisses. Son réseau reste limité aux personnes latino-américaines sans-papiers ou à la limite aux amis espagnols de son ami.

Dans ce deuxième chapitre, nous avons traité les différents logiques d'actions de femmes latino-américaines sans-papiers et, à partir de là, la diversité de modes de vie auxquels ces logiques donnent naissance. Trois logiques d'action ont été identifiées : logique d'épargne, logique intellectuelle et logique adaptative. Certes, il s'agit d'une typologie –et, de ce fait, de types idéaux-. Dans les faits, la réalité sociale est bien plus complexe. Ainsi, les femmes passent d'une logique à l'autre selon le période et l'état de vulnérabilité qui entoure leur statut en Suisse.

Quoi qu'il en soit, toutes passent forcément par une logique économique, ce qui veut dire qu'elles sont toutes concernées, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette thèse, par l'enjeu de la survie. Une grande partie passe également par une logique adaptative ce qui veut dire que des connotations diverses –soit économiques, intellectuelles, émotionnelles- selon leur trajectoires migratoires et les possibilités offertes peuvent prendre de l'importance à un moment donné. Par contre, la logique intellectuelle ne semble pas être l'apanage de toutes les personnes, car il faut être en mesure de pouvoir assurer à long terme une certaine capacité financière. Cela semble

plus réalisable dans le cas où les femmes se retrouvent en couple et que l'homme assume d'une manière importante le soutien financier du foyer⁷⁷.

Il nous semble important de soulever ici la problématique des aspirations et de l'adaptation/adéquation des ressources (voire *ressources de qualité*). Un grand écart entre l'un et l'autre pose des limites quant à la réalisation des aspirations et des rêves de ces femmes. C'est justement dans la mesure où ces deux éléments vont ensemble qu'un accomplissement des projets migratoires peut se faire.

Comme nous l'avons vu, il s'agit, dans un premier temps, de faire face à la situation (c'est-à-dire d'assurer la survie et la permanence sur le territoire helvétique) pour reprendre ensuite le projet migratoire et essayer, dans la mesure du possible, de le réaliser. Ces projets se trouvent, dans un premier temps, « endormis » dans la mesure où la survie prend beaucoup d'ampleur et bloque leur mobilisation. Une fois, que les conditions de survie se stabilisent et que les femmes sont en mesure de reproduire des comportements visant la reproduction des conditions de clandestinité -et donc de prolonger leur séjour en tant que sans-papiers-, un espace symbolique se libère et elles sont en mesure de mobiliser, d'actualiser et de reprendre leurs projets migratoires, leurs raisons de partir, leurs rêves initiaux (cf. processus de réflexibilité dans le chapitre 3, quatrième partie).

À cet égard, il nous semble pertinent de reprendre la distinction que Marc-Henry Soulet fait par rapport aux niveaux de but. Selon lui, à un premier niveau, le but est inscrit dans la situation problématique même et le dépassement de celle-ci –voire le fait de *s'en sortir*- (dans notre cas le fait d'assurer la survie et la continuité sur le territoire helvétique en tant que clandestine) et à un deuxième niveau, le but se constitue différemment étant donné que le dépassement de la situation problématique « ... appelle autre chose en même temps qu'il est aussi autre chose pour pouvoir être atteint, d'où la

⁷⁷ Nous avons interviewé une femme qui disposait d'un permis d'étudiante et avait été sans statut légal pendant 3 ans. Même si nous ne l'avons pas retenue dans notre analyse, il convient d'indiquer que son ami suisse est devenu une ressource importante pour se sortir de la clandestinité et pour suivre une logique intellectuelle. Après différentes démarches soutenues par son ami, elle a obtenu un permis d'étudiante. C'est grâce à lui que les gros soucis liés à la survie se sont atténués pour donner place à l'investissement d'une logique intellectuelle.

nécessité de construire un intérêt »⁷⁸. De ce fait, « l'agir est en même temps un moyen d'atteindre un but et une opération de construction d'un but... »⁷⁹

Rappelons nous que les femmes adoptant une logique d'action adaptative sont des femmes qui sont venues au départ avec un projet indéterminé en termes de but migratoire et de durée du séjour. À la base, c'est plutôt des conditions (comme les caractéristiques restrictives d'une société machiste ou le besoin de rupture avec le milieu d'origine) qui ont incité le départ. Ce projet indéterminé comportait deux sous-projets : un projet *d'aventure/de découverte* ainsi qu'un projet *d'émancipation familiale et sociale* (cf. chapitre 1, deuxième partie). Il nous semble donc que, pour ce groupe, la construction d'un deuxième but ou intérêt dépassant le premier (le fait de faire face à la clandestinité) se fasse en cours d'action et concerne le projet de vie actuel. Ceci est aussi en lien avec l'adéquation des ressources dont disposent ces femmes -qui se construisent et s'adaptent en cours de route et dans l'agir même-.

Ainsi, si nous songeons aux personnes qui suivent une logique adaptative, il nous semble que celle-ci illustre le mieux l'état de vulnérabilité qu'implique la clandestinité. En effet, ces femmes soit au niveau de la continuité sur le territoire helvétique soit au niveau de la précarité des conditions de vie n'ont pas beaucoup d'emprise sur ce qui leur arrive. Si nous revenons à notre image des comportements stratégiques et tactiques (cf. conclusion de la deuxième partie), il nous semble que des comportements stratégiques peuvent être conçus dans la reproduction des conditions permettant la permanence sur le territoire helvétique (cf. stratégies visant la similarisation dans les espaces publics à l'ensemble dominant).

Par contre, pour ce qui est de la réalisation des projets migratoires, nous pouvons constater que les femmes avec un projet migratoire indéterminé adoptent tout particulièrement des comportements d'expérimentation et d'essai face aux différentes possibilités qui se présentent, et, selon ce qui en résulte, adoptent diverses perspectives (économique, intellectuelle et/ou émotionnelle). Quoi qu'il en soit, la tendance que nous

⁷⁸ SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *Agir en situation de vulnérabilité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 35.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 35.

avons identifiée est celle de l'installation. Ces femmes toutefois n'ont aucune emprise et aucun pouvoir de décision à ce niveau-là.

Pour les autres groupes de femmes (pour qui les projets migratoires sont plus clairs - cf. logique économique, logique intellectuelle-), celles qui ont un projet économique commencent à accomplir leur projet petit à petit dans la mesure où elles ont des travaux fixes, malgré les difficultés, l'état de vulnérabilité et le risque d'être renvoyées à n'importe quel moment. Pour un groupe de femmes (celles ayant un projet intellectuel) la réalisation du projet dépasse l'épargne dans la mesure où cela implique d'une manière plus évidente la disposition de ressources de qualité (c'est-à-dire proche de la légalité).

Conclusion de la troisième partie

La logique qui a suivi la rédaction de cette troisième partie a été la suivante : tout d'abord, nous avons voulu comprendre la manière dont les femmes latino-américaines sans-papiers font face à la clandestinité et créent des modes de vie ayant comme but, d'une part, la reproduction de conditions de clandestinité (et donc la prolongation de leur séjour en tant que personnes sans-papiers) et, d'autre part, leur permettant la réalisation de leur projet migratoire dans un cadre de *confiance* et de *normalité*.

Nous sommes donc, dans le premier chapitre, entrés dans le monde de la clandestinité pour expliquer son fonctionnement et comprendre comment les femmes s'y adaptent/ insèrent et/ou s'y intègrent. L'existence de ce monde ou de cette structure propre à la clandestinité permet l'introduction de la nouvelle arrivante dans la clandestinité et son initiation aux nouvelles pratiques, comportements et règles qu'elle doit reproduire à son tour, jour après jour afin de prolonger son séjour malgré sa condition de sans-papiers. Au fur et à mesure que la personne se sent plus à l'aise dans l'*art de vivre* dans la clandestinité, elle pourra se débrouiller plus facilement en Suisse.

Toutefois, la clandestinité (renvoyant un message stigmatisant, limitative et contraignante) représente le contraire de la normalité ou de la vie « normale ». Un processus d'éloignement par rapport aux éléments de la clandestinité -c'est précisément parce que les femmes latino-américaines sans-papiers connaissent le monde de la clandestinité et la façon de s'y débrouiller qu'elles peuvent s'en éloigner- est possible à travers la mobilisation de ressources de *qualité* (c'est-à-dire leur permettant réellement de s'approcher de la légalité et tout ce qui est opposé à la clandestinité, à la peur, aux contraintes). Parmi ces éléments, propres au monde de la clandestinité et à l'invisibilité mais indispensables pour pouvoir interagir avec le monde visible, figurent les stratégies qu'elles mettent en place afin de résister, de faire face à la clandestinité et de prolonger leur séjour en tant que sans-papiers.

De ce fait, c'est la mobilisation des ressources et la qualité de celles-ci qui déterminent en quelque sorte le vécu de ces femmes et les différentes manières de faire face à la clandestinité, ce qui a été l'objet du deuxième chapitre. L'organisation d'un

mode de vie adapté à la clandestinité s'avère indispensable non seulement pour prolonger le séjour en tant que femme sans-papiers mais aussi pour reprendre le projet migratoire. Voici le témoignage d'une femme qui doit s'organiser au niveau familial pour vivre en Suisse sans-papiers : « *Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu de problèmes, je pense, premièrement, grâce à l'aide de Dieu. Deuxièmement, on essaie d'organiser des activités ensemble ; il y a toujours une communication entre époux-épouse, parents- enfants. Troisièmement, la chance d'avoir appris facilement la langue. Et notre formation nous a aussi aidés: on est des personnes ayant fait des études supérieures. Et l'âge, l'expérience de vie* ».

Nous avons donc analysé les différentes logiques d'action des femmes latino-américaines sans-papiers en considérant les critères de valeur sous-jacents dans leurs projets migratoires, la temporalité et les ressources. La mise en évidence de ces logiques d'action -logique d'épargne, logique intellectuelle et logique adaptative- a permis la création d'une typologie selon les différents modes de vie dans la clandestinité qui prennent d'ailleurs en considération les caractéristiques socio-démographiques de ces femmes.

Cette pluralité de modes de vie suppose l'organisation et l'aménagement de la vie quotidienne, autrement dit, cela suppose pour l'immigrée sans-papiers de construire de nouveaux repères, soit des schémas connus, en des lieux connus et sur des tempos connus⁸⁰. Il s'agit, d'une certaine manière, d'une « routine routinisée » qui, selon Claude Javeau, doit être comprise comme les manières habituelles de se comporter, intégrées dans un ensemble de comportements devenant habituels ou typiques⁸¹. Parmi ces routines quotidiennes, il y a des *rituels* et des *microrituels* qui attribuent un sens, une signification profonde à des activités répétitives (souvent banalisées) et contribuent ainsi à sacraliser en quelque sorte la vie quotidienne⁸². Claude Javeau affirme : « ...Les petits gestes parfois accomplis sans qu'on y accorde beaucoup d'importance ne sont pas

⁸⁰ JAVEAU C., *Prendre le futile au sérieux. Microsociologie des rituels de vie courante*, Paris, Éditions du CERF, 1998, p. 28.

⁸¹ Cf. *Ibid.*, p. 36.

⁸² Dans ce sens, Christian Lalive d'Épinay affirme que "Si l'on veut suivre la piste qui consiste à ne pas réduire la sociologie de la vie quotidienne à une sociologie de la banalité ou du routinier mais à y voir une sociologie des dialectiques vécues et agies du routinier et de l'événement, alors l'effort de conceptualisation peut être prolongé par une réflexion sur les *types de dialectiques entre routine et événement*, qui seront des *processus types*". LALIVE D'EPINAY C., *op. cit.*, p. 202.

condamnés à la facticité superficielle des automatismes : leur (micro-) ritualisation les introduit dans le règne du sens »⁸³.

Il a donc fallu, pour les femmes latino-américaines sans-papiers, construire de nouveaux repères, de nouvelles routines, de nouvelles références, de nouveaux microrituels, etc. Ceci est important pour organiser le temps et « maîtriser » l'incertitude à travers la production d'un cadre stabilisateur de routines. Mais ces routines sont alimentées par de petits aboutissements du projet migratoire qui donnent du sens : ainsi, le fait de pouvoir faire un transfert d'argent à la fin du mois, d'entendre des nouvelles de la réussite de leurs enfants, de voir toute la famille réunie, de pouvoir réaliser un petit voyage, d'aller écouter un concert, etc., deviennent des rituels qui donnent du sens à leur vie quotidienne. Il s'agit de s'approprier son temps, de l'organiser, de lui conférer un contenu et des significations.

Il convient de rappeler que la *routine* (comme ces femmes la décrivent) a supposé précisément une *construction*, une *invention* (à maîtriser les techniques pour savoir faire un bon travail en tant qu'employée domestique et de ce fait, gagner d'une manière indirecte la confiance de leur patronnes par exemple). Il est vrai que, dans le cadre de la vie quotidienne, il y a toute une gamme de faits et gestes qui vont de soi et que les acteurs réalisent sans y penser (d'où la synonymie quotidienneté/banalité). Toutefois, il convient de rappeler, comme le propose Christian Lalive d'Épinay, que les banalités du quotidien ne l'ont pas toujours été, et qu'elles le sont devenues ainsi précisément par les pratiques des hommes⁸⁴.

Dans cette perspective, Bernard Conein, en se basant sur les résultats de différentes théories de l'expertise, affirme que les routines sont l'apanage des experts tandis que le fait de suivre des règles est propre aux novices. Le premier a dû faire un travail d'apprentissage cognitif et physique (pour obtenir qu'une activité complexe devienne routinière) et le dernier suit une instruction qui implique le fait de faire un double passage : la compréhension de l'instruction et la mise en exécution du mouvement approprié⁸⁵. Les femmes interviewées ont dû / doivent suivre ce chemin de passage du

⁸³ JAVEAU C., *op. cit.*, p. 41.

⁸⁴ Cf. LALIVE D'EPINAY C., *op. cit.*, p. 195.

⁸⁵ Cf. CONEIN B., *loc. cit.*, pp. 482- 483.

novice (suivre des règles) à expert (apprentissage cognitif et physique) et apprivoiser, dans la mesure du possible, les limites et contraintes du nouveau cadre de la clandestinité et en tirer les avantages afin de pouvoir accomplir leurs projets migratoires.

En résumé, le chemin vers la *normalisation* (soit le fait d'« *avoir une vie ici* ») implique la naissance et la construction d'un sentiment de *confiance* pour lequel l'adaptation/création et l'utilisation de différents types de ressources est important. Cette confiance s'exprime par le fait de mener une vie *normale* (avoir des *routines* comme prendre le bus, le tram, aller travailler, rentrer chez soi, faire des achats, avoir des amis, etc.) sans que « rien » ne se produise. De même, cette affirmation suppose aussi un travail de reconstruction identitaire -et de réorganisation des lignes biographiques- afin que ces femmes trouvent des sources de valorisation à partir d'autres identités que celle d'immigrée sans-papiers et puissent s'affirmer comme sujet. Ce sera l'objet de la quatrième partie de notre thèse.

Quatrième Partie

Identité en résistance

Le nouveau contexte impose aux femmes latino-américaines de nouveaux comportements, de nouvelles règles à suivre, de nouveaux codes sociaux, une nouvelle langue, etc. Ces femmes doivent atteindre un niveau minimal d'*adaptation* pour être tolérées dans le nouveau pays -ce qui est une exigence pour n'importe quelle immigrée. Dans cette perspective, elles se trouveront face au défi de « s'homogénéiser et se différencier » ; autrement dit, de se confondre avec les autres pour ne pas être perçues comme marginales ou « différentes » et de se différencier pour continuer à être « elles-mêmes » et pour garder la cohérence du sentiment d'être identique à soi-même : « Au sens strict, l'identité d'un individu est ce qui fait que cet individu demeure identique à lui-même dans l'espace et le temps. L'unité de soi et sa permanence sont ainsi les deux composantes majeures de l'identité (...) »¹. Or, comment cela peut-il se faire dans un contexte où le regard d'autrui impose une identité homogène, celle de la *femme sans-papiers* ?

Ce minimum d'homogénéisation, demandé à n'importe quel migrant, est ressenti de manière symboliquement violente par la femme sans-papiers étant donné l'enjeu de la migration clandestine. D'un côté, ces femmes cherchent à s'homogénéiser le plus possible dans les différents espaces sociaux afin de ne pas se faire remarquer et assurer ainsi la prolongation de leur séjour en tant que personne sans-papiers (cf. chapitre 1, troisième partie) : « *je m'ajuste, j'essaie de vivre dans ce cadre ; comme il est permis* », « *si nous sommes de ceux qui ont décidé d'émigrer, il faut qu'on se donne des contraintes, qu'on se limite, on ne peut pas faire la même chose dans un autre pays moins encore si on n'a pas de papiers* ».

D'un autre côté, le fait de ne pas avoir de papiers implique des sentiments de *honte* et de *souffrance sociale* (cf. chapitre 2, deuxième partie) ; le fait d'être d'*inexistant* est une

¹ CODOL J.P., *Semblables et différents : recherches sur la quête de la similitude et de la différenciation sociale*, Lille, Éditions Université de Lille III Atelier national de reproduction des thèses, 1984, p. 450.

atteinte directe au sentiment d'identité. Ainsi, l'immigrée ne perd pas seulement les rôles qu'elle exerçait dans sa communauté d'origine et pour lesquels elle avait une reconnaissance sociale en tant que membre d'un groupe familial (mère, fille, sœur, etc.), d'un groupe professionnel, d'un groupe d'amis, d'un groupe d'activité politique ou d'engagement, elle voit aussi son passé et sa biographie effacés, ses projets invalidés et elle voit des images identitaires négatives lui être attribuées. Elle doit donc élaborer un processus de reconstruction identitaire.

L'assignation du statut de « sans-papiers » lui désigne une « non place », qui, malgré tout, est occupée mais qui reste illégitime aux yeux des autres. Or, cette assignation n'est pas gratuite mais relève des relations de pouvoir inégalitaires entre les groupes. Le groupe dominant a la force et la légitimité pour définir des catégorisations sociales (groupe minoritaire, groupe d'étrangers, groupe d'étrangers sans-papiers), pour mobiliser certains discours et pour imposer un modèle de « légitimité ». De ce fait, pour les femmes latino-américaines sans-papiers se faire une place en Suisse passe, d'une certaine manière, par le fait de se rendre compte de leur illégitimité quant à leur présence sur le territoire helvétique. Cela veut dire que certaines femmes, dans le but de se faire une place en Suisse, passent par une certaine adoption du discours dominant quant à l'illégitimité de leur groupe d'appartenance pour le contester partiellement ou pour l'assumer complètement. D'autres passent par une certaine assimilation au corps social dominant pour gagner la légitimité dominante et, de ce fait, avoir une place en Suisse. Nous allons traiter de ces aspects dans le *premier chapitre* de cette partie.

Ces femmes doivent donc, dans les limites tracées par ce statut, *construire leur place* de façon paradoxale. Ceci implique également de faire un travail de reconstruction identitaire, autrement dit de reconstituer aux yeux des autres -et de revendiquer face à l'altérité- le fait d'avoir une identité normale. Ces femmes doivent ainsi restaurer une unité de sens à laquelle elles s'identifient pour regagner l'impression de cohérence et de stabilité de leur identité et s'auto-attribuer une valeur minimale attachée à l'image de soi². Il est donc important pour ces femmes de voir leur *identité en continuité*. C'est

² Carmel Camilleri affirme que les deux grands défis auxquels les individus sont prioritairement sensibles en situation de morcellement culturel, sont les atteintes à leur unité de sens et à la valeur qu'ils s'attribuent. CAMILLERI C., "Identité et gestion de la disparité culturelle : essai d'une typologie" in CAMILLERI C. & alli, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990, pp. 87-88.

dans cette mesure que leurs projets migratoires prennent toute leur importance parce qu'ils servent de repères tant pour se situer par rapport au passé que pour donner du sens au présent et se projeter dans le futur.

La revalorisation passe par le fait d'avoir une image adéquate à ses propres yeux et aux yeux des autres. Ce que chacun cherche est une *reconnaissance sociale* qui le valorise. Or, le fait de se voir attribuer un statut de personne sans-papiers est motif de soupçon et de méfiance. Le regard social dominant est fortement invalidant et dévalorisant. Il s'agit donc, pour le sujet, de répondre et de faire face à l'assignation d'une identité négative en contestant sa nouvelle image, en la négociant ou en l'acceptant. Ceci implique le fait que ces femmes peuvent se référer à d'autres systèmes de référence que celui du pays de réception.

Tout d'abord, les femmes sans-papiers vont contourner l'image négative qui leur est renvoyée par leur manque de statut légal, puis en donnant de l'importance à d'autres lignes biographiques, elles vont essayer de rééquilibrer leur identité. Ces femmes ne vont pas laisser la clandestinité les marquer de manière définitive. Elles vont au contraire relativiser son importance et donner de l'importance à d'autres lignes biographiques (comme le fait d'être mère, d'être une femme avec une certaine expérience de vie, d'être la fille aînée de la famille). Ainsi, la clandestinité ne va pas être le trait identitaire le plus important mais d'autres lignes occuperont plus de place dans la construction de leur identité au sein de ce nouveau contexte. De nouvelles légitimités s'imposeront et viendront prendre le dessus.

Comme nous venons de l'évoquer, la reconstruction de leur identité reprend des éléments des projets migratoires et des éléments ayant déjà une certaine importance dans le pays d'origine. De cette manière, ces femmes, en reprenant les éléments de leurs identités « passées » et en les réintégrant aux nouveaux éléments, arrivent à avoir un sentiment d'unité et de permanence de leur identité. Le processus de reconstruction identitaire de ces femmes sera donc l'objet de notre *deuxième chapitre*.

Carmel Camilleri et alii³ parlent des deux fonctions essentielles de l'identité à savoir, la fonction intégratrice et la fonction adaptative. La confrontation avec un

³ CAMILLERI C. & alli, *op. cit.* p. 214.

environnement complexe et instable peut générer un sentiment de rupture, d'incohérence, d'éclatement, d'agression qui va mettre en cause la permanence de l'individu et son unicité ; les stratégies mises en place dans cette situation visent à retrouver une « identité synthétique ». Par contre, lorsque l'individu a des comportements visant à s'adapter à une situation relationnelle (à des niveaux parfois très profonds), il met en place une identité « syncrétique » qui vise à trouver une « place » psychologique et sociale admissible pour lui, que les autres vont confirmer ou rejeter.

Le fils conducteur qui a guidé cette thèse était notre intérêt pour comprendre l'expérience migratoire de femmes latino-américaines sans-papiers en Suisse autrement dit, nous avons voulu comprendre comment elles arrivent à avoir une vie de tous les jours, une *vie normale* tout en vivant sur le territoire suisse *sans avoir un statut légal* reconnu.

En partant d'un cadre contextuel plus large, nous nous sommes concentrées dans la dimension de l'*agir* de l'actrice sociale. De ce fait, nous avons fait une décomposition analytique de notre problématique. À ce stade, dans le *troisième chapitre* -par un moment récapitulatif et de rassemblement théorique des éléments d'analyse développés au cours de parties précédentes de cette thèse- nous élaborons un modèle qui explique le passage que font ces femmes - soit sur le plan identitaire soit sur le plan de la vie en Suisse- de « *ce n'est pas une vie* » à « *j'ai une vie normale* ».

Chapitre 1

Semblable mais différente

Selon Pierre Tap, l'identité est la résultante d'une dynamique de deux processus contraires et indissociables. D'une part, *l'identification* est définie comme le processus par lequel l'individu devient conforme à autrui (rôles, normes, valeurs). D'autre part, *l'identisation* permet à l'individu de se différencier d'autrui. C'est ainsi que l'identité se construit à partir de ce processus en constante interaction entre la différenciation et la conformité aux autres⁴. L'identité résulte ainsi de relations complexes qui se tissent entre la définition extérieure de soi et la perception intérieure, entre l'objectif et le subjectif, entre soi et autrui, entre le social et le personnel⁵.

Il est donc tout à fait pertinent de parler d'une *identité pour soi* et d'une *identité pour autrui*. Selon Jean-Paul Codol, le sentiment que chacun a de son identité personnelle (la conscience de son unicité, de sa permanence dans le temps, de sa cohérence interne, etc.) n'est suffisant que dans la mesure où il est reconnu socialement. Le sentiment d'une certaine identité personnelle est complémentaire au désir de voir cette identité reconnue socialement. Ainsi, l'individu va adopter des comportements qui le valorisent (en accentuant la positivité de ses caractéristiques ou en masquant ses défauts) non seulement à ses propres yeux, mais également aux yeux de son entourage. Les rapports interpersonnels apparaissent, dans cette perspective, comme des rapports par lesquels les individus cherchent à se faire valoir aux yeux d'autrui : chaque personne veut avoir le sentiment d'être socialement significative et digne d'intérêt⁶.

C'est ainsi que l'individu cherchera, en adoptant différents comportements, des conséquences psychologiquement gratifiantes pour lui. Selon ce même chercheur, la *similitude* (invisibilité sociale) et la *différenciation* (visibilité sociale) visent donc le fait d'avoir une valorisation positive de soi à ses yeux et aux yeux des autres. Un individu recherche dans toute situation sociale ce qui lui paraît désirable; dans les situations où la

⁴ Cf. TAP P., "L'identification est-elle une aliénation de l'identité" in TAP P. (éd.), *Production et affirmation de l'identité*, volume I, Toulouse, Éditions Privat, 1980, p. 237.

⁵ LIPIANSKY E., "Identité subjective et interaction" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 174.

⁶ Cf. CODOL J.P., *op. cit.*, p. 427, p. 461 et pp. 470-474.

similitude est perçue comme désirable, c'est la similitude qu'il recherche ; si, au contraire, la dissimilitude lui semble désirable, c'est cette dernière qu'il va rechercher. Toutefois, une grande similitude à autrui, dans certaines conditions, peut être ressentie comme insatisfaisante étant donné que le sentiment de singularité personnelle peut être remis en question. Dans ces conditions (sentiment de menace à la singularité), des comportements différenciateurs apparaissent. Une autre situation propice à l'apparition de comportements différenciateurs est la situation où un état de singularité est socialement reconnu (comme par exemple le fait d'être président d'un pays). Dans ce cas-là, les individus éprouvent particulièrement le besoin de justifier leur position et adoptent donc des comportements différenciateurs⁷.

Dans le cas des femmes latino-américaines sans-papiers, cette différenciation est en principe niée. Cependant, la singularité trouvera des moments d'expression malgré les limites. Il s'agit d'identifier la dynamique similarité-différenciation imposée par le statut « d'immigrée sans-papiers » et par le contexte. Mais ceci implique le fait d'identifier les groupes d'appartenances et de références de ces femmes. Le voulant ou non, ces femmes font partie du groupe des sans-papiers et elles doivent, de ce fait, combattre les images négatives attribuées à ce groupe -images qui retombent sur elles-.

Nous arrivons ainsi au concept d'*identité sociale*. Selon Jean-Paul Codol, il y a deux formes d'identification sociale qui définissent l'identité sociale de l'individu : l'une est le résultat d'une activité cognitive selon laquelle l'individu s'attribue des caractéristiques des groupes auxquels il appartient ; l'autre, tout en étant une activité extérieure à l'individu, concerne la perception des caractéristiques qui lui sont assignées par son entourage du fait de ses appartenances à des groupes ou catégories. Jean-Paul Codol indique également que les rapports entre ces deux formes d'identification sociale n'ont pas nécessairement le même contenu. Il s'avère que les catégories sociales à partir desquelles l'individu se définit diffèrent de celles qu'utilise son entourage pour le définir⁸.

Ainsi, les images sociales d'une personne se construisent à partir de la perception qu'a son entourage, à la fois des comportements de cette personne et de son

⁷ Cf. CODOL J.P., *op. cit.*, pp. 65-165 et p. 239.

⁸ Cf. *Ibid.*, p. 456.

appartenance à des groupes ou catégories. Il en résulte que l'adoption par un individu d'un comportement, comme son appartenance à des groupes, sont en partie déterminées par l'image de lui-même que l'individu veut envoyer aux autres⁹. Or, la situation acquiert des connotations différentes lorsque nous situons le rapport intergroupes dans un contexte où il existe un rapport inégalitaire de forces qui stigmatise des populations minoritaires, ce qui est le cas des femmes sans-papiers et du groupe social dominant.

Ainsi, dans ce chapitre, nous allons analyser le cadre des relations inégalitaires entre groupe dominant et groupe dominé (les sans-papiers) et la manière dont le premier impose un modèle de légitimité -en attribuant aux sans-papiers une identité négative et une non place ou une place occupée illégitimement par ces derniers- et la façon dont ce deuxième groupe agit -ne serait-ce que de manière individuelle- face à cette imposition identitaire. Cela implique que les femmes latino-américaines ne résidant pas légalement en Suisse se voient comme faisant partie du groupe des clandestins et des illégaux et, de ce fait, possèdent une identité homogène.

Nous allons voir, d'une part, les différentes stratégies que ces femmes mettent en place face à l'intériorisation et/ou à l'influence du regard d'autrui méprisant (soit à travers l'adoption minimale ou maximale du discours dominant, soit au niveau de la production de comportements suisses) et d'autre part, la manière dont ces femmes (toujours dans ce cadre caractérisé par des rapports inégalitaires de force où la légitimité est détenue par le groupe dominant) essaient de résister à une homogénéisation et/ou une assimilation à la société suisse.

1. 1. Minorités et regard d'autrui

Comme nous l'avons vu, l'identité est fortement marquée par le regard d'autrui. Or, la négociation des identités avec l'altérité se fait dans un contexte où différents rapports sociaux définissent les statuts relatifs des uns et des autres. C'est ainsi que l'appartenance à un groupe national ou ethnique, le statut socioprofessionnel,

⁹ Cf. CODOL J.P., *op. cit.*, p. 454.

l'instruction, le sexe, la religion, les convictions idéologiques sont, entre autres, des catégorisations qui définissent et situent les acteurs les uns par rapport aux autres¹⁰.

Selon Isabelle Taboada-Leonetti¹¹, les groupes se trouvent dans un système de dépendance réciproque (dans la réalité concrète ou au niveau symbolique), ce qui est souvent marqué par une relation asymétrique. Ce classement du monde en différentes catégories se définit dans un rapport de force dans lequel le groupe dominant a le pouvoir et la légitimité de définir les critères de ce classement. Des relations de pouvoir vont alors se refléter dans ce rapport d'interdépendance entre groupes et les dominants vont détenir leur position de domination par l'existence même de ces autres groupes : c'est leur regard qui, d'une certaine manière, constitue le groupe majoritaire et qui assigne les frontières (juridiques, territoriales, symboliques garantissant leur préservation et leur hégémonie) entre dominants et dominés et attribue au groupe minoritaire les contours de leur identité ethnique.

En conséquence, selon cette même chercheuse, les minorités et les identités minoritaires sont produites en partie par le regard de l'Autre (majoritaire) ainsi que dans le cadre des relations établies entre majoritaires et minoritaires¹². La production de minorités sociales (comme celles d'étrangère, d'immigrée, d'immigrée illégale) se situe majoritairement dans des rapports sociaux de domination. Voyons à cet égard ce qu'une femme interviewée nous dit : *« ils ont le droit de me renvoyer parce que je suis une immigrée qui est seulement venue pour trois mois, mais j'y suis restée plus de trois mois ; ils ont raison, la loi c'est comme ça, je ne peux pas les critiquer »*.

Ainsi, tel que le témoignage ci-dessus le laisse entendre, la domination et l'assignation identitaire d'un groupe minoritaire doit être légitimée. Le point de vue sociologique met l'accent sur la stratification sociale fondée sur les inégalités de richesse, de pouvoir et de statut entre groupes sociaux. Ainsi, les groupes dominants de la plupart des sociétés légitiment le système de stratification par une idéologie qui

¹⁰ TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 53.

¹¹ Cf. *Ibid.*, pp. 58-61.

¹² *Ibid.*, p. 60.

justifie la situation d'inégalité les avantageant¹³. De ce fait, la légitimité que détient le groupe dominant est aussi relevée par les femmes interviewées qui parlent des critères relatifs à la richesse et au développement économique de la Suisse (« *C'est parce qu'ils sont comme ça que ce pays marche...ils savent comment ils font les choses* »), à la notion de nation et de citoyenneté (« *c'est moi qui dois m'adapter à eux, c'est moi qui suis venue dans le pays et dois me soumettre à ses règles. Il n'est pas question de les changer* ») ou encore à une intériorisation d'infériorité (« *ils sont dans leur pays et ils sont dans une situation supérieure à la mienne* »).

La psychologie sociale nous propose la théorie de l'équité comme manière d'expliquer la légitimation du groupe dominant sur les dominés. Selon cette théorie, les individus cherchent à atteindre une certaine justice dans leurs relations avec autrui et se sentent mal à l'aise lorsqu'ils sont confrontés à l'injustice sociale. L'évaluation de la justice d'une situation donnée se fait en considérant les contributions des individus (i.e. les efforts, le temps, les compétences, les habiletés) pour atteindre leurs buts et les résultats obtenus suite à ces contributions (i.e. la rémunération, qualité de vie, pouvoir et prestige social). Une relation intergroupe est perçue comme équitable et juste lorsque le rapport contribution/résultat de l'endogroupe est jugé équivalent au rapport contribution/résultat de l'exogroupe¹⁴.

C'est ainsi que la Suisse représente, aux yeux des immigrées, le « progrès économique », « le développement », « des opportunités diverses » et, entre autres, « la possibilité de s'en sortir ». En comparant ces aspects avec le pays d'origine, un grand déséquilibre apparaît, ce qui fait que ces femmes attribuent une position de légitimité à la Suisse et à sa politique gouvernementale. À cet égard voyons l'extrait de témoignage suivant : « *ça me plaît que la Suisse soit un pays correct, avec des règles parce que quand il y a du désordre chaque personne fait ce qu'elle veut et à la fin, c'est celui qui a plus de pouvoir qui a beaucoup plus et cela n'est pas juste. Tandis qu'ici pour les gens qui sont légaux, pour les Européens, tous sont égaux. Il n'y a personne qui dit 'j'ai plus*

¹³ Voir Richard Y. Bourhis & alii qui illustrent leurs propos à l'aide de différentes études. BOURHIS R. & alii, "Discrimination et relations intergroupes" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Éditions Mardaga, 1994. p. 169.

¹⁴ *Ibid.*, pp. 185-186.

ou j'ai moins' parce que chacun fait des efforts. Là-bas, même si on fait d'efforts, on n'a jamais rien ; la personne qui a plus de pouvoir aura plus ».

Ces femmes expriment ainsi des sentiments d'admiration ; dans tous leurs discours, il y a les aspects contextuels du pays de réception qui sont appréciés et qui constituent des facteurs d'attraction et de comparaison avec leur pays d'origine (cf. chapitre 2, deuxième partie). Elles attribuent les « bonnes choses » de la Suisse (plus d'égalité, plus de droits sociaux, meilleure qualité de vie, etc.) à l'existence d'une politique correcte et ferme : *« j'aime le système de vie d'ici : il y a des occasions pour tout le monde, il y a des possibilités d'améliorer, de changer de vie ».*

Selon Richard Bourhis et alii¹⁵, au fur et à mesure que les groupes défavorisés (souvent dépourvus de ressources et de pouvoir) intériorisent et acceptent les déformations cognitives véhiculées par les membres du groupe avantagé, ils finissent par croire que leur situation désavantageuse est méritée et que la relation intergroupe est équitable et légitime. Les groupes défavorisés minimisent l'ampleur des contributions de leur endogroupe (manque d'habileté, de formation et de compétences) et exagèrent celles du groupe avantagé (« ils sont plus intelligents, éduqués et compétents que nous ») : *« je crois qu'ils sont merveilleux, leur culture me fascine. Par exemple, l'autre fois, j'ai vu un accident terrible : deux voitures se sont heurtées et les deux conducteurs sont descendus de leur voiture, se sont donné la main et ont appelé la police. J'étais vraiment étonnée. Si cela s'était passé dans mon pays, les conducteurs auraient commencé à se disputer ».*

Tout cela permet au groupe avantagé de légitimer la discrimination et l'injustice sociale qui en résulte. Tel que Richard Bourhis & alii l'affirment, en invoquant ces stéréotypes (suivant lesquels les minorités sont désavantagées parce qu'elles sont composées de gens paresseux, mal formés ou peu motivés au travail ou à l'effort), les

¹⁵ BOURHIS R. & alii, "Discrimination et relations intergroupes" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *op. cit.*, p. 187. Ces auteurs en s'inspirant des études de Brown (1986) et Tajfel (1984) affirment : "La théorie de la privation relative rejoint et complète la théorie de l'équité. Les deux théories soulignent l'importance des processus de déformation cognitive nous permettant de mieux saisir pourquoi des groupes désavantagés ne se mobilisent pas nécessairement pour contrer la discrimination et améliorer leur sort. De plus, ces deux théories illustrent les processus nécessaires pour que les individus en viennent à percevoir qu'une relation intergroupe injuste, illégitime et susceptible d'être changée. C'est à cet égard, que les théories de l'équité et de la privation relative complètent la théorie de l'identité sociale puisque cette dernière ne précise pas clairement le processus par lequel les individus en viennent à percevoir qu'une relation intergroupe est illégitime et instable". *Ibid.*, p. 188.

groupes dominants parviennent à légitimer leur comportement discriminatoire envers les groupes désavantagés. Cette légitimation de la situation diminue le désir des groupes défavorisés d'entreprendre les actions collectives nécessaires à l'amélioration de leur situation¹⁶ : *« j'aime ce pays parce que les gens ici sont très indépendants. J'aime la façon dont les gens vivent ici, cela me fascine, j'aimerais que cela existe en Amérique latine ».*

La relation entre le groupe dominant et l'immigrée sans-papiers ne remet pas en question l'ordre établi. Au contraire, la légitimation de la position du groupe dominant est très forte ; les femmes sans-papiers « reconnaissent » cette « supériorité » tout en attribuant des caractéristiques positives à la Suisse et au système suisse (ordonné, correct, sérieux, fiable, etc.) et en mettant en contraste les caractéristiques de leurs compatriotes et de leur pays d'origine (désordonné, corrompu, profiteuse, inspirant la méfiance, etc.) : *« je dis toujours à mon ami de demander la nationalité suisse parce qu'ici il a tout : travail, assurance, etc. mais il ne veut pas, il aime l'Espagne. Moi, je vois l'Espagne comme l'Amérique latine : ce n'est pas un pays ordonné, ça ne fonctionne pas comme en Suisse, les gens ne sont pas honnêtes, ils sont hypocrites, non, je préfère la Suisse parce que les gens sont différents ».*

Dans ce cadre, il est tout à fait compréhensible que la personne exprime une certaine reconnaissance relative au fait de pouvoir rester dans le pays de réception et d'être, malgré tout, « tolérée ». Cette reconnaissance provient du fait de comparer la situation actuelle avec celle du pays d'origine. Même dans le pays d'origine (où ces femmes étaient citoyennes), elles ne pouvaient rien attendre de la part de l'État (cf. chapitre 1, deuxième partie), elles se demandent donc les raisons pour lesquelles elles devraient critiquer l'attitude de la Suisse vis-à-vis des étrangers. Au contraire, le seul fait de pouvoir y rester (même si elles n'en ont pas le droit) et d'y accomplir leurs projets est déjà un motif de remerciement : *« j'aime la Suisse, grâce à ce pays... je n'ai jamais eu des problèmes avec les Suisses, ce que j'ai vécu ici n'est pas leur faute, par contre ils m'ont aidé ... »*, *« j'aime ce pays, j'aime la propreté, l'organisation, cela me fascine ».*

¹⁶ BOURHIS R. & alii, "Discrimination et relations intergroupes" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *op. cit.*, p. 187.

D'ailleurs, la position de supériorité du groupe dominant amène les sujets à percevoir et à juger les membres du groupe minoritaire de manière homogène ; et parallèlement, le groupe majoritaire se considère de manière différenciée (personnalisation)¹⁷. Il en résulte des individus qui, d'un côté, conçoivent chaque personne comme étant unique, ou tout au moins qui ne se perçoivent pas comme appartenant à une catégorie (le groupe possesseur du pouvoir matériel et symbolique), de l'autre, qui sont conçus comme faisant partie d'un tout et n'ayant pas de caractéristiques personnelles (les « sans-papiers » par exemple). Le discours de la presse actuelle¹⁸, à travers son langage, assigne à chacun sa place en définissant l'individu et le situant par rapport à l'autre. Dans cet ordre symbolique créé par le dominant et qui légitime l'ordre établi, les dominés n'ont toutefois pas de spécificité en tant qu'individus, d'unicité, de singularité, d'individualité : les caractéristiques attribuées à leur groupe suffisent à les définir entièrement.

Pour finir, nous citons un extrait de Jean-Luc Porquet qui nous paraît bien adapté à la situation: « Si, dans l'imaginaire, les termes de 'clandestins', 'sans-papiers', 'irréguliers', renvoient à une masse anonyme, d'autant plus effrayante qu'elle est indifférenciée et semble venir de toutes parts, sachons que le réel dément cette impression : les clandestins viennent de points précis du globe, et par leurs origines, leur culture, leur conception du monde, leur mode de pensée, ils offrent des visages extraordinairement différents... »¹⁹. Et c'est donc face à cette homogénéisation chargée de connotations négatives imposées par le groupe dominant que les femmes latino-américaines sans-papiers essaient de réagir malgré leur marge de manœuvre réduite dans ce contexte de minorités face au regard d'autrui majoritaire.

¹⁷ Cf. LORENZI-CIOLDI F. & DOISE W., "Identité sociale et identité personnelle" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *op. cit.*, p. 86.

¹⁸ DESCHAMPS J.C., "L'identité sociale et les rapports de domination" in *Revue suisse de sociologie*, 6, 1979, p. 114 et ss.

¹⁹ PORQUET J.L., *Les clandestins. Enquête en France, en Chine et au Mali*, Paris, Éditions Flammarion, 1997, p. 333.

Les stratégies : entre l'adaptation minimale et l'adoption du discours dominant

Comme il a déjà été indiqué, les femmes sans-papiers négocient leur identité dans un contexte où les rapport de force entre le groupe dominant et groupe des sans-papiers avantage le premier (qui apparaît comme celui qui détient la légitimité, la force et le pouvoir) et désavantage le deuxième (qui apparaît comme illégitime et illégal). En effet, le premier, en définissant les critères de classement, marque des frontières entre citoyens et non-citoyens, entre légal et illégal, entre national et étranger, entre légitime et illégitime. Ces catégorisations, apparaissant d'une certaine manière comme légitimes, définissent et situent les acteurs et les rapports qu'ils ont entre eux. De ce fait, les sans-papiers intériorisent et/ou résistent en fonction des ressources qu'ils peuvent mobiliser aux assignations identitaires négatives. À ce stade, nous allons décrire les stratégies que les femmes latino-américaines sans-papiers mobilisent et qui se situent entre l'adaptation minimale et l'adoption du discours dominant.

Il convient d'indiquer que même si le degré d'intériorisation de ces discours et/ou comportements peut varier selon les groupes de femmes (ressources, âge, trajectoire, projet migratoire, expérience en Suisse, etc.), ces femmes se voient toutes appartenir à la catégorie des sans-papiers et en conséquence, elles essaient toutes de réagir à cette homogénéisation, surtout si celle-ci est connotée de manière négative. Il convient d'indiquer également que l'enjeu, pour ces femmes, est de se faire une place, de gagner une place en Suisse, ne serait-ce que par le regard d'autrui, pour démontrer qu'elles ne possèdent pas ces caractéristiques négatives attribuées au groupe des sans-papiers. Ces femmes doivent donc passer par une adoption (minimale ou maximale) du discours dominant et/ou des comportements acceptés comme légitimes (les comportements et les règles suisses) soit pour se justifier soit pour s'en détacher.

La catégorisation sociale permet à l'individu de se définir en tant que membre de groupes spécifiques au sein de la structure sociale. Et c'est précisément comme résultat de ce processus de catégorisation que l'individu s'identifie à certains groupes particuliers relatifs au sexe, à l'âge, à l'ethnicité, à la classe sociale, etc. La théorie de l'identité sociale met l'accent sur l'appartenance au groupe dans la définition de soi.

Ainsi, tel que Tajfel l'affirme, « l'identité sociale d'un individu est liée à la connaissance de son appartenance à certains groupes sociaux et à la signification émotionnelle et évaluative de cette appartenance »²⁰.

Nous allons nous servir des principes de la théorie sociale pour contextualiser les stratégies identitaires que les femmes latino-américaines utilisent afin d'assurer une image valorisée d'elles-mêmes. Ainsi, nous nous interrogerons sur le type d'appartenance qu'elles revendiquent tout en faisant partie d'un groupe dévalorisé, celui des migrants sans-papiers. Conformément aux principes de la théorie sociale, il est fondamental pour l'individu de vouloir maintenir ou accéder à une identité sociale positive en tant que membre de son propre endogroupe.

Tajfel, en formulant la théorie de la comparaison sociale, constatent que c'est par l'intermédiaire de comparaisons sociales favorables à l'endogroupe qu'une identité sociale positive peut être établie et maintenue. Les comparaisons défavorables, par contre, contribuent à une identité sociale négative qui a un effet néfaste sur l'estime de soi des individus en question. Selon ce même auteur, les stratégies identitaires qui s'expriment dans une situation (marquée par des rapports inégalitaires) diminuent les capacités d'action des acteurs dominés quant à la définition de leur propre identité²¹.

Comme nous l'avons déjà souligné, le regard du groupe dominant sur le groupe minoritaire des étrangères et des étrangères « sans-papiers » est très dévalorisant. Les femmes latino-américaines, ressortissantes de pays non européens, font partie du groupe des étrangères non accueillies par la politique migratoire et donc non désirées. D'ailleurs, elles font partie du groupe des « sans-papiers » et donc du groupe soupçonné d'être délinquant, profiteur, pauvre, marginal, sans éducation, criminel, etc. C'est dans ce contexte que les stratégies se situent. Nous en avons identifié deux: l'adoption du discours dominant et la normalisation assimilationniste (vers la Suisse). Voyons en quoi consistent ces stratégies :

²⁰ TAJFEL H., "La catégorisation sociale" in MOSCOVICI S. (éd.), *Introduction à la psychologie sociale*, Paris, Éditions Larousse, volume 1, 1972, p. 292.

²¹ *Ibid.*, p. 293.

L'adoption du discours dominant

Une première stratégie est donc de se rapprocher du groupe dominant : l'assimilation au majoritaire (« *Les gens m'acceptent bien parce que j'agis comme une personne d'ici, mon comportement n'est pas un comportement de Latino-américaine* »). Il s'agit d'une stratégie individuelle qui consiste, pour nier ou pour se débarrasser d'une identité minoritaire infériorisée, à se désolidariser de son groupe d'appartenance, à refuser cette appartenance pour chercher à pénétrer dans le groupe majoritaire²².

Les femmes latino-américaines adoptent cette stratégie au niveau de l'adoption du discours du groupe majoritaire et/ou au niveau de l'adoption de comportements propres au groupe dominant. Elles vont ainsi justifier l'attitude du groupe social dominant vis-à-vis des étrangers : « *Ils ont des raisons de faire ce qu'ils font. Chacun doit garder son pays ; ils ferment les portes parce que ces immigrants ne respectent pas les autres: ils crient dans la rue, ils ne respectent pas les autres parce que les gens sont très tranquilles ici, ils savent respecter les autres. Un étranger arrive et il ne respecte pas, il fait du bruit à n'importe quel moment, il vole ...* ».

La représentation symbolique que les immigrés se font de leur place est alimentée par le discours dominant de la société de réception sur l'immigrée, l'étranger et l'exilé politique²³ (« *je vois que je suis dans un pays qui n'est pas à moi et je l'accepte. Cela me fait mal parce que ce n'est pas ce que je veux mais je l'accepte parce que c'est normal, normal entre guillemets, je ne peux pas faire autrement...* »). Les relations entre le groupe dominant et les femmes interviewées sont perçues comme légitimes et stables. Nous parlons de personnes « inexistantes » et donc de personnes qui se retrouvent dans l'impossibilité de revendiquer une identité propre et différente de la dominante (« *Je ne suis pas dans mon pays. Si même dans nos pays on n'a pas toutes*

²² TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, Paris, Éditions PUF, 1990, p. 73.

²³ Cette image est directement liée à la construction sociale de l'étranger que font les politiques migratoires. Cf. CHAUDET I. & alii, *Migrations et Travail Social. Une étude des problèmes sociaux des personnes de nationalité étrangère en Suisse*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 2000, pp 21-33. Voir également SAYAD A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, Éditions De Boeck-Université, 1991, pp. 49-77.

les possibilités d'avoir un bon travail, un logement, pourquoi dois-je l'exiger ici où je ne suis rien »).

Les femmes interviewées désirent, d'un côté, être acceptées, recevoir une image valorisée et obtenir un permis (donc « être légitimes »), c'est pour cela qu'elles « acceptent » les discours des Suisses envers les immigrés qui considèrent ces dernières comme délinquantes, inadaptées, etc. tout en essayant de s'en éloigner ; d'un autre côté, elles ne veulent pas être assimilées à un groupe social dévalorisé ni être identifiées comme des immigrantes qui causent du désordre, qui font toujours la fête, qui ne veulent pas travailler.

D'ailleurs, ces femmes ne se sentent pas en droit de réclamer quelque chose: elles « sentent » (ou elles ont bien intériorisé l'exclusion symbolique) qu'elles sont dans un endroit où elles ne devraient pas être. En même temps, elles sentent qu'elles sont des êtres humains qui ne font rien de mal, rien d'illégal. Les immigrées adoptent donc une partie du discours dominant de la société de réception pour en quelque sorte « mériter » l'acceptation de celle-ci, « gagner » la place qu'elles n'ont pas et ainsi s'éloigner des images négatives qui découlent de leur statut. Ainsi, une des femmes interrogées nous dit : *« je crois qu'ils sont devenus froids à cause des immigrés. Les immigrés ont fait du tort aux Suisses. Par exemple, ma patronne était très méfiante envers moi parce qu'elle avait eu avant une immigrante qui l'avait volée. Malheureusement ils ont endommagé leur mentalité parce qu'on nous fait confiance très vite et il y a des gens qui, en réalité, ne viennent pas pour travailler ».*

Le discours dominant (et les arguments véhiculés dans la représentation collective sur la présence des étrangers sur le territoire suisse) sont ainsi acceptés, assumés et justifiés : *« Ils ont raison avec le problème avec le Kosovo, il y a beaucoup de personnes qui ont l'intention d'entrer en Suisse. Et la Suisse est un petit pays et ne peut pas être responsable d'autant de personnes alors les Suisses ont tout le droit de faire ce qu'ils font ».* Ainsi, ces femmes s'éloignent de la catégorie des immigrés mais elles ne peuvent pas effacer ce trait de leur identité. Elles sont immigrées et reçoivent dans le quotidien le message de cette distinction étranger/citoyen. Elles vont donc créer des différenciations à l'intérieur de la catégorie des immigrés et elles vont s'identifier à une

sous-catégorie qui leur permettra d'être valorisées à leurs propres yeux et aux yeux des autres (cf. stratégie de la hiérarchisation, pages suivantes).

Normalisation assimilationniste (vers la Suisse)

Si nous parlons de *normalisation*, c'est parce que ces femmes cherchent à atteindre la normalité. Dans l'adoption de cette stratégie identitaire, la quête de la normalité sera faite par l'assimilation au groupe majoritaire. Une identité n'est pas bonne ou mauvaise en soi, sa valorisation dépend de l'individu et des valeurs de son groupe d'appartenance, mais elle dépend aussi de la connotation que lui attribue le groupe dominant.

Face aux connotations négatives que le fait d'être femme immigrée sans-papiers entraîne (étrangère, pauvre, non scolarisée, prostituée, profiteuse, etc.) et aux représentations positives ou négatives issues des pays d'origine des immigrants, quelques femmes latino-américaines sans-papiers essaient de s'approprier certains éléments de l'identité « helvétique » pour pouvoir ainsi se valoriser : *« tu vis ici à la façon suisse, pas à la façon de ton pays, dans ton pays les choses sont différentes »*.

La similitude ne consiste pas seulement à s'homogénéiser dans les espaces publics (ce qui est un comportement général chez toutes les femmes interrogées -cf. chapitre 1, troisième partie) mais il s'agit, pour certaines femmes, d'adopter un mode de vie semblable aux personnes légales (aux personnes « légitimes »). Ainsi, en adoptant des comportements propres aux Suisses, elles s'approprient la normalité légitimée. Le fait d'avoir une vie normale est exprimé par les femmes interviewées comme une manière d'être naturelle : de tout faire d'une manière modérée (sans les excès attribués aux étrangers), de pouvoir sortir (autrement dit, d'avoir surmonté le sentiment de peur et d'être libre pour aller et faire d'autres activités), de vivre comme tout le monde en situation légale. Mener une « vie normale » signifie donc faire des choses normales que n'importe quelle personne peut faire et intégrer des valeurs de la nouvelle société dans la manière de vivre de l'immigrante : *« j'ai appris un peu à être comme les Suisses, maintenant je suis plus spontanée, je me tais moins, je suis moins timide »*.

Avoir une « vie normale »²⁴ signifie alors le fait de vivre à la manière suisse et d'assumer certains comportements étant donné que cette manière de vivre et d'être est conçue comme normale et légitime : « *nous sommes dans la ligne des Suisses : on sort, travaille, on rentre à la maison et le lendemain, on sort, on travaille* ». D'ailleurs, cela permet, d'une part d'éviter un contrôle policier en assumant des comportements de l'ordre de l'assimilation et, d'autre part, d'être accepté par la société suisse et de mériter une place : « *s'ils m'acceptent il n'y a pas de problème, si j'essaie de faire les choses qu'ils aiment... autrement il faut que je m'en aille* ». Dans ce sens, il est nécessaire d'avoir, tout d'abord, un comportement suisse pour avoir une « certaine présence » sans « se faire remarquer » : « *d'autres Latino-américains ont des problèmes parce qu'ils ne savent pas s'adapter et font tout avec excès. Il faut mener une vie normale mais pas mener une vie comme dans ton pays .. tout doit être fait d'une manière modérée* ».

Dans la même ligne de réflexion, les amis suisses ou latino-américains en situation légale sont importants dans cette stratégie de normalisation assimilationniste. Si la personne se rapproche du groupe des Suisses, elle s'approche en quelque sorte de la « normalité » (et elle obtient d'une certaine manière la légitimation de sa situation). Le fait d'avoir des amis suisses, d'autres nationalités (espagnole, portugaise, italienne, etc.) et latino-américains en situation de légalité aide à « légitimer » sa présence dans la mesure où ceux-ci acceptent la personne telle qu'elle est, avec son statut de sans-papiers. Dans ce sens, les femmes latino-américaines sans-papiers sont près de la normalité et de la légalité. Le fait d'être acceptées par les amis est en quelque sorte une manière d'atteindre la normalité légitimée.

En effet, l'acceptation ressentie par ces femmes de la part de personnes « normales » (« légitimes ») traduit un autre regard du groupe dominant ; dans ce sens, un nouveau regard (issue du groupe dominant légitime) aide à ces femmes à se sentir proches de la normalité : « *ma vie est faite ici, j'ai des amies suisses qui m'acceptent et me*

²⁴ Nous allons faire une différenciation avec le ressentiment que ces femmes revendiquent en tant que personnes possédant une identité normale, ce qui est en lien avec le sentiment d'être *un être humain normal* (et donc digne de respect et non quelqu'un de différent). Voyons les exemples suivants : "*Je suis un être humain qui peut s'habituer aux nouvelles situations, donc je suis un être humain normal*", "*j'essaie plutôt de n'y pas penser et de penser que je vis comme tout le monde qui est légal ici. Si je vois une patrouille, j'ai peur mais je me dis 'il faut continuer et je ne regarde pas derrière'. Alors j'essaie de vivre ma vie ici comme si j'avais des papiers : j'entre, je sors, je mène ma vie normalement sans avoir peur..*".

valorisent ». Il convient d'indiquer que nous parlons de femmes s'approchant de la normalité suivant une conduite assimilationniste²⁵. Mais cette assimilation peut aller jusqu'au fait d'avoir le sentiment de gagner une place dans la société de réception. Une de femmes interviewées se situe dans cette situation puisqu'elle affirme : *« je suis intégrée en Suisse, je donne autant que je reçois.. »*. Ainsi, elle s'adapte (non seulement aux règles mais à la mentalité suisse), elle fait du bénévolat, elle adopte le discours dominant, elle adopte des comportements et habitudes suisses et, en même temps, elle s'éloigne des Latino-américains : *« je me suis tellement identifiée à ce pays, je me sens tellement intégrée à la vie dans ce pays que je me sens comme chez moi »*.

L'émergence de ce sentiment peut faire référence à une assimilation complète à la société de réception²⁶. À cet égard, cette femme nous dit : *« je suis complètement intégrée à ce milieu, au système de vie : j'aime les horaires, l'ordre, les personnes correctes. Je ne me sens pas différente. Je me sens intégrée à la mentalité suisse, au système suisse, à la manière d'agir suisse »*²⁷.

Une assimilation complète au groupe dominant entraîne une désolidarisation par rapport à la communauté d'origine. Dans le cas mentionné ci-dessus, la femme en question prend de la distance par rapport à son groupe d'origine. Elle a, en quelque sorte, intériorisé l'infériorité collective de son groupe d'appartenance, se désolidarise et s'approche du groupe des Suisses²⁸. Mais il convient encore d'indiquer que certaines

²⁵ Toutefois, nous pensons qu'un collectif de soutien aux sans-papiers composé par des Suisses peut également renvoyer une image positive aux sans-papiers et leur donnant, de ce fait, acceptation et reconnaissance. Il nous semble que ceci peut contribuer à la naissance d'un sentiment de normalité et de légitimité chez les sans-papiers délégitimant ainsi directement la légitimité du groupe dominant.

²⁶ L'assimilation d'identification "(...) suppose l'émergence d'un sentiment d'appartenance à la société d'accueil. Il s'agit d'une intériorisation de la mémoire collective, des sentiments et des attitudes propres à la société d'accueil" Gordon (1964) cité par BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Zurich, Éditions Seismo, 1996, p. 34.

²⁷ Il convient d'indiquer que le sentiment d'appartenance à la société de réception peut faire référence au sentiment d'avoir payé le prix de la place occupée au sein de la société. Leo Chavez retrouve ce ressentiment auprès des immigrants mexicains sans-papiers aux États-Unis: "Some undocumented immigrants felt they had earned the right to feel part of the community ; they had paid their dues in one form or another". CHAVEZ L.R., *Shadowed lives. Undocumented immigrants in American society*, Texas, Éditions Harcourt Brace, 2^{ème} édition, 1998, p. 185.

²⁸ À ce propos Isabelle Taboada-Leonetti affirme : "La comparaison entre les minorités ethniques et les minorités économiques (les 'parvenus') aide à comprendre que ces stratégies sont des tentatives individuelles d'appropriation des instruments sur lesquels le majoritaire fonde sa place sociale (la maîtrise de la langue officielle, la constitution d'un réseau de relations parmi les dominants, l'acquisition d'un capital culturel (culture scolaire mais aussi culture au sens d'*habitus*, c'est-à-dire comportements, attitudes, goûts, et 'bonnes manières') qui vont permettre au minoritaire d'endosser les attributs valorisants de sa nouvelle identité et de rejeter comme inappropriée l'identité négative attachée à son

femmes affirment le fait de ne pas s'approcher des autres Latino-américains comme une manière de préserver leur statut de sans-papiers. Le fait d'être perçue comme faisant partie d'un groupe latino-américain dans l'espace public -qui devient plus visible- peut bien attirer l'attention des autres.

Erving Goffman distingue, parmi les symboles qui transmettent de l'information sociale, les symboles de prestige, les symboles de stigmat (c'est-à-dire ceux qui attirent l'attention « (...) sur une faille honteuse dans l'identité de ceux qui les portent... »²⁹) et les désidentificateurs que l'individu utilise afin de modifier ses traits « (...) dans un sens positif voulu par l'acteur, et dont l'effet n'est pas tant de poser une nouvelle revendication que de mettre fortement en doute celle qui existait virtuellement »³⁰. C'est ainsi que, pour une femme latino-américaine sans-papiers, d'autres Latino-américains sans-papiers peuvent représenter un symbole de stigmat étant donné que cette même femme peut être associée par autrui à une femme sans-papiers -même si cela n'est pas visible-. Par contre, le fait d'être vue avec des Suisses est un désidentificateur social dans la mesure où l'information sociale transmise peut être en lien avec une bonne intégration, avec le fait d'être en règle, d'être acceptée³¹.

Toutefois, il convient d'indiquer que toutes ces femmes affirment être fières de leur identité latino-américaine. Ainsi, à l'instar de Ana Vasquez, nous pouvons dire que la prise de conscience de la connotation négative des identités que le groupe dominant assigne aux personnes sans-papiers fait que les femmes latino-américaines, tout en ne refusant pas leur nationalité (le côté latino-américain), comprennent qu'elles doivent passer par une « helvétisation » afin d'atteindre leurs objectifs migratoires³².

groupe d'origine". TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, Paris, Éditions PUF, 1990, p. 74.

²⁹ GOFFMAN E., *Stigmat les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit, 1975, p. 59.

³⁰ *Ibid.*, p. 60.

³¹ *Ibid.*, pp. 61-64. Ce chercheur ajoute : "(...) même lorsqu'il s'avère qu'un individu pourrait tenir secret un stigmat inapparent, il suffit qu'il ait des relations intimes avec d'autres personnes, relations ratifiées dans notre société par la confession mutuelle des défauts invisibles, pour qu'il vienne, soit à admettre ouvertement sa situation, soit à se sentir coupable de ne pas le faire". *Ibid.*, p. 92.

³² VASQUEZ A., "Les mécanismes des stratégies identitaires : une perspective diachronique" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 163. Voir aussi Carmel Camilleri qui parle d'"identité de principe". Cf. CAMILLERI C., "Identité et gestion de la disparité culturelle : essai d'une typologie" in CAMILLERI C. & alli, *loc. cit.*, p. 92.

Cette « helvétisation » peut se faire soit au niveau minimal à travers l'homogénéisation dans l'espace public -respect des règles, normes, codes- voire par une adaptation minimale demandée à n'importe quel migrant ou soit, comme nous l'avons vu dans le dernier exemple, au niveau de l'assimilation, le but étant de mériter une place (symboliquement et légalement) reconnue au sein de la société. Or, cette « helvétisation » ne débouche pas forcément sur une reconnaissance légale et symbolique, ce qui fait que certaines femmes vivent l'impossibilité d'obtenir un permis comme dérangeante et perturbatrice. Cela constitue ce que nous avons nommé une assimilation tronquée. Toutefois, nous pensons que cette situation vécue comme dérangeante et perturbatrice pourrait bien se transformer en un sentiment de révolte et d'injustice qui peut se canaliser vers une attitude plus revendicative et vers des stratégies collectives.

Assimilation tronquée

Il s'agit d'une assimilation à différents niveaux (culturel, économique, social) qui est exprimée par ces femmes par le terme de *s'habituer*. Toutefois, l'impossibilité d'obtenir la légalité est vécue d'une manière dérangeante : « *d'un côté, je me suis habituée à ce pays. D'un autre côté, je ne finis pas de m'habituer...* ». L'obtention de la légalité est primordiale et le fait de s'investir pour l'atteindre est important, mais ceci dépend logiquement des ressources qu'elles arrivent à mobiliser et de l'adéquation de celles-ci pour obtenir la légalité : « *je me suis adaptée à ce pays, je me sens toujours comme une étrangère, ça c'est clair, mais je peux m'intégrer facilement à cette société et je suis sûre que je n'aurai aucun problème* ».

Ces femmes sont conscientes de l'apport économique qu'elles font à la société de réception (« *définitivement de manière économique, on fait partie de cette société bien qu'on n'ait pas de papiers, mais à tout niveau on est dedans* »). Elles « font partie » de la société parce qu'elles y travaillent, y consomment et y ont un réseau social. Toutefois, leur manque de statut est une barrière à l'existence d'un sentiment de complète « intégration » en Suisse. Pour beaucoup de femmes qui aimeraient rester en Suisse ce manque de statut est vécu comme une limitation forte qui ne leur permet ni

d'entrer dans la société ni de se sentir comme faisant pleinement partie de la société : *« je me sens comme quelqu'un qui est ici et qui ne devrait pas y être, c'est pour cela que c'est très difficile de s'adapter ».*

La désorientation est en ce sens déstabilisante. Ces femmes se sentent loin de leur pays d'origine, non acceptées par la société de réception, et elles se rendent bien compte que la manière de vivre en Suisse (avec le stress constant de se faire renvoyer) voire la « qualité » de vie actuelle en Suisse, ne fait pas partie de leur projet de vie à long terme (*« mais de toute façon, je n'accepte pas le fait de rester toute la vie ici parce qu'ici on obtient des papiers seulement en se mariant »*). Dans ce sens, dès qu'elles pensent à leur projet de vie et à l'endroit où le construire, la désorientation est motif de dépression : *« je ne veux être ni en Suisse ni en (...). Si je vais en (...), ce n'est plus la même chose, on s'habitue ici et on retourne en Suisse et on se dit que cela est un stress, cela n'est pas vie », « c'est dur, cette désorientation, c'est pour cela que je me dis 'retourner' mais je n'accepte pas non plus d'être là. Alors je me dis il vaut mieux ne pas penser à cela ».*

Nous avons analysé les différentes stratégies que les femmes latino-américaines mettent en place face à l'intériorisation et/ou l'influence du regard d'autrui méprisant (soit à travers l'adoption minimale ou maximale du discours dominant, soit au niveau des comportements suisses). À ce stade, nous allons analyser la manière dont ces femmes essaient de résister à une homogénéisation et/ou assimilation à la société suisse (résultat d'un rapport inégalitaire de forces) où le groupe dominant détient la légitimité.

Nous tenons à indiquer que des stratégies collectives ne sont pas encore utilisées pour les femmes interviewées ; la structure de la relation intergroupe est perçue comme étant légitime et stable, ce qui bloque l'entreprise d'actions collectives nécessaires à l'amélioration de leur situation. En conséquence, ces femmes peuvent bien se rapprocher du groupe dominant³³ et/ou se comparer à d'autres individus qui sont moins avantagés dans certaines domaines (membres de l'endogroupe qui sont plus démunis ou

³³ Henri Tajfel affirme que les stratégies individuelles sont surtout adoptées quand les membres du groupe perçoivent la situation intergroupe comme étant stable et légitime. On peut citer comme exemples de ces stratégies le fait d'apprendre la langue, de changer son nom, d'adopter les valeurs culturelles du groupe majoritaire. TAJFEL H. (éd.), *Differentiation between social groups : studies in the social psychology of intergroup relations*, London; New York, Academic Press, 1978.

plus pauvres) et/ou s'attacher à l'identité culturelle d'origine (affirmation d'être latino-américaine), ces comportements visant, dans tous les cas, une amélioration de l'estime de soi.

1.2. Entre la résistance et l'homogénéisation

C'est par l'adaptation du discours dominant ou l'adoption des comportements du groupe dominant (normalisation assimilationniste) que certaines femmes essaient de gagner une place au sein de la société. Ceci dit, toutes les femmes font partie (qu'elles le veulent ou non) non seulement du groupe des Latino-américains (donc du groupe des étrangers) mais encore du groupe des Latino-américains sans-papiers. Nous voulons donc comprendre comment elles se situent par rapport à leur appartenance (Latino-américaines sans-papiers). De ce fait, nous allons décrire les stratégies suivantes :

- Affirmation d'être latino-américaine
- Hiérarchisation : se différencier du groupe des Latino-américains
- Assimilation résistante ou refus de l'assimilation

Affirmation d'être latino-américaine

Toutes les femmes interrogées affirment être fières d'être latino-américaines. La personne peut avoir une participation active au sein de la communauté latino-américaine ou, au contraire, avoir un contact minime avec d'autres Latino-américains ; quoi qu'il en soit, toutes affirment leur fierté concernant leur origine latino-américaine : *« je me sens fière d'être latino-américaine, même si mon pays est très pauvre, je me sens fière parce que c'est mon pays, le fait de venir ici ne va pas me changer, le fait de gagner de l'argent ne va pas me faire changer ma famille, je ne vais jamais nier mon pays »*.

Toutefois, cette affirmation relève, à notre avis, d'une « identité de principe », soit d'une manière d'aménager une identité qui ne trahit pas le groupe d'origine en rejetant

les éléments considérés comme des stigmates par le groupe dominant³⁴. De ce fait, ces femmes, tout en affirmant leur fierté d'être latino-américaines, vont instaurer une sorte de hiérarchisation (voir ci-dessous) parmi les Latino-américains d'ici et les Latino-américains de là-bas, les Latino-américains honnêtes et ceux qui sont irresponsables.

En affirmant cette fierté d'être latino-américaines, ces femmes restent fidèles à leur groupe d'appartenance et rétablissent, de cette manière, une identité en continuité (unité de sens), nécessaire à l'équilibre de leur identité. D'ailleurs, la culture, l'histoire, la musique, la langue d'Amérique du Sud restent encore attirantes et suscitent un certain intérêt pour les Suisses. Le fait d'être latino-américain n'est pas dévalorisant (au contraire, il a des connotations positives) et dans ce sens, il est compréhensible que ces femmes tiennent les propos suivants : « *dans nos pays il y a de la chaleur humaine ; oui, nous sommes pauvres mais on est accueillant...* ».

Il convient d'indiquer que la revendication d'origines communes n'amène pas nécessairement à une solidarité entre Latino-américains ou compatriotes (cf. chapitre 1, troisième partie), cela est particulièrement flagrant quand il s'agit des relations patronne latino-américaine / femme de ménage latino-américaine. Toutes les femmes interviewées affirment préférer les patronnes de nationalité suisse. Les patronnes latino-américaines semblent être beaucoup plus enclines à l'exploitation et aux mauvais traitements, à faire travailler davantage ces femmes, à les payer moins, et à profiter le plus possible de leur situation³⁵.

³⁴ Cf. CAMILLERI C., "Identité et gestion de la disparité culturelle : essai d'une typologie" in CAMILLERI C. & alli, *loc. cit.*, p. 92. Ce concept propose que la personne s'approprie des éléments de la culture dominante, sans éprouver un sentiment de culpabilité ni de trahison. Ainsi, ce chercheur illustre son propos à travers exemple des jeunes issus de parents immigrés qui "(...) continuaient à revendiquer leur affiliation au groupe des Maghrébins dont ils rejetaient la quasi-totalité des valeurs traditionnelles, pendant qu'ils adoptaient la culture des Français, société à laquelle ils refusaient de s'affilier". *Ibid.*, p. 92.

³⁵ Il nous semble qu'il y a une transposition en Suisse des classes sociales existantes en Amérique latine : le traitement est différencié selon l'appartenance aux groupes des Indiens, des Noirs, des Métisses, des Blancs, etc. (cf. chapitre 2, deuxième partie). À cet égard, Marguerite Bey nous dit par rapport à la société péruvienne : "(...) il est utile de savoir que la société dans son ensemble se reproduit sur la base de références sociales calquées sur les catégories aisées : une maison dispose toujours d'au moins une bonne, souvent parente pauvre, et, de même qu'un patron a des employés, un commerçant informel a ses subalternes, fils ou neveux...". BEY M., "Quelques réflexions sur la continuité entre villes et campagnes" in *Mutations sociales et articulations des espaces ruraux et urbains*, Paris, Éditions Cahiers du GEMDEV (Recherches francophones sur les dynamiques des Tiers Monde), n° 21, 1994, p. 134. Nous faisons l'hypothèse qu'une sorte de transposition des différentes classes sociales existantes en Amérique Latine se réalise en Suisse tout en gardant des liens avec l'enjeu de réussir la migration (c'est-à-dire se faire une place en Suisse et donc gagner une reconnaissance sociale et symbolique à l'intérieur de la société suisse) notamment en adoptant le discours dominant et en cherchant à se différencier des étrangers.

Hierarchisation : se différencier du groupe des Latino-américaines

Tout en affirmant leur fierté d'être latino-américaine, les femmes interviewées font une distinction entre les Latino-américains d'ici et ceux de là-bas. Elles ont une mauvaise impression des Latino-américains qui sont ici (pas sérieux, pas responsables, profiteurs, etc.) et essaient de s'éloigner de ce milieu³⁶ : *« Je ne les connais pas beaucoup ; ici, les personnes latino-américaines sont égoïstes. On ne peut pas leur demander un service parce qu'elles ne le font pas. D'abord on te demande, comme tu es ici, si tu es légale ; si elles sont mariées avec un Suisse, ces personnes coupent la relation tout de suite », « Je crois que sur 1'000 personnes, 100 viennent pour travailler honnêtement mais le reste pas du tout ».*

Certaines femmes qualifient souvent les autres femmes latino-américaines sans-papiers de personnes avec qui elles n'ont pas d'affinités (*« je n'ai trouvé aucune personne dans le milieu latino-américain avec laquelle j'ai des intérêts ou des choses en commun »*), notamment en ce qui concerne la scolarité. En effet, elles expliquent la présence de migrants délinquants en se référant au bas niveau d'éducation de ceux-ci. La majorité des gens qui sont venus en Suisse sont ceux, à leur avis, qui ne sont pas bien et par conséquent qui, ne sachant pas se comporter, donnent une mauvaise image des immigrés : *« Ce que je vois, c'est qu'il arrive des gens de classes sociales très basses, des gens sans éducation. Ce sont des gens très pauvres issus de classes sociales très basses. Et ils viennent faire de choses qui ne sont pas bien ».*

Mais elles font aussi une distinction entre la majorité (qui ne sait pas se comporter) et une minorité (qui sait se comporter). Dans ce sens, le fait de s'éloigner du groupe des Latino-américains (et de sélectionner des amis parmi eux) signifie le fait de ne pas s'identifier à n'importe quel type d'immigrés et permet à ces femmes de revendiquer une identité de femme qui a un niveau d'éducation et qui sait bien se comporter en Suisse : *« je n'ai pas de contact avec le monde latino-américain. Tout d'abord les femmes qui viennent sont beaucoup plus jeunes que moi et ensuite elles n'ont pas*

³⁶ Le fait de se méfier d'autres Latino-américains sans-papiers relève également de l'attitude de prudence et de méfiance qu'elles doivent observer vis-à-vis d'eux afin d'éviter des jalousies, dénonciations, commérages, etc. (cf. chapitre 1, troisième partie).

d'intérêt à étudier, elles viennent d'un milieu où l'éducation n'est pas importante, elles n'ont pas le même niveau d'instruction que moi ».

Dans une recherche sur les bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI), Vincent de Gaulejac et alii, ont également constaté le désir de chacun des bénéficiaires de se différencier des autres : « Je ne suis pas comme eux ! ». Vincent de Gaulejac affirme que tout individu appartenant à un groupe stigmatisé est confronté à un double conflit d'identification : d'une part, il lui faut être différent de ce qu'il est et de ceux qui sont comme lui, autrement dit, du groupe auquel il appartient ; d'autre part, il est porté à s'identifier aux autres, à ceux qui représentent la norme et le pouvoir. Il reprend ainsi à son compte les jugements qui stigmatisent, il justifie le mépris dont il est objet et se désolidarise de ceux dont il partage la condition³⁷.

Dans la mesure où les femmes latino-américaines se sentent fières d'être latino-américaine, elles ne ressentent pas un sentiment de trahison vis-à-vis de leur groupe d'appartenance, au contraire cela leur permet de rétablir une identité en continuité. Toutefois, elles vont adopter une autre stratégie qui est celle de la hiérarchisation à l'intérieur du groupe des sans-papiers et des Latino-américains sans-papiers. Ainsi nous constatons à l'instar de Colette Pétonnet³⁸ que les femmes latino-américaines créent mentalement une micro-société avec des niveaux hiérarchiques. Dans cette micro-société, elles cherchent à ne pas être les dernières de cette classification, c'est-à-dire, à ne pas faire partie du groupe symbolique qui représente « moins » qu'elles. L'élimination des différences génère la confusion et c'est précisément dans cette tentative d'échapper à l'« homogénéité », d'« ordonner le chaos » qu'elles créent cet ordre hiérarchique qui leur permet de protéger leur identité³⁹.

³⁷ DE GAULEJAC V., "L'insertion paradoxale" in MAPPA S., *Les deux sources de l'exclusion. Economisme et replis identitaires*, Paris, Éditions Karthala, 1993, p. 284.

³⁸ Cf. PÉTONNET C., *On est tous dans le brouillard*, Paris, Éditions Galilée, 1979.

³⁹ L'effet de l'*homogénéité de l'exogroupe* est une tendance consistant à juger et à percevoir le groupe comme homogène, ce qui implique la non identification de diversités à l'intérieur de celui-ci. Fabio Lorenzi-Cioldi et Willen Doise, en se basant sur des résultats de plusieurs expériences affirment : "L'hétérogénéité relative de l'endogroupe se manifeste par ailleurs de différentes manières : différenciation interpersonnelle généralisée dans le groupe, clivages entre des sous-groupes d'individus, ou personnalisation du soi vis-à-vis de tous les autres membres du groupe". LORENZI-CIOLDI F. & DOISE W., "Identité sociale et identité personnelle" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *op. cit.*, p. 81.

Ainsi, les femmes interviewées établissent une certaine hiérarchie entre elles en séparant leur groupe entre femmes latino-américaines « bien » et femmes latino-américaines « pas bien ». Elles affirment donc appartenir aux *Latino-américaines « bien »*, c'est-à-dire, à celles qui sont solidaires, honnêtes, gaies, qui sont venues pour travailler et qui se comportent bien. Au contraire, elles cherchent à s'éloigner des « autres » *Latino-américaines*, celles qu'elles nomment « *pas bien* » et qui donnent une mauvaise réputation au groupe des Latino-américains, voire de celles qui causent du désordre, qui font la fête jusqu'à très tard, qui boivent beaucoup et qui profitent de la bonne volonté des Suisses en travaillant moins d'heures que celles qu'elles devraient et qui ne sont pas correctes (« *il y a des Latino-américains qui viennent profiter de la bonne volonté des Suisses, qui ne se comportent pas bien, qui ont des problèmes avec la police* »). Elles se désolidarisent de leur groupe d'appartenance sans avoir le sentiment de trahir leurs racines. Il s'agit d'une « appropriation instrumentale »⁴⁰.

Certaines femmes latino-américaines sans-papiers ont également tendance à se distinguer des *réfugiés politiques* à qui elles attribuent une identité de non-travailleurs ayant quand même un statut légal et recevant de l'aide gratuitement : « *Le réfugié politique est une charge pour la Confédération, il ne travaille pas, il y en a quelques-uns qui sont des délinquants* », « *...et aux délinquants, ils donnent l'asile, ils leur donnent un permis et à nous, qui ne sommes pas des délinquants, ils ne nous donnent pas de permis. Ce n'est pas juste, c'est injuste de ne pas avoir de papiers* ».

Elles revendiquent par contre une identité de travailleuses ne demandant de l'aide à aucune institution. Il s'agit donc de se distancer de l'image des immigrés -délinquants, profiteurs, trompeurs, etc.- et de se définir plutôt comme femme travailleuse (cf. chapitre suivant) : « *Nous venons avec le but de travailler et c'est terrible le traitement qu'on nous donne ; on nous traite comme si nous étions des voleurs, des délinquants. On vient ici pour travailler, pour lutter pour avoir une vie meilleure* ».

Elles s'engagent donc à accomplir leur projet migratoire en travaillant honnêtement, en suivant les règles, les normes et les codes du pays afin de légitimer et justifier leur présence : « *C'est un petit pays et ils peuvent choisir les gens. Je connais beaucoup de*

⁴⁰ VASQUEZ A., "Les mécanismes des stratégies identitaires : une perspective diachronique" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 163 et ss.

gens qui sont au chômage et qui peuvent travailler, d'autres volent et ils ont des papiers. Alors ce que je dis c'est qu'il faut sélectionner le personnel et laisser ceux qui servent ».

Il ne faut pas oublier que leur but est d'être acceptées et valorisées par la société de réception en tant que femmes travailleuses, honnêtes, qui luttent, etc. (et non en tant que délinquantes, profiteuses). C'est dans ce contexte que ce type de discours se situe : *« en ce qui concerne la politique migratoire de la Suisse, je pense qu'ils ont quelquefois raison, ils doivent faire prévaloir leurs droits, protéger leur pays parce que nous sommes beaucoup. Nous sommes corrects mais il y en a qui ne le sont pas et à cause de cela, nous tous nous payons ».*

Assimilation résistante ou refus de l'assimilation

Toutefois, certaines femmes peuvent se sentir bien en Suisse sans nécessairement s'identifier totalement à la société de réception. Elles apprécient quelques aspects de la société de réception (le fait d'être indépendante -par rapport à la famille, au niveau économique, etc.-) et en critiquent d'autres. Dans ce sens, il y a la présence d'un *discours plutôt nuancé* sur la politique de migration et la Suisse en général : les immigrés dressent à ce propos certaines critiques qu'elles nuancent avec des expériences positives qu'elles ont eues dans le pays de réception, ou alors elles adoptent simplement une attitude d'indifférence.

Voici le témoignage d'une femme qui, arrivée en Suisse depuis deux mois, exprime une certaine naïveté : *« En Suisse la situation va bien pour les Suisses mais pas pour nous. La Suisse est un pays ordonné, stable et où il y a une sorte de générosité avec l'étranger ; les personnes jettent des choses et tu peux les ramasser et les utiliser. Je ne sais pas s'il y a de la discrimination parce que je ne côtoie pas de Suisses ».*

Les personnes qui viennent d'arriver en Suisse (depuis quelques mois) ou celles qui sont depuis plus de temps en Suisse (depuis quelques années) mais qui ont vécu des expériences positives (avoir trouvé des patronnes correctes, avoir pu créer des ressources adaptées, pouvoir accomplir les objectifs migratoires, etc.) et celles qui n'ont pas souffert de grandes privations en comparaison avec leur vécu dans le pays d'origine

ont un discours plutôt nuancé envers la politique migratoire et envers la Suisse : *« mais on nous donne aussi l'opportunité d'obtenir ce qu'on ne peut pas obtenir dans notre pays d'origine. Alors, il s'agit d'un échange. Je ne critique pas. Dans mon pays, je ne gagnerais jamais ce que je gagne ici »*.

Par contre, les personnes qui ont souffert de situations difficiles qui ne leur étaient pas habituelles en Suisse (exploitation, abus, racisme, etc.), ont tendance à développer un discours négatif envers la Suisse : elles ressentent qu'elles ne peuvent pas trouver du travail parce qu'elles sont marginalisées et considérées comme inférieures à cause de leur nationalité (*« parce que je viens du 'Tiers Monde' »*), elles sont exploitées parce qu'elles n'ont pas de papiers : *« la Suisse est égoïste ; ils veulent la Suisse pour les Suisses, mes patrons sont bien mais je n'aimerais pas faire partie du groupe des Suisses. Oui, avoir des contacts avec eux, les avoir comme voisins, les saluer mais c'est tout, je ne suis pas intéressée à faire partie de leur groupe, ils ne sont pas importants pour moi »*.

D'autres femmes tiennent un *discours critique* vis-à-vis de la politique migratoire envers laquelle elles expriment clairement des sentiments d'injustice et de discrimination ressentis face à l'impossibilité d'avoir un statut légal : *« c'est quelque chose d'injuste. C'est vrai, on vient d'une autre culture, on a une autre couleur mais je crois qu'on est égal à ceux qui ont les cheveux et les yeux clairs alors, c'est injuste de ne pas nous donner un permis pour travailler, on ne va pas voler, on ne demande pas un poste de député ou de secrétaire. On ne va pas prendre les postes de travail des autres, on fait le travail qu'ils ne veulent pas faire alors je ne comprends pas pourquoi on ne peut pas nous donner un permis »*.

Il nous semble que, pour certaines femmes latino-américaines sans-papiers, le fait de légitimer leur présence en Suisse (soit le fait de venir pour travailler sans prendre des postes de travail aux autres) est lié à la conscience qu'elles ont, selon laquelle les Suisses ont besoin de leur travail, et qu'elles ne le leur volent pas puisque les Suisses ne font pas ce type de travail. Par ailleurs, ces personnes sont conscientes que leur présence est tolérée parce qu'elles représentent des bénéfices économiques pour la société de réception : *« on nous donne la possibilité de rester -entre guillemets- parce que s'ils le veulent, ils peuvent renvoyer tous les illégaux parce qu'ils savent où ils peuvent nous »*.

trouver...Ce pays gagne avec les illégaux ; autrement on nous aurait déjà renvoyés », « ...mais on vient pour collaborer avec eux. Ils peuvent aller travailler parce qu'ils savent qu'on garde leurs enfants, qu'on nettoie leurs maisons. Ils doivent être conscients de toutes ces choses ».

Il convient d'indiquer que, pour certaines de ces femmes, le groupe des Latino-américains continue à être le centre de référence : elles veulent conserver leurs racines, leurs idéologies et elles se sentent bien parmi leurs compatriotes malgré l'existence de commérages ou de jalousies à l'intérieur de ce groupe : *« les Latino-américains sont très importants dans ma vie parce qu'on partage la culture, la langue, la spontanéité, l'énergie, etc. », « le groupe des Latino-américains est important parce que sinon on vit en étant isolé dans un pays qui n'est pas à nous, avec des habitudes qui ne sont pas les nôtres, avec des gens qui ne sont pas comme nous ».*

Parallèlement, quelques-unes de ces femmes n'ont pas de contact avec les Suisses et ne veulent pas s'en approcher ni faire partie du groupe des Suisses. Elles perçoivent la mentalité des Suisses comme très différente. Elles adoptent de la distance par rapport aux Suisses ; distance qui, à notre avis, n'est pas toujours voulue étant donné que le statut qu'elles se voient octroyer délimite les possibilités d'interagir avec la société de réception : *« les Suisses sont sympas... mais ils mènent leur vie et nous, nous menons la nôtre », « pour moi, les Suisses ne sont pas importants... bof, nous vivons dans leur pays ».*

Les stratégies assumées par les femmes latino-américaines sans-papiers sont d'ordre individuel. Apparemment, il serait très idéaliste d'avoir des engagements sociaux ou collectifs même si, dans leurs discours, nous pouvons relever, des connotations sociales. Comme Marguerite Bey l'affirme : *« la solidarité trouve donc ses limites dans les situations d'urgence, mais les stratégies individuelles prennent bien vite le dessus... »*⁴¹

⁴¹ BEY M., *loc. cit.*, pp. 135-136.

Le regard d'autrui (du groupe dominant sur la catégorie des étrangers sans-papiers) est très dévalorisant et il est légitimé par l'idéologie dominante, ce qui empêche la mise en place de stratégies collectives. La légitimité du groupe dominant n'est pas remise en question et, dans ces conditions, il est difficile de ne pas se sentir touché par le regard méprisant de l'autre et d'éviter une intériorisation de l'image négative.

Selon Vincent de Gaulejac⁴², les acteurs n'ont pas confiance en leur capacité d'action et ils ne veulent pas se reconnaître dans une identité collective négative et se faire connaître à travers elle. C'est la honte de se voir semblable à ceux qui sont méprisés qui empêche de s'unir pour agir ensemble. Lorsque la honte est transformée en colère et en révolte, c'est dans l'action collective que s'établit un mouvement dialectique entre l'identité individuelle et l'identité collective, l'une nourrissant l'autre, et réciproquement.

De ce fait, ce sont les stratégies individuelles qui prennent le dessus et, à ce niveau, on peut observer deux attitudes différentes. D'une part, des femmes qui se rapprochent le plus possible du groupe dominant (s'assimiler, obtenir un permis, avoir surtout des amis suisses, etc.) et de la norme afin de normaliser leur statut et de se distancer des images négatives attribuées aux étrangers. D'autre part, celles qui, en se référant à d'autres systèmes d'évaluation, essaieront de résister à l'attribution d'une identité négative. Nous allons insister davantage sur la différenciation et la résistance dans le chapitre suivant.

⁴² DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, Marseille, Hommes et perspectives, 1994, p. 206.

Chapitre 2

La différenciation, de la résistance aux autres identités

Comme nous avons indiqué dans le chapitre précédent, les deux enjeux principaux de l'identité sont la *différenciation* et la *similitude*. Dans certaines situations, la personne cherchera à se différencier et, dans d'autres, elle cherchera à devenir similaire, l'enjeu étant d'obtenir des compensations identitaires. Or, les femmes latino-américaines sans-papiers ne sont pas en mesure d'adopter des stratégies différenciatrices à cause de leur statut; en effet, une grande visibilité sociale pourrait mettre en péril leur séjour en Suisse. Par définition, elles doivent rester cachées et invisibles. C'est donc dans les limites de l'homogénéisation et, d'une certaine manière, dans celles de l'assimilation imposée par le groupe majoritaire que ces femmes doivent élaborer des stratégies identitaires différenciatrices afin de pouvoir garder une image de leur singularité individuelle.

La femme sans-papiers se trouve ainsi face à un nouveau contexte où elle se voit imposer le statut de sans-papiers, ce qui n'est pas sans conséquences étant donné que ce statut est dévalorisant, chargé de connotations négatives. Pourtant, ces femmes, qui rationnellement ne voient pas de délit dans le fait d'être immigrée en Suisse et d'y travailler honnêtement, peinent à s'identifier à ces connotations négatives. Or, le sentiment qu'un individu a de sa propre identité peut bien différer de la façon dont il pense que cette identité est perçue par autrui. Selon Jean-Paul Codol, la conscience de cette dissonance (image pour soi et image perçue par autrui) met directement en cause le sentiment que cette personne peut avoir de son identité. L'image de la personne étant fortement influencée par les images sociales, celle-ci va chercher à réduire cette distance. Ce même chercheur affirme que cette réduction peut être réalisée dans l'ordre du cognitif (la personne éliminera la dissonance en se convainquant que l'écart n'est pas très important) ou dans l'ordre des comportements (la personne s'efforcera de faire en

sorte que son entourage la perçoive telle qu'elle se perçoit elle-même ou telle qu'elle souhaite être perçue)⁴³.

Dans le chapitre précédent, nous avons analysé le contexte dans lequel les assignations identitaires du groupe dominant se réalisent à l'endroit du groupe dominé (les sans-papiers). Selon Isabelle Taboada-Leonetti, l'individu dispose malgré tout d'une certaine liberté de choix et c'est en ce sens que la notion de stratégie (appliquée au champ du social) nous paraît pertinente. La notion de stratégie identitaire postule que les acteurs sont capables d'agir sur leur propre définition de soi. Les individus et les groupes ne sont pas des récepteurs passifs des identités assignées dans les relations de pouvoir mais des acteurs sociaux, capables d'agir et de mettre en œuvre des stratégies identitaires qui leur permettent de s'affirmer comme des sujets⁴⁴.

La stratégie identitaire est le résultat de l'élaboration individuelle et collective des acteurs et exprime les ajustements opérés, au jour le jour, en fonction de la variation des situations et des finalités exprimées par les acteurs ainsi qu'en fonction des ressources de ceux-ci⁴⁵. Les finalités sont définies par les individus en fonction de leur évaluation de la situation d'interaction (c'est-à-dire de l'importance des contraintes extérieures et de leurs propres capacités d'action)⁴⁶. Joseph Kastarsztein constate que les travaux de psychologie sociale sur la visibilité sociale, sur la différenciation et sur l'identité montrent qu'une des finalités stratégiques essentielles pour l'acteur est la *reconnaissance* de son existence dans le système social, de son appartenance et de sa place spécifique ; reconnaissance qui doit être ressentie subjectivement par le sujet⁴⁷.

En résumé, trois éléments interviennent dans la mise en place d'un processus de stratégie identitaire : les *acteurs*, individuels ou collectifs ; la *situation* et les enjeux produits par cette situation ; les *finalités* poursuivies par ces acteurs⁴⁸. En ce qui

⁴³ Cf. CODOL J.P., *op. cit.*, pp. 465-466.

⁴⁴ TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 49.

⁴⁵ *Ibid*, p. 49.

⁴⁶ DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, *op. cit.*, p. 184.

⁴⁷ KASTERSZTEIN J., "Les stratégies identitaires des acteurs sociaux : approche dynamique des finalités" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.* p. 32.

⁴⁸ TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 51.

concerne notre population de femmes latino-américaines sans-papiers, ces dernières se trouvent insérées dans un contexte limité par le cadre de la clandestinité. Toutefois, elles poursuivent comme finalité le fait de *se faire une place symbolique* (malgré leur non-existence légale) dans la nouvelle société en essayant de contourner l'image de la clandestinité pour se définir à partir d'autres lignes biographiques valorisées soit dans la société d'origine, soit dans la société de réception.

Dans ce chapitre, nous allons, dans un premier temps, analyser les différentes stratégies identitaires que les femmes latino-américaines mettent en place afin de contourner l'image de la clandestinité, c'est-à-dire les différentes stratégies visant à relativiser l'importance de celle-ci (soit en se comparant à d'autres personnes sans-papiers, en inversant le sens de la clandestinité, en se référant à d'autres système de valeurs ou en se comparant avec soi-même). Toutefois, au niveau identitaire, elles sont toujours considérées par le regard d'autrui comme des personnes sans-papiers (ceci constitue toujours un trait de leur identité). C'est pour cela que, dans un deuxième temps, nous allons analyser la manière dont ces femmes en réalisent une sorte de rééquilibrage de leurs lignes biographiques, diminuent l'importance de la ligne biographique de la clandestinité. C'est ainsi qu'elles vont renforcer d'autres lignes biographiques (comme celle de mère de famille/ mère célibataire, fille (aînée) courageuse, femme mûre et femme indépendante).

2.1. Stratégies identitaires face à la clandestinité

« Dérangeants, chômeurs, délinquants » tels sont les stéréotypes et messages négatifs envers les groupe des sans-papiers. Il est difficile de ne pas se laisser toucher par ces images et ce qui engendre des sentiments de souffrance et de honte (cf. chapitre 2, deuxième partie). Vincent de Gaulejac identifie *trois moyens* de supprimer ou de réduire la souffrance du sujet : *modifier le sens* accordé à la situation, *modifier la situation sociale* à l'origine de la souffrance, ou *agir sur son éprouvé de la souffrance*⁴⁹. Les

⁴⁹ DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, op. cit., p. 183.

femmes latino-américaines dirigeront leurs comportements en vue de modifier le sens de la situation voire de relativiser l'importance de la clandestinité⁵⁰.

En effet, étant donné les possibilités limitées d'obtention d'un permis de travail et de séjour en Suisse pour les femmes ressortissantes d'Amérique du Sud (cf. politique migratoire) (« *ce n'est pas beau de vivre comme ça, ce n'est pas bien* »), celles-ci ne peuvent qu'agir sur le sens accordé à la situation en invalidant le regard de l'autre, en ne lui accordant pas la légitimité de juger ou en se référant à d'autres systèmes de valeurs pour lesquels son identité ne serait plus dévalorisée. Cela correspond aux *stratégies de contournement* qui, selon Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti⁵¹, permettent au sujet de prendre de la distance par rapport au système de valeurs qui le stigmatise et de résister à l'intériorisation de l'image négative même qui lui est renvoyée par les autres.

La stigmatisation identitaire provoque chez le sujet un premier mouvement d'étonnement, d'incompréhension et d'injustice. Ces femmes vont ainsi essayer de contester la légitimité du regard méprisant du groupe majoritaire (qui se manifeste dans l'imposition d'un statut d'illégal et de sans-papiers) à travers des messages contraires à ceux de l'illégalité (ne rien faire de mauvais, s'affirmer comme quelqu'un d'honnête qui se comporte bien, etc.) visant à relativiser l'expérience de la clandestinité. La force de cette contestation dépend des ressources -identitaires, relationnelles et culturelles- sur lesquelles le sujet peut s'appuyer.

Ces femmes expriment, d'une part, leur incompréhension parce qu'elles ne peuvent pas avoir un permis de travail et de séjour en Suisse et, d'autre part, parce qu'elles se voient attribuer des images négatives disant qu'elles ne font rien de mauvais à part le fait de travailler : « *Je ne me sens pas tranquille parce que je sais qu'à n'importe quel moment... je ne fais rien de mal ici, je n'ai fait que travailler mais je travaille illégalement. C'est difficile de vivre avec cette idée* ». De plus, ces femmes ne se sentent pas responsables de leur nationalité (elles n'ont pas la nationalité européenne) et elles

⁵⁰ Dans de cas limités, elles essayeront de modifier la situation à travers l'adoption de stratégies individuelles (obtention d'un permis -il est à remarquer que cela est en lien avec l'adéquation des ressources pour pouvoir atteindre les aspirations-) et en fonction du niveau d'intériorisation de l'image négative.

⁵¹ DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, op. cit., p. 189.

n'arrivent pas à comprendre les raisons de cette discrimination. Elles ne peuvent que contester ce regard dans des limites précises (*« je n'ai rien fait de mal ici, je n'ai pas d'antécédents, je n'ai pas de casier judiciaire et je ne comprends donc pas pourquoi je dois me cacher »*).

Parmi les stratégies visant à relativiser la clandestinité, nous avons identifié les stratégies suivantes : *« Ce n'est pas grave, il y a d'autres illégaux comme moi »*, l'inversion du sens, la référence à d'autres système de valeurs (notamment à ceux du pays d'origine) et la comparaison avec soi-même.

« Ce n'est pas grave, il y a d'autres illégaux comme moi »

La personne se voit insérée dans un monde où l'existence de personnes sans-papiers est normale. Il s'agit de personnes qui, comme elle, sont venues avec différents projets et qui sont également dans l'impossibilité de recevoir un permis pour séjourner légalement en Suisse. Ces personnes font donc partie d'un groupe qui est discriminé dans son ensemble à cause de sa nationalité (*« je sais qu'il y a beaucoup de gens comme moi ici »*). Ce groupe est pourtant constitué de personnes différentes, issues de toutes les classes sociales, ayant des niveaux d'éducation différents. Des femmes qui ne se seraient peut-être jamais croisées dans leur pays d'origine, se trouvent rassemblées dans la même catégorie, à moins qu'elles soient mariées ou étudiantes. Il s'agit d'une discrimination collective et non individuelle : *« nous nous retrouvons tous dans les mêmes conditions, nous sommes tous illégaux »*. Ainsi en généralisant la difficulté du vécu, la personne se console et le vécu est moins lourd.

En s'apercevant que leur « stigmat » n'est pas affiché partout et qu'il n'est pas visible, ces femmes réalisent qu'elles peuvent contrôler l'information relative à ce dernier. La police et les gens en général ne connaissent pas leur statut et si elles arrivent à bien gérer l'information sur leur identité, personne ne peut en principe soupçonner leur situation. Ainsi, par exemple, en *s'homogénéisant* dans les espaces publics, elles ne vont pas être le centre d'intérêt (*« ils ne vont pas se gêner pour se renseigner »*). D'ailleurs, elles affirment que les étrangers qui sont en situation légale font le même type de travail ; dans ce sens, leur situation ne changerait pas grand chose en cas

d'obtention de la légalité : « *il y a des gens qui ont des papiers qui travaillent en faisant de nettoyage... je ne paie pas d'impôts* ».

Selon Erving Goffman, lorsque les « normaux » et les « stigmatisés » viennent à se trouver matériellement en présence les uns des autres, les deux partis se voient contraints d'affronter directement les causes et les effets du stigmat. Au cours de ces contacts mixtes, l'individu possédant un stigmate a tendance à se sentir « en représentation », dans la mesure où il doit surveiller et contrôler l'impression qu'il produit⁵².

Si, dans un premier temps, les femmes latino-américaines essaient plutôt d'éviter les moments où elles pourraient être confrontées aux « normaux » en pensant qu'elles courent le risque d'être reconnues tout de suite (parce qu'elles ignorent ce que les autres pensent d'elles), dans un deuxième temps, au fur et à mesure qu'elles gagnent de l'expérience en tant que personne sans-papiers, elles se rendent compte que leur différence n'est ni immédiatement apparente ni déjà connue (cf. individu discréditable). *Savoir manier l'information*⁵³ concernant leur secret (notamment le fait de l'exposer ou de ne pas l'exposer, de le dire ou de ne pas le dire, de feindre ou de ne pas feindre, de mentir ou de ne pas mentir ; et, dans chaque cas, à qui, comment, où et quand) fait partie intégrante de leurs stratégies.

En outre, le fait d'affirmer “ *Je suis touriste, j'ai des papiers* ” est une manière de relativiser l'importance de la clandestinité. En affirmant ainsi avoir des papiers une des femmes interviewées dit posséder une identité. Il y a des femmes qui affirment aussi être touristes ; elles sortent du pays et voyagent tous les trois mois pour faire tamponner leur passeport et revenir ensuite en Suisse : « *je suis touriste, j'ai mes papiers, le seul problème c'est que je n'ai pas un permis pour vivre et travailler en Suisse, voilà c'est ma responsabilité* ».

⁵² GOFFMAN E., *op. cit.*, pp. 25-26.

⁵³ *Ibid.*, p. 57.

Inversion du sens⁵⁴

Cette stratégie consiste à inverser le sens de l'expérience : plus précisément, ce qui est désigné comme négatif par le système de valeurs dominant est vécu comme positif par les femmes sans-papiers. Dans ce sens, ces femmes vont affirmer que la peur et les risques sont fascinants, que les risques font partie de la vie, qu'ils rendent la vie moins monotone : « *j'aime le danger, j'aime tout ce qui signifie braver le danger, j'aime le danger, j'aime les risques, ça me fascine !!* », « *il s'agit de l'exagération à 200%, je n'ai jamais eu peur* ».

Elles lient ces deux dimensions de la réalité (danger/risque d'une part et fascination d'autre part) et conçoivent leur expérience comme une aventure, une expérience parmi d'autres, une période de vacances, une parenthèse dans leur vie, de laquelle elles ont beaucoup appris : « *cela me paraît comme une aventure, ce que j'ai vécu ici.. si j'étais une écrivain, j'écrirais un roman sur ma vie...* ».

Il convient de préciser que si le contre-système de valeurs (une éducation reçue ou des convictions personnelles) auquel elles se réfèrent -afin de résister d'une manière optimale à la pression du système dominant- est trop vulnérable, ceci leur permet de préserver une part de leur estime d'elles-mêmes, mais, au fond d'elles-mêmes elles demeurent, d'une certaine manière, touchées par le regard méprisant de l'autre (« *il y a toujours des risques dans cette vie : on gagne ou bien on perd* »).

Référence à d'autres systèmes de valeurs et désimplification

Cette stratégie consiste à se référer à d'autres systèmes (culturels ou idéologiques de groupes minoritaires ethniques, du groupe familial ou autres), ce qui permet aux individus de se désimpliquer de la stigmatisation en ne se sentant pas concernés par celle-ci⁵⁵. Les femmes latino-américaines se réfèrent à d'autres systèmes de valeurs,

⁵⁴ La stratégie de l'*inversion du sens* et de la *référence à d'autres système de valeurs* correspondent aux stratégies que Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti appellent *de contournement*. DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, op. cit., p. 187.

⁵⁵ *Ibid.*, pp. 192-193.

notamment à celui de leurs pays d'origine. Ce contre-système est légitime aux yeux de ces femmes. De cette manière, en percevant leur expériences comme *provisoire*, ces femmes ne semblent pas concernées par la baisse de statut ni par la précarité de leur séjour en Suisse ou par les mauvais traitements. En affirmant vouloir rentrer, elles considèrent l'illégalité comme étant momentanée.

De ce fait, cette nouvelle identité de femme de ménage, de femme sans-papiers, de femme occupant illégitimement une place est assumée de manière momentanée. C'est une manière de voir que le séjour en tant que femme sans-papiers ne va pas durer toute la vie et, dans la mesure où il n'est pas définitif, il est davantage supportable. Ces femmes refusent ainsi d'accepter cette identité à long terme (cf. ligne biographique de femmes travailleuses, pages suivantes).

D'ailleurs, dans leurs pays d'origine, le fait d'avoir émigré à l'étranger est source de fierté. Ainsi, en se référant à d'autres systèmes de valeurs, ces femmes se désimpliquent des représentations que la clandestinité en Suisse comporte. Au contraire, le fait d'être à l'étranger et de travailler pour l'avenir des enfants ne reçoit pas seulement l'appui de la famille mais de la société d'origine en général. Cela est validé dans la mesure où travailler dans un pays étranger donne la possibilité à ces femmes d'offrir à leurs enfants un autre type de vie. C'est pour cela que ces femmes doivent supporter le fait d'être loin de leurs enfants, d'être dans un autre pays, où elles ne parlent pas la langue, où elles sont l'objet de stéréotypes négatifs, etc. : *« j'admire tous les gens qui viennent en Suisse parce qu'on souffre beaucoup au début et si on a une fille au pays d'origine, on souffre plus encore »*.

Les femmes (notamment celles qui ont des formations professionnelles) ressentent, d'une manière ou d'une autre, une dévalorisation vis-à-vis du travail et une perte de statut : *« dans mon pays d'origine, j'avais un poste de travail où quelquefois c'était moi qui donnais des ordres et, ici, le plus dur c'est de se sentir comme une bonne. Mes patrons essayaient de ne pas me le faire sentir comme ça. Bof je ne me sens pas mal mais il y a des moments où je me dis 'oh, mon Dieu, quand chez moi, il y avait quelqu'un qui travaillait pour moi, maintenant je suis dans le rôle de cette personne »*.

Il faut indiquer que cette perte de statut entraîne chez ce groupe de femmes (possédant un bon niveau de scolarité) dans un premier temps des sentiments de

frustration et de révolte (surtout si ces femmes sont l'objet d'humiliation ou de moqueries de la part des patrons ne possédant pas un niveau de scolarité élevé) : *« ce qui était le plus dur pour moi, c'était la perte de statut. Je ne faisais rien chez moi, je ne faisais pas la lessive et après c'est dur quand on t'ordonne de le faire et, s'il y a de la poussière, qu'on te dise que tu ne nettoies pas bien. Le pire c'est s'il s'agit de personnes qui ont de l'argent mais qui n'ont pas une formation universitaire et ce sont ce type de personnes qui t'humilient, qui te traitent comme une bonne. Je pleurais d'indignation ».*

Pour ces femmes, il s'agit d'accepter momentanément ce statut de « femme de ménage » dans une société qui n'est pas la leur. Elles ne se situent pas par rapport aux autres Suisses. Elles n'ont pas comme centre de référence la Suisse mais le pays d'origine et les bénéfices qu'elles pourront avoir après : *« au début je me sentais très mal, repoussée, méprisée mais maintenant que je sais ce que signifie le fait de travailler et je ne le regrette pas. Je ne veux pas le faire toute ma vie. Je le valorise parce qu'ici on te paie.. je veux dire on paie le fait d'être ici parce qu'on satisfait ce qu'on veut... J'ai connu des gens qui sont rentrés dans leur pays avec beaucoup d'argent et qui ont pu acheter leur appartement, leur voiture, etc. Ils sont rentrés avec une solvabilité économique bien définie alors je dis 'ça vaut la peine d'être ici' ».*

En faisant également l'affirmation suivante : *« les Suisses sont dans leur pays ; moi, j'ai mon niveau dans mon pays »*, ces femmes essaient de garder une image adéquate et de ne pas se voir inférieure ou dévalorisées par rapport aux Suisses. Ces femmes (en plus du stress de la clandestinité) se voient confrontées au fait de ne pas parler la langue (ou de ne la parler qu'un peu), de ne pas pouvoir étudier ou de ne pas maîtriser les codes sociaux correctement. Tout cela peut faire qu'elles se sentent inadéquates, incompetentes et, bien évidemment, désavantagées par rapport aux Suisses (*« ils sont bien préparés »*). En affirmant qu'elles ont leur niveau dans leur pays (niveau qui est reconnu par leurs familles, amis et groupes élargis), elles se protègent et essaient de ne pas se voir dévalorisées, ni de se sentir inférieur aux Suisses ; mais plutôt de se dire qu'elles ont aussi des capacités et qu'elles ont une existence valorisée ailleurs.

Ces femmes éviteront donc de se comparer aux Suisses puisque les différences sont très grandes. En tout cas, la comparaison se fait avec d'autres Latino-américains qui ont

une situation plus proche de la leur⁵⁶ : *« cela ne me convient pas de me comparer aux Suisses. Ils ont toujours beaucoup plus d'avantages ... moi, je suis privilégiée parmi les autres Latino-américains parce que j'ai au moins quelque chose : mon baccalauréat suisse »*.

Se comparer avec soi-même

Dans ce groupe de femmes, le fait d'être en Suisse signifie déjà avoir franchi un pas dans un projet de vie où l'amélioration des conditions de vie au niveau économique est important. Émigrer à l'étranger se présente comme la seule possibilité d'atteindre des conditions de vie décentes. Alors le fait d'être déjà en Suisse est une chance, une opportunité que n'a pas tout le monde : *« ce sont des choses qui sont déjà écrites quelque part, si les choses doivent arriver, elles arrivent : je l'ai toujours dit à propos de ce qui m'est arrivé parce que tout le monde ne vient pas en Suisse »*.

Elles comparent donc les possibilités actuelles (même sous les contraintes de l'illégalité) avec celles des personnes restées dans leur pays d'origine: *« avec ce qu'on gagne ici, on peut vivre n'importe quelle situation mieux que là-bas. La valeur de la monnaie est très basse par rapport à la monnaie d'ici... avec la famille, on peut s'en sortir ; dans ce sens, je me vois mieux ici que là-bas »*. Elles se sentent donc en quelque sorte privilégiées étant donné que le fait d'être à l'étranger est source de valorisation et que leurs conditions de vie actuelles sont nettement meilleures par rapport au passé.

Face au pays d'origine, leur statut professionnel est dévalorisé à leurs yeux et à ceux de la société d'émigration. Dans leur pays d'origine déjà, ces femmes se voyaient forcées à laisser de côté leur propre profession de départ puisque celle-ci ne leur donnait pas la possibilité de s'en sortir : *« ça ne sert à rien d'étudier si après on ne va pas l'exercer. C'est mieux d'avoir de l'argent alors je vais le gagner parce que si on n'a pas d'argent pour continuer, c'est très difficile de s'en sortir. Il y a beaucoup de chômeurs avec un diplôme dans mon pays, il y a beaucoup de professionnels qui*

⁵⁶ C'est ainsi que la tendance à se comparer à autrui décroît à mesure qu'augmente la différence entre soi-même et autrui ; par contre, la comparaison se fera volontiers avec ceux dont l'aptitude ou l'opinion sont les plus proches. Consulter BOURHIS R. & alii, "Discrimination et relations intergroupes" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *op. cit.*, pp. 176 et ss.

travaillent en faisant du taxi et alors je me demande ce que je gagne, c'est comme ça, on doit bien regarder et plus encore si on a un enfant».

Dans ces pays, la personne doit souvent donc abandonner le statut de travailleur professionnel (ayant fait l'université) pour prendre celui de travailleur informel, temporaire, (en faisant des petits boulots qui ne s'accordent pas à ses qualifications : par ex. avoir fait une formation d'enseignante et travailler dans un petit magasin comme vendeuse ou bien simplement rester au chômage). Par conséquent, le fait de venir en Suisse et d'assumer une identité de femme de ménage est, de ce point de vue, relativisé parce que, de toute manière, rester au pays d'origine aurait impliqué le fait d'être au chômage ou d'être sous-employée : *« j'ai ma profession dans mon pays mais je ne peux pas travailler dans ma profession là-bas, si dans mon pays je ne peux pas le faire, c'est pire ici : je dois accepter n'importe quel travail ».*

Cette diminution au niveau du statut professionnel peut être compensée par d'autres activités intellectuelles. La personne est très consciente du fait qu'elle a perdu son statut au niveau de son pays : *« si mes amis me voyaient, ils diraient mais comment est-elle descendue jusqu'à un tel point ? ».* Cependant, elle affirme qu'au niveau personnel, elle se sent bien : elle se situe par rapport aux autres Latino-américaines en situation illégale et se définit comme une immigrée avec des enfants mais qui a pu faire différentes choses : *« j'ai changé de statut pour moi-même. Je ne sens pas que j'ai échoué. Je me sens contente de moi... j'ai fait cette formation qui ne me donne pas l'opportunité de travailler ici mais elle me donne l'option de savoir comment m'occuper de mes parents. D'autant plus que j'ai senti que j'étais préparée avec le français écrit comme oral. Cela est pour moi une satisfaction ».*

2.2. Entre la tradition et l'émancipation

Dans la première partie, nous avons vu les différentes stratégies identitaires que les femmes latino-américaines mettent en place afin de contourner l'image de la clandestinité. Néanmoins, au niveau identitaire, ces femmes sont toujours considérées par autrui comme des personnes sans-papiers. À ce stade, nous allons analyser la

manière dont ces femmes (en diminuant l'importance de la ligne biographique de la clandestinité) renforcent d'autres lignes biographiques comme celles de mère de famille/ mère célibataire, fille (aînée) courageuse, femme mûre et femme indépendante⁵⁷.

Mère de famille/ mère célibataire

Cette ligne biographique est revendiquée par les femmes mères célibataires ou mères de famille qui ont un projet économique, elle occupe une place très importante dans la vie de ces femmes. Ainsi, la clandestinité comme élément identitaire est minimisée face à l'importance de se percevoir comme de « bonnes mères » et d'être considérées aussi comme de bonnes mères par autrui (dans le pays d'origine et dans le pays de réception). Ainsi, toutes les difficultés qu'elles peuvent vivre sont évaluées comme des obstacles mineurs face à leur identification de mère.

Mais le fait d'être une bonne mère implique des sacrifices dans la mesure où ces femmes mettent les aspirations des enfants à la première place: « *maintenant c'est pour mes enfants ; une mère veut toujours donner le meilleur à ses enfants* ». Être une bonne mère signifie en quelque sorte s'oublier soi-même et tout faire pour les enfants (soit leur envoyer de l'argent s'ils ont dans le pays d'origine soit leur offrir des conditions de vie normales en Suisse) : « *malgré le fait d'être loin de mes enfants j'ai toujours de l'argent à leur envoyer, ils ne vont pas souffrir du manque de nourriture ou de logement* ».

Nous avons même interviewé une femme qui, malgré sa maladie (polyarthrite), courait de droite à gauche afin de ne perdre aucune opportunité de travail, son souci étant la survie de ses enfants : « *ce qui me donne de la satisfaction, c'est que je peux donner à mes enfants ce qu'ils veulent.. c'est difficile mais chaque fois que je vois ma famille réunie, je me sens bien* ».

⁵⁷ Ana Vasquez affirme : "...Une identité n'est pas 'bonne' ou 'mauvaise' en soi, sa valorisation dépend de l'individu et des mythes de son groupe d'appartenance, mais elle dépend aussi de la connotation que lui attribue le groupe dominant...". VASQUEZ A., "Les mécanismes des stratégies identitaires : une perspective diachronique" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 161.

Il s'agit d'un sacrifice qui donne de la satisfaction personnelle. Ces personnes, qui dans leur pays d'origine, se sentaient impuissantes et dépassées par des situations économiques difficiles, se sentent utiles et efficaces. Dans ce sens, le sacrifice vaut la peine d'être réalisé dans la mesure où ces femmes arrivent, ici, à subvenir aux besoins de leurs enfants. De ce fait, la décision de partir à l'étranger (et donc d'être en Suisse) n'est pas remise en question : *« quand on sort de nos pays, on sait à quoi on s'expose alors on ne peut pas le regretter, le fait de sortir pour construire quelque chose de bien pour les enfants, c'est positif »*.

Par ailleurs, les femmes assumant un projet économique, deviennent le support principal de la famille restée au pays d'origine : *« l'argent que j'envoie c'est pratiquement pour toutes les dépenses : nourriture, études, etc. »*. Ainsi, certaines personnes de la société de réception et de la communauté du pays d'origine les considèrent comme des mères courageuses. Le fait d'être une bonne mère est reconnu et valorisé. Le fait d'être une mauvaise mère peut être, au contraire, motif de critique et de soupçon parce que les personnes du pays d'origine croient encore que gagner de l'argent à l'étranger est très facile. Le fait de ne pas envoyer régulièrement de l'argent pour le soutien financier de la famille est vu comme un acte irresponsable. La communauté considère que la mère une « mauvaise mère »⁵⁸.

Dans le monde latino-américain, la femme est valorisée en tant que mère. De ce fait, elle aspire à être mère parce que cela lui permet d'acquérir une respectabilité sociale. À cette fin, elle devra avoir quelques caractéristiques qui font d'elle une bonne mère (dévouement, sacrifice, patience, discrétion, etc.). Dans cette transformation, la famille joue le double rôle de modèle et de contrôle⁵⁹.

Pour les mères provenant des couches sociales les plus pauvres, l'enjeu principal est de pouvoir offrir « quelque chose de meilleur à leurs enfants » par rapport aux possibilités qu'elles n'avaient pas auparavant, notamment de leur donner une certaine

⁵⁸ À cet égard, nous avons recueilli un témoignage d'une femme étant venue en Suisse avec un projet économique que nous avons qualifié d'"échoué". En effet, cette femme ayant eu de problèmes avec la personne "contact", se trouvant isolée et n'ayant pas pu trouver du travail, se trouve dans l'impossibilité d'envoyer de l'argent à sa famille (enfants et mari). C'est pour cette raison que son mari lui fait de la pression en lui disant qu'elle a oublié ses enfants, en la soupçonnant de se prostituer et en la cataloguant de n'est pas être une bonne mère.

⁵⁹ Cf. FULLER N., *Dilemas de la femineidad. Mujeres de clase media en el Peru*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1993, pp. 204-213.

éducation. L'éducation représente la possibilité de pouvoir s'en sortir, d'être quelqu'un dans la société et de pouvoir monter dans l'échelle sociale. C'est même un motif de fierté pour les familles issues des couches sociales pauvres et moyennes : *« pas pour moi, c'est pour elle ; elle ne va pas retourner en Équateur et travailler comme je travaille ici ; je veux un autre futur pour elle, je veux qu'elle étudie et qu'elle travaille dans sa profession »*.

Mais ce sacrifice n'est pas toujours vécu d'une manière optimale et, paradoxalement, cette ligne biographique (qui occupe une place importante, et minimise celle de la clandestinité) est motif de contradictions identitaires. Par moments, le fait d'être une bonne mère loin de ses enfants est mis en cause face à la possibilité d'être une bonne mère à côté de ses enfants : *« ça me blesse d'avoir laissé mes enfants », « sentimentalement je n'ai pas amélioré ma situation », « c'était dur de me détacher de mes filles, je ne m'étais jamais séparée de mes filles ; maintenant on souffre beaucoup, je souffre et elles aussi »*.

C'est ainsi que, bien que les besoins économiques soient satisfaits (par l'envoi d'argent) : *« je peux envoyer un peu d'argent à ma famille » « ... mais économiquement j'ai amélioré ma situation »*, les besoins émotionnels sont mis entre parenthèses. Mais paradoxalement, c'est cette blessure (être loin des enfants et de la famille) qui encourage et donne la force de supporter la situation difficile : *« ce qui m'encourage à continuer, à surmonter ces difficultés, c'est mon vœu de faire s'en sortir ma famille ; c'est ça ce qui m'encourage, ce qui me donne de la valeur et les forces pour continuer à lutter »*⁶⁰.

Ceci dit, certaines femmes sans-papiers ont des remords d'avoir quitté leurs enfants : *« je ne suis pas ici parce que je veux des richesses ou parce que je veux m'amuser : on n'abandonne pas ses enfants pour rien ou bien on les emmène avec soi... »*, *« je veux avoir mon fils à côté de moi, qu'il se rende compte de ce que je fais, de la manière dont*

⁶⁰ Amilcar Ciola fait un commentaire intéressant à propos de la signification de l'argent. L'argent se présente comme ambivalent "entre la malédiction et la bénédiction". L'argent cause une blessure, une coupure, un éloignement des êtres aimés et implique la perte de statut, les mauvais traitements quelquefois, etc. mais cela représente aussi une justification de l'effort, du "sacrifice", un sentiment d'utilité, etc. Gagner de l'argent a tout un sens et une signification pour les vies de ces femmes. CIOLA A., "Comment être assis entre deux chaises" ou, la condition du migrant" in *Interdialogos*, n° 2, 1995, pp. 19-22.

je travaille...je veux donner à mon fils l'opportunité d'étudier parce les études, c'est le meilleur cadeau qu'un parent puisse donner à son enfant ».

Ainsi, être une bonne mère signifie être à côté de son fils et lui donner l'opportunité d'étudier. Une manière de faire face à cette situation est de projeter l'amour maternel sur d'autres enfants (les enfants qu'elles gardent). C'est comme cela que ces femmes agissent, elles se sentent ainsi mères à distance : *« je suis toujours entourée d'enfants et je les garde comme s'il s'agissait de mon fils, je pense qu'ils remplissent le vide que laisse le fait de ne pas avoir mon fils près de moi, de cette façon ma vie est davantage supportable ».* D'ailleurs, il y a une tendance à faire venir les enfants dans le pays de réception (où les enfants d'âge scolaire peuvent suivre la scolarité obligatoire, cf. chapitre 2, troisième partie).

Les mères célibataires (« seules », sans ami) assument le fait d'être mère d'une manière encore plus ferme : elles ont dû s'en sortir seules et doivent s'en sortir seules, elles ne dépendent de personne et elles ne peuvent que compter sur elles-mêmes en Suisse, et sur leurs parents et sur la famille étendue dans le pays d'origine : *« c'est moi qui doit toujours faire la loi, c'est pour cela que je suis ici ».*

Pour certaines femmes issues d'un contexte économiquement ou socialement défavorisé dans leur pays d'origine, une ligne biographique complémentaire à celle de femme mère de famille est celle de « femme qui a souffert, qui est courageuse et qui lutte ». Le fait de s'identifier à une femme qui a souffert les rend plus solides et résistantes aux conditions de vie du pays de réception. En fait, dans leur pays d'origine, ces femmes ont déjà vécu dans des conditions de vie difficiles : *« avant, j'avais une bonne position, mon époux travaillait et il avait un bon poste mais après, tout s'est terminé. J'ai dû descendre, pas moralement mais économiquement, jusqu'au niveau le plus bas : j'ai connu le froid, la faim, la précarité, tout ce que je n'avais jamais imaginé. Alors, si ici j'ai faim, cela ne me frappe pas et si je dois faire du nettoyage, je le fais volontiers parce que, dans mon pays, je travaillais toute la journée et je n'ai jamais gagné un bon salaire et j'étais très mal traitée, très mal vue, je ne pouvais pas me débrouiller librement ».*

C'est ainsi que cette ligne biographique (femmes courageuses) leur permet de percevoir leur identité de manière continue, leur sentiment d'unicité n'est donc pas

ébranlé. Finalement, nous pouvons dire que, malgré le fait d'être clandestines, sans-papiers, illégales et malgré le regard dévalorisant d'autrui, ces femmes voient leurs images de soi valorisées et se sentent fières d'elles mêmes : *« j'ai réussi à m'en sortir et je me sens fière de moi parce que tout le monde ne peut pas raconter ce que j'ai vécu. J'ai toujours lutté, ma vie a toujours été une lutte je ne sais pas pourquoi, je ne sais pas quelle sera la fin mais, dans cette vie, il faut toujours lutter, il faut toujours lutter »*.

La fille (aînée) courageuse

Cette ligne biographique est revendiquée par des femmes célibataires venues pour aider leurs familles (parents ou frères) autrement dit, par des femmes ayant un projet économique, ou encore des femmes avec un projet imprécis et/ou d'installation. Cette ligne biographique occupe une place importante dans la vie de ces femmes. Ainsi, la clandestinité comme élément identitaire est minimisée face à l'importance de se percevoir comme une fille qui a des responsabilités vis-à-vis de sa famille. Toutefois, même si cette ligne est importante pour s'identifier, ces femmes cherchent aussi à s'identifier par d'autres lignes comme celle d'être une femme qui a mûri.

Pour qu'elles puissent être considérées comme de « bonnes filles », elles doivent envoyer régulièrement de l'argent aux parents restés dans le pays d'origine. Il y a une sorte de compromis qui n'est écrit nulle part mais qui est accepté symboliquement ; il s'agit des attentes de la famille et des attentes sociales vis-à-vis du comportement des enfants à l'égard de leurs parents (*« j'espère que tu deviendras quelqu'un de fort ; j'attends beaucoup de choses de toi »*). Évidemment dans les pays où la sécurité sociale est très peu présente, la société et les familles attendent que ce soit les enfants qui prennent la responsabilité de s'occuper de leurs parents au moment où ceux-ci se voient dans l'impossibilité de travailler (maladie, vieillesse ou autre)⁶¹ : *« j'envoyais de l'argent parce que je voulais aider mes parents, je n'avais aucune obligation mais de toute façon je me disais 'cela va toujours les aider pour quelque chose'.. »*.

⁶¹ Cf. BEY M. & alii, "Au Pérou, la famille peut-elle remplacer l'État ?" in GAUTIER, A. & alii (s/s la dir. de), *Familles du Sud*, Bondy cedex, Cahiers des sciences humaines, Éditions de l'Aube, ORSTOM, nouvelle série numéro 2, 1997, pp. 89-103.

Être une bonne fille signifie donc ne pas oublier ses parents et s'occuper d'eux malgré la distance, faute de quoi des sentiments de culpabilité peuvent se présenter : *« avant, j'avais toujours envoyé de l'argent à ma mère mais maintenant comme je ne travaille pas, j'ai mauvaise conscience. J'aimerais travailler pour pouvoir les aider à nouveau »*. Cela est également chargé d'une connotation de sacrifice : selon le projet migratoire de la personne, les parents seront vus comme une première priorité (cf. la fille aînée qui sacrifie ses études pour aider ses parents) ou comme une deuxième priorité (personne ayant un projet imprécis d'études ou d'installation).

Il est possible que, si elle manque à ses responsabilités, la femme en question recevra la sanction sociale de la part de sa famille et ressentira également des sentiments de culpabilité : *« chaque fois que j'avais envie de voyager je me disais 'avec toute la quantité d'argent que je vais dépenser, je pourrais aider ma famille' », « ma mère est toujours en premier et après c'est moi ; personne ne me demande d'envoyer de l'argent à ma mère, c'est quelque chose qui naît en moi, c'est ta volonté en tant que fille, je ne sais pas exactement »*.

En effet, l'envie d'être une bonne fille est présente, de manière inconsciente; il s'agit de compenser le sacrifice que leurs parents ont fait pour les élever. L'accomplissement de cette responsabilité est primordial et est ressenti d'une manière plus profonde dans les cas où ces femmes sont célibataires : *« quand je me suis mariée, mes parents ont compris qu'à partir de ce moment-là, je devais aussi penser à mes propres besoins. C'était comme si on disait 'bien, ma fille, tu as déjà fait ton devoir, tu nous as aidés tout ce que tu as pu'. Actuellement je ne les aide plus »* -commentaire d'une de nos interviewées se référant à la période où elle avait un projet économique/familial-.

Cette image de fille responsable de la famille (ou de la sœur qui aide ses frères) est soignée par ces femmes même si elles ne pensent pas retourner au pays d'origine. Par rapport à leur société d'origine, elles s'identifient à *« la sœur qui envoie de l'argent à ses frères et sœurs ou à la fille qui aide ses parents âgés »*.

Femme travailleuse

Paradoxalement, le travail (qui peut être source de malaise parce qu'il est dévalorisé, impose de limites, marginalise et est source de discriminations, d'abus et d'exploitation) offre à ces femmes un moyen important de valorisation et d'identification : celle de femmes travailleuses. Ces femmes essaient de minimiser la négativité et les inconvénients de ce type de travail (« *le travail ne déshonore personne* ») pour se référer au travail en général qui est une source de valorisation dans la société.

Ces femmes sont donc indépendantes économiquement par leur travail parce qu'elles travaillent et elles se considèrent comme de bonnes travailleuses (honnêtes, responsables et efficaces) : « *je fais bien mon travail* ». Malgré les restrictions et l'arbitraire liés à leur manque de statut, elles essaient de garder une marge de liberté qui les aide à se sentir actrices et capables de prendre des décisions. Ainsi, le type de travail accompli prend moins d'importance dans la mesure où la personne peut se définir comme étant une bonne travailleuse qui sait bien faire son travail et qui sait mettre des limites (par exemple quant au tarif de travail) : « *je garantis un bon travail, je le fais bien, c'est pour cela que je ne travaille pas pour moins de 20 francs* ».

Pour ces femmes, le fait d'avoir présents à l'esprit les objectifs pour lesquels elles sont venues, est une sorte d'indicateur : « *jusqu'à cela j'accepte, cela je ne l'accepte pas* ». Cela permet à la personne de maintenir sa dignité et de ne pas se voir rabaissée. Cette stratégie est utilisée par les personnes ayant un projet autre qu'économique : « *les personnes qui viennent pour l'argent se soumettent à l'exploitation ... tandis qu'une personne qui vient sans avoir de responsabilité familiale a moins de risque qu'on abuse d'elle parce que les choses sont claires dès le début et c'est simplement à toi de continuer, d'avancer et de te faire à l'idée qu'on est ici comme une personne normale, légale ou non, parce qu'on a des droits* ».

Il faut dire que le fait d'être bien traitée est ressenti comme un signe de reconnaissance de la personne et de son statut de travailleuse « *quand on te traite bien, on travaille volontiers* ». Les immigrées préfèrent souvent avoir de bonnes patronnes (donc, être bien traitées) et de bas salaires plutôt qu'avoir un salaire élevé et d'être mal traitées. L'identité négative est ainsi valorisée par le regard d'autrui (dans la société de

réception), cela d'autant plus s'il s'agit de personnes suisses. Le fait d'avoir une bonne relation avec la patronne (qui peut considérer la femme immigrée comme une amie), de disposer de sa confiance en ayant une marge de liberté dans le travail et de ne pas toujours suivre des ordres (« *tu es responsable de cela, fais comme tu veux* ») est une source de revalorisation et de reconnaissance importante.

Femme mûre et indépendante

Cette ligne biographique est revendiquée par des femmes célibataires ou séparées de leur mari (pour échapper à la violence conjugale) qui n'ont pas l'obligation d'envoyer de l'argent à leur famille ; ces femmes proviennent de la classe sociale moyenne dans la grande majorité (sauf une qui provient de la classe sociale supérieure) et possèdent une formation supérieure (ce sont des universitaires, professionnelles ou étudiantes). Ces femmes sont venues en Suisse avec des projets imprécis (quelques-unes ont aujourd'hui un projet d'installation) ou d'études.

Paradoxalement, la clandestinité (qui est synonyme de restriction personnelle, de dépendance, de renfermement, de marginalisation et de manque de perspectives) est réinterprétée par ces femmes comme une expérience de liberté, d'indépendance et d'ouverture aux valeurs plus profondes de la vie. Ces femmes s'identifient à de femmes mûres, solides, indépendantes : « *j'ai appris à être indépendante, je ne dépends de personne ... j'ai pu m'en sortir et je peux aider ma famille* ». L'identification à ces traits identitaires est source de fierté et donne une image valorisée de soi. Ainsi, toutes les situations difficiles, les contraintes et les frustrations de la clandestinité sont évaluées comme positives dans la mesure où celles-ci les aident à mûrir : « *je me sens fière de moi parce que j'ai appris à me valoriser comme personne, à valoriser chaque chose qui m'arrive en Suisse ; chaque obstacle que je dois surmonter est quelque chose de positif pour moi...* ».

Cette ligne biographique occupe une place importante dans la vie de ces femmes. Ainsi, la clandestinité comme élément identitaire est minimisée face à l'importance de se percevoir comme une femme qui acquiert une expérience de vie où d'autres valeurs prennent le dessus : apprendre à vivre sans avoir comme référent principal les choses

matérielles (« avant je me préoccupais du maquillage et de l'habillement ; de la bonne présentation pour les autres mais maintenant je pense que ce n'est pas l'apparence physique qui compte : ce qui est important c'est ce qu'on apprend »), valoriser la famille, le travail (« j'ai fait tout type de boulots : nourrice, maçon, peintre, du nettoyage de maisons ; j'ai déjà expérimenté ce que signifie être clandestine, ce que signifie commencer à 'zéro', je sais ce que les gens ressentent quand ils sont dans une situation difficile. Je suis satisfaite de ce que je fais, j'ai appris à être plus responsable, à valoriser plus le travail et valoriser l'effort. Même si je n'ai pas obtenu beaucoup de choses, c'était une belle expérience ») ou encore les personnes sans les juger sur le type de travail qu'elles font : « je sens que j'ai mûri en tant que personne et je me sens différente. Je ne suis plus la même personne et je me sens bien ».

Mais il y a aussi un sens de découverte de la vie : il y a différents obstacles (la souffrance, les risques, le prix à payer) qu'il faut surmonter afin d'être forte, de mûrir et de connaître la réalité de la vie : « j'ai vécu tout ça, je crois que c'était nécessaire de passer par tout cela, de vivre tout cela pour apprendre à aimer ce qu'on a laissé, ce qu'on avait et lui donner beaucoup plus de valeur ». La clandestinité est vécue, dans ce sens, comme une sorte d'épreuve de la vie d'où les personnes sortent renforcés et avec une certaine expérience de vie : « comme toutes les personnes, on croit que la vie est facile ; il fallait que je vive tout cela pour savoir la vérité de la vie », « je te dis honnêtement ; maintenant je remercie parce qu'on m'a appris à voir la réalité de la vie. Je me sens fière de ce que j'ai obtenu dans la souffrance parce que j'avais besoin de souffrir pour pouvoir apprendre ce qu'est la vie ».

La clandestinité peut ainsi être sur-valorisée, comme le témoignage de cette femme le montre : « ça m'a plu, même si je dois souffrir, je pense que c'est le pays où les gens mûrissent, où les gens viennent apprendre à faire toutes les choses qu'ils n'ont jamais faites dans leur pays, on a grandi en étant tous gâtés. Je pense que tout le monde doit venir ici pour mûrir ... je suis venue quand j'avais 33 ans mais quand j'en avais 22 je me sentais encore comme une jeune fille, je sentais que je n'étais pas mûre parce que je ne prenais pas les choses au sérieux. Ici, je sens que j'ai changé, je me sens femme dans mon premier travail je pleurais tous les jours, je nettoiais les tiroirs et je me disais que cela était nécessaire pour que je puisse mûrir... ».

L'indépendance (surtout pour les femmes célibataires qui habitaient avec leurs parents dans le pays d'origine)⁶² consiste déjà en le fait de se séparer physiquement de la famille et permet de se responsabiliser par rapport à soi-même : se nourrir, se soigner, choisir un logement, choisir des amis, des divertissement ; autrement dit cela permet de prendre de décisions à différents niveaux. L'expression « prendre sa vie en mains » prend tout son sens étant donné qu'il s'agit, en quelque sorte, de devenir adulte sans avoir le contrôle direct de la famille ni de la société : *« j'habitais avec mon père et ma mère, j'étais la fille de la famille alors qu'en Suisse on fait un virage de 360 degrés ... on mûrit, on commence à faire des choses par soi même », « en tant que personne j'ai fait beaucoup de progrès, j'ai appris des choses que je n'aurais pas apprises ou je n'aurais pas découvertes là-bas parce que là-bas on a tout : la famille et tout ça. Mais dès que l'on sort de la maison, on affronte différentes circonstances et on apprend beaucoup... ».*

C'est ainsi que la personne peut déployer des nouvelles facettes de sa personnalité et découvrir d'autres valeurs que celles de son milieu. La liberté acquiert une autre connotation : celle de se découvrir, de pouvoir s'exprimer et de se sentir valorisée (*« je me sens complètement revalorisée parce que j'ai toujours été intelligente, j'aimais étudier, j'ai toujours voulu me réaliser professionnellement mais il y avait chez moi ce côté latino-américain »*), de faire différentes choses qu'elles n'avaient pas pu faire auparavant à cause d'une idéologie patriarcale selon laquelle la femme est réduite à la sphère privée et l'homme (le mari, le père, le frère) représente la famille dans la sphère publique (prise de la parole, décisions, pourvoyeur d'argent, etc.). Il s'agit donc d'une indépendance économique, personnelle et d'esprit : *« la chose la plus importante que j'ai obtenue ici, c'est ma liberté, la liberté de m'exprimer, de penser, d'étudier, de lire, d'apprendre de nouvelles choses. Je n'ai pas de limites. Je me sens fière de moi, je sens que j'ai trouvé l'équilibre que je n'avais pas avant ».*

⁶² En Amérique Latine, selon l'idéologie patriarcale, les filles habitent avec leurs parents jusqu'à ce qu'elles se marient. Elles sont toujours sous le contrôle du père de famille ; après le mariage elles passent sous le contrôle de leur mari. En outre, il convient de considérer les difficultés économiques qui traversent les couches sociales en Amérique Latine, ce qui rend, de toute manière, difficile l'indépendance financière de jeunes filles.

Lorsque le fait de mûrir est valorisé, la personne occupe une place importante c'est-à-dire que c'est par rapport à elle-même qu'elle s'identifie et non pas par rapport à son statut social actuel (réalisation des tâches ménagères) ou à son statut légal (sans-papiers). Or, le fait de s'accorder du temps est un acte important qui justifie l'expérience migratoire : *« j'ai pris du temps pour moi, pour réfléchir à mes intérêts, à mes valeurs, à ma famille, à ma maison, etc. Je regarde la vie d'une manière différente. De cet objectif que j'ai déjà accompli, il y en a d'autres qui sont nés. C'est pourquoi, même si je suis renvoyée maintenant, je suis contente de ce que j'ai fait », « je me sentais en quelque sorte heureuse d'avoir fait ce que je voulais : sortir du pays et connaître un autre pays, une autre mentalité, une autre culture ; c'est ça qui m'a encouragée et il y a eu des moments terribles dans mon séjour par exemple le fait de dormir en prison mais je me disais 'je vais bien, je vais continuer, je vais continuer, je me disais 'tout a son prix'... ».*

Dans les chapitres précédents, nous avons décrit les différentes stratégies identitaires que les femmes latino-américaines utilisent pour faire face aux identités négatives attribuées par le groupe dominant : « (...) processus de comparaison sociale, découverte de similitudes partielles et affirmation d'une différence globale, apparaissent comme essentiels à la définition de chacun d'entre nous comme objet particulier »⁶³. Nous avons voulu situer l'enjeu identitaire des femmes sans-papiers et le processus de reconstruction identitaire au sein de ces trois processus : *comparaison, similitude et différence*.

À ce stade, nous voulons reprendre nos questionnements de départ et faire l'état de la compréhension de nos questions. Les questionnements qui nous ont servi de fils conducteurs à notre réflexion étaient les suivants : *Comment comprendre l'expérience des femmes latino-américaines sans-papiers ?* Autrement dit, *comment font-elles face à l'expérience de l'inexistence légale ?* ou bien *Comment agissent-elle face à la clandestinité en essayant de garder -malgré tout- un cadre de normalité ?* Nous avons décidé de reprendre, dans le chapitre suivant, les éléments d'analyse développés dans

⁶³ CODOL J.P., *op. cit.*, p. 449.

les parties précédentes afin de construire un modèle explicatif de l'expérience et de l'agir des femmes latino-américaines sans-papiers.

Chapitre 3

D'une vie anormale à une vie normale

Comment exister -quotidiennement, symboliquement- tout en étant inexistante légalement, socialement, économiquement? Comment, en étant femme sans-papiers, avoir une existence symbolique et reconnue par un ensemble social ? Qu'est-ce que la *survie* en tant que personne *invisible*? Comment comprendre l'*existence quotidienne* de femmes sans-papiers face à une *inexistence* ou à une *invisibilité légale* ?

Le mot « clandestin » évoque, entre autres, les termes « caché », « secret » et « illégal ». Comment cette notion d'invisibilité est donc vécue par ces femmes ? L'invisibilité dans l'espace public (fait de passer inaperçue, de ne pas se faire remarquer) est d'une certaine manière indispensable à la prolongation du séjour de ces femmes sur le territoire helvétique. Toutefois, une visibilité concrète, quotidienne et pratique est également indispensable à la survie (en effet, ces femmes doivent travailler, manger, prendre le bus, etc.). Ainsi des aspects de la visibilité doivent cohabiter avec l'invisibilité. Comment ces femmes vivent-elles entre ces deux mondes ? Comment intègrent-elles dans leurs modes de vie des aspects visibles et invisibles de leur statut en Suisse ?⁶⁴.

En effet, nous nous sommes intéressées à la catégorie sociale des femmes latino-américaines sans-papiers. Cette catégorie a comme caractéristique le fait de porter un secret ou -en utilisant les mots de Erving Goffman- un stigmate⁶⁵, un trait de leur identité qui n'est pas connu au premier abord ; ces femmes possèdent donc une identité virtuelle qui peut être discréditée. Leur stigmate relève de la définition juridique du

⁶⁴ Nous pouvons comparer avec d'autres catégories sociales : les femmes prostituées qui exercent la prostitution en secret. Or, le fait de mener une sorte de double vie est une condition à la reproduction de leur mode de vie actuel. Cf. COLLU C., *À la périphérie du visible : la double vie d'une femme prostituée*, Fribourg, Université de Fribourg, 2001, mémoire de licence ; PRYEN S., *Une approche sociologique de la prostitution de la rue*, Rennes, Presses Universitaires Rennes, 1999. Les femmes battues peuvent aussi d'une certaine manière être comparées. Elles mènent une sorte de double vie en gardant à l'extérieur une autre face. Cf. D'ALESSANDRI S., *Femmes battues : des femmes en quête d'identité*, Fribourg, Éditions Université de Fribourg, 1994, mémoire de licence.

⁶⁵ Le stigmate selon Erving Goffman représente "(...) un désaccord particulier entre les identités sociales virtuelle et réelle (...) qui jette un discrédit profond (...) " sur la personne qui le porte. GOFFMAN E., *op. cit.*, pp. 12-13.

statut, impliquant que la personne qui possède ce stigmate occupe de manière illégale et illégitime une place dans la société.

D'une manière générale, nous nous situons face à l'existence/la visibilité (dans le cas des femmes sans-papiers il s'agit d'une existence locale, concrète, quotidienne) et à l'inexistence/l'invisibilité (sociale, légale, politique par exemple) de catégories sociales portant un stigmate (séjourner sur le territoire helvétique de manière illégale pour les sans-papiers -exercer une activité illégale comme consommer de la drogue de manière abusive pour les toxicomanes, exercer la prostitution pour les prostituées, être chômeur de longue date pour les chômeurs, etc.) ou une identité virtuelle pouvant être discréditée tout en menant -dans la mesure du possible- une vie « normale » vis-à-vis des autres et en revendiquant une reconnaissance sociale.

Dans le cas qui nous concerne, il s'agit de catégories sociales portant un stigmate qui n'est pas visible d'emblée : l'individu peut donc être discrédité, ce qui veut dire qu'il fera tout pour contrôler l'information quant à son stigmate. Il s'agit bien d'une différence entre l'identité sociale virtuelle et l'identité sociale réelle. Or, à l'égard des sans-papiers, nous pouvons nous demander comment cela se passe par rapport à d'autres catégories sociales telles que les personnes séropositives, les consommateurs occasionnels de drogues, les ex-prisonniers, ou encore des anciens malades psychiques.

Comment ces groupes vulnérabilisés sur le plan social, économique, politique et identitaire font face aux nouvelles réalités qui leur étaient jusque-là extérieures (cf. la clandestinité, le sida, les drogues, la prison) et qui deviennent ensuite de nouveaux traits de leur identité ? Comment faire le pas d'une « vie anormale » (marquée par l'insécurité, la méfiance, la peur, le regard d'autrui) vers une « vie normale » (où une reconnaissance sociale est possible, où la confiance et la crédibilité sont de nouveau possibles) ? Comment reconstruire à nouveau une existence normale, une visibilité nouvelle ?

Nous nous sommes intéressées à l'expérience sociale des femmes latino-américaines sans-papiers et au sens qu'elles donnent à leur vécu en Suisse. La notion d'*expérience sociale* met l'accent sur la capacité de l'actrice sociale à mettre en concordance, à articuler, à construire, à travailler sur son expérience sociale afin de la rendre cohérente et de lui donner un sens (cf. chapitre 2, première partie). Nous avons voulu comprendre

le travail de la personne, c'est-à-dire la manière dont elle fait face à la situation de clandestinité et construit son expérience sociale.

De ce fait, notre recherche considère la femme comme une *actrice socialisée, influencée et enracinée dans une histoire concrète*. Toutefois, bien que notre centre d'intérêt ait été l'expérience des femmes latino-américaines en Suisse, nous avons voulu, dans un premier temps, mettre en évidence la manière dont les contextes d'émigration et d'immigration se trouvent en constante interaction et désignent le cadre de la clandestinité. Toute expérience sociale est enracinée dans un contexte mais c'est aussi l'actrice sociale qui *donne une continuité* à une certaine réalité sociale.

En effet, la clandestinité suisse, processus en reproduction, créée par des conditions de structures constitue le cadre général et le « champ des possibles » dans lequel l'*agir* des femmes se réalise. L'*agir* des femmes contribue, à son tour, à la reproduction quotidienne de la clandestinité en lui donnant une certaine continuité notamment à travers le mode de vie de ces femmes. Or, comme Michel Crozier et Erhard Friedberg l'affirment, l'individu garde toujours un minimum de liberté, une marge d'action à partir de laquelle il est capable de jouer avec les différentes alternatives afin de construire créativement son histoire⁶⁶, cela malgré les contraintes.

L'aménagement

Cette nouvelle réalité (clandestinité, sida, drogues, prison, etc.) qui atteint l'individu, qui s'impose, d'une certaine manière, à l'individu implique aussi bien un aménagement au niveau de la vie (c'est-à-dire la création d'un mode de vie résistant aux nouvelles vicissitudes et aux nouveaux défis : assurer la prolongation du séjour sur le territoire helvétique, intégrer des aspects cachés dans le nouveau mode de vie, contrôler l'information) qu'un aménagement identitaire (résister aux nouvelles images attribuées par autrui, rétablir une identité positive, etc.)⁶⁷.

⁶⁶ Cf. CROZIER M. & FRIEDBERG E., *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, pp. 41-57.

⁶⁷ Consulter par exemple CATTANEO L., *Entre espoir et incertitude : le courage de réapprendre à vivre : analyse du processus de "retour à la vie" des malades du sida engagés dans les nouvelles thérapies antirétrovirales*, Fribourg, Université de Fribourg, 2001, mémoire de licence. Le retour à la vie, pour les malades de sida, implique d'une part, la gestion des limites (prise des médicaments par exemple) et d'autre part, un travail identitaire autrement dit un travail de gestion face à la déstabilisation provoquée par la maladie.

L'individu doit donc gérer les conséquences de cette nouvelle réalité sur deux plans différents : le plan de la survie et le plan identitaire. Sur le plan identitaire, cette réalité extérieure et étrangère vient accompagner des assignations identitaires négatives (sidéenne, homosexuelle, clandestine, profiteuse, ex-prisonnière, criminelle, malhonnête, etc.). Ces identités sont attribuées de manière homogène à toute la catégorie des personnes concernées sans faire de distinctions : « tous les séropositifs sont des homosexuels », « toutes les clandestines sont des profiteuses », etc. Il y a une homogénéisation par le regard d'autrui.

Dans le cas de femmes sans-papiers, face à ces assignations identitaires négatives et face à l'homogénéisation du groupe social, ces femmes ne peuvent pas échapper complètement à ces nouvelles identités, elles peuvent toutefois s'en détacher partiellement (identification partielle) à travers la mise en place de stratégies identitaires. En effet, lorsqu'une femme sans-papiers cherche du travail, il est bien probable qu'on lui demande quel type de permis elle possède. Pour l'obtention du logement, pour se faire soigner ou encore pour initier des relations, ces femmes sont également confrontées au fait de devoir dévoiler leur statut. Dans la vie quotidienne, il n'est donc pas possible d'échapper à cette étiquette de « sans-papiers »⁶⁸.

Le fait de posséder une identité virtuelle pouvant être discréditée n'a pas seulement des conséquences au niveau de leur identité mais aussi au niveau de l'aménagement de leur mode de vie actuelle. Ainsi, en ce qui concerne la vie en tant que sans-papiers, l'enjeu est d'assurer la survie au quotidien à travers la création d'un nouveau mode de vie répondant aux nouveaux défis qui découlent de la situation ; il convient d'exercer un contrôle à l'extérieur qui permette de garder l'aspect discréditable de leur identité afin que le fait d'occuper (ou de se faire malgré tout) une place dans la société ne soit pas remis en question.

Ces femmes doivent aussi assurer la prolongation de leur séjour sur le territoire helvétique mais aussi redessiner, adapter, créer et/ou recréer leurs projets migratoires. Elles doivent donc avoir un mode de vie qui leur permet, d'une part, d'avoir une image

⁶⁸ Or, songeons au cas d'un(e) ancien(ne) malade psychique qui, en cherchant également du travail, doit amener un certificat médical, ce qui veut dire dévoiler son passé psychique.

de soi adéquate et, d'autre part, d'assurer la prolongation de leur séjour sur le territoire helvétique afin d'atteindre leurs objectifs migratoires.

Nous supposons que, soit sur le plan identitaire, soit sur le plan de la survie, la personne est contrainte et s'identifie partiellement aux nouvelles identités (femme sans-papiers par exemple) et intègre les nouveaux mondes (le monde de la clandestinité ou, pour une femme prostituée, le monde de la prostitution, etc.⁶⁹) afin de pouvoir dans un deuxième temps s'en détacher et se reconstruire plus solidement. En effet, le fait de pouvoir se mouvoir dans le monde de la clandestinité (ou du sida, de la prostitution, de la drogue, etc.) implique le fait d'en connaître le mode de fonctionnement et d'avoir une certaine maîtrise de celui-ci (quant aux règles, codes, habitudes, limites) , néanmoins, le fait de rester dans ce monde est opposé au fait de pouvoir constituer autour de soi « une vie normale ». Le nouveau mode de vie de femmes latino-américaines ne constitue pas une forme d'organisation isolée mais il est au centre des interactions et des influences entre la société de réception et le monde de la clandestinité. Leur mode de vie est donc au centre des interactions/influences du monde marginalisé et de la société normale.

3.1. Se rendre visible et invisible : « avoir une vie normale »

La clandestinité implique donc une situation éprouvante où la peur d'être contrôlée par la police, d'être dénoncée, d'établir librement des relations et de sortir, se mélangent avec l'insécurité quant au lendemain, avec l'impuissance, avec la dépendance ou encore avec le sentiment d'illégitimité quant à la place que ces femmes occupent sur le

⁶⁹ Nous pouvons faire un parallèle avec la vie d'une femme prostituée qui, en utilisant des *stratégies de contrôle extérieur* (notamment à travers la séparation spatio-temporelle entre l'espace domestique et l'espace professionnel), cherche à faire possible l'existence d'une double vie. Pour ce faire, la femme doit être en mesure de pouvoir contrôler l'information, les comportements et les attitudes propre à chaque espace (domestique et professionnel). Cf. COLLU C., *À la périphérie du visible: la double vie d'une femme prostituée*, op. cit. Dans cette direction, Marc-Henry Soulet, quant à la gestion de la consommation chez des usagers de drogues dures, constate que la gestion implique, tout d'abord, l'existence d'une *logique du métier* -qui suppose savoir concrètement utiliser la drogue de manière à minimiser les risques sanitaires et sociaux- : "(...) le point de départ de la gestion réside dans la capacité objective à utiliser un produit selon les règles de l'art (...)". SOULET M.H., *Gérer sa consommation. Drogues dures et enjeu de conventionnalité*, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg (collection Res socialis), 2002, p. 163.

territoire helvétique. C'est ce que les femmes latino-américaines interrogées nomment « ce n'est pas une vie ».

Leur situation se caractérise par un état de vulnérabilité. En effet, elles se trouvent en quelque sorte *démunies* (sans ressources adaptées) pour faire face à cette nouvelle réalité externe qui les concerne (cf. chapitre 2, deuxième partie). Elles sont désavantagées en tant que *migrantes* (cf. les différentes ruptures que l'exil comporte, l'apprentissage d'une nouvelle langue, le fait de ne plus être dans un milieu social où elles étaient reconnues, de ne plus parler la langue maternelle, les difficultés de transfert du capital culturel, etc.) et plus encore en tant que *migrantes sans-papiers*, ce qui les place dans une situation de faiblesse majeure au niveau social (elles n'ont aucun type de droit, elles n'ont pas le droit de se plaindre, elles ne peuvent pas compter sur une structure formelle pour les défendre).

De ce fait, en arrivant en Suisse, en expérimentant la vie *sans-papiers* et le processus d'étiquetage de « sans-papiers », ces femmes se trouvent face à une situation inconnue jusque-là ; situation qui relève des relations inégalitaires intergroupes (cf. chapitre 1, quatrième partie). Le regard du groupe dominant sur le groupe minoritaire des étrangers (et plus particulièrement des étrangères sans-papiers) amène une grande dévalorisation. Les femmes sans-papiers font partie du groupe des sans-papiers et donc du groupe soupçonné être constitué de délinquants, de profiteurs, de marginaux, de personnes sans éducation ou encore de criminels. En outre, l'assignation du statut de sans-papiers donne à ces femmes une non-place, que ces femmes occupent malgré tout en restant de cette manière illégitimes aux yeux des autres. Elles sont ainsi confrontées au regard dévalorisant du groupe dominant et aux assignations négatives.

Ces femmes, dans les limites tracées par leur statut, se confrontent au défi de *construire leur place* au sein d'une société où elles n'existent pas légalement. Nous pouvons dire, de manière schématique, qu'en venant en Suisse, elles passent d'un *statut de personne* (dans leur pays d'origine, ces femmes avaient un statut juridique, elles possédaient une histoire, un présent, des liens sociaux, elles avaient une certaine reconnaissance sociale, etc.) à un statut de *personne inexistante* (en Suisse, le sens de l'existence, le passé et la capacité à se projeter sont niés). Ainsi, c'est en tant que personnes inexistantes qu'elles doivent se faire une place.

Afin de *faire face et de s'en sortir*, les femmes latino-américaines sans-papiers doivent créer des conditions favorables pour que le passage d'une vie anormale (une vie clandestine, illégale) à une vie normale (qui reste malgré tout, dans la plupart des cas une vie dans la clandestinité, une vie « sans-papiers ») se produise. Certes, dans un premier temps, la clandestinité -et le fait de faire face à la survie- est une réalité extérieure qui semble occuper une place importante -sinon la plus importante- au niveau de la réorganisation de la vie quotidienne, des pensées, de l'énergie, de l'investissement en termes de temps, de divers types d'apprentissages. La clandestinité est une réalité toute nouvelle et elle demande à être intégrée à un mode de vie résistant aux nouvelles facettes qui en découlent mais aussi à un mode de vie qu'elles vont considérer comme « normal », un mode de vie qui intègre les aspects de la clandestinité (savoir évoluer dans ce monde, en connaître les règles ainsi que maîtriser la clandestinité) mais aussi de la normalité (vivre comme les autres, travailler comme les autres, avoir des loisirs comme les autres).

Mais si nous parlons du *passage* d'une vie anormale à une vie normale, cela répond à nos besoins intellectuels essayant d'expliquer une réalité sociale. Nous sommes toutefois conscientes que, dans les faits, la réalité est bien plus complexe. Nous voulons dire par là qu'il ne s'agit pas d'un passage où les éléments relatifs au fait de « ne pas avoir une vie » (présents dans un premier temps) s'effacent totalement dans le deuxième temps correspondant au fait d'« avoir une vie ». Ces femmes demeurent des « sans-papiers »; elles n'ont pas transformé leur statut. Il leur suffit d'écouter une histoire de renvoi ou d'avoir été très proches d'un contrôle policier pour que la peur revienne, pour que les éléments relatifs au « ce n'est pas une vie » refassent surface.

En outre, nous pensons que c'est au niveau de « ce n'est pas une vie » que les femmes latino-américaines sans-papiers commencent à engendrer les conditions nécessaires (un sentiment de malaise, d'injustice, de révolte -cf. pages suivantes-) permettant, à un certain moment, de se tourner vers elles, de réfléchir à elles et de prendre de la distance vis-à-vis de la clandestinité, de concevoir cette dernière comme opposée à ce qu'elles désirent en termes de projets de vie. Ainsi, les affirmations « ce n'est pas une vie » / « j'ai une vie normale » doivent être comprises comme des moments qui s'entrecroisent et se nourrissent entre eux.

C'est à travers ce processus de mise à distance que ces femmes peuvent avoir une nouvelle lecture de leur situation, imaginer une manière différente de vivre la clandestinité, désigner des perspectives d'avenir, réactualiser/identifier les anciennes ressources (comme la débrouillardise et la résistance forgées dans leur pays d'origine déjà cf. chapitre 1, deuxième partie), imaginer de nouvelles ressources, apprécier des ressources dont elles disposent et qu'elles peuvent mobiliser à l'heure actuelle (comme l'expérience, l'art de vivre dans la clandestinité, les amis, etc.). Cette nouvelle lecture de leur vie, soutenue par la mobilisation d'anciennes et de nouvelles ressources, va leur permettre d'avoir un certain « contrôle » de la situation⁷⁰. Il s'agit d'une lecture qualitativement différent qui implique la naissance et la construction d'un sentiment de confiance (lié à la capacité de mobiliser des ressources pour faire face aux situations nouvelles, aux imprévus, etc.) s'exprimant par le fait de vivre et de mener une vie « normale » (prendre le bus, le tram, aller travailler, rentrer chez soi, faire des achats, avoir des amis, etc.) sans que rien ne se produise, c'est-à-dire sans que la peur les paralyse.

La notion de « normalité » apparaît comme centrale dans cette transition. Ces femmes cherchent d'une part à se rapprocher de ce qui représente (au niveau social et identitaire) la « normalité » (c'est-à-dire de ce qui est, d'une part, légitime et reconnu socialement) et, d'autre part, à posséder les traits d'une identité normale. Au niveau social, il s'agit de chercher la similitude dans les espaces publics et d'assumer les normes et les règles sociales d'une manière minimale ou maximale (assimilation) mais aussi d'assumer des valeurs socialement reconnues par le corps dominant (valeurs qui ne sont d'ailleurs pas forcément contraires aux leurs : être honnête, travailler, respecter le repos des autres). En somme, il s'agit d'avoir un mode de vie semblable aux personnes légales (aux personnes « légitimes »), ce qui concerne notamment une normalité à l'extérieur.

⁷⁰ Il s'agit comme Marc-Henry Soulet, le souligne d'une modification qualitative et subjective : "il n'y a pas progression au sens où une marche aurait été franchie (...) plus que d'avancées et de reculs, c'est d'oscillation dont il faudrait parler (...)". SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *Agir en situation de vulnérabilité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 198.

Au niveau identitaire, il s'agit d'avoir une identité normale (travail, famille, amis), c'est-à-dire de se convaincre (face aux impositions identitaires qui leur renvoient des messages d'infériorité et de stigmatisation) et de mettre en exergue le fait qu'elles sont comme les autres, qu'elles pensent à leurs enfants, qu'elles se sacrifient pour eux, qu'elles veulent un meilleur futur pour eux, qu'elles travaillent décentement, qu'elles sont utiles à la société, qu'elles ont un horaire normal, qu'elles possèdent un logement, qu'elles ont des amis, etc. Il s'agit de se prouver et de prouver aux autres qu'elles ne sont pas mauvaises et qu'elles ont la même valeur que les autres. C'est bien là une manière d'exister en tant que personne « normale » à leurs propres yeux et de revendiquer une existence aux yeux d'autrui.

Il convient de remarquer que le fait d'avoir des amis (suisses, possédant un statut légal ou ayant un statut de sans-papiers) est important dans la mesure où cela est une source de reconnaissance. Le fait d'être « acceptées » (telles qu'elles sont, en tant que femmes « sans-papiers ») par les amis est caractéristique d'une identité normale. Mener une vie normale est ainsi une manière d'exister « légitimement » à leurs propres yeux et aux yeux des autres. Tel que Vincent de Gaulejac l'affirme, l'individu humilié -par la clandestinité- a besoin de retrouver un collectif capable de lui donner une réassurance ; c'est dans une relation valorisante que l'image de soi peut être reconnue, que l'image de normalité peut être ressentie⁷¹.

En résumé, nous pouvons dire que, d'une part, le fait de garder une normalité à l'extérieur est une manière d'être « naturelle » (comme les autres, comme tout le monde en situation légale), de tout faire de manière modérée (sans les excès attribués aux étrangers) : soit pouvoir sortir, travailler, avoir des amis, établir des contacts sans avoir peur. D'autre part, le fait de garder une identité normale permet à ces femmes de se percevoir et de se sentir comme faisant partie (au moins subjectivement) de ce qui est « normal ». C'est ainsi que le passage d'une vie anormale à une vie normale implique le passage d'une inexistence, d'une invisibilité à une existence, à une visibilité. Ceci se fait à travers la normalité, qui permet à ces femmes d'exister à leurs propres yeux ainsi

⁷¹ Cf. DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, op. cit., p 142.

qu'aux yeux des autres et de revendiquer une place et une reconnaissance sociale :
« *nous sont des êtres humains, nous avons tous des droits* ».

Le passage : la réflexivité

Le fait de vivre en Suisse en tant que femme sans-papiers entraîne une situation tout à fait opposée à ce que les femmes latino-américaines imaginaient. Que ce soit en raison d'images d'Eldorado véhiculées par le collectif d'émigrants, en raison des personnes « contacts » (qui n'ont pas parlé suffisamment à ces femmes de la vie en Suisse) ou en raison d'une absence de connaissances quant à la signification de la clandestinité, ces femmes viennent en Suisse avec des images différentes quant à la manière de vivre dans ce pays. Dans bien des cas, l'arrivée en Suisse est entourée d'un imaginaire positif (cf. chapitre 1, deuxième partie).

Ces femmes n'imaginaient pas le fait de vivre sous pression constante, avec la peur d'un éventuel contrôle d'identité, elles n'imaginaient pas des restrictions par rapport à l'accès aux divers services comme le logement, le travail, la santé, l'éducation; elles n'imaginaient pas qu'elles pourraient ressentir de la peur en sortant, en voyant un agent de police ou en entendant une sirène de voiture. En somme, elles ne savaient pas ce que signifie le fait de vivre en cachette mais encore, elles ne savaient pas qu'elles allaient voir en elles l'image de criminelles et de personnes illégitimes. Or, le sentiment d'illégalité qui leur est renvoyé (du fait de leur statut) est source de honte (« *occuper une place qu'elle ne devrait pas occuper* ») (cf. chapitre 1, quatrième partie).

De ce fait, il existe un écart entre la manière de vivre actuellement (en Suisse, en étant sans-papiers) et ce qu'elles imaginaient en venant en Suisse. En conséquence, ces femmes doivent, surtout dans un premier temps, faire face au défi de la survie qui prend une place importante et elles commencent à apprendre l'*art de vivre* dans la clandestinité, c'est-à-dire la manière de se débrouiller dans ce monde.

Cette situation, comme nous l'avons déjà indiqué, n'a pas seulement des conséquences au niveau objectif (il faut certes y répondre et vivre, avoir un travail, un endroit où dormir, éviter des contrôles policiers) mais aussi au niveau subjectif, c'est-à-dire au niveau identitaire. Vincent de Gaulejac semble bien définir cette situation en

faisant une distinction entre souffrance objective et souffrance subjective. Pour les femmes latino-américaines sans-papiers, le fait d'assurer la survie au quotidien tout en étant en situation de fragilité (ces femmes n'ont aucun type de droit) implique de supporter l'exploitation, les menaces, l'injustice, les mauvais traitements. Cette situation (qui entraîne une souffrance identitaire) a ses origines au niveau sociétal (une politique migratoire des rapports inégalitaires intergroupes crée et recrée des clandestins et des groupes marginalisés, autrement dit des personnes fragilisées quant aux marges de manœuvre limitées qu'elles posséderont) : « l'identité est blessée de l'extérieur par l'humiliation et de l'intérieur par les conséquences subjectives de cette violence »⁷².

C'est donc la survie qui prend de la place et de l'ampleur dans la vie de ces femmes. Bien évidemment, afin d'éviter cette souffrance sociale, il est possible de retourner au pays d'origine. Vu que ce retour n'est pas possible à court terme, ces femmes mènent un mode de vie où la clandestinité occupe une place importante (cf. chapitre 1 et 2, troisième partie). Elles restent en Suisse même si les conditions de ce séjour ne font pas partie de la manière dont elles envisageaient leur vie. De ce fait, leurs rêves sont refoulés pour donner place aux soucis, aux préoccupations, aux réponses qu'il faut donner au quotidien ; c'est l'ici et le maintenant qui prennent le dessus : « (...) la situation d'impasse se caractérise donc par un refoulement de la fonction imaginaire qui bloque les capacités de se projeter dans une autre existence (...). Tout se passe comme si la capacité de se situer dans un passé et dans un avenir était bloquée. Le sujet ne peut se situer dans l'historicité dans la mesure où il est totalement soumis aux exigences du présent (...) »⁷³.

La clandestinité refoule ce qu'il y a de plus profond et intime, et entraîne une crise identitaire chez les femmes latino-américaines sans-papiers. Selon Claude Dubar, face aux agressions (telles que licenciement, chômage, déni de reconnaissance, échec scolaire, ruptures) la crise identitaire produit un « repli sur soi » (être seul « avec soi-

⁷² DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, op. cit., p. 136.

⁷³ *Ibid.*, p. 258.

même »)⁷⁴. Il s'agit de la réflexibilité : « le sujet est une *capacité potentielle de distanciation, de réflexivité, de retour sur soi, et de volonté, de décision délibérée* »⁷⁵.

Marc-Henry Soulet affirme que ce processus implique le fait d'engager un processus réflexif conduisant à la reconnaissance de la problématique de la situation vécue, c'est-à-dire que l'individu prend de la distance pour se « voir » et pour mettre en rapport « ce que je suis » avec « ce que j'aurais pu/dû être »⁷⁶. La notion de réflexivité nous semble être importante pour expliquer le passage de « ce n'est pas une vie » à « j'ai une vie normale ». Dans le cas des femmes latino-américaines sans-papiers, c'est comme si ces femmes prenaient de la distance par rapport à leur vécu et à leur histoire ; au bout d'un certain temps, elles se posent donc pour « regarder », « lire », « dire » leurs histoires mais en même temps, elles s'y regardent, elle s'y reconnaissent.

Ce processus leur permet de se rappeler (et donc d'actualiser leurs projets migratoires) les raisons qui les ont poussées à partir, les facteurs à l'origine du départ, les rêves qu'elles avaient, leur mémoire, leurs identités passées. C'est cette « mémoire » endormie qui se réveille et qui permet de problématiser leur vécu, de prendre conscience que ce qu'elles sont, que la manière dont elles vivent actuellement, que tout cela est opposé à ce qu'elles veulent ou peuvent être, à ce qu'elles imaginent comme mode de vie.

Ces femmes ne peuvent pas changer la situation mais elles peuvent toutefois changer la lecture qu'elles donnent à leur vécu en Suisse et attribuer un sens positif à leur expérience. Les femmes latino-américaines sans-papiers, dans la mesure où elles peuvent se détacher du présent, parviennent à se rappeler de leurs rêves et sont ainsi capables d'imaginer qu'un nouveau mode de vie est possible (« avoir une vie normale »). En somme, il faudrait qu'elles reconnaissent que leur mode de vie actuel (marqué par le sceau de la clandestinité) est problématique, c'est-à-dire qu'il est en opposition avec leurs projets de vie, avec leurs rêves profonds, avec ce qu'elles

⁷⁴ DUBAR C., *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 168.

⁷⁵ DUBET F., "Socialisation des acteurs et sujet social", p. 69 cité par BAJOIT G., "Qu'est-ce que le sujet ?" in BAJOIT G. & BELIN E. (s/s la dir. de), *Contributions à une Sociologie du sujet*, Paris, Éditions L'Harmattan, p. 118.

⁷⁶ SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 190.

cherchaient en venant en Suisse. Elles sont venues en quête de meilleures conditions de vie (économiques, relatives à la liberté sociale en tant que femme, etc.) ; cependant, elles se retrouvent en Suisse dans un présent marqué par l'insécurité, la peur, la méfiance.

Comme Marc-Henry Soulet l'affirme, les personnes en situation de vulnérabilité (dans l'impossibilité de changer la situation) peuvent certainement agir subjectivement et jouer sur la définition de la situation⁷⁷. Ainsi, ce même auteur, dans une étude sur les consommateurs gestionnaires de drogues, arrive à la conclusion que le fait de sortir de la toxicomanie (par abstinence ou par modération de la consommation) suppose le fait d'établir une distance entre soi-même et sa pratique de consommation. Ce processus de distanciation implique la déconstruction de l'expérience antérieure fondée sur une mise en doute du sens que le consommateur attribuait préalablement à sa condition, pour la construction symbolique d'une nouvelle manière de voir et de vivre sa consommation⁷⁸ : « ... en provoquant une relecture du passé, ils autorisent une reconceptualisation de l'expérience antérieure et une recherche de nouvelles alliances à la société... »⁷⁹.

Dans le cadre de notre recherche, nous pensons que ce moment de réflexivité est latent et qu'il se nourrit tout au long de l'expérience migratoire. Nous pensons que les différentes situations d'exploitation, d'injustice, de mauvais traitement, d'indifférence, d'impuissance permettent la naissance d'un sentiment latent de révolte. La notion de dignité nous semble importante pour comprendre ce sentiment de révolte,.

Comme Vincent de Gaulejac l'explique, ce qui produit l'humiliation, c'est la négation du statut d'humain, de semblable, de citoyen ou de sujet. La dignité s'étaie sur deux composantes de l'identité : l'aspect personnel et l'aspect social ; ainsi, le *respect de soi* (qui renvoie à la personne) et le *respect que les autres portent à cette personne* construisent la dignité : « la dignité est donc le sentiment qu'un individu ressent, et

⁷⁷ SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 190.

⁷⁸ SOULET M.H., *Gérer sa consommation. Drogues dures et enjeu de conventionnalité*, *op. cit.*, pp. 145-146.

⁷⁹ SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 200.

qu'on lui donne, de faire partie de la communauté des hommes et d'être traité avec le respect dû à la personne humaine »⁸⁰. De ce fait, c'est la notion de respect qui est problématique dans le cas des femmes sans-papiers : ces dernières voient souvent leur dignité bafouée, elles vivent souvent des situations de mépris, d'exploitation, de discrimination ou encore d'indifférence totale.

Prenons le cas de l'exploitation : une femme sans-papiers n'a pas le droit de demander un meilleur salaire ; si elle le fait, elle pourrait bien mettre en péril non seulement la prolongation de son séjour en Suisse mais sa survie étant donné qu'elle aurait bien des chances de perdre son travail. Étant donné que cette révolte ne peut pas s'exprimer « publiquement » (ne peut pas dépasser le cadre de « l'invisible »), la femme latino-américaine se tourne donc vers elle-même, prend de la distance par rapport au vécu, est prête à problématiser ce dernier, est disponible quant au questionnement sur ce qu'elle est et sur l'image que lui renvoie autrui. Elle ne change pas la situation mais elle donne une autre interprétation à son impuissance. C'est ainsi, qu'à un certain moment, elle se détache de cette image négative de clandestinité en faisant appel à d'autres systèmes de valeurs et elle peut se dire : « *je suis quand même un être humain* » (cf. conclusion de la quatrième partie). Elle parvient ainsi à réorganiser son expérience en lui donnant un sens différent et une cohérence par rapport à son projet de vie.

Ce passage vers la construction d'une « vie normale » implique que la personne se repositionne par rapport à sa vie et qu'elle prenne sa propre responsabilité. En se pensant et se situant symboliquement devant l'illégalité, elle donne un nouveau sens à son vécu. Quelle que soit la forme de ce processus (« *se faire une thérapie* », « *se repenser* », « *faire un travail personnel* »), nous pouvons dire que ceci est un enjeu primordial afin de faire face et de s'en sortir en tant que femmes sans-papiers. En effet, ces femmes indiquent clairement que, pour rester en Suisse dans des conditions illégales, il s'avère nécessaire d'avoir une « vie normale » faute de quoi, elles peuvent devenir folles et/ou tomber en dépression: « *j'ai dû réagir, c'est nécessaire autrement c'est foutu* », « *c'est à soi-même de s'encourager parce que si je plonge dans la dépression, je ne gagne rien* ».

⁸⁰ DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, op. cit., p. 137.

Selon Claude Dubar, c'est bien la crise qui révèle le sujet à lui-même, l'oblige à réfléchir, à changer, à se battre pour « s'en sortir » et à s'inventer lui-même, avec les autres. C'est ce processus qui permet la construction de l'identité personnelle⁸¹. Gustave-Nicolas Fisher, en étudiant la manière dont les personnes font face aux situations extrêmes (maladie mortelle, sida, etc.) constate que pour ces personnes la question de la survie est liée à un travail psychique qui consiste à identifier des raisons de vivre et à s'y raccrocher, cela étant moteur de survie : « c'est le fait de garder l'espoir, l'espoir de s'en sortir, de guérir, de voir la situation évoluer de manière favorable »⁸².

Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti mettent l'accent sur l'importance du *désir et de son absence* pour sortir de l'exclusion (c'est une des conclusions principales de leur recherche) : « absence du désir de s'en sortir, du désir de soi, du désir de vivre, sans lesquels aucun projet n'est possible »⁸³. Certes, ce désir est étouffé par des contraintes trop fortes qui conduisent au désespoir mais, selon ces mêmes auteurs, ce désir peut bien être réanimé par le regard d'autrui⁸⁴.

La mémoire nous semble être un élément important (ou une ressource symbolique⁸⁵ importante) afin de resituer l'identité dans une continuité marquée par un passé, par une histoire, par des racines, par des rêves et par des perspectives futures. À l'instar de Claude Dubar, nous pouvons dire que la crise d'identité que subissent les femmes sans-papiers renvoie celles-ci à ce qu'il y a de plus « profond » et de plus « ancien » dans leur histoire personnelle, c'est-à-dire que cela les renvoie à leur passé et leurs racines⁸⁶.

En réalité, c'est dans ce passé que les femmes latino-américaines sans-papiers se reconnaissent comme des femmes fortes, courageuses qui ont déjà vécu l'épreuve de

⁸¹ DUBAR C., *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, op. cit., p. 218.

⁸² FISCHER G.N., *Le Ressort invisible. Vivre l'extrême*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, pp. 111.

⁸³ DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, op. cit., p. 223.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 223.

⁸⁵ Marc-Henry Soulet, en utilisant la figure d'images-action prise à Christian Lalive D'Epinay, considère ces dernières comme des ressources symboliques nécessaires à l'agir en situation de vulnérabilité : "c'est grâce à elles qu'à un certain moment la situation vécue peut être envisagée comme insatisfaisante et demande à être reconsidérée, que d'autres dimensions de l'existence peuvent être valorisées et investies et qu'un autre projet de vie peut être redessiné". SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), op. cit., p. 42.

⁸⁶ DUBAR C., *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, op. cit., p. 168.

quitter leur pays, de laisser leurs enfants, leurs parents, qui ont déjà fait l'expérience de « la sécurité » -même déstabilisante- de leur pays d'origine ; en somme, le fait de partir dénote déjà un fort désir de s'en sortir⁸⁷. Les besoins et aspirations qui sont à l'origine du départ déterminent ce que la personne cherchait à trouver dans l'autre société, et qui n'a pas été trouvé dans la société d'origine. C'est ainsi que cette capacité à revenir en arrière et à se voir dans le passé permet à ces femmes d'identifier des raisons, des projets, des rêves ; c'est ainsi qu'elles peuvent imaginer un futur différent, qu'elles peuvent se projeter.

Mais cette identification avec soi-même, cette rencontre avec soi-même leur fait aussi redécouvrir des forces, des moyens, des ressources, une endurance. Marc-Henry Soulet, dans le même angle d'analyse, constate que le principe de conversion qui fera passer des ressources faibles et inopérantes à des ressources utiles réside dans le travail que fait la personne sur elle⁸⁸. Ainsi, comme Vincent de Gaulejac l'affirme, « ...l'imaginaire devient moteur lorsque celui-ci comprend en quoi il est le produit d'une histoire, de quelle manière il a été déterminé pour se comporter ainsi, là où il porte en lui l'histoire des autres et là où il est intervenu pour se construire comme un être propre et singulier »⁸⁹.

Il s'agit d'une sorte de bilan, un bilan verbal explicité où la personne se met en mots. Raconter sa vie consiste à argumenter le fait que son histoire personnelle a un sens. L'actrice sociale est appelée, selon François Dubet⁹⁰, à construire son expérience sociale tout en lui donnant du sens. C'est leur propre expérience à distance que les individus décrivent, critiquent, jugent, en appelant à des normes plus ou moins latentes mobilisées

⁸⁷ Pour une grande partie de la population, le fait de vivre en Amérique latine, constitue déjà une constante lutte pour la survie, une constante manière de faire face, de vivre au jour le jour et de se débrouiller seul.

⁸⁸ SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 195.

⁸⁹ DE GAULEJAC V., Les sources de la honte, *op. cit.*, p. 259. Claude Dubar, dans ce même ordre d'idées, affirme que : "La distanciation devient aussi une ressource importante permettant de reconstruire de nouveaux projets, de réinterpréter différemment son histoire passée et de s'engager subjectivement dans une histoire personnelle, toujours à réinventer, qui ne se réduit pas à une trajectoire sociale objectivée". DUBAR C., La crise des identités. L'interprétation d'une mutation, *op. cit.*, p. 201.

⁹⁰ Cf. DUBET F., *Sociologie de l'expérience*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 103.

à l'occasion⁹¹ et en y identifiant des ressources (des forces et des moyens) pour y faire face.

Stratégie ou tactique ?

Il convient dès lors d'analyser le type d'agir (stratégique et/ou tactique) que les femmes latino-américaines en tant que sans-papiers peuvent développer en Suisse. Comme nous l'avons déjà indiqué, ces femmes se trouvent face à un nouveau contexte (normes, valeurs, pratiques différentes de leur pays d'origine) et à une nouvelle situation (celle de la clandestinité, devoir se cacher ou être prudente, accéder à un logement, à la santé, gérer la *souffrance*, etc.) où il s'avère (en tout cas dans un premier temps) que l'ensemble des savoirs et des savoir-faire accumulés par l'individu au cours de sa vie sont inutiles ou peu efficaces. Ces femmes se retrouvent donc face au défi de créer, de mobiliser, de recréer, de rendre opératoires et efficaces des ressources afin de faire face à la nouvelle situation. Mais encore, dans la mesure du possible, les finalités doivent être identifiées, ceci dans un contexte où le présent et la survie sont très encombrants.

Pouvons-nous parler de stratégie et/ou de tactique ? La stratégie suppose que l'actrice sociale située dans un contexte contraignant tel que la clandestinité cherche à atteindre des *finalités* (les objectifs migratoires : à savoir, étudier, épargner de l'argent, trouver l'amour, obtenir un permis, rester en Suisse, etc.) tout en mettant en place différentes *tactiques* visant à atteindre les dites finalités (cf. chapitre 2, première partie). Le terme de stratégie suggère en effet un choix rationnel dans la mesure où les finalités ou buts à atteindre sont clairement définis. Or, comment est-il possible de parler de comportements stratégiques dans un contexte marqué par l'insécurité quant au lendemain ? Michel de Certeau met en opposition la notion de tactique avec celle de stratégie. Il définit la notion de tactique comme étant située dans l'ici et le maintenant et comme étant utilisée pour trouver des solutions qui permettent à l'acteur de maximiser

⁹¹ Il convient d'indiquer que ce travail de réflexivité n'est pas dissocié des valeurs sociales, au contraire ce processus a besoin de s'appuyer sur un système de valeurs autre que celui du système dominant. Une ré-inversion des valeurs ou une interprétation nouvelle des valeurs est nécessaire étant donné que la personne ne peut pas se soustraire définitivement du social. Pour ceci, une reconnaissance sociale autre que celui du corps dominant est nécessaire, une reconnaissance locale (communautaire, familiale, amicale) qui lui redonne son statut de personne, sa dignité humaine, son droit d'avoir des rêves et des espoirs -comme les autres humains-, d'imaginer un autre mode de vie.

sa situation immédiate de manière à s'en sortir le mieux possible. Selon lui, « ... la tactique est déterminée par l'*absence de pouvoir* comme la stratégie est organisée par le postulat d'un pouvoir »⁹².

Les femmes sans-papiers se trouvent dans une situation d'inégalité de pouvoir ; elles ne peuvent pas assurer leur lendemain, ce qui rend impossible, d'une certaine manière, le fait d'avoir conditionnellement des comportements stratégiques. Lors d'un contrôle policier ou lors d'un danger évident, il ne reste qu'à assumer des comportements tactiques afin de mieux s'en sortir dans la situation immédiate.

Comme nous l'avons déjà vu, les attentes, projets et/ou objectifs migratoires se trouvent à un moment donné « endormis » ou simplement absents⁹³ –vu la situation de survie au quotidien-, mais au fur et à mesure que ces femmes initient un processus réflexif, elles mobilisent, à un certain moment, leur « mémoire » pour alimenter ce quotidien. Il s'agit de *vivre au jour le jour* mais cette survie au quotidien est alimentée par des projets migratoires (qui peuvent eux aussi prendre des connotations différentes, soit économiques, intellectuelles ou émotionnelles), par des rêves qui ont influencé le départ, par leur mémoire, par leur identité passée. L'analyse que fait Marc-Henry Soulet par rapport à la construction d'un intérêt comme une composante de base de l'agir faible nous semble éclairante : « (...) l'agir est en même temps un moyen d'atteindre un but et une opération de construction d'un but... »⁹⁴. Ce qui nous semble important pour notre recherche est l'accent sur la construction d'un but en cours de route. L'intérêt n'existe pas toujours préalablement à l'action mais il se construit ou s'adapte. Ainsi, l'agir faible peut contenir des éléments de l'agir stratégique, notamment la dimension transformatrice -en tant que producteur d'un intérêt et mobilisateur de l'action- ce qui ne veut pas dire que cette agir deviendrait forcément stratégique⁹⁵.

⁹² DE CERTAU M., *L'invention du quotidien*, volume 1. arts de faire, Paris, Éditions Gallimard, 1990, p. 61.

⁹³ Cf. projets migratoires indéterminés (voir chapitre 1 et 2 de la deuxième partie). Malgré l'apparente "absence" d'un projet, il est possible de parler des conditions et contraintes à l'origine du départ.

⁹⁴ SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H. (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 196.

⁹⁵ SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H. (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 197.

En conséquence, pour les femmes latino-américaines, même si dans un premier temps, la clandestinité choque, le fait de reprendre ces *rêves* qui étaient à l'origine du départ, permet de bien revenir à ces finalités premières ou de créer et désigner en cours de route des projets migratoires selon les moyens et les ressources à disposition ou en cours d'élaboration. Certes, dans un groupe des femmes, l'évocation d'un projet est possible, alors que dans d'autres il y a un projet imprécis (qui prend des connotations parfois économiques, intellectuelles ou émotionnelles ; le mariage n'étant pas ouvertement exprimé- cf. chapitre 2, troisième partie).

Nous pensons que c'est la disposition de ressources adaptées (que les femmes arrivent à mobiliser) qui crée une différence entre ces groupes (rester dans un projet imprécis ou faire de celui-là un projet d'installation et, en conséquence, avoir un mode de vie correspondant à « l'installation »). Une attitude adaptative se mêle, de cette manière, à des éléments stratégiques. Nous pensons ainsi que ces femmes peuvent avoir des comportements stratégiques dans la mesure où elles peuvent identifier des finalités et où elles disposent de moyens et de ressources adaptées afin d'accomplir leurs projets migratoires. Toutefois, elles n'ont pas toutes la possibilité de faire un projet migratoire; pour celles-ci une attitude adaptative va être présente. Mais il faut bien indiquer que cela peut changer dans la mesure où leur mode de vie évolue. La construction de nouvelles ressources adaptées -et de *qualité*- va être déterminante dans l'agir des femmes latino-américaines.

3.2. L'expérience migratoire

L'expérience migratoire des femmes latino-américaines sans-papiers implique un réaménagement du mode de vie, c'est-à-dire de l'organisation de la vie au quotidien face aux nouveaux défis qui découlent de la situation de clandestinité -c'est-à-dire face au fait d'assurer la prolongation du séjour sur le territoire helvétique, face à l'intégration d'aspects cachés/invisibles au sein du nouveau mode de vie et face à l'accomplissement des attentes migratoires-. Mais l'expérience migratoire implique également un aménagement au niveau identitaire. Comme nous l'avons déjà indiqué, la clandestinité amène avec soi des assignations identitaires négatives ; ces images attribuées par le

regard d'autrui sont en dissonance avec l'image que ces femmes ont d'elles-mêmes (identité pour soi). L'enjeu est donc, pour ces femmes, de diminuer cet écart afin de regagner une image de cohérence identitaire et une identité positive et adéquate d'elles-mêmes malgré un regard dominant méprisant.

Par ailleurs, l'expérience des femmes latino-américaines sans-papiers constituée par un travail de réaménagement (identitaire et de la vie au quotidien) va être entourée d'un travail constant d'attribution de *sens*, c'est-à-dire qu'à leurs propres yeux, cette expérience doit valoir la peine d'être vécue et doit avoir une certaine cohérence et unité. Ces femmes vont donc construire leurs expériences migratoires tout en leur conférant continuellement du *sens*.

Nouveau mode de vie

Les femmes latino-américaines sans-papiers arrivées en Suisse doivent réaménager leur mode de vie passé pour un nouveau mode de vie propre au nouveau pays, mais relatif à une nouvelle réalité, celle de la clandestinité. Nous concevons le *mode de vie* de ces femmes comme la manière dont elles s'organisent dans la quotidienneté afin d'assurer leur survie, de reproduire les conditions de la clandestinité (et donc de prolonger leur séjour en Suisse) et d'atteindre leurs objectifs migratoires. De ce fait, c'est à partir de la création, de l'appropriation et de l'apprentissage de divers aspects que le mode de vie va être structuré, autrement dit cela va se faire par le réaménagement, dans les conditions actuelles, des projets migratoires, par l'adoption de comportements et de pratiques propres à l'art de vivre dans la clandestinité, par la création d'un cadre structuré par des routines, par la création et la mobilisation des ressources. Évidemment la compréhension de leur modes de vie a impliqué pour nous d'identifier les logiques d'actions qui y sont sous-jacentes.

En effet, les projets migratoires sont réaménagés (cf. évolution des projets migratoires) dans le nouveau contexte étant donné que, dans un premier temps, c'est la survie et la prolongation du séjour qui s'imposent (difficultés pour trouver du travail, un logement, etc.). Ces projets (repoussés, actualisés et/ou en évolution) exercent une

influence sur la manière de vivre, sur la manière de voir leur vécu en Suisse et sur les différents choix à faire et sur le mode de vie dans l'« ici ».

Mais, les femmes latino-américaines sans-papiers doivent savoir se débrouiller dans le monde visible/invisible, légal/illégal afin de prolonger leur séjour. C'est ainsi que nous avons utilisé l'image du monde de la clandestinité pour caractériser cet espace qui n'est pas circonscrit, qui n'a pas de frontières mais qui se fond dans le flou, qui cohabite avec la légalité et la visibilité (ainsi, les sans-papiers ne portent pas d'étiquettes qui les désignent comme tels) et qui possède des codes, des règles et des pratiques propres. En entrant dans ce *monde*, elles apprennent à connaître son fonctionnement et apprennent l'art de vivre dans la clandestinité, autrement dit, elles acquièrent différents instruments, outils pour garder le secret, pour faire face aux besoins quotidiens et prolonger leur séjour en tant que sans-papiers.

Cependant, c'est à partir de l'initiation au monde de la clandestinité qu'un éloignement de ce monde peut être réalisé. En effet, le fait de ne rester que dans ce monde peut leur poser problème. La clandestinité implique des restrictions, des peurs, des limitations, des insécurités. Comme nous l'avons vu, ceci est en opposition avec ce qu'elles imaginent comme mode de vie, avec ce qu'elles veulent être et devenir. En somme, c'est à partir de la maîtrise de l'art de vivre dans la clandestinité (différentes manières de se comporter, endroits à éviter, réponses à donner, aspects à négocier lors d'une embauche, manière de se débrouiller pour avoir un logement, pour se faire soigner, façon de gagner la confiance de ses patronnes, etc.) que la femme latino-américaine va avoir des éléments pour construire un mode de vie dans l'intersection du visible/invisible.

Afin que ce mode de vie soit moins désécurisant, moins hostile, moins inconnu, moins incertain, moins contraignant, moins limitant, les femmes latino-américaines peuvent réduire les degrés d'ouverture à l'imprévisibilité à travers la création de routines (qui sont aussi une manière de gérer leur temps) servant à maîtriser l'incertitude. Mais la création de routines suppose un travail qui ne va pas d'emblée de soi. Ces femmes sont dans un nouveau contexte qui leur demande de tout apprendre : les règles, les codes sociaux, une nouvelle langue, de nouveaux comportements. Elles vont

ainsi structurer leurs vie et leur temps à partir de certains axes par rapport auxquels le travail joue un rôle central.

Les ressources sont également apparues comme importantes afin de comprendre le mode de vie. Ces femmes disposent de différents types de ressources : celles créées dans le nouveau contexte, celles transférées de leur pays d'origine (connaissance d'autres langues par exemple) et celles dont elles disposent actuellement (l'expérience par exemple qui permet d'acquérir progressivement un savoir par rapport à la façon de réagir dans certaines circonstances -que dire, où, à qui, etc.-). À l'opposé, un autre type de ressources symboliques, d'une importance fondamentale, sont celles de l'ordre de la croyance et de la foi ; les pressentiments, la chance et l'espoir sont mobilisés par toutes ces femmes lorsque le besoin de maîtrise de l'incertitude quant au lendemain est très présent. Ce type de ressources leur permet d'alléger la charge de l'insécurité et de mieux vivre au présent (cf. conclusion de la deuxième partie).

Ces ressources possèdent des *qualités* différentes. Ainsi, étant donné que l'objectif est de vivre concrètement (soit provisoirement, soit à long terme) en Suisse, c'est-à-dire de prolonger le séjour en tant que sans-papiers et de se faire une place, la *qualité* a été définie à travers des critères qui permettent de s'approcher du pôle de la légitimité, autrement dit, du pôle du pays de réception (stabilité, légalité, certitude, crédibilité). Même si les amis, les connaissances, les informations constituent des ressources, celles-ci seront différentes selon l'origine et le statut des amis et/ou connaissances.

C'est ainsi que la disposition des ressources -de *qualité*-, et la mobilisation de celles-ci vont de paire avec un mode de vie non seulement résistant à la clandestinité mais également avec un mode de vie « normal » c'est-à-dire un mode de vie où la peur diminue pour donner place à un sentiment de confiance. Anthony Giddens⁹⁶ affirme que le fait de pouvoir disposer de ressources contribue à créer un sentiment de confiance. Ce qui est d'une très grande importance surtout dans un cadre où la peur et l'instabilité sont des caractéristiques principales.

En somme, pour les femmes sans-papiers le fait d'aspirer à un mode de vie va de paire avec leur capacité à mobiliser certaines ressources qui leur permettront de

⁹⁶ Cf. GIDDENS A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, p. 40.

concrétiser un mode de vie déterminé. Il nous semble donc important de souligner que le désir de s'en sortir ainsi que le fait de recevoir une reconnaissance sociale sont bien importants mais il faut encore qu'il y ait un équilibre avec les ressources (et la qualité de celles-ci) que la femme sans-papiers est capable de mobiliser afin d'accomplir ses projets migratoires.

À ce stade, il nous a semblé important d'identifier les différentes logiques d'action qui structurent les modes de vie des femmes latino-américaines sans-papiers. En effet, tous les éléments que nous avons mentionnés préalablement sont importants mais ceci doit être complété par l'identification des logiques d'action qui sont à la base d'une pluralité de modes de vie. Nous avons défini trois logiques ; celles-ci, même si elles s'entrecroisent (il est donc difficile de les trouver à l'état pur dans un seul mode de vie) sont importantes à identifier en tant que types idéaux (cf. chapitre 2, troisième partie). Les logiques d'action reprennent les critères suivants : la *valeur* sous-jacente à partir de laquelle se structure le mode de vie qui est en lien direct avec le *projet migratoire* ; la *temporalité*, (c'est-à-dire que les références de ces femmes peuvent bien se situer entre le passé, le présent et le futur) et l'état des *ressources* qui va influencer l'investissement (symbolique, matériel, relationnel) de ces femmes dans le pays de réception. Ces logiques sont les suivantes :

La logique de l'épargne où les femmes dirigent leurs efforts et leurs énergies vers l'épargne de l'argent -étant donné qu'elles ont généralement un projet migratoire économique-. Ces femmes sont plutôt dirigées vers le futur où elles auraient de meilleures conditions de vie, ainsi les dépenses dans le présent en Suisse sont destinées à la satisfaction des besoins essentiels. C'est la logique du *devoir, du sacrifice et de la souffrance* qui entourent ce mode de vie.

Dans la *logique intellectuelle*, ce sont les *études* qui occupent une place importante dans la vie de la migrante. Les activités quotidiennes, le choix des amis et la manière d'évaluer les autres personnes du cercle latino-américain suivront des critères d'ordre intellectuel. Ces femmes sont marquées d'une certaine manière par leur passé où le travail intellectuel occupait une place importante (socialisation) et c'est justement cette valeur qu'elles veulent insérer dans leur mode de vie en Suisse.

Dans la *logique adaptative*, les femmes expriment, d'une manière confuse, une *valeur* centrale autour de laquelle leur mode de vie s'organise. Cela veut dire que leur trajectoire de migration peut prendre une connotation économique, intellectuelle ou émotionnelle (ce qui est exprimé en termes de désir). Ces femmes sont plutôt centrées dans le présent. Il s'agit de vivre dans le présent sans savoir trop ce qui va advenir, sans se référer au mode de vie passé (dans le pays d'origine).

Autour de ces trois logiques d'actions, divers modes de vie vont être structurés. Ainsi, la logique économique structure les modes de vie suivants : l'enjeu de la survie, entre la survie et l'épargne rigide, la vie en Suisse et l'épargne flexible (le cas de familles), la vie en Suisse et l'épargne flexible (le cas de mères « seules » avec leurs enfants en Suisse ; 2 variantes). La logique intellectuelle structure un mode de vie : les études en sont la priorité. Quant à la logique adaptative, elle structure les modes de vie suivants : l'incertitude « *on verra ce qui arrive..* », l'installation: « *j'ai ma deuxième vie ici : je veux rester ici* » (cf. chapitre 2, troisième partie).

Nouvelle identité

Selon Carmel Camilleri, les deux grands défis auxquels les individus sont prioritairement sensibles en situation de morcellement culturel sont les atteintes à leur unité de sens et à la valeur qu'ils y attribuent (cf. introduction, quatrième partie). Le fait d'être sans-papiers -et donc *inexistantes*- est une atteinte directe au sentiment d'identité de ces femmes. Celles-ci, face à l'assignation du statut de « sans-papiers », voient leurs projets remis en cause, leur passé nié et leur futur incertain. En conséquence, l'enjeu identitaire pour les femmes latino-américaines sans-papiers (face à la remise en question du sentiment de continuité de l'identité et à la capacité de se projeter) est de restaurer une unité de sens pour regagner l'impression de cohérence et de stabilité de leur identité et s'auto-attribuer une valeur minimale attachée à l'image de soi. Cette revalorisation passe par le fait d'avoir une image adéquate à ses propres yeux et aux yeux des autres surtout dans un contexte où le regard d'autrui leur attribue une étiquette stigmatisante.

Nous avons utilisé la notion de stratégie identitaire postulant que les acteurs sont capables d'agir sur leur propre définition (cf. chapitre 2, première partie). En adoptant

des stratégies identitaires, les femmes latino-américaines sans-papiers cherchent à se faire une place symbolique c'est-à-dire à avoir une reconnaissance de leur existence au sein du système (reconnaissance qu'elles doivent ressentir subjectivement). La revalorisation et la reconnaissance se présentent comme indispensables pour se faire une place dans une société où elles n'ont pas de place. Pour ce faire, elles se voient tout d'abord appelées à faire face à l'assignation d'une identité négative.

Les femmes latino-américaines se trouvent confrontées majoritairement à deux systèmes de références. Le *système de référence* est défini par l'ensemble des normes qui valident, ou invalident, l'identité des sujets (cf. chapitre 2, quatrième partie). Il s'agit d'une part du *système de référence* propre *au pays de réception* (auquel elles sont confrontées déjà par le fait de vivre sur un territoire autre que le leur), où le système dominant détient la légitimité, où ces femmes sont minoritaires et vis-à-vis duquel on leur attribue des images négatives. D'autre part, il s'agit du *système de référence* conforme aux normes et valeurs du *pays d'origine* (ou des groupes du pays d'origine installés dans la société de réception).

Certes, la clandestinité comporte des connotations négatives (crime, malhonnêteté, fait de vivre dans la peur), elle implique le fait d'occuper un statut social dévalorisé (femme de ménage) et d'avoir des possibilités minimales de monter dans la hiérarchie sociale -pour certaines femmes la venue en Suisse a impliqué la perte du statut social du pays d'origine (passage de fonctionnaire à femme de ménage)-.

Il en découle que, dans certaines situations, les femmes vont agir sur le sens accordé à la situation vécue et vont prendre de la distance avec le système de valeurs qui les stigmatise pour *se référer à d'autres systèmes de valeurs*, soit au système de valeurs issu de leur société d'origine, soit au système de valeurs personnels ou familiaux propres à leur passé.

En conséquence, ces femmes comparent leurs possibilités actuelles (même sous les contraintes de l'illégalité) avec celles des personnes restées au pays d'origine qui n'ont pas eu la possibilité de venir en Suisse. Elles se sentent alors, d'une certaine manière, privilégiées étant donné que le statut d'être à l'étranger est une source de valorisation et que leurs conditions de vie actuelles, sont nettement meilleures que par le passé. Ainsi, le fait de se comparer avec l'identité passée est une manière de contourner la situation.

Finalement, ces femmes, dans la mesure où elles perçoivent leurs expériences comme *provisoires*, essaient de ne pas se sentir concernées par la baisse de statut, par la précarité de leur séjour en Suisse ou par les mauvais traitements.

D'autre part, ces femmes, en mettant en place des stratégies de *contournement*, contestent le regard méprisant du groupe majoritaire à travers des messages contraires à ceux de l'illégalité (ne rien faire de mal, s'affirmer comme quelqu'un d'honnête et qui se comporte bien) en relativisant l'importance de la clandestinité ou en inversant le sens de celle-ci. C'est ainsi que ce qui est tenu pour négatif par le système de valeurs dominant est posé comme positif par les femmes migrantes. Celles-ci vont, de ce fait, concevoir leur expérience comme une aventure, comme une expérience parmi d'autres, comme une période de vacances, comme une parenthèse dans leur vie, de laquelle elles ont beaucoup appris (cf. chapitre 2, quatrième partie).

Mais ces femmes ne peuvent pas se détacher complètement du système de référence du groupe dominant. Les femmes latino-américaines -même si elles ne l'ont pas choisifont partie du groupe des sans-papiers, du groupe des Latino-américaines sans-papiers (et donc du groupe soupçonné être criminel, illégal, délinquant).

Les femmes latino-américaines sans-papiers désirent être acceptées par un autrui dominant, obtenir un permis, recevoir une image valorisée, elles ne veulent pas être assimilées à un groupe social dévalorisé (des sans-papiers qui causent du désordre, qui font toujours la fête, qui ne veulent pas travailler, etc.) et en même temps, elles ne se sentent pas en droit de réclamer quelque chose. Elles « sentent » (ou elles ont bien intériorisé l'exclusion symbolique) qu'elles sont dans un endroit où elles ne devraient pas être. Ainsi, elles adoptent une partie du discours dominant de la société de réception envers les immigrés (considérés comme délinquants et inadaptés) pour en quelque sorte « gagner » l'acceptation de celle-ci.

Mais, en même temps, les femmes sans-papiers ne cessent d'affirmer être fières de leur côté latino-américain, ce qui ne veut pas dire qu'elles vont forcément être solidaires avec leurs compatriotes (cf. chapitre 1, quatrième partie). Au contraire, elles adoptent la stratégie de la hiérarchisation à l'intérieur des Latino-américains c'est-à-dire qu'elles établissent une hiérarchie entre les Latino-américains « *bien* » et les Latino-américains « *pas bien* ». Elles affirment leur appartenance aux *Latino-américains* « *bien* », c'est-à-

dire, à ceux qui sont solidaires, honnêtes, gais, travailleurs et qui se comportent bien. Au contraire, elles cherchent à s'éloigner des « autres » *Latino-américains*, c'est-à-dire de ceux qui sont « *pas bien* » ou de ceux qui donnent une mauvaise réputation au groupe des Latino-américains, voire de ceux qui causent du désordre, qui font la fête jusqu'à très tard, qui boivent beaucoup, qui profitent de la bonne volonté des Suisses en travaillant moins d'heures que celles qu'ils devraient effectuer et qui ne sont pas corrects.

C'est ainsi que ces femmes se démarquent d'un groupe social stigmatisé en restant quand même fidèles à leur groupe d'appartenance. Il faut indiquer que, pour restaurer l'image de soi qui est invalidée par le regard d'autrui, il est nécessaire de pouvoir se rapprocher d'un ensemble social qui renvoie une image valorisante. Pour cela, il est important d'identifier le groupe social d'appartenance que ces femmes revendiquent, c'est-à-dire un groupe qui peut leur redonner la reconnaissance d'une existence sociale (cf. le groupe des êtres humains comme nous allons le voir par la suite).

Ainsi, Serge Paugam, dans son ouvrage sur la disqualification sociale, constate ce besoin, pour les pauvres, de recréer des différences à travers le déplacement du discrédit (être pauvre et vivre dans une cité stigmatisée) sur certains de leurs semblables qui sont considérés à leurs yeux comme étant inférieurs : « (...) on insiste sur les valeurs morales du 'vrai pauvre' pour mieux se démarquer de ceux qui s'en écartent »⁹⁷. Dans ce sens, Vincent de Gaulejac affirme que tout individu appartenant à un groupe stigmatisé est confronté à un double conflit d'identification : d'une part, il lui faut être différent de ce qu'il est et de ceux qui sont comme lui, autrement dit, du groupe auquel il appartient ; d'autre part, il est porté à s'identifier aux autres, à ceux qui représentent la norme et le pouvoir en reprenant ainsi à son compte les jugements qui stigmatisent, à justifier le mépris dont il est objet et à se désolidariser de ceux dont il partage la condition⁹⁸.

Les femmes latino-américaines sans-papiers, en affirmant leur fierté d'être latino-américaines, restent fidèles à leur groupe d'appartenance en gardant de cette manière une identité en continuité (unité de sens) nécessaire à l'équilibre de leur identité. Il faut

⁹⁷ PAUGAM S., *La disqualification sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991, p. 109. Voir aussi p. 190 et ss. sur la distinction entre le "vrai pauvre" (le "pauvre digne") par rapport au "faux pauvre".

⁹⁸ DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, op. cit., pp. 288-290.

indiquer que le côté latino-américain n'est pas dévalorisé dans le pays de réception (la culture, l'histoire, la musique, la langue d'Amérique du Sud ont des connotations positives pour les Suisses). De ce fait, il nous semble pertinent parler d'une « identité de principe », soit d'une façon d'aménager une identité qui ne trahit pas le groupe d'origine en rejetant les éléments considérés comme des stigmates par le groupe dominant.

Ainsi, les femmes latino-américaines adoptent une part du discours dominant en s'y éloignant tout en restant fidèles à leur groupe d'appartenance. Elles sont latino-américaines, elles font partie des Latino-américains sans-papiers mais, comme elles l'affirment, il y a « sans-papiers » et « sans-papiers ». Elles-mêmes font partie de sans-papiers « modèles », des sans-papiers corrects, des sans-papiers qui méritent une place, un permis. Ainsi, certaines femmes qualifient souvent les autres immigrées latino-américaines de personnes ayant un niveau d'éducation très bas et qui ne savent pas se comporter (d'où l'image de délinquant) en donnant une mauvaise image des immigrés. Dans ce sens, le fait de s'éloigner du groupe des Latino-américains (et de sélectionner toutefois quelques amis parmi eux) signifie le fait de ne pas s'identifier avec n'importe quel type d'immigré. Ces femmes se désolidarisent de leur groupe d'appartenance sans avoir le sentiment de « trahir » leurs racines. Il s'agit d'une « appropriation instrumentale »⁹⁹.

Nouveau sens

Comme nous l'avons déjà affirmé, le processus réflexif implique, pour la femme latino-américaine sans-papiers, le fait de se voir confronter à une contradiction entre le *désir d'être* et le regard que porte autrui sur elle. C'est le besoin d'être reconnu socialement, d'être quelqu'un aux yeux des autres, d'être valorisée qui est un des enjeux principaux. Or, ceci est une exigence majeure à cette notion de normalité à laquelle elles souhaitent adhérer (« *j'ai une vie normale* »).

⁹⁹ CAMILLERI C. "Identité et gestion de la disparité culturelle : essai d'une typologie" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 92.

Les femmes latino-américaines sans-papiers, en habitant en Suisse, se trouvent face à la nécessité pratique d'habiter dans le pays de réception et, en conséquence, de s'y ancrer, d'y reconstruire un système de relations, un territoire et une forme d'appartenance. La migration se confronte, dans cette perspective, à une *exigence de sédentarité*¹⁰⁰. De ce fait, nous pensons que, d'une certaine manière, le mode de vie (marqué par les routines, par l'investissement des énergies mais aussi par la vie en famille, par la vie sociale, etc.) apparaît comme un élément important producteur de sens dans la vie de ces femmes.

Le fait d'avoir une vie normale implique de s'investir dans la vie « normale » de tous les jours, d'investir les éléments d'une identité normale (famille, amis, travail, loisirs, etc.). Le fait de pouvoir désigner un mode de vie normal est tout à fait important, mais il faut encore donner un sens constant à cette vie « normale » qui est toujours marquée par le seau de la clandestinité. Certes, la clandestinité ne peut être ni oubliée, ni effacée du mode de vie actuel, ces femmes doivent toujours être capables de « maîtriser » -dans la mesure du possible- l'*art de vivre* dans la clandestinité, c'est-à-dire de ne pas oublier les règles et les types de conduites qu'elles doivent mettre en place afin de prolonger leur séjour en Suisse.

Ainsi, le fait de donner du sens au quotidien est un travail constant qui se construit petit à petit par le réseau d'amis que la femme latino-américaine sans-papiers commence à côtoyer, par le sentiment d'indépendance qu'elle commence à acquérir, par le fait de pouvoir offrir un « meilleur futur » à ses enfants. Nous pensons qu'au fur et à mesure que ces personnes sentent qu'elles accomplissent leurs projets migratoires (leurs projets de vie), qu'elles gagnent une place dans le quotidien (un mode de vie résistant aux incertitudes) et qu'elles peuvent se projeter dans le futur (même si cette projection n'est pas réalisable), l'expérience peut devenir valable (« valoir la peine d'être vécue ») et chargée de *sens*.

¹⁰⁰ ALAIMO A., "Le projet migratoire entre nomadisme et sédentarité" in CENTLIVRES P. & GIROD I. (s/s la dir. de), *Les défis migratoires. Colloque CLUSE, Neuchâtel 1998*, Zurich, Éditions Seismo, 2000, p. 215.

Mais ce travail d'attribution d'un nouveau sens à l'expérience migratoire implique également un rééquilibrage des lignes biographiques¹⁰¹. Ainsi, le processus de passage de « ce n'est pas une vie » au fait d'avoir une « vie normale » implique que si, dans un premier temps, la ligne de la clandestinité occupait une place importante (sinon la plus importante), dans un deuxième temps, cette ligne -sans pouvoir être effacée complètement- occupe une place moins importante, même marginale. C'est seulement de cette manière que ces femmes sont capables de contester le regard dominant pour affirmer leur propre regard face aux images qui les stigmatisent. Les identités des femmes latino-américaines (mère de famille, fille, secrétaire, étudiante ou autres) sont non seulement ignorées et dévalorisées par le regard d'autrui; mais encore, les femmes latino-américaines se voient attribuer une identité négative -celle de sans-papiers- qui comporte des connotations suivantes : profiteuse, chômeuse et délinquante.

Ainsi, au moment où la clandestinité vient occuper une place marginale dans ce nouveau rééquilibrage de lignes biographiques, d'autres lignes vont gagner de l'importance, vont sortir à la surface et permettre de rétablir une identité en continuité avec le passé. Dans ce processus de rééquilibrage, les projets migratoires, l'histoire/la mémoire pré-migratoire (c'est-à-dire l'histoire personnelle, les rêves, les aspirations, le parcours et, dans certains cas, les projets de vie) servent de points de repères pour se situer par rapport au passé, pour donner du sens au présent et pour se projeter dans le futur.

Au niveau identitaire, les femmes latino-américaines vont donner de l'importance à d'autres lignes biographiques (mère de famille/mère célibataire, fille aînée de la famille, femme travailleuse et femme mûre et indépendante¹⁰²). Dans tous les cas, la clandestinité est minimisée face à l'importance de se percevoir et d'être perçue comme de « bonnes mères » ou comme de « bonnes filles ». Ou encore, le travail (qui

¹⁰¹ Nous nous inspirons ici des résultats des études de Marc-Henry Soulet : "... ce processus suppose bien évidemment la diminution, symboliquement et pratiquement, de l'importance de la ligne biographique qui s'est révélée fragilisante dans la situation de vulnérabilité au regard d'autres existantes ou naissantes". SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *op. cit.*, p. 189.

¹⁰² Claudia Collu constate également que la femme prostituée afin de gérer une double vie, tout en diminuant l'importance accordée à son rôle professionnel -ce qui produit un étouffement identitaire- augmente l'importance attribuée à l'univers domestique. Cf. COLLU C., *À la périphérie du visible: la double vie d'une femme prostituée*, Fribourg, Université de Fribourg, 2001, mémoire de licence.

représente une source de malaise puisqu'il est dévalorisant et humiliant) gagne de l'importance pour ces femmes. Pour d'autres, la ligne prioritaire est celle de l'indépendance, de l'épanouissement personnel ; la clandestinité, synonyme de restriction personnelle et de dépendance, est réinterprétée comme expérience de liberté et d'indépendance.

Ainsi, le fait de vivre en tant que femme sans-papiers acquiert des connotations « normales » : des lignes biographiques (légitimées par les systèmes de références auxquels elles sont confrontées) socialement reconnues et valorisées sont mises en évidence. Qui pourrait se méfier d'une femme qui travaille et qui se sacrifie pour le futur de son enfant, pour le sort de ses parents ? Qui pourrait nier la légitimité d'une femme qui ne cherche qu'à mûrir, qu'à être indépendante économiquement, socialement et culturellement ? Qui pourrait nier la légitimité d'une femme qui cherche à se libérer des préjugés et des tabous liés à son genre ? Enfin, qui pourrait douter de quelqu'un travaillant honnêtement, fournissant d'ailleurs un travail nécessaire à la société suisse ? De cette manière, ces femmes attribuent un sens normal à leurs expériences en faisant appel aux valeurs acceptées et reconnues socialement même si le fait de séjourner en Suisse sans en avoir le droit reste illégal, puni par la loi et donc criminel.

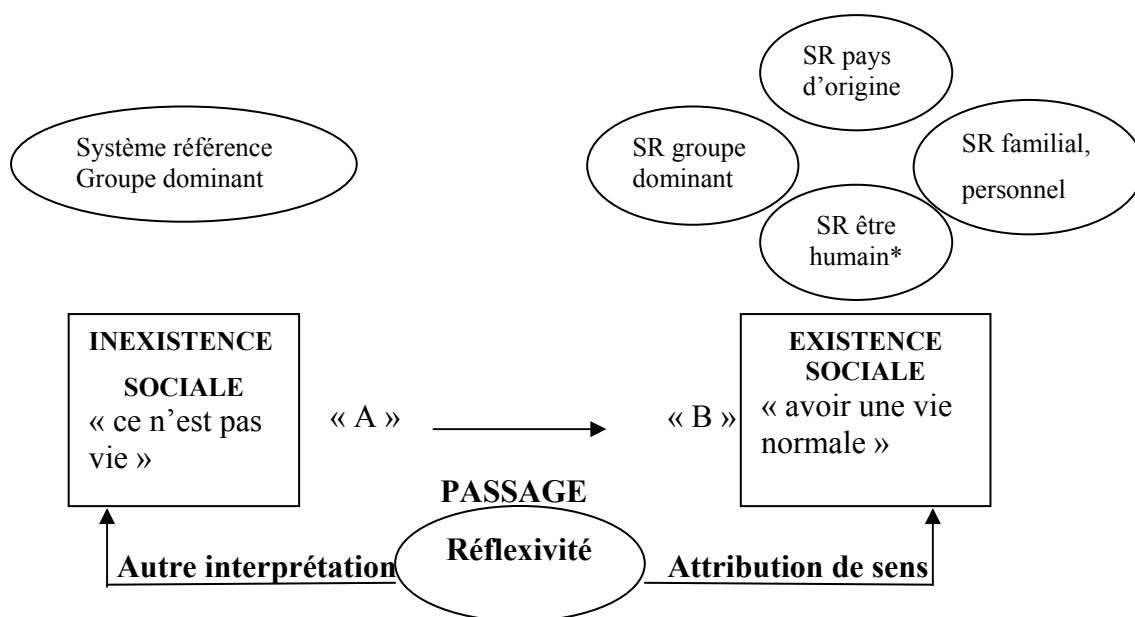
Paradoxalement, la clandestinité ne peut être que positivée parce qu'elle permet de faire une sorte d'équilibrage entre différentes lignes biographiques. Paradoxalement, le fait de coexister avec la ligne biographique de la clandestinité permet à d'autres lignes biographiques de gagner de l'importance. Ainsi, paradoxalement, l'affirmation « ce n'est pas vie » est toutefois nécessaire pour s'en sortir .

Initier un processus réflexif implique, de la part des femmes sans-papiers, le fait de prendre de la distance par rapport à leur expérience migratoire en Suisse, de mettre cette dernière en mots, de faire une sorte de bilan et de se convaincre qu'il vaut la peine de rester en Suisse. Cette attribution de sens aux expériences migratoires est donc un exercice que les femmes doivent faire constamment. Elles doivent être convaincues ou se convaincre continuellement que cette expérience vaut la peine d'être vécue, qu'elle sert à quelque chose.

Pour terminer, le fait d'attribuer un *sens* au séjour en Suisse en tant que femme clandestine permet à ces femmes, d'une part, de donner une légitimité à leurs propres

yeux et aux yeux des autres et, d'autre part, de rétablir la négation de leur identité afin de restaurer leur sentiment de « continuité », de « cohérence interne » et voir ainsi leur *identité en continuité*.

Processus de passage d'une inexistence sociale à une existence sociale



*Cf. conclusion de la quatrième partie

Conclusion de la quatrième partie

« nous sommes tous des êtres humains et nous avons tous des droits »

Nous aimerions finir cette partie en mettant en évidence une dernière stratégie -à notre avis essentiel à l'affirmation « j'ai une vie normale »- qui est utilisée par toutes les femmes interviewées, celle de : « nous sommes tous des êtres humains ». Les femmes latino-américaines sans-papiers même en se référant à d'autres systèmes de valeurs (du pays d'origine, familial, personnel, etc.) vivent en Suisse et se voient confrontées dans le quotidien à l'assignation du statut de *sans-papiers*. Selon Jean-Paul Codol, lorsque l'individu se comparant à autrui perçoit une dévalorisation, un handicap, il va tenter, dans un premier temps, de se rendre incomparable pour, au moins, ne pas être inférieur¹⁰³.

À l'instar de Jean-Paul Codol, nous pouvons dire que les femmes latino-américaines sans-papiers, poursuivant la finalité (consciente ou inconsciente) de garder une image de soi adéquate, éviteront de se comparer à autrui dominant et détenteur de légitimité - surtout dans un cadre marqué par un rapport de forces inégalitaire-. Or, l'adoption de cette stratégie, permet également à ces femmes de combiner la bilatéralité des références (du groupe dominant/du pays d'origine) renvoyant des images différentes dans la mesure du possible d'une manière harmonieuse.

En effet, comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, les relations intergroupes (groupe dominant et groupe dominé) relèvent d'un rapport de force inégalitaire. Les femmes latino-américaines se trouvent entre deux grands systèmes de références¹⁰⁴. D'une part, elles sont confrontées au système de référence propre au pays de réception -système qui détient par ailleurs la légitimité. D'autre part, elles se réfèrent

¹⁰³ CODOL J.P., *op. cit.*, p. 676 et p. 212. Jean-Paul Codol illustre son propos avec les résultats des études de Lemaire (1974). Selon ces résultats, un des comportements de la part des acteurs/actrices en situation d'infériorité (quand l'écart entre lui et autrui lui paraît trop important), est de se différencier d'autrui et *se rendre incomparable à autrui en abandonnant la compétition, en refusant la comparaison à autrui et en ne se comparant qu'à soi-même*, notamment dans une perspective temporelle.

¹⁰⁴ Nous comprenons par *système de référence* l'ensemble des normes qui valident, ou invalident, l'identité des sujets.

au système conforme aux normes et valeurs du pays d'origine ou de groupes du pays d'origine installés dans la société de réception.

Rosita Fibbi confirme, dans une étude sur les stratégies identitaires des Italiens et des Espagnols (stabilisés en Suisse), que ceux-ci, face à un décalage de pouvoir (immigré/autochtone, étranger/citoyen) affirment : « les émigrés, c'est fini. On ne se considère pas émigré ; on veut être respecté en tant que personne »¹⁰⁵ et cherchent à revendiquer une nouvelle définition identitaire.

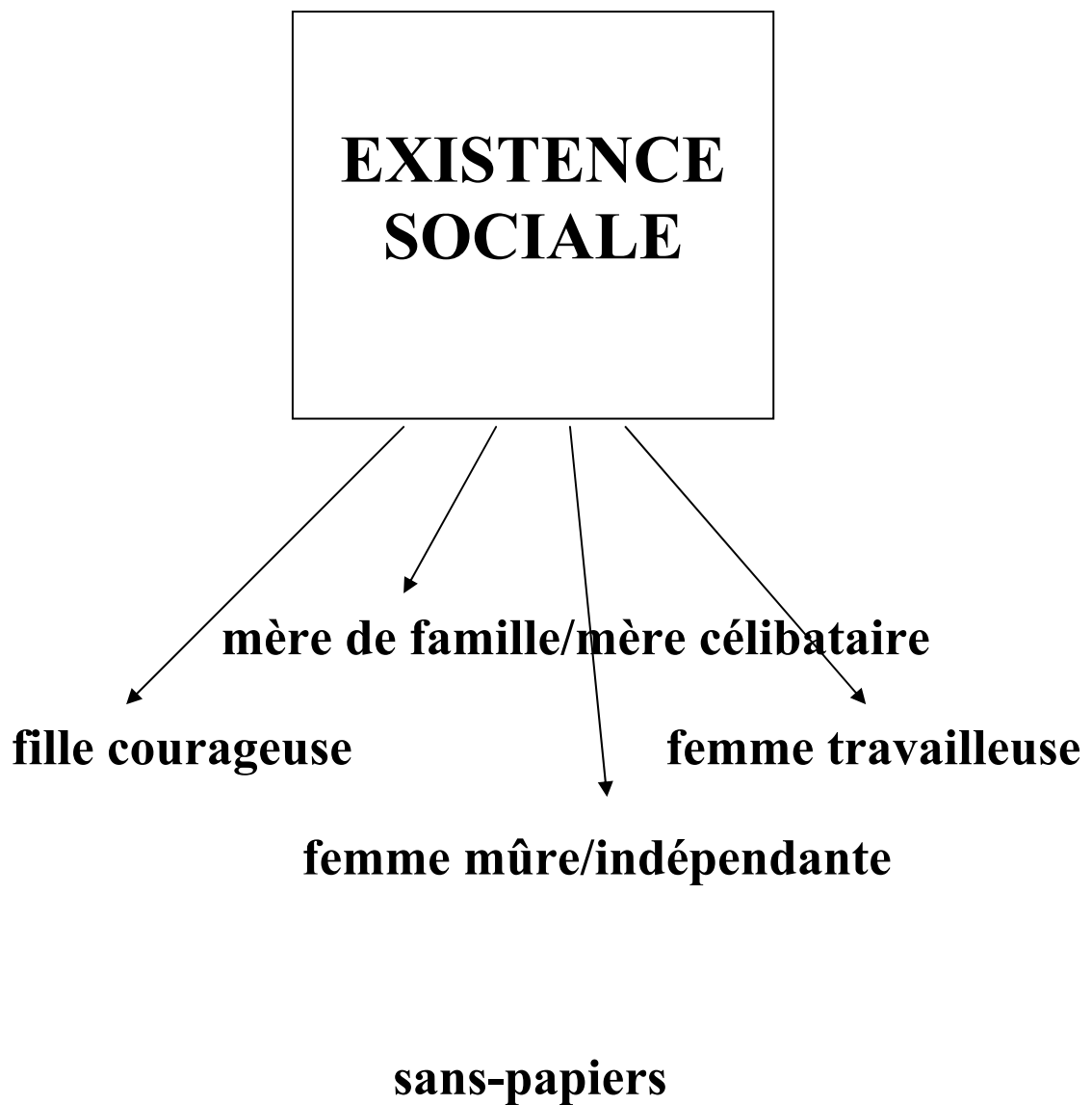
Dans le même ordre d'idée, les femmes latino-américaines sans-papiers, en ne contestant pas directement la légalité du système dominant, ne remettent pas en question l'ordre établi. Au contraire, pour ne pas entrer directement en opposition avec le système de référence du pays de réception et de son groupe d'appartenance, les femmes latino-américaines vont adopter des *stratégies intermédiaires*¹⁰⁶ qui consistent à rechercher des similitudes avec les groupes majoritaires sans renoncer à leurs différences. Ces femmes insistent sur le fait qu'elles appartiennent à la communauté des êtres humains pour minimiser les différences stigmatisantes : « *mais je ne suis pas la (...), je ne suis pas coupable. Regardez ce que je suis : un être humain. Je suis un être humain dans la vie qui vient lutter d'une manière honnête et non vivre de votre charité, je ne comprends pas les raisons de cette inégalité* » (voir schéma page suivante).

¹⁰⁵ FIBBI R., "Stratégies identitaires et participation sociale : les racines locales des immigrants" in *Les migrations internationales*, Lausanne, Publications de l'Université de Lausanne - Éditions Payot, 1993, p. 99.

¹⁰⁶ LIPIANSKY E., "Identité subjective et interaction" in CAMILLERI C. & alli, *op. cit.*, p. 129.



**Système de référence groupe
des êtres humains**



Les femmes latino-américaines, en insistant sur le fait qu'elles sont des êtres humains, ne se laissent pas attribuer d'autres traits (comme ceux d'immigrées clandestines). Ainsi, elles revendiquent l'*appartenance à un groupe* plus large, celui des *êtres humains* et demandent une reconnaissance de leur valeur en tant que personne humaine possédant en conséquence des droits humains : « *nous sommes tous des êtres humains et nous avons des droits. Pour les chiens, il y a de l'alimentation spéciale et nous ? nous sommes des êtres humains, nous avons des sentiments, nous avons de la famille : nous avons droit à beaucoup de choses qu'on nous refuse* ».

Ainsi, comme nous l'avons vu, les personnes sans-papiers sont confrontées à diverses situations d'exploitation, de discrimination, d'abus et d'injustice. Face à ces situations, elles ne peuvent que se révolter d'une manière limitée et cette révolte trouve une certaine légitimité dans le fait de se reconnaître comme quelqu'un faisant partie du groupe des êtres humains. Cela leur donne la légitimité de revendiquer un traitement humain ; ainsi en mettant en relief la logique d'égalité sur le plan humain, l'immigrée cherche à avoir une image adéquate d'elle-même : « *je n'ai pas la possibilité de m'opposer mais je sais que je suis un être humain* ».

Ainsi, en adoptant cette stratégie, ces femmes se protègent en résistant à l'attribution de l'identité de clandestines. Ces femmes essaient de se répéter à chaque fois que leur dignité est bafouée, qu'elles sont des être humains : « *on voit ton visage d'étrangère et on commence à te regarder comme quelqu'un de bizarre mais j'ai déjà dépassé cela parce j'ai la conviction que nous tous, nous sommes des êtres humains et que malheureusement ils sont nés en Europe et nous, nous sommes nés en Amérique latine, c'est ça la seule différence. Mais sinon, nous sommes tous égaux. Alors, j'ai commencé à me valoriser comme être humain, j'ai aussi de la valeur et c'est ça ce qui me donne la force et la volonté de faire d'autres choses* ».

En s'affirmant comme êtres humains, ces femmes ne se sentent ni différentes, ni illégales, ni illégitimes. En revendiquant leur appartenance au groupe des êtres humains, elles se reconnaissent sur le plan de l'égalité avec les autres. Ces femmes deviennent conscientes de la discrimination faite à leur égard (en raison de leur nationalité et du message de l'illégalité renvoyé par un autrui dominant quant au fait d'être quelqu'un qui n'a aucune valeur, qui ne peut pas s'exprimer, qui doit tout supporter) : « *toutes les*

personnes de n'importe quelle nationalité ont le droit de demander un service », « nous avons des droits, nous avons des droits humains. Nous sommes des personnes et nous devons être traitées comme telles ».

Cette conviction leur permet de résister aux messages de la clandestinité selon lesquels la personne se sent illégitime dans la mesure où elle ne doit pas être en Suisse, dans la mesure où elle viole la réglementation d'un pays et qui légitime le fait qu'elle ne possède aucun droit : *« le fait d'être clandestine n'est jamais passé par ma tête, je l'ai à l'esprit mais j'essaie de ne pas l'intérioriser. Peut-être que c'est le fait de sentir que je suis un être humain comme les autres gens d'ici, je pense quelquefois que je ne suis pas d'ici, c'est vrai, mais le fait de penser que nous avons les mêmes droits m'a aidée à ne pas me voir comme une clandestine et c'est vrai que pour cette société c'est ça, c'est que nous sommes ceux qui n'ont pas de papiers ... mais ça n'est pas si frustrant : je ne me vois pas comme quelqu'un qui doit être stigmatisé », « nous sommes tous des êtres humains, je ne me vois pas comme inférieure, la seule chose qui nous différencie c'est la langue et les habitudes... », « je pense que nous avons les mêmes droits, le Sud-américain comme l'Européen, nous sommes tous égaux devant Dieu... ».*

Conclusion

Entre le visible et l'invisible

Entre 180'000 et 300'000 personnes sans-papiers vivent en Suisse. Certaines d'entre elles habitent depuis 5, 10, 12 années (ou même plus) en Suisse. Parmi elles, des centaines de femmes latino-américaines arrivent constamment en Suisse, presque toujours accueillies par d'autres femmes latino-américaines qui y sont déjà installées provisoirement. Parmi ces nouvelles venues, il y a des femmes jeunes ou d'âge mûr, avec ou sans enfants, des femmes célibataires ou mariées ou encore des mères célibataires et des enfants qui arriveront parfois plus tard.

Certaines d'entre elles deviennent le support financier principal pour la famille restée au pays d'origine. Certes, pour ces femmes qui réalisent l'expérience migratoire, de nouvelles indépendances économiques, sociales et familiales se profilent. Mais ces indépendances entraînent aussi de nouvelles dépendances ou des dépendances renouvelées. En effet, le fait de vivre sans-papiers en Suisse (sans aucun droit, sans aucun type d'assurance, sans même avoir la certitude du lendemain) entraîne une situation de dépendance. Et, dans le pays d'origine, une nouvelle situation de dépendance surgit notamment à travers le budget familial qui est dorénavant constitué par l'envoi régulier d'argent de la part de la femme migrante. Ainsi, il y a de nouvelles dépendances ici et ailleurs. Malgré ceci, les femmes latino-américaines sans-papiers acquièrent, grâce à leur expérience de vie, de nouvelles certitudes concernant leur endurance, leur force personnelle, leur maturité et leur capacité à ne pas se laisser faire.

Tout au long de cette recherche, les questions qui ont guidé notre analyse étaient les suivantes : comment comprendre que les femmes latino-américaines sans-papiers arrivent à vivre en Suisse sans avoir une existence légale ? Autrement dit, comment arrivent-elles à vivre dans le monde visible malgré leur invisibilité formelle ? Comment arrivent-elles, malgré tout, à avoir une existence sociale, à avoir une « vie normale » ? Comment construisent-elles leur expérience migratoire ? Nous avons situé l'expérience de ces femmes dans le cadre de la clandestinité, c'est-à-dire que nous avons voulu

comprendre le *champ des possibles* à l'intérieur duquel ces femmes définissent leur action.

À l'aide de l'image du *monde de la clandestinité* en construction, nous avons essayé de décrire ce processus qui trouve son origine dans les conditions contextuelles propres au système de l'économie mondiale. Mais ce processus est alimenté par l'action concrète de milliers de personnes qui, de manière constante, prennent des décisions de migration et qui, une fois arrivées dans le pays de réception, sont accueillies par d'autres personnes qui les ont précédées. Les nouvelles arrivantes accueilleront à leur tour de nouvelles venues, elles leur transmettront les codes propres à la clandestinité, c'est-à-dire l'*art de vivre* dans la clandestinité. À partir de là, les femmes latino-américaines peuvent se distancer du monde de la clandestinité et s'en éloigner pour construire leur propre expérience, leur propre mode de vie (« normal »), résistant à la nouvelle réalité de la clandestinité, aux nouveaux défis qui impliquent le fait de prolonger leur séjour en tant que femmes sans-papiers mais aussi d'atteindre leurs objectifs migratoires. Il s'agit de modes de vie composés d'aspects cachés, de secrets, de mensonges, de prudence, de rêves, d'objectifs de vie mais aussi de relations constantes avec les aspects visibles du pays de réception (soit le travail, la vie quotidienne, les espaces publics, le contact avec les Suisses, l'école, le système sanitaire ou encore les diverses institutions). Ce mode de vie se situe à l'intersection du visible et de l'invisible.

Il nous a paru pertinent de conclure l'analyse des récits de vie de ces femmes en situant leur vie dans l'interaction entre le *monde formel* et le *monde souterrain*. La première partie de cette thèse cherche à situer l'*agir* de l'individu dans l'interaction entre niveaux macro et micro-sociaux. Une fois encore, dans les dernières pages de cette thèse, nous parlerons de l'*interaction* constante qui se tient entre le *contexte* et l'*agir*.

Pour ce faire, nous allons tout d'abord situer les expériences de ces femmes par rapport aux catégories analytiques d'intégration, d'exclusion et/ou de séparation pour ensuite construire une typologie qui considère les aspects contextuels de la clandestinité et l'aspect compréhensif de notre méthodologie (récits de vie). Nous voulons ainsi mettre en relation le mode de vie des femmes latino-américaines sans-papiers avec la société de réception. Nous aimerions donc, à ce stade, resituer l'expérience migratoire des femmes au sein du contexte migratoire, notamment du pays d'immigration. Ces

femmes habitent en Suisse, elles y occupent une place « illégitime », non reconnue (ni légalement ni économiquement ni socialement). Malgré cela, elles y construisent leurs expériences migratoires : certaines d'entre elles, en voulant y rester, d'autres en percevant leur séjour comme provisoire. Que pouvons-nous dire de ce mode de vie situé entre le visible et l'invisible ? Que pouvons-nous dire des liens que tissent ces migrantes sans-papiers (habitant en Suisse depuis des années) avec la société de réception ?

L'*intégration* fait référence au processus socioculturel interactif fondé sur l'interdépendance, la confrontation, l'échange et l'égalité. Il s'agit du processus graduel selon lequel les nouveaux résidents deviennent des participants actifs de la vie économique, sociale, civique et culturelle du pays d'immigration. Dans l'intégration, chacun conserve son identité et son originalité et ce contrairement à l'assimilation qui implique soumission et identification complète au corps dominant¹. L'intégration met l'accent sur une relation dynamique entre l'immigré (ou les groupes d'immigrés) et la société de réception. Elle suppose la reconnaissance des valeurs de chaque groupe ainsi que la mise en place de conditions pour que ces groupes puissent s'enrichir mutuellement. L'« autre » est reconnu dans sa différence, mais aussi dans son égalité par le fait de sa capacité de contribuer et d'enrichir l'ensemble social.

Une meilleure compréhension entre les migrants et la population autochtone est le but qu'affiche la Suisse en matière d'intégration². Qu'en est-il des migrants sans-papiers ? Parler simultanément d'immigrées sans-papiers et d'intégration paraît contradictoire et illogique. Être illégale implique de ne pas avoir une existence légale, c'est-à-dire de n'avoir aucun type de droits ni aucun type de reconnaissance formelle. Cela signifie donc le fait d'être anonyme. Mais, en plus, cela signifie le fait d'être porteur de stigmatisation. Y aurait-il un sens à mettre ces deux termes (immigrées sans-papiers et intégration) ensemble ? Comment définir le type de participation de l'immigrée sans-papiers dans la société de réception ? Pouvons-nous parler d'intégration ou serait-il plus pertinent de parler d'exclusion ?

¹ BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Zurich, Éditions Seismo, 1996, p. 40.

² Cf. Commission Fédérale des Étrangers in www.eka-cfe.ch, mai 2003.

Si ces personnes ne sont pas intégrées, pouvons-nous en déduire qu'elles sont exclues ? Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti identifient trois dimensions de l'intégration/exclusion : une dimension économique (qui permet la participation sociale à travers des activités de production et de consommation), une dimension sociale (comprenant l'intégration au sein de groupes primaires ainsi que l'intégration dans la société globale à travers des liens sociaux) et une dimension symbolique (définie par des normes et des valeurs communes d'une part et par des représentations collectives définissant les places sociales d'autre part³).

Les immigrées sans-papiers sont, comme nous l'avons vu, des femmes très actives (jusqu'à plus de 12 heures par jour), qui font de nombreux efforts et investissements, qui envoient de l'argent par les banques suisses, qui participent à des groupes sociaux ou associations (formés de compatriotes, de Suisses ou de groupes mixtes), qui interagissent avec des institutions suisses comme par exemple l'école (à travers les enfants), l'hôpital ou les services sociaux, des femmes qui ont une vie sociale plus ou moins active qui se reflète dans leur participation aux fêtes latino-américaines, aux événements sportifs latino-américains, à l'église espagnole ou latino-américaine, aux événements suisses. Ces femmes peuvent avoir un contact plus ou moins régulier avec la communauté latino-américaine et être ainsi insérées dans des réseaux de « solidarité » .

C'est ainsi que ces personnes, dans la dimension économique et relationnelle, montrent leur capacité de participation et d'« intégration » à travers des activités économiques même si leurs revenus et leur qualité de vie sont plus faibles que ceux de la population locale. Ces femmes sont d'ailleurs insérées dans des réseaux sociaux, d'amis, familiaux et/ou communautaires⁴.

Toutefois, la place qu'elles occupent (malgré tout) au sein du système et leur utilité sociale dans ce système⁵ ne sont pas reconnues. Au contraire, elles sont niées, chargées d'images et de stéréotypes négatifs. C'est ainsi dans le registre de la reconnaissance sociale que ces femmes sont exclues. En effet, la manière dont elles sont perçues,

³ Cf. DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, Marseille, Éditions Hommes et perspectives, 1994, p. 54.

⁴ *Ibid.*, p. 74.

⁵ Cf. *Ibid.*, p. 94.

stigmatisées ou valorisées par les normes sociales devient un élément-clé pour définir l'insertion ou l'exclusion de ces personnes dans la dimension symbolique⁶.

Privées de tout type de droits, objet de discrimination et de mépris, soupçonnées d'être des profiteuses, délinquantes ou prostituées, délégitimées de leurs projets, de leurs espoirs, de leur identité ou, au mieux, ignorées ou instrumentalisées comme une simple force de travail, elles sont exclues du système et niées en tant qu'êtres humains et en tant qu'actrices participant à la vie économique et sociale de la société où elles résident.

À partir de là, se dégage la difficulté de mettre les femmes latino-américaines clandestines dans les catégories « intégrées » ou « exclues » puisqu'elles sont « dedans » (elles vivent et travaillent en Suisse) tout en étant « dehors » (elles n'existent pas officiellement, elles n'ont pas de droits). Vincent de Gaulejac observe que les termes « intégration/exclusion » supposent une image de la société considérée comme un ensemble défini avec des contours clairs : « (...) soit on est dedans, soit on est dehors ; soit on est au centre, soit on est périphérique ; soit on est 'in', soit on est 'out' »⁷. Toutefois, la réalité semble être plus complexe et, comme nous le voyons, à côté d'une structure légale, formelle, visible, il y a à l'intérieur une structure illégale, invisible et souterraine. Une émigrée peut être bien intégrée dans une dimension sociale ou économique et peut être exclue dans d'autres dimensions. Dans certains cas, le rapport peut même être inversé : l'exclusion dans l'une des dimensions peut renforcer l'intégration dans une autre. Ainsi, l'exclusion dans le registre symbolique peut renforcer l'intégration dans une dimension sociale⁸.

Mais dans quoi les femmes latino-américaines sans-papiers s'intègrent-elles : dans cette structure invisible qu'est la clandestinité⁹, dans la structure visible représentée par le monde formel de la société de réception ou dans ces deux structures ? Est-il encore

⁶ Cf. DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *op. cit.*, p. 68.

⁷ DE GAULEJAC V., "L'insertion paradoxale" in MAPPA S., *Les deux sources de l'exclusion. Economisme et replis identitaires*, Paris, Éditions Karthala, 1993, p. 284.

⁸ Cf. DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *op. cit.*, p. 65.

⁹ Il est possible de parler d'intégration au monde de la clandestinité dans la mesure où l'immigrée sans-papiers s'enchaîne tout d'abord dans un monde en construction, celui de la clandestinisation dans le pays de réception. Ceci implique une certaine socialisation à ce monde ; autrement dit, connaître les règles, les comportements à avoir, des stratégies diverses afin de ne pas se faire remarquer, connaître les personnes qui sont dans la même situation.

pertinent de parler d'intégration ? Comment peut-on définir le type de lien que ces femmes tissent avec la société de réception ?

Entre l'intégration et la non intégration

Isabelle Taboada Leonetti analyse les formes d'intégration/exclusion du chômeur et de l'immigré en France. En utilisant le cadre conceptuel de l'intégration/exclusion, elle met en évidence les faiblesses et les ambiguïtés de la notion d'intégration dans le champ des migrations. Dans le cas de l'immigré, les réseaux communautaires et relationnels offrent une solidarité matérielle et des possibilités concrètes de trouver un emploi ou un logement ainsi que des possibilités de valorisation de son identité, ce qui lui permet d'éviter l'exclusion symbolique qu'il subit dans la société de réception, ce qui n'est pas toujours le cas pour les chômeurs français. C'est ainsi que, de manière paradoxale, les facteurs qui apparaissent comme des inconvénients pour l'intégration (existence d'une communauté d'immigrés dans laquelle l'immigré entretient des liens forts), comprise en termes d'assimilation, constituent en France des ressources face à l'exclusion sociale¹⁰.

Dans une autre perspective, Claudio Bolzman et alii¹¹, en analysant la participation sociale en Suisse de jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse, définissent deux dimensions de l'intégration sociale : l'intégration « horizontale » et l'intégration « verticale ». La première concerne les liens sociaux entre « égaux » au sein de réseaux informels (amis et relations) et au sein de groupes plus formels (comme les associations, clubs ou autres). La deuxième fait référence aux liens de l'individu avec l'ensemble de la collectivité par le biais des institutions. Elle se manifeste dans l'intérêt porté à la vie publique et aux messages symboliques produits par celle-ci, ainsi que dans la volonté de participer à la vie sociale et politique du pays de réception.

En ce qui nous concerne, cette perspective nous semble intéressante dans la mesure où elle tient non seulement compte d'un sentiment d'attache que les personnes peuvent

¹⁰ Cf. TABOADA-LEONETTI I., "Formes d'intégration/exclusion. Le chômeur et l'immigré : un même cadre théorique?" in *Bulletin de Psychologie*, tome XLVIII, n° 419, 1995, pp. 372-378.

¹¹ Cf. BOLZMAN, C. & alii, *Secondas - Secondos : Le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*, Zürich, Éditions Seismo, 2003, p.149 et p.154.

avoir avec la société où elles résident -aspect que nous avons constaté parmi les femmes latino-américaines sans-papiers qui affirment « aimer et se sentir bien en Suisse »- mais aussi des relations concrètes que ces femmes établissent avec la société de réception à différents niveaux. Ce n'est pas seulement l'aspect subjectif ou celui de l'identité de la personne qui est pris en compte dans cette perspective, mais également les possibilités offertes par la société de réception pour pouvoir établir des relations à différents niveaux.

Nous pouvons dire, à l'instar de ces auteurs, que les femmes interviewées réalisent une *intégration horizontale* optimale dans la mesure où elles participent à différentes formes de vie associative formelles ou informelles. Par contre, au *niveau vertical*, elles ne peuvent pas *établir* différents types de contact ou de lien avec la société de réception. Bien évidemment, elles peuvent se sentir concernées par la vie sociale et politique de la Suisse et se tenir informées des différents événements qui touchent le pays, mais cet intérêt ne peut dépasser les limites de la vie privée (faute de quoi, la prolongation de leur séjour peut être compromise). Quoi qu'il en soit, même s'il y a le désir ou l'intérêt de la part de ces femmes de pouvoir s'intégrer, ce désir est brisé tout d'abord par leur manque de statut. Par conséquent, le fait de pouvoir s'intégrer verticalement dans la société de réception ne relève pas seulement de la bonne volonté des migrantes.

Il convient d'indiquer que les profils des femmes latino-américaines varient selon différents paramètres (projets migratoires, âge, ressources, etc). Malgré le fait que, pour la société de réception, la maîtrise de ces éléments constitue des exigences pour pouvoir considérer quelqu'un comme « intégré », certaines femmes latino-américaines n'ont pas une maîtrise suffisante de la langue, leur participation à des groupes institutionnels est souvent minime de même que le contact avec les Suisses (type de travail, manque d'instances de communication et d'échange). Toutes les femmes interviewées utilisent des termes tels que: *être adaptée*, *s'être habituée*, *être intégrée* ou *pouvoir le faire facilement* pour qualifier leurs expériences de migration.

Ces expressions, loin de faire référence à la signification que les sciences sociales leur attribuent, sont en lien avec le *sentiment* que les femmes migrantes doivent *savoir se débrouiller et/ou contrôler la situation* (c'est-à-dire la clandestinité). Ce sentiment correspond au fait que la migrante a su surmonter diverses difficultés économiques

(avoir un travail, pouvoir subvenir à ses besoins), développer et mobiliser des ressources qui lui permettent d'avoir une marge d'action (« savoir que faire au cas où ... » ou avoir un réseau social par exemple) et encore exprimer un sentiment positif envers le pays de réception (aimer le pays, se sentir à l'aise en Suisse).

Ces constatations se rapprochent en quelque sorte de celles faites par Jacques Barou sur les migrants en situation légale: « le point de vue des immigrés sur l'intégration diffère singulièrement de celui des spécialistes des sciences sociales (...) Ce qui frappe d'abord dans le point de vue de l'immigré, c'est qu'il met fortement l'accent sur la dimension locale de l'intégration et qu'il associe volontiers intégration et réussite personnelle (...) ». Il s'agit de la « (...) suprématie du critère social sur le critère culturel dans la définition de l'intégration. Ce qui compte, c'est d'être en relation étroite avec son environnement social immédiat et d'être reconnu par lui comme un acteur de la vie locale, telle qu'elle se déroule au quotidien. La maîtrise d'un outil de communication qui permettrait d'entrer en contact avec l'univers plus large de la société englobante et l'assimilation de la culture de cette société semblent des facteurs de moindre importance que la maîtrise des codes comportementaux et relationnels permettant de se retrouver en harmonie avec son environnement immédiat »¹².

Cette *dimension locale* et cette *réussite personnelle* présupposent de considérer le contexte immédiat dans lequel les femmes latino-américaines sans-papiers évoluent et face auquel elles se définissent en tant qu'actrices sociales. Il est clair que cette reconnaissance sociale ne se fait pas de la part de la société de réception et que le réseau des femmes sans-papiers n'est pas formé majoritairement -ou forcément- de Suisses (cf. chapitre 2, troisième partie). De ce fait, il y a une grande distance entre le *sentiment* qu'elles développent envers la Suisse, leur définition de réussite de la migration et la *non-reconnaissance* sociale à travers la légalité en tant que sujets participant à la vie économique, sociale et symbolique de la Suisse.

John Berry, en se basant sur deux critères (le *contact avec la société de réception* et le *contact avec la communauté d'origine*), introduit quatre stratégies d'acculturation pour les individus et groupes dans une société plurielle: assimilation, intégration,

¹² BAROU J. "Le rôle des communautés" in *Sciences humaines*, n° 96, Juillet 1999, p. 27.

séparation/ségrégation et marginalisation. Nous reprenons les concepts de *séparation/ségrégation* pour définir le type de relation entre les femmes latino-américaines sans-papiers et la société de réception. Ce qui différencie ces deux concepts est que la *séparation* est faite par le groupe migrant de manière volontaire tandis que la *ségrégation* est la conséquence d'une imposition faite par le groupe dominant (celui qui a le contrôle de la situation et impose son modèle) qui vise à « *maintenir les gens à leur place* »¹³.

En effet, la société de réception, à travers le *statut de sans-papiers*, provoque la *ségrégation* de ce groupe de personnes et impose des marges de manœuvre limitées. Il est nécessaire de situer l'analyse compréhensive des récits de vie de ces femmes dans ce cadre contextuel : ceci nous permet de comprendre que, même si les immigrées latino-américaines sans-papiers semblent adopter par moments une attitude *séparatiste* par rapport à la société de réception (parce qu'elles l'expriment parfois de telle manière), cette attitude, loin d'être volontaire, est due à la clandestinité¹⁴, c'est-à-dire à la manière dont le groupe dominant impose un modèle d'acculturation à travers un statut déterminé. La clandestinité fixe ainsi les marges d'action des immigrées. Certaines femmes « adoptent » une attitude séparatiste (ou plutôt elles sont l'objet d'une imposition ségrégationniste de la part de la société de réception) parce que la possibilité de s'intégrer est nulle¹⁵ (ou presque) : « *les Suisses ne sont pas importants dans ma vie parce que je n'ai pas d'amis suisses. Ils sont racistes, égoïstes, incompréhensibles, eux, ils ne savent rien. Moi, je mène ma vie et eux, ils mènent la leur* ».

¹³ Cf. BERRY J.W., "Acculturation and Adaptation in a New Society" in *International Migration*, n° 30, 1992, pp. 69-85.

¹⁴ D'autres auteurs parlent de l'imposition d'un statut légal défini sur l'immigré ; celui qui définit le "champ des possibles". Cf. BOLZMAN C., "Quels droits citoyens? Une typologie des modèles d'intégration des migrants aux sociétés de résidence" in PERREGAUX C. & alii (s/s la dir. de), *Intégration et migration. Regards pluridisciplinaires*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001. Voir également CHAUDET I. & alii, *Migrations et travail social. Une étude des problèmes sociaux des personnes de nationalité étrangère en Suisse*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 2000.

¹⁵ Apparemment, seules les personnes ayant certaines caractéristiques ne pourraient pas ou ne désireraient pas se séparer (cf. chapitre 2, troisième partie) : celles qui ont pu ou peuvent transférer leurs ressources professionnelles en Suisse ou qui ont obtenu ce type de ressources dans la société de réception (obtenir un

Un mode de vie à l'intersection entre le visible et l'invisible

Le contexte d'immigration est caractérisé par des marges de manœuvre limitées pour les sans-papiers. Malgré le fait que les femmes latino-américaines se voient imposer le statut de sans-papiers (avec des possibilités limitées d'interagir directement avec la société de réception), elles établissent des liens avec le monde formel et la société de réception. C'est dans le but de catégoriser ce type d'interaction que nous avons recours à la construction d'une typologie qui tient compte des critères suivants :

Tout d'abord, nous tiendrons compte de l'insertion de la femme latino-américaine dans un des *réseaux de sociabilité primaire*¹⁶ (soit le *réseau* familial, amical, relationnel, associatif). Toutefois, il ne suffit pas d'appartenir à un groupe social et d'avoir des relations sociales (même si cela est important pour maintenir une identité de soi positive), il convient également de situer la place de ce groupe social et sa valorisation symbolique au sein de la société globale. Comme Jérôme Ballet l'affirme, les personnes peuvent être insérées dans une communauté et, en même temps, être exclues de la société ou vivre en marge de la collectivité¹⁷. Certains membres peuvent avoir un capital social important vis-à-vis de leur communauté présente en Suisse, mais la communauté elle-même peut être à l'écart de la collectivité helvétique : « (...) il faut prendre garde de ne pas faire du capital social à tout prix ; puisque les exclus ont eux-mêmes des relations sociales, un réseau constitué d'autres exclus (...) »¹⁸.

Un deuxième critère à considérer est le *système de références* (pays d'origine, pays de réception ou autre)¹⁹ mis en relation avec les *appartenances* (groupe social). Étant donné que le terme d'intégration n'est pas pertinent pour définir la relation des femmes interviewées avec la société de réception, nous avons privilégié le terme d'*adaptation*.

baccalauréat suisse par exemple) ou qui peuvent le créer par les études. Enfin, il y a des personnes qui peuvent obtenir la légalité par le biais du mariage.

¹⁶ En nous inspirant de Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti. Cf. DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *op. cit.*, pp. 74-75.

¹⁷ BALLEST J., *L'exclusion : définition et mécanismes*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 190-191.

¹⁸ *Ibid.*, p. 229.

¹⁹ Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Leonetti notent l'importance de ce critère pour les immigrés, ayant un autre système de référence tout autre, semblent moins vulnérables face à l'assignation identitaire. Ce sont les résultats d'une étude sur les personnes venues en France avec un projet de mobilité temporaire : "Leur stratégie principale de réponse à l'exclusion a été de la contourner (en éludant, l'ignorant ou s'en désimpliquant), d'élaborer un espace structuré, symboliquement, amis aussi parfois concrètement, autour du pays d'origine ou de la communauté des compatriotes, c'est-à-dire en dehors de l'espace français excluant". DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *op. cit.*, p. 75.

En effet, nous pensons que, pour n'importe quelle immigrée, le fait d'accepter et d'assumer les nouvelles règles du jeu est une exigence première. L'adaptation -qui fait référence à la capacité de se conformer aux exigences (nouveaux codes sociaux, règles, comportements, etc.) de la société de réception- constitue le minimum indispensable pour vivre dans le pays de destination²⁰. Or, pour les femmes latino-américaines sans-papiers, le fait de s'adapter s'avère davantage indispensable. En effet, elles ont besoin, pour pouvoir rester en Suisse et prolonger leur séjour en tant que sans-papiers, de développer au moins un *minimum d'adaptation*. Ce minimum d'adaptation peut naturellement augmenter et acquérir d'autres connotations (comme par exemple l'assimilation). L'*adaptation* par rapport à la société de réception est donc le point de départ de ces femmes, l'attitude qu'elles assument toutes.

Finalement, les critères suivants (*maîtrise de la langue locale, projet migratoire* -en lien avec l'obtention de la légalité-, *ressources* et adéquation de celles-ci) sont considérés. Voyons les quatre types idéaux issus de notre enquête : adaptation minimale, adaptation maximale et adaptation intermédiaire ou adaptation résistante.

Adaptation minimale :

Au niveau culturel, ces personnes adoptent le minimum indispensable pour pouvoir vivre dans le nouveau contexte du pays de réception sans nécessairement s'y identifier : règles, normes, codes. Ces femmes cherchent leur légitimité dans le système de référence de leur pays et, de façon minimale, dans le système de référence de la Suisse. En effet, dans leur pays d'origine, leur identité de femmes migrantes n'est pas remise en question (elle est au contraire valorisée et le fait d'émigrer est même encouragé par la famille, par la société en général ou par le mythe de l'eldorado²¹). Ces femmes sont notamment des personnes ayant un projet économique (souvent présentes depuis peu en

²⁰ Cf. BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse, op. cit.* p. 41.

²¹ Si elle est remise en question, c'est par les femmes-mêmes, en raison de l'éloignement de leurs enfants (cf. chapitre 2, troisième partie). Pour la femme ayant un projet migratoire économique, la légitimité n'est pas remise en question par le système de référence du pays d'origine sauf par le fait de ne pas accomplir sa "mission", traduite par le fait de ne pas faire des envois réguliers d'argent : "*mon mari me dit que je me prostitue certainement, il dit que je suis une mauvaise mère et que j'ai oublié mes enfants*" (ce témoignage correspond à une femme ayant un projet économique que nous avons appelé "échoué").

Suisse). Quelques-unes d'entre elles ont un projet d'études (surtout si les femmes habitent en Suisse depuis peu de temps : de quelques mois à deux ans) ou ont un projet imprécis. Ces femmes ont tendance à comparer leur statut actuel par rapport à celui de leur *société d'origine*²². Elles se voient très différentes des Suisses et, en conséquence, il est très difficile d'atteindre le niveau de ces derniers: « *même si je fais du travail de ménage et que cela est la dernière chose dans l'échelle sociale et que les Suisses ne font pas ce type de travail, je ne me sens pas inférieure à eux et j'ai mon niveau et mon statut dans mon pays* ». Étant donné que le système de référence est centré sur le pays d'origine et que ces personnes envisagent souvent d'y retourner (à court ou à moyen terme), ces femmes ne cherchent pas activement à obtenir la légalité -elles se sont rendu compte des possibilités restreintes d'obtenir un permis-.

Ces femmes ont des notions minimales de la langue du pays de réception. Elles participent à des groupes sociaux ou à des formes de vie communautaire de leur pays d'origine tout en adoptant une attitude de prudence à l'égard de ces contacts. Par contre, elles participent d'une manière minimale à des groupes sociaux du pays de réception. Cela est dû au fait qu'elles n'investissent pas beaucoup *ici*, mais aussi qu'avec la peur découlant de leur statut, elles ont un sentiment de faible maîtrise de la situation (sentiment d'appréhension, de solitude). Elles disposent de ressources minimales ou peu adaptées au nouveau contexte (étant donné qu'elles sont plutôt centrées sur leur pays d'origine ; elles peuvent par contre disposer de ressources qui seraient exploitables au niveau du pays d'origine).

Il faut indiquer que, malgré un contact minimal avec les Suisses ou avec la société de réception, les femmes interviewées reconnaissent des caractéristiques positives aux Suisses (disciplinés, ordonnés, corrects, etc.). Elles admettent avoir de bons contacts et relations avec les Suisses (de bons patrons, des connaissances suisses et/ou éventuellement des amis). Elles expriment également leur valorisation positive du pays de réception (« *aimer la Suisse* »).

²² Le cas des immigrées de la République Dominicaine est illustratif à cet égard. Comme l'affirme Gina Gallardo, les immigrées de la République Dominicaine en Espagne se perçoivent d'une manière négative par rapport à la société espagnole mais par rapport à la société dominicaine, la tendance est de se percevoir en fonction de la classe sociale et du statut qu'elles avaient avant la migration et à voir ce processus comme une voie de mobilité socio-économique. Cf. GALLARDO G., *Buscando la vida*, Santo Domingo, Éditions CIPAF (Centro de Investigación para la Acción Femenina), 1995.

Adaptation maximale :

Au niveau culturel, ces personnes adoptent les règles, normes et codes sociaux du pays de réception et atteignent aussi un fort niveau d'identification. C'est à travers les normes sociales et symboliques du système dominant (pays de réception) qu'elles cherchent à obtenir la légitimité (la reconnaissance symbolique) notamment à travers la quête active de la légalité (permis de séjour).

Ayant un projet d'installation ou d'études (ou dans quelques cas un projet indéterminé), ces femmes cherchent à se rapprocher le plus possible du pays de réception. De ce fait, le groupe de référence devient le groupe des Suisses. Ces personnes souffrent davantage du fait de ne pas avoir une reconnaissance formelle étant donné que celle-ci empêche une vraie « intégration » dans la société de réception. Elles se rendent compte que, par leur statut actuel, il est très difficile d'atteindre le niveau des Suisses (il y a des barrières en ce qui concerne le transfert des qualifications professionnelles ainsi que l'existence de préjugés et de discriminations à différents niveaux). Les femmes interviewées reconnaissent des caractéristiques positives aux Suisses (disciplinés, ordonnés, corrects, etc.), caractéristiques auxquelles elles aimeraient adhérer.

La maîtrise de la langue du pays de réception occupe une place importante, c'est pourquoi elles investissent du temps, de l'énergie et/ou de l'argent pour l'apprendre. Elles participent à des groupes sociaux du pays de réception (associations de bénévolat, école, associations d'étudiants, etc.). Quelquefois, elles essaient même de s'éloigner des formes de vie communautaire du pays d'origine. Leur cercle social est constitué de Suisses ou d'autres étrangers qui ont un statut légal. Elles disposent de ressources adaptées, créées ou transférées au nouveau contexte.

Adaptation intermédiaire et adaptation résistante :

Au niveau culturel, ces personnes adoptent les règles, normes, codes sociaux du pays de réception tout en s'identifiant à quelques-uns d'entre eux et en refusant d'autres. Ces personnes adoptent des systèmes de référence partagés entre le pays d'origine et le pays

de réception. Pour certains aspects, c'est le système de référence familial et/ou personnel qui a de l'influence; pour d'autres, c'est le système dominant.

Il s'agit de personnes ayant un projet économique ou imprécis qui, vu l'impossibilité de l'accomplir tout de suite ou de le définir clairement, commencent à s'installer provisoirement dans le pays de réception tout en y tissant des liens. Il s'agit de personnes qui développent surtout un discours critique vis-à-vis de la politique de la migration étant donné l'impossibilité d'avoir des projets à long terme.

Ces femmes se sont rendu compte de l'impossibilité d'obtenir la légalité à travers le travail (permis de séjour). Ainsi, par exemple, s'il s'agit de femmes célibataires ou de mères célibataires, elles garderont l'espoir de pouvoir rencontrer un homme suisse ou ayant un statut légal avec qui se marier (elles expriment cependant le fait qu'elles aimeraient tomber amoureuses de quelqu'un et ne pas se marier uniquement pour obtenir des papiers). S'il s'agit de femmes mariées (qui ont de la famille dans le pays d'origine ou dans le pays de réception), cette possibilité d'obtenir la légalité à travers le mariage est en principe exclue et/ou elle implique le divorce. La voie des études est aussi exclue pour ces dernières. En effet, en ayant un projet économique/familial, leur priorité est d'améliorer les conditions de vie de la famille (ces femmes donneront toujours la priorité à leurs enfants). S'il s'agit de femmes célibataires, une fois que le projet économique/familial sera accompli (cf. filles aînées de la famille), ces femmes pourront penser éventuellement à un projet d'études.

Les femmes interviewées reconnaissent des caractéristiques positives aux Suisses (disciplinés, ordonnés, corrects, etc.) auxquelles elles adhèrent et d'autres desquelles elles s'éloignent puisqu'elles les considèrent comme négatives (les Suisses sont très rigides, trop sérieux, etc.). Ces femmes parlent assez bien le français, ce qui leur permet de s'affirmer et de se sentir à l'aise avec la langue. Toutefois l'espagnol est une langue très utilisée (sinon la plus utilisée) dans le quotidien de ces femmes. Elles participent à des groupes sociaux du pays de réception (l'église ou l'école par les enfants) et à des groupes sociaux ou culturels du pays d'origine (fêtes latino-américaines, groupes de danse, etc.). Leur cercle social est mixte et constitué de Suisses, d'autres étrangers avec un statut légal ou illégal, de compatriotes, etc. Elles disposent de ressources plus ou moins adaptées au nouveau contexte.

L'*adaptation intermédiaire* se distingue de l'*adaptation résistante* dans le sens que les femmes qui correspondent à ce dernier type montrent un discours plus critique à l'égard du pays de réception.

Variante : Cette construction logique que nous venons de décrire correspond à des idéaux-types. Toutefois, il y a évidemment des variantes qui peuvent compliquer cette vision de la réalité. Une de celle-ci est marquée par la distance qu'il peut y avoir entre la disposition des ressources et les aspirations de ces femmes. À cet égard, il peut y avoir des femmes qui, tout en ayant des caractéristiques d'adaptation maximale, peuvent avoir un cercle social composé d'étrangers. Bien que leur désir soit de faire partie du groupe de Suisses, leurs moyens s'avèrent insuffisants pour atteindre ce but.

Quelles perspectives pour des nouvelles recherches ?

Que retenir pour de nouvelles recherches ? Cette recherche est d'ordre qualitatif étant donné les caractéristiques de la population étudiée (population par définition difficilement repérable). Toutefois, nous avons voulu mettre en évidence la manière dont ces femmes participent de manière invisible à la reproduction d'un type de société : elles sont appelées à accomplir des rôles au sein de l'économie mondiale et au niveau sociétal. Ce mode de vie situé entre l'invisible et le visible permet à des centaines de couples ou de femmes en Suisse de reproduire leur mode de vie (conciliation vie de couple/travail). De plus, les femmes sans-papiers, en réalisant des tâches ménagères de leur côté, permettent la reproduction des modes de vie de leur famille dans le pays d'origine.

Cette participation à la reproduction des modes de vie reste souvent à l'écart peut-être parce qu'il s'agit de populations par définition « cachées ». Il nous semble qu'une manière de faire sortir de l'ombre l'apport des femmes sans-papiers est d'approfondir le lien entre les tâches ménagères et la garde d'enfants réalisées par les femmes sans-papiers, le rôle de l'État en ce qui concerne la position des femmes suisses et les stratégies que celles-ci assument pour concilier famille et travail. En Europe, diverses

études font déjà ce type de lien (cf. chapitre 1, première partie et chapitre 1 de la deuxième partie), mais, en Suisse il faudrait encore encourager ce genre d'études.

L'étiquette de « sans-papiers » peut nous faire tomber dans la piège de l'invisible, du souterrain ou du non-repérable. Les exemples suivants (déjà indiqués dans les pages précédentes) doivent encore être relevés. Ils nous montrent comment l'agir « invisible » de ces femmes altère les contextes et crée des ponts entre sociétés d'origine et de réception : (1) « *moi, j'avais ma sœur en Suisse, c'est elle qui m'a envoyé le billet d'avion* », (2) « *j'envoie de l'argent tous les mois et, de temps en temps, quand je peux, je fais de grandes boîtes avec des vêtements, des chaussures, des cadeaux pour la famille. Ici, les personnes jettent les choses même si elles sont encore neuves ; il y a des personnes qui me donnent des pulls, des jaquettes, etc. qui sont en bon état et dès que j'ai assez d'argent je les envoie* », (3) « *je tiens un stand d'artisanat (...) au marché de Noël ; mais cette année je n'ai pas pu le tenir, je devais payer 1'800 francs ; je ne peux pas toujours le faire* ».

Le premier témoignage concerne les réseaux sociaux ; le deuxième, la circulation des capitaux porteurs de symbole (cadeaux) et le troisième montre l'exemple d'une activité économique informelle qui relie la Suisse et le pays d'origine de la femme interviewée. Ces exemples nous mènent vers des pistes sur la manière dont les migrants (invisibles légalement), hommes et femmes, dépassent les frontières et désignent un contexte particulier de migration à travers leurs actions.

En effet, pour les femmes latino-américaines sans-papiers, le fait de pouvoir entrer en Suisse (même de façon irrégulière) est facilité par l'existence de liens transnationaux (qui peuvent être de nature différente et aller jusqu'à des filières de passage illégal). Par ailleurs, la quantité individuelle relativement faible d'argent que les migrants transfèrent (virements) à leur pays d'origine s'élevait quand même globalement en 2002 à au moins 80 milliards de dollars à l'échelle mondiale²³. Mais comme l'illustre le deuxième

²³ SOLIMANO A., "Remittances by Emigrants : Issues and Evidence", Document de travail de United Nations Economic Commission for Latin American and the Caribbean (UN-ECLAC) in <http://www.wider.unu.edu/conference/conference-2003-3/conference-2003-3-papers/Solimano-2208.pdf>, 22.08.03. À cet égard, Steven Vertovec introduit le terme d'"*avenue of capital*" pour faire référence non seulement au fait que les grandes corporations de l'économie globale constituent la forme institutionnelle majeure des pratiques transnationales mais que les *petits joueurs* de l'économie globale, soit les communautés transnationales, jouent également leur rôle. VERTOVEC S., "Conceiving and researching transnationalism" in *Ethnic and Racial Studies*, volume 22, n° 2, March 1999, Routledge, 1999, p. 452.

exemple, ce n'est pas seulement l'argent qui circule des pays de destination vers les pays d'origine ; il s'agit également d'idées, de comportements, d'identités, et du capital social ; ce que Peggy Levitt appelle *virement social*²⁴.

À cet égard, Peggy Levitt cite l'exemple de la République Dominicaine et de Boston et elle décrit, entre autres, la manière dont l'image du *vêtement* créerait un style hybride d'habillement dans les deux régions. Les non-migrantes, dans le pays d'origine, observent la manière de se vêtir des personnes (ayant émigré aux États-Unis) venues leur rendre visite et reçoivent souvent des vêtements comme cadeaux de la part de celles-ci. Elles combinent ainsi les éléments de leurs propres armoires avec les produits des États-Unis (par exemple porter des bottes avec des shorts) en créant un style hybride dans la manière de s'habiller. Les modèles de vêtements reflètent plutôt la mode courante que le climat²⁵. Peggy Levitt ajoute également que les échanges des virements sociaux se produisent quand les migrants rentrent dans leurs communautés d'origine, quand les non-migrants rendent visite à la famille immigrée ou quand ils échangent des lettres, des vidéos, des cassettes et des coups de téléphones²⁶.

Même si tous les migrants ne sont pas impliqués dans ce type d'activités²⁷, il serait intéressant d'étudier la part des immigrées sans-papiers dans ces activités consciemment ou inconsciemment pratiquées. Diverses études sur les activités transnationales des migrants sont menées aux États-Unis²⁸. Pour le contexte suisse, il faudrait encore, à travers ce type d'études, faire sortir de l'ombre cette production sociale des migrants et en particulier celle des femmes (étant donné que, selon les études de genre, ce sont les femmes qui gardent davantage de liens avec la famille dans le pays d'origine -cf.

²⁴ soit "social remittances". Cf. LEVITT P., "Social Remittances : Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion" in *International Migration Review*, volume 32 (4), 1998, p. 927.

²⁵ Cf. *Ibid.*, p. 932.

²⁶ Cf. *Ibid.*, p. 936.

²⁷ Le concept de transnationalisme pourrait être éclairant. Ce concept met en évidence que les formations sociales transnationales sont des structures ou des systèmes des relations décrits comme des réseaux sociaux, les mêmes qui ont comme caractéristiques d'être autonomes et dépendants de ce système complexe de relations. Cf. VERTOVEC S., *loc. cit.*, p. 447 et ss.

²⁸ Alejandro Portes fait bien la distinction entre celui qui rentre périodiquement chercher du matériel au pays d'origine (par exemple un négociant) ou celui qui va régulièrement dans le pays de destination faire de la publicité auprès de ses compatriotes (par exemple un industriel du bâtiment) et l'immigré qui achète une maison avec ses épargnes et qui rentre de temps en temps au pays d'origine avec des cadeaux pour sa parenté. Les deux premières situations seraient celles d'entrepreneurs transnationaux tandis que le troisième ne le serait pas. Cf. PORTES A., "La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales" in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, sept. 1999, pp. 15-25.

chapitre 1, deuxième partie-) et des femmes sans-papiers (étant donné que les représentations sociales leur attribuent tout d'abord une invisibilité et/ou une visibilité chargée de connotations négatives -elles sont vues comme criminelles, délinquantes, profiteuses, etc.-).

Ainsi, même si ces femmes restent soi-disant dans l'ombre, elles sortent à la lumière à travers différents types de rôles, d'activités et de fonctions qu'elles accomplissent. Notre enquête a porté sur les femmes qui utilisent des stratégies individuelles visant à faire face à la situation de la clandestinité et à reproduire leurs modes de vie en tant que sans-papiers. Même si des cas de révolte et de résistance ont été repérés, ceux-ci n'ont pas abouti à des stratégies collectives, comme le cas d'un collectif de sans-papiers.

De ce fait, il serait intéressant d'étudier la présence de la femme latino-américaine au sein des collectifs de sans-papiers et de pouvoir établir le lien entre les stratégies individuelles et les stratégies collectives de la population latino-américaine. À cet égard, un élément relevé dans notre enquête est la relation entre la femme sans-papiers et la patronne latino-américaine. Comme nous l'avons déjà indiqué, toutes les femmes interviewées préfèrent avoir une patronne suisse ou d'une autre nationalité. Selon elles, les patronnes latino-américaines sont celles qui sont les plus aptes à les discriminer et à les exploiter.

Nous pensons que ce manque de solidarité des patronnes latino-américaines peut avoir tout d'abord des liens avec l'enjeu de *réussir la migration*, de se faire une place et de se voir valorisée et reconnue par le regard dominant. D'autre part, les grandes inégalités sociales entre groupes sociaux et classes sociales en Amérique latine semble être transposées dans le contexte migratoire en donnant lieu à une reproduction des inégalités de classes. Une enquête sur ce type de relation pourrait être utile afin de mieux comprendre l'enjeu et la « réussite » migratoires. Peut-il y avoir des liens entre cette attitude non solidaire et la participation des femmes latino-américaines aux collectifs des sans-papiers ? Voilà encore un aspect à approfondir.

Notre recherche s'est limitée aux stratégies individuelles des femmes visant la reproduction de leurs modes de vie en tant que sans-papiers ; certaines d'entre elles arrivent à désigner un projet de sortie vers la légalité. Il nous semble à cet égard que des recherches sur les stratégies de mariage en vue de la légalité pourraient bien compléter

notre analyse. Il convient d'indiquer que l'obtention de la légalité par le mariage entraîne bien souvent des situations de dépendance de la femme vis-à-vis de son mari. Celle-ci ne peut pas divorcer avant l'obtention d'un permis « C », c'est-à-dire avant la cinquième année du mariage -étant donné que, face à un divorce, le permis de séjour lui est automatiquement retiré- ce qui constitue un champ favorable aux soumissions, aux abus et aux violences envers ces femmes²⁹.

Nous nous sommes limitées aux femmes réalisant des tâches ménagères et la garde d'enfants en Suisse. Toutefois, nous n'avons pas considéré les femmes latino-américaines se prostituant en Suisse. Certes, la politique migratoire suisse donne la possibilité à ces femmes d'obtenir un permis de danseuse de cabaret (cf. chapitre 1, deuxième partie). Le fait d'approfondir la situation des femmes latino-américaines dans la prostitution, leur part dans des situations de légalité (permis de danseuse de cabaret) et/ou l'éventuel glissement des femmes sans-papiers réalisant un travail domestique vers la prostitution³⁰ nous semble complémentaire à la connaissance de la migration des femmes latino-américaines sans-papiers.

Qu'en est-il des femmes retournant dans leur pays d'origine -soit par un renvoi, soit de manière volontaire- ? Quelles sont leurs caractéristiques individuelles ? Comment se réinstallent-elles dans leur société d'origine après deux, trois, cinq ou sept ans ? Quelles sont les influences de la clandestinité (en tant qu'épreuve leur permettant d'acquérir une certaine force au niveau individuel) sur leur mode de vie dans leur pays d'origine ? Qu'en est-il des changements au niveau des relations de genre ?³¹. À cet égard, notre étude relève le cas des femmes qui, en trouvant l'indépendance économique, personnelle et sociale en Suisse (et ceci malgré leur statut de sans-papiers) cherchent à

²⁹ DOLIVO J.M., "Nouvelle loi sur les étrangers. Un "droit" raciste et sexiste" in *Solidarités*, n° 22, 26 février 2003 ; LE BRETON M. & FIECHTER U., "Thesen zur Illegalisierung von MigrantInnen in der Schweiz" in *Tsantsa*, Neuchâtel, Revue de la société suisse d'ethnologie, n° 6, 2001, pp. 103-109 ; Voir également Revue de la société suisse d'ethnologie (Dossier Mariages et nouvelles alliances), *Tsantsa*, n° 6.

³⁰ La responsable du projet "Femmes aux pieds nus" (projet travaillant en partenariat avec les femmes prostituées) de l'association Fleur de Pavé à Lausanne, nous disait que la présence des latino-américaines dans les salons s'est accrue ces derniers temps.

³¹ Une étude de Laura Oso laisse entendre que les femmes ne peuvent pas gérer les envois d'argent qu'elles font à leurs familles dans le pays d'origine. Par ailleurs, celles-ci en rentrant, ressentiraient des difficultés pour se réadapter à un contexte patriarcal. OSO L., "Les effets de la migration sur le statut socio-économique et sur le rôle des femmes : le cas de l'immigration des femmes de la République Dominicaine vers Madrid" in BISILLIAT J. (s/s la dir. de), *Face aux changements les femmes du Sud*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, pp. 87-114.

rester en Suisse. L'indépendance acquise en Suisse est ainsi le motif d'une installation provisoire. À l'opposé (pour les femmes possédant ces caractéristiques et qui doivent rentrer), comment le retour vers la situation de départ se vit-il ? Ce sont des questions qu'une recherche menée auprès de femmes rentrant dans leur pays d'origine pourrait bien éclairer.

La situation de la migration entraîne un changement des rôles dans le couple. La migration implique la participation active des femmes à la sphère productive. Elles abandonnent ainsi leur rôle féminin traditionnel pour assumer le rôle de production. En revanche, étant donné les caractéristiques du marché économique dual -cf. chapitre 1, première partie-, la migration implique pour les hommes des possibilités plus faibles de trouver un travail. De ce fait, leurs revenus ne sont désormais pas les plus importants pour le budget familial. Dans diverses situations, les hommes doivent davantage s'occuper des tâches ménagères et définir autrement leur rôle au sein de l'unité familiale. Ainsi, de nouvelles définitions de masculinité et de paternité devraient guider de nouvelles recherches. Or, des situations de violence et/ou d'exploitation peuvent bien entourer ce nouveau réaménagement des tâches à l'intérieur du couple³².

Nous avons repéré le cas de familles et d'enfants sans-papiers en Suisse ou encore le cas de mères seules en Suisse qui, à court ou à long terme, font venir leurs enfants en Suisse. La présence d'enfants sans-papiers en Suisse est donc une réalité. Ces enfants (beaucoup d'entre eux sont adolescents³³ aujourd'hui) sont venus sans projet en Suisse, ayant été amenés par leurs parents. Nous avons vu, dans les résultats de notre enquête, que les projets migratoires, la mémoire et les facteurs à l'origine du départ permettent à ces femmes de se situer par rapport à la clandestinité, de se situer par rapport à leurs projets de vie et de donner sens à leur vécu. Qu'en est-il des enfants/adolescents qui n'ont pas de projets, qui n'ont pas de souvenance de leur pays d'origine ? Voici donc un aspect dont il faudra tenir compte dans de nouvelles recherches.

³² Voir par exemple : DE PUY J., « Violences conjugales, un problème d'interculturalité? » in BOLZMAN C. & BÉDAY-HAUSER (éd.), *On est né quelque part mais on peut vivre ailleurs: Familles, Migrations, Cultures et Travail Social*, Genève, Éditions IES, 1997 ; GILLIOZ L. & alii (éd.), *Voir et agir. Responsabilités des professionnel-le-s en matière de violences à l'égard des femmes*, Genève, Éditions Médecine & Hygiène / Collection Cahiers médico-sociaux, 2003.

³³ Scolarisés en Suisse, déracinés de leurs pays d'origine et sans possibilités de continuer leurs études. Pour approfondir consulter SANCHO B., *Les enfants de l'ombre*, Lausanne, Éditions La Passerelle, 1992.

Au niveau sociétal, cet aspect de la réalité de la migration clandestine suscite un grand défi quant à la gestion de la présence des sans-papiers au sein de la société helvétique -parce que de toute façon ces femmes y habitent, elles y participent, elles s’y font une place, y créent des liens-. Mais, en tant que personnes possédant le statut de sans-papiers, elles possèdent des marges de manœuvre limitées et des accès inégaux aux différents services et institutions de la société de réception. Le niveau de leur qualité de vie se détériore en fonction des possibilités restreintes offertes par ce statut, ce qui aura des conséquences sur leur santé physique et psychique. Au niveau des conséquences, il y a des aspects méritant d’être davantage approfondis, notamment en suivant comme fil d’analyse une perspective de genre. Dans certains contextes (où les attentes envers les femmes sont marquées par la maternité, accompagnée des connotations de sacrifice), ces femmes donnent la priorité à leurs enfants (leur mari, leurs parents, leurs frères et sœurs venant ensuite sur l’échelle des priorités ; elles-mêmes occupant probablement la dernière place)³⁴, comme nous l’avons vu dans notre recherche.

³⁴ Voir entre autres Médecins sans frontières, *Rapport d’évaluation Accès aux soins des personnes en marge du système de santé Genève-Lausanne*, août-septembre 2002 ; VALLI M., *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne*, Rapport rédigé à la demande de la Municipalité de Lausanne, Lausanne mars 2003.

Bibliographie

- ABOU SADA G. & alii (s/s la dir. de), *L'immigration au tournant*, CIEMI, Éditions L'Harmattan, 1990.
- ACKERS L., *Shifting Spaces. Women, citizenship and migration within the European Union*, Great Britain, The Policy Press, 1998, p. 185.
- ALAIMO A., "Le projet migratoire entre nomadisme et sédentarité" in CENTLIVRES P. & GIROD I. (s/s la dir. de), *Les défis migratoires. Colloque CLUSE, Neuchâtel 1998*, Zurich, Éditions Seismo, 2000, pp. 211-216.
- ALTAMIRANO T., *Migración. El fenómeno del siglo. Peruanos en Europa, Japón, Australia*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú Fondo Editorial, 1996.
- ALVARADO J. & alii., *El financiamiento informal en el Perú*, Lima, Éditions IEP-COFIDE-CEPES (Serie Análisis Económico 20), 2001.
- ANDERSON B., "Overseas domestic workers in the European Union" in HENSHALL MOMSEN J. (éd.), *Gender, Migration and Domestic Service*, London and N.Y, Routledge, 1999, p. 117-133.
- AROIAN, K., "Mental Health Risks and Problems encountered by Illegal Immigrants" in *Mental Health Nursing*, 1993, 14, pp. 379-397.
- BAJOIT G. & BELIN E. (s/s la dir. de), *Contributions à une Sociologie du sujet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997.
- BAJOIT G., "Qu'est-ce que le sujet ?" in BAJOIT G. & BELIN E. (s/s la dir. de), *Contributions à une Sociologie du sujet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, pp. 113-130.
- BALLET J., *L'exclusion : définition et mécanismes*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001.
- BAROU J. "Le rôle des communautés" in *Sciences humaines*, n° 96, Juillet 1999, p. 26-29.
- BAUBOCK R., "Ethical problems of immigration control and citizenship" in COHEN R., *The Cambridge Survey of World Migration*, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 551-556.
- BEAUGE G., "Immigration et nouvelles formes de salariat dans la crise du BTP" in ABOU SADA G. & alii. (s/s la dir. de), *L'immigration au tournant*, CIEMI, L'Harmattan, 1990
- BEJAR A. & alii, *Amérique latine. Démocratie et exclusion*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994.
- BERNARD P., *L'immigration*, Bruxelles, Éditions Le Monde, 1993.
- BERRY J.W., "Acculturation and Adaptation in a New Society" in *International Migration*, n° 30, 1992, pp. 69-85.
- BERTAUX D., "Vie quotidienne ou modes de vie?" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, pp. 67-84.
- BERTAUX D., *Les Récits de vie*, Paris, Éditions Nathan, 1997.
- BERTAUX-WIAME I., "Vie quotidienne, pratiques féminines et historicité" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, pp. 99-110.
- BERTHELOT J-M., *Sociologie. Épistémologie d'une discipline Textes fondamentaux*, Bruxelles, Éditions De Boeck-Université, 2000.
- BEURET M., "Les mafias semblent mieux organisées que les états" in *L'Hebdo*, n° 25, 22 juin 2000, pp. 28-29.

- BEY M. & alii, "Au Pérou, la famille peut-elle remplacer l'État ?" in GAUTIER A. & alii (s/s la dir.de), *Familles du Sud*, Bondy cedex, Cahiers des sciences humaines, Éditions de l'Aube, ORSTOM, nouvelle série n° 2, 1997, pp. 89-103.
- BEY M., "Quelques réflexions sur la continuité entre villes et campagnes" in *Mutations sociales et articulations des espaces ruraux et urbains*, Paris, Éditions Cahiers du GEMDEV (Recherches francophones sur les dynamiques des Tiers Monde), n° 21, 1994, pp. 127-136.
- BLANCHET A. & GOTMAN A., *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Éditions Nathan, 1992.
- BLANCHET A., « Interviewer » in BLANCHET A. & GHIGLIONE, *Les techniques d'enquêtes en sciences sociales*, Paris, 1987, pp. 81-126.
- BLONDET C., "Comentario de Cecilia Blondet" in PORTOCARRERO G. & VALCARCEL M. (éd.), *El Perú frente al siglo XXI*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1995, pp. 435-440.
- BLONDET C., "Establishing an Identity: Women Settlers in a Poor Lima Neighbourhood" in JELIN E. (éd.), *Women and Social Change in Latin America*, Geneva, UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development) - London; New Jersey, Éditions Zed Books, 1990, pp. 12-46.
- BLUMER H., "La société comme système d'interactions symboliques" in BERTHELOT J.M., *Sociologie. Épistémologie d'une discipline Textes fondamentaux*, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2000, pp. 72-76.
- BOLLE DE BAL M., « Au cœur d'une sociologie existentielle : les secrètes ambivalences du secret » in PETITAT A., *Secret et lien social*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.49-60.
- BOLZMAN C. & alii, *Secondas - Secondos : Le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*, Zürich, Éditions Seismo, 2003.
- BOLZMAN C. & TABIN J.P. (s/s la dir. de), *Population immigrée. Quelle insertion ? Quel travail social ?*, Genève, Éditions IES, 1999.
- BOLZMAN C., "Los exiliados del cono sur" in *Nueva Sociedad*, Caracas, n° 27, Set- Oct 1993, pp. 126-147.
- BOLZMAN C., "Migrations, pauvreté et processus d'exclusion. Le rôle des politiques d'immigration" in CHYTIL O. & SEIBEI F. (éd.), *European Dimensions in Training and Practice of Social Professions*, Boskovic (République Tchèque), Éditions Albert, 1999, pp. 217-235.
- BOLZMAN C., "Quels droits citoyens? Une typologie des modèles d'intégration des migrants aux sociétés de résidence" in PERREGAUX C. & alii (s/s la dir. de), *Intégration et migration. Regards pluridisciplinaires*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 159-183.
- BOLZMAN C., *Sociologie de l'exil : Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Zürich, Éditions Seismo, 1996.
- BONELLO Y.H., *Le secret*, Paris, Éditions PUF, 1998.
- BONIFAZI C. & FERRUZA A., « Latin American women in Italy: New reality of international migration system » in Jornadas de la mujer latinoamericana en la migracion internacional. Encuentro europeo-latinoamericano de mujeres de la red "AQUI NOSOTRAS". Madrid, Oct. 1995.
- BONVALOT G., « Le projet émancipateur » in ROPS (Laboratoire de Recherche Opératoire en Psychologie et Sciences Sociales), *Le projet. Un défi nécessaire face à une société sans projet*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 397-403.

- BORÓN A., "État, démocratie et mouvements sociaux en Amérique latine" in *Alternatives Sud*, Volume I, 1994 (4), pp. 39-56.
- BOURDIEU P., *Questions de sociologie*, Paris, Éditions Minit, 1980.
- BOURHIS R. & alii, "Discrimination et relations intergroupes" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Éditions Mardaga, 1994, pp. 161-199.
- BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Éditions Mardaga, 1994.
- BOUTINET J.P., "Les conduites à projet, avatars d'une préoccupation" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *Le projet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, pp. 91-106.
- BOUTINET J.P., *Antropologie du projet*, Paris, Éditions PUF.
- BOUVINIC M. & RAO GUPTA G., *Targeting Poor Woman-Headed Households and Woman-Maintained Families in Developing Countries : Views on a Policy dilemma*, New York, Population Council/International Centre for Research on Women Working Paper, 1994.
- BRADFORD C. (s/s la dir. de), *Redéfinir l'État en Amérique Latine*, Paris, OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), 1994.
- BRETTEL C. & JAMES SIMON R., "Immigrant Women : An Introduction" in JAMES SIMON, R. & BRETTEL C., *International Migration the Female Experience*, United States, Éditions Rowman & Allanheld, 1986, pp. 3-20.
- BRUNETIÈRE D., "Anthropologie culturelle du projet ou les prérequis liés au temps" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *Le projet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, pp. 379-387.
- BRUSSA L., *Rapport sur la prostitution, la migration et la traite des femmes : données historiques et faits actuels*, Conseil de L'Europe, Strasbourg , 1991.
- BUIJS G. (éd.), *Migrant Women Crossing Boundaries and Changing Identities*, volume 7 (Cross-Cultural Perspectives on Women), Oxford Providence, Éditions Berg, 1993.
- CALVARUSO C., "L'immigration illégale en Italie" in OCDE, *L'avenir des migrations*, Paris, OCDE, 1987, 339-347.
- CAMACHO A., "Informalidad política. Movimientos sociales y violencia" in *Nueva Sociedad*, n° 106, 1990, pp. 36-49.
- CAMILLERI C. & alli, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990.
- CAMILLERI C., "Identité et gestion de la disparité culturelle : essai d'une typologie" in CAMILLERI C. & alli, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990, pp. 85-110.
- CAMPANI G., "Women migrants: from marginal subjects to social actors" in COHEN R., *The Cambridge Survey of World Migration*, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 546-550.
- CARONI M., *Danseuses et candidates au mariage. Aspects juridiques de la traite des femmes en Suisse*, Lucerne, Éditions Caritas, 1996.
- CARRIER A., "Mondialisation économique et productions identitaires en Amérique latine" in MARQUES-PEREIRA B. & alii, *Citoyenneté en Amérique latine*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1995, pp. 183-195.
- CASTLES S. & MILLER M., *The age of migration. International Population Movements in the Modern World*. England, Macmillan Press Ltd, 2da ed., 1998.

- CATTANEO L., *Entre espoir et incertitude : le courage de réapprendre à vivre : analyse du processus de "retour à la vie" des malades du sida engagés dans les nouvelles thérapies antirétrovirales*, Fribourg, Université de Fribourg, 2001, mémoire de licence.
- CCSI Genève, *Clandestinité, clandestinisation et recherches de solutions humaines et politiques*, Document de travail janvier 1998.
- CENTILIVRES P. & GIROD I. (s/s la dir. de), *Les défis migratoires. Actes du colloque CLUSE, Neuchâtel, 1998*, Zurich, Éditions Seismo, 2000.
- CHANNOUF A. & alii., « Le projet : un point de vue psychosocial » in ROPS (Laboratoire de Recherche Opératoire en Psychologie et Sciences Sociales), *Le projet. Un défi nécessaire face à une société sans projet*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 365-378.
- CHANT S. & RADCLIFFE S., "Migration and development : the importance of gender" in CHANT S. (éd), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and N.Y, Belhaven Press, 1992, pp. 1-29.
- CHANT S. (éd), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and N.Y, Belhaven Press, 1992.
- CHANT S., "Migration at the margins : gender, poverty and population movement on the Costa Rican periphery" in CHANT S. (éd), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and N.Y, Belhaven Press, 1992, p. 49-72.
- CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *Agir en situation de vulnérabilité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003.
- CHAUDET I. & alii, *Migrations et travail social. Une étude des phénomènes sociaux des personnes de nationalité étrangère en Suisse*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 2000.
- CHAVEZ L.R., *Shadowed lives. Undocumented immigrants in American society*, Texas, Éditions Harcourt Brace, 2^{ème} édition, 1998.
- CHENG SHU-JU A., "Labor Migration and International Sexual Division of Labor : A Feminist Perspective" in KELSON G. & DELAET D. (éd), *Gender and Immigration*, London, Macmillan Press Ltd, 1999, pp. 38-58.
- CHUECA M. "Sexualidad, Fecundidad y Familia en Villa El Salvador" in Pontificia Universidad Católica del Perú (éd.), *Hogar y Familia en el Perú*, Lima, Fondo Editorial de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 1985, pp. 93-134.
- CIOLA A., "'Comment être assis entre deux chaises' ou, la condition du migrant" in *Interdialogos*, n° 2, 1995, pp. 19-22.
- CISSE M., *Parole de sans-papiers*, Paris, Éditions La Dispute, 1999.
- CLAPIER-VALLADON S., "Le retour des migrants. Problèmes d'identité » in TAP P. (éd.), *Production et affirmation de l'identité*, volume I, Toulouse, Éditions Privat, 1980.
- CLAUDE-VALENTIN M., *Les migrations clandestines et les migrants en situation irrégulière dans les états membres du Conseil de l'Europe*, Troisième conférence des ministres européens responsables des questions de migration, Strasbourg, mai 1988.
- CODOL J.P., *Semblables et différents : recherches sur la quête de la similitude et de la différenciation sociale*, Lille, Éditions Université de Lille III Atelier national de reproduction des thèses, 1984.
- Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, *Proposition du collectif de soutien aux sans-papiers pour une régularisation des travailleuses et travailleurs sans statut légal*, 27 Août, 2003
- COLLU C., *À la périphérie du visible: la double vie d'une femme prostituée*, Fribourg, Université de Fribourg, 2001, mémoire de licence.

- COMMISSION D'EXPERTS EN MIGRATION, *Une nouvelle conception de la politique en matière de migration. Rapport de la commission d'experts en migration*. Par ordre du Conseil Fédéral. Berne, août 1997.
- CONEIN B., "La notion de routine : problème de définition" in *Sociologie du travail*, n° 4, 1998, pp. 484-485.
- COSTES L., "Immigrés et travail clandestin dans le métro" in MONTAGNE-VILLETTE S. (s/s la dir. de), *Espace et travail clandestins, Recherches en géographie*, Paris, Éditions Masson, 1991.
- COTTA A., "Une société sans projet" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *Le projet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, p. 67-77.
- COUFFIGNAL G. (s/s la dir. de), *Réinventer la démocratie le défi latino-américain*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1992.
- COUFFIGNAL G., "Démocratisation et transformation des États en Amérique latine" in VAN E., *La transformation de l'État en Amérique latine*, Paris, Éditions Karthala, 1994, pp. 21-36.
- COX R., « The role of ethnicity in shaping the domestic employment sector in Britain » in HENSHALL M. J. (ed.) *Gender, Migration and Domestic Service*, London and New York, Routledge, 1999, pp. 134-147.
- CROZIER M. & FRIEDBERG E., *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977.
- CUCHE D., *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, Éditions La Découverte, 1996.
- D'ALESSANDRI S., *Femmes battues : des femmes en quête d'identité*, Fribourg, Université de Fribourg, 1994, mémoire de licence.
- DABERE O., *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997.
- DASSETO F. & PIASER A., *Migration entre passé et avenir. Flux et politiques migratoires en Europe et en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Éditions Sybidi Academia, 1992.
- DASSETO F., "Mouvements et politiques d'immigration en Europe depuis l'après-guerre" in DASSETO F. & PIASER A., *Migration entre passé et avenir. Flux et politiques migratoires en Europe et en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Éditions Sybidi Academia, 1992, p. 40.
- DE CERTAU M., *L'invention du quotidien*, volume 1. arts de faire, Paris, Éditions Gallimard, 1990.
- DE GAULEJAC V. & TABOADA-LEONETTI I., *La lutte des places. Insertion et désinsertion*, Marseille, Éditions Hommes et perspectives, 1994.
- DE GAULEJAC V., "Histoires de vie : héritage familial et trajectoire sociale" in *Sciences Humaines*, n° 102, Février 2000, pp. 34-37.
- DE GAULEJAC V., "L'insertion paradoxale" in MAPPA S., *Les deux sources de l'exclusion. Economisme et replis identitaires*, Paris, Éditions Karthala, 1993, pp. 282-308.
- DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 1996.
- DE PUY J. & RODRIGUEZ-VALLOTTON C., *Les années entre parenthèse. Vie quotidienne et projets d'avenir de réfugiés du cône sud de l'Amérique latine à Genève*, Université de Genève, 1985, mémoire de licence en sociologie.
- DE PUY J., « Violences conjugales, un problème d'interculturalité? » in BOLZMAN C. & BÉDAY-HAUSER (éd.), *On est né quelque part mais on peut vivre ailleurs: Familles, Migrations*, Cultures et Travail Social, Genève, Éditions IES, 1997.

- DE RUDDER-PAURD V., "Des projets aux aspirations. Les immigrés et leur logement en France" in *L'année sociologique*, volume 26, 1975, pp. 125-151.
- DE SOTO H., *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde*, Paris, Éditions la Découverte, 1994.
- DELAS J.P. & MILLY B., *Histoire des pensées sociologiques*, Paris, Collection Synthèse plus, Éditions Sirey, 1997.
- DEMAZIÈRE D. & DUBAR C., *Analyser les entretiens biographiques*, Paris, Éditions Nathan, 1997.
- DESCHAMPS J.C. & BEAUVOIS J.L., « Attributions intergroupes » in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Éditions Mardaga, 1994, pp. 97-126.
- DESCHAMPS J.C., "L'identité sociale et les rapports de domination" in *Revue suisse de sociologie*, 6, 1979, pp. 111-121.
- DIAZ B., *La ayuda invisible. Salir adelante en la inmigración*, Bilbo, Éditions likiniano elkarte, 1999.
- DOLIVO J.M., "Nouvelle loi sur les étrangers. Un "droit" raciste et sexiste" in *Solidarités*, n° 22, 26 février 2003.
- DOUVILLE O. & GALAP J., "Stratégies identitaires à l'épreuve du déracinement: L'exemple antillais" in *Bulletin de psychologie*. Tome XLVIII - Nro 419, 1995, pp. 332-341.
- DROZDA-SENKOWSKA E. & alii, "La proximité des groupes et la perception des similitudes" in *Bulletin de psychologie*, tome XLVIII, n° 419, 1995, pp. 409-420.
- DUBAR C., *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.
- DUBUISSON S., "Regard d'un sociologue sur la notion de routine dans la théorie évolutionniste" in *Sociologie du travail*, n° 4, 1998, pp. 491-502.
- EATON M., "Résidents étrangers et immigrés en situation irrégulière au Portugal" in *Revue Européenne des migrations internationales*, volumen 12, n°1, 1996, pp. 203-212.
- ENGBERSEN G., "Sans-papiers. Les stratégies de séjour des immigrés clandestins" in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, sept. 1999, pp. 26-38.
- FASSIN D., "La santé en souffrance" in FASSIN D. & alii (s/s la dir. de), *Les lois de l'inhospitalité*, Paris, Éditions La Découverte, 1997, pp. 107-123.
- FERRAROTTI F., *Histoire et histoires de vie la méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983.
- FESTINGER L. & KATZ D. (s/s la dir. de), *Les méthodes de recherche dans les sciences sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1963.
- FIBBI R., "Stratégies identitaires et participation sociale : les racines locales des immigrés" in *Les migrations internationales*, Lausanne, Publications de l'Université de Lausanne - Éditions Payot, 1993, pp. 89-102.
- FIGUEROA A. & alii, *Exclusión social y desigualdad en el Perú*, Ginebra, Éditions OIT-Instituto Internacional de estudios laborales, 1996.
- FISCHER G.N., *Le Ressort invisible. Vivre l'extrême*, Paris, Éditions du Seuil, 1994.
- FISCHER P. & alii, "Should I Stay or Should I Go ?" in HAMMAR T. & alii (éd.), *International Migration, Immobility and Development. Multidisciplinary Perspectives*, Oxford & New York, Éditions Berg, 1997, pp. 49-90.

- FOBB, *Travail clandestin de travailleurs étrangers en Suisse, résultats de l'enquête du syndicat du bâtiment et du bois (FOBB) sur le travail clandestin* in Conférence de presse de presse, 22.02.1990
- FRANCO M. del C., *Migración interna y familia en la Ciudad de la La Habana. 1985-1994*, México, Éditions el Colegio de México, 1999, Thesis in Social Sciences with especialization in Population.
- FULLER N., *Dilemas de la femineidad. Mujeres de clase media en el Perú*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1993.
- GALLARDO G., *Buscando la vida*, Santo Domingo, Éditions CIPAF (Centro de Investigación para la Acción Femenina), 1995.
- GARAVITO S., *Le concept de soi chez quelques Colombiens séjournant illégalement à Bruxelles*, mémoire de licence non-publié, Université Catholique de Louvain, faculté de Psychologie, Louvain-la-Neuve, 1998.
- GARBADE J.P., *Know your rights. A legal guide for household employees in Switzerland*, Geneva, Éditions Geneva Forum for Philippine Concerns, 1998.
- GARFINKEL H., "Studies in Ethnomethodology" in BERTHELOT J-M., *Sociologie. Épistémologie d'une discipline Textes fondamentaux*, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2000, pp. 78-82.
- GHIGLIONE R. & MATALON B., *Les enquêtes sociologiques Théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1998.
- GHOSH B., "La migración económica y los países emisores" in MALGESINI G. (comp.), *Cruzando frontera : migraciones en el sistema mundial*, Barcelona, Éditions Icaria, Fundación Hogar del Empleado, 1998, pp. 147-186.
- GHOSH B., *Huddled masses and uncertain shores Insights into irregular migration*, Netherlands, Martinus Nijhoff Publishers – Internation Organization for Migration, 1998.
- GIDDENS A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994.
- GILLIOZ L. & alii (éd.), *Voir et agir. Responsabilités des professionnel-le-s en matière de violences à l'égard des femmes*, Genève, Éditions Médecine & Hygiène / Collection Cahiers médico-sociaux, 2003.
- GLASER B. & STRAUSS A., *The discovery of Grounded Theory, Strategies for Qualitative Research*, Aldine Publishing Company, New York, 1967.
- GLICK SCHILLER N. & alii, "Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration" in *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*, New York, Annals of the New York Academy of Sciences, 1992, pp.1-24.
- GOFFMAN E., *Behavior in Public Places : notes on the social organization of gatherings*, New York , Free Press, 1963.
- GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public*, Paris, Éditions de Minuit, 1996 (1973).
- GOFFMAN E., *Stigmaté les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
- GRAL/CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, *L'indianité au Pérou, Mythe ou réalité*, Paris, Éditions du CNRS, 1983.
- GRINBERG R., *Psicoanálisis de la migración y del exilio*, Madrid, Alianza Editorial S.A, 1984.
- HAAK R., "Políticas sociales en el Perú" in *Paginas*, n° 126, avril 1994, pp. 11-27.

- HAMMAR T. & alii (éd.), *International Migration, Immobility and Development. Multidisciplinary Perspectives*, Oxford & New York, Éditions Berg, 1997.
- HENRIQUEZ N., "La sociedad diversa, hipótesis y criterios sobre la reproducción social" in PORTOCARRERO G. & VALCARCEL M. (éd.), *El Perú frente al siglo XXI*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1995, pp. 289-320.
- HENSHALL M., "Gender selectivity in Caribbean migration" in CHANT S. (éd), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and N.Y, Belhaven Press, 1992, pp. 73-90.
- HENSHALL MOMSEN J. (éd), *Gender, Migration and Domestic Service*, London and N.Y, Éditions Routledge, 1999.
- HENSHALL MOMSEN J., "Conclusion future trends and trajectories in HENSHALL MOMSEN J. (éd), *Gender, Migration and Domestic Service*, London and N.Y, Éditions Routledge, 1999, pp. 301-303.
- HENSHALL MOMSEN J., "Maids on the Move. Victim or Victor" in HENSHALL MOMSEN J. (éd), *Gender, Migration and Domestic Service*, London and N.Y, Éditions Routledge, 1999, pp. 1-17.
- HILL B., "Rural-Urban Migration of Women and their Employment in Towns" in *Rural History*, volume 5, n° 2, Cambridge University Press, 1994, pp. 185-194.
- HIRSCHHORN M., « Simmel et après » in PETITAT A., *Secret et lien social*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.41-47.
- HUBERT H.O., "Confiance et routines : les interactions sur le parvis Saint-Antoine à Forest" in VAN CAMPENHOUDT L. & alii (s/s la dir. de), *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Bruxelles, Éditions Labor, 2000, pp. 45-70.
- HUTEAU M., "Les projets d'orientation des jeunes. Approche psychologique" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *Le projet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, pp. 33-47.
- Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú, www.inei.gob.pe/inei4/percifra/percifra.asp
- JAMES SIMON R. & BRETELL C. (éd.), *International Migration. The female Experience*, United States of America, Éditions Rowman & Allanheld, 1986.
- JAVEAU C., *Prendre le futile au sérieux. Microsociologie des rituels de vie courante*, Paris, Éditions du CERF, 1998.
- KASTERSZTEIN J., "Les stratégies identitaires des acteurs sociaux : approche dynamique des finalités" in CAMILLERI C. & alli, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990, pp. 27-42.
- KAUFMANN J.C., *L'entretien compréhensif*, Paris, Éditions Nathan, 1996.
- KELSON G. & DELAET D. (éd), *Gender and Immigration*, London, Macmillan Press Ltd, 1999.
- KOFMAN E., "Female 'Birds of Passage' a Decade Later : Gender and Immigration in the European Union" in *International Migration Review*, volume XXXIII, n°2, summer 1999, p. 269-299.
- KYLE D., "The Otavalo trade diaspora : social capital and transnational entrepreneurship" in *Ethnic and Racial Studies*, volume 22 Number 2, March 1999, Routledge, 1999, pp. 422-446.
- LAHIRE B. (s/s la dir. de), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu, dettes et critiques*, Paris, Éditions Découverte, 1999.

- LALIVE D'EPINAY C. & alii., "L'hédonisme stoïque de la culture populaire. Le prolétaire retraité" in *Revue suisse sociologie*, 1983, pp. 169-186.
- LALIVE D'EPINAY C., "Récits de vie et vie quotidienne" in *Revue suisse de sociologie*, n° 1, 1983, pp. 37-44.
- LALIVE D'EPINAY C., *Entre retraite et vieillesse*, Lausanne, Editions Réalités sociales, 1996.
- LANDOLT P. & alii., "From Hermano Lejano to Hermano Mayor: the dialectics of Salvadoran transnationalism" in *Ethnic and Racial Studies*, volume 22 Number 2, March 1999, Routledge, 1999, 290-315.
- LE BOT Y., *Violence de la modernité en Amérique latine, Indianité, société et pouvoir*, Paris, Éditions Karthala, 1994.
- LE BRETON M. & FIECHTER U., "Thesen zur Illegalisierung von MigrantInnen in der Schweiz" in *Tsantsa*, Neuchâtel, Revue de la société suisse d'ethnologie, n° 6, 2001, pp. 103-109.
- Le Robert micro poche, Paris, dictionnaires Le Robert, 1997.
- LEMAN J. (éd.), *Sans documents. Les immigrés de l'ombre. Latino-américains, polonais et nigériens clandestins*, Bruxelles, Éditions De Boeck & Larcier, 1995.
- LEVITT P., "Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion" in *International Migration Review*, volume 32(4), 1998, pp. 926-948.
- LIPIANSKY E., "Identité subjective et interaction" in CAMILLERI C. & alli, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990, pp. 173-212.
- Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE) voir art.1, 2, al.1. et 2.
- LORA C., *Creciendo en dignidad. Movimiento de comedores autogestionarios*, Lima, Éditions Instituto Bartolomé de las Casas – Centro de Estudios y Publicaciones, 1996.
- LORENZI-CIOLDI F. & DOISE W., "Identité sociale et identité personnelle" in BOURHIS R. & LEYENS J.P. (éd.), *Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes*, Liège, Éditions Mardaga, 1994, pp. 67-96.
- MALEWSKA-PEYRE H. & TAP P. (s/s la dir. de), *La socialisation de l'enfant à l'adolescence*, Paris, Éditions PUF, 1991.
- MALGESINI G. (comp.), *Cruzando frontera: migraciones en el sistema mundial*, Barcelona, Éditions Icaria, Fundación Hogar del Empleado, 1998.
- MARC A., *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.
- MARQUES-PEREIRA B. & alii, *Citoyenneté en Amérique latine*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1995.
- MARTIN P., "Elements pour une problématique d'une conception psychanalytique du projet" in ROPS (Laboratoire de recherche opératoire en psychologie et sciences sociales), *Le projet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992, pp. 139-149.
- MASSEY D. & alii, "Theories of International Migration: A Review and Appraisal" in *Population and Development Review* 19, n° 3, september 1993, pp. 431-466.
- MASSEY D. & alii, "Una evaluación de la teoría de la migración internacional: el caso de América del Norte" in MALGESINI G. (comp.), *Cruzando frontera: migraciones en el sistema mundial*, Barcelona, Éditions Icaria, Fundación Hogar del Empleado, 1998, pp. 189-264.

- MATTEELLI A. & EL-HAMAD I., "Asylum Seekers and Clandestine Populations" in COLLINSON S., *Europe and International Migration*, Great Britain, Pinter Publishers, 1993, pp. 8-29.
- Médecins sans frontières, *Rapport d'évaluation. Accès aux soins des personnes en marge du système de santé Genève-Lausanne*, août-septembre 2002.
- MICHELAT G., "Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie" in *Revue française de sociologie*, Paris, XVI, 1975, pp. 230-247.
- MIES M., *Patriarchy and Accumulation on a World Scale : Women in the International Division of Labor*, London, Éditions Zed Books, 1986.
- MILLER M., "Illegal Migration" in COHEN R., *The Cambridge Survey of World Migration*, New York, Cambridge University Press, 1995, pp. 537-540.
- MONTAGNE-VILLETTE S. (s/s la dir. de), *Espace et travail clandestins, Recherches en géographie*, Paris, Éditions Masson, 1991.
- MORALES R., "Transitional Labor: Undocumented Workers in the Los Angeles Automobile Industry" in *International Migration Review*, volume XXVII, n° 4, 1983.
- MOROKVASIC M., "Birds of Passage are also women..." in *International Migration Review*, n° 4, volume XVIII, 1984, p. 886-907.
- MOROKVASIC M., "Le comportement économique des immigrés dans le secteur de la confection" in ABOU SADA G. & alii (s/s la dir. de), *L'immigration au tournant*, CIEMI, Éditions L'Harmattan, 1990.
- MOROKVASIC M., "Women in migration: beyond the reductionist outlook" in PHIZACKLEA A. (éd), *One way ticket Migration and female labour*, London, Éditions Routledge & Kegan Paul, 1983, pp. 13-32.
- Mouvement suisse des sans-papiers, www.sans-papiers.ch
- NWOLISA E., "Les Nigériens sans documents" in LEMAN J. (éd.), *Sans documents. Les immigrés de l'ombre. Latino-américains, polonais et nigériens clandestins*, Bruxelles, Éditions De Boeck & Larcier, 1995, pp. 113-126.
- Office fédéral de la Statistique, [http : //www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch)
- OLIVIER DE SARDAN J.P., "La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie" in *Enquête*, n° 1, 1995, pp. 71-101.
- Organisation mondiale des migrations, http://www.iom.int/documents/publication/en/gic_Factsheetscreen.pdf
- OSO L. & CATARINO C., "Femmes chefs de ménage et migration" in BISILLIAT J. (s/s la dir.de), *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Éditions Karthala, 1996, pp. 61-97.
- OSO L., "Les effets de la migration sur le statut socio-économique et sur le rôle des femmes : le cas de l'immigration des femmes de la République Dominicaine vers Madrid" in BISILLIAT J. (s/s la dir. de), *Face aux changements les femmes du Sud*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, pp. 87-114.
- PADILLA A. & alii, "Coping Responses to Psychosocial Stressors among Mexican and Central American Immigrants" in *Journal of Community Psychology*, volume 16, October 1988, pp. 418-427
- PAPPAS-DeLUCA K., "Transcending gendered boundaries. Migration for domestic labour in Chile" in HENSHALL MOMSEN J. (éd), *Gender, Migration and Domestic Service*, London and N.Y, Routledge, 1999, pp. 98-113.
- PAUGAM S., *La disqualification sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.
- PETITAT A.(s/s la dir.de), *Secret et lien social*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2000.

- PETITAT A., *Secret et formes sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.
- PÉTONET C., *On est tous dans le brouillard*, Paris, Éditions Galilée, 1979.
- PHIZACKLEA A. (éd.), *One way ticket Migration and female labour*, London, Boston, Melbourne and Henley, Éditions Routledge & Kegan Paul, 1983.
- PICKELS A. (éd.), *À la lumière des sans-papiers*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2001.
- PIGUET E. & LOSA S., *Travailleurs de l'ombre ? Demande de main-d'œuvre du domaine de l'asile et ampleur de l'emploi d'étrangers non déclarés en Suisse*, Zurich, Éditions Seismo, 2002.
- POIRIER J. & alii, *Les récits de vie, théorie et pratique*, Paris, Éditions PUF, 1983.
- PORQUET J.L., *Les clandestins. Enquête en France, en Chine et au Mali*, Paris, Éditions Flammarion, 1997, p. 329.
- PORTES A. & BÖRÖCZ J., "Migración contemporánea. Perspectivas teóricas sobre sus determinantes y sus modalidades de incorporación" in MALGESINI G. (comp.), *Cruzando frontera : migraciones en el sistema mundial*, Barcelona, Éditions Icaria, Fundación Hogar del Empleado, 1998, pp. 43-74.
- PORTES A. & BACH R., *Latin Journey : Cuban and Mexican Immigrants in the United States*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1985.
- PORTES A., "Illegal Immigration and the international system, lessons from recent legal mexican immigrants to the United States » in *Social Problems*, volume 26, n° 4, April 1979, pp. 451-464.
- PORTES A., "La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales" in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, sept. 1999, pp. 15-25.
- PORTES A., "Unauthorized Immigration and Immigration Reform: Present Trends and Prospects" in DIAZ-BRIQUETS S. & WEINTRAUB S., *Determinants of Emigration from Mexico, Central America and the Caribbean*, USA, Éditions Westview, volume 1, 1991, pp. 76-97.
- PORTOCARRERO G. & VALCARCEL M. (éd.), *El Perú frente al siglo XXI*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 1995.
- POURTOIS J.P. & DESMET H., *Epistémologie et instrumentation en sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Pierre Mardaga, 1988.
- POWERS M., & alii, « Gender Differences in the Occupational Status of Undocumented Immigrants in the United States : Experience Before and After Legalization » in *International Migration Review*, volume 32, n° 4, winter 1984, pp. 1015-1046.
- PROVONOST G., *Sociologie du temps*, Paris, Bruxelles, Éditions De Boeck & Larcier, 1996.
- PRYEN S., *Une approche sociologique de la prostitution de la rue*, Rennes, Presses Universitaires Rennes, 1999.
- QUIJANO A., "Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine" in BEJAR A. & alii, *Amérique latine. Démocratie et exclusion*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, pp. 93-120.
- RADCLIFFE S., "Mountains, maidens and migration : Gender and mobility in Peru" in CHANT S. (éd.), *Gender and Migration in Developing Countries*, London and N.Y, Belhaven Press, 1992, pp. 30-48.
- REVESZ B., "Ciudadanos periféricos y demos dividido" in *Revista Andina*, n°2, diciembre 1993, pp. 271-304.

- RILEY N. & GARDNER R., "Migration decisions : the role of gender" in *International Migration of Women in Developing Countries*, New York, Éditions United Nations, 1993, pp. 195-206.
- RILLAERTS S., "La citoyenneté sociale dans le champ politique en Amérique latine" in MARQUES-PEREIRA B. & alii, *Citoyenneté en Amérique latine*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1995, pp. 162-173.
- ROBERTS R. & alii, "Transnational migrant communities and Mexican migration to the US" in *Ethnic and Racial Studies*, volume 22, n° 2, March 1999, Routledge, 1999, pp. 238-266
- RODRIGUEZ N., "The Battle for the Border : Notes on Autonomous Migration, Transnational Communities, and the State" in *Social Justice, A journal of Crime, Conflict ...*, volume 23, n°3, 1996, pp. 21-37.
- ROSENDE M., "Histoire du travail des femmes ou l'utopie de la femme au foyer" in www.espacefemmes.org, juin 2003.
- ROUX P., *Couple et égalité. Un ménage impossible*, Lausanne, Éditions Réalités sociales, 1999.
- SANCHO B., *Les enfants de l'ombre*, Lausanne, Éditions La Passerelle, 1992.
- SARA-LAFOSSE V., "Les cuisines populaires de Lima" in DANHIEUX C. & SYMOENS J. (éd.), *Symposium : Promotion de la femme dans le Tiers-Monde*, Bruxelles, Éditions Administration Générale de la Coopération au Développement, 1990, pp. 131-140.
- SARA-LAFOSSE V., "Machismo in Latin America and the Caribbean" in STROMQUIST N.P. (éd.), *Women in the Third World : An Encyclopedia of Contemporary Issues*, New York, Éditions Garland, 1998, pp. 107-113.
- SASSEN S., "Toward A Feminist Analytics of the Global Economy" in *Indiana Journal of Global Legal Studies*, volume 4, Issue 1, fall 1996.
- SASSEN-KOOB S., "Notes on the incorporation of Third World Women in to Wage-labor through Immigration and Off-shore production" in *International Migration Review*, volume 18(4), 1984, pp. 1144-1167.
- SAYAD A., "Les trois âges de l'immigration algérienne en France" in *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 1977, n°15, pp. 61-79.
- SAYAD A., *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, Éditions De Boeck-Université, 1991.
- SAYAD A., *La Double Absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.
- SCHAUT C., "La dimension spatiale des relations de quartier et les effets de la territorialisation des contrats de sécurité" in VAN CAMPENHOUDT L. & alii (s/s la dir. de), *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Bruxelles, Éditions Labor, 2000, pp. 21-44.
- SCHMIDT S., "Migración o refugio económico. El caso mexicano" in *Nueva Sociedad*, Caracas, 127. Set- Oct 1993, pp. 136-157.
- SCHULTE-TENCKHOFF I., "L'anthropologie contemporaine face au défi de la culture" in AUBERT L. (s/s la dir. de), *Le monde & son double*, Paris, Éditions Adam Biro, 2000, pp. 18-24.
- SCHULTHESS D., "L'approche imagée des situations d'incertitude dans 'Le Petit Poucet' (1697) de Charles Perrault" in CENTILIVRES P. & GIROD I. (s/s la dir. de), *Les défis migratoires. Actes du colloque CLUSE, Neuchâtel, 1998*, Zurich, Éditions Seismo, 2000, pp. 224-230.

- SCHWAB M., *L'intégration non intégrée. Analyse de l'installation durable des migrants sans documents*, Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse), 2000, Mémoire de licence.
- SIEWIERA B., "Les immigrés polonais sans documents" in LEMAN J. (éd.), *Sans documents. Les immigrés de l'ombre. Latino-américains, polonais et nigériens clandestins*, Bruxelles, Éditions De Boeck & Larcier, 1995, pp. 71-112.
- SIMÉANT J., *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- SIMMEL G., *Secret et sociétés secrètes*, Belfort, Éditions Circé, 1996.
- SKELDON R., *Migration and development: a global perspective*, Edinburgh, Éditions Longman, 1997, pp. 26-27.
- SLIMANE L., *L'immigration clandestine de main-d'œuvre dans la région bruxelloise*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1995.
- SMART J. & SMART D., "Acculturative Stress of Hispanic : Loss and Challenge" in *Journal of Counseling & Development*, Mars/Avril 1995, volume 73, pp. 390-396
- SOLIMANO A., "Remittances by Emigrants : Issues and Evidence". Document de travail de United Nations Economic Commission for Latin American and the Caribbean (UN-ECLAC) in <http://www.wider.unu.edu/conference/conference-2003-3/conference-2003-3-papers/Solimano-2208.pdf, 22.08.03>.
- SOULET M.H., "Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible" in CHÂTEL V. & SOULET M.H (s/s la dir. de), *Agir en situation de vulnérabilité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, pp. 167-214.
- SOULET M.H., *Gérer sa consommation. Drogues dures et enjeu de conventionnalité*, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg (collection Res socialis), 2002.
- STALKER P., *The work of strangers : A Survey of International Labour Migration*, Geneva, Éditions International Labour Migration, 1997.
- STALKER P., *Workers without frontiers The Impact of Globalization on International Migration*, Colorado & London, Lynne Rienner Publishers, Geneva, International Labour Office, 2000.
- STIER H. & TIENDA M., "Family, Work and Women : The Labor Supply of Hispanic Immigrant Wives" in *International Migration Review*, 26(4), 1992, pp. 1291-1313.
- STRAUSS A., *La trame de la négociation*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1992.
- STROMQUIST N.P. (éd.), *Women in the Third World : An Encyclopedia of Contemporary Issues*, New York, Éditions Garland, 1998.
- SZASZ I., « Migrations temporales, migrations féminines y reproducción de unidades domésticas en una zona rural del Estado de México » in SALLES V. & alii, *Nuevos textos y renovados pretextos*, Mexico, El Colegio de México, 1994, pp. 53-85.
- TABOADA-LEONETTI I., "Formes d'intégration/exclusion. Le chômeur et l'immigré: un même cadre théorique?" in *Bulletin de Psychologie*, tome XLVIII, n° 419, 1995, pp. 372-378.
- TABOADA-LEONETTI I., "Le projet de migration. La nature du projet de migration et ses liens avec l'adaptation" in *L'année sociologique*, volume 26, 1975, pp. 107-123
- TABOADA-LEONETTI I., "Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue" in CAMILLERI C. & alli, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990, pp. 43-84.
- TAJFEL H. (éd), *Differentiation between social groups : studies in the social psychology of intergroup relations*, London; New York, Academic Press, 1978.

- TAJFEL H., "La catégorisation sociale" in MOSCOVICI S. (éd), *Introduction à la psychologie sociale*, Paris, Éditions Larousse, volume 1, 1972, pp. 292-302.
- TAP P. (éd.), *Production et affirmation de l'identité*, volume I, Toulouse, Éditions Privat, 1980.
- TAP P., "L'identification est-elle une aliénation de l'identité" in TAP P. (éd.), *Production et affirmation de l'identité*, volume I, Toulouse, Éditions Privat, 1980.
- TAP P., "Socialisation et construction de l'identité personnelle" in MALEWSKA-PEYRE H. & TAP P. (s/s la dir. de), *La socialisation de l'enfant à l'adolescence*, Paris, Éditions PUF, 1991, pp. 50-73.
- TODARO M. & MARUSZKO L., "Illegal Migration and US Immigration Reform: A conceptual Framework" in *Population and development Review*, volume 13, n° 1, March 1987, pp 101-114.
- TOURAINÉ A., "De l'État mobilisateur à la politique démocratique" in BRADFORD C. (s/s la dir.de), *Redéfinir l'État en Amérique Latine*, Paris, OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), 1994, pp. 49-69.
- TRUONG T-D, "Gender, International Migration and Social Reproduction: Implications for Theory, Policy, Research and Networking" in *Asian and Pacific Migration Journal*, volume 5 (1), pp. 27-52
- UNITED NATIONS, *The Migration of Women. Methodological issues in the measurement and analysis of internal and international migration*, International Research and Training Institute (INSTRAW), Dominican Republic, 1994.
- UNITED NATIONS, *World Population Monitoring 1997*, Department of Economy and Social Affairs. Population Division, New York, United Nations, 1998.
- VALLI M., *Les migrants sans permis de séjour à Lausanne*, Rapport rédigé à la demande de la Municipalité de Lausanne, Lausanne mars 2003.
- VAN BROECK A.M., "Les immigrés latino-américains sans documents" in LEMAN J. (éd.), *Sans documents. Les immigrés de l'ombre. Latino-américains, polonais et nigériens clandestins*, Bruxelles, Éditions De Boeck & Larcier, 1995, pp. 42-45.
- VAN CAMPENHOUDT L. & alii (s/s la dir. de), *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Bruxelles, Éditions Labor, 2000.
- VAN E., *La transformation de l'État en Amérique latine*, Paris, Éditions Karthala, 1994.
- VASQUEZ A., "Les mécanismes des stratégies identitaires : une perspective diachronique" in CAMILLERI C. & alii, *Stratégies identitaires*, Paris, Éditions PUF, 1990, pp. 143-172.
- VERTOVEC S., "Conceiving and researching transnationalism" in *Ethnic and Racial Studies* volume 22, n° 2, March 1999, Éditions Routledge, 1999, p. 447-461.
- VITALE L., *Historia y sociología de la mujer latinoamericana*, Barcelona, Éditions Fontamara, 1981.
- WEBER M., "Économie et société" in BERTHELOT J-M., *Sociologie. Épistémologie d'une discipline Textes fondamentaux*, Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 2000, pp. 50-61.
- WIHTOL DE WENDEN C., *Faut-il ouvrir les frontières ?*, Paris, Presses de la fondation nationale de Sciences Politiques, 1999.
- WISARD N., "Les droits des 'sans-papiers'" in *Vivre en situation non-autorisée. En quoi les 'sans-papiers' nous concernent-ils ?*, in Journée de rencontre organisée par l'Institut d'éthique social de la FEPS, Berne, 29.5.1999, pp. 6-39, Document ronéoté
- WISARD N., "Les droits des 'sans-papiers'", *Tsantsa*, Neuchâtel, Revue de la société suisse d'ethnologie, n° 6, 2001, pp. 148-153.

- YBARGÜEN PACHECO M.G., *Stratégies de formation professionnelle chez les femmes de ménage d'origine péruvienne à Genève*, Université de Genève, 1999, Mémoire de licence.
- ZLOTNIK H., "International Migration Policies and the Status of Female Migrants" in *International Migration Review*, volume 24, n° 2, summer 1990, pp. 372-381.
- ZLOTNIK H., "The South-to-North Migration of Women" in *International Migration Review*, volume 29, n° 1, spring 1995, pp. 229-254.
- ZLOTNIK H., « International Migration 1965-96 : An Overview » in *Population and Development Review*, volume 24, n° 3, september 1998, pp. 429-468.
- ZOLBERG A., « International Migrations in Political Perspective » in KRITZ, M. & alii (éd.), *Global Trends in Migration Theory and Research on International Population Movements*, New York, Center for Migration Studies, 1981, pp. 3-27.